



# **Les Ouvriers du Cher (fin XVIIIe siècle-1914). Travail, espace et conscience sociale.**

Michel Pigenet

## **► To cite this version:**

Michel Pigenet. Les Ouvriers du Cher (fin XVIIIe siècle-1914). Travail, espace et conscience sociale.. 1990.  
〈hal-04375378〉

**HAL Id: hal-04375378**

**<https://hal.science/hal-04375378v1>**

Preprint submitted on 5 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## Rétroprospection

Michel Pigenet

Sans doute n'a-t-on jamais autant édité et lu d'ouvrages et d'articles d'histoire du travail à l'époque contemporaine. Cet engouement doit beaucoup à la question inscrite, en 2020, au programme des concours de recrutement des enseignants du secondaire – « le travail en Europe occidentale des années 1830 aux années 1930 ». Une telle consécration aurait été impensable si la thématique n'avait préalablement suscité des recherches aptes à la légitimer par leur abondance et leur richesse<sup>1</sup>. De fait, un nombre croissant d'historiens s'attache désormais à repenser l'histoire à travers le travail et tout ce qui s'y joue. Mais l'historiographie n'est pas seule en cause dans une reconnaissance académique plutôt tardive au regard de la centralité du travail dans les sociétés occidentales des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. D'évidence, ses mutations en cours, l'évaluation de leur portée, les interprétations, résistances ou attentes qu'elles suscitent, appelaient une mise en perspective historique, complémentaire des analyses menées, de plus longue date, par d'autres sciences humaines et sociales.

### Rééditer ?

Le mouvement éditorial actuel éclaire la publication de cet ouvrage, dont la spécificité, par-delà celle inhérente à son objet – « les ouvriers du Cher » -, tient à ce qu'il s'agit d'une réédition, 31 ans après sa première parution. Un tiers de siècle, presque, ce n'est pas rien... L'initiative méritait réflexion. Le tirage de 1990 fut, il est vrai, assez rapidement diffusé, au point de rendre le livre introuvable dans le commerce, sinon dans les bibliothèques universitaires<sup>2</sup>. L'enjeu en valait-il la chandelle ? Des amis et collègues le pensaient et m'y encourageaient, mais ne raisonnaient-ils pas plus en amis qu'en collègues ? Chacun à leur poste, trois intervenants ont emporté ma décision. À force d'argumenter, Xavier Vigna, historien issu d'une génération et d'expériences distinctes des miennes, sut lever mes dernières objections.

On le devine, ma principale interrogation portait sur l'intérêt de la réédition d'une étude qui, datée par définition, risquait, en outre, de paraître dépassée ? « Les livres d'histoire vieillissent », note en clin d'œil Michelle Perrot<sup>3</sup>. L'ampleur et la diversité des sources consultées n'excluaient pas la découverte de nouveaux

---

<sup>1</sup> « L'Histoire du travail au carrefour » titrait, au printemps 2017, le numéro spécial que lui consacrait la revue *Historiens & Géographes*, n° 438, p.49-144.

<sup>2</sup> Un détour par le catalogue Sudoc signale sa présence dans 28 bibliothèques et centres universitaires français, total très inférieur à ceux de publications ultérieures.

<sup>3</sup> « Note de l'auteur » à la réédition de sa thèse, recentrée sur le « geste et la parole » de grève, au détriment des deux premières parties, plus quantitatives. Michelle Perrot, *Jeunesse de la grève. France 1871-1890*, Paris, Le Seuil, 1984.

fonds susceptibles d'entraîner des rectifications factuelles<sup>4</sup>. L'obsolescence surtout à craindre du côté des concepts mobilisés, des analyses et des résultats généraux avancés. J'en étais d'autant plus conscient que, partie prenante des dynamiques historiographiques, j'avais, moi-même, fort heureusement, évolué en trois décennies, tant du point de vue des groupes, périodes ou lieux explorés que des problématiques, notions éprouvées ou forgées. Pour le dire plus nettement, si l'historien de 2021 venait à se pencher, une fois encore, sur « les ouvriers du Cher », l'étude qu'il en tirerait ne serait pas identique à celle de 1987. La contesterait-elle jusqu'à la contredire ? Rien n'est moins sûr, j'y reviendrai, mais le choix de la réédition impliquait d'assumer son caractère de document historiographique, témoignage d'un moment de la recherche en histoire ouvrière et du travail.

### **Un document historiographique en son contexte**

L'option, dans la continuité de l'édition de textes inédits, oubliés ou mal connus<sup>5</sup>, n'était pas pour me déplaire. Concrètement, cela signifiait reproduire tel quel l'ouvrage de 1990. Hormis quelques retouches de ponctuation, j'ai donc résisté aux fortes tentations de réécritures. Les seules modifications d'envergure concernent l'adjonction de notes de bas de page, dont le sacrifice initial, concession au souci d'atteindre un format raisonnable, fut une faute méthodologique qu'il importait de réparer. Je renonçais, en contrepartie, à la reprise d'une bibliographie qui ne pouvait plus prétendre au statut d'instrument de travail.

Mais revenons au contexte qui présida mes recherches. Géographe de formation, l'heureux hasard d'une nomination non désirée à Vierzon, me donna bientôt l'occasion de découvrir, à l'aube des années 1970 et au gré de pérégrinations à travers le Cher, un étonnant conservatoire de traditions. Les moindres ne furent pas, pour moi, celles qui se rapportaient aux références « rouges ». En ville comme à la campagne, elles renvoyaient à un long passé, dont certaines bribes dataient de la Seconde République et profitaient, pour l'essentiel, au PCF, hégémonique à gauche, qui recueillait alors plus de 30 % des voix sur l'ensemble du département<sup>6</sup>. À la fin de la décennie, au sortir des « années 1968 », sur fond d'âpres controverses sur les modalités de la rupture de l'union de la gauche en France et les impasses du « socialisme réellement existant », le retrait de

---

<sup>4</sup> À l'exemple de ceux, inconnus ou inaccessibles dans les années 1970-1980, exploités par Jean-Marie Favière dans son étude sur Édouard Vaillant : *Je te parle au sujet d'Édouard Vaillant, t. 1 La tête pensante de la Commune, t. 2 Le grand socialiste*, Aix-en-Provence, JPS éditions, 2015-2016.

<sup>5</sup> Qu'il s'agisse de l'article « Syndicalisme et nouveaux salariés de services : aperçu sur l'expression cégétiste dans les centres d'appels d'Air France (1989-2004) », *Le Mouvement social*, n° 216, juillet-septembre 2006, p. 101-133 ou des éditions critiques de Friedrich Engels, *Le Rôle de la violence dans l'Histoire et autres textes*, Montreuil-sous-Bois, Le Temps des cerises, 2020 et des mémoires de Charles Marck, *Sur les routes que j'ai parcourues*, Paris, Classiques Garnier, 2021.

<sup>6</sup> Le sévère décrochage électoral communiste des années 1980 fut moins prononcé dans le Cher, où le PCF approchait encore les 25 % aux législatives de 1986, soit son meilleur score métropolitain, tombé cette année-là sous la barre des 10 %.

responsabilités politiques coïncida, non sans tensions, avec le besoin ressenti d'une pause militante, dont j'attendais qu'elle m'offrît le temps de comprendre ce qui « nous » arrivait. Après une décennie d'engagement intense, un « détour » par l'histoire appliquée à un territoire devenu familier m'apparut aussi souhaitable que possible. Au vrai, je ne partais pas de rien. La curiosité et plusieurs « commandes » m'avaient déjà conduit à consulter des fonds d'archives, tandis que de fréquents et amicaux échanges avec Rolande Trespé entretenaient l'envie de solides recherches historiques<sup>7</sup>. À partir de 1977, la fréquentation de la salle de lecture des Archives départementales devint systématique, cependant que le projet d'une thèse s'esquissait pour déboucher sur une inscription en bonne et due forme à l'université de Toulouse, sous la direction de Rolande Trespé.

Sur le moment, celui du dépôt d'un sujet, pas plus l'approche - monographique et centrée sur le département du Cher - que la problématique - la formation d'une classe ouvrière régionale -, ne souleva de véritable discussion. Au stade préalable de la collecte de données, le cadrage semblait suffire. La large couverture chronologique, de la fin du 18<sup>e</sup> siècle à 1914, relevait de la volonté d'intégrer l'ensemble des temporalités et dynamiques économiques, sociales, politiques et culturelles à l'œuvre dans les mondes ouvriers berrichons. Leur énoncé trahissait l'influence labrousienne, à la source de maints travaux pionniers de l'historiographie ouvrière hexagonale<sup>8</sup>. Il y aurait beaucoup à dire sur les sources idéologiques de ce structuralisme tenu pour un marxisme qu'étaient loin de revendiquer, voire d'admettre, par ailleurs, tous les élèves du maître<sup>9</sup>. Il arrive que des plumes inégalement expertes, mais pourvues de solides attaches institutionnelles, brossent aujourd'hui le portrait d'une époque congelée « sous la chape de plomb » d'un marxisme omnipotent et qu'ils se targuent de débusquer... après coup. La coïncidence du progrès puis du déclin des uns et des autres a pu favoriser des amalgames, sans justifier les reconstitutions hâtives, à défaut d'être bien intentionnées. Il n'y aurait pas moins lieu de réexaminer l'ampleur des avancées généreusement attribuées aux historiens anglo-saxons. On ne peut que se féliciter de l'intérêt manifesté par d'excellents chercheurs nord-américains pour l'histoire sociale et ouvrière française. Plusieurs figurent parmi les auteurs

---

<sup>7</sup> Cf. « 'Sans les entretiens, je ne serais jamais devenu un historien du travail'. Trois itinéraires d'historiens des mondes ouvriers : retours d'expériences sur les enquêtes orales. Table ronde avec Rémy Cazals, Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, animée par Ingrid Hayes et Ariane Mak », *Le Mouvement social*, n° 274, janvier-mars 2021, p. 31-65.

<sup>8</sup> Cf. Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, Xavier Vigna « Perspectives cavalières sur l'historiographie française de l'époque contemporaine », in Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, Xavier Vigna (dir.), *Travail, travailleurs et ouvriers d'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, Dijon, UED, 2016, p. 61-75 ; Michel Pigenet, « Aperçu sur l'historiographie du travail et ses enjeux (France, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles) », in *Les Cahiers d'histoire immédiate*, n° 55, printemps 2021, p. 14-24.

<sup>9</sup> Cf. Michel Margairaz, « Ceci n'est pas une préface », in Danièle Fraboulet, Philippe Verheyde (dir.), *Pour une histoire sociale et politique de l'économie. Hommages à Michel Margairaz*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2020, p. 493 et suivantes.

dont les travaux, cités dans la thèse, ont contribué à enrichir ma réflexion ou fournir des éléments de comparaison<sup>10</sup>. Au regard de la littérature disponible à l'époque et exception faite des stimulants renversements de perspective proposés et opérés par Edward Palmer Thompson<sup>11</sup>, leurs apports ne furent ni plus ni moins décisifs que ceux d'autres collègues répertoriés. S'il faut restituer l'environnement historiographique qui accompagna le mûrissement de ma thèse, les deux références majeures sont celles de mes directeurs successifs : Rolande Trespé et Maurice Agulhon. À la première, avec laquelle j'avais noué des liens d'amitié, je dois l'exemple de l'attention accordée aux faits et gestes des mineurs, suivis du front de taille aux repas et aux loisirs, en clair l'ouverture vers une histoire ouvrière anthropologique « globale »<sup>12</sup>. Dès avant qu'il prenne le relais, le second m'avait préparé, par la lecture qu'il proposait du petit peuple varois des chantiers toulonnais et des villages, modèle d'histoire croisée du politique, du social et du culturel, à réviser de fond en comble l'approche des modes de politisation populaire et ouvrière<sup>13</sup>. Par bien des aspects, son œuvre rencontrait les analyses développées, outre-Manche, par Thompson<sup>14</sup>. Ma dette intellectuelle va également à Michelle Perrot et à Yves Lequin, dont les grandes thèses confirmaient, par des voies propres, l'entrée des ouvriers dans l'histoire universitaire qu'elles contribuaient ainsi à renouveler<sup>15</sup>. Grâce à une prompt publication, les problématiques et les analyses avancées, les sources consultées et les méthodes appliquées furent autant de repères bienvenus. Les pistes défrichées déblayaient, en quelque sorte, le terrain sur lequel je m'engageais, sans en faire une queue de comète historiographique. Elles m'invitaient, entre autres, à réévaluer et à reformuler mes questions, plutôt qu'à les penser résolues. Si je

---

<sup>10</sup> Cf. Michael Hanagan sur les artisans et ouvriers de trois localités de l'agglomération stéphanoise, de Jolyon Howorth sur Vaillant, de John Merriman sur Limoges, de Bernard Moss sur le socialisme fédératif des ouvriers de métier, de Donald Reid sur les mineurs de Decazeville, de Joan Wallach Scott sur les verriers de Carmaux, de William Sewell sur Marseille et l'idiome corporatif des ouvriers de métier. Repérés dans les recensions de revues, parfois tardives, ces travaux étaient souvent difficiles d'accès et les traductions exceptionnelles.

<sup>11</sup> <sup>11</sup> Edward Palmer Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, 1988 (édition anglaise en 1963 et 1968); *Id.*, « The moral economy of the English crowd in the eighteenth century », in *Past & Present*, n° 50, 1971, p.76-136.

<sup>12</sup> Rolande Trespé, *Les mineurs de Carmaux. 1848-1914*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1971.

<sup>13</sup> Maurice Agulhon, *Une ville ouvrière au temps du socialisme utopique. Toulon de 1815 à 1851*, Paris-La Haye, Mouton-EHESS, 1970 ; *Id.* *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la République*, Paris, Plon, 1971.

<sup>14</sup> Force est de constater, après Maurice Agulhon, que, malgré ces proximités, le « petit monde (très réel, très social, presque institutionnel) ne [l] a pas coopté » et l'a « laissé glisser vers d'autres cooptations ». Maurice Agulhon, « Vu des coulisses », in Pierre Nora (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987, p. 40.

<sup>15</sup> Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève. France; 1871-1890*, Paris-La Haye, Mouton, 1974 ; Yves Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, 2 tomes, Lyon, PUL, 1977.

pouvais ainsi reprendre certaines conclusions de Lequin, dont je semblais suivre les pas, je ne m’y retrouvais pas sur des aspects importants. L’écart ou l’insatisfaction ne tenait pas seulement aux spécificités régionales, qu’exagéreraient les biais monographiques. Ce qui était en cause relevait, au sens fort, du point de vue qui, soucieux des mains-d’œuvre, de leurs classifications, de leurs origines, mobilités, résidences et sociabilités, contournait le travail concret au fondement de la vie ouvrière. Le constat valait pour la thèse de Michelle Perrot, par ailleurs si neuve dans son examen des comportements de grève. Sous l’angle de l’histoire du travail, l’étude de Rolande Treppe me paraissait plus prometteuse. Plus éclectique qu’exhaustif, je ne saurais passer sous silence, enfin, le rôle joué, dans mes orientations de recherche, par des auteurs aussi divers que, chez les historiens, Louis Bergeron, Alain Corbin, Adeline Daumard, Gérard Jacquemet, Jacques Julliard, Denis Woronoff, ou, parmi les sociologues Pierre Bourdieu, Georges Friedmann, Pierre Naville et Michel Verret.

### **Les questionnements et les mots d’une époque**

Fort de ces acquis et réflexions, l’étude de la « formation » d’une classe ouvrière, questionnement dont je percevais mal les pièges téléologiques, partait d’une conception rien moins que dogmatique du processus : comment « un groupe social prend forme, s’individualise – j’écrirais aujourd’hui « *s’agrange* » - au sein de l’ensemble – « *la société* » - qui le contient, cependant que des différences, hier encore secondaires, deviennent décisives ». À la suite de Thompson, j’entendais étudier un phénomène irréductible à l’observation d’une objectivité réifiée, procédant d’une dynamique dans laquelle les ouvriers en chair, en os et au travail, prenaient toute leur part. Comme telle, elle valorisait les expériences, les contextes et les rapports de forces. Compatible avec l’option monographique d’une histoire concrète en mesure d’intégrer les jeux d’échelles, elle justifiait le choix d’un cadre départemental pour d’autres motifs que les commodités d’accès aux sources. La multiplicité des situations et des conditions ouvrières dans un département à la fois rural et industriel présentait un cadre pertinent d’analyse d’identités multiples et des modalités d’émergence d’une « conscience de classe » susceptible de les dépasser. Ce à quoi s’étaient employés, avant 1914 et avec un certain succès, le socialisme vaillantiste et le syndicalisme.

« Conscience de classe », « classe ouvrière »... ces termes ne sont plus de mode. N’en déplaît aux amateurs d’histoire simple ou sainte, ils ne sont jamais allés de soi. Avec humour, Maurice Agulhon rappelait, en préface, les enjeux politico-idéologiques, aux grandes heures de la guerre froide, de la terminologie appliquée aux ouvriers. Nous n’en étions plus là à la fin des années 1980. Il subsistait toutefois assez de séquelles du contentieux pour que, sur fond de recul des références à Marx, beaucoup écartent sans autre forme de procès des concepts jugés inaptés à traduire la complexité et les porosités sociales. L’historien ne pouvait cependant ignorer la vertu performative, pas uniquement auprès des intéressés, de la notion de « classe ouvrière ». Aussi trompeuse qu’elle ait pu être, ma propre expérience l’y encourageait suite à ma fréquentation prolongée,

hors des seuls cercles militants, avec des ouvriers qui se réclamaient bien de la « classe ». J'ajoute, une « classe », vivante, concrète, rien moins qu'intangible, mais hétérogène et sans cesse recomposée, traversée de tensions et poreuse sur ses marges, à cent lieues de la classe idéalisée des beaux esprits revenus de leurs rêves et maintenant pressés de faire leurs « adieux au prolétariat ». On pourrait écrire la même chose de la « conscience de classe », moteur et fruit de l'affirmation ouvrière, condition de son autonomie, productrice de valeurs et de projets, mais dont la stabilité indispensable à son efficacité s'accommode tant bien que mal d'inévitables discordances socio-spatio-temporelles.

### **Ouvertures : au plus près du travail et du quotidien des travailleurs**

Sur ces bases, je me gardais bien d'assimiler les ouvriers aux groupements qui s'offraient à les représenter, voire s'instituaient en « avant-garde » capable d'initier la classe à la conscience de son existence, de ses droits et aspirations. Avec la volonté de privilégier ce qui se passait sur les lieux de travail, c'était là l'un de mes objectifs de recherche. Sortir d'une histoire ouvrière confondue avec celle du mouvement ouvrier ne revient pas à négliger le rôle de ce dernier, mais à mesurer ses actions et ambitions à l'aune de l'autonomie ouvrière, fait politique en ce qu'elle prédispose à une remise en cause des rapports de domination et d'exploitation. En rupture avec une histoire politique et organisationnelle de la classe, où les élections, les congrès, les débats théoriques ou les jeux d'appareils prenaient le dessus, l'étude participait d'une approche sociale du politique. Professeur dans le secondaire à la fin des années 1970, je le demeurais à la date de la soutenance en 1987. Trois ans plus tôt, j'avais été muté de Vierzon à Louis-le-Grand, mobilité flatteuse, mais qui laissait intacte, pour le moins, la difficulté de mener de front une activité professionnelle et la rédaction d'une thèse. Le déménagement à Paris intervint trop tard pour sortir le chercheur de province, sinon provincial, de sa relative solitude intellectuelle. Par chance, Rolande Trespé et Maurice Agulhon accompagnaient ma recherche du mieux qu'ils le pouvaient, ne ménageant pas leurs encouragements. Tous deux partageaient la même conception, rien moins que mandarinale, de la direction de thèse, qui, au vrai, me convenait. Je profitais des congés scolaires pour visiter les centres d'archives extérieurs au Berry et bénéficiais des prêts interbibliothèques. Abonné à plusieurs revues d'histoire, je prenais connaissance des résultats de travaux récents, mais j'ai pâti de n'avoir pas pu assister aux séminaires de recherche, lieux propices à la confrontation des hypothèses et des méthodes, de rencontres avec des chercheurs confirmés ainsi qu'aux sociabilités doctorantes. À l'écart des réseaux plus ou moins informels d'historiens, je suivais de loin des initiatives de l'Institut de recherches marxistes, parfois novatrices, mais conduites dans d'autres directions que les miennes.

Les sources consultées, classiques en histoire sociale et ouvrière, n'appellent pas de remarques particulières, excepté la mention des plus aptes à permettre une « histoire par en bas » : mémoires de reconnaissance militaire, rapports de stage

d'élèves ingénieurs de l'École des Mines, actes d'état civil, déclarations de mutations par décès, délibérations de conseils municipaux, procès-verbaux de bourses du travail, de syndicats et de coopératives... Signalons, pour y insister, l'intérêt des sondages réalisés dans l'océan des dossiers d'instruction des archives judiciaires. Parti à la recherche d'informations sur les émeutes, les complots, les insurrections et les grèves, j'ai vite compris la richesse des données recueillies en marge des faits constitutifs d'éventuels crimes ou délits. Ainsi les retranscriptions d'interrogatoires et de témoignages captaient des voix qui, venues du passé, restaient les seules traces des silencieux habituels de l'histoire. À défaut de tenir la plume rapportant leurs propos, les femmes et les hommes du peuple entendus par les gendarmes, les commissaires ou les juges décrivaient avec leurs mots, souvent repris tels quels par les greffiers, leur emploi du temps, leurs activités, leurs relations, s'expliquaient et argumentaient. Fenêtres ouvertes sur le quotidien populaire, ces déclarations éclairaient les systèmes de représentation, les valeurs d'une époque et d'un milieu. Dans cette perspective, il m'importait peu que les récits soient mensongers, dès lors que leurs auteurs « mentaient vrai ». Indifférent, la plupart du temps, à l'identité d'éventuels coupables, je trouvais mon compte, en revanche, dans la traque judiciaire des preuves, voie d'accès inespérée aux faits et gestes de chacun, notamment au travail.

La rédaction, perturbée par la réforme du régime des thèses de 1984, s'effectua en deux temps. En accord avec Rolande Trempe, je soutins, en 1983, une thèse de 3<sup>e</sup> cycle consacrée aux « bûcherons du Cher (fin 19<sup>e</sup> siècle-1914), des luttes à l'organisation ; activités saisonnières et conscience sociale ». À l'issue de cette première mise en ordre, appliquée aux forestiers, je m'attelai à la rédaction d'une étude, étendue cette fois, à l'ensemble des ouvriers berrichons. Dans l'impossibilité d'obtenir la transformation de mon 3<sup>e</sup> cycle, proposée par le jury, en « thèse nouveau régime », j'estimai préférable, en effet, au regard du travail accompli, d'emprunter la voie thèse d'État, qu'un éminent parlementaire<sup>16</sup>, ancien énarque diplômé de droit public et de l'IEP, avait cru bon qualifier de « monument d'inutilité ». La déclaration fit polémique chez les historiens, conquérants patentés de « l'inutile », à l'instar des lecteurs de *La Princesse de Clèves*... Privé d'encouragements officiels, mais porté par ceux de mes directeurs, je vins à bout de l'épreuve et rendis mon travail trois ans plus tard. La soutenance se tint en 1987, devant un jury composé de spécialistes des divers aspects de l'étude<sup>17</sup>, en présence d'un auditoire confidentiel, au large dans le bel amphithéâtre Turgot de la Sorbonne.

### **Docteur en quête d'éditeur**

Reçu docteur d'État, il restait à faire connaître la thèse à laquelle je devais ce titre. Invité à la présenter dans plusieurs séminaires, il me fallait songer à la publier. N'étant pas du sérail, je renonçai

---

<sup>16</sup> Alain Richard, alors député socialiste du Val d'Oise.

<sup>17</sup> Le jury comprenait, en plus de mes directeurs successifs, Maurice Agulhon et Rolande Trempe, les professeurs Adeline Daumard, Alain Corbin et Yves Lequin.



vite à l'édition intégrale, à laquelle consentaient parfois quelques presses universitaires. Réaliste ou résigné, je n'insistai pas vraiment, prévenu de ce qu'un « pavé » de 2000 pages effraierait plus d'un éditeur normalement constitué et beaucoup de lecteurs. Pour les autres, désireux de se reporter à l'étude initiale, je m'en remettais, naïf, aux microfiches de l'Atelier national de reproduction des thèses. Le moment était venu de couper et de retrancher, opérations aussi douloureuses que périlleuses. Convaincu de la rigueur des épurations réalisées au stade de la rédaction, je n'imaginais pas qu'il puisse subsister des analyses, des paragraphes ou, pire, des chapitres superflus. Plusieurs solutions furent envisagées et discutées, notamment avec Maurice Agulhon et Adeline Daumard, experts en ces pratiques. Rassurants, ils m'assurèrent qu'elles étaient courantes et que j'aurais matière, dans ce que j'éliminerais, à de futurs articles. Après mûres réflexions et divers essais, j'écartai l'idée d'un recentrage sur l'une des périodes couvertes. Outre l'incertitude quant à la possibilité d'une reprise éditoriale ultérieure des séquences sacrifiées, ce choix menaçait la cohérence de la démonstration, fondée, on l'a noté, sur une approche de longue durée. Dans ces conditions, j'optais pour la méthode « dentellière » ou « chirurgicale » d'une reprise, ligne à ligne du texte, crochet ou scalpel en main.

Tout retrait intempestif risquait de déséquilibrer le propos, d'atténuer, voire d'effacer, les nuances nécessaires, de saper les bases documentaires des conclusions. La « réduction » ne fut pas moins drastique pour se caler à 450 pages. Il fallut pour cela se résoudre à sacrifier une partie substantielle, voire excessive, de l'appareil critique. La plupart des tableaux, graphiques et cartes ont ainsi disparu. Tous synthétisaient des informations non négligeables sur les salaires, les patrimoines, le coût de la vie, les budgets familiaux, l'endogamie, les témoins de mariage, la démographie, la répression, la composition des bureaux syndicaux ou la présence ouvrière dans les conseils municipaux. La sélection affecta également les développements qui, à l'arrière-plan du cœur de la thèse, traitaient des acteurs patronaux, de l'origine des capitaux et des circuits de financement, exposaient l'évolution des infrastructures ou de la scolarisation, les batailles municipales, etc. Ces amputations privaient le texte des références et des repères qui étayaient l'étude. L'essentiel, du moins ce que je tenais pour tel, fut préservé sans ramener la thèse à son squelette. Les analyses aussi détaillées que possible du travail-activité, des savoir-faire et des gestes furent conservées, à l'instar de l'étude des rapports sociaux concrets et ordinaires, du point de vue des acteurs, de l'inscription territoriale et communautaire des identités sociales comme des « arts » ouvriers de résistance, de protestation et de mobilisation, des moments et modes d'expressions collectives.

Restait à trouver un éditeur. Avec l'audace du débutant, je contactai les principales maisons dotées de collections d'histoire contemporaine. Courtoises, leurs réponses ne manquaient pas de noter « l'intérêt » de mon travail, mais concluaient sur un refus. Les plus aimables suggéraient de me rapprocher d'un confrère davantage spécialisé dans la publication d'études telles

que la mienne. Sans plus de détail. Les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques répondirent toutefois favorablement. L'affaire paraissait bien engagée, ponctuée d'échanges téléphoniques et épistolaires, puis de repas avec une responsable. Las, alors que nous nous apprêtions à signer le contrat et que je profitai de l'été pour boucler le manuscrit, une lettre embarrassée m'annonça que les Presses, tout compte fait, ne donnaient plus suite au projet. Cette déconvenue ne venait pas seule. Recruté comme maître de conférences à Grenoble début 1989, mon doctorat d'Etat m'autorisait à postuler pour un poste de professeur, dont le nombre s'amenuisait depuis des années. En 1990, je fus néanmoins élu, à l'unanimité, par les collègues de Caen, pour succéder à Gabriel Désert, qui avait lu mes thèses et appuyait ma candidature. C'était compter sans la détermination du très droitier moderniste Pierre Chaunu à imposer son « poulain » dans ce qu'il considérait comme l'un de ses fiefs. En foi de quoi, une majorité de membres de la 22<sup>e</sup> section du CNU céda aux pressions et me déclassa au profit d'un prolifique spécialiste de *business history*, actif militant « autonome » sur lequel de bonnes fées se penchaient dans l'attente d'un retour sur investissement<sup>18</sup>.

#### **Un éditeur inhabituel : l'IHS-CGT**

La même année, une opportunité de publication inattendue se présenta. Sondé par mon vieux complice et ami, André Narritsens, l'Institut CGT d'Histoire sociale, acceptait, en association avec le Centre confédéral d'études économiques, d'inaugurer la parution d'une thèse. Les deux structures avaient une expérience éditoriale, mais réservée jusque-là aux études réalisées ou commandées par elles. Tel n'était pas le statut de mon texte, dont je gardais l'entière maîtrise dans les limites du format convenu à l'avance. Ainsi conçue, l'initiative, que l'IHS ne prétendait pas renouveler<sup>19</sup>, n'allait pas de soi. Elle n'aurait probablement pas été possible sans les relations de confiance établies avec les responsables de l'Institut à l'occasion de conférences et de colloques<sup>20</sup>. Pour Georges Séguy, son président-fondateur, dont l'avant-propos n'épargnait pas les « carences de l'édition française » et un long « dogmatisme stérilisant » du monde académique à l'égard des recherches sur le monde du travail, elle valait témoignage d'ouverture en direction des universitaires en vue de coopérations, « dans le respect des compétences et des identités » de chacun. L'ancien dirigeant de la CGT soulignait aussi le besoin d'histoire des militants, « alors que la relativité d'un certain nombre de repères nous est rappelée, parfois cruellement ». Notant la diversité des situations ouvrières exposées dans la thèse, il en profitait pour regretter, chez les siens, « la centralisation

---

<sup>18</sup> En 1992, je fus élu professeur à Rouen. Cette fois, la 22<sup>e</sup> section du CNU, dont la composition avait changé, n'y trouva rien à redire.

<sup>19</sup> En dehors de l'édition de colloques et de journées d'étude coorganisées avec des universitaires, l'IHS a cependant publié, en 1997, l'ouvrage tiré de la thèse d'Alain Boscus – *Économie et société dans le bassin industriel nord-aveyronnais, 1900-1950* -, ancien directeur du Centre National et Musée Jean Jaurès, maître de conférences à Toulouse 2.

<sup>20</sup> Georges Pruvost, son secrétaire général jusqu'en 1995, avait assisté à ma soutenance.

excessive, le parisianisme, la confusion de l'unité avec l'unité ». L'Institut confirma par la suite la ligne ainsi définie. Ceci est une autre histoire<sup>21</sup>, mais justifie l'inclusion de l'avant-propos de 1990 dans la réédition d'aujourd'hui.

### **La réception paradoxale d'un travail universitaire**

Les liens noués pendant mes années berrichonnes favorisèrent la promotion régionale du livre. Lauréat du Prix littéraire de la Ville de Bourges<sup>22</sup>, il jouit d'une large couverture dans la presse locale, tandis que Maurice Renaudat, président de l'Institut CGT d'histoire sociale de la région Centre<sup>23</sup>, mit tout son savoir-faire d'organisateur dans le lancement d'une souscription, puis de présentations de l'ouvrage aux quatre coins du département. Le livre rencontra un public d'enseignants, d'amateurs d'histoire et de militants. À Montreuil, l'IHS ne fut pas moins satisfait du flux régulier de commandes en provenance d'instituts régionaux ou professionnels et de librairies. Le succès dépassa les prévisions les plus optimistes au point d'épuiser les 500 exemplaires tirés, niveau fort honorable pour un livre issu d'une thèse d'histoire. Paradoxalement, la diffusion fut davantage à la peine dans le milieu universitaire.

De ce côté, en effet, le label CGT, redoublé par le texte de Georges Séguy, embarrassait, voire indisposait. D'aucuns discernèrent une forme d'imprimatur incongrue. Un minimum de curiosité aurait pu lever ces incompréhensions et malentendus, parfois sous-tendus de préjugés tenaces. Parmi les spécialistes d'histoire sociale, ouvrière et syndicale, plus d'un se dispensa de lire ce qu'il assimilait à la énième version d'une histoire ouvrière confondue avec celle du mouvement ouvrier. Bien qu'il fût question d'histoire, l'association, jusque dans le titre, des vocables « ouvriers », « travail » et « conscience sociale » sentait le dogme ou le soufre. Revenus ou indemnes d'anciennes « faiblesses » ouvriéristes et globalisantes, peu de collègues étaient disposés à défendre l'histoire du travail dans les redoutables luttes de classement en vigueur dans la discipline. Quant à « l'espace », l'assimilation du concept à une étude au caractère indéniable de « monographie départementale », déjà interpellée deux décennies plus tôt<sup>24</sup> et dorénavant bousculée par la *microstoria*, n'arrangeait pas mon cas. À plus forte raison s'agissant du Cher, volontiers classé parmi les plus impersonnelles subdivisions administratives. Passé à l'histoire, c'est à bon escient que l'ancien géographe invoquait l'espace. Moins afin de désigner le « cadre », somme toute banal, d'existences et d'activités que pour valoriser un facteur essentiel des dynamiques liées d'identification et

---

<sup>21</sup> Cf. Michel Pigenet, « L'Institut CGT d'Histoire sociale (1982-2002) : entre exigences historiennes, impératifs d'organisation et démarche identitaire », in Claire Andrieu, Marie-Claude Lavabre, Danielle Tartakowsky (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Marseille, Presses universitaires de Provence, 2006, pp. 241-251.

<sup>22</sup> Dans le département, la publication bénéficia du soutien des communes de Beffes, Foëcy, Lunery, Saint-Florent, Saint-Georges-sur-la-Prée et Vierzon.

<sup>23</sup> De 1967 à 1984, il avait été secrétaire de générale de l'Union départementale du Cher.

<sup>24</sup> Jacques Rougerie, « Faut-il départementaliser l'histoire de France ? », *Annales*, vol. 21-1, février 1966, p. 178-193.

d'appropriation, au double sens de « propre à soi » et de « propre à quelque chose »<sup>25</sup>. Production sociale, le territoire, ainsi compris, « agit » en retour sur les manières dont se vivent et s'interprètent, entre autres, les relations de travail, les taux de dilution ou de concentration des groupes ouvriers, la part de l'interconnaissance, le degré de cloisonnement de leurs écosystèmes, leurs effets sur les solidarités, les segmentations, les coopérations, les connivences, les tensions et les antagonismes sociaux.

Au total, deux revues scientifiques d'histoire, *Le Mouvement social*<sup>26</sup> et *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, rendirent compte de l'ouvrage, recensions précises et favorables, que prolongèrent à leur façon, les nombreux emprunts à ma thèse auquel procéda Louis Hincker dans un bilan historiographique critique serré<sup>27</sup>. C'était peu, très en-deçà de l'écho donné au livre issu de ma thèse de 3e cycle sur les bûcherons<sup>28</sup> ou aux publications postérieures à mon élection comme professeur à l'université de Rouen, position institutionnelle propice au lancement de recherches collectives, séminaires, journées d'étude et colloques sur les sujets qui m'étaient chers.

### **Suites : continuités et nouvelles pistes de recherche**

À trois décennies de distance, il serait vain d'attendre d'une réédition le neuf que l'ouvrage pouvait receler en 1990, à savoir un regard singulier sur les mondes ouvriers étudiés aux prismes interactifs du travail, de l'espace et des consciences collectives. À l'aune des questionnements actuels, les lecteurs pointeront des « négligences », sinon de « points aveugles ». Les plus flagrantes touchent aux pratiques culturelles et au genre comme rapport social et critère de catégorisation, qu'entrevoient trop vite les paragraphes consacrés aux couturières ou aux ouvrières des Établissements militaires<sup>29</sup>. D'aucuns critiqueront la faible attention portée aux migrants, abordés à propos des filières de recrutement, des embauches saisonnières, de l'origine géographique des époux ouvriers ou de l'exode rural, mais sans aller jusqu'à l'examen spécifique que la faiblesse de l'immigration avant la guerre – 347 étrangers en 1911 – ne

---

<sup>25</sup> Roger Brunet, *Le territoire dans les turbulences*, Montpellier, GIP-Reclus, 1990, p. 23.

<sup>26</sup> Sous les plumes respectives de Florence Riffault-Regourd, *Le Mouvement social*, n° 165, octobre-décembre 1999, p. 138-142 et de Frédéric Chauvaud, *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 9, 1993, p. 123-124.

<sup>27</sup> Louis Hincker, « La politisation des milieux populaires en France au XIXe siècle : construction d'historiens. Esquisse d'un bilan (1948-1997) », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 14, 1997, p. 89-105.

<sup>28</sup> Michel Pigenet, « *Ouvriers, paysans, nous sommes...* ». *Les bûcherons du Centre de la France au tournant du siècle*, Paris L'Harmattan, 1993.

<sup>29</sup> Conscient de cette lacune, je m'intéresserai plus particulièrement à la construction de la masculinité et de la virilité. Cf. Michel Pigenet, « À propos des représentations et des rapports sociaux sexués : identité professionnelle et masculinité chez les dockers français (XIXe et XXe siècles) », *Le Mouvement social*, n° 198, janvier-février 2002, pp. 55-74 ; *Id.* « Virilités ouvrières », in Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine, Georges Vigarello (dir.), *Histoire de la virilité, t. 2, Le triomphe de la virilité. Le XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2011, pp. 203-240.

poussait pas à entreprendre<sup>30</sup>. Aujourd'hui, on attendrait encore une analyse plus approfondie et historicisée des formes de chômage, des modes de rémunération, des temps de travail, ainsi que des attitudes tant à l'égard de l'implantation ou de l'extension des usines que de la fermeture.

Dans la conclusion de 1990, je revenais sur la question des « niveaux et moments de la conscience sociale ouvrière », point de départ « politique » et daté de l'étude. Le constat final de l'absence de « conscience idéologiquement pure, intangible, unique » importait moins, à mes yeux, que la reconnaissance de « systèmes combinatoires à dominantes variables » au gré des expériences, des contextes et des événements. Je testerai bientôt la robustesse de ces « acquis » sur des terrains et pour des périodes très éloignés des mondes ouvriers berrichons du XIXe siècle. Ainsi ont-ils à voir, en dépit des apparences, avec la recherche conduite sur les jeunes volontaires ouvriers de la « colonne Fabien », unité FFI à fort encadrement communiste constituée au lendemain de la libération de la capitale, dont je souhaitais suivre l'évolution des références sociopolitiques en contexte de guerre et les ambivalences d'une « militarisation » à la fois revendiquée et subie<sup>31</sup>.

La thèse m'avait mis sur la piste d'une histoire du travail-activité et des identités professionnelles que je désirais explorer auprès de catégories aux marges du droit commun salarial. Tel était le cas des dockers, dont les accommodements avantageux aux aléas de l'intermittence n'avaient guère été étudiés en France, mais aussi des téléopérateurs des centres d'appels, nouveaux venus sur la scène salariale en quête de repères collectifs. Ces investigations allaient de pair avec une analyse historique plus systématique et approfondie des conditions sociales de la mobilisation des savoir-faire et des corps, l'approche concrète des enjeux du changement technique, des attitudes ouvrières et syndicales à l'égard des risques du travail<sup>32</sup>, des modes

---

<sup>30</sup> Et que mènera Philippe Rygiel, pour l'après-guerre et dans une perspective plus attentive aux trajectoires sociales des intéressés qu'aux rapports entretenus avec les populations ouvrières du département – *Destins immigrés. Cher 1920-1980 : trajectoires d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001.

<sup>31</sup> Michel Pigenet, *Les "Fabiens". Des barricades au front (septembre 1944-mai 1945)*. Paris, L'Harmattan, 1995.

<sup>32</sup> Sans doute conviendrait-il, à ce propos, de nuancer, voire de réviser, la doxa qui, datant la « découverte » de ces questions du tournant des années 1990-2000, fait peu de cas des ouvertures pionnières d'Alain Cottureau, coordinateur d'un n° spécial consacré à « l'usure au travail » du *Mouvement social* de juillet 1983 et de celui publié par *Prévenir*, « Mouvement ouvrier et santé. Une comparaison internationale », n° 18, du premier semestre 1989. Ses initiatives accompagnaient les coopérations de séminaires pluridisciplinaires organisés, notamment, avec le psychiatre Christophe Dejours. Les réflexions de ce dernier sur les « stratégies défensives de métier » - *Travail, usure mentale*, Paris, Bayard, 1980 ; *Id. Plaisir et souffrance dans le travail*, Paris, A.O.G.I.P. –, plus éclairantes que les jugements sommaires sur la prétendue longue « indifférence » des syndicats sur la santé au travail, me furent très utiles au moment où j'entamais mes recherches sur les dockers. Cf. Michel Pigenet, « Les risques du métier ? Les accidents du travail dans les ports français », article paru dans les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 20, Lausanne, 2004, p. 67-80 ; « Le physique de l'emploi. Corps et esprit de corps chez les dockers », in Christophe Granger (dir.), *Histoire par corps. Chair, posture, charisme*, Aix-en-Provence, Presses

d'embauche et de rémunération, des sociabilités d'ateliers et de chantiers, des correspondances entre les hiérarchies et dominations au travail et celles en vigueur dans les communautés et sociétés environnantes, des modalités de conservation et de restitution des mémoires du travail, etc. D'autres axes, connexes, à l'exemple de la protection sociale, du droit du travail et, plus largement, de l'émergence de l'État social, prolongeaient la mise à jour de la prévalence du fait statutaire sur les spécificités de métier chez les personnels des Établissements militaires et du Paris-Orléans, du rôle des normes et catégories juridiques ainsi que des interventions ouvrières sur les terrains législatifs et du droit à l'occasion de la lutte victorieuse des bûcherons en vue de bénéficier de la loi sur accidents du travail<sup>33</sup>. Une troisième orientation englobait les articulations du social et du politique, les mouvements sociaux, tels que j'avais pu les saisir dans le double processus de politisation du social et de sociologisation du politique amorcé à compter de 1848, puis avec l'émergence d'organisations multiformes et multifonctions. La relation de celles-ci avec les milieux ouvriers et populaires n'était pas la moindre des perspectives ouvertes par une recherche menée au plus près de pratiques, des « cris et des chuchotements », des chants, des couleurs emblématiques et des mots-totems de « langues de bois ». La thèse m'avait également préparé à noter les variations électorales à l'aune de la nature et du cadre des scrutins, à me convaincre de l'importance des « conquêtes » municipales, échelon pertinent à l'ébauche de contre-sociétés ouvrières, à la traduction administrative des sociabilités de travail, aux « œuvres » syndicales et coopératives, à la dimension communautaire des hégémonies de classe, etc. Les mentalités militantes, syndicales ou partisans, ne devaient pas moins retenir mon attention à travers leurs manières de recevoir et de s'approprier, à la base, les stratégies, tactiques, consignes et mots d'ordre, y compris au sein de structures réputées pour leur sens de l'organisation et de la discipline<sup>34</sup>. C'est dans ce sillage que s'inscrivirent les analyses, personnelles ou élaborées dans

---

universitaires de Provence, 2012, p. 59-76 ; « Le VIH-sida, nouveau terrain d'intervention syndicale dans les transports internationaux », *Le Mouvement social*, n° 241, octobre-décembre 2012, p. 181-199.

<sup>33</sup> Lutte et enjeux étudiés dans ma thèse de 3<sup>e</sup> cycle, mais repris in Michel Pigenet, « Droit, syndicalisme et identité sociale. Les bûcherons et la loi sur les accidents du travail (1898-1914) » in Robert Salais, Malcolm Mansfield, Noel Whiteside (dir.), *Aux sources du chômage, 1880-1914*, 1994, p. 355-379. Ces problématiques donneront lieu, ultérieurement, à une étude comparative européenne - Santiago Castillo, Francine Soubiran-Paillet, Michel Pigenet (dir.), *Estados y relaciones de trabajo en la Europa del siglo XX*, Madrid, Ed. Cinca-Fundacion F. Largo Caballero, 2008 – et inspireront l'initiative de l'ouvrage collectif codirigé avec André Narritsens, *Pratiques syndicales du droit, France XXe-XXIe siècles* (2014).

<sup>34</sup> Au plus fort de la guerre froide, le PCF, indépendamment de ses volte-face tactiques, éprouvera de sérieuses difficultés à contrôler la réception par son « actif » militant d'une rhétorique radicalisée et de pratiques mesurées de la violence. Cf. Michel Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide. La manifestation Ridgway*. Paris, L'Harmattan, 1992.

un cadre collectif<sup>35</sup>, sur l'altérité des cultures et pratiques ouvrières avec les procédures, rituels et valeurs de la politique instituée et à identifier les fondements, les voies et la portée d'une « politique ouvrière », difficilement distinguable, en France, d'une « politique populaire »<sup>36</sup>. Après ou en parallèle à d'autres travaux<sup>37</sup>, il s'agissait d'inverser la problématique classique d'une « politisation », parfois ramenée aux usages du « populaire » par les dominants, pour considérer la manière dont les dominés s'emparent des ressources du et de la politique ou, si l'on préfère, de leurs capacités d'intervenir en ce domaine. Partie prenante d'une intervention, dont les ressorts demeurent la quotidienneté, la proximité, l'immédiateté, cette « politique populaire » s'accorde à l'éthique égalitaire du « juste » et du « faire », participe d'une conception que Michel Verret qualifie d'« exécutive », « directe » ou « en actes ». Ses manifestations, irréductibles aux registres et procédures de la politique instituée, qu'elles débordent ou ignorent volontiers, ont pu être qualifiées, pour cela, d'« archaïques » ou d'« infrapolitiques ». Il n'empêche, les valeurs qu'elles convoquent et les pratiques qu'elles promeuvent revêtent une signification politique dans leur façon de contourner ou de subvertir la politique instituée. À ce titre, elles invitent à revisiter plus d'un épisode et courant historique porteur de projet politique alternatif, du sans-culottisme au communisme en passant par la Commune de Paris ou le syndicalisme d'action directe.

### Au travail

Rien de cela n'aurait été audible, sinon possible, sans l'affirmation, par leur renouvellement ou leur envol, des historiographies ouvrières et du travail, peu ou prou solidaires. Le mouvement fut progressif. En 1995, je pris part à la direction d'un numéro spécial de revue destiné à présenter, avec le concours de seize spécialistes reconnus ou jeunes chercheurs<sup>38</sup>,

<sup>35</sup> Mention particulière doit être faite, ici, aux séminaires de recherche, d'abord initiés avec Danielle Tartakowsky, « Politisation dépolitisation des milieux populaires » (1999-2001), dont la thématique élargie, « Histoire sociale et économique du politique, histoire politique du social et de l'économie », bénéficia de la participation de Michel Margairaz (2003-2018). Leurs séances mensuelles nourriront nombre des analyses et contributions réunies dans Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012. .

<sup>36</sup> Cf. Michel Pigenet, « Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles », *Les Cahiers du CHATEFP*, n° 14, juin 2011, p. 64-71 ; Jean-Pierre Le Crom, Michel Pigenet, « **Les politiques du travail à l'époque contemporaine** » (avec Jean-Pierre Le Crom), *Historiens & Géographes*, n° 438, mai-juin 2017, dossier « **L'Histoire du travail au carrefour** », p.99-107.

<sup>37</sup> Parmi les travaux de référence, on retiendra ceux de Pierre Clastres, *La société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Éd. de Minuit, 1974 ; Jean-François Bayart, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979 ; Raymond Huard, « Existe-t-il une " politique populaire " ? », in Jean Nicolas (dir.), *Mouvements populaires et conscience sociale, 16<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècles*, Paris, Maloine, 1985, p. 57-68 ; Roger Dupuy, *La Politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002 ; John C. Scott, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments d'un discours subalterne*, Paris, Éd. Amsterdam, 2009.

<sup>38</sup> Dont treize historiens – Maurice Agulhon, Michel Cadé, Gérard Cholvy, Michel Dreyfus, Jacques Girault, Yves Lequin, Claude Pennetier, Michel

les acquis et les fronts pionniers de « l'histoire ouvrière ». J'y traitais plus spécifiquement du travail en tant que référence historique centrale de l'identité ouvrière et défendais une approche socio anthropologique, complémentaire des problématiques politico-économiques longtemps à l'honneur<sup>39</sup>. Il s'en fallait, pourtant, que la partie soit gagnée, y compris parmi les auteurs réunis. S'il notait la « vitalité actuelle » de l'historiographie ouvrière, Antoine Prost concluait sa contribution sur une "question iconoclaste" : « cela aura-t-il encore un sens, dans vingt ans, de parler d'histoire ouvrière ? »<sup>40</sup>. Jean-Louis Robert, codirecteur du dossier, évoquait mes recherches, dont il notait le « primat » donné au travail « dans la construction du social », pointait son ancrage « marxisant », retenait la « part » réservée à « la dimension culturelle ou anthropologique » du processus. Le souci pédagogique de dégager les principaux courants en histoire sociale l'amenait toutefois à dresser une typologie plus portée à durcir leurs différences qu'à souligner leurs interactions intellectuelles et à promouvoir une histoire qui les prenne en compte<sup>41</sup>. Partisan, à raison, de passer d'une démarche figée sur les « groupes-stocks » à un suivi des « groupes-flux », il préconisait, sur la lancée et *a contrario* des injonctions labroussiennes, de « ramener l'homme au cœur de l'histoire sociale » et, tout bonnement, de « partir de l'individu ». Cette ultime recommandation, dont la formulation maximaliste ne paraissait pas moins abstraite que les concepts réifiés rejetés, laissait de côté des défis méthodologiques que, à l'exception du compromis sociobiographique, bien peu se risqueront à relever<sup>42</sup>.

En l'état, le dossier bénéficia d'une certaine visibilité. Témoignage, au creux de la vague académique et dans le silence studieux des thèses en cours, du ressort des thématiques ouvrières et du travail, il ambitionnait d'aider de jeunes collègues à tenir le cap. Les premières arrivées à bon port et

---

Pigenet, Antoine Prost, Jean-Louis Robert, Madeleine Rébérioux, Danielle Tartakowsky, Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard – une ethnologue – Noëlle Gérôme –, un politiste – René Mouriaux – et un sociologue – Michel Verret.

<sup>39</sup> Michel Pigenet, « Aux fondements d'une identité. Retour sur deux siècles de travail ouvrier », *Historiens & Géographes*, n° 350, octobre 1995, p. 241-256.

<sup>40</sup> Antoine Prost, « L'histoire ouvrière en France aujourd'hui », *Historiens & Géographes*, n° 350, octobre 1995, p. 201-212. Sa longue bibliographie omettait *Les Ouvriers du Cher*, mais signalait l'ouvrage sur les bûcherons. Méconnaissance ou confusion ? Rendant compte de ce dernier livre dans les *Annales* – vol. 49, n° 6, de décembre 1994, p. 1463-1464 -, Andrée Corvol le pensait issu de ma thèse d'État.

<sup>41</sup> Jean-Louis Robert, « Trois approches en histoire sociale », *Historiens & Géographes*, n° 350, octobre 1995, p. 213-218.

<sup>42</sup> On pense à Alain Corbin, *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998, brillante expérience méthodologique, dont l'auteur ne manquait pas de signaler les limites. Dans une perspective plus nettement sociobiographique, Louis Hincker s'y essaya autour de ses *Citoyens-combattants à Paris (1848-1851)* (Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2008), introduisant une stimulante complexité dans la reconstitution d'itinéraires, sans pour autant convaincre qu'il parvenait ainsi à faire « reconnaître d'autres groupes que ceux que nous imaginons ». Cf. Louis Hincker, « La politisation des milieux populaires... », art. cit., p. 103 .



celles qui s'annonçaient me poussèrent à récidiver. D'abord, en 2001, à la faveur d'un entretien<sup>43</sup>, puis, l'année suivante, en compagnie de Christian Chevandier<sup>44</sup>, dans le numéro « l'histoire sociale en mouvement » du *Mouvement social*<sup>45</sup>, où nous actions le chemin parcouru, mais regrettions la « dispersion des forces » engagées sur ce terrain<sup>46</sup>. Bien des obstacles restaient à surmonter, qu'illustrait le titre d'une contribution invitant à tourner la page de ce qui émergeait...<sup>47</sup>. Son auteure appartenait au Centre d'histoire sociale du XXe siècle, que j'avais rejoint après mon élection à Paris 1, en 1999, et en serait bientôt la directrice<sup>48</sup>. La cohabitation ne fut pas toujours facile. Si l'histoire du travail, telle que nous la pratiquions et souhaitions la promouvoir, ne s'imposa pas d'emblée, la démonstration par l'exemple des initiatives, de leurs résultats et de leurs échos aboutirent néanmoins à son inscription au nombre des thèmes prioritaires de ce laboratoire de référence en histoire sociale. Là et ailleurs, la question du travail, plus tôt et plus systématiquement explorée par d'autres sciences humaines et sociales, mais propice à pluridisciplinarité et à l'interdisciplinarité, commençait à s'enrichir des apports d'historiens contemporanéistes<sup>49</sup>. En 2013, les progrès réalisés permirent de franchir un pas décisif avec la création de l'Association française pour l'histoire des mondes du travail qui, toutes approches, périodes et aires confondues, se proposait de promouvoir les études sur ces thèmes par l'organisation d'échanges entre spécialistes, d'interventions au sein de l'université ainsi qu'en direction de l'enseignement secondaire et d'un public plus large. Sur la lancée, l'Afhmt impulsait, la même année, la construction d'un Réseau européen d'histoire du travail. Il plaît à l'auteur de l'ouvrage réédité ici de conclure sur ce moment où son itinéraire d'historien du travail et des travailleurs croisait celui de beaucoup d'autres, dans le foisonnement des problématiques et des terrains qui se profilent à l'horizon de nos recherches.

---

<sup>43</sup> « Comment les historiens parlent-ils du travail ? L'histoire du travail, une histoire en chantier », entretien de Michel Pigenet avec Sylvie Aprile et Anne Jollet, *Les Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 83, 2<sup>e</sup> trimestre 2001.

<sup>44</sup> Christian Chevandier, Michel Pigenet, « L'histoire du travail à l'époque contemporaine, clichés tenaces et nouveaux regards », *Le Mouvement social*, n° 200, juillet-septembre 2002, p. 163-169.

<sup>45</sup> Revue dont j'étais membre du secrétariat de rédaction depuis 1998.

<sup>46</sup> À l'encontre de certains manuels - Marion Fontaine, François Jarrige, Nicolas Patin (dir.), *Le travail en Europe occidentale, 1830-1939*, Neuilly, Atlande, 2020, p. 19 -, la chronologie relativise, sinon dément, l'influence, sur le développement de l'histoire du travail, de l'organisation, en 2002, du congrès annuel du Comité des travaux historiques et scientifiques autour du thème « le travail et les hommes ». Sous des titres ambitieux, les actes disparates qui en résultèrent passaient à côté de larges pans du renouveau en cours. Cf. Dominique Barjot (dir.), *Le travail à l'époque contemporaine*, Paris, Éditions du CTHS, 2005 ; Patrice Marcilloux (dir.), *Le travail en représentations*, Paris, Éditions du CTHS, 2005.

<sup>47</sup> Annie Fourcaut, « De la classe au territoire ou du social à l'urbain », *Le Mouvement social*, n° 200, juillet-septembre 2002, p. 170-176.

<sup>48</sup> Avant que je lui succède, en 2010.

<sup>49</sup> Les collègues antiquisants, médiévistes et modernistes s'étaient engagés plus tôt sur le terrain du travail.

---

---

## AVANT-PROPOS

Dans cette dernière décennie du vingtième siècle, alors que la relativité d'un certain nombre de repères nous est rappelée, parfois cruellement, en tout cas fortement, il peut sembler totalement anachronique d'analyser comment la classe ouvrière s'est formée dans un département français.

La lecture et l'écoute de Michel Pigenet, qui nous fait parfois l'amitié de contribuer aux recherches menées par notre Institut syndical, nous ont convaincu de l'utilité de l'édition, c'est-à-dire de la diffusion, de tels travaux, justement en cette période.

La démarche, universitaire, de l'auteur a croisé celle, syndicale, de l'Institut d'histoire de la CGT. Loin de se confondre ou de se concurrencer, les deux sont impérieusement nécessaires et sont sources complémentaires d'enrichissement.

À l'heure où -références aux grandes terreurs de la fin du premier millénaire ?- de nouvelles sirènes de l'obscurantisme prônent l'impossibilité de comprendre la société dans le mouvement de ses diverses composantes, la recherche historique est une voie pour combattre ce dogmatisme-là, aussi dévastateur sous cette forme que sous d'autres aujourd'hui reconnues comme telles.

Michel Pigenet a choisi de cerner un lieu précis, connu de lui puisqu'il y résidait et y travaillait, pour étudier un monde ouvrier en formation, les formes de sociabilité qu'il a façonnées et donc aussi ses organisations syndicales et politiques.

De tels travaux sur la formation de la classe ouvrière dont la problématique, la méthodologie et certaines conclusions qui, au cas particulier, valent au-delà du Berry, sont encore peu nombreux surtout si l'on prend en compte ce qui se fait dans des pays voisins. Sans prétendre qu'il s'agisse là d'une raison unique, nous estimons que l'Université française a très longtemps, trop longtemps, véhiculé elle aussi un dogmatisme stérilisant vis-à-vis des faits sociaux, des classes sociales prises dans leur évolution, leur vie et donc aussi leurs luttes ...

Malgré leurs engagements différents, mais parce qu'ils combattaient ce dogmatisme-là, Jean Maitron et Jean Bruhat ont tous deux été longtemps malmenés par l'institution universitaire ...

Ces temps sont heureusement révolus, mais les moyens pour combler le retard continuent de manquer. Cela vaut déjà au niveau de la recherche et les difficultés restent toujours fortes quand il s'agit de publier des travaux réalisés, de diffuser les connaissances. Ces exclusions plus subtiles, plus insidieuses nous incitent à affirmer que le combat pour l'histoire sociale, malgré les avancées réalisées notamment depuis 1968, est toujours à mener.

Aujourd'hui la CGT, son Centre confédéral d'études économiques et sociales et son Institut d'histoire sociale, confrontés à ce qui leur est apparu être un travail de grande importance et alors même que ce n'est pas leur fonction première, suppléent aux carences de l'édition française. Il n'y a pas lieu ici d'épiloguer sur ce fait : comme tel, il est une incitation à la réflexion et à la réaction des lecteurs de cet ouvrage !

La CGT sera bientôt centenaire : occasion rêvée pour mesurer le chemin parcouru ou plutôt les chemins explorés par des générations d'hommes et de femmes différents dans leurs engagements philosophiques, religieux ou politiques, mais unis cependant par une volonté d'ouverture aux autres hommes par l'aspiration à une société plus humaine, plus juste. Mais cette richesse d'individus se combine avec la richesse et la diversité des régions, voire des villes, dans lesquelles ils déployaient leur activité. La centralisation excessive, le parisianisme, la confusion de l'uniformité avec l'unité font partie de notre héritage, de nos expériences négatives sinon dogmatiques. De ces expériences, la CGT a su, nous semble-t-il, tirer enseignement.

Modestement, c'est-à-dire en rapport direct avec ses moyens matériels la décentralisation de l'activité historique de la CGT résulte de cette expérience et de cette analyse : la connaissance de la classe ouvrière française passe par la multiplication d'études approfondies du type de celle de Michel Pigenet qui se situe ici ainsi dans la lignée de Rolande Treppe et de son directeur de thèse Maurice Agulhon.

Notre souhait est que l'expérience d'instituts régionaux tel celui de la région Centre, animé par Maurice Renaudat, ancien Secrétaire général de l'Union départementale CGT du Cher, stimule l'engagement de recherches universitaires de ce type et de cette qualité. Ainsi, complémentirement, dans le respect des compétences et des identités respectives, recherche historique et syndicalisme peuvent dialoguer, faire progresser connaissance et diffusion de celle-ci, servir en définitive une grande cause commune : l'émancipation de l'humanité.

Georges SEGUY Président de  
l'Institut CGT d'histoire sociale

---

## PRÉFACE

---

La première réflexion que m'aît inspirée l'ouvrage de Michel Pigenet a porté, curieusement, sur le vocabulaire : il osait employer l'expression de "monde ouvrier".

Il faut savoir que le langage des sciences humaines (et celui de la politique, qui les touche de si près) est déterminé par des modes et par des tabous autant que par du travail conceptuel. Un exemple : aujourd'hui que le racisme est l'objet d'un large et légitime rejet, beaucoup étendent, non sans naïveté, le rejet jusqu'à l'emploi même du mot de "race" ; ainsi s'explique la récente fortune du mot "ethnie", jadis à peu près ignoré hors des cercles de spécialistes. Autre exemple : aujourd'hui que la morale fait aussi l'objet d'un rejet (moins large toutefois, et surtout moins légitime, que le précédent), quiconque souhaite moraliser quelque chose sans passer pour moralisateur s'en tire en parlant "d'éthique". Ainsi "l'éthique", comme "l'ethnie", passe-t-elle sous nos yeux du vocabulaire des philosophes à celui du commun des mortels. Eh bien -c'est ici qu'on voulait en venir- il fut un temps, il y a de cela trente ou quarante ans, où le rejet des bienpensants portait aussi sur le marxisme et sur le communisme, et le tabou consécutif sur l'expression "classe ouvrière".

Des universitaires sérieux, prétendant même parfois faire de l'histoire sociale, ne voulaient pas que l'on trouve sous leur plume cette "classe ouvrière" qui emplissait les éditoriaux de *l'Humanité*, et "monde ouvrier" a dû quelque temps sa fortune à cette timidité-là.

Pour diverses raisons, ces temps sont aujourd'hui révolus.

La notion de monde ouvrier n'est plus un substitut anodin à la proclamation sulfureuse de la classe ouvrière, elle peut prendre un sens, et servir à la connaissance, en contribuant à organiser l'histoire, c'est-à-dire, d'abord à la périodiser. La classe ouvrière, comme classe, au singulier, c'est-à-dire comme ensemble ayant un minimum de consistance, d'organisation et de sentiment de soi ("le prolétariat conscient et organisé" suivant la formule classique), la classe ouvrière, donc, est le résultat d'une élaboration historique ; il y a eu des ouvriers longtemps avant qu'existe la classe ouvrière, et, pour ces ouvriers de jadis, travailleurs des métiers, salariés, exploités, mais dispersés et aveugles (inconscients et inorganisés), l'expression délibérément floue de monde du travail convient mieux. Tout l'ouvrage de Michel Pigenet, construit, on le remarquera, dans l'ordre chronologique qui est l'ordre même de la réalité historique, en fait la démonstration.

Par là, il administre la preuve que l'historiographie ouvrière, secteur de l'histoire sociale, loin d'être vouée à répéter sans cesse la plainte des exploités et la geste des militants, était susceptible de progrès cumulatifs. Certes, nous avons eu l'exemple de la belle école d'histoire ouvrière britannique, dont émerge le fameux livre d'Edward P. Thompson, intitulé précisément *"The making of the english working class"*.

Mais bien des exemples français allaient dans le même sens.

Autrefois, à l'époque où l'histoire sociale se dégageait encore mal des compétitions politiques et idéologiques qui divisaient le mouvement ouvrier, les historiens attachés à l'orthodoxie marxiste faisaient volontiers l'étude des réalités les plus conformes à la théorie : exploitation évidente, perçue et dénoncée, grèves précoces et dures, syndicalisation, Internationale, vote socialiste avant la fin du XIXe siècle, monographies de luttes, de groupes et de militants exemplaires...

Tout aussi logiquement (même si cette logique n'était pas toujours consciente), les militants antimarxistes, anticomunistes, souvent désignés sous le nom commode de "proudhoniens", se faisaient au contraire une spécialité de mettre en lumière par leurs recherches tout ce qui n'entrait pas dans le schéma : ouvrier-paysan, ouvriers catholiques, ouvriers trop docilement républicains, paternalismes efficaces, mœurs ouvrières gardant des saveurs de terroir, toutes les situations mixtes et toutes les consciences confuses ...

En forçant un peu le trait, on pourrait dire que, il y a un demi-siècle, l'orthodoxie marxiste poussait à écrire l'histoire économique et l'histoire politique de la classe ouvrière, tandis que le "proudhonisme" s'illustrait dans son histoire sociale concrète, voire dans son anthropologie. Citons au moins à l'appui la célèbre *Vie Ouvrière* ... de Georges Duveau.

Un homme, il est vrai, un grand aîné dont il faut garder le souvenir, avait vu le danger de cette dichotomie et, tout en faisant lui-même profession d'orthodoxie marxiste, aimait et sentait assez fortement l'histoire pour la vouloir complète, authentique, diverse et savoureuse, c'était Jean Bruhat. Mais le sacrifice presque complet qu'il a fait de sa carrière de chercheur aux activités militantes puis pédagogiques nous a privés d'une oeuvre, en même temps qu'elle freinait l'inéluctable progrès de nos études.

Enfin, en 1970, *Les mineurs de Carmaux* de Rolande Trempeurent purent montrer qu'on pouvait faire en un seul ouvrage l'histoire socialiste et l'histoire anthropologique d'un groupe professionnel.

Désormais, la bataille était gagnée. La division politique au sein de la gauche entre réformistes et révolutionnaires n'a d'ailleurs plus les aspects d'affrontements, parfois caricaturaux, qu'elle avait dans les années 1940 et 1950. L'histoire sociale est devenue dans le monde de l'université et de la recherche une spécialité bien intégrée. L'application de l'ethnologie au champ d'études français est venue recharger les historiens sociaux en suggestions, en concepts, en matériaux (ou en idées de matériaux). C'est de tout cela ensemble que des thèses comme celle de Michel Pigenet ont pu bénéficier, pour notre plus grand profit.

La classe ouvrière au singulier, disons-nous. Est-ce à dire la classe ouvrière mondiale, organisée dans, cette internationale qui "*sera le genre humain*" ? N'évoquons que pour mémoire cette espérance grandiose et, en 1990, plus lointaine apparemment que jamais.

Alors la classe ouvrière française, "section française" du prolétariat mondial idéal ? "Section" en tout cas plausible, bien plus que le tout ?

Mais Michel Pigenet va plus loin dans la sectorisation et parle de la classe ouvrière du Cher. On pourrait le contester *a priori* en faisant valoir qu'en 1914 le Cher ne comptait en principe que des fédérations d'organismes nationaux (CGT et SFIO). Avait-il sa réalité ouvrière propre ?

L'histoire ouvrière -on le voit- n'échappe pas au problème, ressassé depuis vingt ans et plus, de la "départementalisation" de l'histoire de France. Bien que tout ait été dit pour répondre à cette critique, argumentons encore une fois. L'histoire ouvrière telle qu'on doit la faire, et telle que Michel Pigenet la pratique, requiert une masse énorme de documents, puisqu'elle va de l'histoire minutieuse des techniques et des pratiques des métiers à l'histoire des groupes politiques, des syndicats, des municipalités, en passant par la démographie, les relations sociales, les papiers divers qui restituent par bribes les climats et les mentalités ; cette exigence d'enquête totale conduit à dépouiller tant d'archives en profondeur qu'elle ne peut être située que dans un espace limité, donc un cadre géographique restreint. A ce niveau moyen (la ville faisait étié, la région démesurée), le département s'impose. Aussi bien c'est celui dans lequel ont fonctionné les principales administrations qui ont produit les dossiers d'archives utilisés. Ce cadre est artificiel ? Sans doute, il l'était en 1790, lorsque l'on a coupé en deux l'ancienne province du Berry. Le Berry était-il si naturel, d'ailleurs ? Laissons cela, pour nous demander, si, en 1914, le Cher n'avait pas fini par le devenir. Nous l'avons déjà écrit : y a-t-il d'autre naturel en histoire que de

l'artificiel qui ait duré ? La vie commune d'une population même hétérogène dans un cadre administratif stable ne crée-t-elle pas des liens par le fait d'expériences communes, même politiques (voter pour et contre les mêmes candidats, traverser les mêmes luttes, connaître les mêmes leaders et, finalement, reconnaître la même tradition, fondatrice de ce qu'on appelle aujourd'hui "l'identité") ?

Ce raisonnement pourrait être commun à tous les départements de France, et à toutes les catégories de population. Mais Michel Pigenet nous convainc qu'il est spécialement valable pour le Cher, où le monde du travail a été longtemps diffus dans une société rurale qui avait ses propres conditionnements protestataires, et où les métiers industriels ont formé une constellation de petits et moyens foyers de vie ouvrière sur toute l'étendue du département. Démonstration convaincante. En 1914, l'objet classe ouvrière du Cher existe sans trop d'artifice. Il y a même, d'ailleurs, sa statue à Vierzon, chose rare ...

On aurait volontiers suivi le guide au-delà de 1914, jusqu'au congrès de Tours, et puis jusqu'au Front populaire, et puis jusqu'aux temps actuels où le sort des mairies "ouvrières" de Bourges et de Vierzon retient assez souvent l'attention des politologues. Mais on ne peut tout faire.

Même dans un espace géographiquement restreint, l'étude de toute une population, d'une dizaine de branches industrielles, et d'une quantité comparable d'associations et organisations politico-syndicales, ne pouvait s'étaler sur deux siècles sans exiger un travail immense, sans produire un livre démesuré, et – surtout – sans requérir de l'auteur l'acquisition de compétences, de sous-spécialisations et de bibliographies difficiles à maîtriser ensemble. Nous l'attestons en homme du métier, Michel Pigenet a déjà fait beaucoup, pour servir sa recherche d'origine, en nous donnant un long dix-neuvième siècle, qui va chercher son point de départ avant 1789 et ne s'achève qu'à la Grande Guerre.

Le XXe siècle pourtant n'est pas absent de cette belle oeuvre, puisqu'il est le nôtre, celui dans lequel sont nées, avec nos personnes, nos curiosités et nos vocations. C'est l'attachement au monde du travail d'aujourd'hui qui a dû souvent stimuler le courage du chercheur dans les traces de papier des travailleurs d'avant-hier. Et c'est la familiarité avec les soucis du peuple contemporain qui a dû susciter en lui les sympathies et les intuitions sans lesquelles la vie d'avant-hier ne serait pas si aisément remontée des archives.

L'historien est un homme de son temps, c'est sa limite, mais c'est aussi sa force. Le passé est loin de lui, il lui échappe donc pour une grande part ; mais la petite part qu'il peut en saisir, c'est la qualité de sa sensibilité présente qui lui en a permis l'accès.

Maurice AGULHON

---

## INTRODUCTION

---

En 1973, mon premier contact avec le Berry fut le quartier de la gare de Vierzon. Passage obligé de tout voyageur faisant escale dans l'agglomération, la grande place, aux pavés mal ajustés qui s'étendait devant les bâtiments de la SNCF, allait buter sur la façade d'un très classique Hôtel de Bordeaux et contre les lourdes portes coulissantes de la plus grande usine de la localité. Non loin de là, au-dessus des rues creusées entre les murs aveugles des ateliers, des passerelles reliaient les divers secteurs de l'établissement. Le reste du centre-ville était à l'avenant, les usines, petites ou grandes, actives ou délaissées, alternant avec les maisons ouvrières, généralement basses et cernées de jardins. Près d'un carrefour, quelques bancs, un parterre de fleurs entouraient la statue d'un travailleur assez reconnaissable et anonyme pour que les ouvriers du début du siècle aient pu, en leur temps, s'identifier à lui.

Hautes cheminées en moins et parc de stationnement d'automobiles en plus, la cité s'obstinait à conserver son visage d'antan. Discrètes et fragiles, les zones industrielles tentaient pourtant, à la périphérie, d'ouvrir des perspectives nouvelles, loin des HLM, et de réaliser, après des décennies de cohabitation, la séparation de l'habitat et du travail.

Quant aux hommes, je ne devais pas tarder à comprendre qu'ici on était "ouvrier", qualificatif commode rendant compte, selon les cas, d'un statut social ou d'une conscience, celle d'appartenir à un mouvement et à une communauté aux contours vagues, mais aux valeurs, alors, clairement définies.

Ce que je découvrais bientôt, par bribes, de l'histoire locale, joint à des préoccupations plus anciennes, fit naître le projet d'une recherche attentive aux modalités concrètes de "formation" d'une classe ouvrière régionale et qui fut, tout à la fois capable de restituer son histoire, sa chronique, à ses héritiers d'aujourd'hui, et, sur un plan plus général, de suivre le processus par lequel un groupe social s'individualise au sein de l'ensemble qui le contient, cependant que des différences, hier encore secondaires, deviennent décisives sous l'effet du mouvement des faits économiques, sociaux, politiques et culturels. Simultanément, je souhaitais accorder une large part à l'observation des divers moments et niveaux de la conscience sociale.

Partie prenante de cet espace réputé contestataire qui borde le nord et l'ouest du Massif Central, tôt gagné aux idées "rouges", terre d'élection du vaillantisme puis du communisme, point d'ancrage solide, sinon berceau, du syndicalisme bûcheron, porcelainier, chaudiériste ou des arsenaux, le département du Cher possède plus d'un atout de nature à séduire le plus blasé des historiens du mouvement ouvrier.

Menée par d'autres, l'étude des organisations, alors à son apogée, ne m'enchantait guère, convaincu que j'étais, déjà, de l'épuisement prochain d'un certain type de recherches, tenté de confondre les travailleurs avec leurs porte-parole réels ou proclamés, et de lire le "social" à l'aune du "politique" dûment estampillé comme tel. Il me semblait, dès ce moment, plus prometteur de commencer par cerner les réalités ouvrières et évaluer les conditions de réception des thèses et activités des mouvements politiques et syndicaux, quitte, ultérieurement, à en estimer l'influence exacte.

Résolu à bannir, à l'exemple de mes maîtres, Rolande Trempé et Maurice Agulhon, les explications réductrices et les arrachements dommageables, j'espérais pouvoir parvenir à

dégager les facteurs de différenciation externe et interne à la classe sans perdre de vue les relations qu'elle noue avec les autres catégories sociales, proches, rivales ou antagonistes. Sur cette voie, le choix du département du Cher restait-il pertinent ? En fait, si l'on veut bien considérer que le monde ouvrier ne se limite pas aux ateliers et aux chantiers urbains, le Cher apparaît tout au long de la période étudiée comme un département rural et ouvrier.

La gamme des branches présentes dans le département - extraction de minerai, sidérurgie, métallurgie de transformation, armement, céramique, verrerie, cimenterie, pour ne rien dire de l'alimentation, des cuirs et peaux, de l'imprimerie et, hors de l'industrie, des transports ferroviaires, des exploitations forestières... - associée à la variété des situations concrètes de travail et de résidence, offrait autant d'angles de visée de la mosaïque berrichonne et facilitait, en un sens, le dégagement des facteurs à l'oeuvre dans les phénomènes d'unification des pratiques et des consciences.

Par-là, mon propos, sans rien perdre de son aspect monographique, ouvrait sur une méthode, singulière à cette échelle, de repérage et de confrontation des faits sociaux.

Chemin faisant, la lecture d'innombrables lettres, rapports, traités, comptes-rendus, inventaires ou registres, l'écoute, aussi, des dizaines de témoignages recueillis, infléchirent la recherche dans le sens d'une anthropologie du monde du travail, laquelle, après une éclipse partielle, suscite à nouveau l'intérêt des historiens. Les savoir-faire, les gestes professionnels firent ainsi l'objet d'une analyse aussi minutieuse que l'autorisaient les sources disponibles, ce, non dans le but d'une étude fermée sur elle-même, mais avec l'intention d'en lier les caractères à l'organisation du travail, aux comportements, à la perception des rapports de production. Dès lors, il n'était pas pensable de marginaliser la description des ateliers et chantiers, lieux privilégiés de manifestation des contradictions sociales dont la traduction, par le moyen d'allusions aux techniques, de références aux outils, aux machines, aux coutumes, échappent généralement à l'entendement du profane alors même qu'elles forment l'ordinaire des conflits sociaux, alimentant sans cesse le corporatisme", voie sans issue de la conscience ouvrière ou passage obligé vers la *"prise de conscience de classe"*.

Ce "détour" par l'acte productif dans ses variantes professionnelles, catégorielles, locales, apparaissait d'autant plus nécessaire qu'il demeure à l'origine d'une authentique culture ouvrière fondée sur l'amour valorisant du travail bien fait à force d'habileté pour les uns, d'endurance pour les autres et figure comme la source inépuisable de l'ouvriérisme, cette autre forme, tour à tour primitive ou régressive, de la conscience de classe.

Le présent ouvrage ne pouvait, pour d'évidentes raisons éditoriales, reprendre la totalité de l'appareil critique de la thèse de doctorat d'État de plus de 2 000 pages dont il est issu (1). Notre ambition aura été, à ce stade, de conserver l'essentiel du cheminement suivi et des résultats obtenus. Encore n'aurait-elle jamais pu atteindre son but sans l'amical soutien d'André Narritsens et de Maurice Renaudat, et sans le concours moral, financier et technique des municipalités de Beffes, Bourges, Foëcy, Lunery, Saint-Florent, Saint-Georges/Prée et Vierzon ainsi que de l'Institut CGT d'histoire sociale et du Centre confédéral d'études économiques de la CGT. Que tous trouvent ici l'expression de ma gratitude.

(1) Le lecteur soucieux de références et de sources exhaustives peut se reporter au manuscrit dactylographié déposé à l'Université de Paris I, au GED Condorcet ou aux reproductions microfichées par l'ANRT de Lille ([diffusion-theses@univ-lille.fr](mailto:diffusion-theses@univ-lille.fr))



## Les Communes du Cher



Échelle 1 :500 00

## Carte cantonale



PREMIÈRE PARTIE  
LES MONDES OUVRIERS

(FIN XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE - 1848)



---

# LE TRAVAIL OUVRIER DANS LE HAUT-BERRY ET LE DÉPARTEMENT DU CHER

## (FIN XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE - 1815)

---

"Terre d'accueil", "réduction de la France", les meilleurs connaisseurs du Berry peinent et hésitent à définir sa personnalité régionale.

En l'absence de critères morphologiques, les sols et la végétation aident à dessiner les contours incertains du Berry. Celui-ci, a-t-on dit, "*finit là où cessent d'exister les marécages et les forêts qui entourent la Champagne berrichonne*"<sup>50</sup>. La nature n'est pas seule en cause. L'histoire s'en mêle. Les découpages administratifs, très tôt fixés, gagneront de ce fait une longévité remarquable donnant aux hommes de solides points de repère. A la veille de la Révolution, la Généralité de Bourges épouse à peu près les limites de la province. Lorsque viendra le temps des départements, le Haut-Berry formera l'essentiel du département du Cher grossi, au sud, de quelques secteurs du Bourbonnais, et, à l'est, de la rive gauche de la Loire, enlevée au Nivernais.

Cette belle continuité administrative ne doit pas faire oublier les phénomènes de dépendance qui l'accompagnent et s'accroissent avec les tendances centralisatrices des pouvoirs parisiens successifs. Terre d'administrateurs, parfois exceptionnels, le Berry et, pour ce qui nous concerne, le Haut-Berry, s'habitueront à vivre sous tutelle. Soumise, la région cédera à une dangereuse quiétude faite de résignation et de docilité. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le futur département du Cher n'est certes pas la région la plus dynamique du royaume.

---

<sup>50</sup> A. Tortrat, G. Jouin, A. Redon, *Le Berry. Etude géographique et historique de la région berrichonne*, Bourges, 1927, p. 10.

## LES BASES DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (FIN XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE - 1815)

*"Malgré tant de richesses naturelles, ce département languit"*  
(Préfet du Cher, vers 1801).

### **L'exploitation des ressources locales : une mise en valeur partielle**

#### **Une agriculture extensive**

Hormis quelques vallées gorgées d'alluvions que menace cependant, le mauvais écoulement des eaux, la nature ne s'est guère montrée généreuse envers le Berry. Quant aux hommes ... les physiocrates locaux ne manquent pas de dénoncer une agriculture qui, disent-ils, conserve *"tous les vices qu'elle avait il y a cent ans"*<sup>51</sup>. De fait, autant que la nature et les paysans, les structures agraires sont en cause.

#### **La terre accaparée, logique d'un système**

François Gay fait remonter au lendemain de la guerre de Cent Ans la mainmise des grands propriétaires sur les terres berrichonnes. Dépeuplés, abandonnés à la suite des troubles, les villages auraient alors laissé à découvert un espace annexé par des seigneurs plus soucieux d'étendue que de production, du moins dans un premier temps. Plus tard, lorsque les défrichements reprendront sous la pression démographique de villages en voie de repeuplement partiel, la terre aura déjà ses maîtres. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, une centaine de domaines dépassent le millier d'hectares. Sur ce plan, la Révolution ne modifiera pas la situation.

Le système possède une certaine cohérence. Malgré les déséquilibres qu'il engendre au sein de la communauté paysanne et les freins qu'il oppose au progrès, cette cohérence forme une redoutable force d'inertie à toute velléité de changement. Réservoir de main-d'œuvre, le village est incapable de produire la paysannerie aisée qui ailleurs profitera de la redistribution des terres engagée sous la Révolution. Les capitaux sont trop rares pour contribuer sérieusement à la modernisation des méthodes culturales. Incapable d'envisager de telles perspectives, le gros de la paysannerie berrichonne songe d'abord à survivre.

Devant la confiscation des terrains de parcours et en l'absence de disciplines collectives, on se replie sur les terres communes et les bois. Dès que le contrôle des autorités se relâche, en l'absence d'émeutes agraires, c'est la ruée sur les biens communautaires. La tourmente révolutionnaire autorise toutes les audaces. En 1807, le préfet estime à 3 000 le nombre des chefs de famille coupables d'acquisitions illicites<sup>52</sup>.

L'ordre foncier revient, mais le progrès technique se fait toujours attendre. Modernes en ce qu'ils participent à la formation d'excédents et au développement des échanges, les grands domaines restent fermés à l'innovation, paralysés qu'ils sont par le système auquel ils doivent leur suprématie.

En règle générale l'exploitant ne se confond pas avec le propriétaire. Aristocrate ou bourgeois, celui-ci réside en ville. Cet absentéisme et *"le carcan des baux partiels"* évoqué par François Gay mènent tout droit à la routine. L'inadaptation des moyens techniques aux dimensions de l'exploitation, l'insuffisance des ressources en main-d'œuvre que peut mobiliser la famille du métayer contraignent ce dernier aux méthodes extensives.

#### **Moutons et céréales : une spécialisation négative**

---

<sup>51</sup> Archives départementales du Cher (AdC), 27 F 183; Rapport sur le département du Cher, 1801.

<sup>52</sup> Archives nationales (AN), F10 536 ; Rapport du préfet.

Dressant le tableau économique du Berry, un avocat du Parlement note, au XVI<sup>e</sup> siècle, que "*les bêtes à laine en sont le trésor*"<sup>53</sup>. Trésor ou pis-aller ? Si l'élevage apporte des revenus monétaires, la région abandonne à d'autres le traitement des fibres. N'attendons pas davantage de remarquables récoltes céréalières. Plus que médiocres, les rendements ne se maintiennent qu'au prix de longues jachères. La Généralité expédie, certes, des grains, mais ce commerce s'explique d'abord par l'inégal accès à la terre et les privations endurées par la majorité des ruraux.

Par contraste, les vignobles et les chènevières forment, autour des villes et le long des vallées, quelques taches intensives. Le coût de la main-d'œuvre et l'étroitesse des débouchés freinent, toutefois, l'extension de la vigne qu'affecte, d'autre part, l'irrégularité des productions. Le chanvre offre plus de sécurité, grâce à des brins classés parmi les plus longs de France et appréciés comme tels par les marins.

### **Les forêts**

Peuplées de chênes et de charmes, dégradées en taillis, malmenées par les populations riveraines, les forêts - près de 15% de la surface du département - ceinturent la Champagne centrale et joignent de façon plus ou moins continue les bords de la Loire au Vierzonnais.

Matière première volumineuse, le bois subit des frais de transport qui peuvent décourager l'exploitation. Le problème est ancien, tout comme la solution pour y remédier : les voies d'eau. Par voie de terre, les prix deviennent vite prohibitifs. Encore faut-il pouvoir disposer de routes et de chemins. Aussi, des bois pourrissent-ils sur place faute de moyens d'évacuation, tandis qu'à quelques kilomètres, la concurrence entre les consommateurs met en péril la qualité et l'avenir de certains massifs.

La forêt, aux yeux des communautés villageoises, est un espace de parcours précieux. Avant, comme après la Révolution, les droits d'usage alimentent des conflits qui n'épargnent pas les propriétés privées. La consommation des agglomérations et des usines soulève un autre type de protestation. Le cahier de doléances de Vierzon accuse ainsi les forges locales "*d'épuiser*" la forêt et d'enlever aux habitants des villes voisines une "*denrée de première nécessité*", et même de vouloir "*forcer*" la population à quitter leur cité<sup>54</sup>. Le triplement du prix du bois entre 1776 et 1789 explique la véhémence de la plainte qu'attisent aussi la jalousie et la méfiance des notables à l'encontre d'une industrie mal intégrée aux activités locales traditionnelles.

Les usines pâtiennent également du renchérissement du combustible. Sur treize d'entre elles dont nous connaissons la situation, une seule, celle de Mareuil, couvre ses besoins grâce aux bois qui lui sont attachés. A l'échelle du département, les établissements métallurgiques absorbent, bon an mal an, 180 000 cordes de bois<sup>55</sup>. Or, il existe d'autres « bouches à feu ». Dans les conditions d'exploitation et d'évacuation en vigueur, les forêts berrichonnes peinent de plus en plus à faire face à l'accroissement de la demande.

### **Un minerai-roi: le fer**

Piégé en amas irréguliers dans les vallées de l'Aubois, de l'Auron, de l'Yèvre, du Cher et de l'Amon, le minerai le plus répandu présente une teneur moyenne - 37 % - qui, sans être exceptionnelle, justifie l'intérêt qu'on lui porte.

Formation superficielle, il gît à des profondeurs qui n'excèdent jamais huit mètres. Cette facilité d'accès a, sans nul doute, contribué au maintien d'un mode d'exploitation que les spécialistes s'accordent à juger dangereux pour les mineurs et coûteux pour les maîtres.

---

<sup>53</sup> N. de Nicolay, *Description du pays et du duché de Berry et diocèse de Bourges*, 1567.

<sup>54</sup> Cf. E. de Tougoët-Treanna, *Histoire de Vierzon et de l'abbaye de Saint-Pierre*, Paris 1884, p. 525.

<sup>55</sup> A. H. F. de Barral, "Mémoire sur les usines employées à la fabrication du fer dans le département du Cher", *Journal des Mines*, oct-nov 1809, p. 337.

D'ordinaire, *"on ouvre des trous sur une couche de minerai sans suite et sur de grandes étendues (...) on enlève le minerai qui se trouve à la surface du terrain ou qui en est près (...) Bientôt, les eaux noient le travail, les terrains s'écroulent et l'ouvrier est obligé d'abandonner un trou dont il aurait pu tirer encore beaucoup"*<sup>56</sup>. Suivant la profondeur du gisement, l'exploitation s'effectue à ciel ouvert ou par puits. Remonté en surface par un treuil, le minerai est lavé, soit au moyen d'un patouillet plus ou moins complexe, soit, lorsque cela est possible, dans le lit d'une rivière, procédé efficace et peu coûteux, mais qui fait rarement l'affaire des riverains.

Qui sont les mineurs? Pour Nicolas Rambourg, une distinction s'impose entre les maîtres-mineurs dont l'expérience est un gage d'efficacité et les autres ouvriers, interchangeables, auxquels on demande seulement *"robustesse et force physique"*<sup>57</sup>. L'organisation du travail, en petites équipes, favorise le développement d'un fort sentiment d'indépendance. Les modalités de la rémunération à la tâche concourent au même résultat.

Par bien des aspects, les ouvriers des mines font songer aux bûcherons qu'ils côtoient dans les bois et dont ils partagent les mouvements saisonniers. Ensemble, ils désertent les chantiers lors des moissons, époque pourtant propice à l'extraction, lorsque les eaux ne menacent plus d'envoyer les tranchées et les galeries.

Une estimation, datée de 1809, table sur 25 000 pipes, soit, en poids, 23 125 tonnes de mines lavées dans le département, à l'exclusion, semble-t-il, des quantités expédiées vers les régions voisines<sup>58</sup>. Les réserves garantissent l'avenir. Alors que les forêts accessibles sont menacées d'épuisement, les minières du Cher, ne souffrent, pour l'heure, que de gaspillage.

Le Haut- Berry, à l'évidence, ne manque pas d'atouts. Quant à savoir en jouer... Pour tout dire, les populations vivent sur un héritage qui doit davantage à la nature qu'à l'esprit d'entreprise de leurs ancêtres.

## **Enclavement et cloisonnement**

Malgré une position centrale au sein du Royaume, un relief sans aspérité notable, un climat tempéré, les communications paraissent aussi difficiles avec les régions périphériques qu'à l'intérieur même de la Généralité.

Au lendemain de la Révolution, une seule route nationale, digne de ce nom, traverse le département. Encore ne fait-elle que l'écorner sur 28 kilomètres, dans le nord-ouest. L'axe Paris-Toulouse suffit peut-être à favoriser la croissance vierzonnaise, mais non à intégrer le Haut- Berry au reste du territoire. D'un point de vue régional, si la liaison Bourges-Vierzon est réalisée, quelques tronçons s'avancent depuis la capitale du Berry en direction des cités du pourtour, d'autres progressent encore entre Dun et Culan, Sancerre et Aubigny, Blancafort et Argenteuil.

Sous l'Empire, la trame départementale demeure lâche. Dans la pratique, les marchands se débrouillent avec les lambeaux routiers achevés pour atteindre les lieux de foires et rejoindre les ports échelonnés le long des rivières.

L'intérêt porté aux voies d'eau trouve son principal motif dans le déplorable état des routes. Par le flottage ici, la navigation là, la Loire et ses affluents participent, plus que tout autre moyen de communication, au désenclavement régional.

Dans le passé, maints projets de canaux ont fleuri tendant à court-circuiter la trop longue boucle septentrionale que dessine la Loire. Il faut toutefois attendre les années 1800 pour assister aux premières études concrètes.

## **La population : campagnes sous-peuplées, villes discrètes**

### **Faible densité et stagnation démographique**

<sup>56</sup> AN, F14 4238; Travaux publics; Mémoire de Dietrich, 1784.

<sup>57</sup> AdC, 27 F 157; Réponse de M. Rambourg aux questions posées par M. de Barral.

<sup>58</sup> A. H. F. de Barral, "Mémoire...", *art. cit.*, p. 337.



Inquiète d'une situation qui ne date pas d'hier, l'Assemblée provinciale propose aux candidats du concours qu'elle parraine en 1786 de dissenter sur les moyens propres à "*remédier à la faiblesse du peuplement*". De fait, avec les quelque 228 000 habitants recensés vingt ans plus tard, le département du Cher mérite de figurer parmi les zones de basse pression démographique du pays. Ajoutons que sur le long terme, les chiffres montrent une étonnante stabilité.

Les causes de ce sous-peuplement sont autant à chercher dans les structures sociales que dans les statistiques purement démographiques. Les grands domaines constitués aux XVe et XVIe siècles ont bloqué, on le sait, la propriété paysanne et interdit une reconquête agricole et démographique. L'élevage extensif du mouton et une médiocre céréaliculture apparaissent, dans ces conditions, comme la meilleure réponse possible. Le système, on l'a dit, possède sa cohérence. De là une rigidité tenace qui durera jusqu'à ce que le machinisme permette d'obtenir une croissance du produit agricole sans faire appel aux hommes.

À la fin du XVIIIe siècle, pourtant, certains observateurs perçoivent l'amorce d'une croissance que les premières années du nouveau siècle n'infirmement pas. La géographie nuance ce mouvement général et souligne en particulier la part qu'y tiennent les villes et les villages industriels.

### **Des villes rentières**

#### **Bourges : l'administration, l'Église, la rente**

À la fin du XVIIIe siècle, la capitale du Berry - environ 15 000 habitants - vit dans le souvenir d'une époque glorieuse, dont quelques monuments portent le témoignage.

L'artisanat, maîtres et compagnons confondus, assure la production des biens de consommation nécessaires à la population. Des pâtisseries aux charpentiers, les différents métiers s'organisent en corporations, fait exceptionnel dans le Berry. On en compte vingt-cinq à la veille de la Révolution<sup>59</sup>. C'est pourtant sur les marges de ce groupe central que se dessine le visage social de la ville.

Plus de 22 % des Berruyers adultes décédés en 1808, dont on connaît la profession, sont enregistrés comme vignerons et jardiniers<sup>60</sup>. À l'autre pôle de la société locale, une élite strictement hiérarchisée de robins, de clercs et d'aristocrates aux fortunes et aux ambitions foncières, donne le ton. Par nobles et bourgeois interposés, la ville contrôle, en effet, les campagnes environnantes. À côté de l'État, de ses représentants ou de ses mandataires, l'Église, longtemps seconde puissance urbaine, a perdu, pendant la Révolution, une partie de son autorité morale.

Assoupie sous l'effet des facilités de la rente et de la routine administrative, Bourges, on l'aura compris, laisse à d'autres le soin d'introduire en Berry la modernité technique et sociale.

#### **Vierzon : quel avenir ?**

À défaut d'un passé prestigieux, l'agglomération vierzonnaise - près de 6 500 habitants -, toute entière tournée vers le commerce et la production semble plus ouverte au changement, à condition qu'il ne soit pas brutal et ne menace pas le travail de la laine.

La décision du comte d'Artois, titulaire apanagiste du vicomté de Vierzon, de créer un établissement métallurgique, afin de valoriser son domaine forestier, provoque un légitime émoi dans les ateliers. Les foulonniers et les tanneurs, directement concernés par l'aménagement d'un étang en amont de la cité, craignent pour leur avenir. Tracasseries, procès, chicanes se multiplient. En vain.

Dans les années 1780, l'opposition faiblit. Chacun a pu faire ses comptes. L'accroissement de la population, les retombées économiques de ce regain de dynamisme, ont séché les larmes des derniers nostalgiques, cependant que les victimes de l'usine ont quitté la ville ou se sont reconverties. Et si, en 1789, on maugrée

<sup>59</sup> H. Boyer, "Histoire des corporations et confréries d'arts et métiers de Bourges", *Mémoires de la Société historique, littéraire et scientifique du Cher*, série d'articles parus entre 1928 et 1940.

<sup>60</sup> AdC, 1 Q 495-496; Domaine, Enregistrement.

contre le renchérissement du bois, nul ne suggère, alors, la fermeture des forges.

Une autre controverse, entre temps, a surgi, et divise, désormais la population : le partage de l'agglomération en deux communes distinctes : Vierzon-Ville, au centre, et Vierzon-Villages, à la périphérie. À l'ombre d'incontestables motivations fiscales et politiques, de redoutables et ancestrales rivalités de clocher ont rejoué, figeant pour longtemps les données administratives locales.

Vierzon change. La vieille cité abat ses murailles, comble ses fossés, élargit ses places. La population augmente et se modifie. L'ère du textile s'achève, celle du fer et de la fonte commence. L'usine prend place à côté de l'atelier et de la boutique, la fonction commerciale s'élargit.

## LES ACTEURS SOCIAUX

### Bourgeois timorés et aristocrates entrepreneurs

#### Une affaire de mentalité?

Jacques Cœur a disparu sans laisser d'héritiers. Quelques auteurs incriminent une « mentalité » berrichonne définitivement fermée à l'esprit d'entreprise. Certaines observations paternalistes, ironiques ou agacées, reviennent trop souvent pour ne pas intriguer.

Soucieux des comptes qu'ils auront à rendre, les Intendants témoignent de la plus grande sévérité. Confrontés à une "matière" trop molle pour se laisser modeler, les hauts fonctionnaires évoquent abondamment les "vices" de la population. Réponse commode et qui passe trop vite sur les structures sociales, leur aptitude à étouffer toute velléité d'évolution, à nourrir le fatalisme que d'aucuns nomment " *paresse* ", " *engourdissement* ", " *routine* "... Pour peu que les préjugés s'en mêlent, la prudence, fortifiée par l'expérience, devient immobilisme.

Quand elle existe, l'initiative économique provient, du moins jusqu'à la Révolution, autant d'une aristocratie fortunée que d'une bourgeoisie cantonnée dans des secteurs médiocrement lucratifs et obsédée par un désir de distinction sociale que le commerce et l'industrie laissent inassouvies.

#### L'aristocratie : du patrimoine au capital

La noblesse du XVIII<sup>e</sup> siècle, on le sait, ne dédaigne pas les affaires. Dans notre région, sa prééminence limite les possibilités offertes à d'autres groupes de capitaliser. Certes, l'ordre, pris en bloc, prisonnier de ses traditions et de ses préjugés, ne s'engage que modérément. Beaucoup attendent, depuis leur résidence urbaine, que tombent les revenus d'un domaine dont ils négligent la gestion directe.

Quant au sang neuf apporté par les anoblis de fraîche date, il ne renouvelle que les titres. Combien de négociants, élevés à la noblesse s'empressent, devenus échevins, de désertir le commerce pour engloutir toute leur fortune, dans la construction de somptueuses demeures ? Mais le groupe, à travers ses porte-parole, revendique toujours un rôle dirigeant, y compris en matière d'économie.

Préoccupée de gérer au mieux son immense fortune, une fraction de l'aristocratie s'enflamme pour les thèses des physiocrates et adopte le progrès dès lors qu'il signifie prospérité. Le duc de Bethune-Chârost est, assurément, le plus illustre représentant de ce courant. Au terme d'une brève carrière militaire, le duc, né en 1748, s'attachera à la mise en valeur d'un patrimoine considérable. Fort des résultats obtenus sur ses terres, il anime les séances de la Société d'Agriculture de Bourges et rédige des mémoires qui serviront de référence à l'Assemblée provinciale.

À la tête d'une fortune industrielle qui le classe au sixième rang parmi les maîtres de forges d'origine aristocratique, il possède, dans le Haut-Berry, les usines de Meillant et de Mareuil. Intelligent et cultivé, le duc anticipe sur les temps à venir. Ainsi

supprime-t-il les corvées et les péages sur les terres de son ressort. Ses projets d'égalité fiscale irritent ses pairs, mais lui valent une popularité certaine que sanctionnera, plus tard son élection au commandement de la Garde nationale de Bourges et qui lui permettra, en 1794, d'échapper à la guillotine.

L'entrée, tardive, du comte d'Artois sur la scène locale participe d'une démarche assez différente. Événement essentiel à l'échelle régionale, la fondation de l'usine de Vierzon vient grossir un domaine industriel considéré comme le second du royaume. L'établissement des bords de l'Yèvre n'est, cependant que la partie d'un tout. Écourtées par la Révolution, les relations du comte avec la région seront restées distantes.

Avec l'agriculture et la métallurgie, la verrerie figure parmi ces activités auxquelles les nobles peuvent s'intéresser sans déroger. À Aubigny, Ivoy-le-Pré, au Boucard et à Apremont, plusieurs familles s'y consacrent avec plus ou moins de bonheur.

Mais la gestion accapare-t-elle vraiment les nobles propriétaires d'usines ? Au fond, y a-t-il une différence notable entre l'aristocrate qui cède, moyennant fermage, l'exploitation de ses terres et celui qui demande à un directeur, un fermier ou métayer, d'assurer la bonne marche de ses établissements industriels ? Tous deux vivent de la rente, peu importe son origine. Toutefois, l'analogie s'arrête là. Bethune-Chârost, le comte d'Artois et quelques autres ne se contentent pas d'attendre les revenus d'un patrimoine hérité, puis conservé au sens fort du terme. Ils investissent, c'est-à-dire utilisent une partie de leurs rentes afin d'acquérir de nouveaux biens, dont ils délèguent à d'autres la mise en valeur quotidienne. Le processus d'accumulation du capital, auquel ils participent, les écarte donc du corps passif des rentiers sans les classer pour autant dans la catégorie des entrepreneurs. Il leur ouvre en revanche, l'entrée dans celle des capitalistes.

### **Les hésitations bourgeoises**

Avant 1789, le gros de la bourgeoisie berrichonne est à chercher du côté des métiers et, lorsqu'elles existent, des corporations. Autant dire qu'ici, on aspire à la stabilité. Qu'il soit social ou technique, le conformisme est un art de vivre. L'étude réalisée par H. Sewell sur l'idéologie des « gens de métier » pendant l'Ancien Régime montre combien la maîtrise est davantage pensée en termes de privilège qu'à travers la propriété des moyens de production. Un privilège, est-il besoin de le préciser, jalousement défendu.

À Bourges, et à Vierzon, la simple évocation d'une manufacture entraîne des réactions hostiles. Au niveau supérieur de la bourgeoisie berrichonne, l'audace n'est pas moins incongrue. On ne s'engage qu'assuré du soutien de l'administration et l'on se retire à la première difficulté. Répétons-le, l'ambition est, ici, tournée vers la terre et les titres ou fonctions honorifiques.

### **Les nouveaux venus : entrepreneurs, inventeurs, spéculateurs**

En fait, les initiatives viennent de l'extérieur, fréquemment dans le sillage des aristocrates qui cèdent la gestion de leurs fonds industriels. Une génération d'entrepreneurs appelés à de beaux succès fait ainsi ses premiers pas.

Jean Aubertot est de ceux-là. D'origine champenoise, né en 1763, il lie son destin à celui des Caroillon, exploitants habituels des usines du comte d'Artois. Parfois fermier, parfois propriétaire, Aubertot rassemble, pièce après pièce plusieurs établissements du Berry et du Nivernais. Inscrit sous l'Empire, parmi les notabilités départementales, il siège à Paris, au Conseil Général des Manufactures, honneur qu'il doit à son goût pour l'innovation. Ainsi a-t-il conçu, à Vierzon, un système, ingénieux et économe en combustible, de récupération des gaz perdus des hauts fourneaux.

Fils d'un maître de forges nivernais, Georges Dufaud accède, à l'autre extrémité du département, jouit d'une renommée non moins méritée. Passé par l'École Polytechnique, Dufaud parfait son apprentissage en Angleterre. Praticien et chercheur, ses travaux sur la composition de la fonte et les réactions chimiques à

l'oeuvre lors de l'affinage débouchent sur l'usage des fours à réverbère et l'emploi de la houille. Moins heureux en affaires que dans son laboratoire, il dirige, en 1815 les usines de Grossouvre et Trézy.

Peu familier des questions techniques, mais pourvu d'un réel esprit d'entreprise, le Normand Pierre Brière apparaît tout d'abord à Vierzon. Après bien des péripéties financières et judiciaires, les Brière font souche dans la région où on les retrouve à la tête de plusieurs établissements métallurgiques.

Venus de l'Est de la France, les Grenouillet, issus d'une longue lignée de maîtres de forges et de marchands de fer essaient de la même manière. Divers documents, à différentes époques, les signalent, notamment, à Ivoy-le-Pré et Vierzon.

### **Déjà Paris**

La vente des Biens nationaux de nature industrielle attire des financiers de la capitale. Dans la métallurgie, les marchands de fer ne sont pas les derniers à se manifester à l'exemple des Paillot et des Labbé, actifs aux confins du Nivernais et du Berry. L'achat par Sinjumin Klein d'un important domaine à Foëcy, qu'il destine à la fabrication de la porcelaine, procède du même mouvement d'intervention des capitaux parisiens.

Plus audacieuse, prompte à saisir les opportunités, cette nouvelle bourgeoisie prend place aux côtés des détenteurs traditionnels de la fortune et du prestige. Riche de potentialité, le Berry reçoit de l'extérieur les hommes et les capitaux aptes à le dynamiser. Ce constat invite à revoir les schémas régionalistes trop pressés de conclure à la culpabilité de Paris dans l'appauvrissement provincial et l'asphyxie des initiatives locales.

La pâte a désormais son levain. Dans ses grandes lignes, cependant, l'économie berrichonne conserve sa physionomie d'antan, qu'il s'agisse des activités dominantes ou des méthodes de production et de gestion.

### **Le textile ; une valorisation perdue**

La réputation du chanvre et des laines du Berry favorisèrent, jadis, une production textile prospère. Victimes de multiples désordres militaires et de l'éloignement des centres de consommation, les fabrications ont subi un déclin irréversible. La qualité ira en fléchissant, tandis que les contrées plus dynamiques s'approprient les meilleures laines à l'état brut.

S'interroger sur les causes d'un échec, que les manufactures soutenues par l'administration ne parviendront jamais durablement à effacer, conduit à mettre en évidence la double insuffisance des capitaux et des options des entrepreneurs. L'instabilité chronique des manufactures a, d'autre part, gêné, sinon interdit, la formation d'une main-d'œuvre qualifiée susceptible d'attirer quelque investisseur "étranger". Au total, le textile n'est plus qu'une survivance à l'aube du XIXe siècle. Région productrice de matières premières, le Haut-Berry a laissé passer l'occasion de les transformer.

### **La métallurgie: une industrie rentière**

Des bois, du fer, de l'eau... le Haut-Berry possède tout ce que la métallurgie de l'époque attend de la nature. Les amoncellements de laitier d'origine gallo-romaine témoignent d'une histoire respectable. En dehors d'une sidérurgie nomade encore active au début du XVIIIe siècle, la vallée de l'Aubois et Mareuil attestent de la continuité des sites métallurgiques depuis les XIVe et XVe siècles jusqu'à la période étudiée.

### **Produits et marchés début du XIXe siècle**

En recul sur les premières années du siècle les dix-sept hauts fourneaux recensés dans le Cher en 1809 auraient coulé 12,5 millions de livres de fonte, cependant que les forges affinaient 5,3

millions de livres de fer<sup>61</sup>. L'abondance du minerai explique l'avantage pris par la fonte et le classement du Cher parmi les dix premiers départements français pour le nombre de ses fourneaux. Le Cher couvre aisément ses besoins et expédie plus du tiers de sa production, sous forme de "gueuse", jusqu'à la basse Loire.

À l'échelle des vallées, tout un système d'échanges complémentaires relie les usines les unes aux autres. Qu'elle soit purement géographique ou, déjà, financière, cette intégration n'égale pas celle que réalisent au sein d'un espace productif unique les établissements associant fourneaux, forges et, parfois, fenderie, à l'exemple de ceux rencontrés à Vierzon, Bigny, Forge-Neuve, Ivoy-le-Pré et Mareuil.

### Usines et techniques

Si l'on s'approche des usines pour en saisir la réalité concrète, la diversité des situations saute aux yeux. L'équipement, l'agencement des ateliers portent la marque de l'histoire spécifique de chaque établissement. Tous ont un point commun, mieux vaudrait dire un handicap commun à surmonter : l'irrégularité des cours d'eau qui fournissent l'indispensable force motrice. A Meillant, explique l'Inspecteur des Mines, *"les eaux qui alimentent le haut fourneau proviennent d'étangs qui tarissent facilement dans des temps de sécheresse parce qu'ils manquent de sources"*<sup>62</sup>.

L'agencement interne des différentes installations pose d'autres problèmes. À l'exception des forges de Vierzon qui doivent à leur jeunesse une disposition rationnelle des ateliers, la plupart des usines s'adaptent aux contraintes du site et de l'histoire, génératrices de manutentions coûteuses et dangereuses. Quel que soit l'âge des constructions, les performances des fourneaux se valent. Le rapport décisif, consommation de charbon / production de fonte tourne autour de 1,5, taux assurément très honorable.

Aux forges, le procédé « comtois » achève d'évincer la vieille méthode « à la Berry », plus dispendieuse en combustible. La consommation de celui-ci reste, toutefois, en ces temps d'apprentissage, assez élevée. Les données recueillies montrent que les quotients charbon / fer et fonte / fer oscillent, respectivement, aux environs de 2,5 et 1,5<sup>63</sup>.

Deux types d'écarts sont, cependant, à noter. Le premier, traditionnel, tient à l'ingéniosité des maîtres et des ouvriers qui, selon les lieux, répondent différemment aux problèmes quotidiens posés par le fonctionnement des installations. On touche là au savoir ouvrier, dont nous reparlerons, et au bricolage sans prétention technique, tel cet attelage de boeufs rencontré à La Guerche, en période d'étiage, et destiné à actionner les soufflets. Le second, lié à l'innovation technique reste à l'état embryonnaire dans les années 1810. Les recherches menées à Vierzon, Grossouvre et Trezy annoncent cependant des décrochages majeurs.

Les comptes d'entreprise qui ressortent des rares sources disponibles justifient la vigilance des maîtres de forges à l'égard du bois ou du charbon, qui entrent pour 46 % dans les coûts d'une usine intégrée, contre 14 % pour les salaires et à peine 6 % pour le minerai. Indicatifs, ces taux fournis par de Barral pour un établissement-type ne sauraient être appliqués à l'ensemble des usines tant sont variées les situations concrètes.

Très compartimenté, en effet, le marché des produits métallurgiques maintient en vie des établissements que leurs prix de revient élimineraient en régime concurrentiel.

L'estimation des bénéfices prouve que la production de métaux est une activité rémunératrice. Précisons, en temps "*normal*",

---

<sup>61</sup> A. H. F. de Barral, "Mémoire...", *art. cit.*, p. 269-274.

<sup>62</sup> AN, F14 4317, Rapport, An VI.

<sup>63</sup> A. H. F. de Barral, "Mémoire...", *art. cit.*, p. 340-354.

lorsque les approvisionnements en minerai et en bois sont garantis, les équipements en état de marche, les clients solvables et la monnaie fiable, la main-d'œuvre en quantité et en qualité suffisantes... toutes conditions rarement réunies entre 1789 et 1815. Lorsqu'elles le sont, le propriétaire et l'exploitant n'ont pas grand-chose à craindre. A plusieurs occasions, le terme de rente est venu sous la plume. C'est bien de cela qu'il s'agit. A la charnière des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, il ne suffit pas d'avoir des capitaux pour investir dans la métallurgie, il faut encore être sûr de disposer de minerai et, plus encore, de bois. Or, le domaine forestier, c'est déjà le domaine foncier et son inévitable limite physique. Avant que la houille ne vienne détrôner le charbon de bois, que les moyens de transport n'unifient et élargissent le marché, les sidérurgistes en place continuent à prélever sur la société un droit, une rente associée au contrôle des forêts et des mines. Il y a là de quoi entretenir les plus farouches résistances à l'innovation dans une activité où le capital ne fonctionne pas encore totalement comme tel. Sommes-nous, de ce point de vue, si éloignés de la mentalité des petits bourgeois rassemblés autour des corporations protectrices ?

Discret, avide de sécurité, de rente et de notoriété, le patronat berrichon, dans son ensemble, aborde sans grand dynamisme l'ère des mutations industrielles. Les investissements les plus lourds sont laissés à la charge d'une fraction de l'aristocratie, d'audacieux spéculateurs ou de l'État. Mais ce portrait, valable pour l'Ancien Régime, doit être retouché sous l'Empire. Des hommes nouveaux émergent. Peu de Berrichons parmi eux. Les capitaux viennent souvent de Paris concrétiser les idées de "techniciens" originaires d'autres régions.

La Révolution aidant, l'aristocratie cède le pas, sans disparaître. Les innovations, plus que modestes, ne dépassent guère le stade expérimental et l'échec financier d'un Dufaud apporte de l'eau au moulin des tenants de l'immobilisme.

## **Les ouvriers: dilution sociale et hiérarchies professionnelles**

### **L'impossible dénombrement**

Le vocabulaire est un terrain piégé pour les historiens. En deux siècles, les mots les plus communs ont subi des glissements de sens dangereux pour le lecteur contemporain. Le terme d'« ouvrier », employé hier, s'accorde imparfaitement avec le vocable actuel. Mieux vaut se reporter à l'avis autorisé de l'Encyclopédie. "*Ouvrier*", lit-on, "*se dit en général de tout artisan qui travaille de quelque métier que ce soit*". La consultation complémentaire de la rubrique "*métier*" achève de rendre perplexe. Ce vocable, explique-t-on, s'appliquerait à toute profession exigeant "*l'emploi des bras et qui se borne à un certain nombre d'opérations mécaniques, qui ont pour but un même ouvrage que l'ouvrier répète sans cesse*".

En privilégiant l'aspect technique et professionnel, les définitions n'évacuent pas, cependant, la dimension sociale, mais celle-ci est à chercher ailleurs que là où nous sommes habitués à la situer. La frontière, essentielle à nos yeux, constituée par la possession des moyens de production, sans être ignorée, n'est qu'un critère, parmi beaucoup d'autres, à travers lesquels s'affirment les oppositions esprit/main ou art/travail qui sont à la base du système de valeurs régissant la société d'Ancien Régime<sup>64</sup>. Placé aux derniers niveaux de la pyramide sociale, le monde du travail manuel, maîtres et compagnons confondus, forme un tout.

Pourtant, les hiérarchies existent au sein de cet ensemble. Suivant les principes entrevus précédemment, ouvriers, artisans et artistes se différencient par le degré d'intelligence mobilisé au

---

<sup>64</sup> W. H. Sewell, *Gens de métiers et Révolution. Le langage du travail de l'Ancien Régime à 1848*, Paris, Aubier, 1983.

cours de l'acte productif. On ne saurait mieux souligner l'importance des problèmes de qualification et d'exercice concret du travail dans l'organisation des rapports sociaux et la formation des consciences collectives.

Hors des villes, la question se complique. Ici, les moyens de production - en premier lieu, la terre - reprennent tous leurs droits et multiplient les nuances. À l'exception des journaliers sans terre, véritables prolétaires vivant en lisière de la misère et du vagabondage, tout est affaire de dosage. La polarisation sociale qui caractérise les campagnes berrichonnes lève toute hésitation sur la part des revenus salariaux dans l'équilibre des familles rurales qui, à 80 %, peuplent la région. Reste que, entre l'appoint occasionnel et la nécessité permanente, bien des situations sont possibles.

### **Les activités de transformation : le visible et l'invisible**

À la campagne, la succession des travaux saisonniers sur fond d'agriculture brouille la vue, mais ne parvient pas à masquer cette évidence : le peuple des villages et des hameaux ne saurait se passer de ressources acquises hors du salariat agricole et de l'exploitation de minuscules lopins de terre.

Quoiqu'en régression, la filature et le tissage apportent dès lors un complément apprécié quand ils ne forment pas, tout bien pesé, le revenu principal du ménage. La manufacture dispersée, organisée par les fabricants de Bourges, mobilise ainsi plusieurs centaines d'ouvriers ruraux. À un niveau plus modeste, les petits centres textiles organisent un va-et-vient permanent des matières premières et des marchandises. Les rares statistiques disponibles sont évidemment incapables d'éclairer une situation mouvante où l'emploi saisonnier le dispute aux travaux à domicile, pris à "temps perdu" par les femmes et les jeunes filles. Cependant, l'analyse économique et sociale ne saurait passer à côté de phénomènes aussi largement répandus.

En ville, la situation, plus stable, se prête davantage à l'observation. Certes, les journaliers représentent toujours un groupe imposant au sein duquel on ne peut pas toujours distinguer ceux que la terre, toujours proche, emploie. Toutefois, les professions sont mieux définies et montrent une variété inconnue dans les villages. Malheureusement, la claire désignation du métier s'effectue au détriment de celle spécifiant le statut social, et l'on peine à séparer rigoureusement les maîtres et les compagnons.

À défaut d'un tableau complet de la population ouvrière du département, les quelques coupes réalisées, ici et là, débouchent sur une double conclusion. La première, banale pour l'époque, souligne la part essentielle tenue par les activités directement productives. La seconde, plus originale, dégage le caractère massif du travail salarié, permanent ou temporaire, dans les villes comme dans les villages.

### **La métallurgie : quelques certitudes numériques**

En 1809, de Barral évalue à 141 le nombre des ouvriers occupés toute l'année dans les établissements sidérurgiques du Cher. Il s'agit là du « noyau dur » des spécialistes dont le maître ne doit se séparer sous aucun prétexte, et non de la totalité des ouvriers « interne » exerçant leur travail dans l'enceinte de l'usine. Il y a donc lieu d'ajouter à cette estimation minimale les journaliers et les travailleurs peu qualifiés, que les directeurs laissent partir en été, lorsque les salaires versés aux moissonneurs attirent le gros du prolétariat rural. Selon que l'on évoque le noyau permanent ou l'ensemble des travailleurs internes, les données peuvent varier du simple au double. Ainsi, dans une usine intégrée, à Bigny ou à Forge-Neuve, de Barral compte douze « permanents » sur un total de 26 ouvriers internes. L'historien Denis Woronoff avance, quant à lui le chiffre de deux cent vingt ouvriers internes en 1810 pour l'ensemble des usines du

département<sup>65</sup>. En tout état de cause, la production de fonte et de fer ne rassemble pas plus de quelques centaines d'hommes. Au vu de tels résultats, l'image d'une métallurgie noyée dans le flot des activités rurales ne serait pas dénuée de fondement si les usines ne commandaient autour d'elles la mise en œuvre d'une force de travail temporaire et diffuse.

Les « ouvriers externes », traditionnellement hostiles au contrôle, ne se laissent pas facilement compter. Le plus souvent, on doit se satisfaire d'estimations grossières. À partir du nombre des journées de travail nécessaires à l'extraction et au lavage du minerai, au traitement de la castine, à l'abattage et à la carbonisation du bois, au transport et à l'entretien des équipements, les renseignements fournis par de Barral aboutissent à l'adjonction d'un millier d'hommes aux 141 salariés permanents initialement dénombrés. Approximation minimale, puisque fondée sur une moyenne de trois cent dix jours de travail par an, assurément excessive dans le cas d'activités saisonnières. On sait, ainsi, que les mineurs désertent les chantiers à la belle saison. L'abattage du taillis, possible de novembre à avril, se traduit, au plan individuel, par une soixantaine de jours de travail effectif, compte tenu des jours fériés, des intempéries et du nombre des ouvriers présents dans des coupes ouvertes à tous, comme l'exige la coutume régionale.

À partir des données fournies par nos sources, on peut évaluer à un pour onze le rapport ouvriers internes / ouvriers externes. Si l'on retient l'estimation Woronoff, deux mille quatre cents travailleurs participeraient, donc, d'une façon ou d'une autre, dans les années 1800, à la bonne marche des usines métallurgiques.

Aussi réconfortante soit-elle, cette approche numérique n'apporte qu'une réponse ponctuelle aux problèmes abordés. Loin d'être stables, les effectifs fluctuent dans le temps, au gré des mouvements de l'économie, mais encore selon un cycle saisonnier caractéristique. On touche là aux questions plus larges de la polyactivité et du chômage.

### **Travailler ou pas : pluriactivité et chômage**

Si la rigidité des règlements corporatifs, la routine et l'isolement corsètent l'économie, la vie active de beaucoup de travailleurs s'inscrit sous le signe du mouvement, fût-il involontaire. Pour tous ceux qu'une qualification élevée et rare ne protège pas, l'instabilité est la règle.

À l'échelle d'une vie, l'activité professionnelle commence vers dix ou douze ans par des occupations subalternes, mais néanmoins utiles, avant de se poursuivre une fois entré dans l'âge adulte, par des travaux plus exigeants dont l'intensité ira en s'amenuisant à compter de quarante-cinq ans.

La succession des saisons donne une autre cadence. À la campagne, le petit peuple vit, dès la mi-automne, dans la hantise du chômage. Il faut alors prendre le chemin des bois ou se livrer à quelques autres activités de substitution. Mais l'on songe toujours à la terre. Aux premiers beaux jours, on déserte en masse les coupes, les minières, les carrières... Lors des moissons, les usines elles-mêmes cèdent à leur tour une partie de leur personnel.

Les crues brutales ou la sécheresse perturbent également le fonctionnement des usines. Plus dramatiques, car plus inattendues, les crises - politiques, militaires, économiques - surviennent sans que l'on soit assuré de l'ouverture des exutoires saisonniers habituels. En 1812, les journaliers, les compagnons des métiers urbains confluent ainsi pour former une masse indifférenciée de malheureux réduits à la mendicité<sup>66</sup>.

La recherche de l'illusoire certitude des chiffres s'est donc révélée vaine. La médiocrité des sources statistiques crée un

---

<sup>65</sup> D. Woronoff, *L'industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1984.

<sup>66</sup> AdC, 25 M 161; Police générale; Arrêté préfectoral du 20 mai 1812.



obstacle que redouble jusqu'à le rendre insurmontable la non-correspondance de nos critères de classement avec ceux de l'époque. Maître ou compagnon ? Ouvrier ou paysan ? De qui parle-t-on ? Bûcheron, tisserand, journalier... ? Que retenir sinon la polyvalence des hommes ? Les rares certitudes numériques n'intéressent que la minorité des ouvriers internes de la sidérurgie. Pour tous les autres travailleurs, il faut se contenter de recoupements grossiers et hasardeux. Pourtant, les structures sociales berrichonnes ne tolèrent guère le travail indépendant. De façon permanente, saisonnièrement, au gré de la conjoncture, le plus grand nombre doit vendre sa force de travail. Encore faut-il trouver preneur. A défaut d'une classe aux contours nets, cette première investigation débouche sur l'image floue d'un monde instable et mouvant.

### **Les conditions d'existence : hétérogénéité sur fond de pauvreté**

La vie des ouvriers, dans les périodes fastes, est une vie de travail. La coutume confond d'ailleurs durée du jour et temps de labeur. Certes, ceux-ci varient dans l'année et dégagent une période plus ou moins large au-delà du strict sommeil réparateur. Néanmoins, c'est pendant les heures de travail, en marge de l'activité productive proprement dite, que nous rencontrerons souvent les repas, certains loisirs. Sans parler du chômage saisonnier, triste lot du plus grand nombre, les dimanches et les fêtes libèrent des journées entières. N'identifions pas ce "temps libre" aux loisirs. En ville comme à la campagne, lorsqu'ils ne travaillent pas en échange d'un salaire, les ouvriers ne comptent pas les heures, tout aussi épuisantes, qu'ils consacrent à l'entretien du jardin, du carré de vigne ou de la chènevière, au bûchage du bois...

Dans la métallurgie où le fourneau commande, à tout moment la cloche peut sonner, annonçant une nouvelle coulée, surprenant l'ouvrier au repos ou dans ses activités domestiques, effaçant la fragile ligne de démarcation qui sépare le temps vendu au maître de celui censé demeurer libre. Les verriers vivent sous le même régime.

La confusion entre la vie domestique et la vie professionnelle atteint un maximum chez les travailleurs à domicile, au point de rendre impossible toute espèce d'évaluation.

Si les ouvriers ne ménagent pas, lorsqu'ils trouvent à la vendre, la seule richesse qu'ils possèdent, ils savent la valeur de chaque sou gagné. Dans les familles ouvrières, misère, pauvreté ou aisance se jouent à quelques décimales près. L'examen des ressources et des dépenses confirme les présomptions de pauvreté et la médiocrité des conditions de vie, mais ne suffit pas à dégager, à l'exception du rapport salarial, une incontestable spécificité ouvrière. Hormis quelques cas de consommation "anormale", d'ailleurs limitée à un nombre réduit de produits, l'existence ouvrière s'aligne sur celle du milieu environnant.

Plus surprenant, peut-être, le montant des biens possédés tel qu'il ressort des inventaires après décès, ne permet pas davantage de satisfaire notre recherche de critères distinctifs. La pauvreté, en tout état de cause ne saurait convenir à l'identification du groupe. Fruste, elle brouille plus qu'elle ne facilite la perception des catégories sociales dans une région où les deux tiers des hommes adultes sont relégués, en 1791, au rang de simples citoyens passifs.

Que l'on considère la nourriture, le logement, l'habillement ou le patrimoine, les ouvriers montrent en leur sein autant de nuances que l'ensemble des couches populaires. Sans doute la misère n'offre-t-elle pas d'autre choix que le salariat, mais bien des ouvriers qualifiés, dans la métallurgie par exemple, n'ont rien à envier aux petits paysans et artisans. Quant aux risques, la ruine rôde plus autour de ces derniers que le chômage ne guette un fondeur ou un affineur.

### **L'exercice du métier : esprit de corps et hiérarchie**

## Les métallurgistes

### *Autour de l'usine*

#### . Voituriers et muletiers : sous le signe de l'indépendance

En elle-même, l'activité n'exige pas de qualification particulière. Si certains ouvriers, embauchés pour l'année, s'engagent à répondre à toutes les demandes du maître, beaucoup d'autres n'interviennent que le temps d'une campagne.

Dans l'établissement qu'il dirige aux portes du département, Rambourg n'emploie et ne loge pas plus de cinq voituriers préposés au transport des mines. Au printemps et en été, il fait appel à des muletiers du Poitou et, au coup par coup, à des ouvriers de la Nièvre et du Cher qui, *"avec l'agrément de leurs maîtres, viennent faire quelques voitures"*<sup>67</sup>. Quiconque dispose d'assez d'argent pour l'achat de sacs et d'une douzaine de mules peut offrir ses services. Le contrat type prévoit une rémunération proportionnelle au volume transporté et à la distance parcourue, à laquelle s'ajoute une prime dont le montant dépend du nombre de journées de travail et du cheptel mobilisé. Libre ensuite au muletier de négocier l'embauche des « gars », qui lui seront nécessaires, à raison d'un homme pour douze mules. Payé au forfait, le muletier va non seulement tenter d'accroître son profit en pesant sur le salaire de ses aides, mais aussi en économisant sur les dépenses fourragères. Il en résulte des pratiques dévastatrices, qui ne sont pas pour rien dans la réputation détestable dont jouissent ces ouvriers auprès des populations rurales.

Individualistes en diable, les transporteurs de charbon et de minerai font preuve en ces circonstances d'une surprenante cohésion. La solidarité corporative naît dans les convois que les muletiers ont pour habitude de former. Lors des haltes, les bêtes sont lâchées, au hasard, dans les taillis, les prés non fauchés et jusque dans les champs de blé en épis. Afin d'échapper à la vigilance hostile des paysans, un homme fait le guet tandis que ses camarades se restaurent. À la première alerte, la fuite s'organise promptement. Chaque mulet consommant autant que huit moutons, sur la base de cent cinquante mulets par usine, il est facile de se faire une idée des dégâts commis, de la colère des victimes et de l'embarras des directeurs<sup>68</sup>. L'emploi de chevaux, plus faciles à surveiller et directement rattachés aux usines, pose infiniment moins de problèmes. À condition que les charrettes puissent circuler, or peu de chemins berrichons répondent à ce préalable.

La qualité du service rendu soulève d'autres polémiques. Rares sont les employeurs qui n'ont pas à se plaindre des méfaits d'une corporation qu'aucune règle ne parvient à discipliner. *"Adonnés au vin"*, selon de Barral, les muletiers se plaisent, dit-on encore, à perdre leur temps, à voler du charbon et à tricher sur le nombre de *"bannes"* prises en charge. Enfin, et cela résume tout, on reproche à la profession une indépendance qui frise l'insubordination dans l'exécution des ordres reçus. *"Ils iront à la mine quand on leur dit d'aller au bois"*, déplore Berthier-Bizy<sup>69</sup>.

#### . Les forestiers : la cohésion du groupe

Ces reproches se retrouvent dans les mémoires que les administrateurs et les maîtres consacrent aux ouvriers externes : mineurs, bûcherons, charbonniers. On a vu ce qu'il en était des premiers. Quant aux seconds, l'épaisseur des forêts dans lesquelles ils travaillent accentue un isolement qui ne leur déplaît pas et les éloigne du monde "civilisé".

<sup>67</sup> AdC, 27 F 157, Réponse de M. Rambourg aux questions posées par M. de Barral.

<sup>68</sup> A. H. F. de Barral, art. cit.

<sup>69</sup> AN F14 4436, *Mémoire* de M. Berthier-Bizy, 24 vendémiaire An III.

En toute circonstance, les forestiers font bloc face aux « étrangers », qu'ils soient maîtres, notables, citadins, gardes ou paysans... La solidarité, née sur le lieu de travail, dans le cadre des coupes, dérange, inquiète. *"Ils font des réceptions entre eux, ont des signes qui leur sont communs à tous, mais inconnus des autres"*, note un voyageur intrigué<sup>70</sup>.

Signes, réceptions... les termes ont un parfum de compagnonnage qu'on aurait pu croire réservé aux « gens de métier ». Corrigeons cependant l'idée selon laquelle les travaux de la forêt seraient uniformément simples. La carbonisation, pour ne citer qu'elle, demande un véritable apprentissage au terme duquel les ouvriers sont loin de se valoir tous. Les maîtres, d'ailleurs, le savent fort bien.

Plus que les voituriers, les travailleurs des bois ont conscience que leur force réside dans le groupement. Nombreux à se presser dans les coupes, au début de l'hiver, interchangeables, l'individualisme les désarmerait face aux marchands. Hors d'une stricte discipline collective, point de salut. Le rassemblement de dizaines d'hommes sur des chantiers, que le commis des bois ne visite pas quotidiennement, favorise l'émergence d'un fort sentiment corporatif. Communautaire aussi, par suite de l'enracinement géographique de la main-d'œuvre. La rémunération à la tâche laisse, enfin, une grande latitude dans l'organisation du travail que des coutumes anciennes garantissent.

Malgré leur éclatement en équipes aux effectifs réduits et la présence permanente d'un maître, les charbonniers ne sont pas moins autonomes. Le caractère familial du recrutement donne même à penser que l'indépendance des équipes est supérieure à celle des bûcherons. On s'expliquerait mal, sinon, la fréquence de fraudes, inimaginables sans la complicité plus ou moins active du maître charbonnier qui en est le principal bénéficiaire.

Les ouvriers en viennent, dans la plus pure tradition corporative, à définir des spécialités, dont les justifications résident moins, semble-t-il, dans la reconnaissance d'une qualification réelle que dans la volonté d'empêcher une désastreuse concurrence entre forestiers. Autour des meules de carbonisation, on ne compte pas moins de cinq professions distinctes : les bûcherons, les releveurs, les dresseurs, les feuilleurs et les charbonniers. *"S'il est arrivé quelquefois que les bûcherons aient levé des cordes avec les charbonniers, ce n'est que par infraction à la règle et par abus"* note un régisseur de fourneau<sup>71</sup>.

On ne sait rien sur l'origine des coutumes en vigueur. Sans doute conviendrait-il de regarder vers les forges par lesquelles passent les filières qui, des bois, mènent aux villes. Un anathème de 1673 associe d'ailleurs, dans une même condamnation, les forgerons, les charbonniers et les fondeurs<sup>72</sup>. Un arrêt de la Cour du Parlement, en date de 1781, exclut qu'il puisse s'agir de rencontres fortuites et s'émeut de la présence *"d'associations parmi les ouvriers employés aux forges situées dans la Province de Berry et à l'exploitation des bois et charbons nécessaires aux usines dans ladite Province"*<sup>73</sup>.

Entre les coupes et l'usine, le va-et-vient des muletiers et des voituriers suppose un échange permanent d'informations sur la marche des affaires, la personnalité des commis, du directeur ou du maître, l'état d'esprit des ouvriers. Ces conversations assez ordinaires diffusent, hors de l'établissement, les éléments d'une culture spécifiquement ouvrière.

Il n'est pas jusqu'au vocabulaire qui ne milite en faveur de

---

<sup>70</sup> J.-M. Roland de La Platière, *Voyage en Nivernais*, 1769, publié par J. Lockin, *Mémoires de la Société académique du Nivernais*, T. 46, 1944.

<sup>71</sup> Texte de 1774, cite par E. Jolant, *L'Usine de Torteron. Histoire de la métallurgie en Berry*, Bourges, 1926.

<sup>72</sup> Cité par R. Braque, "Aux origines du syndicalisme dans les milieux ruraux", *Le Mouvement social*, oct-déc 1966, p. 101-102.

<sup>73</sup> Arrêt du 3 décembre 1781, cite par J. Pierre, "Les syndicats ouvriers et les grèves en Berry", *Revue du Berry*, 1904, p. 245-247.

relations suivies entre les travailleurs des forges et ceux des chantiers périphériques. Dans le lexique établi par Landrin<sup>74</sup>, on relève près d'une dizaine de termes de métier communs aux sidérurgistes et aux forestiers et servant à désigner des opérations ou des outils plus ou moins analogues. Ainsi la bigorne, enclume à bouts coniques qu'utilisent les forgerons, est-elle, chez les charbonniers, une sorte de pioche dont la partie métallique, à la fois pointue et plate, est employée pour tirer le charbon à la fin de la carbonisation. Le passepartout, instrument d'abattage des gros arbres, désigne, dans les fonderies, une barre plate métallique qui sert à comprimer le sable de moulage. Pour ne rien dire de l'ordon, du rable, du fraisil, des reisses, du parage du fer ...

### *Dans l'usine : hiérarchie et autonomie professionnelle*

Espace aux dimensions mesurées, l'usine métallurgique est toute entière consacrée au travail. À travers les sons, les odeurs, la température, les mouvements, il règne une ambiance que les observateurs extérieurs perçoivent d'emblée.

Suivons l'un d'eux le long du chemin noirci par le charbon conduisant vers les bâtiments d'où proviennent *"le bruit sourd du gros marteau"* et *"ceux plus saccadés du martinet et du bocard"*<sup>75</sup>. À l'intérieur, le mouvement des outils et des machines, les cris des ouvriers affrontant physiquement une matière rétive... plantent le décor. Au-delà, les visiteurs s'effacent devant les techniciens dont le savoir pourra, seul, donner un sens aux gestes des spécialistes. Non sans quelques hésitations. De Barral note qu'il n'existe pas moins de trente-cinq à quarante dénominations professionnelles, qu'il se garde d'énumérer.

#### *. Le travail : les gestes des ouvriers*

Voici d'abord le fourneau. Munis de paniers spéciales - les reisses - les deux chargeurs, montés sur la « bataille », plateforme qui entoure le gueulard, versent le charbon. Les tuyères sont alors bouchées. Lorsque le fourneau est complètement chargé, le fondeur, resté au sol, procède à l'allumage. Pendant 50 à 54 heures, le haut fourneau « fume » et « sèche » afin d'éliminer l'humidité des parois. À l'aide de pelles, les manœuvres retirent la cendre qui s'accumule dans le creuset, au fur et à mesure que la combustion progresse. Ces longs préliminaires achevés, les chargeurs introduisent le minerai et la castine, en quantités croissantes et en alternance avec le charbon. La chaleur et les gaz qui s'échappent du gueulard rendent impossible la vérification du niveau des matières, aussi les ouvriers emploient-ils une « bécasse », sorte de sonde métallique pliée à angle droit, grâce à laquelle ils suivent la descente des charges. Dès que le fondeur juge que les premières couches de minerai ont atteint la hauteur des tuyères, les soufflets entrent en action. La production de fonte débute véritablement. La prudence recommande cependant de modérer la marche du fourneau durant le premier mois afin de ne pas l'altérer.

Sous la voûte qui entoure la base de la bâtisse, le fondeur nettoie la sole, puis pousse une grosse cale de fonte - « la dame » - contre la face avant du creuset. Au-dessus de la « dame », une ouverture, le « chio », servira bientôt à l'évacuation du laitier flottant sur la fonte liquide. À l'un des angles inférieurs de la « dame », un trou de coulée permettra, plus tard, l'écoulement du métal. Pour le moment, on a pris soin de l'obturer avec de la terre glaise.

En marche normale, si les matières premières sont de bonne qualité, on verse une charge par heure. Chacune comporte 150 kilos de charbons, 300 kilos de mines et 95 kilos de castine, mais les dosages peuvent varier. Les chargeurs n'ont guère de temps à perdre, d'autant qu'ils doivent veiller à la répartition correcte des

<sup>74</sup> H. Landrin, *Manuel complet du maître de forges*, T. 2, Paris, 1829.

<sup>75</sup> Cf. G. Hottenger, in Société Commentry-Fourchambault et Decazeville, *Le livre du centenaire (1854-1954)*, 1959.

produits dans le fourneau, déceler d'éventuels tassements qui risqueraient de perturber le déroulement des opérations. Deux équipes alternent toutes les six charges, mais l'ensemble du personnel est présent au moment de la coulée<sup>76</sup>.

Le vacarme oblige les travailleurs à communiquer au moyen d'un code sommaire à base de coups portés par un marteau contre une plaque de métal. Les chargeurs informent le fondeur par un roulement rapide destiné à attirer son attention, suivi d'un nombre de coups égal à celui des charges réalisées depuis la dernière coulée.

Une heure avant la coulée, le garde-fourneau et ses aides ameublissent et humectent le sable qui couvre le sol. À l'aide d'un « rable », outil à tête triangulaire, ils creusent les rigoles, où la fonte viendra s'accumuler avant de se figer en gueuse. Cette opération terminée, le sable est tassé de telle sorte qu'il ne se déforme plus.

Le creuset est maintenant rempli de fonte, la coulée peut avoir lieu. Par mesure de sécurité, les tuyères sont bouchées. Solidement tenu par le fondeur et ses aides, le « perçoir », un ringard pointu, dégage le trou de coulée. Immédiatement, le métal liquide jaillit, lançant des étincelles, canalisé par le réseau de rigoles. Des petites plaques en arceau, préalablement disposées à cheval au-dessus des chenaux, dirigent l'écoulement. L'un des aides les enfonce l'une après l'autre afin qu'elles orientent la fonte dans la direction souhaitée. Sortie blanche, elle vire au rouge cerise. Déjà, un second aide jette du charbon de bois au-dessus du métal pour le protéger d'un contact direct et prolongé avec l'air libre qui risquerait de provoquer des pétilllements en surface.

Une énorme flamme s'échappe du trou de coulée, attisée par l'appel d'air que l'ouverture a déclenché. Une fois vidé, on « nettoie » le creuset des matières restées accrochées aux parois internes en le remplissant de charbon incandescent. À nouveau, le fondeur fait donner les tuyères. Le trou de coulée obturé et la « dame » remise en place, les chargeurs reprennent leur travail. La coulée doit être rondement menée. L'arrêt de la ventilation accroît, en effet, les risques d'un refroidissement générateur de graves ennuis. Le pire étant la paralysie et la « mise hors » du fourneau. Si tout se passe bien, à raison de vingt-quatre charges par jour, on peut espérer une production quotidienne de l'ordre de 4 800 livres. En pleine marche, il arrive que les servants du fourneau dorment sur place. C'est le cas à Bigny, où, au mois de mai 1806, vers 23 heures, un chargeur se repose dans l'usine sur une couverture qu'il partage avec deux autres ouvriers<sup>77</sup>.

Refroidies, les longues barres de fonte sont emmenées à la forge. Là, deux « goujards » ou « goujats » et un forgeron travaillent sous la direction d'un affineur, dont Rambourg déclare qu'il *"n'est pas moins précieux"* au bon fonctionnement de l'usine que le fondeur. Selon la méthode comtoise, désormais hégémonique dans la région, l'affineur ou un aide répand dans le foyer une couche de poussière de charbon, puis procède à l'allumage du feu, qu'activera le vent d'une tuyère. La gueuse, poussée vers le creuset, fond sous l'effet de la chaleur. L'oxydation progresse et la matière passe à l'état pâteux. À plusieurs reprises, l'ouvrier soulève la masse ainsi formée, détache les scories agglomérées aux parois, fragmente l'amas métallique et expose les différentes faces au souffle ardent de la tuyère. Si la fonte « résiste », il jette des « battitures », paillettes de fer produites lors du martelage. Bientôt, l'affineur réduit la force du vent et rassemble les fragments épars avec une pelle ou un crochet. À l'aide d'un ringard, il soulève alors la « loupe » qu'un « goujat » saisit au moyen de grandes pinces et la tire hors du foyer. Quelques coups de marteau à main suffisent à mettre en forme la pièce, dont l'aspect rappelle celui d'une éponge d'où

<sup>76</sup> Description tirée de De Barral, art. cit., p. 269-274; H. Landrin, *op. cit.*, T 1, p. 301-307; A. Guiot, *Le haut fourneau de La Guerche*, Mémoire de l'Ecole des Mines, Paris, 1833.

<sup>77</sup> AdC, 31 U 570; Affaire de Bigny, 1806.

s'écoule une sorte de laitier. Amenée sous le gros marteau, celui-ci la « cingle », d'abord avec prudence, afin d'éviter l'éclatement. Grâce à l'habileté de l'ouvrier responsable du réglage de la frappe et au maniement expérimenté des tenailles – « écrevisses » - la « loupe » prend l'aspect d'un « masseau », barre de section carrée, dont les mesures varient en fonction de la pièce souhaitée. Pour faciliter la finition, on réchauffe le masseau au foyer. Mais déjà une nouvelle loupe est en préparation. Les équipes se relaient toutes les six pièces.

La fenderie est l'étape ultime de la fabrication, mais tous les établissements n'en sont pas équipés. Lorsqu'ils le sont, on réserve le traitement aux « feuillards » ou « bidons », larges barres plates obtenues après le passage des pièces entre les cylindres des « espatards ». Des rouleaux carrelés - les « taillans » - fendent alors les plaques métalliques en verges de grosseur variée. Celles-ci sont redressées au marteau à main et regroupées en « bottes » de 50 livres. De Barral estime à une dizaine le nombre des ouvriers nécessaires au bon déroulement de la fabrication. Le maître-fendeur est le personnage central, mais tout dépend de la puissance des machines et de l'activité développée en amont. La plupart des fenderies ne fonctionnent guère plus d'un mois par an. Aussi fait-on fréquemment appel aux services du maréchal affecté, en temps normal, aux travaux généraux. Quant aux aides, ils sont recrutés parmi les ouvriers qui, d'ordinaire, participent à la production de la forge ou du fourneau.

Sous la Révolution, plusieurs établissements se lanceront dans le moulage de la fonte, en vue de répondre aux besoins considérables de l'armée. Saint-Germain-sur-l'Aubois, rebaptisé pour la circonstance La Canonnière, et Saint-Amand, devenu Libreval, seront ainsi dotés de fonderies autonomes.

L'analyse des divers stades de la production métallurgique confirme la pénibilité du travail. La chaleur dégagée par les fours crée une atmosphère d'autant plus difficile à supporter que l'effort physique ne se relâche jamais. Du nettoyage du creuset au cinglage, les ouvriers manient des tiges de fer plus ou moins longues et lourdes, portent à bout de bras des masses de plusieurs dizaines de kilos, quand il ne s'agit pas des centaines, charriés à longueur de journée par les chargeurs. On comprend mieux pourquoi, dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre, les jeunes des années 1800, de retour d'un service militaire qui leur a fait découvrir d'autres horizons, abandonnent définitivement la profession. D'autre part, les dangers encourus sont réels : émanations toxiques du gueulard, blessures occasionnées par la chute d'outils, brulures, éclats qui entaillent la chair et ouvrent des plaies difficiles à cicatriser. Sans parler des accidents les plus graves - on n'en signale aucun pendant la période -, telles ces explosions dévastatrices que provoque le contact du métal en fusion avec la moindre trace d'eau.

Dès que l'on quitte la voie facile des généralités, la description, aussi précise soit-elle, bute sur la définition des qualités professionnelles attendues d'un fondeur, d'un affineur ou d'un maître-fendeur. Les seuls critères objectifs concernent les résultats obtenus : la qualité de la fonte et du fer, les quantités de matières consommées, les rendements. Pour la conduite du travail, notre ignorance reste cependant totale au-delà de l'exposé des étapes de la fabrication, des outils et des procédés technologiques employés. Rassurons-nous, les familiers des forges n'en savent parfois pas davantage. Dans la meilleure des hypothèses, les maîtres de forges, les directeurs, les spécialistes ouvriers sont, en matière de techniques, sur un pied d'égalité.

L'expérience, le savoir-faire, le coup d'oeil et le tour de main tiennent lieu de science. Qu'on en juge. Des personnages aussi informés des choses de la métallurgie que le sont Rambourg, de Barral et Landrin empruntent, lorsqu'ils doivent distinguer les principales catégories de fonte, le vocabulaire imagé des fondeurs et parlent de fonte grise, blanchie, blanche impure ou truitée. De la même façon, les fers sont jugés doux, nerveux, raides, aigres... Lire un manuel technique de l'époque, c'est d'abord suivre de longues descriptions attachées à restituer les gestes ouvriers pour

s'approprier, à force de minutie, un savoir indicible fait de mouvements et de sensations. Encore parlons-nous ici d'administrateurs soucieux de comprendre les opérations de production qui se déroulent sous leurs yeux et, théoriquement, sous leurs ordres. Si l'on suit de Barral, cette préoccupation est minoritaire parmi les exploitants berrichons qui, aux dires du préfet, sont, pour beaucoup d'entre eux, franchement incompétents.

On conçoit qu'il soit malaisé, deux siècles plus tard, d'imaginer ce que des yeux et des oreilles pouvaient alors percevoir. De temps à autre, on glane quelques données, mais les lacunes restent immenses. Prenons la couleur du laitier. Un fondeur expérimenté peut y lire la marche du fourneau<sup>78</sup>. S'il s'écoule vert transparent, tout va bien. Mais le passage au vert opaque signale une mauvaise réaction interne. L'heure des chimistes n'a pas sonné et leurs explications ne sont pas d'actualité. Que dire encore de l'affineur qui, au toucher, est-on tenté d'écrire, sent la « résistance » de la fonte et jette, en temps et quantité voulus, les écailles de fer qui permettent d'y remédier ? A ce niveau, l'ouvrier conduit son affaire comme il l'entend. Le maître doit s'y résigner.

Aussi, est-ce avec un soin jaloux que les travailleurs préservent des regards étrangers les secrets qui les rendent irremplaçables et leur assurent une réelle autonomie dans l'atelier. Un climat de mystère entoure la construction ou la réparation des fourneaux.

Les filières familiales de recrutement et de formation apportent un supplément d'étanchéité. Et de routine. Toute intervention extérieure, nécessairement acceptée, sinon impulsée par le maître, est suspecte. L'innovation compromet le statut non écrit dont bénéficie l'élite ouvrière. L'acquisition empirique d'une spécialité réclame un long apprentissage au cours duquel les jeunes ouvriers gravissent, un à un, les échelons de la profession. Les futurs fondeurs sont donc pris en main *"dès leur plus jeune âge"*, selon de Barral. *"Dès l'enfance"*, insiste Rambourg.

D'abord « servants », ils restent plusieurs années simples chargeurs, jusqu'à ce qu'une place de garde-fourneau se libère. Le déroulement de la carrière est semblable chez les affineurs. « Goujats » vers dix ou douze ans, ils assistent longtemps leurs aînés, sans être certains de devenir un jour des spécialistes. Beaucoup ne seront jamais reconnus aptes à diriger un feu de forge. Les maîtres, intéressés à la formation d'ouvriers compétents, savent ce qu'il en coûte. Rambourg évalue à près de 1 000 écus les frais découlant du gaspillage de charbon et de fonte nécessaires à l'instruction du « goujat ». Plus rares, les maîtres fendeurs réclament une formation soignée et longue.

Entreprise par les ouvriers eux-mêmes, prolongeant dans l'usine les rapports d'autorité qui prévalent au sein des familles et constamment éprouvés sur le lieu de travail, la formation débouche sur une hiérarchie que les salariés ne songent pas à contester. L'élite, elle-même, n'échappe pas au classement. Les métallurgistes berrichons, estime de Barral, moins actifs, ne travaillent pas aussi bien et consomment plus de combustibles *"que leurs collègues franc-comtois, alsaciens ou lorrains"*. Cependant, le manque de bras assouplit les critères de sélection. Des ouvriers, que l'on aurait, hier encore, renvoyés, demeurent à leur place au détriment du poste charbon, dont le poids tend déjà à s'alourdir du seul fait du renchérissement du bois.

Les modes de rémunération accroissent l'autonomie des spécialistes. Autour du fourneau, le fondeur et les chargeurs perçoivent une rétribution dont le montant varie avec la quantité de fonte coulée. Il revient ensuite aux ouvriers de déterminer la part qui ira aux manœuvres employés à leurs côtés. Devant les feux de forges, l'affineur, les goujats et le forgeron sont payés à la tâche, ainsi que le maître-fendeur, mais celui-ci rémunère les aides qui l'assistent.

---

<sup>78</sup> M. Ratel, *Les forges de Vierzon*, Mémoire de l'Ecole des Mines, 1844.

À bien y regarder, l'organisation du travail, les rapports de production dans l'usine métallurgique ont un air de parenté avec ceux qui régissent la cohorte hétérogène et mouvante des ouvriers externes. Certes, ici, à tout moment, le maître ou l'un de ses commis peut surgir, contrôler, ordonner. Mais, une fois allumé, le fourneau ou la forge ne tolère plus la moindre interruption. En ce sens, la technique commande et fixe les principes de la discipline collective. Fondateurs menant d'un bout à l'autre la marche du fourneau, affineurs s'engageant par contrat à fournir tant de fer des gueuses qu'on leur remet, secrets et recettes de fabrication entrecroisés, mais non percés, stratégies familiales de recrutement et de formation repérées derrière les équipes, la métallurgie ne paraît pas si éloignée de l'artisanat qu'on aurait pu le penser. Malgré la masse des capitaux engagés, les effectifs dépassent rarement la dizaine d'ouvriers. Parlant des maîtres de forges, nous avons noté leurs tendances rentières. On serait tenté, maintenant, de tracer un parallèle entre le maître et le « fabricant » de la manufacture dispersée d'une part, l'ouvrier sidérurgiste et le « façonnier » d'autre part.

Paralysés par la rareté de la main-d'oeuvre et leurs médiocres compétences, les exploitants connaissent les inconvénients du système. Berthier-Bizy témoigne de l'impuissance des employeurs. Le marteleur qui, dans les grosses forges, a la responsabilité du charbon et de la fonte, est, dit-il, *"le maître de la forge sauf dans les instants de surveillance"*, *"ne rend jamais compte"* et vend à son profit une partie du fer fabriqué. Les sanctions n'ont aucun effet. *"Quand on veut renvoyer un marteleur, poursuit-il, ordinairement un ou deux ouvriers quittent avec lui et celui qu'on reprend a les mêmes habitudes..."*

Les conditions concrètes d'exercice du métier créent une solidarité objective face à la matière, aux dangers et à la pénibilité, face au maître également. Sur ce terrain-là naît une conscience collective, mêlant fierté corporative et repli autour du noyau restreint de l'équipe. Pour peu que des liens familiaux prolongent cet esprit d'équipe, on comprendra qu'il résiste à bien des épreuves, y compris au renvoi. On saisit, par la même occasion, la part prise par les conditions de travail dans la formation de mentalités et de comportements propres aux ouvriers de la métallurgie.

### **Les verriers : artistes et rudes**

Outre un isolement fréquent au coeur des zones forestières, les verriers partagent avec les métallurgistes une forte personnalité corporative associée à un sens aigu des hiérarchies catégorielles.

Les catégories ? À Ivoy, où, depuis 1791, la fabrication du verre à vitre complète la production traditionnelle de bouteilles, la liste des trente-neuf ouvriers employés ne comporte pas moins de vingt qualifications différentes, sans compter les chauffeurs de fours dont le nombre n'est pas communiqué, huit « gamins » et quatre journaliers<sup>79</sup>. Quant à la hiérarchie... Dans les ateliers, dit-on, les souffleurs contraignent les « gamins » - souvent leurs propres enfants - à les appeler *"Monsieur"*. La lecture du règlement en vigueur à la verrerie d'Apremont, laisse entrevoir la violence que les clauses cherchent à contenir non sans y sacrifier eux-mêmes<sup>80</sup>. *"Il faut éviter autant que possible de battre les liseurs, lit-on, mais si l'on en était réduit à cette extrémité, il faudra les rosser ou les faire mettre au pain et à l'eau"*.

Entre ouvriers, les rapports paraissent plutôt rudes. Plusieurs paragraphes envisagent les cas de rixes, voire de duels à l'épée, dans l'enceinte de la verrerie. Des amendes et des séjours plus ou moins longs, dans la prison intérieure de l'établissement, censés intimider les verriers, viennent en supplément de la correction mentionnée précédemment. Un pilori dressé en dehors de l'usine vise à dissuader les *"gamins"* de toute infraction au règlement. En

<sup>79</sup> AdC, 27 F 158. La verrerie d'Ivoy par Andruelle (son dernier), avril 1806.

<sup>80</sup> L. Roubet, *La verrerie d'Apremont*, Nevers, 1868.



revanche, l'éventualité d'un renvoi est à peine envisagée, comme si l'employeur hésitait à courir le risque d'avoir à se séparer d'ouvriers précieux qu'il est allé chercher jusqu'en lointaine Lorraine.

Paradoxalement, le rigorisme pointilleux qui imprègne le document accorde aux ouvriers une certaine autonomie. Les vols, qu'il attribue aux seuls « gamins », sont fréquents et l'on semble, dans les faits, s'en accommoder. Il est conseillé de ne pas détourner les ouvriers de leur besogne et l'on redoute la présence de femmes dans les ateliers, mais on se résigne à ce qu'un verrier ivre, au point de ne pouvoir exécuter son travail, soit remplacé par un camarade. L'unique sanction consiste alors à transférer les gains perdus par l'un sur le compte de l'autre. Cette autonomie a un prix. Il revient aux ouvriers de fournir les « ustensiles » nécessaires à l'ouvrage. L'exception faite pour les travailleurs célibataires traduit la crainte de l'employeur de voir des ouvriers libres de toute attache familiale et pourvus d'outils qui leur appartiendraient en propre, abandonner l'établissement au premier incident. Prompts à quitter un maître avec lequel ils ne s'entendent pas, les spécialistes voyagent en effet à travers le pays, emmenant avec eux le savoir-faire qu'ils ont appris à négocier. Etendeurs, fondeurs et souffleurs passent des contrats qui stipulent, de façon détaillée, la nature du travail à exécuter et le montant du tarif qui sera versé à l'équipe, à charge pour celle-ci de réaliser un partage équitable<sup>81</sup>.

Étrange condition que celle des verriers. Hommes habiles, habitués à la précision du geste, aux retouches délicates, voire artistiques, pratiquées sur une matière fragile qui ne demande qu'à s'échapper de la canne, à résister aux ciseaux, ils subissent à longueur de journée la terrible chaleur des fours, respirent l'air malsain qui, depuis la canne, menace de brûler les poumons, portent les lourdes charges des creusets. La résistance physique et un indéniable savoir-faire sont, une fois de plus, les ferments de la conscience corporative que l'isolement géographique et les traditions familiales consolident. Les différences catégorielles et la brutalité des rapports internes, loin de l'affaiblir, la nourrissent comme autant de preuves d'une complicité virile.

Hors de la métallurgie et des verreries, la documentation s'épuise, et retombe sur l'insoluble problème de la différenciation des maîtres d'avec leurs compagnons. Toutefois l'importance du textile impose ne serait-ce qu'une brève incursion sur les sables mouvants d'une activité aux ramifications foisonnantes.

## **Le textile**

À Aubigny, l'organisation du travail de la laine consiste en un va-et-vient permanent entre la cité et le plat pays. Mais c'est la ville qui mène le jeu. Les marchands albinien achètent donc la laine brute qu'ils remettent aux artisans de la localité spécialisés dans l'apprêt : lavage, dégraissage<sup>82</sup>. La matière première est alors distribuée, toujours par l'intermédiaire du « marchand fabricant », aux cardeuses et fileuses travaillant à domicile. Le fil passe ensuite aux tisserands des villages et hameaux périphériques ou aux maîtres drapiers du centre. Enfin, les draps sont pris en charge par les foulonniers qui les traitent dans les trois moulins locaux. L'inspecteur des manufactures signale bien la présence d'un tondeur, mais prend soin d'ajouter que ce dernier n'a plus guère d'ouvrage depuis qu'on a pris l'habitude d'expédier les produits sans leur faire subir cette ultime préparation.

Il en va de même à Vierzon où l'artisanat traditionnel coexiste avec le travail à façon d'ouvriers ruraux placés sous la direction des marchands drapiers. À Bourges, au contraire, les manufactures successives perturbent le système et menacent les

---

<sup>81</sup> P. Pelletier, *Les verriers dans le Lyonnais et le Forez*, Paris, 1897.

<sup>82</sup> AN F12 554; Situation industrielle et commerciale; Rapport de l'Inspecteur des Manufactures, 1732.

positions défendues par des corporations bien assises<sup>83</sup>.

La création, pendant la Révolution, d'une Manufacture de toiles à voile éclaire certains aspects du système. Son directeur, Butet, a choisi d'acheter le chanvre à l'état brut et d'en confier la transformation en filasse aux ouvriers de son établissement. Une quarantaine de ferteurs travaillent directement sous ses ordres. La filature, en revanche, est l'affaire du personnel extérieur. En 1791, le directeur prévient "*ses concitoyens*", par voie d'annonce publique, "*des facilités qu'ils auront pour se procurer des filasses dans ses bureaux et des conditions auxquelles elles leur seront données*"<sup>84</sup>. Large appel si l'on se reporte au premier article du règlement. On y parle, au pluriel, non seulement des bureaux de distribution et de réception ouverts pour l'occasion, mais aussi des communes où ils seront établis. La crainte de ne pas revoir la marchandise semble l'emporter sur les préoccupations qualitatives. L'unique exigence formulée à l'égard des fileuses tient en la présentation d'un certificat de probité. S'agissant de la qualification, Butet paraît se satisfaire de l'expérience acquise, dès le plus jeune âge, par les ouvrières et n'envisage d'autre contrôle qu'a posteriori. Simplement, en distribuant la filasse, les commis définissent précisément les caractéristiques du fil attendu. A toutes fins utiles, on fournit des échantillons. L'article 3 insiste sur l'obligation de se conformer au modèle sous peine de ne plus recevoir d'ouvrage. Enfin, les délais de fabrication sont fixés à quinze jours, mais des retards sont tolérés si l'on prévient le bureau distributeur. Ultime précaution, au-delà d'un mois, la filasse doit impérativement être restituée.

La stabilité de l'emploi garantie aux ouvriers "internes" des manufactures a pour contrepartie un embrigadement rigoureux. La discipline exigée n'admet aucun écart et l'austérité revendiquée n'est pas sans rappeler celle des monastères et des couvents. A côté des sanctions et des récompenses habituelles, l'entreprise est placée sous le patronage moral des plus hautes personnalités de la ville. Les notables et leurs dames, l'archevêque lui-même, viennent entretenir l'ardeur des ouvriers, veiller au respect des bonnes moeurs et à la qualité de l'ouvrage. Logiquement, à Vierzon comme à Bourges, on en viendra à recruter cent cinquante hommes dans les couvents locaux pour les mettre au service du textile.

Quant à l'artisanat urbain, organisé ou non, il vit sur le modèle des corporations. Le plus souvent, le maître travaille aux côtés de son ou ses compagnons. Des règles fixent les rapports de production et tâchent de maintenir les ouvriers dans la dépendance des employeurs. L'interdiction des corporations met fin aux pratiques les plus malthusiennes. Désormais, plus rien ne s'oppose à ce qu'un compagnon travaille à son compte s'il a pu rassembler les outils et la matière première. On comprend que les tisserands aient davantage profité de cette liberté que leurs camarades teinturiers ou foulonniers. Les autorités déplorent d'ailleurs, vers 1800, que la destruction des jurandes ait autorisé l'établissement d'une "*multitude d'ignorants et d'incapables*"<sup>85</sup>.

Insaisissables à travers les chiffres, mal définis par la terminologie, insuffisamment caractérisée par leurs conditions d'existence, les ouvriers au sens moderne du terme ne prennent quelque relief qu'à partir du moment où l'on se penche sur l'organisation du travail et les rapports de production analysés dans leurs manifestations concrètes, celles des gestes, des hiérarchies, des disciplines, des savoirs, des formations, des solidarités...

Dans la quotidienneté des sensations perçues, la transmission et l'acquisition d'une longue expérience professionnelle et sociale se modèlent et se figent des traditions, des certitudes, des

---

<sup>83</sup> AN F12 758; Corporations d'arts et métiers à Bourges; Archives municipales de Bourges (AMB), HH 19, Drapiers, moulins à foulon, manufactures (1581-1782); HH 20, Manufactures (1666-1756)

<sup>84</sup> AdC J 992; Règlement de la filature de Bourges sous la Révolution.

<sup>85</sup> AdC, 27 F 183; Rapport sur le département du Cher, 1801.

conceptions aux origines d'une conscience collective aux bases essentiellement catégorielles et corporatives. Pourtant, dès que le cadre de l'usine, de l'atelier ou de la manufacture s'éloigne, la famille et la communauté locale reprennent le dessus et mettent en jeu d'autres expériences, coutumes et références.

## **Les rapports sociaux : manifestations et représentations**

### **Les repères**

La famille est, sans conteste, le premier cercle où se nouent des relations à la fois étroites et durables. C'est en son sein que se réalise la socialisation de l'enfant et que se forment les premières interprétations du réel.

#### **La famille**

Les sentiments, la sociabilité, l'économie ont à voir, à des degrés variables, avec la famille. Selon qu'il est marié ou non, le nombre de ses enfants, l'ouvrier voit sa vie changer du tout au tout. En période de chômage, le fardeau familial accroît le désarroi des travailleurs dans le même temps où il limite sa mobilité géographique. Dans l'ensemble, pourtant, le positif l'emporte sur le négatif.

Modestement rémunérés, les travaux accomplis à domicile par l'épouse n'en contribuent pas moins à équilibrer le budget au même titre que la location des enfants dans les fermes voisines. Plus qu'une opération blanche du strict point de vue économique, la constitution d'une famille procure des avantages enviables. Hors du circuit monétaire, c'est à l'épouse que revient l'entretien du jardin, l'élevage des volailles, de la chèvre ou du porc. Mais son rôle principal, irremplaçable, concerne les mille et une activités domestiques, qu'elle s'efforce de faire coïncider avec les exigences professionnelles de l'époux. Comment envisager les longues journées de travail passées hors du logis sans la certitude de trouver au retour du chantier, de l'atelier, du bois ou des champs, la soupe dont la cuisson a réclamé des heures de surveillance ? Les contraintes propres au fonctionnement des fourneaux et des fours obligent souvent les femmes de métallurgistes à porter le repas de leur mari sur le lieu de travail. Scène familière des moissons, lorsque le maître ne prend pas à sa charge la nourriture des ouvriers. Autant de raisons, parmi bien d'autres, qui expliquent la résistance de l'institution aux secousses des temps.

Les Berrichons ne se hâtent pas pour fonder un foyer. Les ouvriers moins encore. Un sondage réalisé parmi les registres de l'état civil de vingt-cinq communes ouvrières<sup>86</sup> révèle que les journaliers des années 1790 se marient, en moyenne, à trente-cinq ans, soit cinq ans plus tard que le reste de leurs concitoyens. Pour les travailleurs des métiers et les métallurgistes, l'écart dépasse 2,5 ans. L'amenuisement de ces décalages vingt ans plus tard n'est pas étranger aux guerres et à la conscription. Mais ces facteurs conjoncturels ne suffisent pas à rendre compte d'un mouvement plus marqué dans les villes et dont le prolongement ultérieur annonce l'émergence de nouvelles attitudes vis-à-vis de la famille.

Quoi qu'il en soit, après tant d'années de célibat, les coups de tête ou de cœur ne sont plus de saison. Le choix du conjoint obéit à des convenances derrière lesquelles agit la mécanique complexe des relations sociales.

Un retour vers notre échantillon de localités souligne le

---

<sup>86</sup> Aubigny-Villages, Aubigny-Ville, Bourges, La Celle-Bruère, La Chapelle-Hugon, Le Chautay, Dun, Foëcy, Grossouvre, La Guerche, Ivoy-le-Pré, Lunery, Mareuil, Mehun, Meillant, Menetou-Couture, Patinges (Torteron), Précy, Saint-Amand, Saint-Baudel, Saint-Florent, Saint-Germain/Aubois, Vallenay, Véreaux, Vierzon-Villages (Bourgneuf, Forges), Vierzon-Ville.

confinement imposé aux journaliers dont le taux d'homogamie corporative frôle 50 %, tandis que les ouvriers des forges, avec un taux de 26 %, témoignent et profitent, sur ce plan, d'une plus grande ouverture sociale.

Le cas des travailleurs des métiers ravive les problèmes de terminologie. Assez repliés sur eux-mêmes, ils sont plus de 40 %, à choisir une épouse dans leur milieu socioprofessionnel. Cette préférence affirmée, ils demeurent sensibles à toutes les séductions ou suggestions. L'hétérogénéité de la catégorie est, faut-il le dire, pour beaucoup dans ce large déploiement.

### **Ouvriers pour toujours**

Les brassages consécutifs à la Révolution et les déséquilibres démographiques provoqués par les guerres bénéficient aux journaliers. Ce décloisonnement social joue aussi pour les autres catégories ouvrières, cependant que l'homogamie corporative tend, elle, à s'accroître. Ceci étant, l'homogamie ouvrière, toutes catégories confondues, atteint 69 % dans les années 1810.

Les déterminismes sociaux tiennent, on le voit, une place notable lors de la formation des couples. La mobilité sociale, toutefois, n'est pas négligeable. Pour nombre d'ouvriers, le mariage apparaît bien, comme un moyen d'ascension.

L'analyse sera plus complète lorsqu'on aura superposé à ce premier type de mouvement celui qui, d'une génération à l'autre, intéresse l'hérédité socioprofessionnelle. Le verdict des chiffres dispense de longs commentaires. Dans les années 1790, plus de 83 % des ouvriers mentionnés dans les actes de mariage de nos vingt-cinq localités sont fils d'ouvriers. Ajoutons que cette lourde hérédité sociale se double d'une forte hérédité corporative, laquelle oscille entre 70 et 75 % chez les travailleurs des forges, ceux des métiers et parmi les journaliers. Ici, la Révolution et l'Empire n'apportent qu'une très légère atténuation des taux.

Pour le meilleur et pour le pire, les fils succèdent donc à leur père.

Pourtant, la similitude des taux catégoriels recouvre des situations et des itinéraires divers. L'héritage professionnel des artisans et des métallurgistes résulte autant d'une stratégie familiale que du strict déterminisme social. Les conditions d'apprentissage dans les forges entretiennent des filières assez efficaces pour prendre la forme d'un contrôle ouvrier sur l'embauche et la formation des « goujats ». De 1778 à 1793, tous les fondeurs et les forgerons de Mareuil, à deux exceptions près, exercent la même profession que leur père.

À supposer que leur sort soit enviable - hypothèse douteuse -, les journaliers ne disposent pas de telles ressources. Hommes à tout faire des campagnes et des chantiers, travailleurs "interchangeables", ils subissent plus qu'ils ne choisissent un destin placé sous le signe de l'exclusion.

### **Des faits sociaux aux représentations collectives**

#### **Hiérarchies reconnues et légitimées**

Les témoins du mariage apportent un éclairage différent sur les relations sociales. Cérémonie solennelle dont le déroulement s'expose au regard attentif et critique de la communauté, le mariage se doit d'être démonstratif. La diminution du nombre des témoins ayant un lien de parenté avec les mariés témoigne de l'affaiblissement de l'emprise lignagère et des arrangements traditionnels, mais l'évolution s'effectue sans à-coup. Le relais est assuré par des "connaissances" dont la sélection s'opère suivant des critères parmi lesquels la respectabilité, la notoriété sinon le prestige pèsent d'un certain poids.

S'ils manifestent une forte inclination à choisir une épouse d'origine ouvrière, les travailleurs des années 1790 hésitent davantage à prendre des camarades de travail comme témoins. L'effet de prestige associé à la qualité des témoins joue donc

pleinement. En premier lieu, au détriment des journaliers. Un ouvrier sur cinq épouse une fille de manœuvres, mais sur dix témoins, les ouvriers ne retiennent qu'un journalier. Le groupe lui-même cède aux préjugés et développe une sorte de conscience honteuse. A leur mariage, la proportion des journaliers parmi les témoins ne dépasse pas le tiers.

Les travailleurs des métiers n'éprouvent pas de tels complexes. L'esprit corporatif se conjugue avec la tradition paternaliste qui préside aux rapports maîtres/compagnons.

Fermés et rigides dès qu'il est question de profession, les métallurgistes ne sont pas moins éclectiques dans le choix des témoins que dans celui des épouses. Toutefois, la tendance générale n'est pas contredite. C'est ici que l'on rencontre le plus grand pourcentage de témoins non ouvriers. Encore ne s'agit-il pas de paysans, à l'exemple des journaliers, mais, fréquemment, de régisseurs ou de notables.

### **Autochtones et étrangers**

La qualité des rapports sociaux n'est pas indifférente à l'origine géographique des intervenants. L'enclavement, l'ignorance, mais aussi l'expérience, amènent les populations à se défier des « étrangers », qualificatif appliqué à tous les individus dont l'origine se situe au-delà des limites de l'arrondissement, voire du canton.

Le repérage de l'origine géographique des conjoints unis dans les années 1810 fournit, à ce sujet, d'utiles indications. De façon contradictoire, les ouvriers se distinguent du reste de la population en se montrant à la fois plus casaniers et plus mobiles. Dans les vingt-cinq communes considérées, 55,5 % d'entre eux se marient sans avoir, apparemment, quitté leur commune d'origine, alors que seulement 49,8 % de leurs concitoyens sont dans ce cas. Ils sont aussi plus nombreux à venir de localités extérieures au département : 16,3 % contre 13,6 %.

Mais ces résultats généraux, rassemblés le temps d'une addition cachent des comportements catégoriels différenciés. S'ils s'éloignent sans trop de difficulté de la commune qui les a vus naître, les journaliers s'arrêtent aux frontières du département où 90 % d'entre eux sont nés. Dans la proportion record des 2/3, les travailleurs des métiers restent fidèles à leur localité d'origine. Pourtant, la route n'effraie pas une catégorie qui compte des habitués du Tour de France. En ce domaine, les ouvriers des forges font mieux. Ils sont 30 % à provenir d'un autre département alors qu'à peine 27 % se marient sur leur lieu de naissance. Certes, ces départements sont limitrophes dans les 3/4 des cas; il n'empêche, la mobilité est incontestable. Une observation plus fine révèle l'existence de filières propres à la branche qui de Meillant et Précy mènent à Ivoy-le-Pré ou Véreux-Grossouvre et réciproquement.

Tous les mouvements n'ont pas un caractère assez durable pour déboucher sur un mariage. Celui des travailleurs saisonniers traduit, sur un plan différent, l'existence et le maintien de voies traditionnelles par lesquelles circulent les hommes, et avec eux leurs idées, leurs comportements, leurs coutumes. Sans se confondre avec les filières précédentes, elles peuvent les préparer.

En 1807, l'administration estime à 3 190 le nombre des travailleurs qui, chaque année,<sup>87</sup> viennent s'embaucher pour quelques mois dans le département. A lui seul, le bâtiment capte près de la moitié de cette force de travail temporaire dont la Creuse et les hautes terres du Massif Central fournissent la plus grande part.

### **Laborieux et dangereux ? Le regard des autres**

---

<sup>87</sup> AN F20 434; Statistiques; Renseignements concernant l'émigration et l'immigration d'ouvriers; Cher; 1807.

Saisonniers ou permanents ces étrangers inquiètent Plus que tout autre, l'inconnu laborieux est *a priori* dangereux. Alors que les forges de Vierzon fonctionnent depuis près de dix ans déjà, les responsables du district s'émouvent de la "*grande quantité d'ouvriers de différentes espèces venant de divers pays*" appelés par le fermier de l'usine<sup>88</sup>. Sans doute ne manquent-ils pas de bonnes et solides raisons pour dénoncer, après bien d'autres, les exactions commises par les voituriers, mais le projet de contrôle administratif des mouvements du personnel ouvrier, tout comme l'obligation de porter une médaille d'identité sur le chapeau ou le bonnet qu'ils proposent, en disent long sur les sentiments des notables devant une main-d'œuvre qui leur est étrangère dans tous les sens du terme.

Chaparde-t-on des fruits à Vierzon-Villages? Aussitôt la municipalité croit nécessaire de rappeler aux employeurs qu'ils sont responsables des méfaits commis par leurs ouvriers et engage les gendarmes à visiter quotidiennement les communes du canton afin de vérifier les passeports des salariés. Loin de nous l'idée d'opposer à ces accusations systématiques l'image d'ouvriers unanimement vertueux. Les méfaits des voituriers ne sont pas une vue de l'esprit. La vigilance s'impose donc plus que jamais dans l'interprétation des documents. Prenons la commune de Saint-Florent. Dans les pétitions qu'ils adressent aux autorités du département, les officiers municipaux parlent de querelles et "*des batailles*" que, par tout temps et en toute saison, "*les marinières et autres ouvriers étrangers*" provoquent à plaisir. On va même jusqu'à déplorer "*l'audace des insurrections trop multipliées dans le nombre de ces sortes d'ouvriers*"<sup>89</sup>. À Mareuil, une pétition réclame, au nom des "*1 200 habitants*" du village, la création d'une justice de paix et, puisqu'il faut argumenter, invoque l'effectif élevé d'ouvriers travaillant dans les forges<sup>90</sup>.

Le désordre : aux yeux des notables, il n'est pas de maux plus redoutables. Dans le canton de La Guerche, la peur qu'on en a naït d'une séparation physique entre les villages ou gros bourgs de la région et les établissements métallurgiques. "*Le canton, lit-on dans un arrêté municipal, au milieu des bois et des usines et sans gendarmerie, offre aux malveillants et aux ennemis de la République les moyens sans de se soustraire à la surveillance des autorités*" (sic)<sup>91</sup>. Les événements politiques ajoutent ici une note spécifique, mais en temps normal, les accusations de sorcellerie visent en premier lieu ces étrangers par excellence que sont les chanvriers et les ouvriers du bâtiment.

En ville, le rôle reconnu aux corporations et aux confréries de métiers dans la vie municipale est un gage de stabilité. Chaque profession veille à ce que l'ordre règne dans ses rangs et se charge de tenir les compagnons en respect. Le cadre urbain contribue aussi à plonger jusqu'à la dissoudre la population ouvrière dans le petit peuple, dont elle partage l'habitat et les préoccupations quotidiennes, notamment en matière de ravitaillement. Lors des manifestations collectives et des fêtes, on ne trouve pas trace d'un quelconque particularisme ouvrier. À Bourges, les réjouissances les plus suivies témoignent d'abord d'influences rurales figées. Quant aux fêtes et cérémonies corporatives, au sujet desquelles on sait peu de chose pour la période concernée, les compagnons, s'ils ne sont pas purement et simplement relégués dans un rôle de figuration, font surtout preuve, en ces circonstances, de leur attachement à l'égard d'une communauté aux bases professionnelles et morales où les maîtres ont toute leur place, souvent la meilleure.

Cependant, en ville comme dans les isolats industriels des forges et des verreries, les autorités et les employeurs dénoncent, avec plus de constance qu'autrefois, le danger des cabarets. Autant que les effets de l'alcool, on redoute l'esprit des tavernes, cette

---

<sup>88</sup> M. Pallet, *op. cit.*, p. 171-173.

<sup>89</sup> AdC, L 172; Mémoire des officiers municipaux et notables de Saint-Florent, automne 1790.

<sup>90</sup> Ibidem; Pétition adressée à l'administration du département, novembre 1790.

<sup>91</sup> AdC, L 867; Arrêté municipal du 7 frimaire An VI.

sociabilité populaire irrespectueuse sinon protestataire. Trop d'ouvriers rassemblés, une atmosphère prompte à s'échauffer, les inconnus qu'on y rencontre justifient des mesures préventives ou répressives.

Entre la méfiance, le mépris et la peur qu'inspirent les concentrations de travailleurs, il n'est pas difficile de déceler quelques traces d'envie. Les privilèges dont bénéficient les ouvriers des forges en matière de ravitaillement n'échappent pas au reste de la population qui manifeste sa rancœur par tous les moyens. Les exemptions militaires entraînent d'autres récriminations. À Mareuil, la municipalité, poussée par la rumeur, épulche attentivement, en 1793, la liste du personnel occupé par l'usine et conteste la présence de jeunes gens sans qualifications particulières<sup>92</sup>.

### Les matériaux de la représentation ouvrière

Qu'il s'agisse d'attitudes ou d'opinions, les individus et les groupes sociaux dépendent des matériaux intellectuels que la société met à leur disposition afin d'exprimer et d'interpréter le réel, construire l'imaginaire. L'instruction et la religion sont, en la matière, des références essentielles.

À la veille de la Révolution, la future géographie religieuse s'esquisse déjà, détachant la zone de ferveur du Sancerrois où la présence d'un fort noyau protestant stimule l'ardeur des prêtres et des fidèles. Au contraire, les campagnes proches de Bourges manifestent moins d'entrain.

Pourtant, c'est autour de la religion que s'organise une large partie de la vie sociale. Dans les villages, le peuple "*semble très attaché à son église dont il réclame souvent la réparation, même s'il rechigne à y contribuer*"<sup>93</sup>. Les confréries témoignent, particulièrement chez les artisans, d'une religiosité non exempte d'ambiguïté. Il en va de même pour les fêtes.

Dans le sud-est du département, secteur d'intense activité minière, forestière et métallurgique, futur bastion anticlérical, on ne paraît pas moins soucieux de préserver les signes extérieurs du culte, les repères qui ponctuent le temps et l'espace du finage, symboles d'un sentiment religieux plus attentif aux formes qu'au contenu. La politique de déchristianisation rencontre une vive opposition. Un peu partout, on remonte les cloches et replante les croix. Dans le Sancerrois, la défense des prêtres traditionnels débouche sur la constitution d'un vaste front des mécontents où se retrouvent pêle-mêle les déserteurs et leur famille, les contribuables et quelques cadres royalistes. En tout, près de 1 500 hommes contre lesquels il faudra envoyer la troupe<sup>94</sup>.

Cependant, l'anticléricalisme, encouragé, s'exprime désormais ouvertement. Episode typique d'une audace nouvelle, en avril 1792, à Mareuil, la femme Pierre s'en prend violemment à une citoyenne en route vers l'église et compare les "*vertus*" du "*prétendu Dieu*" à celle d'une feuille de chou<sup>95</sup>.

Tandis que les tenants de la tradition s'arc-boutent, l'influence de l'Église régresse. Les communautés se divisent, la participation des clercs aux débats politiques déboussole les fidèles et attise les clivages. La religion cesse d'unir. L'édifice ecclésiastique s'effrite même si les croyances résistent davantage. L'institution s'affaiblit, les liens les plus ténus rompent. Un peu malgré eux, les individus, les familles découvrent l'autonomie et apprennent à vivre sans direction de conscience. Pour autant, le relâchement des liens religieux ne signifie pas le triomphe de l'Être Suprême et encore moins de la Raison. Les plus vieilles croyances et les superstitions ont un bel avenir devant elles. Terre

<sup>92</sup> AdC, E Dépôt 358; Délibération du conseil, le 13 septembre 1793.

<sup>93</sup> Cf. C. Dumoulin, *Un séminaire français au XIXe siècle. La vie et la formation des clercs à Bourges*, Téqui, Paris, 1977, p. 134 et suiv.

<sup>94</sup> P. Meunier, "La petite Vendée sancerroise et l'agitation royaliste dans la Nièvre en 1796", *Bulletin de la Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts*, 1892.

<sup>95</sup> AdC, E Dépôt 358; Délibération du conseil municipal, le 6 avril 1792.

pauvre, isolée, le Haut-Berry est aussi une terre d'ignorance.

Misère et ignorance.

Sous tous les régimes, le constat revient dans les rapports des administrateurs, tour à tour sarcastiques, amers, rageurs ou impuissants devant la conjonction des deux fléaux.

Les actes de mariage de nos vingt-cinq communes témoins permettent de chiffrer à 25,2 % des hommes et 20,4 % des femmes, la proportion des époux capables de signer le document officiel dans les années 1810. Les travailleurs de l'artisanat obtiennent un score deux fois supérieur à la moyenne de l'échantillon. La taille des communes introduit, notons-le, un facteur de distinction en faveur des villes. La situation des sidérurgistes paraît plus embrouillée. D'une commune à l'autre, l'ampleur des variations, jointe à l'étroitesse des effectifs, rend plus aléatoire que jamais la prise en compte d'une moyenne.

L'hétérogénéité ouvrière réapparaît, voire s'accroît. Les journaliers, que leur nombre ne suffit pas à protéger de la marginalité où les plonge la pauvreté, réussissent à peine à tracer des croix hésitantes au bas des actes de mariage. Nourris de tradition orale, d'expériences, de savoirs concrets, mais forcément limités, de préjugés qu'entretient l'isolement géographique né de l'enclavement berrichon et de leur propre réticence ou impuissance à s'éloigner du canton où ils ont vu le jour, les journaliers voient le monde avec les mêmes yeux que les paysans attardés qu'ils fréquentent

À l'autre pôle, les travailleurs des métiers, forts d'un double savoir intellectuel et professionnel acquis dans les petites écoles de l'enfance, durant l'apprentissage et à l'occasion d'un Tour de France plus ou moins long, disposent d'une multitude de points de repères, de références. Sans doute, l'élargissement des horizons culturels n'élimine-t-il pas l'esprit de routine inhérent à un milieu où l'on voue un véritable culte à la tradition.

### **Les conflits sociaux : les détours**

La condition ouvrière, quels qu'en soient les degrés, demeure placée sous le double signe de la nécessité et de la précarité. Nul travailleur ne saurait l'ignorer ou l'oublier, dès lors que la moindre variation de tarif ou, pire, le chômage, risque de menacer l'accès à l'essentiel. Si le problème est fondamentalement social, cela ne signifie pas que les stratégies défensives mises en oeuvre par les ouvriers soient systématiquement collectives ou, à plus forte raison, conflictuelles. Au niveau individuel, tous les moyens sont bons qui permettent, sinon d'échapper définitivement au sort commun, du moins d'arracher quelques améliorations. Rien de plus pacifique – à défaut d'être toujours plaisante – que l'ascension sociale par la voie matrimoniale. Le contrôle de l'apprentissage, la préservation des secrets professionnels participent, chacun à leur manière, d'un mouvement similaire écartant l'affrontement, ouvrant des perspectives individuelles ou familiales. Sans même parler des résultats acquis, fragiles et limités à des cas d'espèce, ces "armes" restent hors de portée des gros bataillons d'ouvriers peu ou pas qualifiés.

Pour tous ceux-là, le droit à l'existence débouche, tôt ou tard, sur des pratiques combatives aux formes les plus variées, traduisant la perception, à défaut d'une compréhension parfaite, des intérêts contradictoires qui divisent la société. Non sans tâtonnements dans la désignation du ou des adversaires, d'hésitations quant au repérage du terrain et du type d'action les plus favorables.

### **L'ouvrier producteur : une préférence pour l'affrontement**

#### **indirect**

La question décisive des salaires et des tarifs, objet de discussions parfois serrées au moment de l'embauche ou de la



distribution du travail, est, en général, résolue de gré à gré. Mieux vaudrait-il écrire d'homme à homme. Cela, qu'il s'agisse du travailleur isolé ou du tâcheron s'efforçant de monnayer dans les meilleures conditions l'ouvrage que réalise une équipe formée pour la circonstance.

Nombre d'ouvriers, conscients des obstacles que la dispersion et la concurrence élèvent en réduisant leur pouvoir de négociation, choisissent de se défendre par les détours de la fraude et du vol. Les règlements des corporations ne s'y trompent pas, qui recommandent de ne confier aux compagnons que la stricte quantité de matières premières nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Les maîtres des forges, quant à eux, s'informent mutuellement des tromperies les plus courantes pratiquées par leurs ouvriers. Ces "prélèvements" supposent la complicité du collectif de travail. Pour le moins, car tout indique que l'initiation au métier comporte un apprentissage des fraudes.

À cent lieues de la lutte ouverte, l'absentéisme et l'abandon de poste ne sont pas moins redoutés des employeurs prompts à pressentir, derrière la décision individuelle, une volonté de nuire et un inacceptable moyen de pression. Sous la Révolution, les mesures les plus énergiques sont réclamées à l'encontre des travailleurs tentés de profiter du manque de bras ou contraints à l'instabilité par l'insuffisance du ravitaillement. Si, à Vierzon, le représentant du peuple Ferry redresse la situation aux forges nationales<sup>96</sup>, les maîtres qui, aux quatre coins du département, exigent la réquisition des ouvriers inconstants, ne peuvent pas toujours invoquer les impératifs de l'effort de guerre.

La coalition, avec ce qu'elle suppose de concertation, d'entente préalable, n'est plus très loin. L'abandon d'un ouvrage non achevé tourne à l'épreuve de force et les statuts des corporations dénoncent fermement cette calamité. Ainsi en va-t-il avec les charpentiers que la "*rudesse*" de leurs habitudes et un "*esprit de mutinerie*" placent, ici comme ailleurs, à l'avant-garde du compagnonnage<sup>97</sup>.

Mais l'organisation n'est pas l'apanage des villes comme en témoignent les rituels en vogue parmi les métallurgistes et les forestiers. Les coalitions qui agitent les coupes et usines berrichonnes sont assez nombreuses pour motiver un arrêt du Parlement de 1781, lequel fait état d'attroupements "*pour forcer les maîtres de forges d'augmenter le prix de leurs journées*"<sup>98</sup>. Babaud de la Chaussade en sait quelque chose, qui s'indigne de "*l'indépendance intolérable*" des charbonniers et des coupeurs de cordes. "*À la moindre apparence d'un mouvement, se désole-t-il, ils s'attroupent et quittent les bois si on ne leur donne pas ce qu'ils exigent*"<sup>99</sup>.

La chronique révolutionnaire porte la trace de conflits collectifs dans les bois et les vignes. Plus fréquemment, toutefois, les différends se règlent à l'amiable, en fonction d'un rapport de forces que l'on évite de mettre à nu sauf vis-à-vis des "renégats" et autres "bâtards" auxquels les travailleurs des bois et des forges font payer cher leur trahison.

### **L'ouvrier consommateur et habitant : l'attrait des luttes communautaires**

Les ambiguïtés du corporatisme en vogue parmi les ouvriers qualifiés, l'instabilité de l'emploi, dont souffrent les journaliers et la précarité de l'existence déplacent le lieu des contradictions sociales de l'atelier ou du chantier vers le marché où le salaire se métamorphose en boisseaux de grains. Acheteur, l'ouvrier voit son pouvoir de négociation réduit par la nécessité vitale où il est

---

<sup>96</sup> L. Chaumonnot, "Historique des forges de Vierzon", *La Démocratie du Cher* du 6 avril 1891.

<sup>97</sup> Cf. H. Boyer, art. cit., 1933, p. 36 à 46.

<sup>98</sup> Arrêt cité in J. Pierre, art. cit.

<sup>99</sup> P. Babaud de la Chaussade (1756), cite in Société Commentry-Fourchambault et Decazeville, *Le livre...*, op. cit.

de conclure sans délai. Le temps presse et l'on ne saurait compter sur les stocks accumulés dans l'attente d'une baisse des cours. Mais cette fois, l'ouvrier n'est plus seul. Ses inquiétudes sont partagées par le petit peuple des villes et des campagnes, qui murmure, proteste, s'élève lorsque les prix s'envolent. Des simples agrégats aux rassemblements plus ou moins spontanés, chers à Georges Lefebvre, l'affaire prend toujours la forme d'une manifestation interclassiste où, pour peu que l'adversaire soit étranger à la localité, le sentiment communautaire trouve facilement à s'immiscer. Faute de documents permettant, comme en d'autres régions, d'étudier au plus près la composition sociale des participants aux troubles frumentaires, on doit se contenter d'indications sommaires, mais néanmoins significatives.

Les ouvriers des bois se sont fait une spécialité de protester contre la cherté des subsistances. En 1709 et 1710, dans les environs de La Guerche, ils attaquent, à plusieurs reprises, les convois des marchands de blé. En l'An X, à Sancoins, un bûcheron est arrêté pour avoir interrompu, à la tête d'une dizaine d'hommes, la circulation de voitures chargées de grains<sup>100</sup>. Plus intrépides que leurs concitoyens, les forestiers bénéficient, en ces circonstances, de la complicité compréhensive des villageois.

Dès qu'il s'agit de subsistances, un large accord règne au sein des populations, le droit de propriété dut-il en pâtir. De là, sous le couvert des municipalités sensibles à la pression populaire, la multiplication des visites domiciliaires, des taxations et des réquisitions. Les ouvriers n'ont qu'à se féliciter de mesures qui reviennent à légaliser les pratiques contestataires familières aux travailleurs des bois. N'en concluons pas à l'existence de « municipalités ouvrières ». Loin de là. Les métallurgistes font l'expérience des limites de la bienveillance administrative lorsqu'ils tentent de tirer avantage de la rareté de la main d'œuvre et délaissent les forges pour aller s'embaucher dans les fermes.

Dans ces conditions, on s'explique pourquoi les ouvriers, par ailleurs mal dégagés des mille liens qui les rattachent aux autres catégories populaires, transportent hors de l'entreprise les luttes collectives, qui cependant y germent, pour les situer sur le terrain traditionnellement plus favorable des subsistances. Au même titre, le chômage ou la disette sont vécus comme des maux contre lesquels les maîtres ne peuvent rien, alors qu'ils interpellent directement le pouvoir, ses représentants et, au-delà, l'ensemble de la société.

Massive, la mendicité fait craindre le brigandage. En 1812, les paysans, gros et petits, se terrent dans leur ferme. Si, par malheur, un groupe se présente dans la journée, *"l'usage est de donner à chacun un morceau de pain, et l'on n'oserait les refuser par crainte du feu dont, dit la rumeur, ils menacent"*<sup>101</sup>. Dans ces moments, la description du réel se colore aux teintes des plus vieilles frayeurs sociales. Le thème de l'ouvrier délinquant ne tarde pas à resurgir.

### **Les ouvriers et la politique : l'exemple révolutionnaire**

Le département du Cher ne brille pas d'un éclat particulier pendant la Révolution. Un historien de la période le décrit comme *"assez docile et un peu indifférent envers le nouvel état de chose"*<sup>102</sup>. Sur un fond aussi pâle, l'intervention populaire a des allures bon enfant, quand elle ne s'effectue pas à contre-courant. Cela ne signifie pas que la région passe à côté des transformations majeures : elle les suit sans jamais les anticiper. Le mouvement n'a rien de brutal et le décor d'hier s'efface lentement, laissant les populations, qui n'en peuvent mais, devant de nouvelles responsabilités.

---

<sup>100</sup> AdC, 25 M 106, Rapport du 11 ventôse An X.

<sup>101</sup> AN, F II 708.

<sup>102</sup> B. Vannier, "Les élections à l'Assemblée législative et à la Convention dans le Cher", *Mémoires de l'Union des Sociétés savantes*, 1961-1962, vol. IX, p. 109-177.

La spécificité ouvrière, à nouveau, paraît absente des maigres débats. Les revendications des travailleurs ne sont pas davantage prises en compte dans les cahiers de doléances berrichons qu'elles ne le furent ailleurs. À Saint-Amand, où les hommes de loi ne se laissent pas dessaisir de leur plume, les maîtres charpentiers, leurs collègues charrons, couvreurs, scieurs de long, maçons et selliers expriment des préoccupations fiscales, mais les compagnons restent muets. Plus politiques, les cahiers de Bourges ont une qualité d'écriture, une clarté dans l'argumentation qui signalent l'influence des loges maçonniques sur une petite élite à laquelle des maîtres artisans ont seuls accès.

Paradoxalement, c'est de la bourgeoisie que parvient l'appel le plus éloquent de l'époque à « l'instinct » de classe. À l'occasion des élections, un libelle recommande ainsi une défiance de principe à l'égard des candidats nobles et vante l'acte productif pénible et utile. De fait, les scrutins favorisent les membres des professions libérales. L'argent, la culture et la disponibilité agissent comme autant de critères dont le peuple ne se résout pas à s'émanciper.

L'inviolabilité des propriétés pourrait sembler unanimement acceptée si les événements d'Epineuil n'ouvraient soudain la voie à une approche plus complexe du mouvement social de la période<sup>103</sup>. La présence d'un prêtre, partisan résolu de la démocratie - le curé Petitjean - suffit, en effet, à déclencher dans le bourg un début de guerre sociale. Le 23 septembre 1792, les amis de Petitjean se rassemblent et prennent sa défense contre les notables, qui ont placé sous surveillance l'homme qu'ils avaient eu l'imprudence d'élire. Les haies d'une locature sont arrachées et l'ordre ne sera rétabli qu'au terme d'un échange de coups de feu. Par-delà la personnalité complexe du curé d'Epineuil, l'affaire met à jour un potentiel de contestation sociale insoupçonné auparavant et qui le demeurera ailleurs.

La présence d'un notable gagné aux idées avancées, si elle n'est pas suffisante, paraît néanmoins nécessaire à l'affirmation d'un mouvement populaire. La digue serait fragile si l'attitude des cadres locaux n'était pas d'ordinaire infiniment plus modérée. Dans le meilleur des cas, à l'instar de la municipalité de Mareuil, les édiles adoptent les propositions de la Société populaire et se lancent dans la chasse aux accapareurs<sup>104</sup>.

Rien, notons-le, ne traduit, dans le fonctionnement des sociétés populaires, une orientation allant au-delà de l'idéologie sans-culotte. Les ouvriers n'y exercent qu'une influence limitée, à l'image de leur poids dans la vie politique locale. À Mareuil, où compte pourtant 50 % d'ouvriers - dont 14 % de métallurgistes - ceux-ci se contentent d'un rôle passif<sup>105</sup>, cependant qu'à Sancoins, minoritaires, ils s'entendent durement reprocher leurs velléités revendicatives.

On touche là à l'un des points centraux de l'idéologie révolutionnaire, liant l'aspiration égalitaire à une farouche volonté unitaire. Susceptibles d'un dérapage séparatiste, les revendications catégorielles et sociales sont *a priori* suspectes. Pour peu que dominant, dans les instances locales, des éléments politiquement et socialement modérés, on voit fort bien, à travers le Comité de Sancoins, quelles peuvent être les conséquences pratiques de telles conceptions. La Société populaire de Bourges en apporte une nouvelle démonstration lorsqu'en l'An II, elle exprime son émotion face à une grève de vigneron qualifiée de "*révolte anti-patriotique*" et somme la municipalité de "*forcer les rebelles à se réunir le matin comme d'habitude, pour se louer au taux maximum, de les faire surveiller dans leur travail et de les punir comme suspects en cas de contravention*"<sup>106</sup>. À Mareuil, encore, si

<sup>103</sup> P. Lassueur, "Le curé Petitjean. Un soulèvement communiste à Epineuil en 1792", *Mémoires de la Société historique, littéraire et scientifique du Cher*, 1918-1919, p. 241-269.

<sup>104</sup> AdC, L 959; Réponse du Directoire du district de Vierzon, 27 nivôse An II.

<sup>105</sup> AdC, L 172; Société populaire de Mareuil, 19 brumaire An III.

<sup>106</sup> Déclaration citée in H. Boyer, art. cit.

la municipalité consent à examiner avec compréhension les doléances des travailleurs des forges, elle ne se dépare pas d'un paternalisme qui, pour être bienveillant, peut à tout moment se retourner en tutelle sévère dès que "l'intérêt général" entre en jeu.

### **Patrons et ouvriers : une certaine connivence**

À l'instar de son homologue villageois, la communauté dont il est question ici prend forme dans le cadre d'un espace, celui qu'organise l'établissement. Face à l'extérieur, les clivages internes s'estompent. En maintes circonstances, c'est autour du maître que la communauté affirme son existence, c'est à lui qu'il revient d'en incarner l'existence. Le phénomène est fréquent dans la sidérurgie où, le paternalisme aidant, le maître et les ouvriers ont conscience de partager un destin commun.

*"Habitué depuis l'enfance dans les grands travaux, j'y ai contracté l'esprit d'ordre indispensable aux grands établissements",* observe Rambourg, traduisant la position de nombreux maîtres de forges convaincus que la bonne marche de l'entreprise va de pair avec une autorité étendue hors des limites des ateliers<sup>107</sup>. Dans les périodes difficiles, le système donne sa pleine mesure.

Conscients des intérêts bien compris de l'entreprise et de leur responsabilité morale envers la communauté, les maîtres de forges ne se lassent pas d'intervenir auprès de l'administration afin d'obtenir des facilités de ravitaillement. Certains tentent même d'aller plus loin que ce que la loi prévoit. Telle est l'opinion des élus du canton de La Guerche confrontés aux demandes *"exorbitantes"* du régisseur d'un fourneau local, tandis que leurs collègues de Vierzon jugent utile de rappeler que les femmes et les enfants de métallurgistes ne sauraient prétendre à aucun privilège sur le plan alimentaire<sup>108</sup>. L'opposition ville/campagne, qui contribue tant à souder les communautés villageoises, se complique par l'apparition d'un troisième niveau : l'usine.

Nuançons et précisons, les métallurgistes, que l'on sait volontiers "nomades", montrent, en quelques occasions, un véritable dévouement non pour l'établissement, mais envers la personne de l'employeur, allant jusqu'à régler leurs mouvements géographiques sur celui de leur maître. D'autre fois, la communauté prend fait et cause pour le maître. Ainsi, en l'An VII, le percepteur de la contribution foncière de Vierzon est-il près de renoncer à exercer ses fonctions. *"Des ouvriers qu'il ne connaît pas, explique un rapport, l'abreuvent non seulement en invectives, mais encore menacent de le jeter dans le fourneau qu'il n'ose se présenter à cette forge ..."*<sup>109</sup>.

Dans l'artisanat, le compagnonnage, quand il existe, entretient une forte conscience de métier, que l'organisation du travail, le cadre étroit, pour ne pas écrire familial, dans lequel se nouent les rapports sociaux, secrètent. C'est là que se modèle *"l'idiome corporatif"* dont Sewell note qu'il exprime et nourrit les aspirations ouvrières à une *"communauté morale de métier"* ouverte aux maîtres.

Finalement, c'est à la périphérie des villes et des usines, en marge du travail qualifié, que se développe une conscience sociale à base communautaire et corporative dépouillée des ambiguïtés précédentes. Là où les journaliers, les bûcherons, les mineurs profitent des troubles révolutionnaires pour s'emparer, perche après perche, des terres collectives. Des *"gens sans aveux, tonnent les notables, qui peuvent se porter à tous excès de brigandage difficiles à réprimer à cause de l'isolement où ils sont et d'ailleurs se trouvant toujours du même avis, ce qui empêche*

---

<sup>107</sup> AdC, 27 F 157.

<sup>108</sup> AdC, L 73; Décision du Directoire départemental, 7 germinal An II; L 864; Canton de La Guerche, Délibération du 23 frimaire An IV.

<sup>109</sup> AdC, L 909; Plainte d'un membre de l'administration municipale, 29 nivôse An VII.

*d'avoir les moindres éclaircissements sur les excès qui restent toujours impunis*"<sup>110</sup>.

On aurait tort de ramener la définition que l'Encyclopédie donne des « ouvriers » à sa seule signification idéologique. Si un tel concept n'échappe pas aux arrières-pensées doctrinales, il reflète parfaitement, jusque dans son imprécision, la réalité sociale du temps.

Sous quelque angle qu'on l'aborde, la vie quotidienne des ouvriers se confond avec celle du petit peuple berrichon. La pauvreté? Quand bien même le critère serait-il adéquat, force est de constater que si beaucoup d'ouvriers sont pauvres, ils ne le sont, dans leur diversité, ni plus ni moins que les autres catégories populaires. L'écart est assurément plus grand entre un compagnon charpentier de Bourges et un journalier de La Chapelle-Hugon qu'entre ce dernier et un petit paysan du même village. Les clivages réels et, plus encore, perçus, qui fondent la notoriété ou l'infériorité, sans ignorer la propriété des moyens de production, dépendent largement du métier, ce qui n'est pas la même chose, et de la géographie, celle des origines comme celle de l'environnement.

Les contradictions sociales s'organisent et s'interprètent suivant les principales lignes de fracture qui traversent la société berrichonne. Les finages à partir desquels prennent forme les communautés continuent à jouer un rôle essentiel. Contre la ville, contre le bourgeois, contre le grand propriétaire. Pour la terre, pour les grains.

Quant au travail productif, s'il représente l'élément discriminant majeur, engendre des solidarités particulières, entraîne des pratiques spécifiques, les conditions mêmes de son exercice - permanence, lieux, recrutement, qualifications, techniques, organisation, traditions... - font surgir non pas un, mais des mondes ouvriers fragmentés, isolés, s'ignorant les uns les autres.

Sans doute, l'esprit de corps, la conscience professionnelle, qui s'expriment en ces circonstances, peuvent-ils passer pour l'ébauche d'une conscience ouvrière, mais les termes employés en indiquent nettement les limites. La référence spatiale, de toute façon, ne perd jamais ses droits. Les forges et les verreries en témoignent, quand l'usine se veut hameau, voire village, et conduit, en certaines occasions, l'ouvrier à s'identifier à son maître.

Région cantonnée dans l'exploitation extensive de ses ressources, enclavée et cloisonnée, où les richesses accaparées par une minorité encouragent les nantis à se suffire d'une routine qui rassure les plus démunis, le département du Cher cumule des handicaps considérables. La modernité, qu'elle soit économique, politique ou culturelle, est, au début du XIXe siècle, le fait d'une infime minorité, souvent étrangère à la contrée. Au plan social, la classe ouvrière reste à venir.

---

<sup>110</sup> AdC, L 866; Canton de La Guerche, Délibération du 10 ventôse An V.

---

---

## **OUVERTURE ET MUTATIONS**

**(1815 - 1848)**

L'histoire sociale s'accommode mal des chronologies trop précises, qui font les délices des spécialistes des faits politiques. La périodisation annoncée en titre surprendra. Pourtant, tout argument de commodité mis à part, il serait absurde d'élever une frontière étanche entre le « politique » et le « social ». Vrai dans sa généralité, le principe prend force de loi dès lors qu'il s'agit d'étudier le mouvement des consciences. Il n'entre pas dans nos ambitions de repérer on ne sait quel déterminisme liant étroitement les deux catégories à une époque où le peuple, pour ne rien dire des ouvriers, demeure, surtout en province, en lisière des controverses politiques. En revanche, il est stimulant de chercher à situer les cadres, les références à travers lesquels s'effectue le processus de socialisation des individus. Sans être les seuls, le langage et les thèmes politiques fournissent d'intéressants points d'appui. A ce stade, l'autonomie des deux mouvements, leurs décalages, leurs rencontres... posent autant de questions pertinentes. Après des siècles de routine, les années correspondant à la Restauration et à la Monarchie de Juillet voient se mettre en place des productions nouvelles et s'accroître des spécialisations porteuses d'avenir du double point de vue du développement économique et de la formation de la classe ouvrière.

## LES IMPULSIONS EXTÉRIEURES

### Le désenclavement

#### Les routes : des progrès sensibles

En 1854, les huit routes impériales qui traversent le département totalisent plus de 492 kilomètres. Depuis quelque temps, déjà, l'effort se concentre sur les voies d'intérêt local. En 1854, toujours, on recense 621 kilomètres de routes départementales et plus de 6 300 kilomètres de chemins vicinaux<sup>111</sup>.

Les revêtements laissent, certes, à désirer. Pour peu que les intempéries s'en mêlent, que le trafic s'intensifie, la chaussée se déforme et les ornières se creusent. La route, malgré tout, tient son rang dans le transport des marchandises. A l'occasion des crises frumentaires de 1817, 1830, 1831, 1840 et 1846, les populations ne manquent pas d'ailleurs de bloquer les axes utilisés par les voitures chargées de céréales.

Mais, si le capillaire routier commence à foisonner, les conceptions qui président à l'aménagement du système des transports berrichons réservent la meilleure part aux voies navigables. L'option n'est pas nouvelle. Le prolongement et le raccordement effectifs des voies naturelles par des canaux le sont davantage.

#### Les canaux : une entreprise décevante

Entamé en 1809, le creusement du canal du Berry durera trente ans. Dans son tracé final, la voie d'eau longe la haute vallée du Cher jusqu'à Saint-Amand, puis s'oriente vers l'est avant de se diviser en deux branches, dont l'une, par l'Auron et l'Yèvre, rejoint le Cher à Vierzon via Bourges et Mehun, tandis que l'autre gagne la vallée de l'Aubois et se rattache au canal latéral à la Loire, construit à la même époque. Sans porter préjudice à la navigation traditionnelle, le schéma adopté ouvre l'accès aux gisements houillers de l'Allier et de la Loire d'une part, et au vaste marché parisien d'autre part. Desservant les principales zones urbaines et industrielles du département, le réseau ne laisse à l'écart que les secteurs d'Ivoy-le-Pré, au nord, et de Mareuil Saint-Baudel, à l'ouest.

Les difficultés techniques de l'entreprise alourdissent considérablement, cependant, son coût. Entre 1822 et 1840, les dépenses cumulées - plus de 25 millions de francs - atteignent le double des estimations initiales<sup>112</sup>. La fréquence des éboulements dans les terrains meubles du sud-est retarde les travaux et accroît les frais de terrassement. Échaudé par le dépassement des devis, le grand capitalisme finit par appeler l'État à son secours.

On sait peu de choses sur la main-d'œuvre mobilisée. Les journaliers et les paysans du cru rejoignent les « étrangers », venus parfois de fort loin, et forment d'énormes et inquiétants chantiers. Les moyens matériels sont plus que sommaires, aussi le nombre doit-il pallier la faible productivité de l'ensemble. Les archives judiciaires signalent l'existence, non loin de Sancoins, à Augy, d'un camp autour duquel gravitent près de cinq cents travailleurs, dont le mouvement, à l'heure des repas ou du repos, se règle aux sons d'une cloche. Périodiquement, des tentatives de coalition secouent la main-d'œuvre instable et rude des chantiers. Les descriptions qui sont parvenues jusqu'à nous mentionnent

<sup>111</sup> *Statistique de la France*, 2e série, Territoire et Population, Paris, 1855.

<sup>112</sup> M. Lévy-Leboyer, *Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIXe siècle*, Paris, 1964, p. 315.

l'emploi de pelles, de pioches et de brouettes. En 1838, il est question de "*mécaniques*", mais le terme désigne l'ancien système à base de treuil et de cordes destiné à remonter la terre des tranchées<sup>113</sup>. Les poursuites entreprises à l'encontre de quelques « meneurs » révèlent une population ouvrière jeune - 19 à 24 ans -, sans qualification précise, exceptée celle, banale, de terrassier. Beaucoup sont originaires des communes voisines ou des régions proches de l'Allier. L'organisation du travail passe par l'intermédiaire de multiples entrepreneurs, véritables tâcherons responsables du recrutement et de la rémunération des ouvriers. Les litiges qui naissent au sein des équipes ne se nourrissent pourtant pas exclusivement de cette situation génératrice de conflits. Les travailleurs ont pris l'habitude de poser collectivement leurs revendications auprès des ingénieurs. Conscients des craintes que provoquent les rassemblements, ils ont appris à détourner la cloche de son usage habituel. Devenue, en 1838, "*le signal ordinaire des émeutes*", "*elle sert aux perturbateurs, nous dit-on, pour attrouper leurs complices*". Prompts au tumulte, les terrassiers ont la menace, l'injure et le coup de poing faciles. Un entrepreneur plus exigeant que ses prédécesseurs reproche-t-il aux ouvriers de faire du mauvais travail ? Immédiatement, des "*réponses grossières*" fusent. Prétend-il chasser les insolents ? Aussitôt, ces derniers agitent la cloche, ordonnent l'arrêt des "*mécaniques*", détachent les cordes et menacent de casser le matériel. Les employeurs ont, il est vrai, du répondant. Sentant venir l'orage, l'un d'eux se précipite sur le fusil qu'il garde à proximité et parle de "*brûler la cervelle*" du premier ouvrier qui s'approchera.

La peur sociale et la xénophobie, la brutalité réelle des ouvriers s'épaulent, entretenant des légendes qui, un siècle et demi plus tard, font passer les habitants des villages les moins dociles de la vallée de l'Aubois, pour les descendants de forçats affectés à la construction du canal du Berry<sup>114</sup>.

Économiquement, enfin, les retombées ne sont pas à la hauteur des frais engagés. Sans doute les échanges s'intensifient-ils entre les régions traversées, tandis que la houille, en parvenant plus aisément dans certains centres berrichons, accélère des mutations techniques indispensables.

Démontrée, l'utilité des canaux laisse toutefois entière la question de la rentabilité financière de l'œuvre accomplie. Plus grave, peut-être, les investisseurs ont répondu à la montée des coûts par une diminution de la capacité des équipements. Plus d'audace aurait permis, en relevant le tirant d'eau, d'étendre la navigation sur dix mois, d'admettre des embarcations de soixante tonneaux, bref d'augmenter le trafic ... et les revenus des péages.

### **Le chemin de fer**

Trop récente, l'arrivée du chemin de fer n'a pu bouleverser l'économie régionale des transports. Les schémas anciens ont la vie dure. Les discussions ouvertes à propos du tracé de la ligne d'Orléans à Vierzon reflètent la conviction d'une subordination du rail à la voie d'eau.

La construction de la ligne Paris-Orléans et son prolongement vers Toulouse suscitent d'interminables débats parlementaires, à la mesure des intérêts en jeu. animateur d'une coalition d'hommes d'affaires, Casimir Lecomte s'efforce de présenter le projet le plus cohérent. Véritable prospecteur, il parcourt le Berry, réunit les notables, emporte l'adhésion - et la garantie financière - des assemblées locales et départementales. Fournisseurs, avant même de devenir clients du chemin de fer, les maîtres de forges berrichons ne sont pas les moins convaincus de la valeur de l'aménagement proposé. Le comte Jaubert, gendre de Pierre Boigues et ministre des Travaux publics, lui réserve, pour sa part, le meilleur accueil. Au stade de la définition du tracé de la ligne, les intérêts divergents des partenaires mettent à rude épreuve les

<sup>113</sup> AdC, 31 U 586; Affaires d'Augy, 1836 et 1838.

<sup>114</sup> Cf. G. Touchard-Lafosse, *La Loire historique, pittoresque et biographique*, T II, Tours, 1851, p. 530.



alliances nouées à l'origine, tandis que les appétits financiers s'aiguisent à l'approche des ultimes décisions et arbitrages de la puissance publique<sup>115</sup>. Le 9 octobre 1844, la Compagnie du Centre, où l'on retrouve, entre autres, Bartholony, Lecomte, Benoist d'Azy et le comte Jaubert, reçoit la concession d'exploitation du Paris-Orléans et de ses excroissances vers Bourges et Châteauroux.

C'est maintenant aux terrassiers d'agir, ainsi qu'aux métallurgistes de Vierzon, Bourges, Rosières et Torteron, soudain submergés par les commandes de rails et de coussinets. Plus de dix ans après ceux du canal du Berry, de vastes chantiers s'ouvrent, points de convergence d'une main-d'œuvre hétéroclite. En Sologne, les sols trop meubles et gorgés d'eau compliquent la tâche des ouvriers. Les journaliers et les petits paysans indigènes, chétifs et fiévreux, conviennent mal pour des travaux pénibles. On fait alors appel à des ouvriers « étrangers » plus robustes, mais aussi mieux payés. Les derniers kilomètres avant Vierzon seront particulièrement difficiles. En raison des retards imputables aux problèmes de chantier et aux premiers effets de la crise du milieu du siècle, les lignes qui, depuis Vierzon, relient Bourges et Châteauroux, ne seront inaugurées, respectivement, que le 20 juillet et le 11 novembre 1847.

Avec le recul du temps, Louis Gallicher est formel: *"c'est au chemin de fer que le département du Cher doit d'être sorti de l'isolement"*<sup>116</sup>. En 1848, il est encore trop tôt pour l'affirmer aussi nettement. Mais il est des signes qui ne trompent pas. Vierzon, carrefour des lignes régionales, n'a d'yeux que pour sa gare et son atelier de réparation où s'alignent les machines à vapeur. Les gravures pittoresques délaissent les vieilles maisons du quartier de l'Horloge, l'église Notre-Dame, abandonnent les quais du Cher pour s'attarder sur les différentes ailes d'un ensemble dont les jardins servent de lieu de promenade.

De routes ouvertes ou améliorées en équipements ferroviaires réalisés, ou canaux creusés, le département du Cher s'intègre à l'espace national en même temps que nombre de ses localités se libèrent des contraintes de l'enclavement. Cela ne va pas sans hésitations, controverses, retards et désillusions. Les voies navigables introduisent la houille dans l'industrie berrichonne, mais refroidissent les enthousiastes qui, hier, en attendaient trop. Étroits, peu profonds, surchargés d'écluses, les canaux tracent des liens nouveaux, mais modestes. Le chemin de fer éclipse l'achèvement des derniers tronçons. On discute ferme pour détourner à son profit les quelques dizaines de kilomètres de voies ferrées que l'action conjuguée de financiers extérieurs à la région et des sidérurgistes locaux a fait inscrire au programme national. Coup sur coup, derrière la Compagnie des *"Quatre canaux"*, puis celle du Centre, la région découvre un grand capitalisme, jusque-là totalement inconnu. Double ouverture donc, physique et financière, qui ne peut que rejaillir sur la nature et la distribution géographique des activités berrichonnes.

## **Marchés et capitaux**

### **Les marchés : le changement d'échelle**

Stimulé par l'amélioration des moyens de communication, le mouvement des marchandises s'amplifie et se diversifie. Si les industries bénéficient d'un approvisionnement extérieur, localement, l'exploitation des matières premières, dans laquelle la région a longtemps été confinée, connaît un regain sensible.

### **L'enlèvement des matières premières**

En 1831, la Société d'agriculture du Cher note l'importance

---

<sup>115</sup> Cf. R. Crozet, "Contribution à l'histoire de la voie ferrée de Paris à Toulouse et de la voie ferrée entre Loire moyenne et le Cher", *Revue d'histoire moderne*, juin-juillet 1939; M. Lévy-Leboyer, *Les banques...*, *op. cit.*

<sup>116</sup> L. Gallicher, *Le Cher agricole et industriel*, Bourges, 1867, p. 82.

des expéditions de froment en direction des départements limitrophes de l'Allier, de la Nièvre, du Loir-et-Cher et du Loiret<sup>117</sup>. La production de blé, en hausse, paraît s'adapter et suivre l'effort d'équipement routier. De 1827 à 1852, elle passe de 398 940 quintaux à 802 524, faisant plus que doubler suite à l'augmentation des surfaces cultivées et à l'amélioration des rendements. Entre les mêmes dates, la population n'a progressé que de 23,20 %. Quelle que soit l'amélioration de l'autoconsommation paysanne, il y a là matière à stimuler le commerce. Le développement des prairies naturelles dans le Val de Germigny révèle, d'autre part, les débuts de l'embouche et annonce de nouvelles sources de revenus.

En abaissant les coûts de transport, l'aménagement des voies navigables favorise l'exploitation des minières qui répondent aux demandes de fourneaux lointains. Les compagnies se concurrencent pour l'accès aux minerais. Le foltage grimpe vite, trop, parfois, pour quelques petits exploitants. En 20 ans, la production globale quadruple et atteint 176 000 tonnes en 1844. Le Cher se hisse alors au troisième rang des départements français et alimente, outre ses propres usines, une trentaine de fourneaux de l'Indre, l'Allier, la Nièvre, la Saône et Loire.

#### **La métallurgie : des quantités nouvelles pour des marchés anciens**

L'écoulement des productions métallurgiques au-delà du département n'est pas un phénomène récent. Les marchés nouveaux sont rares. En revanche, les volumes ne cessent de croître. Au fil des ans, les statistiques font apparaître une progression des exportations aussi bien en chiffres absolus qu'en pourcentage de production totale.

En 1829, 4,5 millions de livres de fonte, soit 30 % de la production totale, quittent le Cher<sup>118</sup>, en grande partie pour la Nièvre, renforçant des liens anciens<sup>119</sup>. 28,6 % de la production de fer, mesurée en volume, suit les voies familières à destination des départements limitrophes. La Loire et le Cher emportent 57 % des fers vers Nantes.

Les établissements restés à l'écart des voies d'eau éprouvent de sérieuses difficultés. L'avenir de Précy est dangereusement compromis. Des usines apparemment plus solides, telles que celles de Forge-Neuve ou de Bigny, s'inquiètent et révisent leurs circuits commerciaux. La fonderie créée à Bourges en 1838 s'implante, quant à elle, au confluent du canal et de l'Auron. Huit ans plus tard, l'usine de Mazières dressera ses fourneaux entre la route de Saint-Amand et le canal du Berry. Cette fois, pourtant, ses fondateurs ne parient pas seulement sur la voie d'eau, mais espèrent beaucoup dans le chemin de fer qui se rapproche de Bourges.

L'unification progressive du marché national et l'intégration du Berry dans celui-ci font surgir, par suite des succès remportés, des problèmes inconnus à l'époque des rentes de situation. Certes, les maîtres de forges ont réussi, en 1820 et 1822, à obtenir, au terme d'une campagne efficace, une majoration substantielle des droits frappant les fontes et les fers étrangers. La concurrence n'en demeure pas moins vive, s'insinuant par les mêmes voies que les produits français. Si le Berry est indemne, ses débouchés ne le sont pas. Louis Gallicher s'en alarme. Les fontes écossaises, révèle-t-il, sont, à Paris, meilleur marché que leurs homologues de province<sup>119</sup>.

#### **Le marché parisien et international : l'exemple de la céramique**

À l'amont comme à l'aval de la fabrication, les manufactures

<sup>117</sup> AdC, 30 M 13; Réponse de la Société d'agriculture du Cher au Préfet, le 7 août 1831.

<sup>118</sup> M. A. Butet, *Statistique du département du Cher*, Bourges, 1829.

<sup>119</sup> L. Gallicher, "Quelques renseignements sur l'état et les productions des forges du Berry en janvier 1841", *Revue archéologique, historique et scientifique du Berry*, 1898.

de porcelaine du département dépendent de l'extérieur. Seules les forêts locales paraissent en mesure d'alimenter les fours en combustible. Dans les premiers temps, les terres réfractaires, elles-mêmes, viennent de la région parisienne par la route, au prix fort. On devine le bénéfice que les usines de Foëcy et Vierzon tireront de l'ouverture du canal du Berry et de la mise en exploitation de gisements régionaux. À l'exception des apports complémentaires fournis par le site de l'Echassières (Allier), l'essentiel du kaolin provient des carrières de Saint-Yriex dans la Haute-Vienne et gagne le Berry par voie de terre, car le chemin de fer n'a pas encore atteint Limoges. Le transport de l'indispensable argile pèse lourd dans le prix de revient des articles berrichons.

Cependant, les usines du Cher ont 200 kilomètres d'avance sur leurs rivales limousines en ce qui concerne l'accès au marché parisien, principal, débouché de la production nationale et point de passage quasi obligé des marchandises en partance vers l'étranger. Par rapport à Limoges, l'économie en frais de transport est de l'ordre de 40 à 50 %. La proximité relative de Paris est d'ailleurs à l'origine du développement, dans le Berry, d'une activité qui, à l'instar d'autres industries de main-d'œuvre, tente d'échapper aux exigences salariales des ouvriers de la capitale. Le mouvement s'effectue en plusieurs temps. En effet, si la fabrication s'installe en province, la décoration et les magasins de vente demeurent à Paris. Les établissements de Foëcy et de Vierzon possèdent un dépôt dans le 10<sup>e</sup> arrondissement où se concentre une bonne part des grandes maisons<sup>120</sup>.

Au-delà de Paris, la porcelaine du Berry est une des rares productions régionales à franchir régulièrement les frontières. Avant 1815, déjà, Foëcy avait conquis une clientèle hollandaise et allemande que les guerres impériales ont fait perdre. Dès la Restauration, les affaires reprennent et avec elles les commandes étrangères en dépit de la concurrence allemande et des obstacles douaniers. Les Etats-Unis ont, désormais, la première place. Loin derrière les fabricants limousins, entraînés par Haviland, les Berrichons s'efforcent de faire bonne figure. Foëcy, en 1834, prend pied outre-Atlantique<sup>121</sup>, mais les exportations vierzonaises semblent encore modestes<sup>122</sup>.

En contrepartie, la région acquiert une plus grande sensibilité aux fluctuations de l'économie nationale, voire mondiale, et découvre les risques inhérents à l'ouverture des marchés. Les hommes, leurs idées et leurs capitaux accompagnent le mouvement des marchandises. En décembre 1833, l'enquête ouverte à la suite d'une grève des porcelainiers vierzonais mettra à jour l'existence d'une correspondance entre les travailleurs berrichons et leurs camarades de Paris ou de Limoges<sup>122</sup>.

## **Des capitaux venus d'ailleurs**

### **L'étroitesse des circuits financiers locaux**

En l'absence de réseau bancaire adapté aux besoins d'une économie plus engagée dans les échanges commerciaux, les prêts entre particuliers paraissent dominer, à la campagne, comme dans les agglomérations. En matière de crédit, le Berry s'apparente donc davantage au Limousin et tourne le dos, ici, à la capitale. L'examen des inventaires après décès montre, toutefois, que la part des rentes et des créances s'élève avec le niveau des fortunes.

L'appareil financier régional s'est modestement étoffé sous la Monarchie de Juillet. Mettons de côté les caisses d'épargne. La

<sup>120</sup> M. A. Butet, *Statistique..., op. cit.*; M. Ernould-Gandouet, *La céramique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1969.

<sup>121</sup> J. Jenn, "La porcelaine dans le Cher au XIX<sup>e</sup> siècle", *Bulletin d'Information du département du Cher*, n° 165, août 1981, p. 35-38.

<sup>122</sup> AN BB18 1220; Grève des ouvriers porcelainiers de Vierzon, 1833.

première voit le jour à Bourges en 1834. Elle est suivie d'une seconde, à Saint-Amand, en 1836, puis d'une troisième à Vierzon, deux ans plus tard. La fondation, à Bourges, vers 1828, d'une maison de banque à l'initiative de MM. Domont et Deséglise, ne modifie pas profondément la situation bien que l'on date de ce moment l'acte de naissance de ce qui deviendra la banque Hervet, appelée, beaucoup plus tard, à une certaine renommée. Quelque temps après, naît, à Bourges encore, une Banque départementale, dont le directeur, le Marquis<sup>123</sup> de Travanet, possède également des intérêts dans la métallurgie<sup>123</sup>.

Il n'y a là rien qui puisse satisfaire les exigences de financement des nouvelles industries. Certes, les fortunes ne manquent pas dans le Cher, mais, absorbées par la terre, engagées dans des entreprises au statut familial jalousement gardé et qui peinent à s'autofinancer, elles ignorent ou se méfient du capitalisme moderne. Entre 1836 et 1848, cinq sociétés anonymes se constituent, en tout et pour tout, sur l'ensemble du département<sup>124</sup>. Association pour association, la préférence des capitalistes berrichons se porte vers les sociétés en nom collectif, où chaque partenaire surveille de près la gestion, où l'on se connaît, et dont le capital social a l'avantage d'être à la fois plus restreint et moins longuement immobilisé.

Le processus d'accumulation des capitaux locaux étant ainsi freiné, sinon bloqué, c'est de l'extérieur que proviennent les interventions décisives. Parfois dans la terre, moins chère qu'ailleurs et qui attire quelques placements susceptibles de moderniser les systèmes de culture. L'irruption des Vogüé dans le Cher débute ainsi par l'achat de vastes domaines. Surtout, la proximité de Paris favorise le Berry. Plus que par le passé, la haute banque s'intéresse à la production par le moyen de la commandite.

### **La porcelaine : une décentralisation réussie**

Ignorant tout des techniques de fabrication, Sinjumin Klein traverse, à Foëcy, des moments difficiles. En 1815, ses réserves financières ne sont pas loin d'être épuisées. Il est grand temps de trouver un commanditaire. Les banquiers André et Cottier entrent en lice et proposent à un ancien officier d'origine helvétique, Jean-Louis Pillivuyt, de s'engager dans l'affaire<sup>125</sup>. Au terme de mutations compliquées, Dominique André, puis son fils Louis, acquièrent la propriété du domaine dont ils confient la gestion à Jean-Louis Pillivuyt. Celui-ci est rejoint, en 1830, par son fils, Charles, lequel succédera à son père, onze ans plus tard. Entre temps, les André ont acheté l'ancienne abbaye de Noirlac afin de la transformer en une nouvelle manufacture<sup>126</sup>.

La création d'une fabrique de porcelaine à Vierzon résulte également d'une initiative parisienne. Après une première tentative en 1816, interrompue au bout de trois ans en raison de l'incompétence technique de son initiateur, l'usine de Bel Air, à Vierzon-Ville, rouvre ses portes en 1821<sup>127</sup>. Le propriétaire – Delvincourt – associé à un certain Perrot, a su, cette fois, nommer un directeur efficace – Adien Jammet – qu'il contrôle depuis son domicile parisien. En 1833, de nouveaux hommes – MM. Pétry et Rousse – figurent sur les documents d'archives sans que ce changement de propriétaire ait entraîné un remplacement du directeur local qui semble donner pleine satisfaction<sup>128</sup>.

À travers ces exemples on relève une différence de taille avec le Limousin, où les entreprises, par ailleurs plus nombreuses, naissent parfois de la volonté d'anciens ouvriers de se mettre à

<sup>123</sup> AdC, 18 M 16; Listes électorales, 1840.

<sup>124</sup> AdC, 33 M 162; Relevé des sociétés constituées (1835-1855)

<sup>125</sup> "Centenaire de la porcelaine dans le Berry. Historique de la Manufacture de Foëcy", série d'articles parus dans *Le Journal du Cher*, du 28 juin au 6 juillet 1899.

<sup>126</sup> M. Walbaum, *Histoire des Pillivuyt*, Mémoire dactylographié, 1959.

<sup>127</sup> M. A. Butet, *op. cit.*

<sup>128</sup> AN, BB30 201, décembre 1832; F12 2439, Demande de M. Pétry (An IV) ; état des fabricants de porcelaine établis à Paris depuis 40 ans (1815); AdC, 32 U 311, coalition à Vierzon, décembre 1833.

leur compte. Sans doute, ces tentations ont-elles existé dans notre région, mais les traces laissées dans les archives se réduisent à peu de choses. L'enquête envisagée en 1838 à propos de la création d'un atelier et d'un four à porcelaine à la périphérie de Mehun n'a pas de suite. Neuf ans plus tard, dans la même commune, un nommé Millet réussit à fonder une entreprise. Hélas, la crise malmène l'audacieux. Le dossier de faillite résume, en 1851, ce qu'il en coûte et refroidit d'éventuels imitateurs<sup>129</sup>. La conjoncture, cependant, ne dit pas tout. Jammet n'a peut-être pas tort de déclarer que les fabricants berrichons ne peuvent pas "*se voir*"<sup>130</sup>. Il n'empêche, les André, Pillivuyt et autres Pétry font bloc contre les nouveaux venus. Les premiers ne toléreront le développement de l'usine de Noirlac qu'après en avoir fait une filiale de Foëcy. L'ampleur des capitaux investis et des équipements montés à Vierzon, exclut, dans l'immédiat, le renouvellement d'une opération similaire sauf à prendre le risque d'un désastre financier.

En dehors de l'hostilité du cercle étroit des industriels céramistes, d'autres obstacles se dressent sur la route des postulants. En témoignent ces lettres envoyées au préfet, par les Aubertot père et fils, par lesquelles ils s'émouvent des conséquences qu'aurait la mise à feu d'un troisième four, à Bel Air, sur la marche de leur établissement et son approvisionnement en combustible<sup>131</sup>. Dans l'attente de solutions techniques aux problèmes posés par l'usage de la houille, les fours à porcelaine ne connaissent en effet que le bois. À Foëcy, dans les dernières années du règne de Charles X, l'usine consomme près de 1 500 cordes par an<sup>132</sup>. Pour autant que l'on puisse se fier à des données disparates, parfois contradictoires, les deux sociétés montrent des résultats satisfaisants sitôt passées les années d'initiation. Occupant le créneau commercial qui convient aux établissements provinciaux, elles se spécialisent dans ce que les Parisiens désignent sous le nom de « grosse cavalerie », à savoir des pièces bon marché imitées des modèles de la capitale. Les chiffres d'affaires en hausse couronnent ce bon choix. En 1839, ceux-ci atteignent 1 390 000 francs pour l'ensemble des usines du département. Avec 46,8 % de ce total, Vierzon arrive en tête suivi par Foëcy – 28 % - et Noirlac - 25,2 %<sup>133</sup>. La prise en compte des liens financiers donne, en revanche, l'avantage au groupe de Foëcy.

### **La métallurgie : vers le grand capitalisme**

Après les turbulences révolutionnaires, la normalisation impériale favorise une certaine décantation sociale. Des noms qui, hier, revenaient avec plus ou moins d'insistance disparaissent à jamais. D'autres, souvent étrangers la région, se maintiennent, s'enracinent. Toutefois, au cours des vingt années qui suivent 1815, les nouveaux venus sont rares. Ce qui ne signifie pas que la production stagne ou que les structures s'ankylosent. Tout au contraire.

#### *L'Aubois : l'ère des Boigues*

Il importe de distinguer la situation d'hommes comme Dufaud ou Martin qui, techniciens dans l'âme, portent en priorité leur attention sur les problèmes de production, de celle des investisseurs, soucieux de rendements financiers. Pour l'instant, seuls ces derniers nous préoccupent.

Les marchands de fer parisiens Paillot et Labbé poursuivent, sous la Restauration, la mise en œuvre d'une tactique ébauchée pendant les années impériales, à savoir le rachat ou la location des usines métallurgiques disponibles dans le Berry et le Nivernais. Depuis les bases de Grossouvre et Trézy, le

<sup>129</sup> AdC, 34 U 70; Faillite Millet, 1851.

<sup>130</sup> AdC, 32 U 311.

<sup>131</sup> AdC, 27 F 182; Lettres au préfet, les 26 décembre 1824 et 26 février 1825.

<sup>132</sup> M. A. Butet, *op. cit.*, p. 104.

<sup>133</sup> AdC, 27 F 153; Statistiques industrielles, 1839.

mouvement se précise : rassembler, sous une autorité unique, la dizaine d'établissements complémentaires, mais jusque-là indépendants, qui s'échelonnent le long de l'Aubois. Les deux familles se heurtent-elles à des difficultés imprévisibles ? Ont-elles cessé de s'entendre ? Le fait est qu'un troisième patronyme apparaît : les Boigues. En 1819, soit six ans avant que n'expire le contrat de société liant Paillot et Labbé, les frères Louis et Guillaume Boigues reprennent les baux des fourneaux de Salles, La Guerche, Grossouvre et de la forge de Trézy pour une somme de 590 000 francs<sup>134</sup>.

Pierre, le chef de famille, réside dans la Nièvre depuis 1809, mais continue de suivre le comptoir familial de produits métallurgiques ouvert dans la capitale, à la bonne marche duquel il a pris soin d'associer ses deux fils. L'aîné, Louis, a bénéficié de la meilleure préparation au métier par divers séjours en ces hauts lieux de la métallurgie européenne que sont la Styrie, la Carinthie et la Sarre. Après 1815, il se replie à Imphy. L'acte conclu quatre ans plus tard exprime l'intérêt porté à la vallée de l'Aubois.

Impressionnés par les connaissances techniques de Dufaud, les frères Boigues adhèrent au projet d'établissement d'une grande forge anglaise formé par le directeur de Grossouvre. Le choix définitif du site se fixe sur un lieu-dit de la rive droite de la Loire, Fourchambault, mieux à même de profiter de l'approvisionnement régulier et bon marché en houille qu'autorisera l'exécution du canal latéral à la Loire. Dans cette perspective, les fourneaux de l'Aubois occupent une position stratégique. Sous la conduite de Louis, les Boigues ne laissent plus passer une seule adjudication sans se porter candidats. Un projet sous-tend, désormais, la conquête, plutôt désordonnée, de l'espace métallurgique engagée depuis plusieurs années. Le domaine productif, tel que l'envisagent les Boigues, s'organise autour de deux pôles : Fourchambault et Torteron. Cet établissement, maintenu jusque-là à un niveau très modeste, est racheté en 1822<sup>135</sup>. De profondes transformations en font le premier centre de production de fonte du groupe. Si Torteron demeure sous l'autorité théorique de Georges Dufaud, la direction effective revient à son fils Achille, qu'assiste un régisseur gallois, Rees-Lewis. En 1825, les Boigues contrôlent dix hauts fourneaux répartis à égalité entre le Cher et la Nièvre. A coups d'acquisitions, d'affermages, de reconversion, de suppression et de création, les frères Boigues élargissent leur puissance économique et remodelent l'espace productif à l'échelle du canton le plus métallurgique du Cher.

Le mariage de Marie Boigues avec le comte Jaubert, riche propriétaire, maire de Cours les Barres, conseiller général dès 1830, député depuis 1831, ministre et régent de la Banque de France... assure à la famille de solides relations au plus haut niveau de l'État. Prosper Hochet, neveu du comte, époux de Gabrielle, détient assez de titres pour séduire sa belle-famille. Secrétaire général du Conseil d'État, il gagne, à 36 ans, en 1846, le siège de député libéré par Jaubert, passé à la Chambre des Pairs. Ambitieuse, la politique du groupe garde un caractère rigoureux.

Jusqu'en 1845, la société choisit l'autofinancement. Chaque année, 50 % des bénéfices sont capitalisés<sup>136</sup>. De 1835 à 1845, le capital social passe ainsi de 4 à 6,8 millions de francs. L'originalité des Boigues réside dans l'opiniâtreté et la maîtrise dont ils font preuve pour se hisser aux premières places du grand capitalisme français sans avoir modifié la structure initiale du groupe et la dispersion des unités productives. Le noyau familial s'est seulement étoffé par l'adjonction de beaux-frères dignes d'intérêt. La politique de concentration menée aux frontières du Berry et du Nivernais bute, désormais, sur la question de la houille. Géographiquement proches, les gisements de l'Allier demeurent financièrement inaccessibles en l'état actuel des choses. L'heure des fusions et du capitalisme anonyme a fini par

<sup>134</sup> AN, 59 A Q 1; Archives de la Société Commentry-Fourchambault, cession du 30 novembre 1819.

<sup>135</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 29 et suiv.

<sup>136</sup> B. Gilles, *La sidérurgie française au XIXe siècle*, Genève, 1968.

sonner.

### *Vierzon : l'échec d'un capitalisme local*

À la tête de ce qui restera, jusqu'à la fin des années 1830, la première usine à fer du département, Jean Aubertot incarne plus que jamais l'établissement. Lorsqu'en 1825, la comtesse d'Osmond, héritière des propriétés Caroillon-Destillères, décide de vendre les usines de Vierzon, du Noyer et de Bonneau, dans l'Indre, Jean Aubertot et son fils Pierre sont naturellement sur les rangs. À partir de là, les avis divergent. Pour les uns, Aubertot continue de diriger personnellement l'établissement de Vierzon ; pour d'autres, dès 1827, il afferme le domaine industriel à une société formée par des maîtres de forges venus de l'Indre : MM. Grenouillet, Luzarches et Letargeon. Selon l'auteur d'une série d'articles bien informés sur l'histoire des forges de Vierzon, Aubertot supervisait alors le fonctionnement de l'entreprise<sup>137</sup>. Le passé de l'ancien fermier ferait pencher en faveur de cette thèse si la faiblesse des investissements réalisés pendant cette période ne témoignait d'une prudence frileuse. Devenu propriétaire, Aubertot, l'âge venant, éprouve-t-il moins d'intérêt pour l'établissement ? Après des années de dynamisme et d'innovations, le maître s'assagit, l'industriel, après tant d'autres, se fait rentier. En 1838, l'exploitation revient à trois associés : Grenouillet, Luzarches et Desvoves<sup>138</sup>. Sur place, Grenouillet conserve la direction des opérations. Signe tangible du changement de statut, la nouvelle équipe de fermiers rénove les bâtiments et les équipements, introduit une forge anglaise.

Parmi le personnel, pourtant, le prestige d'Aubertot semble à peine écorné par l'éloignement du vieux maître. De trop fréquents changements de propriétaire, la faillite de l'un d'eux - le marquis de Boissy - en 1846 et l'arrivée d'un nouveau type d'administrateur, étranger au passé de l'usine et à son environnement géographique, entretiennent la nostalgie des plus anciens compagnons et perturbent le climat social.

Les déboires du marquis de Boissy affectent également les établissements de Lunery-Rosières - créé en 1836 - et de Bourges - acheté en 1843 - qui ferment leurs portes, mettant un point final aux prétentions métallurgiques des frères Tourangin, fermiers attitrés du marquis<sup>139</sup>.

D'autres exploitants ont plus de chance, à l'exemple des Dechanet, en affaire avec les Mortemart et cofondateurs, dès 1845, de la Société Châtillon-Commentry<sup>140</sup>. La structure ouvre des horizons nouveaux à l'entreprise. Régionalement, elle satellise les usines de Charenton et de Meillant autour du pôle commentryen, avide de fontes berrichonnes.

Si l'avenir des Rosières paraît compromis à la fin des années 1840, celui de Bourges est conforté par la construction, en 1846, de deux fourneaux à Mazières sur les ordres du marquis de Vogüé<sup>141</sup>. Notons, enfin, l'élévation, en 1839, d'un fourneau à Thaumiers<sup>142</sup>, au centre du domaine forestier du comte de Bonneval.

### *Production et rentabilité*

À la veille des événements de 1848, la sidérurgie berrichonne, forte de ses ressources forestières et minières, bénéficiant de l'effort d'équipement ferroviaire, trouve les moyens de répondre à une demande en hausse. L'élargissement du nombre des usines et, plus largement, des chiffres de production le prouvent

Sous la Restauration, les quatorze fourneaux, trente-cinq feux

<sup>137</sup> L. Chaumonnot, art. cit., *La Démocratie du Cher* du 7 avril 1891.

<sup>138</sup> *Idem*, le 1er juillet 1891.

<sup>139</sup> AN, F14 4319; AdC, 27 F 153.

<sup>140</sup> B. Gilles, *Recherches sur les origines de la grande entreprise capitaliste (1815-1848)*, Paris, 1959.

<sup>141</sup> AN, F 14 4317.

<sup>142</sup> *Ibid.*

de forges et sept fenderies en activité retrouvent les meilleurs résultats des débuts du siècle : 7 500 tonnes de fonte et 3 500 tonnes de fer<sup>143</sup>. Avec la Monarchie de Juillet, l'essor est vigoureux. En 1839, on compte vingt-deux fourneaux, quarante-et-un feux de forges, cinq fenderies, trois tréfileries et deux pointeries. Selon Louis Gallicher, les établissements du Berry (Indre et Cher), avec 30 000 tonnes de fonte, produisent 1/11 du total national, le département du Cher comptant, à lui seul, pour 5 %<sup>144</sup>.

De 1839 à 1846, la valeur totale de la production passe de 7,423 à 9,550 millions de francs<sup>145</sup>. Pour la fonte de première fusion, le département vient alors en quatrième position parmi les départements français et en septième pour ce qui est des gros fers au bois.

La fonte demeure le point fort de la métallurgie régionale. Les regroupements technico-financiers opérés dans la première moitié du siècle ont renforcé une orientation traditionnelle. Toutefois, le développement de la production de fonte de deuxième fusion traduit un effort de valorisation dont témoignent aussi, pour le fer, l'extension des trains de laminoirs ou des tréfileries et pointeries.

Le volume des affaires traitées, la nouvelle clientèle que l'on doit satisfaire - songeons aux compagnies ferroviaires - impliquent une gestion beaucoup plus rigoureuse que par le passé. L'analyse minutieuse du prix de revient s'impose et avec elle le choix d'équipements techniques susceptibles d'abaisser durablement les coûts de fabrication. Il faut désormais investir pour garantir les profits et réaliser des profits pour investir. Les capitalistes succèdent aux rentiers.

Un retour sur la statistique de 1839-1845 exprime l'avance prise par les groupes les plus puissants. Les usines de la Société Boigues viennent en tête avec un chiffre d'affaires égal à 30,3 % de celui de la métallurgie départementale<sup>146</sup>. Les frères Tourangin suivent avec 20,4 %, tandis que les Dechanet -12,7 % - et Grenouillet -12,6 % - se placent respectivement en troisième et quatrième position. Les quatre premiers groupes concentrent plus des trois quarts de la production mesurée en valeur.

Avec le temps, la sélection se renforce. Le prix des machines, des installations ne cesse de s'élever. La valeur d'un haut fourneau au bois s'échelonne entre 50 000 et 100 000 francs, mais c'est le double que l'on doit engager pour bâtir un fourneau au coke. La construction d'un laminoir coûte de 10 000 à 20 000 francs. L'édification de l'usine de Fourchambault n'avait nécessité, si l'on ose dire, que 800 000 francs en 1821. Dix-huit ans plus tard, lorsque l'usine de Vierzon s'équipe d'une forge anglaise, exhausse ses fourneaux et perfectionne son système hydraulique, la dépense atteint 800 000 à 900 000 francs<sup>147</sup>. S'agit-il d'une création entièrement nouvelle ? Il faut alors prévoir entre 1,2 et 2,4 millions de francs.

Depuis 1809, la part des matières premières dans le prix de la fonte s'est alourdie au détriment des salaires et des frais généraux. L'usage croissant du coke hors du Berry débouche sur une concurrence menaçante. Les quelque 17,80 francs gagnés en trente ans sur le prix de revient de la tonne de fonte coulée dans le Cher pèsent peu face aux 67 francs qui, désormais, séparent les coûts berrichons de ceux affichés au Creusot<sup>148</sup>. La question du

---

<sup>143</sup> M. A. Butet, *op. cit.*

<sup>144</sup> L. Gallicher, « Quelques renseignements... », art. cit.

<sup>145</sup> J. Rolley, « Structure de l'industrie sidérurgique en France en 1846 », *Revue d'histoire de la sidérurgie*, T. 1, 1960, 2<sup>e</sup> semestre, p. 33-51.

<sup>146</sup> Statistique de la France, IV<sup>e</sup> partie, Industrie, 1847.

<sup>147</sup> AdC, BR 4<sup>o</sup> 268 ; PV des experts nommés en vertu de la délibération du Conseil d'État en date du 13 mars 1841, Paris, 1842.

<sup>148</sup> AN, F14 4317 ; Rapport de l'Ingénieur général des Mines, Rosières, début des années 1840 ; F14 8230 ; Bourges, 1839 ; L. Gallicher, « Quelques... », art. cit. ; B. Gilles, *La sidérurgie...*, *op. cit.* ; Ratel, *Les forges de Vierzon*, Mémoire de l'École des Mines, 1844.



bois, en conséquence, est de nouveau posée.

En effet, si le puddlage à la houille soulage les forêts de l'ancienne pression exercée par les forges, la tendance générale à l'accroissement des quantités de fer produites entraîne, vers l'amont, une forte demande de fonte, laquelle, à son tour rejaillit sur les consommations de charbon de bois. Il est possible, qu'ici ou là, les transferts occasionnés par le partage des combustibles entre les forges et les fourneaux aient contribué à surmonter les problèmes. Il n'en va pas de même dans le Cher où, de tout temps, la fonte a constitué le point fort de la sidérurgie. Comme par le passé, les maîtres de forges ont l'obligation de se garantir contre le manque de bois. La meilleure assurance est encore la possession d'un fonds forestier.

Il arrive que l'usine soit conçue à seule fin de valoriser un massif. Ainsi l'administration n'éprouve-t-elle aucune crainte devant le projet du comte de Bonneval à Thaumiers. On prévoit que le prélèvement annuel, estimé à 6 000 cordes, équivaut à une réserve forestière de 2 500 hectares de bois jusqu'alors d'un piètre rapport. A propos de l'usine de Bourges, l'Ingénieur des Mines évalue à 5 920 hectares la superficie concernée par les besoins du nouvel établissement, mais les actionnaires en possèdent 6 000<sup>149</sup>. Le bruit court, d'ailleurs, que les propriétaires et les marchands de bois initiateurs de la Société, spéculent davantage sur les hausses à venir du prix du bois que sur le commerce des métaux.

Toutefois, dans les années 1840, on redoute à nouveau la disette de bois. Les inquiétudes s'expriment surtout du côté des sidérurgistes et des administrateurs qui leur sont proches. Le corps des Mines se fait l'écho de préoccupations similaires. L'Ingénieur ordinaire, puis l'Ingénieur général comparent les 750 000 stères produits annuellement dans le Cher aux 450 000 absorbés par la sidérurgie locale, cependant que trois fabriques de porcelaine, vingt-neuf poteries, cent vingt-et-une briqueteries ou tuileries et l'ensemble de la population réclament leurs parts<sup>150</sup>.

En réalité, les ingénieurs des Mines, sont tentés d'exagérer les risques de pénurie. Ils ont pour cela d'excellentes raisons, entre autres la volonté de maintenir la compétitivité des produits berrichons. Aussi ne laissent-ils passer aucune occasion d'encourager les maîtres de forges à se tourner vers le coke.

Du côté des populations, le temps n'est plus aux récriminations. Le souci de l'emploi prime sur celui du prix du bois. Les réactions berruyères ne laissent aucun doute à ce sujet. Il n'est pas jusqu'au responsable des Eaux et Forêts qui n'apporte son appui aux usines projetées en déclarant tout net que les forêts du Cher pourront répondre à la demande. Encore les Berrichons doivent-ils apprendre à mieux tirer parti de leurs ressources. De fait, les années 1840 marquent le début d'un réaménagement des grands domaines forestiers, dont les coupes sont exploitées, de plus en plus souvent, par des marchands de bois, mieux à même de réagir aux sollicitations d'un marché diversifié.

Le problème du minerai se pose différemment. Les ressources, on le sait, alimentent un courant d'expédition hors du département. Pourtant, les groupes s'efforcent de contrôler le marché, à défaut de toujours réussir à s'emparer des gisements.

Comme hier, l'entreprise sidérurgique ne se conçoit pas sans espaces forestiers ou miniers périphériques. Dorénavant, il faut aussi des machines, des équipements toujours plus coûteux. La croissance des débouchés, du moins jusqu'en 1846, ne pose pas de problème d'écoulement. Plus d'une usine berrichonne gagne, dans ce contexte, un sursis ou des profits inespérés.

Malgré tout, la sidérurgie berrichonne grandit et, parallèlement, transforme ses structures, s'ouvre aux sollicitations, voire aux dominations extérieures. D'abord

<sup>149</sup> AN F14 4319 ; Rapports de 1839 et 1841.

<sup>150</sup> *Ibid.* ; Rapport de 1842.

imperceptible, une sélection s'opère selon les localisations, les équipements, les liens financiers. Bientôt, les crises révéleront, brutalement, les hiérarchies nées dans la première moitié du siècle.

En marge et en aval de la sidérurgie, des réalisations et des projets tracent l'avenir en pointillé. Sous la Monarchie de Juillet on discute beaucoup du rôle de Bourges dans le dispositif stratégique national. La réalisation des fortifications parisiennes relance, en 1841, l'idée d'un second centre de résistance en cas de blocus de la capitale.

Finalement, le gouvernement décide, en 1845, de créer un dépôt d'artillerie hors de portée des débordements populaires parisiens, mais pas trop éloigné de la capitale, qui pourrait y puiser rapidement les moyens prévus pour sa défense<sup>151</sup>.

L'arrivée à Vierzon, en 1847, d'un menuisier de vingt-six ans, passe en revanche totalement inaperçue. Issu d'une famille de paysans jurassiens, Célestin Gérard achève alors son Tour de France<sup>152</sup>. Sans grands moyens financiers, le jeune ouvrier loue un petit atelier dans le quartier de la gare où il monte des outils agricoles. Entreprenant, il prospecte, parmi les grands propriétaires des environs, des clients susceptibles d'assurer le lancement d'une fabrication régulière.

### **La verrerie et le textile : la fin**

Les difficultés de toutes sortes qui, avant 1815, accablaient les verreries berrichonnes ont fini par avoir raison d'elles. L'un après l'autre, les établissements du Boucard, d'Oizon, d'Aubigny et d'Yvoy-le-Pré disparaissent. Une page se tourne, celle des établissements dispersés au milieu des bois. Ceux qui, plus tard, prendront le relais choisiront des sites mieux pourvus en moyens de communication aptes à les ravitailler en combustibles bon marché et à les rapprocher des centres de consommation.

Le textile va plus mal, si cela est possible. Ultime retour de flamme, en 1817, la fabrique Tourangin de draps berruyère essaie de renouer avec une tradition malmenée par les événements<sup>153</sup>. La dure concurrence des industriels du Nord de la France, tant sur le marché des laines lavées que sur celui des draps, écrase irrésistiblement la dernière grande manufacture textile du département. Avant 1830, tout est dit. Cette fois, le déclin est définitif.

Déjà, la relève se prépare avec la confection. Du textile à l'habillement, la filiation est évidente, mais l'initiative vient de la capitale.

### **Innovations et innovateurs**

Une dialectique complexe ajuste, en permanence, les rapports établis entre les mouvements et les structures du capital, les dimensions des marchés et le niveau des forces productives. Le dernier terme recouvre, entre autres, la question des techniques. Alors que les méthodes industrielles se diffusent irrégulièrement, on ne saurait concevoir le problème d'une façon uniforme et par trop simplificatrice. Disons d'emblée que ce qui retiendra, pour le moment, notre attention, englobe l'ensemble des équipements mécaniques de nature à abaisser les coûts, accroître les rendements. Il existe, comme on sait, une acception du terme élargie à tous les procédés mis en œuvre pour l'obtention d'un produit. Mieux vaut, nous semble-t-il, réserver cet aspect des choses à l'examen, ultérieur, du savoir-faire ouvrier. Concrètement, la ligne de partage n'est pas toujours très rigoureuse à une époque où la science, les techniques et les bricolages coexistent. D'un lieu et d'une branche à l'autre, des

---

<sup>151</sup> C. Maillet, *Les origines de l'installation des Établissements militaires à Bourges*, Bourges, 1972.

<sup>152</sup> M. Suchaire, *Rapport sur l'industrie de la machine agricole à Vierzon*, Vierzon, sd.

<sup>153</sup> M. A. Butet, *op. cit.*

disparités considérables apparaissent, qui déterminent les avancées ou les reculs des productions au fur et à mesure que les aires commerciales se recoupent et fusionnent. Au sein des entreprises, les rapports sociaux freinent ou accélèrent les mutations, puis se recomposent sous leurs effets.

Par suite du rôle qu'ils tiennent dans l'industrie et la formation de la classe ouvrière régionale, la porcelaine et la métallurgie offrent deux terrains d'étude particulièrement appropriés.

### **La porcelaine**

Industrie de main-d'œuvre au vu des composants du prix de revient, la porcelaine l'est également en raison du caractère sommaire des équipements techniques qu'elle mobilise. Non pas que le milieu des porcelainiers soit hostile à l'innovation. Les nombreuses recherches conduites avant de parvenir à percer les secrets de fabrication de la porcelaine dure ont créé un état d'esprit favorable à l'expérimentation.

La préparation de la « couverte », mélange dilué de feldspath n'a cessé d'être l'objet d'une attention soutenue, où l'empirisme le dispute à la science<sup>154</sup>. Les couleurs vitrifiables et les métaux précieux appliqués par les décorateurs resteront, d'autre part et jusqu'à nos jours, le domaine réservé des chimistes aptes à les confectionner à partir d'oxydes et de chromates des métaux les plus variés ou à faciliter leur adhérence par l'usage de principes fusibles : sable, feldspath, borax, carbonates de toutes sortes...

Sans doute, les usines du Cher ont-elles à leur tête davantage de gestionnaires que de techniciens enthousiastes. Il n'empêche, les propriétaires ont su s'entourer de spécialistes compétents. Songeons à Deville, venu assister Klein dans ses débuts, et plus encore à Jules Halot qu'André et Pillivuyt invitent dans le Berry<sup>155</sup>. Fils d'un fabricant parisien, Halot, né à Paris en 1815, a acquis une solide formation scientifique. Installé à Noirlac, il travaille à la réalisation de nouvelles couleurs. Ses succès, par exemple dans la création d'un bleu cobalt, entraînent l'ouverture, à Foëcy, d'un atelier de décoration. Sans relâche, il s'attelle ensuite au perfectionnement des pâtes que Burguin se propose de fabriquer avec des matières d'origine régionale.

Le broyage et le mélange des matières premières réclament une énergie que, dès 1830, l'usine de Vierzon obtient grâce à l'une des rares machines à vapeur installées dans le département.

Pour les fours, la disposition d'ensemble fait se superposer les deux « laboratoires » destinés, selon leur proximité par rapport au foyer, au « grand feu » - 1 400°C lors de la cuisson de la porcelaine - et au « dégourdi » - 920°C pour la première cuisson de la pâte - tandis que « l'enfer », confondu avec le cône de la cheminée, reçoit les gazettes et les moufles<sup>156</sup>. Les modifications apportées à l'architecture des fours et aux méthodes d'encastage tendent à élever le rapport porcelaine/matériaux improductifs et à réduire le coût du combustible par unité de produit.

Beaucoup pensent à la houille, mais se découragent au vu de la vilaine couleur jaune et des fâcheuses tâches laissées sur les pièces par l'usage du charbon de terre. La percée décisive survient dans le Cher, à Noirlac<sup>157</sup>. En 1846, Merkens et Vital-Roux qui, bientôt, sera chef des fours et pâtes à Sèvres réussissent, expérimentalement, une cuisson à la houille sans aucun des effets négatifs habituels. L'application industrielle ne commencera que beaucoup plus tard.

### **La métallurgie**

---

<sup>154</sup> A. Brongniard, *Traité des arts céramiques ou des poteries*, Paris, 1844.

<sup>155</sup> "Historique...", art. cit., *Le Journal du Cher* du 1er juillet 1899.

<sup>156</sup> A. Brongniard, *Traité...*, op. cit.

<sup>157</sup> M. Ernould-Gandouet, *La céramique...*, op. cit.

### La production de fonte : plus de métal, moins de combustible

L'essentiel des progrès réalisés dans ce secteur concerne la soufflerie. L'introduction de machines à vapeur en complément ou en remplacement des roues hydrauliques constitue une rupture majeure. Parallèlement, on s'efforce de limiter les pertes de chaleur par l'injection, dès 1833 à La Guerche et à Torteron<sup>158</sup>, d'un air préalablement chauffé grâce aux gaz issus du gueulard, selon un système de conduites résolvant les insuffisances de l'ingénieux bricolage mis au point un quart de siècle plus tôt par Aubertot. Notons encore que les hauts fourneaux gagnent en volume, cependant que l'usine de Vierzon se dote d'un monte-charge simplifiant les opérations de manutention<sup>159</sup>.

Bois ou coke ? Dans l'ensemble, le Cher s'en tient au premier type de combustible. En 1839, la fonte au bois couvre 86,66 % de la production totale de fonte dans les deux départements berrichons et 72 % du nombre des fourneaux du Cher emploient exclusivement le bois<sup>160</sup>. Outre les problèmes de ravitaillement et les frais d'équipement consécutifs à l'usage de la houille, les producteurs craignent de perdre une clientèle exigeante. Seules les usines de Rosières, Bourges et Torteron franchissent le pas. Encore ce saut n'a-t-il rien d'irréversible ou d'exclusif. En 1827, après deux ans d'activité, Louis Boigues dresse un bilan négatif de l'expérience. Les *"produits perdaient de leur qualité"*<sup>161</sup>. Aussi, opte-t-il pour des charges mixtes *"comme nous le faisions depuis si longtemps dans nos fourneaux de Salles, la Guerche et Feuillarde"*. Les aménagements entrepris modifient favorablement, si l'on en croit les élèves de l'École des Mines en stage dans la région, le rapport combustible/métal lequel descend à 1,244 tonne de charbon par tonne de fonte à Torteron, en 1833.

### Un cas particulier: la fonte moulée

Après l'essor de la période révolutionnaire, la production de fonte moulée semble avoir reculé. Elle redémarre, sur des bases nouvelles, en 1822 dans la vallée de l'Aubois, plus particulièrement à Torteron que Louis Boigues destine à cette activité avec l'installation, sous la direction de techniciens britanniques, de *"vastes mouleries"*. Dès 1832, la renommée des produits locaux assure un afflux de commandes en provenance de villes qui se dotent de réseaux d'adduction d'eau et de gaz. L'armée, en particulier l'artillerie<sup>162</sup>, et les chemins de fer constituent une clientèle recherchée<sup>162</sup>.

Encouragés par les ingénieurs des Mines, d'autres maîtres adoptent cette spécialité. L'usine de Bourges est conçue dans cette perspective.

L'ensemble Torteron-Feuillarde accentue son avance. De 1839 à 1848, la production quintuple. La fabrication des tuyaux étant devenue une des principales activités de l'usine, les responsables s'efforcent de surmonter les difficultés techniques posées par la recherche d'une parfaite répartition du métal tout le long de la pièce. En 1845, pour la première fois en France, Torteron utilise la méthode dite de « coulage debout », inventée par un ingénieur de la Ville de Paris – Lefort – et destinée à se substituer à l'ancien procédé « en plan incliné »<sup>163</sup>.

### Les forges

Parler des innovations techniques introduites en aval des fourneaux, c'est, dans une large mesure, reprendre la biographie de Georges Dufaud, interrompue en 1815, lorsqu'il accède à la

---

<sup>158</sup> A. Guiot, *Mémoire sur le haut fourneau de La Guerche*, Mémoire de l'École des Mines, 1833.

<sup>159</sup> Descottes, *Mémoire sur l'usine de Vierzon*, Mémoire de l'École des Mines, 1841.

<sup>160</sup> L. Gallicher, « Quelques renseignements... », art. cit ; Descottes, *Mémoire...*, op. cit.

<sup>161</sup> AN, F14 4319 ; Lettre au préfet, le 11 décembre 1827.

<sup>162</sup> E. Jolant, op. cit.

<sup>163</sup> Id.

direction des usines de Trézy et Grossouvre. Reparti en Angleterre, il a tout le loisir de constater la validité des principes qu'il défend depuis 1808 tant à propos de l'affinage au four à réverbère sans contact avec le combustible qu'en matière d'étirage au laminoir. De retour à Trézy, Dufaud entreprend d'équiper, pour de bon, une forge « à l'anglaise »<sup>164</sup>. Les débuts sont laborieux. Seul, le laminage donne quelques satisfactions. Avant que ne s'achève l'année 1817, il fabrique les douze premières barres laminées en France, surnommées, pour l'occasion, les "*douze apôtres*". Hélas, la gloire du technicien ne rejaillit pas sur la réputation de l'industriel. Le manque de personnel qualifié retarde, d'autre part, le lancement de la forge anglaise jusqu'à l'arrivée, en 1818, de quatre puddleurs britanniques envoyés par son gendre. A force de tâtonnement, Dufaud met en oeuvre, à Grossouvre, une technique apparentée aux méthodes anglaises, quoique différente sur certains points. Sans grand plaisir, ses collègues ne peuvent contester la réduction de la consommation de fonte et de combustible par tonne de fer ainsi obtenue.

Peu à peu, les Berrichons se familiarisent avec les techniques nouvelles d'affinage. Au début des années 1840, les établissements de Vierzon, Vallenay, Rosières et Mareuil sont équipés en conséquence, ceux de Grossouvre et de Trézy ayant été, malgré leur antériorité en ce domaine, sacrifiés au profit de Fourchambault<sup>165</sup>.

Le Cher, toutefois, prend du retard. La sixième place tenue parmi les départements producteurs de gros fers au bois ne peut faire illusion à une époque où 60 % des fers fabriqués dans le pays le sont à la houille. Il y a plus grave pour l'avenir. Les groupes en voie de formation autour de pôles extérieurs à la région redistribuent leurs forces, accentuent les spécialisations initiales, quitte à élaguer les branches, sinon mortes, du moins obsolètes.

---

<sup>164</sup> R. Robin, *Forges et forgerons du Berry et du Nivernais*, Paris, 1983, p. 158 et suiv.

<sup>165</sup> AN, F14 4317 à 4319 ; Descottes, *Mémoire...*, *op. cit.*... ; L. Gallicher, « Quelques... », art. cit.

## **LE MÉTIER ET L'ESPACE: LES POINTS DE REPÈRE DE LA CONSCIENCE SOCIALE**

Jusque-là, le métier et l'espace constituaient deux pôles distincts, sinon contradictoires, dans les consciences ouvrières. Les mutations de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en les modifiant l'un et l'autre, contribuent à les rapprocher et permettent le dépassement des étroitesse corporatives ou géographiques.

### **Les nouvelles professions : forces productives et rapports sociaux**

#### **La porcelaine et ses travailleurs**

##### **Les métiers : la complémentarité**

Le non-initié peine à s'y retrouver parmi les nombreuses qualifications et spécialités qui fractionnent la corporation. Pour y voir clair, mieux vaut encore remonter les différentes étapes de la production.

##### *La préparation des pâtes*

À l'exception du kaolin dont l'aspect est celui d'une fine poudre blanche, les autres matières premières doivent être broyées. Subissent ce traitement, les sables feldspathiques aux grains trop durs, la craie, et les tessons de porcelaine non décorée issus de pièces défectueuses. Récupérés, ces fragments sont mêlés à l'ensemble et augmentent la porosité d'une pâte dite « chamotée », recherchée pour la fabrication des objets de haute qualité, en raison de sa résistance aux changements de température.

Pulvérisées, les matières sont ensuite versées par couches successives, avec de l'eau, dans les cuves où les agitent, sans relâche, des « patouilleux » munis de longs bâtons à palettes. A ce stade, tout dépôt compromettrait la tenue ultérieure de la pâte qui ne doit être ni trop plastique ni trop dure. Dès que le mélange prend une consistance magmatique, on le retire des cuves pour le déposer sur de grandes galettes de plâtre, ou sur des plaques ratées à l'étape du « dégourdi » qui, en absorbant l'eau, raffermissent ce que l'on peut, maintenant, nommer une pâte<sup>166</sup>.

Celle-ci, essorée, parfois au moyen d'une presse, puis mise en sac, est stockée dans une cave, le temps - plusieurs mois - que s'effectue une fermentation - le « pourrissage » - destinée à améliorer sa plasticité. Les « marcheurs », occupés à piétiner le produit afin d'en chasser l'air, interviennent plus tard. Si ces travaux ne demandent qu'une solide constitution et reviennent à de simples manoeuvres, il n'en va plus de même à l'étape suivante.

##### *Le façonnage*

Ici, l'endurance se combine avec la dextérité. Tout commence dans l'atelier de l'artiste qui conçoit le modèle. Dans la première moitié du siècle, la plupart résident à Paris. Les établissements de province se contentent d'imiter les formes et les décors créés dans

---

<sup>166</sup> J. Turgan, *Les grandes usines en France et à l'étranger*, Paris, 1860, T. 1, Sèvres, p. 209 et suiv.

la capitale. En revanche, chaque manufacture doit posséder au moins un modelleur. Esthète autant que technicien, ce dernier sculpte dans l'argile ou la cire un modèle type dont les formes reproduisent, grandeur nature, la future pièce de porcelaine. Les compas d'épaisseur, auxquels se reporte le modelleur pour vérifier l'exactitude de son travail, disent la minutie exigée et l'expérience nécessaire. Butet, qui a rencontré le modelleur en poste à Foëcy à la fin des années 1820, dit à son sujet qu'il était *"un artiste d'un talent distingué"*. La connaissance des matériaux est essentielle, car il faut compter avec les retraits qui ne manquent pas de se produire, prévenir les risques de « fente » ou de déformation en cas de volume trop saillant, de contours amincis et courbés. Ce travail terminé, le modelleur dirige le surmoulage qu'exécutent des aides. A partir du modèle type, plusieurs modèles en plâtre sont réalisés. Ils serviront à la production des moules, également en plâtre, obtenus dans des « mères » ou matrices. A nouveau, il faut s'assurer de l'absence de déformation, d'ondulation, dont hériteraient les pièces. Il importe aussi que le plâtre ait une densité égale. Dans le cas contraire, l'absorption du liquide, lors du coulage, serait irrégulière et l'adhésion de la pâte aux parois du moule en souffrirait. Mis à sécher, les moules rejoignent les ateliers de façonnage.

### *Le tournage*

La technique du tournage remonte aux temps les plus reculés et convient à la fabrication de pièces aux contours circulaires. L'outil de base, réplique exacte du tour de potier, comprend un axe vertical posé sur un pivot et une roue - le « plateau » - que l'ouvrier met en mouvement par une poussée du pied. Parfois, un enfant entraîne le « plateau » à la main. Vers le haut, l'axe se termine par un collier fixé au-dessous de la « girelle », sur laquelle le tourneur travaille.

Dans l'atelier, les aides préparent, une dernière fois, la pâte, la « bouffent » - la frappent -, la malaxent, la recourent à maintes reprises afin de chasser définitivement les « vents » qu'elle contient, tout en évitant de l'exposer à leur propre souffle. Les volumes maniés pèsent jusqu'à quinze, voire vingt kilos, et forment les « ballons » ou « balles », que l'on<sup>167</sup> dépose pour le lendemain, sur des sacs humides, les « drilles ».

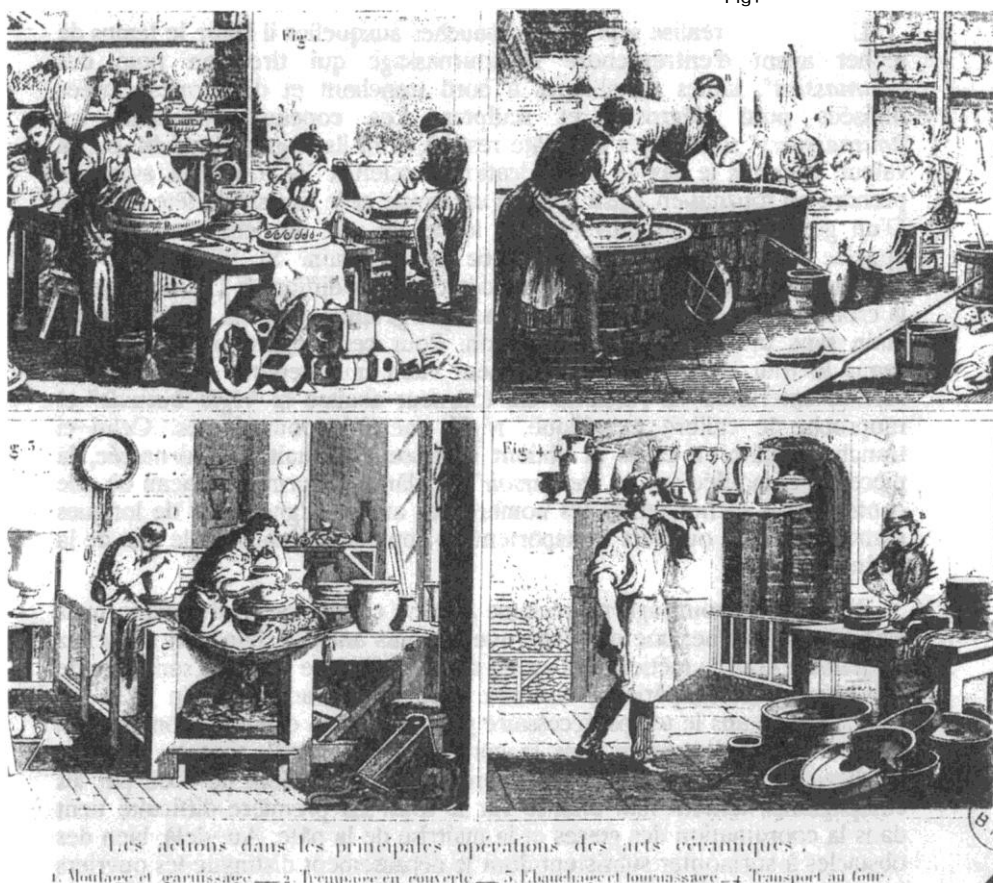
Assis près du tour, le tourneur procède en deux temps. En premier lieu et quelle que soit la pièce à produire, il effectue l'ébauchage. Prenant en main la quantité de pâte nécessaire, il la place sur une peau de chamois humide et tendue au moyen d'un cercle de cuivre aux dimensions de la pièce. L'ensemble est ensuite fixé sur le disque de plâtre - le « rondeau » - qui couronne la girelle du tour. Pour faciliter le travail ultérieur et empêcher un dessèchement superficiel dû à la chaleur des doigts, l'ouvrier humecte ses mains dans un seau de « barbotine » - pâte délayée dans l'eau. Le tour lancé, le tourneur presse la pâte, l'élève et la rabaisse jusqu'à en faire une grosse lentille, puis la perce avec ses pouces et l'élève à nouveau.

---

<sup>167</sup> Entretien avec M. Maurage, ancien chef modelleur, Vierzon, 1982.

Fig+

PL.MAI



Les actions dans les principales opérations des arts céramiques .

1. Moulage et garnissage — 2. Trempage en cuverte — 3. Ebauchage et tournassage — 4. Transport au four .

n. X



La qualité du futur produit se joue dès cet instant. En effet, l'ébauche *"peut être considérée comme une lame de pâte contournée en hélice qui suivrait une surface de révolution occupant le milieu de l'épaisseur de la pièce"*<sup>168</sup>, or c'est en sens inverse du *"mouvement rotatoire du tour que la retraite a lieu pendant la cuisson"*. Les gestes doivent être sûrs, la pression des doigts constante et la vitesse d'ascension des mains synchronisée avec celle de rotation du tour sous peine de « vissage ». Ce défaut se manifeste par des lignes développées en spirales autour de l'ébauche. À la cuisson, elles produiraient une torsion dommageable, le « dévissage », responsable de déformations, de fissures, d'anses déjetées.

Le tourneur réalise sept à huit ébauches, auxquelles il laisse le temps de sécher avant d'entreprendre le tournassage qui tire son nom des « tournassin », lames métalliques à bord tranchant et de formes variées utilisées pour dégrossir et sculpter. Les copeaux recueillis, les « tournassures », sont mêlés à la pâte restante, dont ils augmentent, dit-on, la valeur. Prenons le cas de la fabrication d'assiettes. Le tourneur, avant de prendre un tournassin, saisit d'abord un moule et le fixe sur la tête du tour. D'un geste rapide, il renverse sur le moule une des ébauches, encore appelée « croûte », disposée à portée de la main. Si le drille a été convenablement mouillé, la pâte se détache sans difficulté. Le moulage de la croûte est amélioré au moyen d'une éponge, qui répartit la pression de la main sans provoquer de déformation. Pour cette opération, l'ouvrier a remis le tour en marche. Le moment vient de calibrer la surface extérieure de l'assiette. Le tourneur abaisse la « règle-bascule » et rapproche le calibre métallique, réglé une fois pour toutes. Celui-ci tranche la pâte en excès et obtient l'épaisseur souhaitée. Tournassée, la pièce est démoulée sur un « renversoir » de plâtre en forme d'anneau, où elle continuera à sécher parmi les nombreuses autres alignées sur de longues planches, que les ouvriers transportent en appui sur l'épaule et le plat de la main.

Tel quel, le tournage ne réclame aucune connaissance théorique, mais exige une dextérité que les plus anciens détectent vite chez les jeunes. Tout le métier tient en un savoir-faire que seuls un sens aigu de l'observation et l'expérience concrète permettent d'acquérir. En 1829, on estime à cinq ans le temps nécessaire pour faire d'un élève un bon ouvrier<sup>169</sup>. Les pauses, les ruptures dans la continuité du travail sont les instants privilégiés au cours desquels les apprentis, suivis du coin de l'œil par les compagnons, tentent leur chance. La première difficulté tient dans la coordination des gestes et la maîtrise de la pâte. Au-delà, bien des difficultés subsistent, dont le dépassement distingue les ouvriers les uns par rapport aux autres. Ainsi, le contrôle simultané du diamètre et de l'épaisseur de la pièce se complique-t-il en présence d'un calibre défectueux ou d'un jeu malencontreux dans le fonctionnement du tour. L'existence de petites poches d'air dans une pâte mal préparée produira, à coup sûr, une fente lors de la dessiccation, défaut dont le tourneur aura à répondre. Rares sont les ouvriers qui réussissent à éviter que ne se forme, aux creux de l'assiette, une dépression, appelée « pied », qui fait toujours mauvais effet et ne simplifie pas la tâche des décorateurs.

Selon Brongniart, un bon ouvrier réalise en moyenne six à huit assiettes par heure. Le système de rémunération tient du contrat et du paiement à la tâche. Concrètement, le tourneur voit son gain dépendre du nombre et de la nature des pièces. À l'époque, la proposition des tarifs revient au maître. La question des défauts soulève bien des controverses. La « fente » met-elle en cause la pâte, la marche des fours ou la fabrication ? La complaisance de l'englobeur règle quelquefois le problème. La casse, présumée accidentelle si elle reste exceptionnelle, est un moyen de dissimuler les maladroites des tourneurs.

Le salaire net ne se confond pas avec le salaire brut. Dans les années 1830, les tourneurs ont à leur charge la matière première employée, sans doute pour limiter les gaspillages<sup>170</sup>. Pour cette raison, les ouvriers de Vierzon réclament de pouvoir choisir eux-

<sup>168</sup> E. S. Auscher, C. Quillard, *Technologie de la céramique*, Paris, 1901, p. 112-114.

<sup>169</sup> A. M. Butet, *op. cit.*, p. 108.

<sup>170</sup> AdC, 32 U 311, coalition, Vierzon, 1833.

mêmes leur batteur de pâte, quitte à devoir le rémunérer. Le système laisse une liberté certaine dans l'organisation du travail. Chacun fait alterner, comme il l'entend, l'ébauche et le tournassage. Les témoignages abondent à propos de l'esprit d'indépendance des faïonniers.

En plein XX<sup>e</sup> siècle, à Foëcy, les aides continueront à ramener les bouteilles de vin blanc achetées dans les cabarets voisins. Quant à l'absentéisme, les vieux porcelainiers berrichons conservent le souvenir de camarades rapides, capables de désertir l'atelier plusieurs jours puis de rattraper le temps perdu, par un labeur intense<sup>171</sup>.

Sous cet angle, la mentalité porcelainière s'apparente davantage à celle des artisans qu'à celle des prolétaires modernes. Mais la concentration des ouvriers au sein des ateliers, le problème des tarifs et des amendes créent les bases d'une solidarité objective face au patron ou à ses représentants. Notons encore l'absence de contremaître au sens traditionnel du terme. La formation des jeunes est l'affaire des anciens, qui s'en chargent sans douceur excessive, avec rigueur même, si l'on en croit Butel. Le recrutement familial des élèves tempère ce jugement. La sévérité en vigueur est affaire de pédagogie, mais ne vise nullement à inculquer une discipline patronale dont, à dire vrai, les compagnons donnent rarement l'exemple. L'obéissance exigée, à la limite, conforte la liberté du formateur vis-à-vis de la direction. A toutes fins utiles, les porcelainiers contrôlent avec vigilance le contenu et le flux de l'apprentissage. Dans une lettre retrouvée chez l'un des « meneurs » de la coalition vierzonnaise de 1833, le correspondant relate par le menu les manœuvres d'un fabricant parisien tentant de faire pression sur ses ouvriers par l'engagement "*d'un nombre indéfini d'élèves*"<sup>172</sup>.

La liberté de mouvement des faïonniers, loin de les entraîner vers un individualisme égoïste, débouche sur une sociabilité originale qui, née dans l'atelier, se prolonge, hors de la manufacture, dans les cabarets des alentours, tel celui de la Croix Blanche, à Vierzon. Là, tous les soirs de la semaine, parfois même le dimanche, les hommes se réunissent, discutent, boivent et chantent dans une « chambre ».

En matière d'organisation du travail et de sociabilité, les lignes précédentes valent pour l'ensemble des ouvriers du façonnage. Techniquement, cependant, les gestes du tourneur diffèrent de ceux du mouleur. Poursuivons donc l'étude des diverses qualifications. Hormis les pièces rondes, telles que les vases et les assiettes, le façonnage s'opère par moulage et coulage.

#### *Le moulage*

On connaît plusieurs procédés de moulage à la main. L'un d'eux, dit « à la balle », consiste en l'application avec force, d'une balle rendue parfaitement homogène contre les cavités du moule en plâtre. Le mouleur utilise là encore une éponge humide afin de mieux répartir la pression de ses mains. Dès que la pâte s'est raffermie, il démoule en faisant basculer le support du moule sur la surface prévue pour le séchage.

Le moulage « à la croûte » s'effectue, quant à lui, en étalant la pâte, avec un rouleau, sur une toile ou une peau humidifiées. Dès que l'épaisseur de la "croûte" paraît uniforme, le mouleur la saisit et la pose par pression sur un moule préalablement humecté.

#### *Le coulage*

La méthode s'applique à la fabrication des pièces qui, à l'exemple des grands vases, dont la taille exclue tout travail à la main. On l'emploie également dans le cas de pièces fines, telles que les garnitures.

L'ouvrier prépare d'abord la barbotine en délayant dans l'eau un mélange de pâte et de tournassure. Lorsque le liquide a la consistance et l'aspect voulus, il le verse dans un moule de plâtre

<sup>171</sup> Entretiens avec divers porcelainiers de Foëcy et de Vierzon, 1979-1982.

<sup>172</sup> AdC, 32 U 311, coalition, Vierzon, 1833.

sec qui, peu à peu, absorbe l'eau, tandis que la pâte épouse les contours des parois internes. L'excédent de barbotine est alors retiré de façon à ce que la couche de pâte conserve l'épaisseur recherchée. Le démoulage n'a lieu qu'après s'être assuré que la pièce a la fermeté suffisante pour tenir debout sans risquer de se déformer sous son propre poids. Séchée, elle prend une forme définitive après passage sur le tour, où le tournassage efface les traces des coutures et régularise le profil. Bien entendu, les petites pièces non circulaires, les objets décoratifs échappent au tournassage.

#### *Le garnissage*

La finition nécessite, parfois, un garnissage. Le terme désigne, entre autres, l'ajout d'un bec de cafetière, la pose d'une anse ... Longtemps, ce travail fut l'œuvre du tourneur ou du mouleur, tenu d'exécuter le façonnage de bout en bout. Avec la division croissante des tâches, les femmes s'en font une spécialité.

Pratiquement, le garnisseur grave des raies croisées sur la surface d'application. Muni d'un pinceau ou d'une spatule, il étale un peu de barbotine gommée en guise de colle, puis pose la petite pièce. Une barbotine sans consistance ou mal répartie provoquera, ultérieurement, des gerçures le long des sutures.

#### *Le dégourdissage*

L'englobeur fait la liaison entre l'atelier de façonnage et le secteur des fours. Les grandes planches, qu'il transporte en équilibriste confirmé, s'accumulent devant le globe du four où une première cuisson à 920°C donnera aux pièces la solidité et la porosité suffisantes, en prévision des manipulations et des traitements à venir.

Les aides déposent la marchandise dans des gazettes qui protègent les pièces d'un contact direct avec les flammes. Les gazettes, produites dans l'usine à partir d'une argile réfractaire de type spécial, ne projettent pas de « grains » ou de vapeurs durant la cuisson. Dans la première moitié du XIXe siècle, il en existe à fond plat et plein, placées à la base des piles, à même le sol du globe. D'autres sont dites « en cul de lampe » : creuses et ouvertes, elles retiennent des rondaux d'argile, sorte de disques creux soutenant les pièces. Ces modèles augmentent relativement la quantité de marchandise par cuisson et donc le rendement du four.

Au regard des précautions prises lors des cuissons suivantes, le remplissage du globe paraît simple. Du moment qu'elles échappent au contact direct des flammes, les pièces ne risquent rien. À l'intérieur des gazettes, on les empile les unes sur les autres sans craindre une quelconque adhérence. Pour plus de sûreté, on ajoute un peu de sable entre les pièces. En réalité, la seule limite à l'empilement réside dans le poids de l'ensemble et la résistance des pièces inférieures.

À l'issue de la cuisson, la marchandise forme ce que l'on nomme le « dégourdi » que l'on ne doit pas confondre avec le « biscuit », véritable porcelaine obtenue après passage au « grand feu » d'une pièce non revêtue de « couverte ».

#### *L'émaillage*

La « couverte » remplit des bacs, que l'émailleur « boulaye » - agite - régulièrement afin de prévenir le « plombage » - le dépôt - de l'émail. Stabilisé, le bain est épuré, au tamis, des impuretés qu'il contient. On attend d'une « couverte » qu'elle produise un « beau glacé ». Trop dure, elle manque « d'étenue » et conserve les inégalités superficielles de la pièce; trop tendre, elle « tressaille » et donne une surface « bulleuse ».

Classés parmi les ouvriers peu qualifiés, les émailleurs n'en doivent pas moins faire preuve d'habileté. Après l'époussetage au plumeau des poussières accumulées lors du déchargement du globe, l'émailleur s'empare des dégourdis rangés sur les planches qui l'environnent. Une immersion rapide empêche le dépôt d'une couche trop épaisse et l'absorption de l'eau du bain par la surface poreuse de la pièce. Afin que le « posage » soit le plus homogène

possible, le dégourdi, mettons une assiette, lancée d'une main comme en vue de ricochets, est rattrapée à l'extrémité du bac par l'autre main. Avec une pièce à creux profond, l'émaillage est plus délicat : l'ouvrier la remplit complètement de « couverte », puis la vide sans perdre de temps.

Mise à sécher, la pièce émaillée est retouchée au pinceau ou avec une lame, pour enlever les excès. On nettoie encore le pied d'appui de l'objet à l'aide d'une brosse à poils raides. Enfin, l'ouvrier ajoute une ultime couche d'émail destinée à effacer les traces de doigts laissées au cours des manipulations.

#### *La cuisson au grand feu*

Une vive agitation règne autour du laboratoire du grand feu, entre les alignements de pièces et les piles de gazettes, que rassemblent les encasteurs. L'affaire est sérieuse : un enfournement maladroit peut faire perdre toute la fournée. Le paiement au temps et non aux pièces indique que l'on attend d'abord des encasteurs qu'ils procèdent avec soin. Au pinceau, ils étendent un léger enduit argilo-sableux, ultime précaution contre l'adhérence des pièces à leur support. En principe, on compte une gazette par objet. Seules les tasses tiennent à plusieurs, côte à côte, dans un même étui. Au fur et à mesure que le travail des encasteurs avance, les enfourneurs enlèvent les gazettes et pénètrent à l'intérieur du four. La première pile est dressée près de la porte d'entrée, contre la paroi interne du laboratoire. La stabilité des piles réclame une vérification constante de la verticalité. L'horizontalité des gazettes inférieures commande l'allure de la colonne. Des apports de sable rectifient les défauts du sol. Par la suite, l'ouvrier s'aidera d'un fil à plomb. Entre chaque gazette, l'ajustement s'effectue au moyen de « plots de lut », une pâte d'argile. Entre les piles, les enfourneurs laissent un espace de cinq à dix centimètres. Par prudence, et afin de maintenir la solidarité de l'ensemble, on dispose, fixés par du lut, des fragments de gazettes - les accots - en passerelle, d'une pile à l'autre.

Dès que la première couronne est en place, un enfourneur monte sur un escabeau et range quelques gazettes supplémentaires, au sommet du four, de façon à utiliser la totalité du volume compris entre les piles et la voûte du laboratoire. Après plusieurs tours, il ne reste plus qu'un étroit passage libre dans le prolongement de la porte d'entrée. En reculant vers elle, l'ouvrier le comble avec de nouvelles piles.

L'ordre de placement des pièces n'est pas indifférent. Dans les fours utilisés à l'époque, les flammes jaillissent des alandiers, qui ceinturent la base de la bâtisse. Compte tenu de l'inégal comportement à la chaleur, les pièces plates, telles que les assiettes, occupent généralement la partie inférieure des piles du premier rang, encastées dans les étuis les plus épais ou neufs, doublés, du côté de la flamme, de « garde-feu », sortes de plaques réfractaires cintrées. Inversement, les marchandises volumineuses, façonnées en hauteur, se tiennent dans les piles du second rang. Enfin, on réserve le cœur du four aux produits légers et fragiles, tels que les tasses.

En temps utile, l'enfourneur n'a pas oublié de déposer, au-dessus des alandiers, à mi-hauteur du four, un plat contenant des « montres ». Petites plaques de porcelaine, émaillées et légèrement convexes, elles permettront de suivre, par leur changement d'aspect, le déroulement de la cuisson grâce au regard encastré dans le mur du four. Le chef de four sait ainsi que la cuisson de la marchandise, masquée par les étuis, s'achève lorsque la couverte des « montres » devient complètement « glacée ». Dans la seconde moitié du siècle, les « montres » seront remplacées par trois fusibles émaillés, de forme pyramidale qui, plantés dans un plat et portant les numéros 9, 12 et 14, fondent et tombent, l'un après l'autre, à 900, 1 200 et 1400° C.

Pendant une quinzaine d'heures, la température commence par s'élever lentement, au rythme du chargement des alandiers par les garçons de four, qui s'activent sous la direction du chef de four. Le foyer reçoit d'abord de grosses bûches de tremble, bouleau et chêne. Dès que l'intérieur rougeoie, on « couvre » en bûchettes moins volumineuses. Les piliers des alandiers deviennent alors incandescents. À ce stade, la température est telle que la fumée,

elle-même, « brûle ». Pas question de quitter son poste tant que dure la cuisson. Dans les années 1840, à Vierzon, l'équipe de four reste en fonction cinquante-deux heures, employée à transporter les soixante-cinq stères que réclame la cuisson. Un tour de garde fonctionne, mais les ouvriers ne peuvent s'éloigner. En fait, ils dorment, mangent... boivent sans sortir de l'usine. Le ravitaillement des foyers a ses lois. La première d'entre elles est la permanence. A tout moment, il faut pouvoir corriger un tirage trop vif, modifier l'ouverture de la valve située à l'entrée de la cheminée.

Harassant, le travail se déroule dans l'atmosphère étouffante qui rayonne des fours et des alandiers au-dessus desquels les ouvriers portent leurs charges. Les enfourneurs forment un monde à part, où l'habileté, la dextérité, en honneur dans les autres ateliers, cèdent le pas à la force et à l'endurance. Hommes de peine, dépourvus de qualification, ces travailleurs imposent le respect, même si derrière l'admiration suscitée par la résistance physique, le mépris affleure vite. Des "*bestiaux*", s'exclament, à leur propos, les porcelainiers berrichons<sup>173</sup>. On sait que les faïçonneurs invoquent le "*coup de feu*" pour expliquer les « fentes ». Nul doute qu'il y a aussi quelques relents de règlements de compte dans ces appréciations peu flatteuses.

Il est des incidents face auxquels le chef de cuisson avoue son impuissance. Dans le four, un morceau de paroi peut s'être ainsi détaché sous l'effet de la chaleur et entraîner une colonne dans sa chute. La puissance d'une flamme parvient parfois à renverser une pile mal consolidée. Il arrive encore qu'une gazette, insuffisamment séchée, éclate. Il ne reste plus, alors, qu'à souhaiter un minimum de dégâts et à prendre son mal en patience dans l'attente du défournement. Entre celui-ci et la fin de la cuisson proprement dite, huit jours s'écoulent pendant lesquels, les alandiers étant éteints, les ouvriers prennent un repos bien mérité.

La veille du défournement, le chef et ses aides débloquent la porte d'entrée afin de parachever le refroidissement interne. Le lendemain, les hommes n'entrent pas dans le four sans une certaine émotion, conscients d'être les premiers à découvrir le résultat d'une longue succession de travaux.

Le déménagement des gazettes s'effectue dans l'ordre inverse de l'enfournement. Ouverts, les étuis subissent un examen dont dépend un éventuel réemploi. Vide, le four est soumis, à son tour, au contrôle de l'état des parois. L'observation systématique et minutieuse des pièces n'est pas, on le devine, la moindre des préoccupations de l'heure. Le répertoire des défauts ne manque pas d'expressions imagées<sup>174</sup>. Dans le jargon du métier, les « bouillons » désignent les imperfections dues à une pâte mal préparée, un feu vif ou une glaçure médiocre. La « coque d'œuf » retire son brillant à l'émail, les « ponctuations » criblent la pièce de taches noires par suite d'une exposition à la fumée ou de la présence de mica, de matières organiques dans la pâte... Quelques imperfections semblent définitives, d'autres permettent l'intervention de travailleurs spécialisés.

#### *Le polissage*

Les useurs de grains font leur affaire des grains de sable projetés sur la marchandise au cours de la cuisson. Devant un tour de lapidaire, ils polissent les pièces. L'un après l'autre, les grains disparaissent sans que la pièce ait à en souffrir. Ce travail conjugue habileté et rapidité, car les useurs sont rémunérés à la tâche. A Sèvres, un bon ouvrier traite une quinzaine d'assiettes à l'heure.

#### *La décoration*

Telle quelle, la marchandise est commercialisable. Durant des décennies, la fabrique de Vierzon expédie ainsi des caisses de porcelaine blanche sur la capitale où, rue Vendôme, soixante à quatre-vingts décorateurs travaillent pour la maison Hache.

<sup>173</sup> Entretien avec MM. Maurage et Chevalier (ancien chef de four vierzonnais), 1979-1982.

<sup>174</sup> A. Turgan, *Les grandes usines...*, op. cit.

Classée « grosse cavalerie », la production de Foëcy n'exigera longtemps aucun apprêt supplémentaire. Toutefois, la décoration finit par apparaître en Berry. Au milieu du siècle, l'état civil signale, çà et là, la présence de peintres sur porcelaine à Foëcy et Vierzon.

L'ajout d'un motif, d'une simple ligne colorée, transforme radicalement le produit. En 1806, un conseiller d'Etat estimait que *"peinte ou décorée, une pièce (...) acquiert une valeur au moins triple et quintuple, souvent centuple"*<sup>175</sup>.

Peu nombreux, les peintres n'ont que l'embarras du choix pour trouver une place. En Berry, le prestige des « artistes en porcelaine », embauchés à plein temps, est immense dans la profession. Une origine extérieure, parisienne dans la plupart des cas, n'explique pas tout. Le métier impressionne.

Progressivement, cependant, les premiers décorateurs recrutés forment leurs apprentis. La transmission du savoir-faire demande cinq ans et garde un caractère quasi héréditaire. Encore faut-il avoir du goût et la main sûre. Au début, l'élève se contente de réaliser des décors à la suite délayée dans l'eau. Les maladresses se volatiliseront pendant la cuisson. Les premiers coups de pinceau se résument à des séries de bâtons tracés sans trembler et à intervalles réguliers. Au fur et à mesure que la main se discipline, la difficulté augmente. Certains apprentis n'iront pas au-delà du filage, travail consistant en l'exécution d'un trait, ou fil continu, sur le pourtour d'une assiette ou d'une tasse. Les plus doués deviennent décorateurs et peignent, à partir d'un modèle, des scènes et des motifs divers.

Mises au point et expérimentées par des chimistes, les couleurs parviennent aux « artistes » sous forme solide. Le peintre broie les morceaux dans un mortier rigoureusement propre. Il peut également les écraser au couteau sur une palette. La poudre obtenue est ensuite délayée dans une essence très grasse dont l'odeur imprègne l'atelier. Autrefois, les décorateurs utilisaient de l'eau gommée ou sucrée. Dans certains cas, on complète le mélange par un mordant destiné à retenir les particules du colorant. En la matière, chacun a sa recette. Brongniart évoque des solutions à base de bitume, d'ail, d'huile de lin... Les peintres en porcelaine font aussi un large usage de couleur d'or.

Le posage de l'or ou d'une couleur ordinaire se fait selon trois types de procédés. Le plus simple, dit « au pinceau », nécessite un instrument du même nom à poils longs et déliés. S'il souhaite une répartition uniforme de la couleur, l'ouvrier, après un premier passage au pinceau simple, se sert d'un « putois » dès la seconde couche. Celui-ci est une variété de pinceau dont la forme tire sur la brosse. Les modèles varient suivant la nature des travaux. Enfin, lorsque les couleurs demandent une certaine épaisseur, les peintres recourent au « mordant », ainsi appelé en raison de l'enduit, préalablement étalé, sur lequel la couleur, sèche, saupoudrée à l'aide d'un tamis, viendra se fixer.

Dans l'atelier, des apprentis ou des essuyeuces assistent les décorateurs, vont de l'un à l'autre et nettoient les pinceaux avec des chiffons. La présence d'une essuyeuces est indispensable auprès du fileur qui, de la main gauche, entraîne la « tournette » sur laquelle est posée l'assiette, tandis que sa main droite trace le fil régulier et circulaire. Juste avant, l'aide a passé un chiffon propre sur l'aile de l'assiette.

Décorées, les porcelaines rejoignent les mouffles, dont la température ne doit pas dépasser 300° C. Des « montres » permettent de contrôler la chaleur. En cas d'excès de feu, en effet, les couleurs « bavent » et se mélangent. Irréparable, l'accident ôte toute valeur aux pièces. Au contraire, l'insuffisance de feu laisse les couleurs mates, l'or ne tient pas, mais une seconde cuisson demeure possible.

Une large série de défauts engage directement la responsabilité du peintre. Ainsi, une répartition maladroite de la décoration occasionne un écaillage dommageable. Le « retirage », les « points noirs »... accusent la qualité des solutions et une préparation négligente des couleurs. Les conflits autour du « décousu » d'une pièce rappellent ceux évoqués plus

<sup>175</sup> AN F12 2439 ; Mémoire sur les manufactures de porcelaine, 1806.

haut au sujet de la « fente ». Avec un peu de chance, quelques produits peuvent être repris par les peintres, mais le prix de revient s'alourdit. Précisons encore que, payés à la journée, les décorateurs bénéficient d'une grande liberté de mouvement et d'organisation dans leur travail. La notion de rendement convient mal à ces « artistes », dont la réputation se fonde en premier lieu sur des critères qualitatifs.

### *Le brunissage*

Au sortir du mouffle, l'or semble terne. On doit le brunir par polissage. Le « brunissage à effet », pratiqué sur quelques éléments se distingue du « brunissage à plat », plus énergique, par lequel on fait briller l'or. Les brunissoirs, adaptés aux divers types de pièces ont l'allure de gros crayons terminés par des pointes minérales d'agate ou d'hématite. Les premières conviennent au dégrossissage et l'on réserve les secondes à la finition. La maladresse se paie en minuscules fragments de décor ou de matière arrachés. Considéré, malgré ce risque, comme relativement simple, le travail est confié à des femmes.

L'intervention des producteurs prend fin. La marchandise rejoint les magasins, où des employés la répartissent, selon les commandes, dans des caisses spéciales remplies de fenasse achetée aux forestiers.

### **L'usine : un agrégat d'ateliers et de spécialités**

Vues de loin, les manufactures de porcelaine se distinguent par leurs impressionnantes cheminées. Ici, tout s'organise autour du four. Pourtant, à peine a-t-on franchi la porte de l'établissement que la logique productive, visible de l'extérieur, s'estompe devant la dispersion anarchique des ateliers.

À La Celle-Bruère, l'explication est aisée. L'inauguration d'une fabrique dans l'abbaye de Noirlac, si elle indigne, à juste titre, Mérimée, déplorant, en 1838, les "*grands et tristes changements*" subis par le vénérable monument<sup>176</sup>, n'enchantait pas l'entrepreneur, obligé de ruser avec les contraintes architecturales. Les salles des moines et du chapitre servent, respectivement, de dépôt pour gazettes et de grand magasin, ce qui semble être un moindre mal. Les choses, en revanche, se compliquent dans l'église où "*des planches et des murs de refend cachent toutes les dispositions primitives*"<sup>177</sup>. Un magasin et des ateliers se partagent la nef. Les émailleurs travaillent à l'emplacement du sanctuaire, cependant qu'au-dessous du chœur et des chapelles, une grande planche de vingt-sept mètres de long sur deux mètres et demi de large fait office de "déchargeoir" pour les mouleurs qui s'activent, plus haut, sur une seconde planche de dix mètres sur huit.

Sans montrer de telles complications, les établissements de Foëcy et Vierzon connaissent des problèmes d'adaptation dès qu'il s'agit d'étendre le nombre des ateliers. Les réponses apportées défient la rationalité et morcellent l'espace productif en autant de secteurs autonomes qu'il y a d'ateliers.

La couleur, seule, uniformise l'ensemble. Partout, un fin dépôt blanchâtre tapisse les murs des bâtiments, recouvre les planches, et imprègne les poumons des hommes. La chalice-enthracose, plus connue sous le sinistre nom de silicose, fait déjà des ravages. En cette première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ni les textes ni les hommes ne la nomment, pourtant elle sévit et sélectionne sévèrement les porcelainiers les plus exposés<sup>178</sup>. Dès le battage de la pâte, les particules soulevées par les mouvements violents d'ouvriers essoufflés pénètrent dans les poumons. Les gestes des faïenceurs concourent à la saturation de l'atmosphère. Les enfourneurs et, plus encore, les épousseteurs et les useurs de grains ne sont pas épargnés.

Où que l'on soit, la configuration des lieux, l'absence de dispositif de filtrage ou d'aération généralisent le risque. Au fil

<sup>176</sup> P. Mérimée, *Note d'un voyage en Auvergne*, Paris, 1838, p. 66-67.

<sup>177</sup> Cité par J. Jenn, art. cit.

<sup>178</sup> G. Pate, *La phthisie des faïenceurs*, Thèse de médecine, Paris, 1892 ; Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Pet T, *Les maladies professionnelles*, Paris, 1903, p. 89 et suiv. ; Témoignages de MM. Blot, Jugal, Maurage et Millet, Vierzon, 1979-1982.

des ans, les poumons durcissent sous l'effet de la poussière minérale. La maladie s'annonce par une toux chronique, accompagnée de crachats siliceux et sanglants. La respiration devient difficile, le corps s'affaiblit jusqu'à l'épuisement du sujet.

Pour le reste, la diversité l'emporte sur l'unité. D'un atelier à l'autre, la force succède à l'habileté, l'endurance au savoir-faire. La coopération obligée d'ouvriers que tant de choses séparent ne va pas sans incompréhensions. Au mieux, on fait semblant de s'ignorer. L'âge, le sexe créent d'autres clivages potentiels. L'industrie de la céramique ouvre, en effet, ses portes aux femmes et aux enfants. Les uns et les autres représentent près de 22 % du millier de salariés recensés vers 1839<sup>179</sup>. Les jeunes « élèves » diffèrent des femmes dans la mesure où, au terme d'un apprentissage polyvalent, beaucoup se voient reconnaître une qualification. Régulièrement renouvelée, cette force de travail s'avère indispensable à la bonne marche de la fabrique et contribue à la stabilisation de la main-d'œuvre, que recherchent les entreprises en voie d'enracinement dans la région. À Vierzon-Ville, ce souci conduit à désigner un « directeur des élèves » parmi le personnel d'encadrement. Si les porcelainiers se désintéressent du sort des journaliers, leurs revendications n'ignorent pas le problème des aides. Auxiliaires précieux pour le battage des pâtes, éventuels concurrents ou remplaçants, les apprentis jouent un rôle important. Leur choix est une affaire sérieuse. La préférence va aux jeunes de la famille. Les aides, constate le directeur de Foëcy, sont *"tous des fils d'ouvriers"*<sup>180</sup>.

Cantonnées dans des tâches subalternes, mais réclamant dextérité et minutie, les ouvrières, souvent femmes de porcelainiers, sont fréquemment des mères de famille. Cela justifie, à Foëcy, la création d'un asile.

L'échelle des rémunérations, dans la mesure où l'on parvient à la reconstituer, reflète et conforte les hiérarchies entrevues. En 1829, Butet situe aux alentours de 6 francs les revenus quotidiens des quelque quatre-vingts tourneurs et mouleurs de Foëcy, tandis que « les autres ouvriers » plafonnent à 2 francs.

Dix ans plus tard, une statistique indique un écart maximum d'un à vingt dans la fabrique vierzonnaise<sup>181</sup>. Au bas de l'échelle, les enfants les moins bien rémunérés perçoivent 0,30 franc par jour, cependant qu'une poignée de porcelainiers particulièrement expérimentés atteint 6 francs. Dans l'ensemble, les gains croissent avec l'âge. Le fait se vérifie notamment parmi les enfants dont les revenus s'étirent de 0,30 à 0,60 franc. Ils vont de 0,40 à 0,90 franc chez les femmes, de 1 à 2,25 chez les journaliers et de 2 à 6 francs chez les porcelainiers. Des plages salariales communes existent donc entre les diverses catégories, mais on note un net décrochage au passage de l'ensemble enfants-femmes à celui des journaliers-porcelainiers.

### **La solidarité corporative : l'amorce d'un mouvement national**

Le fractionnement catégoriel de la communauté ouvrière locale n'empêche pas, au contraire, l'affirmation d'une remarquable solidarité corporative étendue aux divers centres porcelainiers du pays.

Les événements vierzonnais de 1833 font remonter en surface un efficace réseau de renseignements et de connivences. Les mouleurs et les tourneurs du Cher disposent de correspondants à Limoges et à Paris, qui les tiennent informés des tarifs en vigueur dans les fabriques des deux places. Une organisation, créée, semble-t-il, à la faveur des grèves survenues à Conflans et à Chantilly, à la fin du mois d'octobre 1833, annonce, début novembre, la mise sur pied d'un règlement interne et d'un bureau central chargé de réunir les cotisations<sup>182</sup>. La Société Philanthropique des Porcelainiers de France, tel est son nom, installe son siège 34 rue Popincourt, où réside son principal

<sup>179</sup> *Statistique de la France. Industrie*, IVe partie, T. I, Établissements de plus de 10 travailleurs, Paris, 1847. Dans le Cher, le total s'élève à 1 066 ouvriers, dont 445 à Vierzon, 311 à Foëcy, 310 à La Celle-Bruère.

<sup>180</sup> AdC, 27 F 153.

<sup>181</sup> *Id.*

<sup>182</sup> AdC, 32 U 311.



responsable, Canon, lui-même céramiste.

Dans une lettre cosignée par 14 ouvriers de la capitale, Canon déclare: *"le moment où nous devons faire reflourir notre état est sur le point d'éclater, nous travaillons aujourd'hui au règlement pour nous mettre à même de reconquérir ce que nous avons perdu"*. L'initiative parisienne vise, alors, à prévenir toute tentative de débauchage de porcelainiers provinciaux par les fabricants victimes des grèves. En effet, malgré la dispersion des centres aux divers coins du pays, les céramistes ont l'habitude de mettre en concurrence les patrons et ont tôt fait de quitter une maison, pour aller s'embaucher dans une autre, plus généreuse, fut-elle située à des centaines de kilomètres. Un certain F. Desmoulin s'apprête ainsi, au vu des tarifs affichés par la maison Jullien de Paris, à gagner la capitale, lorsque la grève le surprend à Vierzon.

Cette instabilité qui, ailleurs, risquerait d'entraver l'établissement de liens solides entre travailleurs, ou déboucherait, dans le meilleur des cas, sur un compagnonnage d'accueil, n'a pas le caractère systématique d'un « tour de France ». La sociabilité d'atelier développe une camaraderie proche de l'amitié. Parti, un porcelainier maintient le contact avec ses anciens camarades, leur écrit. En cas de besoin, c'est à lui qu'on s'adresse pour avoir des nouvelles sur la profession dans telle ou telle localité. Une lettre, récupérée lors d'une perquisition, donne une idée des relations nouées au gré des changements d'employeur<sup>183</sup>. Son auteur, Guarich, a travaillé dans le Berry jusqu'à ce qu'un *"coup de tête"*, pour reprendre son expression, ne le pousse à s'en aller. Interrogé par ses anciens collègues sur les tarifs pratiqués chez son nouveau patron, Guarich répond du mieux qu'il peut, souligne la supériorité des prix vierzonnais, et conseille à ses correspondants de garder leur emploi, *"quoique l'on (puisse) demander de l'augmentation"*.

Dans le contexte particulier d'une fin d'année 1833, marquée par la recrudescence des luttes ouvrières, la solidarité porcelainière se resserre. Quelques semaines avant l'arrivée de la première lettre de Canon, un tourneur vierzonnais a reçu une missive de son frère, embauché à Limoges, demandant l'envoi de secours pour soutenir la grève engagée en Haute-Vienne. Dans les jours qui suivent, une collecte rapporte 50 francs.

En novembre, quarante-deux ouvriers versent 199 francs en faveur des grévistes parisiens. La somme réunie et le nombre des souscripteurs méritent un commentaire. Trente-huit travailleurs donnent 5 francs chacun, soit l'équivalent d'une journée de salaire de mouleur ou de tourneur, les seuls à répondre à l'appel. Ceux-là mêmes que l'on verra bientôt agir pour leurs propres revendications. Précisons et nuancions. L'élan de solidarité, nettement catégoriel, semble plus durable, donc plus solide, que la volonté de lutte. Tel qui, au lendemain du conflit vierzonnais, regrette de s'être mêlé à l'action, revendique sa participation à la collecte et invoque le devoir moral d'entraide corporative. *"Nous n'avons jamais refusé de donner, explique-t-il, même pour les mauvais sujets qu'il faut cependant faire vivre, quoiqu'ils ne soient pas de bons ouvriers"*<sup>184</sup>. Dans ce cas, nul ne songe à dissimuler son concours. Au directeur qui s'étonne qu'un de ses meilleurs mouleurs ait organisé la collecte et encouragé, de ce fait, *"la révolte"*, celui-ci rétorque: *"vous vous soutenez bien aussi, vous autres maîtres"*. Peu importe si, en l'occurrence, la réalité berrichonne ne répond guère à l'illusion d'une parfaite entente entre maîtres. Seule compte, ici, la conscience que, face à la communauté des intérêts patronaux, les ouvriers n'ont d'autre alternative que l'union, par delà les limites géographiques.

En dehors de Vierzon, on reste dans l'ignorance d'éventuelles relations interrégionales. L'état d'esprit des porcelainiers de Foëcy ou de La Celle-Bruère nous échappe. Dans ces deux cas, la manufacture domine le village et exerce un contrôle étroit sur les ouvriers. L'isolement géographique de La Celle-Bruère a pu favoriser une attitude de repli. Il n'en va pas de même à Foëcy, limitrophe de Vierzon-Villages. A Limoges, on connaît la manufacture Pillivuyt. Selon le Préfet du Cher, qui le tient de son collègue de la Haute-Vienne, Astier, présenté en novembre 1833 comme *"l'un des principaux meneurs de la coalition"*

<sup>183</sup> *Ibid.*

<sup>184</sup> *Ibid.*

limougeaude, se disposerait à partir dans le Berry avec "*la mission de révolutionner*" les fabriques de Vierzon et Foëcy, nommément citées<sup>185</sup>.

### Une grève dans la porcelaine vierzonnaise en 1833

#### *Le contexte*

L'événement est d'importance. En tant que tel, bien sûr, mais aussi, et les chapitres précédents l'ont montré, pour tout ce qu'il nous livre, à travers les archives judiciaires, sur les mentalités et la sociabilité des porcelainiers vierzonnais.

Rappelons les circonstances. Le changement de régime se déroule au plus fort d'une crise économique, dont l'agriculture a donné le signal. La contagion gagnant, l'un après l'autre, tous les secteurs, le textile, le bâtiment, l'artisanat en général sombrent dans la dépression<sup>186</sup>.

Pourtant, alors que de toute part montent des cris de détresse, la gendarmerie de Vierzon note que la manufacture de porcelaine déborde d'activité. La crise finit cependant par frapper au lendemain de la Révolution de Juillet, repère facile, que les ouvriers retiendront comme date de référence. Avec le chômage, les tarifs se compriment, tandis que l'on fait état, à Limoges, de retards pouvant atteindre plusieurs mois, dans le versement des salaires. En décembre 1832, à l'exemple du reste de l'économie, la reprise s'amorce vigoureusement dans la branche porcelainière. Les carnets de commandes se remplissent, la production va bon train, mais les salaires ne suivent pas. Après un temps d'observation, les ouvriers passent à l'offensive dans un climat politique dominé par l'agitation républicaine désormais soucieuse de se rapprocher du monde ouvrier. Plusieurs corporations entrent en lutte, à Paris comme en province. Ça et là surgissent des organisations ouvrières. La plus célèbre, la Société Philanthropique des Ouvriers Tailleurs, capable de susciter des mouvements en divers points du pays, porte un nom qui sonne bien aux oreilles des porcelainiers parisiens, lesquels, tous liens politiques ou personnels mis à part, le reprennent à leur compte.

Le 12 septembre 1833, deux cents tourneurs et mouleurs, de cinq fabriques de Limoges, abandonnent les ateliers et réclament une hausse des tarifs d'environ 20 %. Les fabricants répliquent, le 28, par l'offre de hausses comprises entre 5 et 10 % et, surtout, l'ouverture d'un atelier-école destiné à former, en dehors du contrôle ouvrier, une main-d'œuvre nouvelle. C'est l'échec. Toutefois, parmi les travailleurs, la misère s'étend malgré l'arrivée de secours en provenance des centres porcelainiers, dont Vierzon. Chemin faisant, la solidarité financière cristallise de vieilles traditions en une organisation informelle. Le travail reprend, généralement après acceptation des réclamations ouvrières. Le 10 novembre, toutes les manufactures, à l'exception d'une seule, fonctionnent normalement. Entre temps, la région parisienne a repris le flambeau de la lutte. Coup sur coup, à Montereau vers la mi-octobre, à Conflans et à Chantilly, le 29 octobre, à Paris, chez Jullien, le 7 novembre, des grèves éclatent. Partout, les ouvriers demandent le retour aux tarifs d'avant 1830. A Paris, la revendication tendant à réserver l'apprentissage aux seuls fils de porcelainiers, si elle se nourrit d'une vieille aspiration ouvrière, témoigne de l'émotion provoquée par l'annonce de l'ouverture d'un atelier-école à Limoges.

Cette fois, les preuves abondent d'une coordination de l'action. Dès le 29 octobre, Canon prend contact, par l'intermédiaire du mouleur Louis Lautz, avec les travailleurs de Vierzon qu'il prévient des conflits engagés, de leurs objectifs et appelle à ne pas venir s'embaucher dans la capitale<sup>187</sup>. Si l'on interprète correctement les propos de Canon, l'initiative de la lettre vise à structurer, dans "*l'intérêt commun*", un mouvement d'ensemble au sein duquel les grèves parisiennes font figure d'épisode. « *Ne vous laissez pas influencer par de faux rapports et n'agissez que quand nous aurons donné un avertissement sûr* », recommande-t-

<sup>185</sup> AN, BB18 1220.

<sup>186</sup> Cf. J.-P. Aguet, *Les grèves sous la Monarchie de Juillet (1830-1847)*, Lausanne, 1954.

<sup>187</sup> AdC, 32 U 311.

il à ses correspondants. Sobre, le ton du propos est bien rendu par la *"considération amicale"* qui conclut la missive.

Une seconde lettre, datée du 7 novembre, avertit, brièvement, les Vierzonnais du démarrage de la lutte chez Jullien. Il s'agit, lit-on, d'atteindre *"ce que l'on a déjà obtenu à Limoges"*. En réponse, semble-t-il, à une question des Berrichons, Canon évoque les progrès réalisés dans la constitution du Bureau central de la Société.

### *L'action et la répression*

Interrogé, plus tard, sur les raisons qui avaient pu amener le militant de la rue Popincourt à lui écrire personnellement, Lautz déclarera ne pas en voir d'autres que son origine parisienne. Ouvrier relativement âgé - il a quarante-cinq ans - Lautz ne sait pas lire et recourt au service du jeune François Mathot qui, en dépit de ses vingt ans, passe pour être l'un des tourneurs les plus habiles de la place. Audacieux, celui-ci prépare la réunion fixée au dimanche suivant dans le cabaret de la Croix Blanche. Ce jour-là, au terme d'un débat où chacun donne son avis, un tarif est établi. Une réclamation en bonne et due forme, dictée à deux participants en présence de tous, est confiée à un élève, chargé de la réécrire au propre. Que dit-elle? Un court préambule justifie la position ouvrière et en appelle à la justice autant qu'à la raison. Sans d'inutiles récriminations ou provocations, le texte s'articule autour du souhait de voir *"réorganiser le tarif de la maison"*. Ce dernier, suggère-t-on, doit ses insuffisances à l'intervention d'une personne ignorante *"de la partie"*, ce qui ne paraît pas viser la direction locale et ouvre la voie à une négociation entre gens de bonne foi que réunit une commune connaissance de la profession. Dans l'attente d'une réponse, par écrit précise-t-on, les ouvriers s'attardent sur les divers tarifs et avancent des propositions de hausse allant de 15 à 40 %. Les porcelainiers désirent également que la « fente » ne soit plus à leur charge, mais affirment préférer prendre à leurs frais les batteurs qu'ils souhaitent pouvoir choisir.

À partir de ce jour, la direction, informée par le préfet, quelques semaines auparavant, de possibles désordres, se tient sur ses gardes. La réunion dominicale n'est pas passée inaperçue : un commis a avisé le directeur de son déroulement

Le lundi, le travail a lieu normalement. Cependant, de nombreuses allées et venues entre la Manufacture et l'extérieur témoignent que le feu couve. La maison de Prosper Desrivière voit, ce jour-là, passer beaucoup de monde. Mouleur en porcelaine, Desrivière a fait savoir, le matin même, qu'il quittait définitivement l'usine et ouvrait un cabaret. Le fait n'aurait guère d'importance si l'ouvrier n'avait refusé de terminer la commande qu'il avait en cours. Fort mécontent d'une telle attitude, le directeur ne cessera, par la suite, de désigner Desrivière comme l'un des principaux instigateurs du conflit. Ne s'était-il pas chargé, peu de temps auparavant, d'expédier le produit de la collecte réalisée au bénéfice des Limousins ?

Le 3 décembre, enfin, Mathot porte, vers 9 heures du matin, la lettre-pétition à la direction. Jammet mise sur l'intimidation. Les ouvriers qui auraient des observations à faire valoir seront reçus, réplique-t-il, au bureau, un par un et apposeront, éventuellement, leur signature sur le texte remis par Mathot. Le directeur des élèves confirme cette position aux ouvriers. Insolent, Mathot rompt le silence de ses camarades pour s'interroger à voix haute: *"les ouvriers n'ont (ils) pas le droit de défendre leurs intérêts ?"* Dans l'immédiat, le travail reprend jusqu'à l'heure du déjeuner. L'après-midi, pourtant, les ateliers restent vides. Vers 19 heures, une quarantaine de porcelainiers vont, à la lueur de lanternes - amenées spécialement pour ne pas inquiéter, prétendent-ils plus tard - à la rencontre du directeur. Par la voix de Lautz et Mathot, ils se déclarent collectivement solidaires du texte présenté le matin.

Pacifiques, prudents, les ouvriers écoutent poliment l'argumentation de Jammet et s'indignent lorsque celui-ci prononce le mot de *"coalition"*. *"Non, non, c'est une proposition que nous venons vous faire"*. Toutefois, le 4, la grève paralyse le moulage et le tournage. Deux tourneurs, seulement, font acte de présence.

Irrité, Jammet adresse trois types de lettres à ses employés, selon que ceux-ci ont achevé leur ouvrage, doivent le terminer ou ont bénéficié d'un acompte. Conscients des risques de division, les grévistes se rassemblent le 5, à l'aube, et entrent à 7 h 30 dans les ateliers pour finir leur besogne en prenant soin d'ébaucher un nombre limité de pièces. À 16 heures, les ateliers redeviennent déserts. Déjà, quelques ouvriers se préparent, si le conflit s'éternise, à réclamer leur compte, leur livret et à prendre la route vers des usines plus accueillantes. Ainsi, en dépit de la reprise tactique du 5, le front ouvrier tient bon. La direction craint maintenant un départ en masse. L'organisation de collectes en faveur des travailleurs les plus défavorisés indique que l'on s'achemine vers une longue épreuve.

Le 5 au soir, le commissaire de police, apparemment ignorant des événements survenus à la manufacture, note la présence d'une foule inhabituelle de porcelainiers à l'auberge de la Croix Blanche. Réunis autour d'une table où les verres et les bouteilles témoignent d'une joyeuse ambiance, les céramistes invoquent *"le plaisir de s'amuser"* et s'étonnent que le commissaire leur propose de se séparer. *"Avec de telles précautions, déclare l'un d'eux, on ne peut plus croire à la liberté"*.

Tout le problème est là. Car si, en ce jeudi soir, les porcelainiers n'ont aucune raison de douter de leur force, l'intervention de l'administration publique bouleverse la donne. Informé de la grève, le commissaire avertit le maire de Vierzon-Ville.

Dès le 6 décembre, le procureur du Roi porte plainte en vertu de l'article 415 du Code pénal. Le même jour, loin de prévoir ce qui se trame, les ouvriers sont, à nouveau, au travail, décidés à finir au plus vite ce qu'ils ont commencé de façon à pouvoir récupérer leur livret et quitter Vierzon tous ensemble. Trop tard. Le 7, l'initiative a changé de camp après les arrestations de Mathot et de Lautz, suivies, le 9, par celles de Greson et Nicault, puis celle, le 11, de Desrivière.

Décapitée, la coalition se prolonge encore plusieurs jours sans perdre son caractère « loyaliste ». Les deux tourneurs qui s'étaient, dès le départ, désolidarisés de leurs camarades, nient avoir fait l'objet de menaces et constatent, sans surprise, qu'on les a mis en quarantaine et que l'on évite de parler en leur présence. Face aux enquêteurs, les grévistes les moins marqués disent ne rien savoir des réunions ou de la coalition. *"Ce n'est pas ma partie"* déclare l'un. Malice? Naïveté? Les faits sont là. Il y a bien eu organisation, préparation de la grève, donc coalition. Les ouvriers nient le délit, mais ne craignent pas d'en justifier les motifs. Certains répètent devant les autorités qu'ils quitteront l'usine si les tarifs n'augmentent pas. Enfin, on se garde bien de citer un seul nom, d'accuser un seul collègue.

Les détenus n'ont pas ce choix. Faisant la part du feu, ils reconnaissent leur participation aux actions où leur présence a été clairement établie, mais minimisent leur rôle. Mathot se présente en simple porte-parole, laisse entendre que la grève a davantage résulté d'une somme de réactions individuelles et imprévisibles, résultant davantage de l'attitude du directeur que d'un mouvement concerté. Questionné au sujet de la Société Philanthropique et des collectes, il ne conteste l'existence ni de l'une ni des autres, mais s'en tient aux seuls faits connus, parle d'ouvriers demeurés sans travail pour *"avoir, je crois, quitté leur atelier"* et ne se souvient plus qui a montré une lettre annonçant la grève de Conflans.

À sa manière, Lautz adopte une attitude similaire, lâchant d'inévitables aveux, contournant les questions de nature à fonder le délit, mêlant le tout de quelques regrets, sans rien céder sur l'essentiel. À propos de la Société parisienne, il anticipe sur la réaction de ses interlocuteurs. *"Comme on pourrait peut-être croire qu'il y a dans notre conduite quelque chose de politique et que telle n'a jamais été notre intention, nous sommes le premier, s'exclame-t-il, à désirer qu'on prenne bien vite des informations à Paris"*. Invoquant les objectifs d'entraide corporative, il ajoute *"si la société avait un autre but, on nous aurait trompés"*. Habileté? Quels que soient les convictions et les sentiments personnels des porcelainiers vierzonnais, les motivations purement économiques du mouvement sont indéniables. La correspondance de Canon ne traduit aucune autre préoccupation. En ce sens, les dénégations de Lautz paraissent sincères, de même que sa brusque inquiétude

à propos des objectifs de la Société. Légalistes en diable, les porcelainiers, surpris par la tournure des événements, n'en viennent-ils pas à craindre d'être tombés dans d'obscures machinations politiques qui, seules, expliqueraient l'hostilité des autorités à leur égard ? Pour le reste, Lautz dit ne plus savoir qui a écrit le tarif et envoyé des secours aux camarades de Limoges.

Au juge qui lui reproche d'avoir agi en groupe et non individuellement, Lautz rétorque, conciliant et digne : *"vous avez raison, mais nous ne devons cependant pas en passer par tout ce qui peut plaire à M. Jammet"*.

Seul Desrivière, que son statut distingue désormais de ses anciens compagnons, insiste sur son extériorité au mouvement. A l'en croire, son intervention au cabaret de la Croix Blanche se voulait modératrice et tendait à laisser une dernière chance à Jammet avant que ne se produise l'exode des ouvriers. Quant à sa participation à la collecte organisée le 5, Desrivière l'explique par son désir de ne pas mécontenter ses camarades et de ne pas perdre leur clientèle potentielle. Pressé par le magistrat, il convient avoir joué quelque rôle lors des précédentes souscriptions.

#### *La solidarité catégorielle et ses limites*

Au moment où le cabaretier répond de ses actes - le 12 décembre -, des fissures apparaissent parmi les porcelainiers. Le temps et la répression aidant, le doute ronge les consciences les moins résolues. Sans meneurs, les Vierzonnois se sentent seuls. Dans l'agglomération, les forgerons, après avoir manifesté le souhait de pouvoir s'entretenir avec leur maître, renoncent et travaillent sans mot dire. Plus grave, la solidarité porcelainière, au demeurant plus habituelle que celle des métallurgistes, tarde à s'exprimer<sup>188</sup>.

Les 11 et 12 décembre, dans le secret du bureau du juge, des travailleurs vont au-delà des simples regrets. L'un d'eux, confus de s'être mêlé *"pour quelques pièces de 5 francs"* à une affaire dont, dit-il, *"je ne voyais pas les conséquences"*, se sépare de ses camarades<sup>189</sup>. Désorientés, des ouvriers, parmi les plus anciens de l'établissement, originaires du département, s'effraient d'avoir rompu avec la tradition paternaliste établie par Jammet. *"Je n'ai jamais eu à m'en plaindre"*, dit l'un. *"Nous n'avons pas intérêt à faire tomber la fabrique qui donne du travail à tout le pays"*, renchérit un tourneur, né à Méreau, un village des environs.

À ce stade, la solidarité catégorielle entre en contradiction avec la solidarité géographique, celle qui attache à la région, sinon à la localité d'origine, et fait reculer devant les aléas d'un départ vers des lieux inconnus. Ce n'est pas sombrer dans un déterminisme géographique étroit que de constater que l'on tient là une des clés des déchirures apparues au sein de la communauté porcelainière. Est-ce un hasard si Lautz et Mathot se lancent à fond dans l'action, eux dont l'état civil révèle qu'ils sont étrangers au pays<sup>190</sup> ? Desrivière, lui-même né dans la Nièvre, n'annonce-t-il pas, par son statut de semi-prolétaire, le mettant à l'abri des représailles patronales, un certain type de militant ouvrier de la seconde moitié du XIXe siècle, prompt à passer de l'atelier à la petite épicerie ou à l'estaminet ? Ces ouvriers ne nomadisent pas forcément par goût. Bons camarades, ils se plaisent au milieu de leurs collègues et ne manquent aucune réjouissance corporative. Leur participation à la direction du mouvement indique assez leur intégration à un groupe auquel ils lient leur sort. En cas de nécessité, cependant, ils ont tôt fait de boucler leur malle et d'aller vendre ailleurs, à meilleur prix, une force de travail dont ils n'ignorent pas la valeur.

À bien y regarder, les événements de décembre 1833 peuvent se lire sous l'angle de cette menace, plus inquiétante pour la fabrique que le simple arrêt de travail. Entravée par la répression, la tactique ouvrière se retourne contre ses auteurs et place chacun au pied du mur. De là, les craquements entendus en provenance des plus anciens salariés berrichons. *"Je travaille depuis plus de douze ans chez Jammet"*, rappelle un tourneur, né quarante ans

<sup>188</sup> AN, BB18 1220 ; Grèves de porcelainiers.

<sup>189</sup> AdC, 32 U 311.

<sup>190</sup> Louis Lautz est né à Paris, François Mathot à Bonn, en Allemagne.

plus tôt dans un village du Cher. Chez cet homme dont l'expérience professionnelle se résume à une fabrique, il est trop tard pour songer à partir. Sa qualification elle-même, en l'absence de points de références extérieures, paraît fragile, du moins à ses propres yeux. Spontanément, dans ces conditions, on s'en remet au directeur pour en apprécier la valeur. *"M. Jammet me donne déjà 15 sous de plus qu'aux autres et s'il croit que je mérite encore mieux, il me l'accordera bien"*. Cette fois, la boucle est bouclée. La conscience catégorielle plie sous le poids d'éléments que l'histoire personnelle élève au rang d'impératifs. Une vague honte, la crainte d'être "cauté" - poursuivi à coups de pierres - empêchent encore de revenir à la fabrique, mais l'esprit de solidarité s'est rompu.

Aussi humiliant soit-il, le retour au travail n'exclut pas certaines conditions destinées à sauver partiellement la face. Ainsi, le 12 décembre, Étienne Delouzet, un autre tourneur, beau-frère de Nicault, l'un des ouvriers arrêtés, va-t-il consulter le juge de paix auquel il avoue son embarras. La reprise ne risque-t-elle pas d'aggraver le sort des emprisonnés en les désignant clairement comme les instigateurs d'une coalition incapable de survivre à leur départ ? À mots plus ou moins couverts, Delouzet laisse entendre que la libération de Nicault faciliterait la normalisation. La solidarité n'a pas totalement disparu, mais, rétrécie, tend désormais à se confondre avec l'esprit de famille ou de clocher. À la mi-décembre, l'usine retrouve son visage habituel au moment où l'on apprend l'élargissement de deux des cinq porcelainiers arrêtés. Six ouvriers manquent à l'appel : trois ont quitté Vierzon, dont deux en direction de Limoges, trois autres attendent, en prison, le verdict du tribunal de Bourges. Lautz, Mathot et Desrivière s'entendront condamner, le 2 janvier 1834, à un mois de prison chacun.

Mis en échec dans la tentative de maîtriser l'usage d'une force de travail que leur vécu, dans l'atelier, a conduit à surestimer, les porcelainiers découvrent des obstacles situés hors de la fabrique. Nous ignorons les conclusions qu'ils tirent de l'expérience. L'image de la débandade n'est pas la plus appropriée. Un mystérieux Astier, étranger au Berry et inconnu de tous, venu, selon ses dires, porter le produit de collectes limousines, parvient, quelques semaines après la grève, à nouer des contacts avec des ouvriers que la peur n'a pas rendus muets.

Toutefois, pendant de longues années, la porcelaine berrichonne se tiendra à l'écart des conflits qui, régulièrement, agitent Paris et la Haute-Vienne. S'ils ne se sentent pas la force de rejoindre leurs camarades, les Vierzonnais maintiennent ou renouvellent les liens corporatifs par de fréquents voyages. Les expériences, l'information, circulent. En 1837, les céramistes du Cher ne sont pas les derniers à répondre à l'appel au secours financier lancé par les Limousins, à nouveau en lutte. Dans les ateliers, les traditions d'autonomie subsistent et créent un terrain favorable à la renaissance d'une conscience spécifique.

### **Les origines sociogéographiques des céramistes : une large ouverture**

L'analyse du conflit de 1833 a révélé l'influence des origines géographiques sur le comportement des porcelainiers. En la matière, la géographie et la sociologie s'épaulent. Car, si les Vierzonnais ne sont pas loin de revendiquer, à l'instar de leurs homologues parisiens, que l'on réserve l'apprentissage à leurs enfants, la profession s'ouvre assez largement dans le Cher. Pour peu que l'on montre des aptitudes, que l'on soit jeune et patient, la technique, toute manuelle, s'acquiert au contact de l'atelier. Nombre de tourneurs, de mouleurs, issus de la campagne, entrés sans qualification à la manufacture de Bel Air, sont redevables à celle-ci d'une promotion sociale inespérée.

Les porcelainiers ? *"Des étrangers au pays"*, affirment les gendarmes en janvier 1830<sup>191</sup>. Les calculs effectués à partir des données de l'état civil sont moins péremptoirs. À Foëcy, dans les années 1830, 87,5 % des céramistes qui se marient sont originaires du département. À Vierzon, entre 1816 et 1832, un quart d'entre eux est né dans l'agglomération, le reste provenant, pour l'essentiel, de localités rurales de la région.

<sup>191</sup> AdC, J 578 ; Rapport de gendarmerie, janvier 1830.

Quant à l'origine sociale, 60 % des porcelainiers rencontrés dans les registres de mariage de Foëcy entre 1831 et 1835 ont un père journalier. Au début des années 1850, sur la base d'un échantillon étendu à l'ensemble des communes porcelainières du département, la proportion des étrangers au département du Cher s'élève à 22,9 % contre 12,5 % vingt ans auparavant.

L'élément étranger, que la plongée dans les archives judiciaires mettait déjà en évidence, prend, désormais, suffisamment de volume pour figurer dans les actes de l'état civil et confirmer le « nomadisme » d'une frange de la profession. Les lieux de naissance, dans ce cas, renvoient, huit fois sur onze, à des cités de tradition céramique : Paris, Limoges, Nevers ou Villedieu (Indre). Remarquons l'originalité de Vierzon, où les étrangers au département forment la moitié des effectifs contre 17,9 % à Foëcy et La Celle-Bruère. L'explication par la taille des établissements ne tient pas. En revanche, la position de Vierzon, à la fois carrefour et étape sur la route de Paris à Limoges, est à prendre en considération.

Un porcelainier sur trois travaille dans sa commune natale. On conçoit qu'après plusieurs décennies d'existence, les entreprises puissent recruter parmi les enfants et les petits-enfants de leurs premiers salariés. Mais, cette filière se révèle insuffisante pour répondre aux besoins croissants en main-d'œuvre d'une activité dynamique. La porcelaine puise donc largement ses travailleurs dans les campagnes berrichonnes.

L'examen de la profession du père des ouvriers céramistes confirme et précise, socialement, les tendances précédentes. Au milieu du siècle, les fils de porcelainiers arrivent à égalité 27,7 % - avec les enfants de journaliers. Nombre de ces derniers ne sont pas, comme on sait, étrangers aux fabriques. A Vierzon, l'hérédité atteint 37,5 %. La nouvelle classe ouvrière a fait souche dans l'agglomération. La spécificité vierzonnaise se marque également par la proportion élevée de céramistes issus de familles de travailleurs des métiers : un sur trois contre moins de 3 % à Foëcy et à La Celle-Bruère. Enfin, les statistiques rappellent que si, globalement, un porcelainier sur cinq provient du monde paysan, le groupe des jardiniers et des vignerons constitue, au sein de cet ensemble, la catégorie la plus proche.

Embauchés de bonne heure, les jeunes élèves de Foëcy ou de La Celle-Bruère se distinguent de leurs camarades du même âge, résignés à s'engager dans les fermes des alentours. Mieux payés, intégrés dans une communauté ouvrière, dont on connaît la sociabilité, ils accèdent en plus grand nombre à l'instruction.

Vers 1850, lorsque 41,4 % des époux de l'échantillon de nos vingt-cinq communes écrivent leur nom au bas des actes de mariage, 72,9 % des porcelainiers parviennent à le faire, taux supérieur de huit points à celui des travailleurs des métiers. Alors que des écarts considérables s'observent, pour toutes les autres catégories, en fonction de la taille des localités, les céramistes montrent une belle homogénéité : moins de quatre points séparent les 75 % obtenus à Vierzon des 71,8 % de Foëcy et La Celle-Bruère. En retrait par rapport à leur mari, les épouses de porcelainiers n'en paraissent pas moins en avance sur les hommes de leur commune, toutes catégories confondues. Or, dans 82,6 % des cas, les travailleurs de la porcelaine choisissent leur conjointe dans le monde ouvrier. Tout se passe donc comme si la profession stimulait, en son sein, un besoin de savoir et drainait vers elle les éléments les plus instruits ou les plus réceptifs à l'instruction. Nul doute que cette disposition d'esprit a facilité l'ouverture aux idées et aspirations nouvelles, à des formes d'organisation inédites.

Souvenons-nous du rôle de l'écrit en 1833. Ce sont des lettres qui informent les Vierzonnais des situations parisienne et limougeaude. Une pétition dictée sous le contrôle des ouvriers, puis rédigée avec soin, inaugure le mouvement. Ses auteurs espèrent d'ailleurs réponse directoriale qui, suivant les mêmes voies, légitimerait symboliquement la démarche et les élèverait au rang d'interlocuteurs.

L'aspiration, sinon à l'égalité du moins à la reconnaissance de la dignité ouvrière, est évidente. Quelles qu'aient pu être les conclusions immédiates du conflit, l'éveil culturel qu'il traduit est une des dimensions des mutations en cours dans les consciences.

D'un autre point de vue, la distance sociale s'élargit dans les manufactures entre journaliers et porcelainiers, mais aussi entre ces derniers et les catégories ouvrières géographiquement voisines. L'échelle des salaires, les qualités contradictoires, valorisées au travail comme dans la vie quotidienne, trouvent leur consécration dans des prétentions et des références culturelles divergentes. Ne soyons pas surpris s'il en résulte quelques malentendus.

## **La métallurgie**

### **Les usines**

Avec près de 200 ouvriers internes, vers 1840, Vierzon se détache de l'ensemble des usines métallurgiques<sup>192</sup>. Six établissements, au total, comptent plus de cinquante salariés internes. S'ils se classent à égalité - 80 ouvriers -, Bigny et Torteron présentent toutefois deux profils différents. Tandis que l'un se maintient, l'autre est saisi en pleine phase ascendante. Ceci dit, la moitié des vingt-deux établissements recensés ne franchit pas le seuil des vingt salariés. On sait ce qu'une telle statistique peut avoir de trompeur dans la mesure où elle ignore les regroupements financiers ou géographiques et plus encore les travailleurs externes.

Au gré des aménagements réalisés, les usines s'agrandissent, en fonction des contraintes du site : étang, dénivellations, amas de laitier... En 1841, à Vierzon, la disposition des bâtiments construits à différentes époques produit désormais une *"confusion aussi désagréable à l'oeil que gênante dans le travail"*<sup>193</sup>. La forge anglaise, plus récente, montre dans un vaste local, un ordonnancement efficace des installations et bénéficie d'un pavage complet en plaques de fonte. Si l'édification des fourneaux, la mise en place des machines soufflantes et du monte-charge n'ont souffert d'aucune malfaçon, *"chacune de ces parties, régulière dans son isolement, ne fait qu'ajouter à l'irrégularité et la confusion de l'ensemble"*. À Vierzon encore, les fondations de la forge anglaise, élevée sur les alluvions trop meubles de l'Yèvre, ont exigé l'emploi de pilotis en bois de cinq à six mètres de long, renforcés d'un treillage recouvert de béton. Alors que nul obstacle ne semble s'opposer à un agencement optimal de l'usine de Bourges, ses architectes découvrent, tardivement, le danger des inondations et révisent en catastrophe l'architecture générale. À Torteron, enfin, l'essor des productions entraîne une redistribution complète des bâtiments et une transformation radicale du paysage usinier<sup>194</sup>. La Société entreprend le creusement d'un canal de raccordement au canal du Berry, fait assécher l'étang près duquel se dressait autrefois le premier fourneau, organise le travail sur deux plans que sépare une dénivellation naturelle remaniée par les terrassiers. La zone inférieure réunit, autour du canal Saint-Louis, les machines soufflantes, les fourneaux, les ateliers de fabrication et les magasins. Le second plan, quatorze mètres plus haut, porte l'immense halle à charbon et permet de charger les gueulards sans monte-charge par le simple roulage des matières premières. Plus loin, un gazomètre alimente le système d'éclairage interne de l'usine qu'un long mur isole, désormais, de la cité ouvrière en voie de formation.

### **Les ouvriers face aux nouvelles techniques**

#### *La mobilité*

Les travailleurs de la sidérurgie traditionnelle acceptent mal les nouveaux procédés de fabrication. Ceux-ci amènent souvent l'implantation d'étrangers perçus comme des rivaux venus interrompre la transmission contrôlée et quasi héréditaire des savoir-faire. Sans doute, les forges ont-elles, de tout temps, fait appel à une main-d'œuvre nomade, étrangère au pays. Dans le passé, déjà, les maîtres de forges avaient su mettre en

---

<sup>192</sup> Statistique de la France, Industrie, 4<sup>e</sup> partie, 1847.

<sup>193</sup> Descottes, *Mémoire...*, op. cit.

<sup>194</sup> E. Jolant, op. cit.



concurrence les Comtois et les Berrichons. Cette fois, pourtant, le risque paraît plus grave dans la mesure où l'exercice de la profession se transforme en profondeur, à l'initiative de véritables étrangers venus en dehors des filières habituelles.

En 1824, à Torteron, des Gallois, installés avec leur famille, participent à la mise en marche des machines soufflantes et figurent parmi les chauffeurs et les mécaniciens. Le lancement de Fourchambault s'effectue dans les mêmes conditions, provoquant, d'ailleurs des réactions xénophobes<sup>195</sup>.

La jalousie attise les rancunes. À Trézy, Georges Dufaud se plaint à noter que si "*les ouvriers anglais coûtent cher* (<sup>196</sup>) *leur rendement est bien supérieur à celui des Français*". La vingtaine de Britanniques employés au puddlage et au laminage, à Fourchambault, a des revenus supérieurs de 40 % à ceux des ouvriers français. Plusieurs de ces travailleurs se fixent définitivement. On les retrouve dans les usines de l'Aubois, parfois à des postes de responsabilité, tel Rees-Lewis qui, d'abord chargé de la soufflerie de Torteron, deviendra régisseur des fourneaux de cette même usine.

Tous les maîtres de forges n'ont pas les relations d'un Dufaud, ni les moyens financiers des Boigues. Tourangin, étoile montante de la sidérurgie berrichonne dans les années 1830-1840, procède plus modestement et transfère les ouvriers expérimentés depuis les usines qu'il exploite vers Rosières où ils initient les nouvelles recrues.

En raison de ces échanges, la mobilité géographique des métallurgistes ne faiblit pas. Au milieu du siècle, 44,3 % d'entre eux ont vu le jour dans un autre département que le Cher. Vingt ans auparavant, ils n'étaient que 32,5 %. À l'inverse, la proportion des ouvriers nés dans la commune où ils travaillent chute de 37,5 % à 24 %. Les mouvements à l'intérieur du département restent fréquents. Une étude précise des lieux de naissance fait apparaître un flux régulier entre les localités métallurgiques. La densité des usines facilite, en particulier, les déplacements dans la vallée de l'Aubois.

On remarque des liaisons semblables du côté des métallurgistes « étrangers ». Comme il se doit, les régions limitrophes viennent en tête. L'Indre, l'Allier et surtout la Nièvre fournissent 62,8 % des métallurgistes nés hors du département du Cher. À nouveau, les communes de vieille tradition sidérurgique l'emportent. Des filières se dessinent, préparées par la proximité et la structure des entreprises. Vierzon se tourne vers l'Indre, Torteron vers la Nièvre. Ici, les débuts de la moulerie nécessitent d'élargir l'aire habituelle de recrutement jusque vers les lointaines Ardennes et la Haute-Marne. Avec ce département, on entre dans le pôle des anciennes contrées pourvoyeuses de travailleurs du fer auquel appartiennent le Doubs et la Haute-Saône, dont l'apport représente 8,57 % du total des "étrangers". Les contemporains réagissent à cet état de choses. Contradictoirement.

Les uns insistent sur la proportion d'étrangers et s'en effraient. D'autres, plus sensibles aux efforts réalisés par les maîtres pour stabiliser leur main-d'œuvre, se plaisent à souligner que beaucoup d'ouvriers nés dans la localité n'ont jamais quitté l'usine où ils travaillent. Dans l'ensemble, les journaliers paraissent plus stables. Cependant, parmi les plus qualifiés, quelques dynasties ouvrières réussissent à s'assurer, sinon des privilèges, en tout cas une position dominante dans l'usine, qu'elles n'envisagent pas un instant de remettre en cause par une migration hasardeuse. À Trézy, seule la très forte crise frumentaire de 1817-1819 conduit les forgerons à penser au départ, mais<sup>197</sup> la plupart vivent l'événement comme un déchirement.

En temps normal, le paternalisme en vogue dans la sidérurgie, vise, précisément, à prévenir ces incidents. Ainsi récompense-t-on la fidélité des plus vieux ouvriers en leur confiant des travaux en rapport avec des forces et une santé déclinantes. Le groupe de

---

<sup>195</sup> R. Robin, *op. cit.*, p. 176.

<sup>196</sup> G. Thuillier, *Georges Dufaud et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie en Nivernais*, Paris, 1959, p. 32.

<sup>197</sup> *Id.*

Fourchambault va le plus loin dans cette voie, transformant la coutume des maîtres de forges en élément central d'une politique de gestion attentive à ne rien laisser au hasard, mesurée dans ses coûts comme dans ses conséquences.

L'hérédité socioprofessionnelle est, d'un certain point de vue, un bon révélateur des phénomènes de mobilité et de formation au métier. D'après les actes de mariage, partie d'un niveau élevé au début du siècle, elle s'accroît assez pour atteindre 72 % dans les années 1830, puis s'infléchit et tombe à 41 % vingt ans plus tard, taux encore fort honorable. Le recrutement massif, consécutif au développement de la branche, s'est étendu en direction de toutes les catégories. Signalons, toutefois, une ouverture privilégiée du côté des fils de journaliers - 21,3 % contre 9,3 % dans les années 1830 - et d'artisans dont une fraction a l'habitude du travail des métaux.

#### *L'autonomie professionnelle : un acquis menacé*

Étalées dans le temps, les mutations techniques n'entraînent pas systématiquement une révision radicale et généralisée des procédés de transmission des savoir-faire. *"L'orgueilleux fondeur de Torteron"* continue d'exercer *"une véritable suprématie"* sur l'ensemble du personnel<sup>198</sup>. *"Il était, note Jolant, dépositaire de certains secrets professionnels et, quand il avait à déplacer sa tuyère ou à réparer son creuset, il avait toujours soin de dissimuler les petits bois dont les mesures ignorées de tous servaient à le guider dans les réparations"*. A Torteron, encore, le père Moreau, un maître-mouleur, *"ne manquait jamais de prendre de la fonte chaude entre ses doigts, en faisant le simulacre de la porter à sa bouche pour la goûter"*. Symbolique, le geste manifeste le savoir et l'intimité de l'ouvrier avec une matière étrange et dangereuse pour quiconque pénètre dans l'usine pour la première fois. Mais qui Moreau impressionne-t-il vraiment ? Les *"visiteurs"*, précise Jolant qui, technicien confirmé, ne s'en laisse pas conter.

Les ingénieurs, porteurs d'un savoir menaçant pour l'autonomie ouvrière, ont tôt fait de hausser les épaules. La culture scientifique et technique qu'ils incarnent est en effet indissociable du pouvoir économique dont les ouvriers demeurent, par définition, exclus. Peu à peu, les anciennes méthodes de fabrication s'inscrivent dans un discours rationnel, lequel, à son tour, impulse des recherches débouchant sur de nouveaux procédés. Le temps des maîtres de forges incompetents est, sinon déjà révolu, du moins compté. Le savoir-faire, acquis sur le tas, auprès des anciens, les gestes, les réflexes associés aux divers signaux lumineux, sonores, olfactifs, aux sensations éprouvées dans le maniement des outils, sont, maintenant, subordonnés à une connaissance globale et abstraite, inaccessible à l'ouvrier. Au nom de la technique, de nouvelles contraintes surgissent, inséparables des impératifs économiques qui visent à renforcer l'exploitation du producteur direct.

Sans doute, les métallurgistes voient-ils leur instruction s'améliorer pendant la période. Leurs résultats sont supérieurs à ceux de leurs concitoyens, sauf à Vierzon. Dans les années 1830, 35 % d'entre eux pouvaient signer leur acte de mariage contre 23,5 % pour l'ensemble des époux, toutes catégories confondues. Vingt ans plus tard, ils sont 49,3 % à savoir le faire, conservant près de huit points d'avance sur la totalité des époux. Malheureusement, la formation reçue est à cent lieues de celle qu'exige la compréhension des nouvelles techniques. La solidité du savoir, au-delà d'une simple signature, soulève maintes questions lorsqu'on connaît la fâcheuse réputation des élèves des centres sidérurgiques. *"On sait que dans les fourneaux, observe l'inspecteur d'académie systématisant des remarques faites à Vallenay et Torteron, les enfants sont fort dissipés et fort difficiles à tenir"*<sup>199</sup>.

Dans les usines, les tenants de la *"modernité"* n'ont pas de mots assez durs pour tancer les résistances. Lisons ce qu'écrit Emile Martin dans un texte où le mépris technocratique s'exprime

<sup>198</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 31.

<sup>199</sup> AdC, I T 90; Enseignement; Rapport pour l'année scolaire 1847-1848.

sans artifice<sup>200</sup>. *"Les ouvriers des hauts fourneaux et des anciennes forges, explique-t-il, sont ordinairement pris dans les chaumières où ils sont nés et n'apportent à leur métier qu'un service machinal (...). Naturellement conduits par un gros instinct, ils vont où vont les autres, sans pouvoir se rendre compte de la moindre chose. De cette classe, le plus ou le moins de mérite dépend de plus ou moins d'exactitude à remplir ses devoirs de main-d'oeuvre et après vingt campagnes, ils se trouvent n'avoir rien appris. Tous en général tiennent à leurs usages, à leurs manières de travailler, à leurs coutumes"*.

Homme de science et de terrain, Martin n'ignore pas qu'il anticipe sur les réalités de son temps. Analysant les précautions à prendre lorsqu'on introduit une nouvelle méthode de fabrication, il conseille de *"méditer sur le caractère de ses ouvriers, proportionner ses projets d'amélioration, les y mener par des nuances insensibles et s'arrêter au point marqué par le degré d'intelligence qu'ils ne peuvent dépasser"*. Le ton a changé. La prudence recommandée rappelle le caractère irremplaçable de l'expérience accumulée au long des années d'apprentissage et d'exercice du métier.

Fondeurs et forgerons constituent un capital humain précieux qu'il ne saurait être question de gaspiller en le faisant fuir par une politique brutale. Pas plus qu'hier, les travailleurs ne sont interchangeables. Répétons-le, l'heure n'est pas à l'exclusion, mais, et c'est déjà beaucoup, à la subordination. Les oeuvres sociales développées au même moment, à Fourchambault précisément, participent de cet objectif.

Tous les techniciens, cependant, ne partagent pas l'opinion de Martin. A cheval sur deux époques, Dufaud, que sa formation technique rapproche de son gendre, se montre plus sensible aux compétences ouvrières. Décidé à vaincre *"la routine opiniâtre et peu éclairée"* de ceux-ci, il n'oublie pas de dénoncer *"l'opposition irréfléchie des autres maîtres de forges"* renâclant devant une course à la modernisation qu'ils ne se sentent guère capables de mener à bien<sup>201</sup>. Par une tactique habile, le directeur de l'usine de Grossouvre parvient à initier ses salariés, *"tous des hommes du pays"*, aux nouveaux procédés d'affinage sans leur faire perdre aucune de leurs qualités anciennes.

Il y a donc loin des ambitions technocratiques et volontaristes d'un Martin à l'organisation concrète des ateliers. Les nouvelles méthodes font, d'ailleurs, naître de nouveaux professionnels qui, à leur tour, établissent, autour d'eux, un espace de liberté défendu bec et ongles contre les éventuels empiètements du maître ou de ses commis...

### **Nouvelles techniques, nouveaux métiers**

Qu'il s'agisse de la production de fonte ou de l'affinage suivant le procédé comtois, l'organisation du travail, les gestes, les compétences requises, demeurent, pour l'essentiel, ce qu'ils étaient autrefois, ce en dépit des améliorations relevées en matière de rendement. On privilégiera ici les opérations les plus neuves.

#### *Le puddlage*

Le puddlage inaugure la série des travaux qui mènent de la fonte aux fers marchands. Si le temps de présence est de douze heures, la pénibilité du travail implique l'emploi, en alternance, de deux équipes, composées pour chaque four d'un puddleur et de son aide<sup>202</sup>. Sauf cas de force majeure, les mêmes hommes se retrouvent tous les jours autour de leur four habituel, ce qui ne peut que renforcer les liens entre les ouvriers d'une part, entre ceux-ci et l'espace productif d'autre part. La rémunération s'effectue à la tâche, l'équipe formant un tout solidaire. A Vierzon, en 1841, les 9 francs versés par tonne de fer puddlé se répartissent à raison des 2/3 pour le chef puddleur et 1/3 pour son

<sup>200</sup> E. Martin, cité par G. Thuillier, « La révolution des forges en Nivernais (1800-1830). Les résistances à l'innovation technique », *Actes du 84<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes*, Dijon, 1959, Paris, 1960.

<sup>201</sup> G. Dufaud, cité par G. Thuillier, « La révolution... », art. cit.

<sup>202</sup> Descottes, *Mémoire...*, op. cit. (1841) et Ratel, *Mémoire...*, op. cit. (1844).

assistant. Sur la base d'une production de 1,4 tonne par jour, les gains quotidiens du puddleur atteignent 4,20 francs et 2,10 francs pour l'aide.

Grâce au *Mémoire* de 1841, on peut reconstituer les différentes étapes de l'opération. Long de plus de cinq mètres sur près de deux mètres de large, le four comprend deux parties inégales. La plus importante sert au puddlage proprement dit, cependant que le petit four ou « cassin » reçoit les 200 kilos de fonte en « saumon » pour un préchauffage bénéficiant des flammes « perdues », issues du compartiment précédent. À l'intérieur du grand four, une épaisse sole de puddlage, en fonte, de deux à trois mètres de long, est séparée du foyer par l'autel ou pont de chauffe, en maçonnerie qui dirige les flammes vers la voûte recouvrant l'ensemble. Au milieu du four, la sole s'élargit en direction de la porte de travail par laquelle l'ouvrier réalise le chargement ou le déchargement ainsi que le brassage du métal.

À l'extérieur du four, un tas de charbon, régulièrement approvisionné par des journaliers, se dresse à portée de pelle. C'est à l'aide-puddleur que revient la tâche de surveiller la marche du foyer. Posés à même le sol ou appuyés contre la bâtisse du four, divers ringards à biseau, à crochet, des rables en forme de râteau et des pinces se tiennent à la disposition du puddleur, qui en fait une grosse consommation. Maniés rudement, soumis à de fortes températures, les outils s'altèrent vite. Les hommes aussi, hélas, <sup>203</sup> Il en est "*peu qui puissent résister plus de quinze ans*" à ce poste<sup>203</sup>. Constamment en nage, déshydratés, épuisés par l'effort musculaire nécessaire au déplacement de masses de plusieurs dizaines de kilos, les puddleurs respirent les émanations provenant de la combustion du charbon, abîment leur vue à observer l'intense lumière qui rayonne du métal et dont les changements de couleur guident l'action.

Les opérations se succèdent à un rythme soutenu. Dès qu'un cycle s'achève, le puddleur jette un peu d'eau pour refroidir la sole, puis la tapisse de scories. La fonte placée auparavant dans le petit four a pris une teinte rouge qui autorise son transfert, à l'aide de grandes pinces, à proximité de l'autel du grand four. On ferme, ensuite, hermétiquement la porte de travail et enfourne une nouvelle quantité de fonte froide dans le « cassin ».

Pendant ce temps, l'aide transporte, sur la grille du foyer, les 3/4 des 136 kilos de charbon qui seront consommés. Onze minutes, environ, suffisent aux deux hommes pour accomplir ces gestes, ce qui leur laisse quelque temps de repos avant que ne commence l'étape suivante. Un quart d'heure plus tard, le chef puddleur abaisse le registre du four afin d'empêcher la fusion de la fonte. Au moyen d'un ringard à biseau, introduit par la porte de travail, il frappe le métal, qui se désagrège jusqu'à se réduire à l'état de menus grains dont l'aspect rappelle ceux du sable. Le puddleur saisit alors un rable à crochet et remue énergiquement la matière mêlée aux scories. Bientôt, la masse bouillonne sous l'effet de la chaleur et de la décarburation. L'ouvrier rouvre le registre, porte le tirage au maximum, condition indispensable à la réussite de la réaction. Le brassage se poursuit activement, mais la difficulté augmente. En effet, la matière s'épaissit, tandis que le bouillonnement diminue. Rassemblée, la masse vire au rouge malgré les innombrables points brillants qu'on observe en surface. L'aspect est celui d'une éponge. Le fer se sépare des scories restées liquides. Attentif à suivre et à comprendre les gestes du chef puddleur, l'aide garde un oeil sur le niveau des combustibles, ajoutant, de temps à autre, des pelletées de charbon.

Le métal est sur la sole depuis maintenant 1 heure 10 minutes. La fatigue se ressent, mais le plus dur reste à venir. À l'aide du ringard, le puddleur attaque la masse à nouveau constituée, et la divise en quatre loupes. Détachées puis recomposées, les trois premières sont placées près de l'autel. Adroitement roulée sur la sole, la dernière agglomère les petits morceaux et éclats dispersés au cours du travail. Inutiles, les outils sont ensuite rangés à l'extérieur du four. Un ultime coup de feu conclut l'opération. Puis, avec précaution, car on doit éviter que l'air n'oxyde le métal en s'engouffrant brusquement, les loupes sont retirées au moyen

---

<sup>203</sup> J. Vial, *L'industrialisation de la sidérurgie française (1814-1864)*, Paris, 1963, p. 347.

de pinces « écrevisses ». Le puddlage prend fin après 1 h 42 minutes d'activité. Un nouveau cycle s'engage. En 1841, Descottes compte une moyenne de sept opérations par tournée.

#### *Le cinglage*

Chaque loupe, sortie du four, est portée à la presse voisine, où deux hommes se relaient. En 1841, les cingleurs vierzonnais gagnent 3 francs pour 12 heures de travail. Le travail s'effectue à un rythme soutenu. Actionnée par un système de bielle-manivelle, une lourde masse métallique, de surface légèrement concave, frappe régulièrement les loupes. Le cinglage soude ainsi les particules de fer, tandis que le laitier s'écoule. Progressivement, la loupe perd son aspect spongieux pour acquérir une forme conique. Il reste à donner au métal sa forme définitive, c'est là l'affaire des lamineurs.

#### *Le laminage*

La complexité des installations n'a cessé de grandir avec le temps. La loupe, réchauffée, subit d'abord l'action des cylindres dégrossisseurs entre lesquels on l'engage par la pointe du cône. Agissent successivement des rouleaux à trois cannelures en ogive pour « l'ébauchage », puis trois à cannelures rectangulaires.

Une roue hydraulique fournit l'énergie motrice. La vitesse est, à ce stade, de cinquante tours par minute. Tout va très vite et réclame une grande attention au moment de présenter la pièce. De la force aussi pour guider puis récupérer la lourde barre manœuvrée à bout de bras par l'intermédiaire de pinces. Le niveau élevé des rémunérations versées aux trois ouvriers témoigne de la valeur qu'on reconnaît à leur travail. Le chef dégrossisseur partage avec son homologue chef lamineur le privilège d'appartenir à l'élite ouvrière de l'usine, celle dont les gains journaliers, variables, car proportionnels à la tâche, oscillent autour de 6,50 francs en 1841. Sous les ordres du chef dégrossisseur s'activent un « sous-lamineur au dégrossisseur », communément appelé « ragocheur », et un « releveur d'aviot au dégrossisseur », chargé de rattraper la pièce au sortir des cylindres et de la redresser pour qu'elle ne heurte pas le sol. La hiérarchie ne perd pas ses droits, jusque parmi les aides. Ainsi, le « ragocheur » perçoit-il 2,50 francs, contre seulement 1,75 pour le releveur.

Imparfaitement nerveux, le fer puddlé maintient son aptitude au laminage grâce au traitement thermique, auquel on le soumet notamment entre le dégrossissage et « l'étirage ».

Au nombre de dix-sept, en 1841, soit 211 kilos de métal, les barres de métal sont introduites dans un four à réchauffer par le chauffeur et l'aide qui en ont la responsabilité. Une fois la porte du four fermée, il faut 32 minutes pour que le fer blanchisse. Extraites, les barres passent à plusieurs reprises entre les cylindres de l'un des deux trains préalablement réglés par le chef lamineur et spécialisés dans l'étirage des gros et des petits fers. Le gros et le petit « mills », entraînés à 70 et 180 tours/minute, ne peuvent fonctionner en parallèle. Selon les commandes, l'équipe va de l'un à l'autre. En 1844, on espère beaucoup de l'installation d'une machine à vapeur qui régularisera le travail des lamineurs en supprimant les interruptions estivales. L'opération est extrêmement rapide. Douze minutes suffisent à l'étirage des petits fers, le temps de réaliser cinq passages: un pour chacune des trois premières cannelures des cylindres et deux pour la dernière.

#### *Le dressage et le cisailage*

Encore chauds, les fers sont dressés par des équipes formées de trois enfants, les seuls mentionnés dans l'usine. Accompagné d'un aide, le cisailleur ou corroyeur intervient en dernier lieu. Avec une « cisaille marchande », il coupe les verges à la longueur voulue. En divers points de l'atelier, des manœuvres complètent le personnel et s'affairent au transport des matières premières, des scories et des escarbilles projetées par les fours. Ici et là, des graisseurs veillent au bon fonctionnement des machines : presse et trains de laminoirs.

Le *Mémoire* de 1844 signale la présence d'un surveillant, quatre ans auparavant, lors d'une grève, un personnage - le même ? - avait assuré, sous l'autorité du directeur des travaux de la forge anglaise, la maintenance du matériel avant de devoir se résoudre à mettre la main à la pâte. L'homme connaît les métiers de la forge. Plus qu'à un technicien, au sens moderne du terme, il semble qu'on ait affaire à un ouvrier expérimenté, capable d'affronter les multiples incidents techniques et sociaux prévisibles de l'atelier. Son âge - 44 ans - confirme une certaine expérience. Toutefois, malgré sa fonction, le surveillant ne se place pas au sommet de la hiérarchie salariale. Avec 6 francs par jour, il vient derrière le chef lamineur. Retenons encore que les dimensions de l'établissement entraînent le recours à des intermédiaires entre l'échelon directorial et les équipes productives. Il y a là une nouvelle menace pour l'autonomie et la cohésion ouvrières. On le voit bien en 1840 où, si l'un des chefs lamineurs envisage, un moment, de participer à la coalition, le surveillant, non seulement n'y songe pas, mais contribue à l'échec du mouvement

#### *Les fonderies*

L'usine de Vierzon possède une moulerie depuis l'origine. Un des deux fourneaux a la réputation de produire la fonte grise recherchée par les mouleurs. Avant toute chose, le chef fondeur vérifie toujours la qualité du métal. À cette fin, il prélève 250 grammes de fonte liquide qu'il verse dans un petit trou creusé dans le sable. Selon l'allure de la surface supérieure du disque de métal refroidi, le verdict tombe. Concave, il s'agit de fonte grise. La convexité ou l'horizontalité désignent, au contraire, une fonte blanche ou truitée<sup>204</sup>.

Dans le Cher, le moulage est, depuis 1830, la spécialité de Torteron, en raison des qualités exceptionnelles de la fonte locale, que sa liquidité prédispose au moulage en première fusion.

#### *Les préparatifs*

Pas plus en métallurgie qu'en céramique, on ne peut concevoir de moulage sans modèle. L'atelier des modelleurs tranche sur le reste de l'usine par le calme qui y règne, et les qualités particulières qu'on exige de ses travailleurs<sup>205</sup>. À l'instar de leurs homologues de la porcelaine, les modelleurs se considèrent comme des artistes et réclament, la rareté aidant, des salaires en rapport avec leur état. À Torteron, il faudra les événements de 1851 pour que l'usine consente à se séparer du « père Pénouille », un chef modelleur parisien, compromis dans le mouvement des Mariannes.

Tel un ébéniste ou un menuisier, le modelleur travaille sur l'établi la pièce de bois sec en sapin, noyer, peuplier ou frêne, à laquelle il donne les formes du dessin étalé sous ses yeux en grandeur réelle<sup>206</sup>. Les cotes, toutefois, sont modifiées afin de tenir compte de retrait d'environ 1 % que subit le métal en refroidissant. Achevé, le modèle se conserve dans un local spécial, à l'abri du soleil, des courants d'air ou de l'humidité qui risqueraient de le détériorer. Pour des produits de série, on utilise de préférence des modèles de cuivre, de fer ou de fonte.

Le sable est le matériau le plus indiqué pour la fabrication du moule. Mais il y a sable et sable. Les mouleurs recherchent un produit assez consistant pour recevoir et conserver l'empreinte du modèle sans montrer la viscosité d'une terre argileuse qui générerait l'évacuation des vapeurs et des gaz. Les mouleurs disent qu'un bon sable doit « avoir du corps »<sup>207</sup>. Celui utilisé à Torteron est de couleur verte. On réserve les grains les plus fins au coulage en deuxième fusion. Quelle que soit la fabrication, les ouvriers s'astreignent à obtenir un moule d'une parfaite homogénéité. Il y va de la qualité de la future pièce : des retraits

<sup>204</sup> Descottes, *Mémoire...*, *op. cit.*

<sup>205</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 49 et suiv.

<sup>206</sup> A. Gillot, L. Lockert, *Nouveau manuel complet du fondeur de fer et de cuivre*, Paris, 1879, p. 125-142.

<sup>207</sup> *Id.*, p. 25-28.

inégaux en déformeraient inévitablement les contours. Aussi, prend-on la peine, avant usage, de cribler puis de malaxer le sable que l'on mélange avec un vieux sable, lui-même préalablement remué à la pelle. Divers procédés contribuent à l'ameublir et à favoriser sa perméabilité aux gaz. Partout, on ajoute de la poussière de charbon - le « brasque » -, que certains délayent avec de l'eau, de la poudre d'os et de la colle forte, qu'ils font ensuite sécher<sup>208</sup>. D'autres célèbrent les vertus du crottin de cheval qui, disent-ils, réduit les risques de fente<sup>209</sup>.

#### *Les châssis et les moules*

La préparation du moule réclame beaucoup de soin. La qualité de la fonte mise à part, la conformité de la pièce dépend de l'attention portée à sa réalisation. Le type de fabrication détermine le procédé de moulage et les caractéristiques du moule. À Torteron, les méthodes grossières, dites « en coquille », « en terre » ou « à découvert », sont exclues au profit de la technique « en châssis »<sup>210</sup>. Celle-ci tire son nom du cadre de bois ou de fonte composé d'une partie inférieure - le « corps » et d'une partie supérieure - le « chapeau » - à l'intérieur de laquelle, une fois le sable en place, on coule la fonte liquide. Selon que la pièce doit être pleine ou vide, les ouvriers emploient deux systèmes différents.

Le « châssis simple » suffit à la fabrication d'un objet plein. Suivant les dimensions des moules, la taille des équipes change. En général, elle comprend deux ouvriers, qu'assiste, parfois, un aide. En début d'opération, chaque homme a la responsabilité d'une partie du châssis. L'un des mouleurs commence par verser du sable dans le « corps » posé sur une table. Lorsque le « corps » est à moitié rempli, il saisit, par sa poignée intérieure, un modèle en cuivre à surface extérieure polie et l'enfonce dans le sable de telle sorte que le niveau supérieur du modèle se confonde avec le plan horizontal défini par les rebords du « corps ». Une règle permet d'ajuster le modèle. L'ouvrier achève alors de verser le sable qu'il tasse du mieux qu'il peut, tout en déplaçant légèrement le modèle pour empêcher son adhésion aux parois du moule en voie de formation. Une « ratissette » en tôle égalise la surface supérieure du sable lorsque celui-ci arrive au ras du châssis. Avec une aiguille de fer, le mouleur n'oublie pas de « tirer des airs » à travers le moule de façon à favoriser l'évacuation ultérieure de la vapeur d'eau et d'autres gaz. Le modèle est alors retiré en prenant garde de ne pas endommager les arêtes marquant la limite supérieure du moule. Par petits jets, l'ouvrier vide sa bouche remplie d'eau et humecte les parois de sable qu'il lisse ensuite avec un polissoir en laiton et saupoudre d'une fine poussière de charbon de bois, destinée, le moment venu, à ralentir le refroidissement et empêcher le blanchiment de la fonte.

Le second mouleur, pendant ce temps, avance dans la préparation du « chapeau », laquelle diffère quelque peu de celle suivie pour le « corps ». La partie supérieure du modèle comporte, cette fois, une broche qui le relie au fond du châssis. Le travail débute par le réglage de la broche jusqu'à l'obtention d'un alignement des bords du modèle sur le plan supérieur du « chapeau ». Le versement et le tassement du sable sont, en revanche, identiques à ceux du « corps ». On retire, par la suite, le modèle et la broche avec d'infinies précautions. Pour les pièces les plus compliquées, plusieurs ouvriers coopèrent. À la surface des deux moitiés du châssis, on répand une mince couche de poudre de charbon en prévision du démoulage. Délicatement, soufflant ici sur une impureté, époussetant là avec une brosse à poils de blaireau, les mouleurs passent en revue chaque élément du dispositif, puis basculent le « chapeau » au-dessus du « corps » après avoir vérifié que le moule supérieur épouse parfaitement les contours de son homologue inférieur. Le châssis est maintenant achevé. Des crochets stabilisent l'ensemble. Pour plus de sûreté, on charge le « chapeau » de poids destinés à l'immobiliser.

La difficulté dans la confection du châssis à noyau tient dans la mise en place du moule intérieur - le noyau - correspondant à la partie creuse de la pièce. On examinera ici le cas élémentaire d'un

---

<sup>208</sup> A. Landrin, *op. cit.*

<sup>209</sup> A. Guettier, *La fonderie en France*, Paris, 1882, T. IV, p. 103-125.

<sup>210</sup> Guiot, *Mémoire...*, *op. cit.*

noyau sphérique, précisément ceux que Guyot a pu observer à Torteron. Le mouleur dispose pour fabriquer son noyau d'un hémisphère en laiton, creux à l'intérieur, dont la surface interne servira de modèle. Grâce à un orifice situé à l'emplacement du pôle, l'ouvrier introduit une tige de fer percée de petits trous disposés autour de l'axe et dans lesquels il place des chevillettes de bois qui, plus tard, renforceront la solidité du noyau. L'hémisphère est ensuite fixé, la face interne orientée vers le haut, sur un établi grâce à la partie extérieure de la tige. Le mouleur remplit de sable l'hémisphère ainsi maintenu et le tasse au fur et à mesure, en évitant de déplacer les chevillettes. Un second hémisphère, également percé au pôle, vient alors s'adapter sur le premier, contre lequel on le serre par un système de vis. Par l'orifice supérieur, le mouleur verse à nouveau du sable qu'il rend compact au moyen d'un mandrin à queue en bois lui permettant d'atteindre, depuis le pôle, les parois de laiton. La finition est réalisée avec un outil de bois dont l'extrémité s'adapte à la courbure de la calotte. Le noyau sera prêt lorsqu'on l'aura libéré de l'enveloppe métallique qui a guidé sa confection.

L'ouvrier retire les vis qui ferment le globe, ôte l'hémisphère supérieur puis, sans toucher à l'hémisphère inférieur, enlève le noyau en soulevant la tige de fer qui fixait l'ensemble à l'établi. Humecté, saupoudré de poussière de charbon, le noyau, toujours suspendu à sa tige, est conduit à l'étuve dont la chaleur raffermira la compacité. Il ne reste plus qu'à introduire le noyau dans un châssis simple. Le mouleur utilise pour cela le trou laissé dans le « chapeau » par le modèle à broche, grâce auquel la tige du noyau passe aisément. On mesure au plus juste la position de la tige afin que le noyau soit à égale distance de la « chemise » du châssis. Enfin, on resserre le dispositif dans l'attente de la coulée.

Le moulage d'objets volumineux tels que les marmites nécessite l'utilisation de calibres qui, solidaires de l'arbre du noyau, façonnent successivement le noyau et la « chemise » du moule. La matière employée pour ce genre de préparation est une terre grasse que l'on met ensuite à sécher avant de l'enduire de « brasque ».

La fabrication des tuyaux, spécialité de Torteron, est un cas particulier de moulage en châssis à noyau. On sait que l'usine de Torteron sera l'une de premières à adopter le procédé dit de « coulage debout ». Le mode de fabrication, encore sommaire, a été imposé par la Ville de Paris avec laquelle un important contrat venait d'être passé<sup>211</sup>. Les châssis comprennent huit pièces et le moule se fait en cinq parties, dont le noyau, préparées séparément. Le tout est monté sur des échafaudages de deux à trois mètres de hauteur où se tiennent les ouvriers qui réalisent le coulage. Travail périlleux, s'il en est, car, outre les risques de chute, la fonte en fusion menace dangereusement de brûler les hommes au moindre déséquilibre.

### *Le coulage*

Les procédés de séchage des moules sont variés et vont du simple brasero, couvert d'une plaque de marbre sur laquelle on les pose, jusqu'à l'étuve, dont le modèle le plus avancé semble être celui des fosses de coulage pour tuyaux qui, coiffées d'une cloche, reçoivent des injections d'air chaud grâce aux conduits souterrains prévus à cet effet et dont l'usage se répandra plus tard. A l'issue de ce traitement, chaque équipe forme un « rang », alignement de moules au-dessus desquels on versera la fonte liquide.

Les conditions du coulage dépendent du type de fonte et des dimensions de la pièce. La fonte de première fusion, employée à Torteron dans les années 1830, est dirigée, par des rigoles tracées sur le sable tapissant les abords du fourneau, vers la fosse, où une large « chaudière » de fonte, revêtue d'un enduit argileux, la recueille. Au terme de la coulée, une grue soulève la « chaudière » par une anse et la porte vers la moulerie. Là, deux mouleurs, les mains enveloppées de linges mouillés, saisissent la lourde cuve et la penchent au moyen d'un bras levier. Un troisième ouvrier, muni d'une planchette de sapin, écarte les impuretés - fragments de revêtement, laitier, sable... - qui

---

<sup>211</sup> E. Jolant, *op. cit.*



viendraient à s'approcher du bec verseur. Pénible, l'opération est également dangereuse. La moindre goutte de fonte échappant au jet pour tomber sur une surface dure - pierre ou métal - peut provoquer des projections à dix mètres à la ronde. Malheur à l'ouvrier imprudent ou malchanceux. *"La fonte, nous dira un mouleur d'aujourd'hui, c'est un poison, car les blessures cicatrisent mal"*<sup>212</sup>.

Pendant la coulée, un châssis mal « claveté » ne résistera pas à la pression conjuguée du métal en fusion et des gaz. L'interface « chapeau/corps » forme alors une fissure idéale par laquelle le liquide s'échappera. Gare aux pieds. Dans le meilleur des cas, l'ouvrier, chaussé de sabots protecteurs, aura eu le temps de les jeter avant que la fonte ardente n'ait réussi à traverser le bois.

Il y a pire : le contact du métal avec un corps humide. Dans ce cas, l'explosion est à craindre. Longtemps, Torteron gardera le souvenir d'un terrible accident survenu le 5 janvier 1863<sup>213</sup>. *"Au moment où les ouvriers allaient quitter leur travail, raconte un témoin, une immense clameur et une lueur sinistre s'élevèrent des fonderies"* : une plaque tournante dont le volet d'arrêt n'avait pas été baissé venait d'amener le déraillement d'un wagon et le renversement partiel de la fonte contenue dans la « chaudière » qu'il portait. Cette fonte répandue sur un sol imprégné d'eau après plusieurs jours de pluie fut projetée dans toutes les directions ; elle mit le feu à une petite halle de moulage et aux vêtements des douze malheureux ouvriers qui traînaient le wagon. On dénombra cinq morts et neuf blessés graves.

La fonte de seconde fusion est obtenue au bas du cubilot. Pour des raisons de sécurité et d'économie, les ouvriers s'approvisionnent directement et délaissent la « chaudière » lorsque les pièces sont de taille modeste. Un travailleur spécialement préposé à cette tâche - le « boucheur » - fait sauter le bloc d'argile qui obture le trou de coulée. La fonte avance vers « la poche à fourche ». Celle-ci se compose d'un récipient métallique soutenu par une barre qui, d'un côté, se divise en deux branches que le mouleur empoigne et dont il se sert pour guider le jet du métal. A l'autre bout, un manœuvre, les deux mains refermées sur la barre, n'intervient que pour le transport. Contraints de circuler entre les rangs, les porteurs évitent de soulever le sable qui recouvre le sol et pourrait pénétrer à l'intérieur des moules.

Le coulage proprement dit doit se dérouler promptement, mais pas trop "fort", sous peine de déformer le moule et de fausser la pièce. En présence de moules volumineux, les ouvriers prévoient plusieurs conduits ou « jets ». Le choix de leur emplacement dépend de la position des parties fragiles de la pièce. Dès que les vapeurs jaillissent des « événements », un ouvrier s'empare d'une mèche, dont la flamme lèche les orifices et brûle les gaz qui en émanent

Le temps de solidification et de refroidissement passé, les mouleurs séparent les deux moitiés du châssis et les « décroûtent » sans brutalité par quelques coups de masse. Mis de côté, le sable sera, ultérieurement, réemployé. La fonte prise dans le « jet », détachée d'un coup sec, rejoint un autre tas. Les ouvriers l'agencent, parfois, en bassin et viennent, de temps en temps, plonger leurs mains pour un dégrassage sommaire dans l'eau que le métal a réchauffée. En effet, le travail n'est pas seulement dangereux, fatigant en raison des charges de fonte, du poids des châssis à déplacer, du battage du sable... il est aussi salissant. Les poussières de charbon en suspension collent aux vêtements et à la peau des ouvriers couverts de sueur. Dans certains secteurs de la moulure, on ne voit pas à plus de trois mètres tant l'atmosphère est saturée. Au rythme d'une respiration que l'effort accélère, les particules s'ajoutent aux grains de sable très fins et pénètrent dans les poumons. Les mouleurs ne vivent pas vieux. La silicose, une fois de plus, fait des ravages.

Payés à la tâche, les ouvriers redoutent les pièces ratées. Pour celles dont le volume a réclamé un long temps de préparation, la perte de salaire peut atteindre le tiers du gain journalier. Pris entre la nécessité d'aller vite et une technique qui ne tolère pas l'à-peu-

---

<sup>212</sup> Entretien avec des mouleurs de Rosières, 1981.

<sup>213</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 80.

près, les mouleurs déplorent un taux de déchet inévitable et variable selon les fabrications. Un rapport de 1862 estime à 11,5 % du poids de fonte coulée la part des pièces rebutées à Torteron<sup>214</sup>.

Les principaux défauts d'une pièce concernent sa forme : gauchissement, tassement, ruptures, fentes... Leurs causes, nombreuses, entraînent des discussions sans fin. La qualité des matériaux utilisés, depuis le sable jusqu'à la fonte, est à revoir lorsque les coutures, au contact du « chapeau » et du « corps » semblent « mâchées », si l'on observe des « bosses » à la surface de la pièce ou si le retrait est irrégulier. Des modèles construits négligemment peuvent être à l'origine de malformations. Le plus souvent, pourtant, le moule, seul, pose problème, parce qu'il reproduit imparfaitement le modèle ou parce que les fautes commises dans la disposition du « jet » et des « événements » ont provoqué la formation de bulles gazeuses et des « soufflures » plus ou moins graves. Avec ou sans défaut, la pièce n'a pas encore acquis son aspect définitif.

Un mince bourrelet marque la ligne de contact entre les deux parties du châssis, des grains de sable demeurent incrustés, par milliers, à la surface de la fonte. Armés de ciseaux, les ébarbeurs effacent les coutures et « pèlent » sur un millimètre d'épaisseur le dessus de la pièce qu'ils débarrassent de leurs aspérités. Quant aux arêtes tracées par les ciseaux, un patient martelage parvient à les faire disparaître. Quelques fabrications subissent également l'action de brosses métalliques, tandis que d'autres demandent un polissage parfait. Ebarbeurs et râpeurs, installés dans un atelier particulier, respirent à longueur de journée la fine poussière dégagée par leurs propres gestes et alourdissent le bilan déjà impressionnant des victimes de la silicose.

On l'a compris, les métiers de la fonderie sont difficiles. De toutes les qualités exigées des ouvriers, la plus indispensable est, sans conteste, la robustesse. Encore doit-elle s'allier à l'habileté et à la précision. L'apprentissage se fait sur le tas, auprès des compagnons que l'on aide au transport du sable et du métal. *"Les manœuvres du mouleur ainsi que les moyens employés par lui pour reproduire la pièce qui lui est demandée varient à l'infini suivant son intelligence et la connaissance qu'il a du métier"*, note un observateur<sup>215</sup>. On ne saurait mieux souligner le rôle de l'expérience et du pragmatisme dans l'exercice d'une profession où l'autonomie du producteur n'est pas un vain mot. Le mode de rémunération renforce d'ailleurs la liberté des mouleurs quant à l'organisation de leur travail. En 1841, les revenus d'un mouleur vierzonnais en pièces mécaniques dépassent de 10 à 20 francs les gains mensuels d'un maître-fondeur, lesquels approchent les 55 à 60 francs perçus par les mouleurs spécialisés dans la fabrication des poteries et des marmites<sup>216</sup>. A Torteron, où le moulage est essentiel, le paiement à la tâche évolue vers un système contractuel engageant chaque partie et favorisant le travail régulier. Pour le moment, on n'en est pas encore là. Revenant, plus tard, sur la période qui nous intéresse, la direction n'exprimera, à ce sujet, aucune espèce de nostalgie. Bien au contraire. *"Au moindre caprice (...) : un tour de France à faire ou des moissons à achever d'urgence, quelquefois une épidémie de fêtes patronales ..."*<sup>217</sup>, les ateliers se dégarnissaient aussi vite qu'ils étaient encombrés en temps normal. On reconnaît là le comportement d'une certaine élite ouvrière, aussi prompt au nomadisme qu'au repli vers la terre et la communauté villageoise.

### Une grève aux forges de Vierzon : des divisions insurmontables

Il est significatif que le seul conflit ayant entraîné un arrêt de travail dans la sidérurgie ait porté sur l'organisation du travail dans l'une des forges anglaises qui symbolisent, alors, la modernité.

Au début de l'année 1840, la direction de l'usine de Vierzon décide de doubler, en la prolongeant d'une semaine, la période de

<sup>214</sup> AN, 59 AQ 20 ; Rapport sur le travail des Mines et Usines de la Société Commentry-Fourchambault pendant l'exercice 1860-1861 (janvier 1862).

<sup>215</sup> Descottes, *op. cit.*

<sup>216</sup> L. Reybaud, *Le fer et la houille*, Paris, 1874, p. 108-110.

<sup>217</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 29-35.

fonctionnement ininterrompu de la forge<sup>218</sup>. La mesure reportée à la fin de chaque quinzaine le repos accordé aux ouvriers pendant les révisions et réparations des machines et des fours. À l'échelle du mois, le nombre des jours de congé reste fixé à quatre, dont seule change la répartition : au repos dominical hebdomadaire se substituent deux journées consécutives toutes les deux semaines.

Pendant six semaines, le système est appliqué sans rencontrer d'opposition déclarée. Les 8 et 9 février, pourtant, des incidents éclatent révélant au grand jour le malaise ambiant. Le 8, en fin de journée, lors de la relève des équipes, plusieurs chauffeurs, entraînés par un lamineur de dix-sept ans, Etienne Rondeau, refusent de prendre leur poste. Les remplaçants, que les commis tentent de réunir dans la nuit, se défilent. Finalement, un chef lamineur, assisté, pour l'occasion, par le surveillant, rassemble une petite équipe et assure, comme il peut, le travail de nuit. L'affaire rebondit le dimanche 9 février, au matin, lorsqu'Etienne Rondeau, auquel Grenouillet a interdit l'entrée des ateliers, passe outre. Après une première algarade avec Hurvoy - le directeur -, une altercation plus sévère l'oppose à Grenouillet.

Les magistrats classeront le dossier dans la rubrique des coalitions. En réalité, si les faits répondent bien, comme on le verra, à la définition juridique du délit, l'épreuve de force reste circonscrite à un atelier, voire à une équipe, confirmant, au passage, le cloisonnement interne de l'établissement. Écouté et, à ce qu'il semble, craint, malgré son âge, dans le secteur de la forge anglaise, Rondeau perd toute autorité dès qu'il quitte son fief. Une tentative d'incursion dans la forge française tourne mal. À peine entré, le jeune homme doit rebrousser chemin et ressort la blouse déchirée. Les clivages sectoriels ont une extension hors de l'usine. Ainsi, au cabaret, les ouvriers se regroupent exclusivement par équipes de travail.

Si Étienne tient, apparemment la vedette, Grenouillet n'a pas tort d'étendre ses griefs à l'ensemble de la famille Rondeau, laquelle est représentée dans l'usine, en plus de notre "héros", par son frère et son père, tous deux chauffeurs. Les Rondeau n'en sont pas à leur premier employeur. Après un séjour à Vierzon, où Étienne a vu le jour, le père a travaillé à Fourchambault. Là-bas, en 1837, certifie Grenouillet, ils auraient pris part à « l'émeute » qui suivit l'arrivée d'un contingent d'ouvriers anglais. Digne héritier de la tradition familiale, Étienne a le sang vif et la fierté chatouilleuse. Le 8 février, seul, il ose s'exprimer en public et clame bien haut *"je ne suis pas un esclave"*. Le lendemain, pressentant la partie perdue, il prend les devants et exige son compte. Bon ouvrier, il trouve facilement à s'embaucher à Bourges, où les gendarmes l'arrêteront quelques jours plus tard.

Peu portés à l'action collective, les métallurgistes réagissent par impulsion. Au cours des deux journées, Étienne Rondeau témoigne, par ses actes, d'un tempérament volontaire, mais excessif. On cherche en vain les qualités d'organisateur, qui font d'un révolté un « meneur ». Coups de gueule, injures, menaces, voies de fait se succèdent jusqu'à l'isolement définitif. À l'évidence, les poings sont plus solides que la réflexion. Il est vrai que les sidérurgistes montrent un faible pour les explications physiques.

Certes, les seules violences reconnues concernent l'accrochage du 9 entre Rondeau et le maître de forges. Pourtant, par leurs silences et leurs contradictions, les diverses dépositions laissent percer une atmosphère de peur. Sollicités de reprendre le travail, les ouvriers s'enquière de l'identité des présents et des absents. Esprit de solidarité ? Peut-être... L'hypothèse conforterait le constat d'une très médiocre aptitude à l'organisation de métallurgistes réduits à s'en remettre aux rumeurs ou aux informations patronales pour connaître l'évolution d'un mouvement qu'ils sont censés soutenir. Ne cherchons pas, ici, d'improbables ramifications extérieures ou l'ébauche d'une structure associative. En tout et pour tout, l'unique indice d'une concertation se résume aux propos entendus le samedi matin au cabaret Morin. Ce jour-là, des ouvriers attablés, comme d'habitude, autour de verres de vin blanc, discutent ferme de la nouvelle organisation du travail. Le chef

<sup>218</sup> AdC, 32 U 312, coalition, Vierzon, 1840.

lamineur Martelet paraît alors, selon le récit de Rondeau, le plus décidé à agir. Ne propose-t-il pas à son père de s'engager à ne pas travailler dès le soir sous peine d'une amende de 5 francs ? Le principe de la sanction ne rencontre pas l'adhésion des présents. L'un d'eux rétorque qu'il n'a pas 5 francs à gager et que sa parole vaut bien cette somme. Les participants ne sont pas très nombreux et l'on ignore le degré d'adhésion de chacun au projet. Les déclarations ambiguës qu'ils feront plus tard aux enquêteurs ne sont pas de nature à nous éclairer sur ce point. Nul document écrit ne vient témoigner d'un début d'organisation. L'écriture, il est vrai, n'est pas très familière aux protagonistes, en cela assez représentatifs de la corporation.

Dans la soirée, à l'exception du jeune Rondeau, qui se démène tant à la forge qu'auprès des hésitants, les « meneurs » se contentent d'attendre les nouvelles au cabaret où rien n'évoque l'agitation fébrile des assemblées de grévistes. Vers 21 heures, Rondeau père interpelle un lamineur. *"Eh bien, tu viens de la forge, tu nous diras bien ce qui s'y passe, qui est ce qui chauffe nos fours..."* Apprenant qu'on l'a remplacé, Rondeau frappe sur l'épaule de son voisin et s'exclame simplement *"nous sommes trahis"*, avant de se retirer en glissant à un camarade *"il ne faut se confier à personne"*.

L'absence des chauffeurs paralyse quelques heures l'atelier, cependant l'action ne repose que sur la participation d'une catégorie indispensable, mais néanmoins subalterne. Au contraire, les puddleurs et les lamineurs, dont le chef avait approuvé, sinon suscité, la coalition dans sa phase préparatoire, sont au travail. Indice inquiétant, hormis Rondeau et ses fils, un seul chauffeur, coéquipier du père, respecte les décisions arrêtées en commun. À l'employé qui vient le chercher au cabaret où il prend ses repas, il répond *"je ne travaille pas le dimanche, travaille qui voudra, je ne l'empêche pas, quant à moi je ne travaille pas"*. Voilà qui ramène la solidarité catégorielle à peu de chose : des liens familiaux ou d'amitié noués par une relation permanente de collaboration dans le travail.

L'arrivée maladroite de Rondeau fils, les éclats qui s'ensuivent le dimanche matin, arrachent les dernières illusions et amènent l'intervention des autorités. La rude société des métallurgistes, dès lors que les conditions d'existence sont garanties, n'est pas mûre pour l'action collective. Aux contraintes géographiques, qui la maintiennent repliée sur elle-même, s'ajoutent les rapports entretenus avec une direction paternaliste. Les travailleurs les plus mobiles, qu'aucune dépendance ou sentiment de gratitude ne devraient retenir, portés à réclamer, mais individualistes convaincus, préfèrent aller tenter leur chance ailleurs plutôt que d'organiser une quelconque résistance locale. Certes, aux yeux des ouvriers, le maître n'est pas un dieu et si l'occasion se présente, nul n'hésite pas à grappiller de-ci, de-là, quelques outils, un peu de charbon, mais ce type de reprise situe le niveau des conflits.

Au sein de la communauté ouvrière, les clivages catégoriels créent des cassures durables sur lesquelles viennent se superposer les effets de l'organisation du travail en équipe qui, si elle resserre les relations à l'intérieur des unités de base, les distend à l'échelle de l'usine et au-delà. À Vierzon, en 1840, les puddleurs, les lamineurs ne fréquentent pas les fondeurs et les chargeurs. Habités à juger des qualités d'un homme sous l'angle de la puissance et de la force, les métallurgistes ne détestent pas la bagarre, dont les résultats, loin de régler les différends, entretiennent ou font naître de solides inimitiés. Cette sociabilité particulière s'apprend de bonne heure. Les rapports scolaires sont unanimes pour déplorer la répétition des violences et des rixes. Les femmes, elles-mêmes, en épousant les querelles de leur mari, contribuent à approfondir les divisions internes quand elles n'y rejoignent pas leurs propres jalousies. *"L'oisiveté, remarque Descottes à Vierzon, engendre chez elles beaucoup de désordres"*.

### **À la périphérie des usines : lutte des classes et solidarité**

#### **territoriale**

Mêlés à la communauté rurale, moins divisés en catégories,

plus stables, échappant au contrôle des maîtres, rassemblés sur des chantiers, les forestiers, les mineurs, les voituriers et les terrassiers font toujours preuve d'une plus grande cohésion. En 1817, Aubertot se plaint de ce que les voituriers de Forge-Neuve *"refusent de travailler et proposent d'augmenter les prix"*<sup>219</sup>. *"Ce mal gagne nos autres usines voisines"*, précise-t-il à l'adresse des pouvoirs publics dont il attend l'intervention.

Le cas est plus flagrant avec les mineurs, les terrassiers et les forestiers. Conscients de la force que donnent les mouvements de grande ampleur, ces travailleurs savent paralyser un chantier, envahir un marché et peser sur le niveau des salaires ou sur le prix des denrées. Les conflits se situent, ici, à mi-chemin entre la revendication salariale révélatrice d'une lutte de classes élémentaire et la révolte de marché, indice de solidarités territoriales interclassistes.

Les conflits de subsistances retenus ne doivent pas être confondus, en dépit d'objectifs communs, avec les troubles frumentaires traditionnels. Les affaires considérées sont, en effet, menées, d'un bout à l'autre, par des corporations particulières qui si elles ne repoussent pas le concours de la population, les conduisent avec des méthodes inspirées par leurs propres luttes revendicatives. Deux exemples aideront à nous en convaincre.

À la fin du mois d'octobre 1830, les bûcherons de La Chapelle-Hugon conçoivent le projet d'entraîner l'ensemble des forestiers occupés dans les vastes bois d'Apremont à se porter en masse, le 27 sur le marché de Sancoins afin de protester contre la cherté des grains<sup>220</sup>. Dans les coupes, le mot d'ordre circule, appuyé de quelques menaces à l'encontre des poltrons. Au jour dit, cent bûcherons convergent en trois bandes, munis de bâtons. Au passage, manière d'accélérer la mise en marche des camarades de Grossouvre, on coupe les « chèvres à bûcher » des récalcitrants, vieille tactique de lutte des travailleurs de la forêt.

L'entrée dans Sancoins ne passe pas inaperçue. Émus, les habitants du gros bourg craignent des violences et redoutent ces « étrangers » que sont, pour eux, les hommes des bois, mais ne désapprouvent pas nécessairement leurs motivations. Certains, plus courageux, tentent de les raisonner. Avec succès. Sagement, les bâtons sont laissés de côté. À la surprise des citadins découvrant la bonne volonté des forestiers, répond le trouble de ceux-ci qui, mal à l'aise, ne savent plus trop comment procéder depuis qu'ils ont envahi le chef-lieu de canton. La *"bonne contenance"* de la garde nationale, réunie à la hâte, achève d'intimider les *"malveillants"*. Le calme revient. Pourtant, dans les jours qui suivent, la rumeur fait état de nouveaux projets. À La Chapelle-Hugon, une femme certifie qu'au prochain marché, les bûcherons viendront à 2 000... Il n'en sera rien, mais, entre-temps, l'enquête sur les événements du 27 a progressé et l'on craint des arrestations. Le 4 novembre, la garde nationale, au grand complet, contrôle les entrées de Sancoins. Dix-sept ans plus tard, alors que les grains et le pain seront devenus inaccessibles aux ouvriers, d'autres forestiers renouent sur les mêmes lieux avec ce type d'action.

Les mineurs montrent plus de détermination. En novembre 1846, un ouvrier du Chautay, Bourgoin, passant *"pour avoir sur le minerai une grande influence"*, va, à la suite d'une altercation survenue sur le marché de Mornay, *"de minerai en minerai pour disposer les ouvriers mineurs à une révolte pour le marché du 28 à Nérondes, le lendemain de la paie des ouvriers mineurs de Torteron, afin de piller les greniers"*<sup>221</sup>.

Le 25, l'arrestation préventive de Bourgoin par les gendarmes déplace les raisons d'agir. Le lendemain matin, dès 7 heures, les mineurs commentent sur les chantiers les malheurs de leur camarade. Instinctivement, les ouvriers font bloc. Certains se reprocheront assez, lors des interrogatoires, de ne pas avoir réfléchi et de s'être *"bêtement laissé entraîner"*. Dans l'immédiat, le principe d'une marche sur La Guerche est retenu. Un travailleur s'y rend en éclaireur et sonne le tocsin pour avertir l'ensemble des chantiers. Par détachements de 50 à 80 hommes, une troupe

<sup>219</sup> AdC, 31 U 581.

<sup>220</sup> AdC, 31 U 583.

<sup>221</sup> AdC, 31 U 589.

évaluée à 200 ou 300 ouvriers envahit La Guerche vers 9 heures, bien décidée à libérer Bourgoïn, mais aussi à obtenir du maire qu'il fasse baisser le prix du pain. Prévenus, les gendarmes arrivent au moment où, devant la foule amassée, un homme entreprend d'enfoncer la porte de la prison à la hache. La maréchaussée réussit à dégager, sans heurts, les abords du bâtiment, mais les ouvriers occupent désormais la ville et ses cabarets. À l'exception des mineurs de la localité, les habitants du bourg observent le déroulement des événements sans y prendre part. La venue de renforts de gendarmerie n'interrompt pas le face à face. À 18 heures, les forces de l'ordre se retranchent dans la prison, toujours assiégée. Trois heures plus tard, une délégation ouvrière exige du maire la libération de Bourgoïn, menaçant de mettre le feu au village si la mesure tardait trop.

L'ultimatum produit l'effet attendu. Les portes de la prison s'ouvrent, Bourgoïn peut repartir au milieu de ses camarades qui saluent leur triomphe en chantant.

\* \* \*

Ainsi, au cœur même des conflits sociaux et selon des modalités variables, les réalités spatiales ne perdent jamais leurs droits. Si l'on a envisagé, jusque-là, par simple commodité d'exposé, les données spatiales plutôt sous l'angle des obstacles qu'elle dresse ou des "déviation" qu'elles produisent dans le processus d'émergence d'une conscience de classe, rien ne serait plus éloigné de nos propres conclusions que de voir en elles on ne sait quel rideau obstruant la compréhension des rapports sociaux, ou, plus grave, un phénomène extérieur à ces derniers. Il n'y a pas de rapports sociaux sans hommes et sans espaces. Ceux-ci ne sont pas seulement les cadres ou les reflets des structures sociales dans leur double dimension objective et subjective. L'organisation de l'espace contribue activement à la production et à la reproduction des rapports sociaux comme à celles des consciences collectives. La formation d'espaces ouvriers en apporte la preuve.

## **L'identification d'espaces ouvriers**

### **Mouvements démographiques et industrialisation**

De 1821 à 1851, le département du Cher gagne plus de 67 000 habitants, soit une progression de 28 %, de dix points supérieure à celle de l'ensemble du pays<sup>222</sup>. Jusqu'en 1847, les taux de natalité et de mortalité demeurent au-dessus des moyennes nationales, mais tandis que le premier recule de 3,5 points, le second chute de 7,6 points à l'issue d'une évolution mouvementée. Le département amorce une transition démographique nettement distincte de celle observée dans le reste de la France.

Durant la même période, la population rurale se resserre autour des bourgs et des gros villages, cependant que les villes s'accroissent assez pour rassembler 21,6 % des habitants en 1851. Parler d'urbanisation serait trop vague. Les centres traditionnels de la vie administrative et commerciale, vers lesquels convergent les rentes tirées du plat pays, maintiennent leur statut, mais sont bousculés, sinon supplantés, par des localités qui ont su profiter des nouvelles voies de communication et capter les activités dynamiques. Les villages n'échappent pas à cette sélection dans un département marqué par la fréquence des sites industriels ruraux.

### **Paysages industriels et ouvriers**

#### **Vierzon : la croissance et les retards de l'urbanisme**

##### *Les structures sociales : la dualité vierzonnaise*

Nous avons quitté, au début du siècle, une agglomération vierzonnaise hésitante devant son avenir économique. En 1851,

---

<sup>222</sup> Cf. Statistique de la France, *Territoire et population*, T. I, Paris, 1837 ; Statistique de la France, *Territoire et population*, T. II, Paris, 1855 ; AdC, 28 M 90 ; Recensement par communes (1831-1876).

l'option industrielle semble définitive. L'artisanat traditionnel, malmené, se replie et quitte le premier rang. Le textile disparaît à peu près totalement, ainsi que le travail du cuir. Les listes nominatives du recensement de 1836 donnent la mesure des changements intervenus<sup>223</sup>. Parmi les 1 426 chefs de ménage actifs dénombrés, on ne relève que huit fileuses et six tisserands, soit moins de 1 % du total. "*Autrefois, florissantes*", les tanneries et les parchemineries n'occupent plus que 0,3 % des chefs de ménage actifs. En revanche, les métiers de l'artisanat, liés à l'approvisionnement d'une localité en pleine extension, se sont diversifiés. 13,2 % des actifs travaillent dans le secteur des « métiers » et du bâtiment. Derrière ces chiffres globaux, chaque secteur de l'agglomération conserve des traits spécifiques. Ainsi, l'artisanat et le bâtiment montent-ils à 20,13 % à Vierzon-Ville contre 4,7 % à Vierzon-Villages, dont la dépendance vis-à-vis du "*centre*" reste entière en matière de ravitaillement.

Au chapitre des activités traditionnelles, la batellerie et ses annexes se maintiennent en bonne position avec 11,2 % des actifs. La présence du port vaut à Vierzon-Ville de détenir un net avantage sur sa voisine pour ce qui est des mariniers. Cependant, Vierzon-Villages l'emporte en ce qui concerne les charpentiers en bateaux.

Les contrastes se renforcent avec les professions industrielles. Les métallurgistes se concentrent exclusivement à Vierzon-Villages, alors que les porcelainiers résident, dans 98 % des cas, à Vierzon-Ville. Ces deux industries emploient 7,1 % des chefs de ménage actifs, se partageant de façon à peu près équivalente. Ces effectifs restent inférieurs à ceux attribués à l'artisanat ou à la batellerie, mais seuls les ouvriers ayant une profession clairement définie ont été comptabilisés parmi les métallurgistes et les porcelainiers. En d'autres termes, la sous-évaluation est certaine. Une statistique de 1839 ne dénombre-t-elle pas 195 ouvriers internes masculins aux forges de Vierzon, et 384 adultes de sexe masculin à la Manufacture de Bel Air, soit un total 5,5 fois plus élevé que les résultats du recensement effectué trois ans auparavant<sup>224</sup> ? L'origine d'un tel décalage est à chercher du côté des journaliers. Au sein de l'agglomération, ceux-ci forment le groupe le plus nombreux avec 25,4 % des actifs. Toutefois, les quelque 15,4 % de journaliers comptabilisés à Vierzon-Ville font pâle figure, malgré leur masse, face aux 37,6 % de Vierzon-Villages. On n'écrit pas pour autant que tous ces journaliers ont un rapport avec les deux industries. En effet, si la métallurgie et la porcelaine recourent à leurs services, les travaux de la terre, pour ne parler que d'eux, font également appel à leurs bras.

L'agglomération n'a pas rompu ses amarres avec l'agriculture. Vers 1824-1826, époque de réalisation du premier cadastre, la surface agricole utile (SAU) représente 45,7 % du total<sup>225</sup>. Elle s'élève à 56,2 % à Vierzon-Ville. Dans cette commune, les vignes - 48,3 % de la SAU - et les jardins dominent dans le cadre d'une propriété morcelée utilisée au mieux des intérêts et des besoins des citadins qui les possèdent. Exploitations d'appoint venant en complément d'autres revenus ? Assurément oui, si l'on parle des jardins. La réponse doit être nuancée à propos du vignoble.

Vierzon-Villages témoigne d'attaches terriennes plus prononcées. Au total, 32,3 % des chefs de ménage actifs de la commune exercent une profession agricole, ce qui les place derrière les journaliers, dont une fraction trouve à s'embaucher, plus ou moins longuement, dans les fermes.

Reste la forêt. Couvrant 41,9 % de la superficie des deux communes, elle s'étend pour l'essentiel sur le territoire de Vierzon-Villages. Il y a là un débouché, saisonnier pour les journaliers, permanent pour les travailleurs des bois pourvus d'une qualification. Ces derniers représentent 3,2 % des actifs de l'agglomération, et 4,2 % de ceux de Vierzon-Villages.

Le visage social de Vierzon se précise, tandis qu'une présence ouvrière liée à l'industrie s'affirme dans les deux localités que séparent toujours, quand ils ne s'exaspèrent pas, d'anciennes

<sup>223</sup> AdC, 27 F 19 ; Dénombrement de 1836, Vierzon-Ville et Vierzon-Villages.

<sup>224</sup> AdC, 27 F 153.

<sup>225</sup> AdC, Matrices cadastrales, Vierzon-Villages (P 7072 à 7075) et Vierzon-Ville (P 7077 à 7078).

rivalités de clocher et des clivages socioprofessionnels. Le travail qualifié se concentre dans la ville où la terre, lorsqu'on la travaille, est réservée aux productions demandant des soins intensifs. La périphérie, au contraire, conserve une allure de faubourg aux limites floues, que fractionnent des espaces agricoles exploités de façon traditionnelle avec un minimum d'engrais, ignorant les prairies artificielles et incapables de nourrir plus de huit jours une agglomération de taille modeste. Parmi les salariés, les journaliers s'imposent par leur nombre et seule l'usine métallurgique redresse sensiblement la proportion des travailleurs qualifiés.

### *Un espace mal maîtrisé*

L'analyse sociale est retouchée par l'approche géographique. Les deux cartes qui accompagnent les mémoires de reconnaissance de 1826 et 1841<sup>226</sup> donnent une idée des changements spatiaux intervenus entre ces deux dates<sup>226</sup>. En 1826, la ville garde l'aspect ramassé d'autrefois. Seule, la zone comprise entre l'Yèvre et le Cher, le long de la route de Toulouse, laisse apparaître une double rangée de maisons. Partout ailleurs, la rupture est brutale entre la cité et les environs où, dispersés, quelques hameaux rassemblent des familles de journaliers, de vigneron et d'agriculteurs. A l'écart du gros de la population vierzonnaise, le hameau des Forges dispose de ses propres foyers d'animation, tels ces cabarets où l'on vend du vin blanc, de la bière et de l'eau de vie. Une ou deux auberges, seulement, accueillent les voyageurs et renforcent l'impression de repli géographique que laisse l'observation du pôle sidérurgique.

En 1841, après que l'agglomération se soit accrue de 31 % en vingt ans - 36 % pour Vierzon-Ville -, le secteur central est désormais doublé par une ceinture de maisons bâties à l'emplacement d'anciens bosquets et de vignes. Des rues ont pris forme et la ville pousse ses ramifications le long des principales routes. Au sud, le hameau de Bourgneuf s'étire en village-rue depuis les rives du Cher. A Vierzon-Ville même, la route de Paris s'urbanise en devenant *Rue Neuve*. Plus à l'ouest, à l'intersection des routes de Paris et de Tours, le carrefour de la Croix-Blanche s'étoffe et sert de relais avant la Manufacture de Bel Air qui, quinze ans plus tôt, paraissait complètement isolée. Entre la Croix-Blanche et l'usine, les cabarets se sont multipliés pour recevoir une clientèle de porcelainiers. Certains notables s'émeuvent déjà des conséquences d'une sociabilité au caractère ouvrier trop marqué et invoquent, non sans raison, les ravages de l'alcoolisme<sup>227</sup>.

Vierzon-Villages, à l'exception de Bourgneuf, a moins changé. La commune demeure en retrait, ne progressant que de 23 % en vingt ans. L'habitat s'égrène toujours en hameaux, dont on perçoit mal les facteurs unifiants, hormis, bien sûr, une méfiance tenace à l'égard du centre.

L'espace vierzonnais segmenté en quartiers et hameaux a néanmoins gagné en cohésion. Les échanges s'enrichissent au-delà des simples démarches administratives ou de la fréquentation obligée des marchés. L'arrivée du chemin de fer, à l'extrême fin de la période, modifie la trame urbaine et perturbe les lignes de force suivies jusque-là. Les travaux de terrassement rompent la continuité du bâti et favorisent le remplissage de la zone comprise entre la Rue Neuve et la Manufacture de porcelaine. Les bâtiments de la gare créent un nouveau centre de gravité économique. La vaste cour dégagée en face de l'embarcadere devient un lieu de promenade, qui contraste avec l'étroitesse des rues et des mails de la vieille ville<sup>228</sup>. Célestin Gérard le comprend, qui ouvre son premier atelier dans ce quartier. L'axe d'urbanisation se prolonge vers les secteurs contigus de Vierzon-Villages où s'installe une population de porcelainiers et de cheminots employés à l'atelier de réparation des machines à

<sup>226</sup> Archives de l'Armée de Terre (Vincennes) ; Mémoires de reconnaissance 1253 (1826) et 1254 (1841).

<sup>227</sup> E. Burdel, *De l'ivrognerie, de ses effets désastreux sur l'homme, la famille, la société et des moyens d'en modérer les ravages*, Bourges-Paris, 1854.

<sup>228</sup> A. Pauquet, *Recherches sur la société et les relations humaines à Vierzon aux XVIIIe et XIXe siècles (1770-1870)*, DES, Tours, 1974, p. 101 et suiv.



vapeur. Le taux de croissance démographique de la commune se redresse. Sur la base 100 pour 1821, l'agglomération est à l'indice 162,9 en 1851. Alors que Vierzon-Ville piétine à 161,8 après avoir atteint 160,7 cinq ans plus tôt, Vierzon-Villages rattrape son retard, dépasse l'indice 155 en 1846 et se situe à 164,5 en 1851.

L'équipement urbain suit difficilement l'essor économique et démographique. Le rythme des constructions de logements a beau s'accélérer, l'habitat laisse à désirer. Lors de l'enquête de 1848, les ouvriers reviennent souvent sur cette question<sup>229</sup>. Les problèmes des uns confortent les revenus des autres. En 1840, certains travailleurs des forges prennent en pension des collègues célibataires<sup>230</sup>.

Aussi anciens soient-ils, les problèmes d'hygiène se posent en termes nouveaux avec une population qui a franchi le seuil des 10 000 habitants. Les "*exhalaisons*" répandues dans le voisinage de l'étang des Forges font craindre pour la salubrité publique. L'intervention conjointe des deux municipalités, en 1858, témoigne de préoccupations récentes pour des nuisances anciennes<sup>231</sup>. Dix ans plus tôt, des plaintes s'étaient déjà élevées à propos du mauvais écoulement des eaux entre l'usine et l'agglomération. Au nord et à l'ouest de celle-ci, les énormes masses de terre charriées et entassées à proximité de la ligne de chemin de fer interrompent le ruissellement et provoquent la formation de mares rendues responsables des fièvres qui sévissent

Le découpage administratif et le développement de l'agglomération se conjuguent pour faire de Vierzon-Villages un faubourg en voie de prolétarianisation que sa configuration et ses moyens financiers empêchent de se doter d'équipements urbains à la hauteur des besoins apparus. S'agit-il d'aménager un système d'éclairage public ? L'usine à gaz édifiée en 1847 n'alimente que les rues du centre. L'esprit de clocher trouve une nouvelle jeunesse dans les conflits qu'attise la pénurie. Entre 1840 et 1845, de sévères controverses opposent les municipalités à propos du financement et de l'accès à l'hôpital<sup>232</sup>. D'autres conflits se dessinent. En 1850, certains habitants émettent le souhait d'un partage de l'agglomération en trois communes. Dans ces conditions, le paternalisme d'entreprise a de beaux jours devant lui. Isolés, tant vis-à-vis du centre que des hameaux disparates qui constituent Vierzon-Villages, les métallurgistes des forges attendent plus de leur maître que de la municipalité censée contrôler et organiser un territoire sans unité et dont les réalisations paraissent bien timides au regard de ce qu'offre l'entreprise.

#### *Les relations sociales : le repli ouvrier*

La consultation des registres de l'état civil complète utilement l'analyse des rapports sociaux. En 1833, l'agglomération présente une stratification relativement stricte des diverses catégories. Les portes des familles de la moyenne bourgeoisie urbaine demeurent fermées aux jeunes gens issus des catégories ouvrières, travailleurs de l'artisanat compris. Les comportements diffèrent, cependant, d'une commune à l'autre. À Vierzon-Ville, la ségrégation sociale est plus rigoureuse, en dépit - ou à cause - du brassage de population consécutif à la croissance démographique. 57,1 % des journaliers choisissent leur épouse dans leur propre milieu. Élargi à l'ensemble des travailleurs, le taux d'homogamie ouvrière des journaliers s'élève à 85,7 %. De ce point de vue, les travailleurs des métiers font mieux : 86,3 %. Au plan départemental, le pourcentage est inférieur de 20 points. En revanche, les ouvriers de l'artisanat vierzonnais se dispersent plus aisément parmi les catégories ouvrières. La renommée que vaut la qualification facilite des rapprochements hors de la portée des simples manœuvres.

Perceptible à Vierzon-Ville, le rôle d'intermédiaires sociaux rempli par les agriculteurs et les vigneron prend tout son sens à Vierzon-Villages. Les journaliers ne sont pas les derniers à en

<sup>229</sup> AN, C 949 ; Enquête industrielle et agricole de 1848.

<sup>230</sup> AdC, 32 U 312.

<sup>231</sup> AN, F14 4319 ; Délibérations des conseils municipaux de Vierzon-Ville (19 août 1858) et Vierzon-Villages (22 août 1858).

<sup>232</sup> A. Pauquet, *op. cit.*, p. 86 et suiv.

bénéficiaire. Il serait tentant d'opposer les solidarités géographiques engendrées par l'habitat fragmenté en hameaux de la périphérie aux solidarités sociales du centre si les origines familiales et les relations de travail, fussent-elles saisonnières, ne venaient compliquer ce schéma trop simple.

Indice de familiarité, mais aussi de l'effet de prestige associé aux différentes professions, le choix des témoins grossit les traits précédents. Neuf fois sur dix, les journaliers vierzonnais prennent des ouvriers pour témoins, alors que la proportion tombe à 71 % dans les vingt-trois autres communes de notre échantillon départemental. À coup sûr, l'augmentation du nombre des ouvriers, notamment dans les usines, a élargi la distance sociale et physique séparant ces derniers de la bourgeoisie locale. Il s'ensuit une atténuation de ce paternalisme de notables tenus d'honorer de leur présence les cérémonies de mariage de leur « clientèle » ouvrière.

Les classes supérieures recherchent désormais d'autres signes de prestige social et les ouvriers ont appris à vivre ensemble, sans que s'effacent, pour autant, les hiérarchies internes à la classe. Les journaliers abandonnent massivement leurs camarades et se tournent vers les travailleurs des métiers, lesquels, contraints au recul et conscients de leur position au sein du monde ouvrier, manifestent un corporatisme plus marqué qu'au plan départemental.

Par certains côtés, les relations sociales à Vierzon-Villages rappellent celles des années 1810. Les travailleurs des métiers et ceux de la métallurgie montrent un égal repli social et catégoriel, cependant que les journaliers témoignent d'une situation ambiguë. Les liens avec les agriculteurs et les vigneron subsistent, sans que le clientélisme des classes supérieures ait totalement disparu. Délaissés depuis longtemps par les autres catégories ouvrières, les journaliers n'ont plus le choix et doivent se résoudre à recruter des témoins parmi leurs camarades d'infortune.

Plus nombreux et moins dispersés qu'auparavant, les ouvriers commencent à compter dans Vierzon. Leur intervention en tant que tels dépasse rarement, certes, le cadre, forcément limité, de l'établissement qui les emploie. Pourtant, des forces s'accumulent, des solidarités sociogéographiques se nouent, des similitudes de situation apparaissent, ne serait-ce qu'en matière d'exclusion sociale. Le temps n'est plus très éloigné où ces réalités trouveront une traduction à travers le langage, lui-même expression d'une conscience nouvelle. Tel n'est pas le cas dans la capitale du Berry.

### **Bourges : l'immobilisme**

Si l'on attribue l'indice 100 au niveau de la population en 1821, trente ans plus tard l'indice est à 132,40. C'est peu si l'on garde en mémoire l'exemple vierzonnais, mais ce n'est pas si mal à l'échelle du département. L'essentiel de la croissance a lieu entre 1821 et 1836, année où la commune atteint 25 324 habitants, sommet qui ne sera pas retrouvé et dépassé avant 1856. Sans doute, peut-on voir là les effets de la fermeture de la manufacture de draps, jusque-là principale entreprise berruyère et d'une crise de mortalité, particulièrement aiguë au début des années 1830.

En 1836, les structures sociales ont un air de famille avec celles du début du siècle. Aucune industrie ne parvient à se distinguer à travers le fouillis des emplois qualifiés. L'heure de la métallurgie n'est pas encore venue. Pour le moment, la cité vit, médiocrement, de ses acquis antérieurs et dépense les profits commerciaux et les rentes drainées depuis les campagnes voisines. Le clergé, solidement implanté, et les fonctionnaires assurent des débouchés supplémentaires au millier de patentés qui, pour le reste, s'entretiennent mutuellement

#### *Un cadre ancien*

De quelque côté que l'on se tourne, la continuité l'emporte sur le changement. Hormis la destruction des vieux remparts, leur remplacement par de larges promenades et l'arrivée du canal du Berry, le paysage urbain n'a subi, sous la Restauration, que des

transformations de détail. Ici ou là, on a pris soin d'aménager ou de réparer les chaussées, d'améliorer l'état des chemins. Les municipalités de la Monarchie de Juillet sont plus audacieuses, mais sans excès. En 1836, on inaugure une Halle au Blé à proximité du canal. Dans la dernière décennie, l'éclairage au gaz se répand dans les artères de la ville, tandis que la sidérurgie s'enracine<sup>233</sup>.

On attend beaucoup du pouvoir central dans une ville où l'administration paraît être la poutre maîtresse de la charpente économique. En 1837, les notables se réjouissent à l'annonce de la construction d'un vaste ensemble de bâtiments militaires destinés à abriter un régiment d'artillerie de 1 400 hommes<sup>234</sup>. L'aristocratie trouve, seule, à redire, qui redoute de passer au second rang derrière les officiers généraux et feint de craindre les conséquences d'un afflux de jeunes hommes pour "*la tranquillité des familles*".

Dans l'immédiat, ces équipements relancent l'activité du bâtiment, stimulent la production des tuileries et briqueteries. Au centre de l'agglomération, les conditions de logement laissent toujours à désirer. "*Il n'existe pas de ville où il se fasse moins de constructions nouvelles*" remarque un visiteur<sup>235</sup>. En 1844, on estime à 100 francs le loyer annuel moyen dans une cité où la plupart des habitations, vieilles de deux siècles, sont encore en torchis et en bois<sup>236</sup>. En tout état de cause, la somme paraît élevée, si l'on songe qu'à la même époque, à Toulon où sévit pourtant la crise du logement, la fourchette des loyers oscille entre 80 et 100 francs<sup>237</sup>. Dans ces conditions, les maisons ouvrières que le marquis de Vogüé met à la disposition des travailleurs de Mazières sont très appréciées<sup>238</sup>.

L'assainissement a toujours été difficile au nord de la ville où l'eau s'écoule au ras de sols saturés, entre des marais que l'on s'efforce de convertir en jardins. Quant à l'enlèvement des déchets, chaque nuit, les particuliers et les établissements publics laissent ouverts les accès à leur maison aux vidangeurs qui les emportent dans des caques à harengs jamais désinfectées. Le transport ne s'effectue jamais sans d'intempestifs débordements qui "*infectent les corridors et les cours*"<sup>239</sup>. Les matières sont ensuite déversées dans des dépôts ouverts aux limites de l'agglomération, tel celui créé près de l'Hôpital, à "*quinze pas des maisons*" du populeux faubourg d'Auron. En 1844, un nouveau procédé fait son apparition, que l'on dit "*supérieur à celui de Paris*"<sup>240</sup>. Ce n'est pas l'avis des habitants du quartier de Veauvert, qui pétitionnent sans relâche contre l'accumulation d'engrais humain et de charognes, entre le canal et la route de Marmagne, sur des terrains où les chiens rôdent en permanence, traînant des débris de toute sorte à travers les champs et les chemins. Établie sans autorisation, une première décharge est fermée après quatre ans d'usage. L'entrepreneur s'obstine et présente une demande pour un emplacement situé à moins de deux cents mètres du précédent. Le conseil local de salubrité ne trouve rien à redire, mais les protestations des populations intéressées, puis les avis défavorables du maire, du préfet et du Conseil de préfecture finissent par triompher. Toutefois, comme le remarque l'entrepreneur, "*il faut bien un dépôt*". Celui de Saint-Doulchard, établi à distance respectueuse de la ville, est inaccessible pendant la mauvaise saison.

#### *Les avantages de la ville*

La ville n'a pas que des inconvénients. Il est, par exemple, un domaine où elle affirme une supériorité incontestable : l'instruction.

En moins d'un demi-siècle, la proportion des époux capables de signer leur acte de mariage passe de 67,4 % à 74,6 % chez les

<sup>233</sup> E. Mesle, *op. cit.*, p. 262-266.

<sup>234</sup> C. Maillet, *op. cit.*

<sup>235</sup> Archives de l'Armée de Terre ; Mémoire de reconnaissance 1254.

<sup>236</sup> *Id.*

<sup>237</sup> M. Agulhon, *Une ville ouvrière au temps du socialisme utopique ; Toulon (1815-1848)*, Paris, 1970.

<sup>238</sup> AN, C 949.

<sup>239</sup> AdC, 27 F 182 ; Demande d'autorisation pour fabriquer des engrais, le 29 octobre 1848.

<sup>240</sup> *Id.*

hommes, soit trente-trois points de mieux que la moyenne de l'échantillon départemental. Les femmes, en revanche, marquent le pas, gagnant seulement un point, pour atteindre 52,4 %. Les progrès sont considérables dans les milieux autrefois les moins alphabétisés. Les journaliers, hier encore totalement illettrés, écrivent leur nom dans la proportion d'un tiers en 1853. Traditionnellement plus instruits que le reste de la population, les travailleurs des métiers se maintiennent au même niveau qu'en 1810. Leurs épouses, au contraire, gagnent dix points et sont près de deux tiers à savoir signer de leur nom.

### *Les hiérarchies sociales*

N'attendons pas des fonctionnaires et des ecclésiastiques une audace déplacée. La turbulence politique d'une poignée d'avocats ou d'avoués doit plus à la fréquentation de la faculté de Droit de Paris qu'à des antécédents familiaux. Au sein du petit peuple, rien n'a vraiment changé.

Entre les différentes fractions qui le composent, les relations paraissent plus difficiles. Les travailleurs des métiers, en quête de respectabilité, penchent, plus que jamais, vers un corporatisme vigilant et étroit. Tout au long de l'année se succèdent les messes, les cortèges, les banquets et les bals qu'organisent les diverses confréries de métier. La chronique locale égrène ainsi le calendrier de ces réjouissances où, dit-on, la *"plus franche gaieté et la cordialité la plus entière"* se drapent de solennité lorsque les compagnons font *"honneur aux maîtres en les priant d'assister, eux et leur famille, au bal qui se donne après la messe et le repas de corps"*<sup>241</sup>. Ainsi procèdent les tailleurs de pierre, les charpentiers à la Saint-Joseph, les menuisiers à la Sainte-Anne, les serruriers à la Saint-Pierre, les maréchaux à la Saint-Eloi d'été, les forgerons à la Saint-Eloi d'hiver, les cordonniers à la Saint-Crépin... On profite, parfois, du rassemblement pour élire les responsables des sociétés.

Mais, si l'artisanat se retrouve au grand complet, maîtres et compagnons réunis, à l'occasion d'autocélébrations spectaculaires, la séparation d'avec le reste de la population subsiste et s'étend jusqu'aux ouvriers que leur statut éloigne de l'atelier habituel.

Les conflits du travail prennent rarement une forme collective et ont laissé peu de traces dans les archives. La tradition l'emporte à travers le compagnonnage, les appels à l'exode, les menaces proférées à l'encontre des renégats et, quelquefois, mises à exécution. On retiendra, pour mémoire, la bruyante coalition des *"garçons boulangers"* d'avril 1818<sup>242</sup> et celle, plus résolue, mieux organisée, des charpentiers en 1843<sup>243</sup>. Ces coups de colère ou ces rappels à l'ordre n'entachent pas fondamentalement la nature des relations établies entre salariés et employeurs de l'artisanat. L'existence d'une hiérarchie sociale n'est pas sérieusement contestée et seuls les abus font figure d'injustice.

Proches des ouvriers sans qualification, moins intégrés à la ville, les vigneronniers montrent une plus grande ouverture dans leurs relations et ne craignent pas les rassemblements tumultueux dès qu'il s'agit d'impôts et de taxes. Ce qui ne va pas sans provoquer l'émoi des Berruyers du centre-ville. On le constate en 1832, lorsque les vigneronniers, venus des faubourgs, envahissent la cité et tiennent tête aux forces de l'ordre<sup>244</sup>. Les journaliers, cette fois, se mêlent au mouvement, que les compagnons réprouvent, avec leurs maîtres et les commerçants.

Les fêtes collectives, moments privilégiés où s'expriment les sentiments d'appartenance communautaire, se calquent sur des modèles anciens<sup>245</sup>. Sous la Restauration, avant Carême, on « vielle » le boeuf gras dans les rues, aux sons stridents d'une musique typiquement berrichonne. Une foule multiforme de badauds escorte l'animal et attend le sacrifice qu'exécutent les

<sup>241</sup> *Le Journal du Cher* du 3 avril 1841.

<sup>242</sup> AdC, 32 U 309.

<sup>243</sup> J.-P. Aguet, *op. cit.*, p. 249 et suiv.

<sup>244</sup> AdC, 38 U 17.

<sup>245</sup> H. Frappat, *Les fêtes populaires dans le Cher (1815-1852)*, DES, Tours, 1975, p. 31-32.

bouchers désignés à cet effet. À la Mi-Carême, un mannequin symbolisant la vieille année est décapité devant le peuple, puis jeté par-dessus le pont de Saint-Privé avant que le bal commence.

Vers la fin des années 1820, cependant, les bals se polissent et se civilisent par l'usage d'invitations et de souscriptions. Étrangères aux habitudes, les cérémonies militaires attirent peu de monde et encouragent la passivité. Seuls, les rassemblements religieux font encore l'unanimité. Sous la Monarchie de Juillet, Hélène Frappat note *"un renouveau de la vitalité folklorique"*, dont profitent les « assemblées » et les fêtes corporatives, mais ces dernières tronçonnent plus qu'elles ne soudent la communauté. Structurée par une stricte organisation hiérarchique, la société berruyère bénéficie d'un consensus reposant sur l'acceptation des divisions traditionnelles, elles-mêmes légitimées par leur ancienneté. Intégrés ou marginalisés, les ouvriers de Bourges ne sont pas en mesure d'intervenir, en tant que tels et au nom de leurs intérêts communs, sur le devant de la scène sociale locale.

Pas plus Bourges que Vierzon ne résument, dans leurs contrastes, les multiples situations ouvrières du département. De nombreux villages sont également à prendre en compte, en particulier ceux où se dresse une usine.

### **Villages et industrie : trois exemples**

#### *Foëcy*

De 1821 à 1851, la population de Foëcy passe de 683 à 1 320 habitants, soit un quasi-doublement. Butet met ces résultats à l'actif de la manufacture de porcelaine qui, souligne-t-il, *"a vivifié un pays naguère plongé dans cet état de nullité et d'apathie si commun au reste du département et (...) arraché la population à la fainéantise et à la misère"*. Mettons de côté une *"fainéantise"* que les notables de l'époque continuent de dénoncer. Pour le reste, les données en notre possession justifient le propos.

En 1836, la commune compte davantage de porcelainiers que d'agriculteurs. Alors que ceux-ci représentent 7,2 % des chefs de ménage actifs, les céramistes en forment près du quart. Évaluation minimale, puisque parmi les 51,9 % de journaliers, beaucoup travaillent pour la fabrique. Il n'est pas rare non plus qu'une famille envoie plusieurs des siens à l'usine. La vingtaine de journalières recensées semble l'indiquer.

Village industriel, Foëcy offre une structure socioprofessionnelle simplifiée à l'extrême. Hormis l'agriculture et l'usine, les activités productives se réduisent au travail de trois artisans. Qu'il s'agisse d'économie, de vie sociale ou politique, la fabrique donne le ton. Après Klein, Jean-Louis Pillivuyt sera maire du village, mandat qu'exercera, à son tour, Charles Pillivuyt. Fidèles à leurs convictions religieuses, les Pillivuyt font de Foëcy le point de rencontre du protestantisme régional jusqu'à centré sur Asnières, près de Bourges. S'il revient à Jean-Louis ou à Charles de diriger, d'entreprendre et de distribuer, leurs épouses veillent au salut des âmes. Toutes les semaines, la salle à manger du Château tient lieu de temple et une école dominicale fonctionne sous leur égide. Dans les années 1840, on accusera la femme de Charles de montrer un zèle excessif et de procéder à la distribution de livres anticatholiques<sup>246</sup>. Notons encore qu'une salle d'asile privée accueille chaque jour, de 12 heures à 16 heures, sous la responsabilité d'une institutrice protestante, les enfants des femmes employées à l'usine. On sait, par ailleurs, que quarante à cinquante enfants, selon les saisons, se pressent dans tous les sens du terme, à l'école que beaucoup ne fréquentent que deux heures par jour, au sortir de l'usine. La direction de l'usine se réjouit de n'avoir à partager avec quiconque l'influence et l'autorité que donne le contrôle exclusif du marché du travail. Le préfet ayant posé comme condition à son acceptation d'un crédit de 200 francs voté par la municipalité que l'école devienne communale, les Pillivuyt refusent sèchement toute aide

<sup>246</sup> AdC, 1 T 90, Rapport de l'Inspecteur d'Académie, année 1845-1846.

publique<sup>247</sup>.

### *Patinges-Torteron*

Patinges, ou plus exactement le hameau de Torteron, pulvérise tous les records de croissance démographique. En trente ans, la population quadruple sans montrer, à aucun moment, le premier signe d'essoufflement

Les résultats du dénombrement de 1836 font apparaître d'autres performances. En premier lieu, la part des actifs dans la population totale : 57 %. 63 % des chefs de ménage actifs appartiennent, sans conteste, à la classe ouvrière. Les journaliers arrivent en tête avec 35,7 % du total, suivis des métallurgistes, qui frôlent les 20 %. A l'instar de Foëcy, l'artisanat rural est le grand perdant d'une structure sociale déséquilibrée. Les cultivateurs ne dépassent pas 15 % du total des actifs.

Trois plans, datés respectivement de 1830, 1844 et 1854, reconstituent les différentes étapes de l'évolution de l'habitat<sup>248</sup>. En 1830, l'aspect général est celui d'une structure assez lâche, organisée autour de deux pôles. Les bâtiments d'exploitation se rassemblent face à l'étang. Quelques parcelles plus loin, près de la régie, de longs rectangles noirs représentent les logements ouvriers. Rien, ici, n'évoque l'entassement malsain et inconfortable des plus vieilles usines. Au contraire, dans l'attente d'un développement ultérieur, la direction a vu grand et semble tenir en réserve des espaces qui, le cas échéant, accueilleront de nouveaux bâtiments.

Après la mort de Jean-Louis Boigues, ses héritiers entreprennent de réaliser un programme de construction de logements. Un premier groupe de huit, alignés sur le modèle traditionnel, prend place au nord de l'usine. Hésitations ou hasard des disponibilités foncières, un second groupe de six logements s'élève, par la suite, au sud de l'établissement, le long de la route du Chautay. D'autres rectangles ou carrés noirs piquettent le plan de 1844, bordant les chemins qui mènent vers les installations industrielles. Convaincus de l'intérêt qu'il y aurait à sédentariser les mineurs, les associés envisagent de les loger à leur tour<sup>249</sup>. Dans cette perspective, ils autorisent le directeur à faire construire vingt-cinq logements auxquels sont adjoints quinze à vingt ares de jardin. Estimée à 25 000 francs, la dépense sera annulée après la signature du traité de commerce avec la Belgique, dont les conséquences inquiètent exagérément la Société.

En 1854, la petite cité ouvrière a pris forme. L'option méridionale a finalement triomphé. Les chemins ont fait place à des rues qui, de façon significative, dessinent une demi-couronne autour de l'usine. On parlerait de village-rue si la vaste surface occupée par l'usine ne donnait l'impression d'une seconde agglomération. Sans être d'une qualité exceptionnelle, l'habitat ouvrier a l'avantage d'être récent et bâti à l'écart du talweg humide réservé à la production.

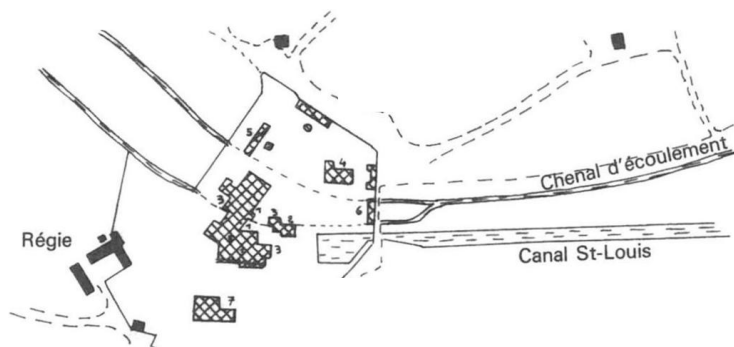
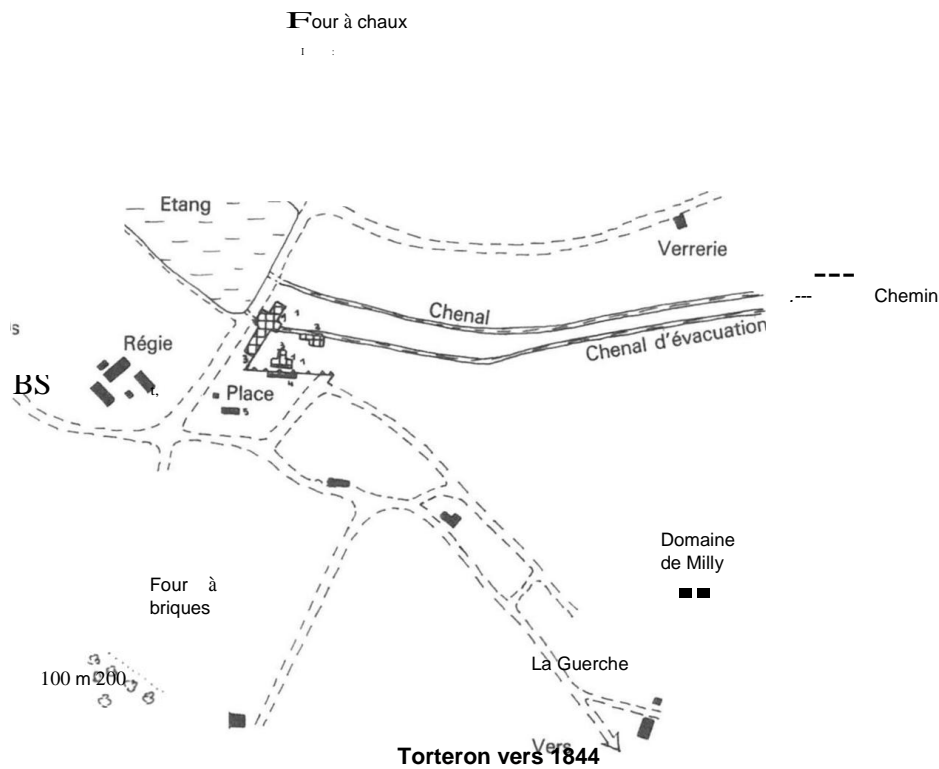
---

<sup>247</sup> *Id.*

<sup>248</sup> E. Jolant, *op. cit.*

<sup>249</sup> AN, 59 AQ 2 ; Décisions des associés, le 23 septembre 1842.

Torteron vers 1830



Le village s'équipe aussi en services. En 1854, on repère, sur le plan, deux écoles et une boulangerie. Songeons que l'usine attire vers elle des travailleurs relativement jeunes. En 1836, la moyenne d'âge des journaliers est de 31,1 ans, celle des métallurgistes de 32,3 ans. Dans les deux catégories, il n'est pas un seul ouvrier âgé de 65 ans et plus. En revanche, 76 % des journaliers et 73 % des métallurgistes ont moins de quarante ans. Jeunes adultes, les travailleurs de Torteron sont, évidemment, chargés de famille. En 1836, 65 % des métallurgistes vivent avec un ou plusieurs enfants sous leur toit. 53,3 % d'entre eux en ont trois ou plus.

La question scolaire finit par venir en discussion devant le Conseil d'administration de la Société, en février 1845, à la suite d'une demande formulée par la municipalité de Patinges<sup>250</sup>. Le temps presse, car, jusqu'à cette date, les enfants d'ouvriers se réfugiaient dans un local insalubre et étroit. La générosité de l'entreprise a cependant des limites. Sans remettre en cause le principe d'une aide, la Société proportionne celle-ci à l'effort que les travailleurs accepteront d'accomplir. Les 5 000 francs estimés nécessaires à l'édification de l'école sont à la charge de l'usine, en revanche il reviendra aux ouvriers de payer le loyer du local et d'assurer les frais d'entretien au moyen de retenues prélevées directement sur les salaires.

Ce qui est fait. En 1847, l'inspecteur d'académie décrit une maison d'école *"très vaste"*, dotée d'un *"mobilier complet"* où étudient, dans deux salles distinctes, trente garçons et vingt filles<sup>251</sup>. À l'extérieur, les enfants disposent d'une cour et d'un grand jardin qui font de l'ensemble *"un des plus beaux établissements de l'Instruction Primaire du département"*. La *"sévérité"* que l'inspecteur reproche à l'instituteur n'est pas pour déplaire à la Société, qui ne peut que se féliciter que l'on inculque le sens de la discipline à *"des enfants de forgerons au naturel grossier, exalté, rude comme les travaux dangereux auxquels ils sont incessamment exposés"*<sup>252</sup>.

#### *Lunery- Rosières*

La rapidité de l'évolution de Rosières n'est pas sans analogie avec celle observée à Torteron - en plus irrégulier cependant. Ainsi, en 1836, tandis que Patinges s'appête à doubler le nombre de ses habitants par rapport à 1821, Lunery s'engage sur une pente déclinante.

L'implantation à Rosières, en 1836, d'un premier fourneau, bientôt suivi de deux autres, a modifié, complètement la géographie économique et sociale de la commune. En dix ans, la population s'accroît de 57 %. A Rosières même, en plus des équipements productifs, il faut penser à accueillir les ouvriers.

Un plan de 1840 traduit une volonté de mise en ordre géométrique des installations autour des deux hauts fourneaux, cependant que la forge, excentrée, occupe les bords du Cher<sup>253</sup>. Une analyse plus minutieuse montre, toutefois, une certaine confusion dans la disposition de l'habitat. De longs bâtiments, les « rangs » construits sur le modèle des logements traditionnels, encadrent l'usine et hébergent une dizaine de familles. Mais trente-six autres ménages se dispersent, dans la cour de l'établissement, entre les magasins et les bureaux. À l'écart de ce noyau, quelque trente « chambres » abritent une partie du personnel dans le pavillon des écuries élevé à proximité du Château, où vit la famille du directeur. L'impulsion donnée à l'usine semble avoir pris de court les responsables. De fait, en 1846, le centre de gravité de la commune s'est déporté vers le hameau industriel, où résident maintenant 87 ménages et 395 habitants, soit 33,4 % de la population totale.

Sur place, les familles règlent leur existence sur les rythmes de l'usine. Les chefs de ménage, les jeunes gens, dès l'âge de 15 ans, ont tous une affectation dans l'établissement. Seuls, un aubergiste,

<sup>250</sup> AN, 59 AQ 2 ; Séance du 10 février 1845.

<sup>251</sup> AdC, 1 T 90 ; Rapport pour l'année 1847-1848.

<sup>252</sup> AdC, 1 T 94 ; Rapport pour l'année 1853.

<sup>253</sup> AN, F14 4319.



un boulanger, un marchand et deux jardiniers échappent au sort commun. Du moins en apparence, car deux d'entre eux se révèlent être des métallurgistes. Traitant de la politique sociale des maîtres de forges berrichons, Louis Gallicher n'a pas pu ne pas songer à Rosières, usine qu'il connaît bien pour y avoir travaillé, lorsqu'il explique que le souci de fixer la main-d'œuvre se double d'une volonté de regroupement des habitations ouvrières de telle sorte que le directeur puisse *"exercer sur elles une surveillance salubre"*<sup>254</sup>. *"Le rapprochement du maître et de l'ouvrier, poursuit-il, cette vie pour ainsi dire de famille, est une garantie de plus pour la morale et le bien-être de l'ouvrier"*.

Les premiers temps, la municipalité ne paraît pas s'inquiéter des bouleversements introduits. Elle en tire même argument pour obtenir des aides destinées à résoudre les problèmes posés par l'afflux de nouveaux habitants. Il suffit pourtant que le conseil se résolve à voter un crédit de 2 000 francs en faveur d'une école pour que des fissures apparaissent entre le bourg et le hameau. En 1845, une habitante de Rosières propose d'ouvrir une salle d'asile réservée aux enfants de métallurgistes. Consultés, les élus reconnaissent l'absence de local à Lunery même et acceptent l'emplacement de Rosières mais insistent sur le caractère provisoire de l'autorisation et fixent des conditions assez révélatrices de la crainte éprouvée devant un comportement séparatiste jugé contraire *"à l'intérêt général"*<sup>255</sup>.

La crise met fin aux querelles et aux escarmouches. Malmenée par la conjoncture et les spéculations du marquis de Boissy, l'usine vacille, puis ferme ses portes en 1850. Prise au piège de la monoactivité la population accuse le coup. En 1851, Lunery a perdu 13 % de ses habitants. A Rosières, la secousse est plus brutale. Moins d'un an après la fermeture, le nombre des ménages tombe à 41, soit une baisse de 53 % par rapport à 1846.

Les complications du milieu du siècle n'effacent pas complètement les progrès réalisés depuis quinze ans. Créé, équipé, le site industriel possède des atouts de nature à tenter bien des entrepreneurs pour peu que la reprise s'annonce. En ce sens, et quelles que soient les épreuves du moment, l'avenir de Rosières se distingue de celui qui s'ouvre à l'horizon de villages industriels plus anciens.

---

<sup>254</sup> L. Gallicher, « Quelques renseignements... », art. cit.

<sup>255</sup> AdC, E Dépôt 351; Délibération du conseil municipal de Lunery, le 9 février 1845.

## IDÉES NOUVELLES ET MALENTENDUS POLITIQUES

### Débats et combats politiques de l'élite

#### *Fronde libérale et audaces socialistes*

On sait peu de choses de l'activité libérale sous la Restauration. Au hasard des sources, quelques signes éclairent l'historien sur l'opposition conduite par une partie de la bourgeoisie. Ici, point de propriétaires ou de rentiers, mais des négociants, des membres des professions libérales, que leurs déplacements, leur formation intellectuelle et un incontestable sentiment de supériorité sociale ouvrent à la nouveauté, au regard critique et à la revendication politique.

Assez forte pour agir au grand jour, l'opposition franchit avec succès le test électoral. De 1819 à 1827, les électeurs censitaires de Saint-Amand reconduisent à la Chambre l'ancien Président du Tribunal révolutionnaire de Châteauroux, Augustin Devaux, dont la personnalité assure la jonction entre deux périodes historiques. Dans son sillage, de nouvelles figures s'affirment : les Bidault, à Saint-Amand<sup>256</sup>, Louis Michel, dit Michel de Bourges au chef-lieu du département.

Sous l'étiquette d'opposants s'agglomèrent des courants et des personnalités multiples, dont les nuances d'opinion et les divergences ne demandent qu'à s'exagérer dans un milieu foncièrement individualiste. L'épreuve décisive survient avec l'avènement du régime de Juillet, dont la modération satisfait les éléments les plus assagis du libéralisme. Devaux trouve ainsi son bonheur avec Louis-Philippe. Délestée de sa composante modérée, l'ancienne opposition libérale prend une coloration républicaine. À Saint-Amand, Jean-Jacques Bidault est, en juillet 1830, l'homme de la situation. Il chasse les carlistes de la sous-préfecture et accède au commandement de la Garde nationale. Élu conseiller municipal, il mène de pair une belle carrière d'avocat et une activité politique débordante. À Bourges, les journées de Juillet confirment la position de Michel.

Par suite des liens de toute nature qu'elle noue avec l'élite culturelle régionale, George Sand se trouve, dans les années 1830, au centre de la nébuleuse républicaine berrichonne<sup>257</sup>. Les spécialistes de l'écrivain s'accordent pour reconnaître le rôle de Michel dans l'engagement politique de George Sand. Pierre Leroux familiarise enfin une fraction des intellectuels régionaux avec les thèmes d'un socialisme utopique, humaniste et réformiste<sup>258</sup>. Sans doute ce public, au total très limité, ne retient-il souvent que le versant démocratique et fraternel de la nouvelle théorie et butera-t-il sur sa dimension sociale. Il n'empêche, c'est dans cette ambiance que se préparent et s'éprouvent le vocabulaire et les idéaux de 1848.

Hors du département, d'autres réseaux fonctionnent et se greffent sur la trame régionale, informent, enrichissent la réflexion, quand ils ne libèrent pas de nouvelles forces capables de relancer le mouvement. À Paris, notamment, Félix Pyat, originaire de Vierzon, a ouvert une nouvelle filière berrichonne. Exceptionnellement des hommes du peuple, partis travailler dans la capitale, émergent de l'anonymat, participent aux luttes et rapportent dans leur pays une irremplaçable expérience. Gilbert Foulter, un serrurier originaire de Meillant, est de ceux-là.

---

<sup>256</sup> G. Imbault, « Saint-Amand-Montrond sous Louis-Philippe et la Révolution de 1848 », *Gazette berrichonne*, avril 1948-novembre 1949.

<sup>257</sup> G. Imbault, « George Sand et le salon de Mme Bidault à Saint-Amand », *Le Berry républicain* du 20 août 1948 ; M.-L. Vincent, *George Sand et le Berry*, Marseille, 1978.

<sup>258</sup> J.-J. Goblot, *Aux origines du socialisme français ; Pierre Leroux et ses premiers écrits (1824-1830)*, Lyon, 1977 ; J. Viard, « George Sand et Michelet disciples de Pierre Leroux », *Revue d'histoire littéraire de la France*, n° 5, 1975, p. 749-773 ; *Id.* « Pierre Leroux, Proudhon, Marx et Jaurès », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982, p. 305-323.

Inquiété à la suite des barricades du quartier Saint Merry, 1848 le surprendra dans son village natal, où il a su gagner la confiance de ses concitoyens<sup>259</sup>.

De fait, si l'on excepte Saint-Amand, la bourgeoisie républicaine du Cher manque de troupes et n'a guère de relais parmi le peuple des campagnes et des faubourgs, dont les soucis et les aspirations s'expriment d'une autre manière. Pourtant, au fil des ans, le projet et la pensée républicaines s'étoffent, se précisent.

#### *Une contre-tendance: le patronage conservateur*

Le conformisme spontané aidant, les diverses variantes du paternalisme constituent une force politique avec laquelle il faut compter. La tradition des grands propriétaires, bailleurs de terres et pourvoyeurs d'emplois, distributeurs de vivres aux nécessiteux et de dons aux municipalités, entretient un clientélisme dont l'orientation politique, au moins au plan local, ne contredit jamais le conservatisme social qui le fonde.

Autour des usines, la volonté de sédentariser et de discipliner la main-d'œuvre se confond, dans l'esprit des chefs d'entreprise, avec des préoccupations morales et politiques. Mais l'influence patronale recule lorsque la taille de la commune dépasse un certain seuil. C'est l'évidence à Vierzon, à l'exception des forges.

Dans les villes, l'hégémonie s'exerce davantage par le biais d'institutions collectives, voire publiques : ateliers de charité, caisses d'épargne, œuvres d'inspiration catholique... En 1845, naît à Bourges la Société de Saint François- Xavier qui, sous l'autorité de l'Archevêché, concilie des activités de société de secours mutuel et un projet "*d'instruction morale, religieuse et civique*"<sup>260</sup>.

### Les classes populaires : cris et chuchotements

La passivité ou le silence constaté pendant la Révolution pourrait faire croire à l'indifférence populaire. Le retour d'une monarchie aux ambitions restauratrices révèle, tout au contraire, l'ampleur et la profondeur des mutations survenues avec la Révolution puis consolidées sous l'Empire.

#### **Vue d'ensemble**

Beaucoup de conflits, hier encore vécus sur le mode des relations interpersonnelles, prennent désormais une tonalité politique. Faut-il penser que celle-ci a bon dos, qu'elle sert de couverture et n'est qu'un procédé d'identification commode ? En 1815, le cas de Joseph Mitain, journalier de Saint-Léger-le-Petit, interroge<sup>261</sup>. Ne suggère-t-il pas à un compagnon de voyage de "*se transporter chez les personnes que (vous) croyez royaliste pour les écraser*" ? Trois semaines auparavant, Mitain s'est lui-même introduit chez un "*royaliste*" des environs, non pour "*l'écraser*", comme il le recommande, mais pour lui dérober des grains. On imagine avec quels sentiments les autorités judiciaires examinent une affaire répondant parfaitement à l'image que le nouveau régime se fait des révolutionnaires, dangereux et portés aux pillages.

Pour autant niera-t-on toute conscience politique, fût-elle sommaire ou pervertie, dans cet écho déformé du temps des visites domiciliaires organisées contre les accapareurs ? Se déclarer antiroyaliste en 1815 a forcément une signification, car il en coûte aux audacieux ou imprudents. Mitain le paie d'ailleurs d'une double inculpation pour vol et complot séditieux. Qu'on le veuille ou non, depuis la Révolution, un processus de politisation des couches profondes du peuple est engagé, offrant à celles-ci un vocabulaire et des thèmes à travers lesquels elles apprennent à lire et interpréter la réalité.

À cent lieues des controverses abstraites qui opposent les juristes et les théoriciens bourgeois, cette politisation porte nécessairement la marque du milieu où elle se produit. Tandis que le suffrage censitaire tient le plus grand nombre à l'écart des

<sup>259</sup> AN, C 937 ; Enquête sur les événements de juin 1848 ; Interrogatoire de Georges Foulter.

<sup>260</sup> AdC, 32 M 57.

<sup>261</sup> AdC, 30 U 237.

lieux du pouvoir, alors que l'isolement et l'ignorance voilent l'horizon et que l'existence se déroule sous le signe de la précarité, les manifestations de la conscience politique sont à la fois discontinues, atomisées, archaïsantes, toujours imprégnées de préoccupations sociales. La polarisation propre au département du Cher, ne concourt pas à affiner ou nuancer les points de vue. Elle contribue, en revanche, à fixer les oppositions.

La chronologie des affaires à connotation politique conservées dans les archives judiciaires fait ressortir deux temps forts, correspondant au retour des Bourbons et à l'installation de Louis-Philippe, lorsque les nouvelles administrations redoublent de vigilance et veillent à étouffer l'expression des nostalgies ou des premières déceptions.

### **L'avenir aux couleurs du passé (1815-1827)**

La contestation, telle qu'elle ressort des documents consultés, est le fait d'individus isolés, souvent ruraux, mais non agriculteurs. Parmi les soixante-deux personnes poursuivies, dont on connaît le statut social, un seul se déclare laboureur. Les travailleurs des métiers, patrons et compagnons confondus, forment le groupe le plus fourni avec un tiers du total. Les journaliers – plus du dixième – ne viennent qu'en seconde position.

Les anciens militaires ne sont pas les derniers à s'en prendre aux Bourbons. On note aussi la présence de professions à haut risque, car exposées au bavardage et, pour cela, très surveillées : marchands, charretiers, colporteurs. Moins bruyante, habile à échapper aux oreilles et aux yeux indiscrets, la bourgeoisie passe à travers les mailles du filet : un propriétaire et deux membres de profession libérale seulement ont à répondre d'un délit politique.

Sur 94 affaires, 33 relèvent de propos moqueurs, irrespectueux, calomnieux ou grossiers visant la personne du Roi ou son entourage, cependant que 29 vantent les mérites patriotiques et militaires de Napoléon et/ou saluent son nom. Dans l'un et l'autre cas, les discours cèdent le pas aux chants, tour à tour emphatiques, vengeurs, satiriques... Douze fois, la rumeur du retour de l'Empereur à la tête d'une armée digne d'une levée en masse suscite les mêmes réactions de joie ou d'effroi. En neuf occasions, des royalistes sont pris à partie, raillés ou insultés. Enfin, parmi les onze cas qui restent, quelques incidents ont une portée symbolique : cocardes blanches contre plumes ou touffes tricolores.

Parcourir les dossiers, c'est redécouvrir les moments privilégiés et pénétrer les lieux d'une sociabilité populaire où les langues se délient pour se faire téméraires et frondeuses : cabarets, assemblées, marchés, carnavaux. Afin de se disculper, les auteurs de délits invoquent fréquemment l'ivresse, déclarent ne plus se souvenir des faits ou affirment avoir voulu dire le contraire de ce que l'on a cru entendre. À défaut d'être original, ce système de défense n'est pas dépourvu d'efficacité. S'il engendre le mépris, l'ivrogne attire plus l'indulgence que l'agitateur. Négliger les discours d'après-boire serait discutable. Si le vin réduit le contrôle que l'individu exerce sur lui-même, il donne accès à ce que, d'ordinaire, on dissimule. Non sans exagération, concédons-le, mais, à tout prendre, le chercheur récolte plus sur ce champ-là qu'à l'ombre du mur du silence.

La sensibilité populaire, faite de représentations concrètes et de jugement moraux, contourne les formulations abstraites de l'analyse politique. Assimilé à un *"cochon"*, Louis XVIII, dont l'infirmité fait naître les plaisanteries les plus grossières, occupe son temps *"à ramasser notre argent"* ou à fuir devant l'Empereur. Les royalistes, toujours *"riches"* et *"arrogants"*, se plaisent à faire souffrir le peuple. Le débordement accidentel d'un feu de la Saint-Jean allumé par des partisans des Bourbons prend vite un sens politique. *"Tas de royalistes, tas de brigands, s'écrie un boucher, c'est le feu de joie qui est cause de l'incendie, il a été le feu de joie pour les uns, il est le feu de tristesse pour les autres"*<sup>262</sup>.

Tout est prétexte au rappel de clivages politiques et au

---

<sup>262</sup> AdC, 31 U 351, 1816.

dénigrement. N'entend-on pas un meunier critiquer la lâcheté des nobles incapables d'oser récupérer leurs propriétés, jadis vendues comme biens nationaux<sup>263</sup>. Pour peu qu'une altercation se produise, le ton tourne à la menace. *"Vous ne serez pas toujours les maîtres et alors nous vous ferons bien courir"*, clame un cardeur de Saint Germain/Aubois, auquel le maire reproche le port d'un emblème tricolore<sup>264</sup>. L'usage du « nous » et du « vous » délimite les deux camps en présence, dont nul, localement, n'ignore les contours. L'espoir teinté de nostalgie, en ces temps de réaction triomphante, aide les vaincus à surmonter leur amertume. Ce même sentiment stimule les imaginations et transforme, la rumeur aidant, le rêve d'un retour de Napoléon en une force matérielle. Ce retour, nul n'en doute, résoudrait tous les problèmes. A l'adresse des habitants de Sancoins, inquiets pour leur ravitaillement, un aubergiste assure que, le 15 mars prochain, *"il en viendra un qui ramènera l'abondance"*<sup>265</sup>. Il existe une variante nostalgique du même thème. Un journalier de La Chapelle-Hugon se souvient de l'époque où l'Empereur arrêta l'expédition des blés vers l'étranger<sup>266</sup>.

Ainsi s'entretient une légende. Enfouie dans une mémoire sélective, enjolivée au fil des ans, elle alimente les conversations à point nommé, lorsque les hommes se rassemblent, ici pour s'amuser, là pour acheter des céréales trop rares ou trop chères, lors d'un événement de nature à frapper les imaginations auquel, avec regret, indignation ou colère, on l'associera. Selon les cas, on met les rieurs ou les protestataires de son côté. Le plus souvent, en effet, l'auditoire, attentif, est de connivence avec le délinquant. Derrière la poignée de faits portés à la connaissance des juges, on devine les mille et un conciliabules, récits, anecdotes, nouvelles vraies ou fausses, passés à travers les mailles du filet administratif. La diffusion des chansons illustre la réalité des filières fugaces qu'emprunte une culture populaire privilégiant l'oral et le musical. Si quelques-unes s'improvisent à l'instant même du délit, la plupart, malgré des variations et des adaptations, renvoient à un répertoire commun. Tel chant entonné par un journalier d'Aubigny dans un cabaret de la localité peut être repris, cinq mois plus tard, à l'autre extrémité du département, par un menuisier de La Celle Condé<sup>267</sup>.

Voir dans chaque attitude irrespectueuse un indice d'opposition consciente serait tomber dans le travers des gendarmes et des commissaires de la Restauration. Néanmoins, les brefs *"Vive l'Empereur ! A bas les Bourbons !"* lancés ne laissent pas de doute sur les sentiments de leurs auteurs. Peu préparée à la dialectique politicienne, la contestation populaire exprime ses convictions sans s'attarder aux nuances. De là découle le recours aux stéréotypes, efficaces points de fixation identitaires. Dans les milieux où l'on sait la valeur des gestes et sacrifie volontiers au rituel, les symboles tiennent une place exceptionnelle. En ce domaine, les trois couleurs l'emportent sur l'effigie de l'Empereur dans le combat mené contre le drapeau blanc. Les sentiments patriotiques, sans contredire le culte de Napoléon, s'enracinent en profondeur. Invité à retirer les touffes bleues et blanches qui, sur fond rouge, couronnent son chapeau, un cardeur, indigné, refuse et proclame : *"il y a trop longtemps que je le porte"*<sup>268</sup>. Maintenir le drapeau blanc sur les édifices publics n'est pas chose facile dans les premiers temps de la Restauration.

Si, par la suite, le nombre des affaires diminue, l'attention portée aux symboles reste forte. En 1822, un artisan de Dun doit s'expliquer sur la signification des fils bleus, blancs et rouges qu'il arbore ostensiblement<sup>269</sup>. Trois ans plus tard, à Montigny, un cantonnier, qui n'en peut mais, s'entend reprocher par des passants la fleur de lys en cuivre qui orne réglementairement sa casquette<sup>270</sup>. 1830, confirmera, après quinze années de Restauration, la fidélité du peuple aux trois couleurs.

Fidélité ? On l'a dit, les considérations morales tiennent une

<sup>263</sup> *Id.* ; 1820.

<sup>264</sup> AdC, 31 U 580 ; 1815.

<sup>265</sup> AdC, 31 U 581 ; 1817.

<sup>266</sup> *Id.* ; 1816.

<sup>267</sup> AdC, 30 U 238 et 31 U 581.

<sup>268</sup> AdC, 31 U 581 ; 1815.

<sup>269</sup> AdC, 31 U 582 ; 1822.

<sup>270</sup> AdC, 30 U 239 ; 1825.

place particulière dans les consciences populaires, ce qui ne va pas sans développer une conception nostalgique des idéaux et de la lutte politiques. On connaît la fortune du thème du retour de l'Empereur. C'est à ce dernier que revient l'initiative de l'action, toujours imaginée sous la forme d'une expédition militaire à laquelle le peuple assiste en spectateur, n'intervenant qu'après coup, pour manifester sa joie. Cette délégation de pouvoir, que le rêve consacre dès qu'il s'agit des affaires d'un État devant lequel on se sent impuissant et dont on attend qu'il résolve immédiatement les difficultés de l'heure, coexiste avec une volonté d'agir pour et par soi-même au niveau que l'on connaît le mieux : la commune. Le *"vous ne serez pas toujours les maîtres"*, lancé aux royalistes de Cours les Barres évoque les futurs comptes qu'il faudra bien, un jour, régler entre soi<sup>271</sup>. Le comportement des habitants d'Herry, en mars 1815, éclaire sur la façon dont on voit les choses à cet échelon. À l'annonce du retour *"d'un Empereur si légitime et si digne de conduire les rênes d'un gouvernement qu'il n'avait abdiqué que par le vœu et la force des mains étrangères"*, un *"rassemblement enthousiaste et joyeux"* s'organise, ratifiant les changements intervenus au niveau de l'État central<sup>272</sup>. S'agissant des clivages locaux, en revanche, la passivité n'est plus de mise. Parce qu'il incarne l'autorité des Bourbons, le garde champêtre est accablé d'outrages. *"Nous voulons être les maîtres, nous ne voulons plus de bourgeois ni de gros"*, crie la foule<sup>273</sup>. On perçoit la signification sociale de l'adhésion à l'Empereur des Cent jours. Lourde de contresens et d'illusions, elle assure une base de masse aux adversaires des Bourbons. Nuançons. Aux plus mauvais jours de la crise frumentaire de 1816 et 1817, la protestation politique est étrangère aux troubles et aux entraves à la circulation des grains. Ça et là, quelques propos laissent entendre que le pouvoir est responsable, qu'avec Napoléon la situation s'améliorerait. Cependant, lorsqu'elle crie et s'agite, la foule va à l'essentiel : les grains et le pain. L'urgence appelle, dans ce cas, l'intervention directe, locale et immédiate des populations. Cette spontanéité court-circuite la réflexion politique. La disparition de l'Empereur sonne le glas d'une conception passéiste et providentialiste, mais peu dynastique. Après le pic de l'année 1822, le silence des archives judiciaires reflète un réel désarroi populaire.

Dans les premiers mois de 1830, la gendarmerie note les progrès de la misère parmi les travailleurs, et prend soin de préciser que si les élections relancent les débats, notamment dans l'arrondissement de Saint-Amand où *« l'esprit public est généralement porté à l'opposition »*, elles n'entachent en rien le calme qui règne dans le département<sup>274</sup>. Socialement, l'opposition se situe *"parmi la classe supérieure à celle des ouvriers"*<sup>275</sup>. La seule mention faisant état d'un mouvement chez ces derniers concerne les revendications purement salariales des travailleurs affectés au creusement du canal du Berry.

Pourtant, à peine les nouvelles en provenance de Paris atteignent-elles Saint-Amand, que 300 à 400 personnes s'attroupent en soirée, les 30 et 31 juillet, afin de commenter les événements. Les trois couleurs reparaissent également au grand jour à Saint-Amand, Sancoins, La Guerche, Dun, Châteauneuf et dans maintes autres communes de l'arrondissement<sup>276</sup>. Une nouvelle époque débute.

## Les lueurs républicaines

### Les nouvelles tendances de la contestation populaire

Alors que l'on avait recensé 73 affaires entre 1815 et 1827, la période allant de 1828 à 1848 n'en compte plus que 24. Les délits sont le fait du petit peuple. Nombreux notamment dans les villes, les vigneron et les jardiniers forment le quart des individus mis en cause.

Les travailleurs des métiers – un petit quart – viennent en seconde position, en retrait donc par rapport à la période 1815-

<sup>271</sup> AdC, 30 U 237 ; 1815.

<sup>272</sup> *Id.*

<sup>273</sup> *Id.*

<sup>274</sup> AdC, J 578 ; Rapport de la gendarmerie, juin 1830.

<sup>275</sup> *Id.* ; mai 1830.

<sup>276</sup> *Id.* ; juillet 1830.

1827. En revanche, la part des journaliers progresse sensiblement pour approcher le quart.

Immédiatement après 1830, et pour peu de temps, les revendications économiques se doublent d'aspirations politiques clairement formulées. En 1830 et 1832, des incidents graves éclatent à Bourges, à propos des taxes prélevées sur la vente des boissons<sup>277</sup>. Le 15 août 1830, dans l'après-midi, 200 à 300 personnes convergent vers l'Hôtel des Contributions indirectes aux cris de "*A bas les commis ! A bas les marchands de blé !*" On serait en terrain de connaissance, si des manifestants n'ajoutaient pas : "*A bas les nobles ! Vive la liberté !*" Trois semaines plus tard, le 8 septembre, la tension monte à nouveau. Réunie, pour une fête, au hameau de Maubranche, la foule, évaluée à 2 000 personnes, prend à partie deux fonctionnaires des Contributions. La gendarmerie renonce sur le moment à protéger les malheureux commis transformés en boucs émissaires. Dans les semaines suivantes, la répression frappe sévèrement de nombreux journaliers et désignera comme « meneur » un vigneron, François Legendre, surnommé "*Bonnet rouge*". Legendre est un récidiviste. Onze ans auparavant, la justice l'avait condamné pour de graves insultes proférées à l'encontre du Roi, et des propos bonapartistes.

En 1832, les vignerons vont plus loin. Cette fois, l'agitation, provoquée par le non-respect des promesses de suppression des taxes sur les boissons, tourne à l'émeute<sup>278</sup>. "*Aux armes !*", crient les plus enragés, avant de se disperser pour revenir en masse et contraindre les forces de l'ordre au recul. Au cours de la bataille, des coups de feu partent, tuant un cheval et blessant un gendarme. Le calme ne sera rétabli qu'après l'arrivée de renforts imposants.

Un an plus tôt, les événements de La Celle-Bruère, avaient donné l'occasion de repérer les fragments d'un discours intéressant pour ce qu'il annonçait<sup>279</sup>. Armés de fourches, de faux, voire de fusils chargés, des ouvriers s'opposent à la circulation d'un convoi de grains. Situation classique, à l'instar de l'accusation portée contre le gouvernement de vouloir affamer le peuple. D'autres propos le sont moins. "*Il faut couper en morceaux tous ces bourgeois qui n'ont fait la révolution que pour eux, entend-on, il y a trop longtemps que cela dure ; nous sommes en liberté, nous le ferons bien voir*". La révolution politique est, cette fois, entrevue dans une perspective sociale, tandis qu'est formulée, à chaud, une analyse sommaire de la nature de classe du nouveau régime. À la liberté proclamée par « les bourgeois », les protestataires opposent leur conception d'une liberté associée au bien-être et susceptible de favoriser l'action populaire. Cette dernière est, certes, envisagée sur le mode de la vengeance, et si l'on détecte une inspiration politique, aucun projet concret n'est avancé. Le lieu, les circonstances, il est vrai, ne se prêtent pas aux palabres.

Après 1834, la critique change de ton. Moins satirique, moins attentive aux traits physiques de l'adversaire, moins spontanée aussi, on est tenté d'écrire qu'elle gagne en sérieux. Les injures à l'adresse du Roi disparaissent, alors que "*le gouvernement*", terme fourre-tout englobant aussi bien les ministres de l'heure que le régime en général, est mis en cause plus d'une fois sur quatre. En dépit de références au passé, les propos séditionnels envisagent davantage l'avenir qu'ils ne cultivent la nostalgie. Une fois sur trois, la justice se penche sur des cris, des chants ou des cérémonies favorables à la République et à la Liberté, lesquelles, dans l'esprit de beaucoup, sont synonymes.

La symbolique garde toute son importance, mais les emblèmes changent. Suite à la récupération du drapeau tricolore par l'orléanisme, il faut puiser d'autres signes distinctifs dans le répertoire républicain. *La Marseillaise*, *Le Chant du Départ* servent de point de ralliement. En 1831, la plantation d'arbres de la liberté mobilise l'opposition de Bourges, Vierzon et Saint-Amand. Dans cette dernière, le rapport des forces politiques se mesure autour d'un peuplier que les uns ont prévu de fêter et que

---

<sup>277</sup> AdC, 38 U 9 ; 1830.

<sup>278</sup> AdC, 38 U 7 ; 1832.

<sup>279</sup> AdC, 31 U 584 ; 1831.

les autres sont décidés à renverser<sup>280</sup>.

Si les habitants de Saint-Amand savent ce qu'ils font lorsqu'ils dressent un arbre de liberté ou brandissent un drapeau, il n'en va pas toujours de même ailleurs. Le sens donné aux symboles varie au gré des communes, selon les héritages et les forces en présence. La simplicité de la représentation symbolique a l'avantage de permettre une communication directe avec des populations restées en marge de la culture écrite, mais présente l'inconvénient de laisser le soin à chaque individu de l'interpréter à son goût. Chez certains, la couleur du drapeau finit par prévaloir sur le régime politique qu'il est censé matérialiser.

En 1832, à Mehun, la municipalité fête l'anniversaire des journées de juillet avec éclat<sup>281</sup>. La garde nationale, au grand complet, exécute, musique en tête, un brillant défilé sous "*les acclamations*" du public et dans "*la plus vive allégresse*". Au cours de haltes répétées, on lève les verres "*à la liberté et au maintien de la dynastie de Philippe sur le trône populaire*". Les réjouissances se poursuivent par un banquet où l'on refuse du monde, une aubade à la population, un "*feu de joie*" et une retraite aux flambeaux. Un concert prolongé jusqu'à minuit clôt les festivités. Tout au long de la journée, la petite cité résonne de proclamations patriotiques, de *Marseillaise*, de saluts associant la liberté au nom du souverain. Le récit détaillé qu'en livre le maire, pressé de prouver son zèle orléaniste, traduit parfaitement l'équivoque symbolique. Les mêmes mots et chansons ont bien un sens différent selon qu'on les entend dans la paisible cité des bords de l'Yèvre ou dans la frondeuse sous-préfecture de Saint-Amand.

### Contestation politique et protestation sociale

Le durcissement de la monarchie balaie les dernières illusions. Les uns - le plus grand nombre - rentrent dans le rang, cependant qu'une poignée d'opposants aux convictions mieux chevillées refuse de s'incliner. Les déclarations se font véhémentes. Les chanteurs, isolés ou en groupe, puisent maintenant dans un répertoire délibérément combatif. En février 1833, la tension monte. A quinze jours d'intervalle, les cafés de Saint-Amand retentissent de cris séditieux conjuguant au futur la République avec la Liberté<sup>282</sup>. Faute de perspectives immédiates, on rêve, vieux réflexe des temps difficiles, à la vengeance qui, tôt ou tard, effacera les échecs et les humiliations du présent. "*Les républicains gagneront et le juste milieu sera pendu*"<sup>283</sup>, crient, en juillet 1833, un maçon et un charretier de Saint-Amand<sup>284</sup>.

À nouveau, la critique se personnalise et renoue avec les formes les plus traditionnelles de la contestation. En 1833, le comte Jaubert, député de l'arrondissement, subit deux charivaris mémorables<sup>284</sup>. Les motivations politiques ne font aucun doute au vu de l'identité des vingt inculpés, dont quelques-uns ont joué un rôle en 1830.

Au sein du peuple profond, le "social" se dissocie pourtant du "politique". Lors des conflits économiques, les allusions politiques sont rares ou perdent leur caractère partisan. Pendant les troubles frumentaires de 1840 ou de 1846-1847, comme à l'occasion des coalitions ouvrières, la colère cible les « bourgeois », les « riches », les marchands. La République disparaît du vocabulaire séditieux et cesse de tourmenter les agents de l'autorité. Inégalement, irrégulièrement et, au total, faiblement touché par la propagande républicaine, le peuple tait ses nostalgies et retourne à ses problèmes quotidiens : le pain, le travail, les salaires... On sait peu de choses des individus que les juges tirent de l'anonymat le temps d'une enquête, obligent à s'expliquer sur le pourquoi et le comment de tel cri ou de tel couplet. Impuissants, écrasés, conservent-ils, de retour au domicile, l'attitude repentante et résignée adoptée face aux magistrats ? Quel héritage transmettent-ils à leurs enfants, à leurs amis ? Les autorités, pour leur part, ont une excellente mémoire.

<sup>280</sup> AdC, 31 U 584, 1831.

<sup>281</sup> AdC, 175.O.1 ; Lettre du maire au préfet, le 30 juillet 1832.

<sup>282</sup> AdC, 31 585 ; 1833.

<sup>283</sup> Archives de l'Armée de Terre, E5 43 ; Gendarmerie, correspondance générale, Rapport du 8 novembre 1833.

<sup>284</sup> AdC, 31 U 587 ; 1840.



La mauvaise réputation accolée au sud du département subsiste. A Saint-Amand, l'opposition, tolérée, maintient ou rétablit ses contacts avec les classes laborieuses. Le comité local pour la Réforme électorale, que préside Bidault père, recueille ainsi le soutien de 119 habitants, parmi lesquels les vigneron et les jardiniers égalent en nombre les bourgeois<sup>285</sup>.

En marge de la politique, moins exposé à la répression, l'anticléricalisme gagne en intensité, en particulier dans les contrées les plus contestataires. S'il n'est pas possible de mettre un signe d'égalité entre cette attitude et l'opposition au régime, il n'en demeure pas moins que, dans les milieux populaires, l'anticléricalisme va de pair avec une moindre soumission aux hiérarchies sociales, témoigne, à ce titre, d'une indépendance et d'une disposition d'esprit dont le pouvoir a toutes les raisons de s'inquiéter. Les bris de croix et les désordres dans les églises, qui mobilisent la justice n'en sont que les manifestations les plus spectaculaires. Au-delà d'excès perpétrés par des individus que la boisson pousse aux transgressions, des expressions rendent perceptible un climat diffus, mais réel, d'anticléricalisme à connotation politique. A Jars, en 1834, le cordonnier qui apostrophe le curé du village entrecoupe ses injures à l'égard du prêtre et des « calotins » de vivats en l'honneur de l'Emereur et de la République<sup>286</sup>.

\*\*\*\*\*

Qu'il s'agisse d'anticléricalisme ou d'opposition politique, le monde des usines et des grands chantiers paraît se tenir à l'écart. Parler, à ce sujet, d'apathie serait sans doute erroné au moment où ces catégories ouvrières s'éveillent à la lutte sociale. Les bases d'un conservatisme politique ouvrier existent cependant, que le paternalisme des maîtres s'efforce d'entretenir ou de susciter. Les événements politiques ne sont, certes, pas sans effets sur la vie sociale, mais on feint de ne pas s'en apercevoir. En 1833, les porcelainiers de Vierzon sont en contact avec un Bureau central parisien, dont il n'est pas absurde de penser, compte tenu de l'ambiance qui règne dans la capitale, que les républicains y ont quelques amis. Les collectes organisées en faveur des céramistes limousins transitent par *Le Patriote de Limoges* - journal d'opposition -, qui en assure la distribution. En janvier 1834, les lettres découvertes sur Astier prouvent qu'il a servi d'intermédiaire entre les ouvriers du Cher et ceux de la Haute-Vienne. Mais ce même Astier passe, à Limoges, pour légitimiste, ce qui ne simplifie pas l'interprétation politique d'un mouvement essentiellement corporatif. A Vierzon même, la seule allusion politique entendue durant tout le conflit est prononcée lorsque le commissaire de police, intrigué par l'affluence ouvrière au cabaret de la Croix Blanche, prétend relever le nom des présents.

S'il existe des points de convergence entre l'opposition républicaine et les classes populaires, il est rare que les préoccupations, les références idéologiques, les formes d'intervention et, plus généralement, les aspirations coïncident. Tous les exemples étudiés soulignent les causes sociales d'une telle situation. Capables d'agir pour leurs revendications immédiates, les milieux populaires, gênés tout à la fois par les contraintes matérielles quotidiennes, un certain fatalisme et leur maintien à l'écart de la vie politique et culturelle, échouent à dégager un projet politique échappant à la nostalgie ou au mythe, dépassant l'illusoire et paradoxale matérialité des rites, des paroles et des emblèmes. A la longue, le "social" finit par l'emporter, avec ses oscillations conjoncturelles, ses conflits toujours recommencés, ses impasses et ses embellies.

*"Peut-être est-ce l'effet habituel des révolutions manquées que d'enfoncer ainsi leur coin entre le monde où l'on rêve et celui où l'on gagne son pain"*, note Maurice Agulhon à propos de la façon dont les intellectuels toulonnais s'éloignent des ouvriers. Dans le Cher, où les rapports ne sont jamais allés au-delà de pudiques fiançailles, la séparation s'effectue par consentement mutuel. Dans l'attente de jours meilleurs.

<sup>285</sup> G. Imbault, « Saint-Amand... », art. cit.

<sup>286</sup> AdC, 30 U 241 ; 1843.



---

## CONCLUSION DE LA 1<sup>re</sup> PARTIE

---

### **Les mondes ouvriers berrichons au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle**

#### **Dénombrement : le poids des masses rurales**

Contournée jusqu'à présent, l'évaluation quantitative globale ne peut être plus longtemps éludée. Dans l'impossibilité matérielle où nous étions d'étendre à toutes les communes du département les calculs réalisés sur un échantillon d'une vingtaine de localités, il fallait se résoudre à utiliser les résultats généraux du dénombrement de 1851, le premier permettant un repérage des catégories ouvrières. En dehors du fait qu'il mord au-delà de la date retenue pour marquer la limite de cette première partie, le recensement de 1851 n'est pas sans défauts, dont quelques-uns seulement sont corrigibles. Ainsi, a-t-il paru raisonnable de retirer les « rentiers et les propriétaires » du groupe des professions libérales et, par-là, des actifs. En revanche, dans la mesure où les récapitulations par commune, canton et arrondissement, habituellement conservées à la préfecture demeuraient introuvables, il était impossible de vérifier, par sondages, la valeur des classements opérés, au plan local, en fonction des prescriptions de l'administration centrale. Les historiens familiers de cette source signalent, encore, une surestimation du taux d'activité féminine, en particulier dans l'agriculture. La prise en compte des seuls actifs masculins est la solution la plus couramment retenue. La méthode a l'inconvénient, entre autres, d'affaiblir considérablement les effectifs de la petite industrie. Mieux valait-il, donc, travailler dans un premier temps à partir des données générales et procéder, ensuite, à une analyse détaillée des catégories ouvrières en tenant compte, cette fois, de la répartition par sexe. Sur ces bases, la population active du département se répartit comme suit<sup>287</sup>.

---

<sup>287</sup> Statistique de la France, 2<sup>e</sup> série. *Territoire et Population*, T. II, 1855, p. 142 et suiv.

	NOMBRE	% DE LA POPULATION TOTALE	% DE LA POPULATION ACTIVE
Agriculture	118 263	38,61	69,74
Grande industrie	5 203	1,69	3,06
Petite industrie, Commerce	31 021	10,12	18,29
Professions libérales	7 939	2,59	4,68
Domestiques	7 142	2,33	4,21
T O T A L	169 568	55,36	100,00
Sans profession, divers propriétaires, rentiers	136 693	44,63	
T O T A L	306 261	100,00	

Ces données ramènent l'industrie, même comprise au sens large, à un niveau des plus modestes. L'agriculture emploie 3,26 fois plus d'actifs que la grande et la petite industrie réunies. Si l'on considère uniquement la grande industrie, le rapport est de 1 pour 22,7... Sous cet angle, le département du Cher s'apparente à ses voisins de l'Indre et du Loir-et-Cher.

Toutefois, du point de vue qui nous intéresse - celui des ouvriers -, la confusion entre l'activité industrielle et le prolétariat n'est pas admissible. Une étude approfondie des diverses rubriques concernées par la production matérielle de marchandises en apporte la démonstration, en particulier dans l'agriculture. Si l'on agglomère l'ensemble formé par les journaliers, les domestiques et les travailleurs des bois, le total obtenu représente plus des deux tiers des actifs de l'agriculture - 67,4 % - et près de la moitié de la population active globale. Ici, le Cher se sépare des départements limitrophes. Du Loir-et-Cher, par exemple, où le prolétariat agricole ne forme pas plus de 35,7 % des actifs. Parmi les journaliers, une minorité seulement - 16,6 % - possède une propriété de toute façon insuffisante à satisfaire les besoins d'une famille<sup>288</sup>. Si l'on met de côté les domestiques, embauchés à l'année et employés exclusivement à des travaux agricoles, les journaliers et les travailleurs forestiers constituent près de 45 % des actifs de l'agriculture. Il y a là une réserve de main-d'œuvre dans laquelle des établissements de la « grande industrie », en premier lieu ceux de la métallurgie, puisent les travailleurs externes qui leur sont nécessaires.

L'examen détaillé de l'emploi industriel fait mieux apparaître l'extrême diversité des situations selon les branches. Quatre branches de la catégorie « petite industrie et commerce » prennent la tête du classement selon les effectifs. Avec près de 30 000 actifs, l'habillement, le bâtiment, l'alimentation et les transports totalisent plus de 82 % de l'emploi industriel. La porcelaine et les productions assimilées arrivent, nettement distancées, en cinquième position, devançant la métallurgie. Les deux branches réunies n'atteignent pas 10 % de l'ensemble.

Il y aurait beaucoup à dire sur la répartition des activités entre les deux types d'industrie. Concevable au plan national, l'intégration du textile et des mines dans la « grande industrie » ne se justifie pas dans notre région, où l'on relève moins d'un salarié par établissement dans le textile et à peine cinq dans les mines et les carrières. Les innombrables poteries artisanales, associées aux fabriques de porcelaine expliquent qu'avec 36 salariés par établissement on soit bien loin de la réalité manufacturière. Pour l'ensemble de la grande industrie, la moyenne de 8,27 s'accorde mal avec ce que suggère le titre de la rubrique.

Parvenu à ce stade de l'analyse, il devient possible d'évaluer la part des ouvriers dans la population berrichonne.

<sup>288</sup> Statistique de la France, 2<sup>e</sup> série. *Agriculture*, T. XVI. *Agriculture (enquête de 1862)*, 1870.

	NOMBRE	% POP. ACTIVE OUVRIERE	% POP. ACTIVE TOTALE	NOMBRE OUVRIERS MASCULINS	NOMBRE OUVRIERES
Agriculture	79 705	77,74	47,00	44 330	35 375
Grande industrie	4 642	4,52	2,73	4 504	138
Petite industrie et commerce	18 172	17,72	10,71	8 753	9 434
T O T A L	102 519	100,00	60,45	57 587	44 497

	% POP. ACTIVE OUVRIERE MASCULINE	% POP. ACTIVE MASCULINE	% POP. ACTIVE OUVRIERE FEMININE	% POP. ACTIVE FEMININE
Agriculture	76,97	42,01	79,49	55,21
Grande industrie	7,82	4,26	0,31	0,21
Petite industrie et commerce	15,20	8,29	21,20	14,72
T O T A L	100,00	54,58	100,00	69,45

À l'opposé de ce qu'une observation rapide des structures économiques régionales laisserait croire, les ouvriers constituent donc, avec plus de 60 % des actifs, la première catégorie sociale du département. Occupés par les travaux agricoles, dans la proportion des 3/4, éparpillés, pour le reste, dans une foule de petits ateliers, ces ouvriers sont-ils autre chose qu'une commodité, une illusion de statisticien ?

### Les conditions de vie: précarité et paupérisation

L'enquête de 1848, malgré l'inégale valeur des rapports rédigés par les commissions cantonales et les retombées d'une dépression non résorbée, aide à fixer les idées et à dégager la pluralité des conditions ouvrières<sup>289</sup>.

L'éventail des salaires masculins s'étend de 1 à 5 francs par jour. En dehors de l'été, les gains des journaliers agricoles et des bûcherons ne dépassent jamais 1,50 franc, la médiane se situant à 1,25 franc. En hiver, beaucoup descendent à 1 franc. Les tarifs des travailleurs des métiers s'échelonnent entre 1,50 et 3 francs. Dans le bâtiment, les maçons oscillent autour de 1,75 franc, les charpentiers et les menuisiers franchissent le seuil des 2 francs, les plâtriers allant même jusqu'à 2,75 francs. Les facteurs locaux entrent en ligne de compte. Ainsi, distribue-t-on à Vierzon, alors en phase ascendante, des salaires relativement importants. Plus élevés qu'à Bourges, qui, dans ce domaine aussi, est à la traîne. Au sommet de la hiérarchie ouvrière, les spécialistes de la métallurgie ont la meilleure part. Mais, le chômage perturbe ce semblant de grille salariale.

Quant aux femmes, à l'exception du canton de Léré où leurs gains se hisseraient à 1 franc, aucune n'atteint ce plafond dans l'agriculture. Quelques ouvrières des manufactures montent à 1,25 franc, mais la norme se situe plutôt autour de 0,50 et 0,75 franc.

Quelles que soient les anomalies locales, le département se range dans la France des bas salaires. Pour les années 1840-1845, la moyenne départementale des gains ouvriers, assurément approximative, s'établit à 1,70 franc, un niveau très proche de celui de l'Indre - 1,68 franc<sup>290</sup>, mais loin derrière les 1,95 franc de la Nièvre, pour ne rien dire des 3,50 francs de la Seine<sup>291</sup>.

Pour autant qu'on puisse en juger, la grande industrie n'échappe pas au sort commun. À Lille, les forgerons parviennent à 4,75 francs ; à Bourges, 3 francs est un maximum et la moyenne se situe 0,50 franc plus bas. En 1833, les porcelainiers vierzonnais, dit-on, gagnent mieux leur vie que les Limougeauds. Mais les renseignements glanés dans les années 1840, à propos, il est vrai, de Foëcy et La Celle-Bruère, tournent au désavantage du Cher<sup>291</sup>. Ainsi, tandis que la moyenne journalière serait de 2,51 francs dans la région de Limoges, on l'estime aux alentours de 1,50 franc dans les deux villages porcelainiers.

Les données disponibles révèlent encore une quasi-stagnation des revenus ouvriers. À quarante ans de distance et pour des qualifications identiques, on note les mêmes tarifs. Les changements, lorsqu'il y en a, s'effectuent à la baisse, en particulier pour les petits salaires.

Face à cela, et en dépit du développement des moyens de communication, les marchés agricoles, où se règlent les prix des produits de première nécessité, demeurent très dépendants des conditions locales. Si le prix du pain reste, dans l'ensemble assez stable,

<sup>289</sup> AN, C 949.

<sup>290</sup> Statistique de la France, 2<sup>e</sup> série. *Prix et salaires à diverses époques*, T. XII. Strasbourg, 1863.

<sup>291</sup> AN, C 949.

ceux du porc et du bœuf enregistrent un renchérissement général, plus vif, toutefois à Vierzon. De même, les pommes de terre subissent une augmentation, variable, mais incontestable. L'alourdissement du coût de la vie affecte surtout, remarquons-le, les produits caractéristiques des nouvelles tendances de la consommation populaire.

Comme autrefois, la soupe est au centre de tous les repas des journaliers<sup>292</sup>. La soupe, c'est-à-dire du pain et des légumes, au rang desquels la pomme de terre vient maintenant en bonne place. Les artisans et les métallurgistes se distinguent toujours par une consommation régulière de viande<sup>293</sup>. Le vin, ici, "*les bornes années*", là "*peu*" et "*rarement*"<sup>294</sup>, accompagne les repas, mais ne détrône pas l'eau ou son ancien succédané à base de poires ou de pomme macérées. Les métallurgistes de Vierzon font encore exception<sup>295</sup>. Invariablement, la toise des conseils de révision mesure les effets des carences alimentaires<sup>296</sup>. À la charnière des années 1840-1850, le Cher se situe dans le dernier quart des départements classés selon la taille moyenne des jeunes gens. 11,6 % de ceux-ci dépassent 1,706 mètre contre 16,3 % pour l'ensemble du pays.

Au chapitre de l'habillement, l'opposition ville/campagne joue pleinement. Aux vêtements riches taillés dans les droguets ou la toile de chanvre, à la blouse et aux sabots des journaliers agricoles, s'oppose la mise plus soignée et variée de certains ouvriers berruyers, qui n'hésitent pas à s'endetter afin de se constituer un début de garde-robe<sup>297</sup>.

### Les mondes ouvriers, un pluriel nécessaire

À la veille des événements de 1848, le pluriel est de rigueur. Si les statistiques cernent désormais, quantitativement, la catégorie sociale, aucune idéologie ou conscience sociale ne surmonte encore les obstacles posés par la dispersion géographique et professionnelle. Dans les manufactures, les clivages catégoriels l'emportent sur la solidarité du collectif de production. Le vécu quotidien s'organise au sein d'ateliers assez autonomes pour paraître trouver en eux-mêmes leur finalité. À l'intérieur d'équipes de petite dimension, la rémunération à la tâche, la part de l'expérience personnelle, du tour de main maintiennent une ambiance artisanale parmi les centaines de travailleurs rassemblés sous une autorité patronale unique. Partout affleure, au mieux l'indifférence, au pire le mépris ouvert, à l'égard des manoeuvres, se manifeste le souci de contrôler l'apprentissage, de transmettre au compte-goutte les éléments d'un savoir-faire que l'on souhaite réserver à ses propres enfants. Un même paternalisme recouvre, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine, les rapports sociaux structurés selon le schéma maître-protecteur/serviteur-protégé. Il n'est pas jusqu'aux filières de recrutement qui, en entretenant un flux constant d'hommes et d'informations, ne rappellent le compagnonnage traditionnel. Avec moins de rigidité, toutefois, et, dans le cas des porcelainiers, l'ébauche d'un mouvement d'envergure nationale, dont les modalités et les objectifs préfigurent le syndicalisme moderne. L'étroitesse de particularismes locaux freine, cependant, le développement de liens horizontaux. À la limite, les céramistes berrichons développent des relations plus fraternelles avec leurs camarades de Limoges ou de Paris, qu'avec leurs collègues du même département. C'est dans l'atelier, encore, que se développe une sociabilité originale, alliant esprit hiérarchique, entraide et familiarité, tantôt rude, tantôt chaleureuse. Là s'arrête la similitude avec l'artisanat.

<sup>292</sup> *Id.*

<sup>293</sup> Descottes, *Mémoire...*, *op. cit.* (1841).

<sup>294</sup> AN, C 949.

<sup>295</sup> AdC, 32 U 314 ; Vierzon, 1851.

<sup>296</sup> Statistique de la France, 2<sup>e</sup> série. *Recrutement de l'armée*, T. XI.

<sup>297</sup> AN, C 949.

Nul ne songe sérieusement à s'installer à son compte. La chose va de soi dans la métallurgie, elle se confirme dans la porcelaine, où la taille des trois premiers établissements berrichons décourage toute velléité. Ainsi, les décorateurs qui, à Paris, mettaient en concurrence les nombreuses entreprises de la capitale et travaillaient « en chambre », ont-ils dû se plier, dès leur arrivée dans le Cher, à la « loi » des manufactures. Sous le double effet des mouvements de capitaux et des mutations techniques, les maîtres s'éloignent, socialement des ouvriers, et, physiquement, des ateliers, voire de l'usine. En personne ou par directeur interposé, ils interviennent davantage qu'autrefois dans un procès de production que les innovations leur donnent la possibilité de commencer à maîtriser, par l'imposition de normes, l'exigence de rentabilité, introduite dans le sillage des nouveaux procédés de fabrication.

Les travailleurs des bois, des minières ou des grands chantiers de terrassement qui suivent les canaux et les lignes de chemin de fer combinent, eux aussi, le regroupement de dizaines d'hommes et une relative indépendance dans le travail. Ces ouvriers polyvalents, dépourvus de réelles qualifications, réunis le temps d'une saison, lorsque la terre, qui garde leur préférence, est au repos, composent, à la différence du prolétariat des usines, des ensembles homogènes, sensibles aux solidarités communautaires à base spatiale. Paradoxalement, cette « immaturité ouvrière » facilite la découverte de l'action collective. Celle-là même dans laquelle les producteurs des fabriques ne s'engagent qu'en dernier recours, après qu'aient été épuisées les solutions individuelles, dont peuvent user des hommes en état de monnayer, là où ailleurs, leur savoir-faire, mais qui savent ne pouvoir échapper au salariat. Les années 1848-1851 montreront, bientôt, les conséquences de cette situation paradoxale sur les comportements politiques.

#### Les points de rencontre : sous le signe des contraintes

L'étanchéité n'est pas absolue entre les diverses fractions ouvrières. Les journaliers agricoles, les artisans, les cultivateurs... fournissent leur contingent de fils ou de filles qui, directement ou par voie de mariage, grossissent les rangs des métallurgistes et, plus encore, des porcelainiers.

Outre ces mouvements enregistrés d'une génération à l'autre, il faut, sur le court terme, compter avec les échanges saisonniers. Les travaux entrepris pour quelques mois seulement n'excluent pas les déplacements de plus grande envergure. Chaque année, des centaines de maçons creusois, de scieurs de long auvergnats... prennent la route du Berry et gagnent des chantiers ouverts à Bourges comme dans les plus petites localités du département<sup>298</sup>.

Le chômage auquel échappent peu de catégories ouvrières est à l'origine de la plupart de ces mouvements forcés. Les journaliers agricoles paient la plus lourde rançon au fléau. Les ouvriers des métiers urbains et les travailleurs des forges versent toutefois leur part. Dans le bâtiment, peu de maçons travaillent sept à huit mois d'affilée. Aux deux extrêmes, les couvreurs se contentent de six mois, tandis que les menuisiers, les charpentiers, les peintres, les serruriers, les carriers et les terrassiers peuvent compter sur neuf à dix mois d'activité. En fait, les périodes d'inactivité ne se valent pas. L'hiver est la plus redoutable. En plus du froid et des dépenses de chauffage qu'il entraîne, le drame vient du ralentissement, sinon de la paralysie complète des activités de remplacement. Des dizaines de milliers d'hommes se disputent alors les emplois restants et rivalisent à coup de tarifs dégressifs. Dans l'agriculture, on observe une chute des gains journaliers de 30 à 60 %, voire de 75 % par rapport à l'été<sup>299</sup>. La plupart des emplois ruraux non agricoles suivent la même pente. Près de Lignières, les carriers et les tailleurs de pierres subissent des abattements de 23 à 24 %. Dans les usines elles-mêmes, les ouvriers "*accessoires à la fabrication*", entendons le tout-venant des manoeuvres, voient leurs revenus reculer de 28%.

Des milliers de chômeurs prennent alors le chemin des bois. Encore faut-il qu'il y ait des coupes à exploiter. On ne fait pas fortune sur les chantiers d'abattage et de façonnage, mais on y gagne le droit de survivre. Véritable chantier de charité annuel, la forêt tient lieu, aussi, de bureau de bienfaisance. Hommes, femmes et enfants la parcourent en tous sens afin d'enlever le bois mort que la coutume leur donne le droit de ramener chez eux. Mesurer les effectifs qui se pressent sous les arbres, c'est souvent comprendre les respirations de l'économie générale.

La situation paraît moins dramatique dans les forges. Les usines connaissent, certes, un chômage technique, de près de deux mois, consécutif à l'étiage des cours d'eau, mais, l'été, les plus larges débouchés s'ouvrent aux métallurgistes temporairement sans ouvrage. Le directeur de l'usine de Meillant fournit une description détaillée de ces va-et-vient. "*Nous avons quelquefois, écrit-il, dans les temps où les travaux sont totalement suspendus dans les campagnes, 500 à 600 ouvriers qui viennent au fur et à mesure que les travaux se*

<sup>298</sup> AdC, C 949.

<sup>299</sup> *Id.*

*terminent dans les campagnes et qui s'en retournent au fur et à mesure qu'ils reprennent*<sup>300</sup>. Peu de choses suffisent à dérégler ce mécanisme. À Vierzon, en 1851, la crise se prolongeant, les métallurgistes, mangeurs de viande et buveurs de vin, se couvrent de dettes, et perdent, du jour au lendemain, leurs certitudes d'ouvriers qualifiés<sup>301</sup>.

Ces échanges, cette mobilité professionnelle et ces retours en arrière brutaux rappellent combien la précarité est constitutive de la condition ouvrière. Ancrées dans les habitudes par des siècles de misère, ces contraintes ne provoquent, en elles-mêmes, aucun sentiment de révolte ou d'insatisfaction. Chômeurs, les hommes cessent de se considérer comme des ouvriers et se fondent dans la masse indistincte des « indigents », des « pauvres ». Leur colère, quand elle éclate sur les marchés, dans les bourgs, vise les marchands, les « accapareurs », les « riches » et proteste davantage contre les effets que contre les causes du chômage. Ces troubles sont surtout l'affaire des femmes, ces autres exclues de la production salariée.

Loin de favoriser l'émergence d'une conscience ouvrière, le chômage ramène le travailleur au « pays », à la communauté villageoise, avec ses usages, ses références familiales et ses hiérarchies. N'est-ce pas la peur de devoir les quitter pour s'engager dans l'aventure de l'exode définitif qui prolonge, et prolongera fort tard dans le siècle, la mobilité professionnelle saisonnière ? Seuls les ouvriers les plus qualifiés, rompus au « nomadisme » ou préparés à celui-ci par des exemples familiaux, n'hésitent pas à larguer les amarres.

### **Le métier et l'espace : des ancrages essentiels**

L'enracinement géographique des uns, l'identité catégorielle ou corporative des autres occultent une communauté de destin dont l'intelligence implique un effort d'abstraction que peu d'ouvriers ont les moyens d'entreprendre. Il serait toutefois erroné de figer ces contradictions au moment où la pratique sociale commence à les faire mûrir et prépare les voies de leur dépassement.

Mus par des préoccupations exclusivement corporatives, les porcelainiers vierzonnais entrevoient, quelque temps, le caractère du conflit qui les oppose à leur patron et construisent, d'un même mouvement, l'instrument qui devrait les armer pour une lutte durable.

Les ouvriers agricoles, d'ordinaire dispersés, soumis et silencieux, exercent, sur les chantiers forestiers ou miniers, la force que donne le nombre. À défaut de pouvoir relier les causes d'une contestation intermittente à des objectifs généraux et permanents, ils privilégient les structures communautaires, celles qui règlent l'accès aux coupes et situent le mouvement dans un finage dont les limites se fondent avec celles du lieu de travail. Il en résulte de surprenantes actions, corporatives par leurs formes, mais communautaires sur le fond. Les traditions qui se forment ainsi, dans la lutte, en esquissent de nouvelles qui, inversant l'ordre des facteurs, prendraient appui sur les coutumes pour modifier le rapport des forces sociales. Sans sombrer dans un déterminisme téléologique, on conviendra que la polarisation des campagnes berrichonnes offre un terrain favorable à cette issue. Reste, évidemment, à attendre le moment décisif, mais guère plus inévitable qu'instantané de la prise de conscience collective.

Celle-ci, directement ou indirectement, a une dimension politique, laquelle s'inscrit toujours, et avant tout, dans un cadre spatial. Exclue du droit de vote par la loi et maintenue en dehors des débats par manque d'instruction et incompatibilité culturelle, les travailleurs ne se soucient guère de la politique instituée, quand ils ne s'en méfient pas. Seul subsiste, chez certains, l'attachement à quelques symboles mêlant confusément les souvenirs de la Révolution et de l'Empire, l'hostilité envers l'aristocratie et le clergé. Encore ces sentiments demeurent-ils, le plus souvent, enfouis dans une mémoire suffisamment sélective pour tolérer, parfois, d'opportuns oublis.

À l'intérieur de la famille, on transmet aux jeunes générations l'opinion des plus vieux, de la même façon qu'on leur confie les secrets du lignage. Entre voisins ou amis, il n'est pas besoin de longues conversations pour savoir à quoi s'en tenir. Les quelques échos qui nous sont parvenus, sous forme de cris sommaires et de chants, proviennent des cabarets où, en dépit de la surveillance policière, l'ambiance se prête aux confidences plus ou moins discrètes. Mettons de côté les brèves périodes de crise économique, lorsque le peuple en colère, à la recherche d'un responsable, refuse brusquement de se soumettre à un ordre, dont l'efficacité paraît soudain douteuse et les fondements injustes. Il en va de même dès qu'un pouvoir vacille, ébranle dans sa chute ses partisans locaux et que, dans l'attente de nouvelles instructions, le contrôle administratif se relâche...

Pourtant, à l'image de la conscience sociale, la conscience politique ne peut s'émanciper du cadre sociogéographique où elle se forme. Les grands principes existent à travers les personnages de chair et d'os qui les propagent, les objets, les monuments, les lieux qui les matérialisent ou les remémorent. Songeons aux arbres de la liberté, aux clochers des églises... Longtemps, le culte de l'Empereur, derrière lequel se rassemblent des aspirations contradictoires, a traduit sur un mode nostalgique et personnalisé trahissant ses origines populaires, une perspective politique d'envergure nationale. Lointaine dans le temps, trop

<sup>300</sup> *Id.*

<sup>301</sup> AdC, 32 U 314 ; Vierzon, 1851.



abstraite et juridique dans la bouche des bourgeois qui l'appellent de leurs vœux la République n'a guère de sympathisants au-delà des principales agglomérations. Ne parlons pas du socialisme, dont le nom même n'a jamais franchi le cercle restreint d'une minorité d'intellectuels berrichons restés en contact avec Paris. Mais, que sur fond de crise, le discours trouve à se libérer de ses entraves légales et culturelles, qu'il vienne à se préoccuper concrètement des questions sociales et offre, par ses analyses unifiantes un système global d'interprétation du réel, que les circonstances mettent en concordance le verbe des cadres et la force des masses et l'on risque de voir la passivité, l'indifférence et les incompréhensions d'hier se transformer en leur contraire. Jusqu'à quel point, et pour combien de temps ? Les événements de 1848 ne tarderont pas à le dire.

## **DEUXIÈME PARTIE**

### **LA CLASSE EN FORMATION**

#### **(1848- 1870)**

## 1848-1852 : LE DÉSENCLAVEMENT

### DES CONSCIENCES ET LA PRIORITÉ

#### DE LA POLITIQUE

La période couverte par la Seconde République est à ranger parmi ces « traumatismes historiques » que les meilleurs auteurs placent à l'origine de mentalités collectives appelées à se perpétuer<sup>302</sup>. Comment pourrait-il en aller autrement, alors que la vie politique atteint une intensité maximum, que les expériences sociales s'accumulent et que le débat s'organise à l'échelle du pays tout entier ?

Dans le même temps où elle permet à chacun de dire son mot et d'être pris en compte, la démocratie participe à la socialisation des sentiments et des convictions, qu'elle transforme en opinions, en "partis". Les années 1848-1852 sont donc, aussi, un formidable moment de désenclavement des consciences au cours duquel les ouvriers berrichons commencent, pour la première fois, à agir en tant que tels.

#### L'apprentissage de la politique

##### Une révolution tranquille

La nouvelle de l'abdication et du départ du Roi, puis de la formation d'un Gouvernement provisoire parviennent très vite à Bourges. Hommes d'ordre avant tout, les notables censitaires jugent préférable de rester en poste afin de gérer les affaires courantes dans l'attente d'instructions précises. L'heure n'est pas à la résistance. L'esprit « juste milieu » et le tempérament des intéressés ne s'y prêtent guère.

Le 28 février, le préfet Mazères quitte ses fonctions au profit de Michel et de Pierre Duplan, nommés commissaires du gouvernement<sup>303</sup>. Le 29, le maire de Bourges, Mayet-Génétry, est révoqué à son tour. Étienne Bouzique, un avocat, ancien conseiller général de Bourges réputé pour sa constance en matière politique, lui succède. Aux derniers jours de février, les « républicains de la veille » semblent avoir pris en main les commandes administratives du chef-lieu du département. Non sans s'être livrés à quelques règlements de comptes internes.

Victime de la cabale montée contre lui, depuis Paris, par George Sand<sup>304</sup>, son ancienne maîtresse, Michel, à peine installé, cède sa fonction à Felix Pyat, tandis que Jean-Jacques Bidault obtient le poste de Commissaire pour l'arrondissement de Saint-Amand. La seule touche originale en ces heures de transition paisible, tient à l'exhibition, le 27, à Vierzon, d'un drapeau rouge par une quarantaine de mécaniciens du Paris-Orléans, en relation avec leurs camarades d'Ivry<sup>305</sup>. Prématé et incompris, le geste intrigue plus qu'il n'inquiète ou mobilise. En ces premiers jours de régime républicain, le peuple en général, et les ouvriers en particulier, laissent à d'autres la charge des affaires de l'État et des différents niveaux de l'administration. De ce point de vue, Bourges et Vierzon sont plus proches de Toulon que de Paris ou Limoges.

En mars, cependant, le peuple entre en scène. Convaincus de la réalité des changements intervenus à Paris, sollicités par des autorités soucieuses d'acquiescer une légitimité populaire dans

<sup>302</sup> M. Vovelle, *Idéologies et mentalités*, Paris, 1982, p. 246.

<sup>303</sup> M.-C. Pélassard, *Le département du Cher, de la Révolution de février 1848 à mai 1849*, DES, Tours, 1967.

<sup>304</sup> Lettre de George Sand, le 7 mars 1848, citée par P. Vermeylen, *Les idées politiques et sociales de George Sand*, Paris, 1984.

<sup>305</sup> AdC, 16 M 4 ; Lettre du maire de Vierzon-Ville au préfet, le 27 février 1848.

l'attente de la consécration électorale, les Berrichons sortent de leur réserve et participent en masse aux manifestations d'unanimité patriotique et républicain.

La plantation d'arbres de la liberté, hier cause d'affrontements, constitue un temps fort de communion civique<sup>306</sup>. Un peu partout, le maire, assisté du curé, préside la cérémonie. Pour que nul ne se sente tenu à l'écart, les municipalités organisent la distribution de repas aux pauvres. Ravi d'être soudain mis à l'honneur, le peuple prend goût à la fraternité.

Quelquefois, les ouvriers ajoutent une note spécifique exprimant à la fois la volonté de s'intégrer au reste de la population et le vif désir de voir leur dignité reconnue. Les métallurgistes vierzonnais expriment ainsi le souhait de planter un arbre à proximité des forges<sup>307</sup>. Plus que l'expression renouvelée d'un particularisme corporatif, la demande traduit un profond besoin de « réhabilitation » sociale. Les ouvriers font appel à la garde nationale, aux pompiers, au maire et, comme il se doit, au curé. Les responsables de l'usine approuvent chaudement le projet. Mieux, le directeur invite, pour la circonstance, Aubertot, le doyen des maîtres de forges, et fait dresser les tables pour un millier de couverts. Vierzon, représentée par ses élus et les corps constitués, rend enfin hommage à ses forges et aux hommes qui y travaillent.

### Retards et décalages

Appelés à désigner leurs représentants, les Berrichons participent à plus de 80 % aux élections du 23 avril, mais cette bonne volonté masque une réelle difficulté à saisir les enjeux du scrutin<sup>308</sup>. Les citoyens ratifient plus qu'ils ne choisissent, confirmant dans leur position les hommes les plus en vue du département de par leurs nouvelles attributions - Bouzique, Bidault, Pyat, Duplan -, le prestige de leur nom - de Vogüé, Duvergier de Hauranne, - leurs fonctions passées - Poisle-Desgranges.

Si l'on décèle une géographie politique au printemps 1848, c'est celle des influences personnelles ou familiales. La répartition des voix de Duvergier le démontre. Celui-ci prend la tête des candidats dans neuf cantons, dont huit se situent dans le nord-est du département où sa famille est installée. On ne s'explique pas autrement les scores de Pyat dans les cantons de Graçay, Lury et Vierzon. Dans ce dernier, l'électorat ouvrier a manifesté son appui à un Commissaire général attentif aux questions sociales, mais cette donnée, seule, ne justifie pas les 98 % de voix recueillies par « l'enfant du pays ».

En revanche, les électeurs vierzonnais ne témoignent d'aucun enthousiasme vis-à-vis des candidats berruyers. Bouzique, classé premier dans dix cantons et second dans cinq autres, ne figure qu'en sixième position à Vierzon. Malgré leurs sentiments républicains, les citoyens de la localité éliminent Michel et n'acceptent que deux Berruyers parmi les sept premiers : Duplan et Viguié. Inversement, les électeurs de Bourges portent leur maire en tête des candidats et renvoient Pyat, en dépit de ses titres, en cinquième position. Ces considérations ne signifient pas cependant qu'il soit impossible d'observer l'ébauche d'une géographie politique du Berry.

L'arrondissement de Saint-Amand et le Vierzonnais se détachent par une orientation républicaine plus marquée. Le nord et l'est penchent, en revanche, du côté des conservateurs, à l'exception notable du canton d'Aubigny.

Engagé depuis février, le processus de politisation se poursuit selon des modalités et un rythme propres, différents de ceux constatés à Paris. Ainsi, pour la plupart des Berrichons, l'insurrection parisienne du mois de juin est-elle incompréhensible<sup>309</sup>. Seuls les modérés et les conservateurs, rendus inquiets par la dégradation du climat social, réagissent en connaissance de cause. Les maladresses de la municipalité et de la

<sup>306</sup> H. Frappat, *Les fêtes...*, op. cit., p. 182 et suiv.

<sup>307</sup> *Le Journal du Cher* du 11 mars 1848.

<sup>308</sup> AN, C 1390 ; Elections du 23 avril 1848.

<sup>309</sup> M.-C. Péliard, *Le département...*, op. cit.

préfecture sont l'occasion pour la droite berruyère de crier à la faiblesse voire à la connivence avec les insurgés. Dans le Saint-Amandois, les républicains réprouvent la contestation du pouvoir légitime et démocratique. Les élus de l'arrondissement jugent utile de signer une affiche appuyant celle rédigée au nom du gouvernement.

Les conservateurs, prompts à saisir l'évolution de la vie politique nationale s'appuient sur le coup de barre à droite consécutif à la répression de l'insurrection ouvrière, pour affirmer leur spécificité, profiter du décalage Paris/province et déstabiliser les cadres républicains du département. La coupure entre les Berrichons et la capitale n'est pas absolue, mais les urgences et les niveaux de conscience diffèrent.

Militant expérimenté, demeuré en relation avec Paris, Foultier, présent à Saint-Amand entre le 20 et 25 juin, déclare qu'il aurait souhaité être dans la capitale *"pour combattre à côté de la garde nationale"*<sup>310</sup>. Le serrurier de Meillant répond alors, il est vrai, dans le cadre d'une enquête fondée à le suspecter de sympathies révolutionnaires. Une chose est sûre, pourtant, le nouveau maire de Meillant n'a rien fait pour porter secours aux insurgés.

L'opinion républicaine, notamment dans les milieux populaires, se radicalise, mais la chronologie joue contre une solidarité effective avec les ouvriers parisiens. En ce mois de juin 1848, les Berrichons en sont à commenter l'affaire du 15 mai. Ici et là, on prononce le nom de Barbès. Dix jours avant le début de l'insurrection, à Blet, des hommes le saluent bruyamment, réclament la guillotine *"pour les ennemis de la République"* et conseillent aux nombreux ouvriers désœuvrés qui les écoutent d'aller *"chez ceux qui ne (les) font pas travailler"* pour y mettre le feu<sup>311</sup>. Les antagonismes sociaux commencent à trouver une expression politique autre que strictement locale. On apprend à distinguer les divers types de républiques.

L'accroissement du chômage et la répression déversent sur la province des travailleurs porteurs d'une expérience originale que l'on écoute avec méfiance, mais non sans curiosité. La peur de l'inconnu s'efface quelquefois devant le constat d'une haine partagée contre les riches et les bourgeois.

### **La radicalisation : mesure du phénomène**

Perceptible dès la seconde moitié de l'année 1848, la réévaluation des événements parisiens de mai et juin se poursuit. Parallèlement, le vocabulaire politique, les noms des dirigeants de la Montagne deviennent familiers. Spontané, le phénomène se développe sur les lieux mêmes de la sociabilité populaire, dans les cabarets, au hasard des conversations et des échanges d'informations qui ponctuent les va-et-vient des étrangers de passage.

L'ouverture du procès des instigateurs supposés de la manifestation du 15 mai 1848 suscite un vif intérêt en même temps qu'il mobilise les partisans de l'Ordre. A Bourges, d'abord, où siège la Haute Cour. On craint les désordres que pourraient susciter *"les hommes du parti anarchique"* et on multiplie les mesures préventives<sup>312</sup>. A Jussy-le-Chaudrier, un placard anonyme affiché dans la nuit du 24 au 25 février 1849 appelle à la libération des accusés<sup>313</sup>. Le texte témoigne d'une pensée qui se cherche et hésite entre le ton empreint de mysticisme et de naïveté, à l'honneur l'année précédente, et le langage de combat social qui émerge. L'analyse de la révolution de février regorge de termes typiquement quarante-huitards. Il est beaucoup question des *"droits"*, de *"liberté"*, *"d'Amour et de Fraternité"*. Barbès, Raspail, Blanqui figurent, avec Jésus-Christ, parmi les *"pères du peuple"*. Une allusion aux élections d'avril 1848 dénonce les manœuvres par lesquelles les royalistes, défenseurs de *"la haute fortune"*, ont su tromper les citoyens et dérober *"les fruits qui mûrissaient"*. D'une efficacité immédiate douteuse, le placard rend compte des changements intervenus depuis l'époque des

<sup>310</sup> AN, C 937 ; Enquête sur les événements de juin 1848.

<sup>311</sup> AdC, 31 U 590.

<sup>312</sup> AdC, 25 M 107 ; Complot du 15 mai 1848, Procès de Bourges, Rapport du 17 mars 1849.

<sup>313</sup> *Id.*

unanimités. Confuse et maladroite, l'explication politique progresse et transforme en héros les hommes du 15 mai.

Points de ralliement des ressentiments, des déceptions, mais aussi des espérances, les noms des illustres accusés sont sur de nombreuses lèvres. *"Vive Barbès ! Vive Huber !... Voilà les hommes qu'il nous faut pour couper les têtes de toutes ces canailles"* proclame un ébéniste berruyer. On jugera dérisoire, peut-être, l'excès de violence verbale, signe habituel de l'impuissance politique : pourtant la menace, hier encore gratuite, se raccroche aujourd'hui à un courant politique en voie de constitution au plan national.

Les noms des nouveaux champions du peuple servent à narguer la force publique ou à surnommer les amis. Installé provisoirement à Châteauneuf, un détachement du 17<sup>e</sup> léger est l'objet de provocations bon enfant<sup>314</sup>. Alors qu'il se déplace vers Levet, les ouvriers d'une carrière crient *"Vive Barbès !"* à son premier passage, puis renouvellent l'expérience au retour des soldats, quelques heures plus tard. Interrogés, les carriers nient l'intention politique et parlent d'un camarade de chantier qu'ils auraient baptisé *"Barbès"*, prenant plaisir à signaler qu'un autre camarade répondrait au surnom de... *"Cavaignac"*.

Les autorités – involontairement – et les voyageurs ne sont pas les seuls responsables de la soudaine popularité de Barbès et de ses compagnons. La Montagne, en effet, entreprend d'organiser ses forces. Déjà, à l'occasion de l'élection présidentielle, la Solidarité républicaine s'est implantée à Bourges<sup>315</sup>. En janvier 1849, une filiale naît à Saint-Amand. Une lettre anonyme, adressée au ministre de l'Intérieur, mentionne les activités, à Sancoins, d'une société secrète *"dite Solidarité républicaine"*, dont le chef serait le juge de paix en personne et contre laquelle l'administration locale n'oserait pas sévir<sup>316</sup>. Ce genre de source ne mérite généralement pas une trop grande attention. Cependant, force est de constater qu'à Bourges comme dans les villages, les militants se démènent. On sait quels soupçons pèsent sur Foultier et sur quelques autres, que 1851 placera aux premiers rangs des victimes de la répression. A Sancoins, justement, des hommes *"parcourent nos campagnes pour y faire de la propagande socialiste"*<sup>317</sup>. L'un d'eux, un serrurier nommé Hitier, se dépense sans compter en faveur des « républicains avancés » et de leur chef de file, Félix Pyat, dont les discours véhéments se diffusent sous forme de brochures.

À quelques dizaines de kilomètres de là, au Chambon, un cantonnier va d'un hameau à l'autre, répétant à tout un chacun que Pyat *"a des chances"*<sup>318</sup>. Pressé de s'expliquer sur le sens de ses propos et sur la brochure socialiste dont il a parlé à diverses personnes, l'homme ne voit pas où est le mal et, naïvement, ajoute que le *"livre"* a été distribué en de nombreux exemplaires aux forges de Vallenay.

La présence dans le département de centaines d'ouvriers parisiens débouche, bientôt, sur des rencontres. La complicité n'est plus très loin. Les réactions enregistrées lors des troubles sociaux qui secouent les chantiers du chemin de fer témoignent des changements intervenus depuis juin 1848.

*"Les ouvriers du pays qui étaient déjà animés d'un très mauvais esprit par suite de retrait des travaux métallurgiques, tout en ayant l'air de se cacher derrière le rideau, suivent ce mouvement avec la plus grande satisfaction possible"*, notent les gendarmes de La Guerche<sup>319</sup>. On n'en est pas encore au soutien matériel ou à la fraternisation. Dans les villages, la convocation et les mouvements de la garde nationale se réalisent sans entraves. Simplement, hypocritement peut-être, les Berrichons ne sont pas mécontents de voir l'administration aux prises avec des ouvriers étrangers auxquels ils s'identifient. Sans risque. Telle quelle, cette timide, mais bienveillante neutralité constitue un pas de plus vers l'élargissement des horizons politiques et l'émergence d'une

<sup>314</sup> AdC, 31 U 591 ; mars 1849.

<sup>315</sup> M.-C. Pélassard, *op. cit.*, p. 123.

<sup>316</sup> AN, BB30 359 ; Lettre du 8 février 1849.

<sup>317</sup> AdC, 31 U 591.

<sup>318</sup> AdC, 20 M 18 ; Rapport de gendarmerie, du 30 avril 1849.

<sup>319</sup> AdC, 31 U 591.

solidarité ouvrière consciente.

Triomphale, l'élection de Bonaparte brouille - le temps d'un scrutin - les divisions que la montée des luttes sociales et le lent processus de politisation des masses populaires commençaient à révéler. En avril comme en décembre 1849, les élections générales ont fait rejouer les réflexes de regroupement plus ou moins unanimes derrière des hommes que leurs fonctions, leurs antécédents et leur nom désignent pour diriger le pays. Au printemps 1849, le flou se dissipe.

#### Évolution du rapport Gauche/Droite (1848-1850)



23 avril 1848



13 mai 1849

Canton à dominante  
républicaine ou « rou

Canton à dominante  
conservatrice

Canton « neutre »



Le 13 mai, les « démo-socs » enlèvent les six sièges avec une moyenne de liste égale à 52,7 % des suffrages exprimés et 40,7 % des inscrits<sup>320</sup>. Bien qu'en baisse par rapport à avril 1848, la participation dépasse 77 %. Les Berrichons montrent plus de civisme que le reste de leurs compatriotes, qui s'abstiennent dans la proportion de 40 %.

Au soir du scrutin, la géographie politique du Cher apparaît simplifiée à l'extrême. La droite domine dans onze cantons. Les zones "blanches" dessinent une diagonale orientée nord-est/sud-ouest depuis le Sancerrois, le Pays Fort, et le centre de la Champagne, autour de Bourges. Au nord de cette dernière cité, le canton de Saint-Martin d'Auxigny donne à la liste conservatrice sa meilleure moyenne: 74,28 %. Au nord et au sud de la diagonale "blanche", la gauche couvre deux larges bandes territoriales, inégales quant à leurs résultats. Les huit cantons où elle dépasse 65 % des voix se situent dans l'arrondissement de Saint-Amand. Ici, les voix "rouges" ne descendent jamais au-dessous de 50 %. Les cantons de Saint-Amand et de Châteaumeillant oscillent autour de 75 %. À Saulzais, 82,30 % des votants soutiennent les "démo-socs", ce qui constitue un record.

La carte électorale échappe, à première vue, aux déterminismes sociologiques. Les petits exploitants et vigneron du Saint-Amandois votent à gauche, mais ceux du Sancerrois choisissent la droite. Les zones de grands domaines de la Champagne ou de la Sologne se divisent pareillement. La sociologie a certes son mot à dire dans l'interprétation électorale, à condition de prendre en compte plusieurs facteurs. Le Saint-Amandois forme, depuis longtemps, une contrée sinon rebelle, du moins frondeuse. La tradition politique, portée par la petite et moyenne bourgeoisie locale, s'est aisément enracinée chez les vignerons et les petits paysans, sensibles aux questions fiscales, aux problèmes de fermage ou de métayage, et gagnés à l'égalitarisme. Au contraire, le Sancerrois, attaché à ses prêtres, s'effarouche devant la double menace anticléricale et socialiste, craignant pour ses exploitations aussi petites soient-elles. Dans le sud-est et le nord-ouest du département, si la terre se partage aussi inégalement qu'en Champagne, l'industrie diffuse dans les villages, les mines et les bois, ouvre des espaces socio-économiques originaux où naissent, au moins de façon saisonnière, des solidarités et une conscience collectives de nature à nourrir des aspirations émancipatrices.

Précisons. Des différences sensibles s'observent entre le vote des ouvriers internes des forges et celui des « externes ». Ainsi en va-t-il pour la section formée par les communes de Cours-les-Barres, Saint Germain/Aubois et Patinges. La participation électorale est remarquablement élevée : supérieure à 86 %. Les « rouges », qui recueillent plus de 66 % des suffrages dans le canton de La Guerche, obtiennent moins de 59 % des voix auprès d'un électorat comptant de nombreux métallurgistes de Torteron, quand les journaliers et les bûcherons de Cuffy et d'Apremont leur consentent les trois quarts de leurs voix. Partout, la gauche l'emporte, mais les écarts sont trop élevés pour être dépourvus de signification. L'élargissement de l'échantillon transforme la remarque en règle. Les journaliers et les mineurs de Ménétou-Couture, Saint-Hilaire-de-Gondilly ou MornayBerry, villages du canton de Nérondes, mais en bordure de Patinges, accordent 71 % des suffrages aux « démo-socs ». Plus au sud, dans le canton de Sancoins, la section Sancoins-Véreaux, siège de l'usine de Grossouvre, se tient au-dessous de 39 % de voix « rouges », contre plus de 88 % dans le bastion forestier de Givardon-Sagonne.

Les centres porcelainiers se laissent moins facilement étudier. Écrasé sous le poids de Mehun, cité plutôt conservatrice, Foëcy reste dans l'ombre du chef-lieu du canton il est rattaché. La Celle-Bruère, à proximité de Meillant et au cœur du Berry rouge, se fonde dans son environnement politique. Dans ce cas, il est vrai, aux structures sociales, a priori favorables à la gauche, s'ajoute l'action persévérante de Foultier.

<sup>320</sup> AN, C 1485 ; Elections de 1849 ; AdC, 20 M 18.



La présence d'une usine ne contredit donc pas l'hégémonie « rouge », mais l'atténue. Ivoy-le-Pré forme un cas à part. Dans son « fief », de Vogüé a cessé d'être le « citoyen-forgeron » de 1848 pour redevenir « Monsieur le Marquis », et tient solidement en main ses fermiers et ses ouvriers. Ici, la gauche, réduite à 16 % des voix, les tire d'abord de l'artisanat. Peut-être convient-il de prendre en considération l'apolitisme d'une fraction de l'élite ouvrière des forges qui, faute de racines locales ou par individualisme, répugne aux solutions collectives, en politique comme ailleurs.

Le problème se pose en termes différents dans les agglomérations. Par rapport aux élections de 1848, Bourges inflige à la gauche son unique échec. Si Bouzique figure, seul, parmi les six premiers candidats, encore n'arrive-t-il qu'à la cinquième place. Doit-on incriminer une trop faible mobilisation de l'électorat "rouge" potentiel ? Avec 34,5 % d'abstentionnistes, le chef-lieu du département est à douze points au-dessus de la moyenne départementale. On songe aussi à l'influence de l'administration qui, préfecture oblige, a pu entraver la propagande "socialiste" dans une cité où les tensions sociales s'atténuent à l'ombre des clientélismes et du paternalisme industriel inauguré par de Vogüé à Mazières.

Moins forte qu'à Bourges, l'abstention demeure élevée à Vierzon : 31,3 %. S'agit-il là d'un trait spécifiquement urbain, dont l'origine tiendrait au moindre engagement politique de citoyens plus faiblement intégrés que leurs homologues villageois ? Quoi qu'il en soit, Vierzon bascule dans le camp des "rouges", qui obtiennent 66,2 % des suffrages exprimés contre 23,7 % pour la liste conservatrice. L'avance est confortable. Malgré l'abstentionnisme, la gauche représente 45,5 % du corps électoral contre 40,8 % au plan départemental. Pourtant, en dépit de ces résultats, la cité ne connaît aucune des manifestations d'impatience, de joie, d'intimidation, en un mot de ces emportements si fréquents dans les localités rurales. Acquis à la gauche, les Vierzonnais restent "*calmes et tranquilles*"<sup>321</sup>.

Mais s'agit-il bien, partout, de la même gauche ? Le seul indice électoral risque de fausser les conclusions. On ne saurait nier le caractère ouvrier, voire prolétarien de la gauche vierzonnaise. Mais alors que, dans l'est du département, sur les minières, le long des lignes de chemin de fer... les revendications salariales sont le point de départ d'une large offensive sociale, on ne constate rien de semblable à Vierzon. La crise et le chômage jouent leur rôle dans cette attitude, mais n'expliquent pas tout. Le paternalisme, ici aussi, n'est pas sans effets. À bien y regarder, tout se passe comme si patrons et ouvriers avaient conclu une sorte d'accord tacite tendant à distinguer l'économique du politique. Le processus pourrait remonter au lendemain des élections d'avril 1848, après que les ouvriers aient plébiscité, d'un même élan, Pyat - l'homme politique - et Petry, l'employeur. Les partisans de Pyat développent ensuite leurs thèses sur un mode mineur, à tel point qu'un mois avant le scrutin de mai, le commissaire de police note que "*le procès des condamnés de l'affaire du 15 mai 1848 semble avoir ôté un peu d'audace à certains hommes connus pour avoir des opinions très exaltées*" et se croit autorisé à conclure que ses concitoyens sont, dans leur "*très grande majorité, républicains et amis du bon ordre par-dessus tout*"<sup>322</sup>. Cet ordre auquel maints travailleurs vierzonnais souscrivent n'a cependant pas la signification que lui prête le fonctionnaire. Beaucoup d'ouvriers, instruits et qualifiés, répugnent aux excès et aux démonstrations bruyantes. Nombre d'entre eux entendent user du suffrage universel comme les porcelainiers s'étaient emparés, hier, de la grève : avec prudence, sans gaspiller leurs atouts. À court terme, ce légalisme et cette confiance dans le respect des "règles du jeu" républicain par l'adversaire déboucheront sur de sérieuses déconvenues. D'un autre côté, on ne peut qu'être frappé par la maturité d'une classe ouvrière habile à élaborer des tactiques politiques et capable de fournir des cadres au mouvement, tel ce Simon Thoulet, un mécanicien-chauffeur au chemin de fer, que les gendarmes décriront, plus tard, comme "*le chef des démagogues en l'absence de Pyat*", "*le plus ardent des démocrates dans notre canton, insinuant, hardi, dangereux par ses propagandes*,

<sup>321</sup> A. Pauquet, *op. cit.*

<sup>322</sup> AdC, 25 M 107 ; Rapport du 15 avril 1849.

*influent, énergique...* <sup>323</sup>.

## **La politisation des milieux ouvriers et populaires : ouvertures et contradictions**

### **De la passivité à l'intervention collective**

Invitée à exprimer son point de vue, la population prend d'abord position sur les problèmes quotidiens qui l'assaillent là où elle réside et travaille. Sans doute n'est-il pas de politisation profonde hors du dépassement du local, de l'immédiat, du concret et de l'acceptation d'une perspective nationale, inscrite dans la durée, énoncée au moyen de concepts abstraits. Cet arrachement bute sur des obstacles culturels. Ainsi la « sagesse populaire », née de l'expérience, érige-t-elle, sinon la résignation, du moins la prudence, en règle de conduite. Deux types d'événements, cependant, concourent à modifier la situation : les batailles municipales et la poussée des luttes ouvrières.

#### **Les batailles municipales**

Alors qu'en ville les citoyens, policés et surveillés, abandonnent aux différentes factions bourgeoises le soin de parler au nom des divers courants de l'opinion, l'intervention des habitants revêt dans les villages les formes les plus directes. Si les enjeux explicitement politiques de certains clivages ne sont pas toujours évidents, beaucoup ont un arrière-plan social et peuvent se lire en termes de remise en cause de l'ordre traditionnel.

Au Vernais, le 16 avril 1848, un propriétaire entraîne trente à quarante personnes sur la place du village, injurie copieusement le premier magistrat et le garde champêtre, et exige d'être proclamé maire. Devant le refus qu'on lui oppose, l'homme tente, avec ses partisans, de s'emparer des registres de l'état civil qui symbolisent la fonction convoitée et déclare ne pas craindre des poursuites judiciaires, car *"le peuple est le maître, cela ne regarde pas les autorités"*<sup>324</sup>.

En maints endroits, une conception voisine de la souveraineté populaire et de l'intérêt général, conduit des citoyens à contester les décisions municipales adoptées avant le changement de régime. Ulcérés par l'abandon aux propriétaires riverains de chemins communaux, une vingtaine d'habitants d'Ignol se saisissent du tambour, attribut sonore du pouvoir, et enjoignent les détenteurs des parcelles arrachées à la collectivité de les restituer avant une semaine sous peine d'une destruction complète des clôtures et des fossés<sup>325</sup>. Un cabaretier et un laboureur, à l'origine du mouvement, ont convaincu leurs voisins d'agir en annonçant : *« Il n'y a plus de maire, plus de conseil municipal, vous êtes les maîtres »*. L'intervention rapide de la justice remet les choses en ordre. Les citoyens redécouvrent l'existence d'une autorité extérieure à la communauté villageoise, expriment *"les plus vifs regrets"* et accueillent les conseils du juge *"avec soumission"*. Pour un exemple de retour à la *"normale"*, combien compte-t-on d'affaires similaires demeurées inconnues et donc impunies, au terme desquelles l'audace et l'illusion d'un pouvoir populaire s'entretenaient mutuellement ?

Les contraintes les moins bien acceptées par les communautés sont particulièrement malmenées. A Lapan, les indigents *"sans travail et sans pain"* réclament qu'on ouvre aux bestiaux tous les bois qui entourent la contrée<sup>326</sup>. Dans le canton de La Guerche, on passe aux actes. L'inspecteur des forêts déplore le laxisme des administrations communales. Au chef-lieu de canton, le maire a donné l'ordre de couper, *"sans autorisation, sans limites de nombre ou de grosseur"*, les perches prévues pour les plantations ultérieures<sup>327</sup>. L'édile refuse, en revanche, de conduire une visite domiciliaire chez un conseiller où le bois serait entreposé, selon la rumeur. Dans la forêt, l'inspecteur dit avoir vu des animaux pacageant hors de toute surveillance. S'adressant aux ouvriers

<sup>323</sup> AdC, 25 M 120 ; Condamnés politiques, internés, demandes de grâce ; Rapport de 1855.

<sup>324</sup> AdC, 23 M 61 ; Elections de 1848.

<sup>325</sup> AdC, 31 U 590.

<sup>326</sup> AdC, 23 M 61 ; Pétition du 5 avril 1848.

<sup>327</sup> AdC, 141 O 1 ; Archives communales de La Guerche ; Rapport du 16 août 1848.

rencontrés « *je tâchais, rapporte-t-il, de leur faire comprendre le besoin de respecter la propriété communale, j'eus le regret de reconnaître que ne comprenant pas suffisamment ce que devenaient les fonds des coupes vendues, ils voulaient en prenant eux-mêmes, obtenir quelque chose du bois qu'on leur disait être à tous* ». A Primelles, le garde forestier craint, quant à lui, la réélection du maire de février, un certain Jolivet<sup>328</sup>. Le fonctionnaire rappelle que le nouveau magistrat a permis la chasse en temps prohibé et l'envoi de troupeaux sur des cantons non défendables. A deux reprises, il aurait pénétré, accompagné de plusieurs dizaines d'hommes armés, chez l'agent forestier pour le forcer à lui remettre sa plaque et son marteau. *"Tous ces individus sont des braconniers et des délinquants"*, conclut le garde, dont le rapport provoque la dissolution du conseil.

### La montée des luttes ouvrières

Le retour en force des conflits ruraux traditionnels se double d'une poussée revendicative ouvrière, que facilite le relâchement des tutelles sociales habituelles. La géographie des luttes ouvrières se confond d'ailleurs avec celle de la subversion populaire. *"Les cantons de Dun le Roi, La Guerche et Nérondes possèdent, observe le procureur général, d'importants établissements métallurgiques et de riches minerais de fer qui sont, pour ces pays, une source de prospérité, mais aussi, comme partout, une cause de troubles et de danger pour la tranquillité publique"*. *"Habités à gagner de forts salaires et à les dépenser immédiatement, poursuit-il à propos des ouvriers, ils regardent le moindre changement comme une atteinte portée à leurs droits, même quand ce changement est la conséquence forcée d'une crise générale"*. Voilà pour le cadre économique et social. Quant au contexte politique... la proclamation de la République a suscité de *"vives inquiétudes"* chez les gens d'ordre, car, par suite de *"leur importance numérique, les ouvriers (sont) maîtres absolus du pays. La répression (est) impossible"*.

Les maîtres, en conséquence, craignent le pire et se méfient, plus que tout, des mineurs. Pour éviter des désordres, l'extraction du minerai continue autour de Ménétou-Couture, malgré la gêne économique. La crise, durant, les travaux cesseront progressivement, les ouvriers seront renvoyés et payés en bons à plusieurs mois d'échéance. Le 3 avril 1848, une algarade avec un commis de la Société Boigues suffit à déclencher un mouvement suivi par des centaines de mineurs du canton de Nérondes<sup>329</sup>.

La fabrication immédiate d'un drapeau à l'aide de mouchoirs renvoie à d'autres événements, politiques ceux-là. Le rituel, tout neuf, des cérémonies républicaines s'est inscrit dans les mémoires. Surpris par l'ampleur de la grève, et sans que l'on puisse déceler la moindre ébauche d'une organisation ou la présence d'un meneur, les ouvriers commencent une longue marche qui les conduit successivement à Torteron et à Fourchambault, où ils arrivent à 1200, vers 15 heures. Jaubert et Dufaud, venus au-devant du cortège, essaient d'apaiser les esprits et promettent du travail pour tous. De nombreux ouvriers, figés par le respect qu'imposent encore les maîtres, écoutent en silence et acceptent de déposer les bâtons dont ils s'étaient munis. D'autres, moins dociles, s'avancent jusqu'à l'usine, où la promesse d'embauche est renouvelée. Habilement, la direction procède à la distribution de 1 154 rations de pain et de vin. Que faire ? Parti sur un coup de colère, le mouvement réalise qu'il manque d'objectifs précis. Le repli s'impose. On rebrousse chemin vers Saint-Germain/Aubois. Sans s'y attarder, car la garde nationale locale a pris les armes à l'annonce du passage des mineurs. Les effectifs fondent au fur et à mesure qu'on se rapproche des hameaux où résident les uns et les autres. Quelques audacieux parlent d'aller à Ménétou-Couture pour forcer le maire, M. de Rolland, à leur donner du vin. Le maire de Saint-Germain/Aubois les en dissuade, mais ce n'est que partie remise. Cette fois, la "politique" a pris le dessus. Le choix de la cible est symptomatique du désir de revanche politique et sociale à l'oeuvre. Le 4 avril, 200 à 300 mineurs se réunissent à nouveau, plantent un arbre de la liberté à Saint-Hilaire-de-Gondilly et obtiennent du maire de la localité ainsi que de son collègue de Mornay-Berry, une distribution de vin et de pain,

<sup>328</sup> AdC, 23 M 61.

<sup>329</sup> AN, BB30 359; Rapport du procureur général, le 13 avril 1848; AdC, 31 U 590.

moyennant quoi le calme revient. En fin d'après-midi, le ton remonte. Les plus exaltés, au nombre d'une soixantaine, excités par l'évidence d'une puissance aussi soudaine qu'inespérée, rentrent à Ménétou-Couture et exigent bruyamment qu'on leur serve à boire et à manger. Vers 21 heures, ils sont aux portes du château de M. de Rolland où l'on s'empresse d'apporter des seaux remplis de vin. Dans la nuit, d'autres ouvriers viendront crier des "*propos effrayants*". Trois jours plus tard, les autorités trouvent une population encore sous le coup de l'émotion. Quant à sévir, c'est une autre affaire. Le nombre des coupables est trop grand, consent le procureur général, pour "*agir immédiatement et directement*". On choisit donc sept mineurs, les plus compromis, en veillant à les surprendre à leur domicile, en pleine nuit pour les diriger "*à la pointe du jour sur un point assez éloigné et assez sûr pour ne pas avoir à redouter aucune tentative de délivrance*". Possédants et forces de l'ordre restent sur le pied de guerre. Lorsque le 13 avril, jour de paie, la direction de Fourchambault décrète, malgré ses engagements, la réduction des effectifs employés, les autorités ont disposé quatre-vingts artilleurs dans la cour de l'usine nivernaise, auxquels s'ajoute un bataillon de la garde nationale de La Guerche, tandis que trente artilleurs stationnent dans cette dernière localité. Impressionnés, les ouvriers ne se déplaceront pas et enverront les chefs d'équipe percevoir les payes.

Jacquerie par ses violences et son caractère désordonné, politique par son drapeau et son arbre de la liberté, ouvrier par ses participants, l'événement témoigne, sous ses diverses facettes, des confusions de l'époque, mais aussi d'un sentiment de puissance inconnu jusque-là chez les travailleurs du minerai. Force reste, sans doute, à la loi, mais qu'advient-il, lorsque la troupe se retirera ? Pour le malheur des uns, à la satisfaction des autres, la loi du nombre a de fortes chances de retrouver tous ses droits.

Alors qu'on pense en avoir fini avec les mineurs, c'est au tour des terrassiers de poser leurs outils. La convocation, à Nérondes, sur le chantier de la ligne Bourges-Nevers, de milliers d'hommes, que les entrepreneurs se révèlent incapables d'accueillir décemment provoque une vive indignation<sup>330</sup>. Le 14 mai, un dimanche, le versement de la paie donne le signal de la contestation. Le 15, la grève paralyse tout. Venu en renfort, Viguier, le représentant du Commissaire général, appelle à la reprise du travail et s'efforce d'ouvrir une brèche parmi les grévistes en opposant les "*turbulents*" aux ouvriers "*honnêtes et laborieux*" auxquels il offre la protection de la force publique. Le ton ferme de Viguier semble produire l'effet recherché. C'est alors qu'un conducteur des Ponts et Chaussées de Nérondes, Baron, adversaire politique du maire et, selon ce dernier, "*porté à l'exaltation*", monte sur une éminence. Il invite les ouvriers, qui commençaient à se disperser, à calculer leurs gains pour les derniers jours de travail sur la base du tarif patronal, offrant ses services à ceux qui ne sauraient pas le faire. En quelques minutes, Baron retourne la situation avec l'aide d'un ancien forgeron étranger au pays. Les reproches que lui adresse le maire tombent à plat. La grève continue. Dans la soirée, les travailleurs créent une Société philanthropique, destinée, officiellement, à aider les malades et les accidentés, et en confient la présidence à Baron. Furieux, le maire de Nérondes exige la mutation de son rival. Au cours des semaines qui suivent, les deux camps s'affrontent au moyen de pétitions et sur fond de revendications ouvrières.

Ailleurs, l'enquête de 1848 contribue à l'expression de tensions sociales<sup>331</sup>. Dans la plupart des cantons, les notables tiennent la plume et rédigent seuls les constats et les doléances. L'analyse est attentive, compatissante, mais évacue la réalité des antagonismes sociaux. Par exception, l'enquête berruyère reproduit directement le point de vue ouvrier, notamment celui des tanneurs et des imprimeurs à propos des salaires et de la durée du travail. Les patrons ayant également la parole, les divergences s'étalent au grand jour, malgré la courtoisie d'usage. A Mazières, un délégué ouvrier se dit satisfait de ne plus travailler que onze heures, avis que le représentant de la direction conteste vivement. Faut-il mettre ces faits en relation avec la constitution, le 25 mars, d'un

<sup>330</sup> AdC, 23 M 61 ; Lettre du maire de Nérondes, le 16 mai 1848.

<sup>331</sup> AN, C 949 ; Enquête agricole et industrielle de 1848.

Comité des ouvriers républicains<sup>332</sup> ?

À Vierzon, les ouvriers placent leurs espérances dans des réformes politiques et sociales profondes, impulsées par l'État. À cette fin, ils s'organisent en vue des élections et soutiennent les candidats favorables à de tels changements. La démarche procède de la délégation de pouvoir et des attentes suscitées par la République. Ce "réformisme" politique revendiqué prône des solidarités nouvelles et participe d'une prise de conscience de classe "travailliste". La primauté du politique déporte hors de l'usine l'issue des revendications sociales globales. Sur ce mode et à la faveur des temps libres que s'accordent les porcelainiers, la politique ne pénètre pas moins au cœur des ateliers. « *Je suis informé qu'il se fait des lectures à haute voix d'écrits socialistes et en présence d'un grand nombre d'ouvriers dans la fabrique de porcelaine de Vierzon* », s'étonne le préfet, qui connaît mal l'ambiance particulière de la céramique<sup>333</sup>. Des ouvriers exposent même les portraits de Barbès et Blanqui à côté des machines.

## Naissance d'une tradition rouge

## Sous le signe du populisme

Dépassé par les événements, le parti de l'Ordre insiste sur l'effet désastreux produit par la propagation de "*brochures communistes*". En réalité, la doctrine ne compte guère d'adeptes dans le département au début de l'année 1849. Mis en cause, le maire de Meillant – Foullet – explique : "*un monstre et un communiste, je n'en fais pas de différence*"<sup>334</sup>. Quant à Pyat, c'est devant la foule de ses partisans rassemblés à Saint-Amand, qu'il s'écrie : "*Je ne suis point communiste parce que je suis républicain. Le communisme est tout l'opposé du républicanisme*"<sup>335</sup>. Peu importe le degré de sincérité de l'orateur, ses paroles sont saluées par un tonnerre d'applaudissements. Au printemps 1849, les citoyens de Meillant ou de Saint-Amand n'élisent pas des communistes, mais choisissent des républicains intransigeants. Ce qui ne signifie pas qu'ils soient indifférents au contenu social de la République. À leurs yeux, la République ne saurait être que favorable aux travailleurs. C'est tout. En fait, c'est déjà beaucoup.

Au point de rencontre des aspirations sociales et du discours républicain, la notion de « peuple » occupe une position clé. Les variations sur ce thème sont nombreuses. Il en est de mystiques, à l'exemple du curé Liotard de Mareuil, dont la profession de foi mérite on ne peut plus son nom<sup>336</sup>. "*J'aimerais le Peuple plus que moi-même, proclame-t-il, je souffrirai de ses douleurs, je rirai de ses douces joies. Je vivrai pour lui et par lui. Le Peuple et moi nous serons UN*". Cet engagement total fait scandale. Le curé s'attire de solides inimitiés, que consolident ses critiques à l'égard du gouvernement et le soutien qu'il apporte au principe d'association.

À l'occasion, les contours du "peuple" se précisent. L'abbé Raymond, curé de Notre-Dame, à Bourges, apprenant sa désignation comme candidat improvise un discours de remerciement. « *Vous m'avez proclamé votre candidat, dit-il, et conséquemment le candidat du peuple, car c'est bien vous, vous tous les ouvriers, vous hommes de travail, qui êtes l'expression vraie, la personnification du peuple* »<sup>337</sup>. Bel exemple d'identification des travailleurs manuels au peuple, dont William Sewell fait l'un des changements idéologiques capitaux de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, conduisant à la formation d'une conscience de classe.

Les travailleurs ruraux s'en tiennent à des formules abruptes et, sur le fond, plus sociales que politiques, dès que l'on sort des sentiers battus du vocabulaire républicain élémentaire. Parce que le maire de Châteaumeillant s'est opposé à ce qu'ils empruntent le tambour municipal, des villageois, parmi lesquels on compte des

<sup>332</sup> M.-C. Péliard, *op. cit.*, p. 59.

<sup>333</sup> AdC, 25 M 109 ; Rapport du 12 novembre 1851.

<sup>334</sup> AN, C 937.

<sup>335</sup> G. Imbault, « Saint-Amand... », art. cit.

<sup>336</sup> M. de Laugardière, *Le clergé du Berry aux élections de 1848*, Bourges, 1958, p. 48-49.

<sup>337</sup> *Id.*, p. 51.

vignerons, des scieurs de long et des tailleurs de pierres, parcourent le bourg, tambour en tête, et crient : « *A bas le conseil municipal ! A bas les bourgeois ! A bas les riches !*<sup>338</sup> » Impressionnant, mais à court d'objectifs, le cortège finit par se disloquer après s'être fait servir à boire chez un propriétaire...

### La propagande démo-soc du printemps 1849

Avant les élections de mai 1849, la propagande "*démo-soc*" atteint les plus petits villages et propose aux majorités ouvrières qui les peuplent l'argumentation politique capable d'unifier et de généraliser une expérience sociale jusque-là fragmentée. On aurait tort de se fier aux professions de foi officielles de la gauche - d'une extrême réserve - pour juger du ton réel de la campagne. L'ancien procureur général d'Orléans, Eugène Corbin, reconverti en candidat du « parti de l'Ordre », a laissé un récit convaincant sur la tactique de ses adversaires<sup>339</sup>.

Le lire, c'est découvrir la force du mouvement qui se lève et comprendre les sentiments d'impuissance et de découragement qui s'emparent des conservateurs. "*Nous prêchions l'ordre, sa nécessité, par suite la justice, l'abnégation, la résignation et on nous écoutait parce qu'on nous savait honnêtes gens...*" Le respect dû aux notables n'a pas disparu, mais si les personnalités sont encore écoutées en silence, leurs thèses n'emportent plus l'adhésion. Bientôt, poursuit Corbin, "*venaient les candidats rouges qui, secondés par des meneurs imbéciles ou captés, en quelques mots nous ruinaient : voilà les nobles et les bourgeois, nous sommes du peuple nous, ses amis et ses vrais candidats... croyez-nous et vous serez riches, plus d'impôts et large part pour tous à ce bien-être que vous enviez*".

C'est entendu, les « démagogues » abusent des promesses et excitent les jalousies. Corbin n'échappe pas à l'idéologie de son parti. Au-delà des formules discutables qui émaillent son rapport, le procureur a cependant saisi comment, en s'appuyant sur les réalités sociales berrichonnes, la Montagne est parvenue à isoler les nobles et les bourgeois, et à favoriser la naissance d'une conscience de classe, certes sommaire, mais dont la redoutable simplicité s'avère payante le jour du scrutin.

Au terme d'un processus fait de ruptures successives, d'émancipations progressives des hiérarchies et soumissions traditionnelles, d'une maturation effectuée en premier lieu au village, là où le rapport des forces sociales s'est visiblement renversé, "*quelques mots*" suffisent, maintenant, à "*ruiner*" la crédibilité des notables. "*Aux cris de haine contre le Clergé, de guerre contre la propriété, il n'y aura, note enfin Corbin, que trop d'écho dans ces classes qui, affranchies de toute subordination et du lien moral, n'ont plus de frein que dans la loi...*"

L'agitation électorale, les idées développées par la Montagne éclairent d'une lumière crue les inégalités de toujours, les rendent insupportables en les nommant et en offrant la perspective d'un changement radical par le moyen du bulletin de vote, arme trop nouvelle pour qu'on songe à en minimiser les effets. "*Je crains, écrit Corbin, que la ligue des gueux contre celui qui possède ne se dessine plus vivement encore que par le passé*".

Un nouveau rapport s'ébauche entre le "politique" et le "social", que les militants de la gauche contribuent à construire, mais qu'ils ne contrôlent pas complètement. Les plus "avancés" d'entre eux, à l'exemple de Pyat, s'adaptent sans trop de mal à la situation, y gagnent un surcroît de popularité.

### Du discours aux emblèmes

Pourvu en héros, le mouvement se dote d'emblèmes distinctifs. Si l'on excepte la brève et infructueuse apparition du drapeau rouge à Vierzon en février 1848, celui-ci a surtout servi de repoussoir pour la droite berrichonne, notamment après les journées de juin. « *A bas les socialistes ! A bas les rouges !* » crient la foule massée à Bourges, le 29 juin 1848, pour le retour de la

<sup>338</sup> AdC, 31 U 590 ; Châteaumeillant, mai 1848.

<sup>339</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du 30 novembre 1849. A cette date, l'ancien candidat est redevenu procureur général.

garde nationale locale. Au fil des mois, *La République de 1848*, et surtout *Le Droit Commun*, l'organe des légitimistes et du clergé, tonnent sans relâche contre la menace "rouge" présentée sous l'aspect le plus terrible. Il n'est pas, alors, de qualificatif plus ignominieux à l'encontre des républicains "avancés".

À trop vouloir identifier ses adversaires, qui n'en peuvent, mais, aux « rouges » de Paris, la droite berrichonne aboutit à l'effet inverse de celui escompté. Agité abusivement, l'épouvantail resurgit au printemps 1849, brandi sans honte et disputant sa place au drapeau tricolore. A la suite d'une évolution paradoxale, mais fréquente en histoire sociale, le rouge, symbole de tout ce que les classes dirigeantes méprisent et haïssent, fait l'objet d'une réappropriation valorisante au sein du mouvement populaire qui, jusque-là, s'en détournait.

En mai, aux dires du commissaire, des groupes de jeunes ouvriers sillonnent tous les soirs les rues de Saint-Amand, et conspuent "*les hommes d'ordre qu'ils sont convenus de nommer blancs*"<sup>340</sup>. On aura noté le glissement de sens intervenu : le "*blanc*", hier signe distinctif des seuls carlistes, recouvre maintenant, pour la gauche, toutes les variétés de royalistes et s'applique d'une manière générale aux conservateurs.

Mais, là réside la nouveauté, ce rejet de l'adversaire hors du camp républicain n'est suivi d'aucune manifestation d'attachement exclusif aux trois couleurs. Le 6 mai, le rouge s'affiche non pas en complément, mais en substitution du tricolore<sup>341</sup>. Ce jour-là, 1 500 à 2 000 personnes s'ébranlent, sous la conduite de Pyat, vers la salle où doit se tenir un banquet. Beaucoup, à l'exemple de Faultier, défilent coiffés d'un bonnet rouge. D'autres ont orné leur boutonnière d'un petit bonnet phrygien. A cet instant, le bonnet rouge des sans-culottes de la Révolution française est davantage à l'honneur que la couleur distinctive du mouvement ouvrier. Toutefois, vers 16 heures, à l'issue du rassemblement, c'est bien un drapeau rouge que déploient une vingtaine de jeunes, enflammés par le discours de Pyat, avant d'envahir un cabaret, dont le propriétaire est soupçonné de tiédeur vis-à-vis de la République démocratique et sociale.

Deux références révolutionnaires se rejoignent. L'une, extraite d'un passé vieux de plus d'un demi-siècle, s'affirme contre les « blancs » et représente l'aile la plus radicale du courant républicain bourgeois. L'autre, récente, traduit l'irrésistible poussée des aspirations ouvrières. Toutes deux fusionnent et se reconnaissent dans ce qui constitue leur point commun : le rouge, hissé au rang d'emblème de la République démocratique et sociale.

### L'idéologie : l'ancien et le nouveau

La haine des riches, toujours latente, libre, désormais, de s'afficher, trouve une caution politique. "*Le socialisme n'est pas compris (...), note Corbin, mais il y a comme ailleurs des souffrances et de l'envie, une inintelligence profonde des théories politiques, mais tout en bas des dispositions malveillantes contre les Messieurs*"<sup>342</sup>. L'envie ? Certes, mais le ressentiment s'est ennobli. Débordant le cadre étroit des jalousies et des mesquineries villageoises, il a pris assez de hauteur pour se métamorphoser en idéal de justice et d'égalité.

Les archives judiciaires donnent la mesure du chemin parcouru chez un même individu. Tel sabotier de Châteauneuf qui, en 1846, s'emportait contre "*un accapareur*", dont il avait personnellement à se plaindre, s'indigne, pour le principe, quatre ans plus tard, en apprenant qu'un "*riche*" a renvoyé un ouvrier "*par temps de neige*"<sup>343</sup>. La lutte contre les possédants est devenue affaire de moralité. De là découle la facilité avec laquelle on rend les « blancs » et les « bourgeois » responsables de tous les malheurs. L'inspiration puise aux meilleures sources, et si l'anticléricisme, au sens exact du mot, revient en force, on n'a pas renoncé à associer la religion et la lutte des classes. "*Le*

<sup>340</sup> AdC, 31 U 591 et 38 U 123.

<sup>341</sup> *Id.*

<sup>342</sup> AN, BB30 369 ; Rapport mensuel, février 1850. Les mots soulignés le sont par le procureur général.

<sup>343</sup> AdC, 38 U 125.

*socialisme est l'évangile en action*" fait recopier à ses élèves un instituteur libre d'Ouroüer-les-Bourdelins<sup>344</sup>. "*L'égalité est l'égalité satisfaction des besoins inégaux des hommes*", lit-on encore sur les cahiers saisis. De fait, s'il est un thème qui traverse la période et recoupe les aspirations populaires, c'est bien celui de l'égalité. Direct et naïf, un journalier de La Chapelotte ne souhaite-t-il pas, en janvier 1851, adhérer à une société secrète, afin "*d'obtenir l'égalité*"<sup>345</sup> ?

Nuançons. Au sein du peuple, les ouvriers ruraux et les petits paysans vibrent assurément plus que d'autres à l'énoncé de ce projet. À Saint-Amand, observe Corbin, "*la petite propriété envieuse et abusée n'a guère été moins emportée que le prolétariat*"<sup>346</sup>. Paradoxalement, l'appel à « *prendre la machine* » du *Chant des ouvriers* rencontre plus de succès parmi les journaliers, les mineurs et les artisans qu'auprès des travailleurs des usines métallurgiques et céramiques. La revendication égalitaire contourne, dans ces milieux, la question des moyens de production.

À l'automne 1851, les métallurgistes de Vierzon se mettent en grève, mais évitent - spontanément ou soigneusement ? - toute allusion politique dans une action qui reste, d'un bout à l'autre, strictement économique<sup>347</sup>. On ne trouve point d'anticipation révolutionnaire ou de socialisme dans les propos prêtés aux ouvriers. Les seuls sentiments exprimés sont la colère et la nostalgie. S'ils avaient leur mot à dire, les métallurgistes changeraient de direction. Sans plus. "*Il faudrait que le Baron - le nouveau directeur - et sa clique f... le camp, ils sont plus gueux que les ouvriers*", s'écrie un dresseur, résumant assez bien l'opinion générale. Plus ou moins gueux... L'avantage accordé aux travailleurs paraîtra ambigu. Que l'on ne se méprenne pas, ce sont les actionnaires et le directeur du moment que l'on condamne, non le capitalisme ou le pouvoir patronal en général.

Les problèmes posés par la gestion du capital, la commercialisation des marchandises ou la maîtrise du processus productif intimident. La persistance de pratiques collectives, les méthodes d'affermage égalitaire des terres communales mises en oeuvre dans quelques villages sont autant d'ébauches, en revanche, de transformations sociales audacieuses. Nouveau paradoxe qui, à ce stade de développement des forces productives et des consciences, érige le « socialisme » en réponse mieux adaptée aux problèmes du monde rural qu'à ceux des manufactures. Mais de quel socialisme parle-t-on ? Du partage des biens ? Un coutelier de La Guerche l'évoque longuement en mars 1851<sup>348</sup>. L'affiliation à la société secrète de Châteaumeillant s'effectue au nom des biens et des revenus à répartir entre tous<sup>349</sup>. Aux Aix, un tonnelier explique qu'après un certain temps de location, les maisons devraient appartenir aux locataires<sup>350</sup>. Le « programme » ne va pas toujours aussi loin. À Sancoins, les « rouges » s'entretiennent surtout de la suppression des impôts, point de rencontre de la démagogie véritable et de l'utopie la plus radicale<sup>351</sup>.

## Forces et faiblesses de l'organisation

### Les tâtonnements

La répression consécutive aux événements du 13 juin 1849 décapite la gauche berrichonne, mais n'anéantit pas le courant d'opinion. En un sens, elle contribue à son enracinement. L'élimination des cadres les plus connus redonne, en effet, l'initiative à une base que les résultats électoraux de mai ont galvanisée. Le recul, prévisible, des démocrates socialistes aux scrutins partiels n'affecte pas le moral des « rouges » qui se réjouissent des succès parisiens. Insensiblement, cependant, gêné par la surveillance accrue des autorités, le mouvement se replie

<sup>344</sup> AdC, 31 U 592.

<sup>345</sup> AdC, 30 U 245.

<sup>346</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du 1<sup>er</sup> décembre 1851.

<sup>347</sup> AdC, 32 U 314.

<sup>348</sup> AdC, 38 U 128.

<sup>349</sup> AdC, 32 U 593.

<sup>350</sup> AN, BB30 399.

<sup>351</sup> AdC, 25 M 105 ; Sociétés secrètes, Rapport du préfet, le 7 octobre 1851.



sur ses bases, se fragmente, perd l'homogénéité apparente des décomptes électoraux. Comme livré à lui-même, comprenons à son socle populaire, il en épouse les spécificités locales, sociales et culturelles.

Les associations ouvrières qui auraient pu pallier cette évolution ne parviennent pas à acquérir une quelconque représentativité. On ne sait pas grand-chose, il est vrai, des sociétés de secours mutuel fondées à compter de 1850. Relevons toutefois, à Saint-Amand, la volonté de rompre avec l'ancienne société parrainée par la bourgeoisie locale, attitude que le parti de l'Ordre interprète comme l'indice d'objectifs répréhensibles<sup>352</sup>.

Au plan strictement politique, les structures connues paraissent squelettiques, malgré de brusques et éphémères dilatations à l'issue d'un banquet ou d'une réunion. Les mots d'ordre, la propagande, suivent les canaux habituels de circulation populaire, pénétrant dans le Cher par la vallée de la Loire, à l'est et par la gare de Vierzon, à l'ouest. Tout change en 1851 avec la formation des Mariannes.

### Les Mariannes

Dès le mois de mai, le procureur général dénonce la multiplication des sociétés secrètes. Leur rencontre avec les masses est cependant plus tardive. A la fin de l'été, le feu couve. Le village offre la base élémentaire idéale pour une organisation et une action apte à tirer bénéfice des cohésions communautaires. Sa forte composante ouvrière explique que le mouvement prenne forme et s'exprime sur les lieux où s'écoule la plus grande partie de la vie des travailleurs : les chantiers.

À Torteron, le maire, Dorguin, enrage de découvrir les ouvriers *"préoccupés d'idées politiques"* et chuchotant devant les machines pour se disperser à son approche<sup>353</sup>. L'esprit de groupe, la certitude d'une mise en quarantaine, précédée d'une sévère correction, rendraient muets les métallurgistes les plus *"sages"*. *"Beaucoup d'ouvriers désertaient, la nuit, leur demeure, pour aller conspirer dans l'épaisseur des bois et presque toute la population valide se laissa enrôler dans la Marianne"*, écrira beaucoup plus tard Jolant qui, s'il n'a pas vécu cette fièvre, a recueilli les souvenirs des témoins<sup>354</sup>.

À la campagne, la plupart des membres des sociétés diront avoir été recrutés ou avoir entendu parler de la Marianne lors des moissons, pendant les heures de repas, au cabaret. C'est dans les champs et les bois que, le soir venu, les moissonneurs tiennent des assemblées clandestines. Il n'est pas jusqu'à l'insurrection, elle-même, qui ne porte la marque du milieu social qui la prépare. Les journaliers ne conçoivent pas d'autres *"armes"* que leur faux.

Du point de vue de l'organisation proprement dite, on ne dispose d'aucun moyen pour reconstituer une structure coordinatrice, cerner un noyau dirigeant départemental ou régional. Tout au plus, perçoit-on des filières, des influences et surtout des similitudes. Les enquêteurs découvrent partout le même modèle d'organisation. Dans les assemblées nocturnes, il est question de *"chefs"*, auxquels on s'engage à obéir sans rien savoir de leur identité. La dénomination des groupes est d'inspiration militaire, depuis les décuries réunies en centuries... Mais il y a loin de la théorie à la pratique dans des villages où chacun se connaît et où le cabaret sert de siège. Si ce système, maladroitement plaqué sur les réalités berrichonnes, ne parvient pas à s'imposer, il n'en va pas de même du rituel, lui aussi importé, des « sociétés à initiation » chères à M. Agulhon, dont l'étrangeté séduit et impressionne. En dépit du mystère entretenu sur les activités de la société, la vie de cette dernière se développe, sinon totalement au grand jour, du moins au vu et au su de beaucoup. Moulée dans les formes habituelles de la sociabilité villageoise, la Marianne les dynamise.

Soixante-dix-neuf communes - un gros quart des localités du département - sont touchées, mais leur répartition concerne d'abord la moitié est du Cher et les zones rurales. Par suite, la corrélation avec les votes « rouges » de 1849 paraît assez faible.

<sup>352</sup> G. Imbault, art. cit.; F. Furet, *Le département...*, op. cit.

<sup>353</sup> AdC, 38 U 128.

<sup>354</sup> E. Jolant, op. cit., p. 44.

La médiocrité du recrutement urbain ne peut s'expliquer uniquement par une surveillance administrative plus serrée. A Vierzon, les « rouges » ne cachent pas leurs opinions, mais ne songent pas à se grouper dans les Mariannes. A Bourges, la société secrète fait tout pour le rester et limite ses effectifs à quelques militants triés sur le volet, censés capables, le moment venu, d'agir vite et fort. De là résultent les efforts effectués en direction des militaires d'un régiment d'artillerie ou, encore, pour se doter d'hommes sûrs à Vierzon, car c'est à la société de Bourges que se rattachent trois des quatre Vierzonnais présents dans les dossiers de la répression.

Les ouvriers de Vierzon, attentifs au déroulement des luttes électorales, ne sont pas chauds pour l'aventure, que celle-ci ait l'allure du soulèvement de masse prévu dans les villages ou l'aspect du coup de force envisagé par les Berruyers. Déboussolés par l'élimination de Pyat, les cadres locaux n'ont pas eu le temps de construire des sociétés de secours plus ou moins corporatives. En 1851, il est trop tard. Aussi bien, le gros du prolétariat vierzonnais se défie de structures désuètes, inadaptées aux caractéristiques du monde industriel. Le constat vaut pour l'ensemble des ouvriers d'usine, à la seule exception, notable il est vrai, de Torteron, pris dans l'ambiance de la contrée.

### La répression et le coup d'État

Conduite jusque-là au jour le jour, la répression change d'échelle et de méthode au cours de l'année 1851. Le Parquet charge les gendarmes et les juges de paix d'établir, village par village, des listes *"d'hommes dangereux"*<sup>355</sup>. L'administration préfectorale, par ses propres moyens, travaille dans le même sens. A Saint-Amand, le procureur de la République, François Boin, beau-frère de Corbin, recourt aux services de mouchards, tel cet aubergiste de La Guerche, qui, dans le même temps où il recrute pour la Marianne, s'empresse de dénoncer les malheureux qui lui ont fait confiance<sup>356</sup>. Bientôt, les procureurs prennent la route et parcourent le département en tout sens pour traquer les *"hommes de désordre"*<sup>357</sup>.

Dans les premiers temps, les résultats sont maigres, les populations, les élus se taisent. En octobre, l'affaire de Précý survient à point nommé. L'arrestation, le 11, de l'ancien maire, Edmé Desmoineaux, et de deux autres suspects vise à susciter une réaction de la population<sup>358</sup>. Coup sur coup, dans la nuit du 11 au 12, puis le matin du 14, les partisans de la Marianne foncent tête baissée dans le piège. Le tocsin sonne, le tambour roule. Les villages des environs se mobilisent. Il ne s'agit plus de défendre la République, ainsi qu'il l'était prévu dans les serments de l'été, mais de délivrer les *"frères"*. Isolée, mal préparée, l'insurrection échoue et tourne au désastre. L'annonce de l'arrivée de renforts de gendarmerie et de soldats achève de disloquer les groupes qui renoncent à combattre.

Soulagés, les gens d'ordre sortent de leur réserve. La troupe, selon les journaux, est *"acclamée et choyée par les éléments sains de la population"*<sup>359</sup>. Les bouches s'ouvrent, les informations affluent, grossies par les résultats des premiers interrogatoires et les nombreuses perquisitions. Des battues s'organisent. Elles se prolongeront jusqu'à la nuit du 14 au 15. Pendant deux semaines, la troupe sillonne les arrondissements de Saint-Amand et de Sancerre. Le décret du 21 octobre mettant le Cher et la Nièvre en état de siège simplifie les procédures. *"L'état d'esprit s'améliore"*<sup>360</sup> et l'on parie sur le *"revirement"* des populations rurales.

Des rafles spectaculaires ont lieu à l'improviste, qui laisseront des souvenirs douloureux et durables. A Torteron, les ouvriers suspects sont surpris dans l'usine. *"Tous ces malheureux furent cueillis un à un dans les ateliers et rassemblés dans une chambre*

<sup>355</sup> AN, BB30 368 ; Rapport du procureur général, mars 1851.

<sup>356</sup> F. Pelloille, « Le procès des Mariannes du département du Cher (1851-1852) », *Mémoires de l'Union des sociétés savantes de Bourges*, vol. 8, 1959-1960.

<sup>357</sup> *Id.*

<sup>358</sup> AN, BB30 394 ; Rapport du procureur général, le 12 octobre 1851.

<sup>359</sup> F. Pelloille, art. cit.

<sup>360</sup> AN, BB30 394 ; Rapport du procureur général, le 1er décembre 1851.

de la Régie, qui servait de Mairie, puis empilés, menottes aux mains, sur une mauvaise charrette, qu'escortait un peloton de gendarmes. En un clin d'œil, toute la partie de la population qui n'était pas au travail entoura la voiture ; les femmes qui reconnaissaient leurs hommes couraient en pleurant leur chercher des vêtements ; les autres, les vieilles et les enfants, perchés sur des tas de laitier, criaient ou gesticulaient, et il fallut toute l'autorité du maire, très ému lui-même, pour mettre fin à cette scène déchirante"<sup>361</sup>.

Constituées en vue de répondre à un mot d'ordre central lancé par des chefs inconnus, les Mariannes s'effondrent, empêtrées dans leurs rigidités puériles. L'organisation, qui tirait sa force d'un enracinement profond, s'avère impuissante face à l'attaque énergique qui la fractionne, défait ses bases l'une après l'autre, l'isole du reste du pays et interdit une riposte coordonnée à l'échelle du département. L'individualisme triomphe. Certains trahissent, d'autres cèdent aux pressions des magistrats, qui encouragent les repentins. Beaucoup, les plus nombreux peut-être, se replient sur leur malheur et réalisent que, décidément, le pouvoir a toujours le dernier mot.

L'annonce du coup d'État parvient dans un département où les mesures d'exception en vigueur depuis plus d'un mois ont annihilé les forces démocratiques. Quelques protestations s'échappent, rapidement circonscrites et étouffées, dans les zones réputées « rouges ».

La légende napoléonienne, si elle favorise les entreprises du prince-président, entre parfois en conflit avec les convictions républicaines de certains nostalgiques de l'époque impériale. A Ivoy-le-Pré, Claude Vilain, ancien soldat de la Grande Armée, admirateur de Napoléon 1<sup>er</sup>, mais lecteur du *Peuple* de Proudhon et adhérent de la Marianne, rompt publiquement avec le bonapartisme. "J'aimais bien l'oncle, déclare-t-il, mais après ce qu'il a fait, pas le neveu"<sup>362</sup>.

Tandis qu'à Paris, Michel participe à la direction d'un Comité de Résistance avant de devoir s'exiler en Belgique, la ville de Saint-Amand, frondeuse et contestataire, mais relativement épargnée, jusque-là, par la répression, risque un baroud d'honneur. Le 3 décembre, une bousculade dégénère<sup>363</sup>. Le Cher déplore son premier mort.

Désormais, note Corbin, "*le bas peuple (est) contenu*"<sup>364</sup>. Le décret du 8 décembre, qui assimile les membres des sociétés secrètes à des comploteurs ou à des insurgés potentiels, ouvre la voie à l'arbitraire. Hors de toute périodisation, il s'applique sans nuance à l'énorme masse des affiliés des Mariannes du Cher démantelées au cours des semaines précédentes. Plus grave, la justice est dessaisie des affaires qu'elle avait instruites au profit de l'armée. Les deux Commissions militaires mises en place ne font pas dans le détail. En quelques semaines, 1 200 personnes passent entre leurs mains. Dans l'arrondissement de Saint-Amand, le nombre des inculpés bondit de 351 à 1 006<sup>365</sup>.

Le procureur général Corbin, lui-même, se cabre devant le saccage du patient travail d'investigation mené depuis huit mois. Les abus constatés dans d'autres régions amènent le pouvoir central à constituer des Commissions mixtes moins expéditives. Au total, 937 dossiers individuels sont retenus<sup>366</sup>. Les 4/5 des personnes poursuivies sont d'origine populaire, les travailleurs des métiers - 34,6 % - et les journaliers - 28,5 % - formant les plus gros bataillons. La part des ouvriers d'usine semble, en revanche, marginale, si l'on excepte les métallurgistes de Torteron, dont la présence tient, on le sait, à une situation locale particulière. Les données enregistrent l'engagement prudent des agriculteurs, tandis

<sup>361</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 44.

<sup>362</sup> J. Ferrieux, « Eugène Ferrieux, poète-ouvrier et militant républicain à Ivoy-le-Pré (1872-1877) », *Cahiers du Bourbonnais et du Centre*, n° 87, 1978.

<sup>363</sup> Rapport du procureur de la République au procureur général, le 3 décembre 1851, cité par R. Gandilhon, « Documents sur l'émeute advenue à Saint-Amand le 3 décembre 1851 », brochure, sd.

<sup>364</sup> AN, BB30 374; Rapport du 3 janvier 1852.

<sup>365</sup> AdC, 25 M 105.

<sup>366</sup> AN, BB30 424 ; Insurrection de décembre 1851. Statistiques; AdC, 25 M 109; Liste des transportés à Cayenne et en Algérie; 25 M 120; Condamnés politiques internes. Demandes de grâce (1852-1861).

que les "bourgeois" occupent, au contraire, un rang honorable. La rubrique, il est vrai, manque d'homogénéité, mêlant fils de famille ruinés, intellectuels déclassés et propriétaires ou hommes de loi fidèles aux idéaux d'une jeunesse turbulente.

Massive, la répression écarte à la fois les sanctions les plus dures et les remises en liberté. 27,74% des inculpés berrichons subissent une peine de déportation, de transplantation ou d'expulsion hors du territoire métropolitain, contre 40,1 % dans la statistique nationale. Mais l'indulgence est rare : 8,5 % de remises en liberté, contre 21,8 % pour l'ensemble du pays. Les individus placés sous surveillance forment le gros des condamnés avec 53,1 % du total, alors qu'ils n'apparaissent que pour 19,3 % à l'échelle nationale.

La répartition des sanctions selon les catégories socioprofessionnelles révèle de flagrantes inégalités. Certaines ne surprennent pas. Ainsi, ne s'étonne-t-on pas de l'excessive sévérité des Commissions vis-à-vis des militaires : 90,9 % d'entre eux partent en déportation, sont transplantés ou expulsés. 40 % des fonctionnaires et employés subissent des sanctions similaires. La sévérité n'est pas moindre – 35,9 % - à l'égard des ouvriers d'usine. Quant aux « bourgeois » et aux travailleurs des métiers, leur légère surreprésentation parmi les condamnés soumis aux peines les plus rigoureuses est à rapprocher de leur rôle à la tête des sociétés locales. Ces remarques n'atténuent pas le caractère profondément antipopulaire de la répression menée par les Commissions. Près des trois quarts - 72,8 % - des 260 personnes sanctionnées le plus lourdement appartiennent au groupe formé par la paysannerie, les ouvriers et les artisans.

### **Le retour aux urnes : résultats électoraux et opinions politiques**

Tandis que les militaires, les gendarmes et les magistrats réduisent au silence l'opposition de gauche, le pouvoir prépare à la hâte un plébiscite qui, sous prétexte d'adoption des principes généraux des futures institutions, aura valeur de ratification populaire du coup d'État. Le département n'a ni le cœur ni les moyens d'un vote dissident. Une nouvelle vague de révocations a épuré les municipalités suspectes. Le 21 décembre, les électeurs berrichons s'efforcent « *de satisfaire ce que l'on attendait d'eux* »<sup>367</sup>.

D'abord en allant massivement voter. On dénombre 85,2 % de votants<sup>368</sup>. Ensuite en donnant 96,2 % de OUI au prince-président, destinataire du scrutin. Sensibles, hier, aux promesses de la Marianne, les Berrichons se montrent soudain plus bonapartistes que la moyenne des Français. 2 486 irréductibles osent émettre un vote négatif. Les grandes plages « rouges » rétrécissent pour se réduire à quelques localités où le OUI l'emporte sans écraser ses adversaires. Les mûles de résistance sont urbains. Le radicalisme politique et social des campagnes s'effondre, alors que les agglomérations, préférant, en toute circonstance, la discrétion, ne renoncent pas à user des ressources du bulletin de vote.

À Vierzon, les électeurs votent en plus grand nombre qu'en 1849, mais ils sont plus du quart - 25,3 % - à dire NON. Dans le détail, on observe que Vierzon-Ville, avec 27,2 % de NON, cède moins facilement que Vierzon-Villages. Si l'on tient compte des abstentions, les Vierzonnais du centre de l'agglomération ne laissent qu'une majorité étroite - 53,5 % - aux partisans du OUI. La césure ville/campagne traverse l'agglomération. Un autre facteur entre, toutefois, en ligne de compte : le vote des porcelainiers qui, pour la plupart, résident à Vierzon-Ville. La singularité politique des céramistes se retrouve à Foëcy où le NON recueille 30,5 % des suffrages. Saint-Amand manifeste également sa réprobation. Ailleurs, les moins dociles se réfugient dans le vote nul ou l'abstention.

Sur la lancée du plébiscite, les élections au Corps législatif ne posent pas d'autres problèmes aux autorités que celui du taux de participation, qui chute à 62,6 %<sup>369</sup>. Le comte de Duranti, bonapartiste convaincu et Jean-Jacques Bidault, rallié à Louis-Napoléon Bonaparte, représenteront dorénavant le département.

<sup>367</sup> H. Furet, *Le département...*, op. cit., p. 112.

<sup>368</sup> AN, BII 1062 ; Résultats du plébiscite du 21 décembre 1851.

<sup>369</sup> AdC, 20 M 21.

Les « rouges » des campagnes, villages industriels compris, semblent plier le genou et se soumettre devant l'évidence d'un pouvoir solidement établi. La légende napoléonienne a sa part dans ce résultat. Le poids des notabilités traditionnelles qu'appuie désormais une autorité sans défaillance intervient également. "*Le temps des agitations est passé ; désabusées en partie, mais surtout bien pénétrées de cette pensée que le règne des brailleurs et des anarchistes est fini, les masses, là même où elles s'abandonnèrent aux plus grands excès, sont rentrées dans le repos, respectant la loi et l'autorité des magistrats*", observe Corbin<sup>370</sup>. On sent plus qu'une hésitation devant la reconnaissance d'un retour à la normale. Prudence de magistrat ou scepticisme de l'analyste politique surpris par la rapidité et l'ampleur du revirement berrichon ? "*Je les crois plus maniables que convertis*", confie-t-il.

Les citoyens ont retrouvé les réflexes acquis par les générations passées. Sur ce point, le suffrage universel ne change rien, qui prend place parmi les signes ancestraux d'allégeance. Alors qu'en ville, le vote reste une arme politique, dans les campagnes, sa banalisation s'accompagne d'un détournement, dont le prince-président d'un côté, et les ruraux de l'autre, apprennent à faire un usage plus « national » que « politique », si ce terme implique le débat et le pluralisme.

Les décalages constatés entre les résultats du plébiscite et ceux des élections législatives de 1852 valident cette interprétation. En dépit de la mobilisation administrative, les candidats officiels demeurent très en deçà des scores de décembre 1851, y compris dans les bureaux ruraux. Si le peuple ratifie « par acclamation électorale » ce que le pouvoir central lui demande d'acquiescer, il rechigne davantage à donner un mandat aux hommes mêlés aux luttes régionales. Les électeurs de 1852, un peu comme en 1848, mais dans un contexte différent, vivent plus intensément les combats politiques dès lors qu'ils en sont les témoins directs. "*L'impertinence a prévalu sur les conseils de prudence*" remarque le successeur de Corbin<sup>371</sup>. Les "*démagogues*", poursuit-il, n'ont pas craint de s'avancer sur le terrain légal étroit qui leur était offert.

En se repliant sur l'échelon local, la politique se charge de sous-entendus et interfère avec les vieilles rivalités claniques. À Mornay-Berry, commune "*animée du plus mauvais esprit*"<sup>372</sup>, où résident de nombreux mineurs et bûcherons, la population fait bloc derrière son maire Bourjot, nommé en 1848. Jugé "*peu favorable aux amis de l'ordre*", Bourjot a protégé, du mieux qu'il le pouvait, ses administrés au moment de l'enquête sur les sociétés secrètes. Or, voici qu'un certain Guillaume, dont les témoignages ont aidé au déroulement de l'instruction, se vante d'obtenir prochainement le renvoi du maire. Fin juillet et à la surprise générale, Bourjot est maintenu dans ses fonctions. Le 2 août, un feu de joie rassemble une "*foule considérable*" devant la maison de Guillaume.

Quelques "*Vive Napoléon !*" fusent, en gage donné au pouvoir et comme pour le tenir à l'écart d'un règlement de comptes local que l'on s'efforce de ne pas exposer à la répression. Peu de temps s'écoule avant que les participants désignent à la vindicte publique le "*mouchard*", le "*maire manqué*", le "*cadi*". Les mêmes ovationnent Bourjot, ainsi qu'un condamné récemment expulsé de France pour son rôle dans la Marianne. On se garde de faire la moindre allusion directement politique, mais les sentiments des villageois s'expriment sans retenue à travers le « sacrifice » de Guillaume et à l'occasion d'une fête qui tourne au charivari. Sitôt le feu de joie éteint, les habitants font "*appel aux poêlons et aux chaudrons ...*" jusqu'à fort tard dans la nuit.

Le regain des formes les plus anciennes et, finalement, les moins dangereuses, de la protestation populaire, ne signifie pas un retour pur et simple en arrière. Au contraire. La cohésion manifestée à Mornay-Berry a valeur d'engagement moral et important, au total, davantage que les votes conformistes.

En dépit des risques encourus en ces mois d'intense vigilance administrative, les familiers des cabarets reprennent, de temps à

<sup>370</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du 2 mai 1852.

<sup>371</sup> *Id.* ; Rapport du 5 août 1852.

<sup>372</sup> AdC, 25 M 73 ; Rapport du procureur général, le 12 novembre 1852.

autre, les cris de combat des années 1849-1851. À Mornay-Berry, encore, au cours d'un repas copieusement arrosé, un ouvrier tisserand chante la gloire des rouges » et son mépris des « blancs »<sup>373</sup>. *"Si nous devenons maîtres, menace-t-il, nous ferons faire une guillotine et nous rosserons les aristos..."* En octobre, dans une auberge de Raymond, deux ouvriers menuisiers entonnent le célèbre *"Vive les Rouges ! A bas les Blancs !"*, tandis qu'en novembre un coutelier lance un incongru *"Vive la République démocratique et sociale"* lors d'un défilé militaire<sup>374</sup>. Les attaques verbales contre le président de la République sont rares, mais la propagande bonapartiste provoque des réactions hostiles, plus naïvement injurieuses que véritablement politiques. En la matière, tout est à réinventer et à populariser : le vocabulaire comme l'argumentation. Dans l'immédiat, les slogans « rouges » viennent-ils plus aisément à la bouche. Le prince-président, on l'a dit, n'est pas forcément vu en ennemi par les Berrichons. Le voyage triomphal qu'il effectue à Bourges, le 15 septembre 1852 en apporte une nouvelle preuve.

Ce n'est pas tous les ans que le premier personnage de l'État rend visite à une province habituellement délaissée par le pouvoir central. La curiosité est à la hauteur de l'événement, qu'elle contribue, d'ailleurs, à amplifier. La légende napoléonienne, parce qu'elle puise aux sources du patriotisme, bouscule les clivages politiques. L'émotion l'emporte sur la raison et c'est à juste titre que le procureur évoque les *"entrailles"* de ses concitoyens<sup>375</sup>.

## Conclusion

Au terme de quatre années riches en péripéties, l'ordre politique et social règne dans le département. Pourtant, malgré l'approbation massive dont peut se targuer un pouvoir habile à détourner à son profit le suffrage universel, la soumission aux forces dominantes ne se confond pas avec celle de jadis. L'effacement, fût-il temporaire, des notables et des autorités traditionnelles, l'intrusion du débat, puis la jonction opérée entre les thèses des bourgeois démocrates et les aspirations sociales des masses populaires ont créé une situation radicalement nouvelle. Le discours des premiers trouve enfin un auditoire à sa mesure. La colère, la haine, les sentiments d'humiliation et d'injustice brusquement libérés ou révélés, se découvrent et se métamorphosent en une expression cohérente, généralisatrice, en un mot, politique.

En quelques mois, la politique désenclave les pensées et les luttes sociales, fournit une armature idéologique, fixe les échéances, ouvre l'espoir, permet de se compter, de prendre conscience d'un rapport de forces et de solidarités inimaginables peu de temps auparavant. Par-là, elle dégage les antagonismes majeurs des contradictions secondaires, prépare le dépassement des particularismes géographiques et catégoriels si présents au sein des mondes ouvriers berrichons. L'intervention ouvrière marque profondément la période. Depuis l'instauration du suffrage universel, la loi du nombre place les travailleurs en position d'arbitres. Surtout, les ouvriers formulent, en tant que tels, avec des inégalités et selon des modalités variées, des revendications spécifiques, dont s'imprègnent les luttes politiques. Beaucoup font leur, l'idée suivant laquelle la vraie République sera démocratique et sociale ou ne sera pas. Le rouge des bonnets phrygiens sans-culottes se confondant avec celui du drapeau du prolétariat parisien devient l'emblème de toute la gauche berrichonne. Les sociétés de secours mutuel se prolongent dans les Mariannes créées pour défendre le Travail et la République, désormais inséparables.

Cela ne suffit pas à assurer une hégémonie ouvrière. Une conscience de classe s'ébauche, dont le cheminement s'effectue à travers les affrontements politiques, dont le vocabulaire, les rythmes, les procédures et les objectifs modèlent le mouvement. La question sociale, ouvrière au premier chef, ne quitte pas un instant le devant de la scène, mais c'est la politique qui commande. Ça et là, des grèves, des mouvements revendicatifs se produisent, mais les organisations purement ouvrières sont

<sup>373</sup> AdC, 31 U 594.

<sup>374</sup> *Id.*

<sup>375</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du 30 septembre 1852.

l'exception et les militants d'origine prolétarienne n'exercent pas de responsabilités hors des localités. Au-delà, commence, en effet la délégation de pouvoir, inhérente au système représentatif. Le cadre sociogéographique, dans ces conditions, reprend ses droits. L'interprétation des scrutins et des comportements sociaux doit en tenir compte. Dans les villages, les mobilisations participent de pratiques communautaires et se radicalisent en préservant l'unanimité de la collectivité. Les symboles et la réalité du pouvoir communal sont, alors, des enjeux considérables.

Au plus fort de la poussée « rouge », il aurait suffi de peu de choses pour qu'entre en application un changement aussi décisif que la réforme agraire. A la limite, l'échelon local semble plus opportun que le niveau national. On le constate en 1848, 1851 et 1852, lorsque les villageois votent en bloc comme les autorités le souhaitent et ratifient des choix sur lesquels ils pensent n'avoir pas ou peu d'influence. Les membres des sociétés secrètes des environs de Précy n'attendent pas 1852 ou le signal venu du « centre ». Une provocation, la menace d'une remise en cause de l'autonomie politique du village mobilisent la population. Dans le désordre et sans la moindre chance de réussite.

À Vierzon, plus encore qu'à Bourges, les ouvriers qui forment la masse de l'opinion « rouge » s'intègrent aisément au jeu politique national et font moins dépendre la satisfaction de leurs revendications d'une action sur le lieu de travail que d'une victoire électorale, condition de réformes sociales décrétées par la loi. Si les mots d'ordre, les journaux, les émissaires circulent, nulle structure de masse, officielle ou secrète, ne s'enracine. Le cabaret et l'atelier, lieux habituels de la sociabilité ouvrière, offrent un cadre de rencontre jugé suffisant. A moyen terme, l'option s'avérera payante. La répression avoue son impuissance à vaincre « un état d'esprit », qui ne rate pas une occasion électorale pour signifier ses préférences. Au cœur des usines, en revanche, les relations sociales demeurent inchangées. En cas de conflit, les ouvriers se gardent bien de mélanger l'économie et la politique.

À mi-chemin entre ces deux types de comportements, Saint-Amand voit naître une société de secours mutuel, puis la Marianne. Les démocrates du cru s'émeuvent à l'annonce du coup d'État, mais ne renoncent pas à faire un usage politique du bulletin de vote.

Dans les isolats métallurgiques, enfin, les pratiques paternalistes, l'individualisme des travailleurs les plus qualifiés, la difficulté éprouvée à concevoir un projet convaincant concernant l'usine, ainsi qu'une structure sociale moins homogène que dans les villages des alentours, atténuent l'ampleur de la vague « rouge » et précipitent son reflux en décembre 1851.

Les années 1848-1851 sont celles d'une mutation profonde des consciences, dont témoignent les résultats électoraux. Les bulletins identiques de Vierzon, de Torteron ou de Ménetou-Couture recouvrent des aspirations et des comportements politiques et sociaux que gomme la simplicité des chiffres. Il ne serait pas moins hasardeux de conclure, au vu des résultats des plébiscites, à un effondrement définitif des idées « rouges » dans les villages berrichons. L'administration, quant à elle, s'en garde bien. Imposant le silence, la répression ou l'intimidation font du souvenir un impératif moral. Socialement, la persistance des inégalités ravive, sinon la révolte, du moins le sentiment de l'inacceptable aux fondements de la contestation « rouge ». Comme hier, ses références continuent d'offrir une interprétation du réel assez vague pour résister à l'écoulement du temps et aux particularismes locaux, assez simple pour intégrer sans dommages les traditions les plus vivaces et les plus populaires, assez politique, enfin, pour se manifester sur ce terrain à la première occasion venue.

## VERS L'OUVRIER MODERNE

### L'essor industriel sous le Second Empire

#### Les facteurs d'accompagnement

L'engouement passé pour la navigation intérieure s'est définitivement reporté sur le chemin de fer. Non sans raison. Il autorise les transports les plus volumineux vers les places les plus lointaines. Gros consommateur d'équipements métallurgiques, il gonfle les carnets de commandes d'usines qui lui doivent, parfois, un sursis de plusieurs années avant que la concurrence ne finisse par s'insinuer, en partie par ses rails.

Les réalisations se poursuivent sous l'autorité du Paris-Orléans. En octobre 1850, la ligne Bourges-Nevers franchit la Loire. Le prolongement vers Saincaize est inauguré en mai. Déjà, la préfecture interroge les communes de la vallée du Cher sur le tracé d'une voie reliant Bourges à Montluçon. En 1862, la ligne est opérationnelle, au moment où le débat rebondit au sujet d'une liaison Nantes-Nevers via Vierzon.

Si l'on met de côté l'autofinancement auquel procèdent les entreprises implantées dans la région, la mobilisation des capitaux progresse à un rythme très modéré, laissant à l'écart de vastes secteurs économiques et géographiques. Dans les campagnes et les petits bourgs, la pratique de l'usure, à travers les ventes à réméré, n'a pas disparu<sup>376</sup>. La situation est un peu différente dans les villes. Encore ne doit-on pas exagérer les facilités financières offertes aux citadins. Après l'échec de la Banque départementale, la capitale du Berry revient aux maisons de banque traditionnelles, modestes, voire étriquées, le plus souvent fondées par des familles enrichies par le négoce et habituées au maniement de l'argent.

Un coup d'oeil sur les déclarations de succession et les inventaires après décès montre, cependant, quelques évolutions significatives. A Bourges, de 1842 à 1862, la valeur moyenne des biens laissés par les adultes dont le décès a donné lieu à une déclaration progresse de 81,4 % pour atteindre 13 280 francs, chiffre qui supporte la comparaison avec ceux obtenus dans diverses agglomérations françaises<sup>377</sup>. Les créances classiques, du type hypothèques, s'accompagnent ici et là, de titres évoquant le capitalisme moderne. Certes, en ce domaine aussi, la prudence est de rigueur : les obligations l'emportent sur les actions, les valeurs émises par l'Etat ou la ville de Bourges sur celles des sociétés privées, tandis que, parmi ces dernières, les chemins de fer inspirent davantage confiance.

#### La métallurgie : concentration et différenciation

##### Des atouts remis en cause

Le prix de la houille, en dépit des hausses enregistrées, balaie les dernières réticences. Dans les années 1855-1864, la tonne revient à 11,90 francs contre 67,05 francs pour son équivalent calorique végétal. Ce succès coûte cher à la sidérurgie berrichonne. A la veille de l'entrée en vigueur du traité de Commerce de 1860, un rapport recense vingt-cinq hauts fourneaux dans le département, dont vingt-deux en activité, parmi lesquels seize fonctionnent exclusivement au bois<sup>378</sup>.

Tant que la demande excède l'offre, des marchés demeurent ouverts à la fonte au bois en faveur de laquelle plaident toujours les critères de qualité. Il en va de même pour les fers au bois. Plusieurs années durant, la société de Rive-de-Gier bloque

<sup>376</sup> AdC, 30 U 247, Boulleret, 1856.

<sup>377</sup> AdC, 1 Q 850-651 ; Domaine, Enregistrement ; Bureau de Bourges, 1842 ; 1 Q 861, 1862.

<sup>378</sup> Rapport du ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, cité par le Comte de Bondy, *Les comptes rendus des travaux de la Société du Berry à Paris*, 7<sup>e</sup> année, (1859-1860), Paris, 1860, p. 131-149.



l'évolution technique de l'usine de Vierzon qu'elle contrôle afin de garantir son alimentation en produits nécessaires à la fabrication de pièces spéciales<sup>379</sup>. Qu'il s'agisse de Châtillon-Commentry ou de Fourchambault-Commentry, les grandes sociétés maintiennent en activité, au moins jusqu'à la fin du Second Empire, les fourneaux au bois nécessaires à l'approvisionnement en fonte de l'usine centrale équipée « à l'anglaise ».

Raisonné dans le cas de groupes aux multiples ramifications régionales, la fidélité au bois s'impose comme l'unique solution pour les établissements demeurés à l'écart des canaux et des rails. Pour la plupart, le traité de 1860 est reçu comme un coup mortel : *"l'avenir de l'industrie métallurgique reposant sur l'emploi du combustible minéral se trouve pour ce département dans une situation précaire..."*, constate Louis Gallicher<sup>380</sup>.

Dans les minières, l'extraction se poursuit à un rythme assez soutenu pour placer le Cher, en 1858, au premier rang des départements producteurs<sup>381</sup>. Après une pointe record à 390 000 tonnes, en 1864, un fléchissement s'annonce<sup>382</sup>. Plus facilement approvisionnés que leurs concurrents, les maîtres de forges berrichons ne surveillent pas moins attentivement l'évolution des prix du minerai. A cette fin, la société Fourchambault-Commentry entreprend de rationaliser les trente-et-une minières situées dans sa mouvance<sup>383</sup>. Techniquement, on substitue à l'écrémage traditionnel, la fouille systématique au moyen d'un réseau de galeries rayonnant autour de puits profonds. On en attend une progression du taux de récupération du minerai de 40 % à près de 100 %. L'évacuation des grandes quantités d'eau drainées par ces aménagements amène la Société à équiper ses chantiers de locomobiles, également affectées à l'entraînement de patouilletts géants.

Cette remise en question des pratiques professionnelles ne va pas de soi pour les mineurs. Passer du creusage d'un trou de quelques mètres de profondeur au calibrage d'un puits et à l'ouverture de galeries à dix ou trente mètres de la surface du sol réclame de nouveaux équipements et compétences. En conséquence, la Société organise des formations à destination des chefs mineurs, lesquels, déclare le directeur, *"doivent comprendre nos idées, et savoir les implanter au sein de la population ouvrière"*<sup>384</sup>. Mais, les mineurs le devinent d'instinct, la technique n'est pas neutre. Socialement, elle plie les travailleurs à une discipline nouvelle derrière laquelle se dessine une perte d'autonomie. L'exigence d'un épuisement maximum des gisements rejaillit, d'autre part, sur le montant des rémunérations. Payés en proportion du minerai retiré, les mineurs déblaient davantage de terres stériles que par le passé sans tirer le moindre bénéfice de ces travaux supplémentaires. Parallèlement, la politique sociale des gérants tend à sédentariser les ouvriers, autre facteur de dépendance accrue vis-à-vis de l'employeur. La fréquence des conflits du travail dans la région de Ménétou-Couture n'est pas étrangère aux efforts déployés par la direction en vue de contrôler l'activité des mineurs<sup>385</sup>. L'extraction à ciel ouvert et l'exploitation individuelle des gisements n'ont cependant pas dit leur dernier mot.

<sup>379</sup> AN, F14 4319 ; Travaux publics, Rapport de l'Ingénieur des Mines, le 30 décembre 1858.

<sup>380</sup> L. Gallicher, *Le Cher agricole...*, op. cit., p. 322.

<sup>381</sup> A. Frémont, *Le département...*, op. cit., p. 206 et suiv.

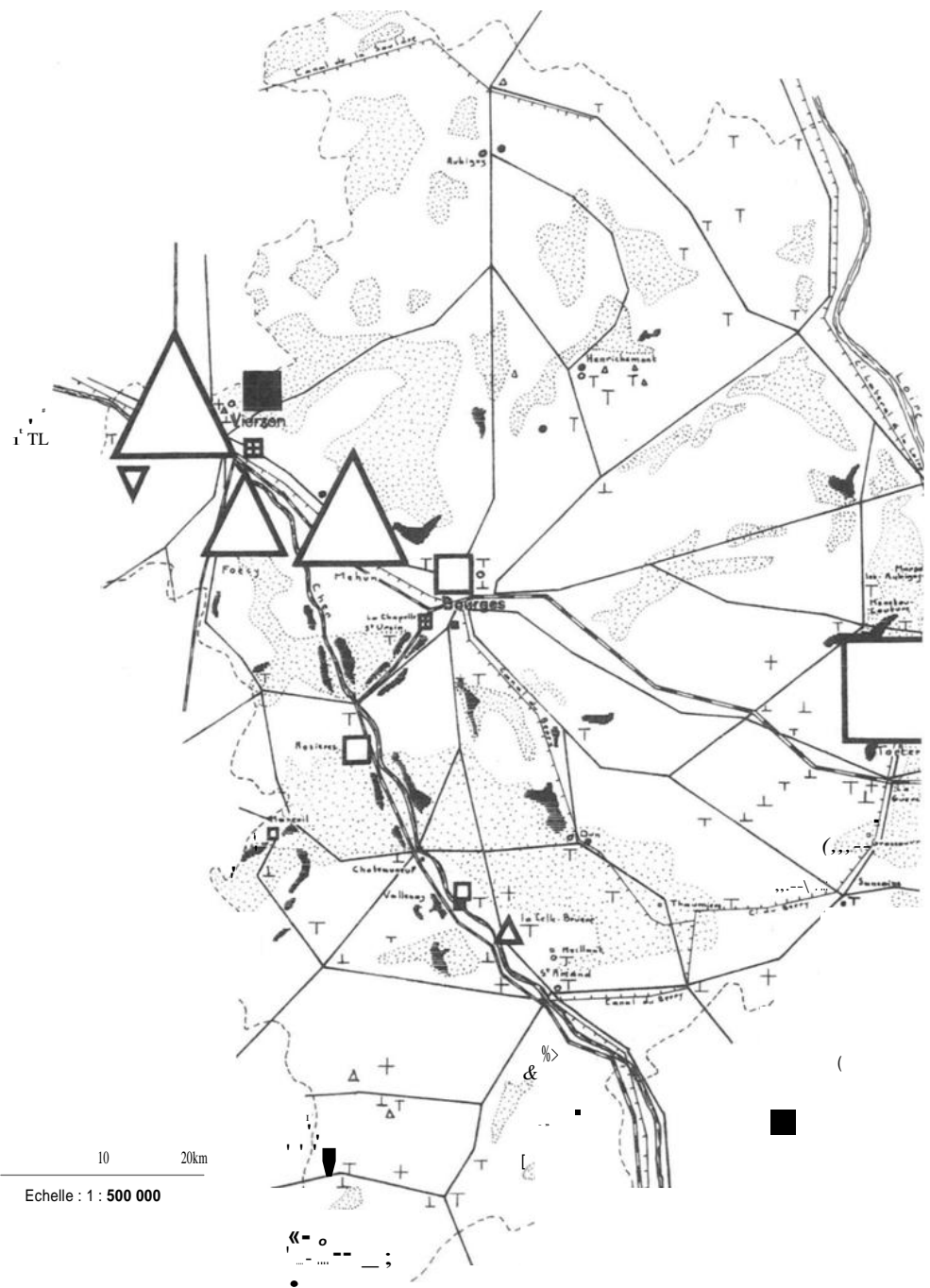
<sup>382</sup> AN, F14 8203 ; Statistique de la France, Nulle série, Statistique annuelle, T. I, 1873, Paris, 1874.

<sup>383</sup> Rapport du directeur des minières de l'Aubois (1855-1859), cite par G. Thuillier, *Aspects...*, op. cit., p. 306 et suiv.

<sup>384</sup> *Id.*

<sup>385</sup> AdC, 33 M 127 ; Grèves ; Saint-Hilaire de Gondilly, mars 1862.

# Activités industrielles à la fin du Second Empire



Dès les années 1860, de nouvelles difficultés se profilent avec l'importation de minerais étrangers, dotés d'une plus forte teneur en fer et d'un atout majeur : leur prix<sup>386</sup>. La Société de Fourchambault cède aux attraits des minerais exotiques, en particulier ceux d'Afrique du Nord et d'Espagne. Les fourneaux de Torteron, eux-mêmes, consomment, en 1867, des minerais ibériques<sup>387</sup>. En métropole, enfin, la Lorraine s'affirme et se détache des vieux bassins français.

### La différenciation

La carte des usines métallurgiques à la fin du Second Empire fait apparaître de grands vides. En vingt-cinq ans, le nombre des localités diminue de moitié : onze contre vingt-deux. Les vingt-cinq hauts fourneaux comptabilisés au plus fort de la production régionale ne sont plus que douze<sup>388</sup>. Pour les forges, le recul prend l'allure d'une déroute. A l'exception de ceux des dernières usines intégrées, les foyers s'éteignent l'un après l'autre.

Par-delà les péripéties douanières, le traité de 1860 intervient moins en fossoyeur de la sidérurgie régionale qu'en révélateur de ses faiblesses et accélérateur de son déclin. Battant en retraite, l'industrie sidérurgique sacrifie le secteur traditionnellement secondaire de la fabrication du fer pour se confondre avec les fourneaux. Minerai et bois obligent. Du moins, pour quelque temps encore.

Avec des moyens inégaux, les rescapés s'orientent vers la transformation : fils et pointes ici, fonte moulée là. Sans cesser d'être une industrie de base, la sidérurgie berrichonne, en recul du côté des volumes, tâche de survivre par la valorisation de ses produits bruts.

La bataille pour la conquête des grands marchés est sévère dans la branche des biens d'équipements. Les fonds nécessaires au fonctionnement des usines s'élèvent constamment. Aussi riches soient-elles, les vieilles familles de maîtres ne peuvent plus suivre, sauf à tout risquer. Sous peine de se condamner à une mort économique plus ou moins rapide, l'association devient obligatoire. Celle-ci revêt des formes variées.

#### *La Société Boigues, Rambourg et Cie : de la coalition d'intérêts à la fusion*

À force d'acquisitions, d'affermages et d'investissements, les Boigues ont édifié, au fil de la première moitié du siècle, un des fleurons du capitalisme familial et régional. Mais dès le milieu du siècle, les structures de la société en nom collectif Boigues et Cie donnent cependant des signes d'épuisement.

Si le minerai et les forêts du Berry justifient toujours la localisation des usines, la question de la houille est posée. Dépendants de fournisseurs extérieurs au groupe et à la région, les Boigues prennent conscience de leur handicap. En avril 1853, l'adjudication à bas prix d'un nouveau contrat d'équipement en tuyaux de la ville de Paris fait craindre de graves pertes financières<sup>389</sup>. L'alerte précipite l'évolution de la Société, alors que les frères Rambourg, concessionnaires des Houillères de Commentry, cherchent à écouler des charbons menus et de qualité inférieure.

Le 17 décembre 1853, la société Boigues, Rambourg et Cie naît de la réunion des biens industriels possédés par les deux familles. Estimé à 24,461 millions de francs, le capital social comprend notamment la mine de Commentry des frères Rambourg - 42,5 % du capital -, les usines des Boigues - 34,6 % -, auxquelles s'ajoutent les établissements de Montluçon, d'Imphy et de La Pique, annexés à l'ensemble<sup>390</sup>. L'heure de l'anonymat n'a pas encore sonné. Les statuts définissent une société en

<sup>386</sup> J. Vial, *L'industrialisation...*, op. cit.

<sup>387</sup> E. Jolant, op. cit., p. 103 et suiv.

<sup>388</sup> A. Frémont, op. cit.

<sup>389</sup> E. Jolant, op. cit., p. 47.

<sup>390</sup> Société de Fourchambault-Commentry et Decazeville, *Livre...*, op. cit., p. 87 et suiv.

commandite. Toutefois, les dimensions de l'entreprise, les nouvelles procédures de gestion, les hommes placés à la tête du groupe amènent un changement qualitatif dans la vie des unités rassemblées.

Rendu plus difficile que par le passé, le jeu des relations personnelles, familiales ou amicales, imprègne encore l'organisation. Indice d'une fusion imparfaite d'intérêts peu préparés à coopérer, la Société conserve une articulation géographique, dont rend compte le système de gérance. On le constate après la démission - une "*petite révolution de palais*" dira l'intéressé - en 1860, de Paul Benoist d'Azy, issu de la branche Boigues et responsable, jusque-là, des usines du Berry et du Nivernais<sup>391</sup>. Jules Hochet, lié au même noyau, lui succède. En pratique la mutation intervenue, apparemment neutre, lèse les établissements de la rive gauche de la Loire. Hochet, en effet, passe le plus clair de son temps à Paris, où l'appellent les délicates négociations commerciales dont il est devenu le spécialiste. L'usine de Torteron tombe ainsi sous la tutelle du directeur de Fourchambault, tandis que grandit le poids de Mony, proche de Rambourg et chargé des unités de l'Allier, en particulier de la fonderie rivale de Montluçon. La mort de Hochet, en 1867, suscite les plus vives inquiétudes dans le Cher. Les écrits de Jolant témoignent de la façon dont les cadres locaux interprètent ces mouvements au sommet du groupe<sup>392</sup>.

À travers les récriminations, les critiques émises, les injustices ou absurdités ressenties, affleurent les problèmes posés par le passage d'une mentalité d'établissement à une logique de groupe, les contradictions résultant de la confrontation des points de vue de l'ingénieur et du gestionnaire. Au sein de la Société, les attaches originelles se desserrent. Le pouvoir de décision quitte, symboliquement, la région. Des liens subsistent encore avec le Berry, incarnés par des hommes apparentés à la génération des fondateurs, avant que la mort ou les responsabilités exercées finissent pas les en éloigner. Si Torteron demeure une des plus belles usines de la Société, l'horizon de ses dirigeants a changé.

#### *Vierzon : les risques de l'absorption*

Mal remise de la secousse de 1846, l'usine de Vierzon intègre, en 1854 et au terme de transactions compliquées, la Compagnie Jackson-Petin-Gaudet, dont le siège, à Rive-de-Gier, est à plus de 300 kilomètres du site berrichon<sup>393</sup>. Nouvelle venue dans un ensemble où les tâches ont été préalablement réparties et dont elle constitue, au moins géographiquement, une branche marginale, l'usine vierzonnaise perd progressivement sa cohérence interne. Plus grave, sans doute, l'établissement subit un blocage du processus de modernisation.

La production de fer au bois continue, mais pour ce qui est du fer à la houille, l'usine doit renoncer à l'autonomie commerciale. Désormais, les flux s'organisent selon les directives centrales de la compagnie. Or, celle-ci dispose d'établissements mieux placés par rapport aux gisements houillers. Ayant tiré le maximum de ce qu'il pouvait attendre du site vierzonnais, le groupe de Rive-de-Gier supporte de plus en plus mal les frais de transport, qui grèvent les 10 000 tonnes de fonte expédiées chaque année depuis Vierzon vers les usines de la Loire<sup>394</sup>. L'achat des hauts fourneaux de Givors, en 1862, signe l'arrêt de mort des installations berrichonnes. Dès l'été 1861, le démantèlement débute avec la suppression de la forge « anglaise »<sup>395</sup>. En 1863, tout est dit. L'usine arrête l'ensemble de ses productions.

Un an plus tard, la Société des Forges de Châtillon-Commentry rachète les bâtiments et les équipements hydrauliques après qu'on ait procédé à la destruction méthodique des installations sidérurgiques. À Paris, le conseil d'administration fixe la nouvelle spécialité de l'usine : la fabrication de fils et de

<sup>391</sup> AdC, J 1112 ; Mazières ; Lettre du marquis de Vogüé, le 18 juin 1865 ; 33 M 56 ; Rapport du commissaire de police, le 30 avril 1860.

<sup>392</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 94.

<sup>393</sup> AN, F14 4319 ; Rapport de l'Ingénieur des Mines, les 30 décembre 1858.

<sup>394</sup> B. Gilles, *La sidérurgie...*, *op. cit.*, p. 211 et suiv.

<sup>395</sup> AdC, 33 M 133 ; Industrie et travail.

pointes en fer.

*L'alternance de la "presse" et du marasme*

À parcourir les bulletins trimestriels de l'administration, à étudier les quelques archives privées accessibles, on est frappé par l'allure saccadée des mouvements qui rythment la vie des établissements. L'originalité de la situation ne réside moins dans le rapport étroit liant la production au niveau des commandes, que dans le caractère de celles-ci, généralement gagnées en bloc, à la suite d'adjudications portant sur de gros marchés. L'équipement de l'usine de Torteron se ressent de cette irrégularité. En 1854, l'adjudication d'un réseau de canalisation pour la ville de Madrid s'ajoute à une grosse commande de projectiles de guerre pour tendre à l'extrême l'effort productif.

*"Les chantiers de moulage, pressés les uns contre les autres, encombrés d'outillage et d'ouvriers travaillant jour et nuit, sans repos ni trêve, dans une atmosphère d'épaisses fumées et exposés aux accidents les plus graves, ne suffisaient plus aux besoins croissants des demandes..."*<sup>396</sup>

La récession qui suit, en 1857, déstabilise l'établissement. Les effectifs s'allègent d'une centaine d'ouvriers pour stagner autour de 400 travailleurs pendant près de deux ans<sup>397</sup>. Dans l'attente de nouvelles adjudications, les expériences se multiplient, toutes axées sur la compression des coûts. Au printemps 1859, la guerre d'Italie relance les commandes de projectiles et amène le développement d'ateliers pour l'outillage, le moulage, le noyautage et l'ébarbage des pièces militaires.

Au regard des investissements réalisés, des chiffres de production, des effectifs mobilisés, l'établissement de l'Aubois tient bien son rang. L'étude des résultats au jour le jour dégage une impression plus mêlée d'évolution en dents de scie. Celle-là même qu'inspire la lecture des rapports périodiques du procureur général, où les résultats d'une saison effacent les précédents. Analyse haletante, sans perspective, économiquement discutable, mais révélatrice de la perception des contemporains, en premier lieu des ouvriers, soumis aux caprices d'une conjoncture insaisissable.

À leur manière, les dirigeants parisiens et les mouleurs berrichons font, après d'autres, l'apprentissage des problèmes inhérents au secteur des biens d'équipement. À tout moment, l'entreprise doit pouvoir répondre aux commandes massives découlant d'un contrat arraché *in extremis* à ses concurrents, se doter à cette fin d'installations coûteuses et financièrement dangereuses en cas de marasme. Torteron n'est pas Rosières, où la spécialisation dans la fabrication d'ustensiles ménagers est assurée un écoulement relativement régulier. On conçoit que la gestion d'un tel ensemble soit délicate, les difficultés propres à l'établissement interférant avec celles d'un groupe qui peine à surmonter ses contradictions internes. De là, ces goulets d'étranglement lors des moments de « presse », ces fréquents décalages constatés entre l'état des capacités productives disponibles et les besoins de l'heure.

*Comprimer les coûts*

L'exemple du moulage des tuyaux traduit le cheminement du progrès technique et des mutations qui s'opèrent au profit des ingénieurs. En 1859, un charpentier élevé au rang de contremaître – A. Denis – tente de "serrer" les moules des tuyaux au moyen d'une "batte" tournant mécaniquement<sup>398</sup>. En vain. Peu de temps après, un chef de fabrication passé par Mazières – Voisin – perfectionne l'idée de Denis. La donne change quand la direction, en la personne de Paul de Clervaux, se penche à son tour sur la question. Le voyage qu'il effectue, en novembre 1861, outre-Manche, en compagnie de William Rees, fournit quelques idées à l'ancien Centralien, qui regagne chargé de notes et de croquis. Aidé des techniciens de l'usine, de Clervaux conçoit un système entièrement nouveau.

<sup>396</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 49 et suiv.

<sup>397</sup> AdC, 33 M 13.

<sup>398</sup> E. Jolant, *op. cit.*

En gros, le système qu'il met au point consiste à couler « debout » dans des fosses, dont les parois servent à fixer la moitié immobile des châssis. Un jeu de charnières permet de faire pivoter la seconde partie de chacun d'eux. Un mécanisme simple, situé au bas du châssis, assure le réglage du noyau central introduit après le sablage de la « chemise ». Façonné à partir d'une tige de fer enrobée d'un mélange d'argile, de crins, de paille, etc., le noyau est descendu verticalement dans le châssis, puis ajusté. Le calibrage de l'ensemble - diamètre et épaisseur du futur tuyau - s'opère au moyen d'un procédé qui n'est pas sans rappeler celui imaginé par Denis<sup>399</sup>. Au final, seul, le directeur-ingénieur a pu et su conduire au terme qu'enregistre le dépôt d'un brevet dûment homologué.

Mais, si l'innovation technique, hissée au rang d'un savoir dont les éléments et les principes reposent plus sur la science que les savoir-faire empiriques, s'impose comme une arme décisive dans la compétition économique, la métallurgie ne continue pas moins de dépendre des hommes en charge de l'acte productif.

Gage de rendements supérieurs, la division du travail progresse dans les plus grandes usines. A Mazières, autour des fourneaux, on ne compte pas moins de dix spécialités différentes: fondeur, garde fourneaux, chargeur, rouleuse de mines, casseur de castine, déchargeur de charbon, chauffeur de machine à vapeur, coqueuse, peseur de fonte...<sup>400</sup> On admettra que la pratique quotidienne puisse se jouer d'une parcellisation trop stricte et administrative. À défaut de pouvoir dire s'il faut voir là la manifestation d'un goût français pour la hiérarchie ou la conséquence de l'indiscipline ouvrière, notons que les contremaîtres s'intercalent plus fréquemment qu'autrefois entre les producteurs directs et les directeurs, les chefs d'atelier ou de fabrication.

Les employeurs ne renoncent pas à agir indirectement sur le procès concret du travail. Le paiement à la tâche, traduction salariale de la relative autonomie ouvrière, s'accommode de longue date aux exigences patronales en matière de cadences et de qualité du travail. Misant sur la cohésion interne des équipes, la direction de Fourchambault-Commentry révisé en conséquence l'organisation du travail. En 1856, Mony souligne, devant les actionnaires, les limites d'une gestion exclusivement soucieuse de « tenir » les rémunérations<sup>401</sup>. Les stimulants salariaux, explique-t-il, diminuent momentanément les revenus du capital, mais apportent, *"dans un temps rapproché"*, une *"compensation dans le progrès de l'habileté de l'ouvrier"*. S'inspirant du système dit de *"la fonte et du charbon en compte"*, traditionnel dans les forges, les dirigeants décident, qu'à partir du 1er janvier 1857, les équipes des fonderies recevront *"en compte"* le sable et les matières nécessaires au moulage, à charge pour elles d'en faire le meilleur usage. Cette responsabilité laissée aux ouvriers n'exclut pas le risque de pertes financières, voire d'amendes en cas de malfaçons. Jolant reconnaît l'effet positif du nouveau mode de rémunération sur la compression des prix de revient<sup>402</sup>.

Louis Reybaud a décrit ce qu'il compare à *"une véritable adjudication annuelle qui s'obtient au feu des enchères"*<sup>403</sup>. Les équipes, précise-t-il, concluent des contrats de fabrication avec l'entreprise au terme d'un marchandage classique, dont les inconvénients sont considérablement atténués par la cohésion et la longévité des unités productives de base. L'accord spécifie la nature des travaux à exécuter *"avec garanties réciproques de la part des bailleurs et des preneurs"*. Optimiste, l'auteur voit dans le système *"une école de dignité"*. Assurés de travailler pendant plusieurs mois à un tarif fixé à l'avance, les mouleurs peuvent *"presser la besogne ou la ralentir suivant les saisons"*. Aussi, regardent-ils *"de plus près aux petits désordres, aux gaspillages d'outils et de matières qui sont d'ailleurs à Torteron incorporés dans le prix des façons et livrés en compte à titre de vente"*. Une gestion du temps plus efficace met fin au travail de nuit et tisse

<sup>399</sup> Id et R. Robin, *Forges...*, op. cit., p. 169.

<sup>400</sup> AdC, J 1112 ; Etat des ouvriers au 30 avril 1855.

<sup>401</sup> Société de Commentry-Fourchambault et Decazeville, *Livre du Centenaire...*, op. cit., p. 90-91.

<sup>402</sup> E. Jolant, op. cit., p. 61 et suiv.

<sup>403</sup> L. Reybaud, *Le fer...*, op. cit., p. 108-110.

ces solides « fils invisibles » chers à Marx, portant un coup d'arrêt au « nomadisme » de l'élite ouvrière et à l'absentéisme du prolétariat rural.

Pour autant, si l'action conjuguée du savoir technique et du pouvoir patronal se concentre sur les machines, les procédés, le choix des combustibles, elle bute sur les gestes, les tours de main ouvriers. L'étau se resserre désormais autour du collectif ouvrier, dont l'autonomie fait l'objet d'un compromis aux allures d'habile récupération. A l'évidence, bien du chemin reste à parcourir. Si la pensée rationalisatrice des ingénieurs semble parfois en avance sur les possibilités de l'époque, le processus n'est pas moins engagé. En attendant que l'atelier soit totalement investi, des pans entiers du domaine minier se plient aux impératifs nouveaux. Hors de l'usine, la politique sociale participe d'objectifs d'enracinement, d'encadrement et de soumission de la main-d'œuvre. A l'intérieur même de l'usine, sans préjuger du mouvement concret des équipes, le règlement détermine précisément les heures d'entrée et de sortie. La réduction du temps de présence - 11 heures au lieu de 12 - octroyée au personnel ne va pas sans un accroissement de l'intensité du travail effectif<sup>404</sup>. Dorénavant, la seule pause tolérée dans la journée est celle du déjeuner.

*Les chances d'un capitalisme régional : la métallurgie spécialisée*

Repreneur, en 1869, de l'usine de Rosières, Jules Roussel, alors âgé de 64 ans, a derrière lui une riche expérience de maître de forges acquise dans l'Ouest<sup>405</sup>. Contraint d'abandonner les établissements qu'il y a dirigés et que l'évolution des marchés a marginalisés, il s'installe en Berry avec ses ouvriers et développe la fabrication d'objets ménagers en fonte qui ont assis sa fortune. A l'instar de ce qui s'est passé à Vierzon, le changement de propriétaire facilite la reconversion.

Avec Célestin Gérard, il s'agit bel et bien, en revanche, d'implantation d'une nouvelle branche industrielle : le machinisme agricole. En 1870, 270 ouvriers travaillent sous ses ordres<sup>406</sup>. En trois étapes - 1861, 1866 et 1869 -, de nouveaux bâtiments ont vu le jour, élargissant l'emprise spatiale de l'usine et de remodeler le quartier de la gare<sup>407</sup>. S'il n'innove pas vraiment, Gérard prend garde à ne pas se laisser distancer par la concurrence. Les aménagements de 1861 permettent ainsi de réaliser sur place le montage des machines à vapeur. A la fin du Second Empire, l'usine de la route de Tours sort trente à quarante locomobiles et soixante-dix à quatre-vingts machines à battre par an<sup>408</sup>.

La brèche ouverte, d'autres entrepreneurs tentent leur chance. Peu réussissent. Ferdinand Del y parvient. En 1860, son établissement, situé route de Bourges, jouit d'une certaine renommée<sup>409</sup>. Trois ans plus tard, Charles Brouhot, également originaire de l'Est, mais pourvu d'un diplôme d'ingénieur, crée sa propre entreprise, route de Paris, après avoir participé au début de la maison Del<sup>410</sup>.

Au moment où l'évolution économique déstabilise ses anciennes places fortes, la métallurgie berrichonne se recompose et s'oriente vers transformation et la mécanique. Qu'il s'agisse de fabrications anciennes - moulage, tréfilerie-pointerie - ou récentes, tel le machinisme agricole, le département dispose d'atouts appréciables : sites, main-d'œuvre, marchés en expansion. A la différence de la sidérurgie, où l'ampleur des capitaux immobilisés et des fonds de roulement exercent une sélection impitoyable, les investissements initiaux sont relativement modestes. Les nouvelles activités, moins dépendantes des matières premières, offrent un terrain favorable à l'émergence d'un capitalisme régional, quelle que puisse être l'origine

<sup>404</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 78.

<sup>405</sup> F. Dornic, « Un des derniers maîtres de forges de l'Ouest : Jules Roussel », *La Vie nouvelle*, mai 1878.

<sup>406</sup> AdC, 33 M 17.

<sup>407</sup> AdC, P 7077-7078 ; Matrice cadastrale de Vierzon-Ville ;

<sup>408</sup> L. Gallicher, *Le Cher...*, *op. cit.*, p. 332 et suiv.

<sup>409</sup> AdC, 27 M 42.

<sup>410</sup> Archives privées, Rapport de la Banque de France, mai 1903 : « Situation industrielle, commerciale, agricole de Vierzon ».

géographique de ses fondateurs.

*Les débuts des Établissements militaires : l'État entrepreneur*

Si les décisions de l'État obéissent à d'autres critères que ceux retenus par les entrepreneurs privés, le choix de Bourges pour l'installation d'une usine d'armement conforte le mouvement en cours de l'industrie berrichonne.

"L'état de délabrement et de vétusté" des fonderies d'État de Strasbourg, Toulouse et Douai, dénoncé, en 1857, par le Comité d'artillerie interpelle les autorités<sup>411</sup>. En avril 1860, le Comité renouvelle son avis et propose de fermer les anciennes usines au profit d'une fonderie unique située à Bourges, où pourrait s'édifier un complexe comprenant un arsenal et une école de pyrotechnie<sup>412</sup>. Un décret approuve le projet en juillet de la même année. Le 2 juillet 1861, une loi en reprend les termes et ouvre un crédit de 1,5 million de francs. Au contraire des prévisions initiales, la construction de la fonderie devient prioritaire. En juin 1865, le Corps législatif a ajourné la réalisation de l'arsenal pour cause de difficultés budgétaires.

Les Berruyers ont les yeux fixés sur le vaste chantier qui, pour la seule fonderie, couvre près de dix hectares. Régulièrement, la presse rend compte de l'avancement des opérations. En octobre 1865, les premiers ouvriers arrivent en provenance de Strasbourg. Avec ses voies ferrées intérieures, la variété et la qualité de l'outillage, la Fonderie de Bourges forme bientôt le site industriel le plus important du département. Seule l'usine de Tarteron supporte encore la comparaison. En 1874, on estime la valeur des installations à 7,186 millions de francs<sup>413</sup>. Le parc des machines constitue à lui seul 54,6 % du total. En 1867, sans compter les bâtiments administratifs et d'habitation, les écuries, les hangars et les réservoirs, on recense quatorze ateliers et magasins, dont une halle de fonderie pour canons, une autre pour la fonte des "*menus objets*", une forerie, une cisellerie, un atelier des fusées, un atelier des ailettes, deux ateliers d'ajustage, un de frettage et un autre de menuiserie...

Les cinquante ouvriers présents à la fin 1867 représentent un contingent bien modeste, mais les capacités de l'établissement laissent présager la création de nombreux emplois qualifiés. La question des marchés, elle se pose en des termes totalement différents de ceux auxquels sont confrontés les établissements privés. Les critères stratégiques qui ont présidé au choix de Bourges sont *a priori* durables. Bourges peut, en conséquence, regarder l'avenir avec confiance. Restent, évidemment, les choix budgétaires et l'évolution de la situation internationale...

### **L'évolution du recrutement**

Afin de répondre aux besoins croissants de bras, des « *ouvriers furent recrutés un peu partout*<sup>414</sup> ». De fait, l'origine des travailleurs de la métallurgie, saisis par les actes de mariage, connaît une évolution intéressante.

Socialement, la stabilité l'emporte. Avec un taux d'hérédité ouvrière de 82 %, les métallurgistes des années 1870 montrent un profil similaire à celui de leurs parents. Mais si l'hérédité professionnelle marque encore le milieu, elle ne recule pas moins de sept points pour s'établir à 34,8 %.

Après être passée par un maximum au milieu du siècle, la mobilité géographique s'atténue et retrouve une allure voisine de celle enregistrée dans les premières années de la Monarchie de Juillet. Moins du tiers des métallurgistes - 31,3 % - a vu le jour hors du Cher. Fortement ancrée dans le prolétariat, la branche se banalise par l'arrivée de travailleurs issus de diverses catégories et couches ouvrières et, plus souvent qu'autrefois, originaires de la région. L'enracinement, recherché par les directions, concourt à ces nouvelles tendances en même temps qu'il les enregistre. Les filières spécifiques qui, jadis, irriguaient l'ensemble du pays, ne

<sup>411</sup> C. Maillat, *Origines...*, *op. cit.*

<sup>412</sup> Archives de l'Armée de Terre (Vincennes), Registre matricule de la troupe. Fonderie Impériale de Bourges. Historique. Non classé (14 octobre 1865- 1<sup>er</sup> octobre 1874).

<sup>413</sup> *Id.*

<sup>414</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 86.



disparaissent pas, mais s'étiolent et se modifient. L'Est de la France, d'où venaient tant de spécialistes, cède le pas devant les zones représentatives de la métallurgie moderne : l'Allier, le Nord, la Seine, Decazeville... Proximité et relations internes des groupes aidant, l'Indre et la Nièvre maintiennent toujours un flux important avec le Cher. Mettons de côté le cas de la Mayenne, dont la présence sur nos listes tient à l'entreprise de Rosières.

Localement, les échanges sont nombreux entre les communes de l'Aubois, que la société Boigues et Rambourg solidarise. Pour le reste, les établissements les plus solides - Mazières, Rosières, Vallenay ou Torteron - drainent vers eux les ouvriers qualifiés des usines en déclin ou fermées - Saint-Baudel, Forge-Neuve, Ivoy-le-Pré, Précý ou Vierzon.

Sur fond de mutations techniques et réglementaires, les fondements sociogéographiques, qui entretenaient le particularisme catégoriel, se désagrègent, ce qui ne va pas sans rejaillir sur les comportements et les représentations.

### **La porcelaine : une confirmation**

En trente ans, l'industrie céramique témoigne, dans notre département, d'un remarquable dynamisme. La valeur de la production marque un quasi triplement entre 1839 et 1870<sup>415</sup>. Le traité de Commerce ne gêne en rien l'activité. Si les importations augmentent, l'essor des exportations suffit à dégager un solde nettement positif, que la guerre de Sécession perturbe sans provoquer la catastrophe redoutée. Au total, la branche bénéficie d'une croissance plus régulière que la métallurgie en proie aux tourments des restructurations.

### **La suprématie des grandes maisons**

Associé à Pépin Le Halleur, qui intervient moins dans la gestion courante, Adolphe Hache mène d'une main ferme la « grande fabrique » de Vierzon, où il a succédé à Pétry au début des années 1850. Stimulé par l'apparition de concurrents, Hache diversifie ses productions. Sans abandonner la « grosse cavalerie », qui a fait la fortune de la maison, la manufacture de Bel Air se lance dans les fabrications plus complexes et mise sur la qualité<sup>416</sup>. Vers 1870, son chiffre d'affaires, évalué entre 1,7 et 1,8 million de francs – réalisé à l'étranger pour près de 45 % - et ses 700 ouvriers placent l'usine en tête de toutes les entreprises vierzonnaises<sup>417</sup>.

Si les deux associés vierzonnaïses concentrent énergie et capitaux sur leur principal établissement, les Pillivuyt entretiennent des rapports plus ambigus avec l'usine de Foëcy. Charles exerce, de fait, la direction de la manufacture, mais les André, qui vivent sur place, au Château, n'entendent renoncer à aucune de leurs prérogatives de propriétaires.

Les relations se tendent. L'industrie céramique traverse une très favorable. Charles Pillivuyt sent le moment venu de voler de ses propres ailes. Désireux de créer sa propre entreprise, il se met en quête d'associés. Thérémim, Dupuis et Grundler forment avec lui une société au capital initial de 600 000 francs, bientôt porté à un million de francs<sup>418</sup>. D'elle naît l'usine de Mehun, qui ouvre ses portes le 1er octobre 1854 au lieu-dit de Beussy, à proximité du canal du Berry et de la route de Sainte-Thorette. Dans l'immédiat, Charles Pillivuyt conserve néanmoins ses anciennes responsabilités à Noirlac et Foëcy.

D'abord préoccupé du devenir de l'établissement de Beussy, il délaisse quelque peu les deux autres fabriques, qui donnent des signes de faiblesse. Le décès de Louis André, en 1861, coupe les derniers liens qui attachaient Charles à Foëcy<sup>419</sup>. Frédéric Monnier, gendre de Louis André, par ailleurs maître des Requêtes au Conseil d'Etat, affiche des ambitions que freinent les structures de la société. La rupture est consommée en 1865. Monnier prend en main les usines de Noirlac et de Foëcy qui, rassemblées sous la

<sup>415</sup> AdC, 27 F 153 ; L. Gallicher, *Le Cher...*, op. cit.

<sup>416</sup> J. Turgan, *Les grandes...*, op. cit., T XII, 1879, p. 205-231.

<sup>417</sup> L. Gallicher, *Le Cher...*, op. cit.

<sup>418</sup> M. Walbaum, op. cit.

<sup>419</sup> "Historique de la Manufacture de Foëcy", *Le Journal du Cher* du 1er juillet 1899.

raison sociale « les héritiers de L. André, M. F. Monnier », connaissent un redémarrage vigoureux<sup>420</sup>. De son côté, la société Charles Pillivuyt et Cie, dont le capital social s'élève maintenant à 1,5 million de francs, reste propriétaire de l'établissement de Mehun<sup>421</sup>. Les Pillivuyt lient dorénavant leur destin à celui de la cité des bords de l'Yèvre.

### **La percée des petites et moyennes entreprises**

L'implantation réussie de l'industrie porcelainière dans le Berry et le Limousin, si elle n'a pas brisé la fonction commerciale centrale de Paris, a entamé son monopole. Les places de province développent leurs réseaux de vente et tendent à court-circuiter la capitale. Le dépôt parisien n'est plus indispensable, ce qui lève l'un des obstacles mis en travers du lancement d'entreprises modestes. En période de croissance, tant que la mécanisation demeure limitée, la rentabilité ne se confond pas avec le gigantisme. L'organisation du travail tenant toujours plus de l'artisanat que de l'industrie proprement dite, rien n'interdit le petit atelier, quitte, le cas échéant, à s'agrandir si la conjoncture et les profits le permettent.

Le premier à tenter sa chance, en 1855, est un marchand de bois de Vierzon, Alexis Larchevêque, par ailleurs propriétaire d'immeubles dans le quartier où il décide de construire son usine, entre la rue Neuve et la rue de la Gaucherie. Autour d'un four unique apte à consommer indifféremment bois ou houille, Larchevêque envisage de créer jusqu'à soixante-dix emplois dès que la fabrique tournera à plein rendement. D'abord associé à Larchevêque, l'ancien receveur des Domaines de Loudun (Vienne), Armand Bazile, par ailleurs neveu de F. Pyat, monte sa propre fabrique à l'emplacement de la première usine Larchevêque, détruite par un incendie.

Les dossiers de demande d'autorisation de construction de fours à porcelaine montrent quels espoirs ont fait naître la réussite des entreprises précédentes. En 1864, un ancien chef d'atelier de la maison Hache, Montifret, établit une petite fabrique route de Tours, à proximité de l'usine de Bel Air.

L'élite ouvrière, à son tour, entre en jeu lorsque, quatre ans plus tard, un ancien modelleur, Ursin Martin, édifie un petit four, route de Tours encore, mais cette fois à Vierzon-Villages, non loin du ruisseau du Verdun. Martin se garde bien de défier les grandes maisons sur le terrain des productions courantes et opte pour les fabrications spéciales telles que les filtres de céramiques. Il en va de même à Mehun, à l'ombre des Pillivuyt.

### **Les porcelainiers**

Au premier abord, l'organisation du travail reste ce qu'elle était autrefois. Les innovations portent essentiellement sur les combustibles sans vraiment modifier le travail des garçons de four. Les progrès observés dans la mécanisation affectent la préparation des pâtes et renvoient à des procédés mis au point dans la première moitié du siècle.

L'évolution des prix de vente témoigne cependant d'une sérieuse compression des coûts<sup>422</sup>. La douzaine d'assiettes blanches, que l'on vendait 10 francs au début du siècle, coûte 6 francs en 1850, 4,50 francs trente ans plus tard. Pour y parvenir, les entreprises réduisent les temps de façonnage, fractionnent les différentes étapes de la production. En amont comme en aval de celle-ci, les postes de travail sont confiés à des journaliers, aux femmes et aux enfants. Si le développement des ateliers de décoration accroît le nombre des ouvriers qualifiés, ces derniers sont minoritaires, quoique dans des proportions variables selon les produits fabriqués et la taille de l'usine. A Vierzon, en février 1858, les professionnels représentent 25 % des effectifs de la maison Larchevêque<sup>423</sup>, contre 37,5 %, en 1860, chez Hache-

<sup>420</sup> *Id.*

<sup>421</sup> M. Walbaum, *op. cit.*

<sup>422</sup> Rapport de la Banque de France, mai 1903.

<sup>423</sup> AdC, 33 M 14.

Pépin Le Halleur en 1860<sup>424</sup>.

Prompts à manifester, comme parents sous les fenêtres d'un inspecteur du travail trop zélé dans la répression des infractions à la loi de 1841 sur le travail d'enfants indispensable aux revenus de familles ouvrières<sup>425</sup>, les porcelainiers ne s'inquiètent pas moins, en tant qu'ouvriers professionnels, de l'augmentation du nombre des apprentis dans les ateliers. Le préambule et les statuts de la "Société civile de crédit mutuel, de solidarité et de syndicat de la Céramique", créée à Vierzon en 1870, exprime leurs sentiments<sup>426</sup> devant *"l'abaissement toujours croissant"* de la profession<sup>427</sup>. Le travail des femmes est abordé sous l'angle de *"la concurrence qui nous est faite au sein des ateliers"*. Réalistes, les militants ne réclament pas leur départ, mais recommandent l'égalité des salaires dès lors que les travaux sont comparables. L'organisation revendique également un système d'apprentissage ambitieux et juste, alliant théorie et pratique et que sanctionnerait un concours à l'organisation duquel les ouvriers seraient partie prenante.

Pour l'heure, la discipline usinière tend à se renforcer. En 1865, un nouveau règlement fixe, à Mehun, les heures d'entrée et de sortie que rythme une cloche confiée à la responsabilité du concierge. Celui-ci doit, impérativement, fermer la porte de l'établissement après un délai de dix minutes<sup>427</sup>. Appliquée à Foëcy, la règle soulève les récriminations des tourneurs et des mouleurs qui, payés à la tâche, aiment alterner, selon leur humeur, les longues et les petites journées de travail, quand ils n'interrompent pas leur ouvrage pour discuter ou aller au cabaret. Si elle ne conteste pas l'application du système aux manœuvres, rémunérés au temps, l'élite ouvrière souhaite protéger ses avantages. À Foëcy, Monnier lui donne satisfaction. Les choses se passent plus mal à Mehun. Pillivuyt, hors de lui, déchire la pétition présentée par les ouvriers et décide de supprimer les dix minutes de battement prévues initialement. Il s'ensuit une grève de cinq jours à laquelle les journaliers se gardent de participer, mais dont la mise en chômage technique, génératrice de divisions, précipite la reprise du travail et l'échec.

Moindre que chez les métallurgistes, l'hérédité ouvrière reste élevée parmi les porcelainiers. Au début des années 1870, 76,9 % d'entre eux sont issus d'une famille ouvrière. Au contraire, l'hérédité professionnelle s'amenuise jusqu'à devenir dérisoire. De 28 % au milieu du siècle, elle chute à moins de 4 % au sortir du Second Empire. Le recrutement s'effectue en premier lieu parmi les fils de journaliers - 38,4% -, en particulier dans les villes. L'origine géographique des céramistes confirme ces premières données. Ainsi le recours aux spécialistes en provenance de l'extérieur du département recule-t-il. Pour l'ensemble de l'échantillon, moins de 10 % des porcelainiers - 9,3 % contre 22,9 % au début des années 1850 – sont nés hors du département. On note, cependant, des écarts importants selon les localités, Mehun et Vierzon concentrant la totalité des « étrangers » recensés. Le repli géographique du recrutement, compatible avec une mobilité de faible amplitude, va de pair avec son extension sociale. Plus que jamais, la profession ouvre la perspective d'une relative promotion sociale aux enfants de journaliers et facilite l'adoption d'un mode de vie urbain et prolétarien.

## La renaissance de la verrerie

### Les nouvelles bases

Plusieurs décennies après l'arrêt du dernier four de verrerie, l'activité reparaît en 1861. Entre-temps, les conditions de production ont changé. C'en est fini des ateliers d'antan, perdus au milieu des bois. La question du combustible subsiste, mais passe après celles des débouchés et des moyens de communication. Aussi, est-ce à Vierzon que Félix Richer décide d'installer une

<sup>424</sup> J. Jenn, art. cité.

<sup>425</sup> AdC, 33 M 96 ; Vierzon, 1851.

<sup>426</sup> AdC, 33 M 159.

<sup>427</sup> AdC, 33 M 120.

fabrique<sup>428</sup>. La période semble propice. La branche se porte bien. Techniquement, l'usage de la houille se répand et Vierzon, grâce au chemin de fer et au canal du Berry, accède aisément aux mines du Centre de la France. Les frères Richer, associés à un certain Rossignol, s'installent donc dans *"les vastes locaux de l'hôtel de la Croix Blanche"*, à l'angle de la place du même nom et de la rue de Grossous. Dans la mesure du possible, l'immeuble a été aménagé afin de répondre à sa nouvelle destination.

Las, les premiers résultats déçoivent. L'entreprise végète et les effectifs ouvriers ne dépassent pas la centaine. En juin 1865, l'usine ferme ses portes. Elle reprend bientôt ses fabrications sous la responsabilité d'Ernest Guenivet, fils du maire de Vierzon-Ville, ancien Centralien qui fut, un temps, directeur de forges<sup>429</sup>.

Variée, la production comprend des objets usuels, des articles limonadiers ainsi que des cristaux de fantaisie et s'écoule hors de la région, en particulier dans le Midi. Cette fois, l'élan est donné.

### **Le métier : technique, savoir-faire et hiérarchie**

#### *L'ambiance*

*"On est frappé, note un spécialiste, par l'agglomération d'ouvriers, souffleurs, grands garçons et cueilleurs entassés sur la plate-forme de travail, à côté du four de fusion, dans une atmosphère suffocante"*<sup>430</sup>. La chaleur... Tous les verriers y reviennent à un moment ou à un autre. La température, il est vrai, atteint couramment 45 à 50° C à proximité des fours, *"Après cinq minutes de travail, en été, on était trempé de sueur"*<sup>431</sup>. En été, les malaises ne sont pas rares. Le reste de l'année, gare au refroidissement brutal, au courant d'air, revivifiant sur le moment, mais désastreux sur des corps ruisselant de sueur et passablement malmenés. La déshydratation oblige enfin à boire. Les anciens parlent d'un demi-litre d'eau toutes les heures.

Le va-et-vient ininterrompu des ouvriers, le balancement des cannes qui se frôlent sans jamais se heurter disent la rigueur d'un ballet où chaque geste participe d'un mécanisme réglé au décimètre et à la seconde près. Cela ne va pas sans discipline et hiérarchie, toutes deux aussi impératives que dures.

#### *Le travail*

L'équipe de base - la « place » - comprend, en plus des chauffeurs, trois à huit ouvriers selon les fabrications, et s'active devant l'un des ouvreaux du four sous l'autorité du chef de place, encore appelé « premier souffleur ». L'ensemble des équipes réunies autour du même four forme une brigade, lesquelles se succèdent toutes les 6 heures, y compris la nuit dans le cas de four Boetius, à l'instar de la verrerie Guenivet du début des années 1870<sup>432</sup>.

En début de poste, le chef de place vérifie l'état de la pâte. À l'aide d'un « ferret », tige de fer plein, il perce la « pinioche » de glaise qui bouche le col du creuset pendant la fusion<sup>433</sup>. A point, la matière ne contient ni particules en suspension ni bulles. Tout retard motivé par un défaut de cuisson augure mal de la qualité et de la quantité des pièces qui seront réalisées dans la journée. Les aides essuient, alors, la mauvaise humeur des ouvriers.

Si tout va bien, le cueilleur de « paraison », un « gamin » plonge le « mors » de la canne, longue de 1,30 à 2 mètres, dans le creuset, en retire la quantité de pâte voulue et l'apporte au troisième souffleur. *"Cueillir le verre n'est pas à la portée du premier venu. Ça vous tourne toujours dans les doigts, la canne ; le verre en fusion, c'est l'équilibre qui le fait tenir ; c'est en tournant toujours qu'on arrive à le maintenir, il faut tourner sans*

<sup>428</sup> AdC, 27 M 46; Hygiène et santé publique ; P. Corbin, « La verrerie de Vierzon », *Le Journal du Cher* du 22 août 1876.

<sup>429</sup> *Id.*

<sup>430</sup> J. Henrivaux, *La verrerie au XXe siècle*, Paris, 1903.

<sup>431</sup> Entretien avec MM. Petit et Wick, anciens verriers de Vierzon, 1979.

<sup>432</sup> AdC, 33 M 66 ; Lettre du 25 novembre 1872.

<sup>433</sup> M. Chabot, *L'Escarbille ou Histoire d'Eugène Saulnier, ouvrier verrier*, Paris 1978, p. 34-35.

cesse"<sup>434</sup>. Seuls les aides expérimentés exercent donc cette responsabilité.

Dans le cas de la fabrication de verre à pied, le troisième souffleur ou « carreur » s'installe sur son banc, pose la canne à l'horizontale sur les accotoirs - les « bardelles » -, la roule d'une main et travaille la « paraison » au moyen d'une sorte de louche en bois, la « mailloche ». Il souffle une première fois afin de percer le verre, puis, debout, souffle à nouveau et ébauche la pièce. Par une série de mouvements de balancier et de moulinet de la canne, il étire la matière et esquisse le futur corps du verre. Également assis, le premier souffleur, tout en continuant d'imprimer à sa canne l'indispensable rotation sans laquelle le verre liquide tomberait, façonne à l'aide d'une « pince à guider » une petite quantité de matière qui, proportionnée, compas en main si nécessaire, est appliquée au fond de l'ébauche afin de réaliser la jambe de la pièce. Il revient au second souffleur de modeler le pied du verre avec le complément de pâte prélevé dans le creuset à l'extrémité d'une tige de fer, le « pontil », et de l'égaliser au moyen d'une planchette, la « palette ». Il est temps, maintenant, de détacher la pièce de la canne, posée à l'horizontale sur une potence. En général, la séparation s'effectue d'un geste sec après avoir pris soin d'humidifier la calotte d'adhérence. Encore malléable, le verre, toujours relié au « pontil », subit d'ultimes retouches.

On l'aura compris, les trois souffleurs sont les hommes-clés de la place. Indépendamment de la hiérarchie, dont rend compte, leur classement, tous maîtrisent parfaitement la technique de soufflage qui permet de gonfler et d'allonger la pâte vitreuse, savent manier les pinces et les ciseaux avec lesquels ils cisèlent, découpent, rognent, modèlent une matière rien moins que docile.

Le métier use. En plus des effets de la chaleur et de la fatigue inhérente aux gestes répétés des centaines de fois dans la journée, les yeux s'abîment à fixer la pâte ardente. Le plus grand danger pour la santé du verrier réside dans l'usage de la canne. *"La dépense de souffle, explique un rapport médical, est la cause d'altérations organiques continues. Les joues distendues et brisées par des efforts répétés retombent comme des poches vides et donnent une expression particulière de fatigue. Intérieurement, la cavité buccale se déforme et les conduits excréteurs des glandes salivaires s'élargissent en entonnoirs d'aspect hideux. La pression de l'air expiré prenant son point d'appui sur les vésicules pulmonaires en rompt l'élasticité et cause de nombreux cas d'emphysème, souvent accompagnés de crachements de sang"*<sup>435</sup>.

Le verre cueilli, véritable boule de feu de 900 et quelques degrés, porte la température de l'air présent dans le conduit intérieur de la canne à plusieurs centaines de degrés. À son contact, les tissus de la gorge et des joues du souffleur subissent des lésions, qui peuvent aller jusqu'à provoquer des déchirures ouvertes à toutes les infections. Mais il y a plus. Les cannes passent, en effet, d'un verrier à l'autre. La maladie d'un seul ouvrier suffit à contaminer tous les souffleurs d'une place. Phtisie et syphilis reviennent avec insistance dans les études sanitaires<sup>436</sup>.

Le code de l'honneur en usage dans une profession où la rudesse, sinon la brutalité, soudent les collectifs d'hommes fiers de leur résistance physique, interdit de prêter attention aux risques du métier. Le fatalisme et le manque d'instruction font le reste. *"Il ne faut pas attendre des ouvriers, volontiers sceptiques en cette matière, et malheureusement trop ignorants qu'ils prennent des précautions hygiéniques dont ils ne soupçonnent pas la valeur"* remarque un inspecteur du travail<sup>437</sup>.

En foi de quoi, *"sous l'influence de ces causes diverses de fatigue et d'insalubrité, l'ouvrier verrier se trouve usé en général à 40 ou 45 ans et s'il tient à poursuivre la carrière, il ne le peut que grâce à l'emploi de petits tours"*<sup>438</sup>. Au nombre de ces derniers, on retiendra l'absorption d'un peu d'eau de vie qui,

<sup>434</sup> *Id.*, p. 44.

<sup>435</sup> AN, F22 505 ; Travail et sécurité sociale ; Rapport Bérard, présenté devant le Comité consultatif des Arts et Manufactures, le 21 octobre 1885.

<sup>436</sup> AN, F22 506 ; Rapport Campredon, présenté au Xe congrès d'hygiène et de démographie tenu à Paris en 1900.

<sup>437</sup> *Id.*

<sup>438</sup> AN, F22 505 ; Rapport Bérard.

mêlée à l'air expiré, se transforme en vapeur dont la dilatation seconde les défaillances pulmonaires...<sup>439</sup>

Le travail va vite, très vite, ce qui concourt à l'usure prématurée des organismes. À la fin des années 1870, une place produit en moyenne 600 verres à pied par jour<sup>440</sup>. Ce rendement serait impossible sans la présence des « gamins », qui assurent la liaison entre l'ouvreur, le marbre et le banc. Chaque professionnel a son aide. En plus du cueilleur de paraison, déjà nommé, citons le cueilleur de jambe et le cueilleur de pied qui, comme leur nom l'indique, amènent la quantité de pâte voulue aux premier et second souffleurs. L'apprenti le plus jeune, le moins expérimenté, le « porteur à l'arche », est chargé d'amener les pièces achevées dans le four à recuire, situé au-dessus du grand four, afin d'empêcher un refroidissement trop rapide qui, par effet de « trempe », rendrait le verre cassant.

Grâce aux moules, la fabrication d'objets aux formes compliquées - vases à fleurs, assiettes... -, de bouteilles ou de flacons demande moins de temps que celui des verres à pied. Dès que le « gamin » a cueilli la paraison, un apprenti monté en grade, le « grand garçon », la modèle, l'allonge et la roule sur le « marbre »<sup>441</sup>. Il arrive que le souffleur effectue lui-même cette opération. Quoi qu'il en soit, à l'issue du passage au « marbre », le souffleur introduit l'extrémité de la canne dans le moule monocoque en bois qu'un apprenti lui présente et qu'il plonge régulièrement dans un bac d'eau pour éviter son embrasement ou sa déformation. On utilise aussi des moules en fonte, que le « gamin » ouvre et ferme au moyen de bras métalliques reliés aux deux moitiés du moule. Avant le début de la journée, l'apprenti prend soin de préparer les moules, qu'il passe dans l'arche à recuire. Cette précaution empêche le défaut d'adhérence du verre au contact de parois froides. Dans les années 1870, à Vierzon, une place produit de 800 à 2 000 gobelets par jour<sup>442</sup>. Les moules utilisés pour la fabrication des plus grosses pièces pèsent jusqu'à quinze kilos, que l'apprenti doit soulever, tremper dans un bac d'eau sans perdre la cadence.

Au sortir du four à recuire, les pièces subissent un examen attentif. Certains défauts - les « bouillons », les « points », les « crachats », etc. - proviennent d'un affinage incomplet ou du manque d'attention apporté, avant le cueillage ou le moulage, au brossage des poussières accumulées sur les outils. Un dosage maladroit produit quelquefois des « infondus » regrettables. Mais les creusets ont aussi leur part de responsabilité. Des morceaux du creuset - ou du four - se détachent accidentellement et perturbent la composition du mélange. De là découlent les filaments vitreux, « larmes », « cordes » et autres « schlagues », dont on prévient la formation en « rablant » les particules qui flottent à la surface du creuset. Enfin, si la température du four descend en dessous du point de fusion, des éléments cristallisés apparaissent, qui altèrent la pureté, la limpidité et la résistance du verre<sup>443</sup>.

Les pièces les plus délicates passent par l'atelier de taillerie, situé à l'extérieur de la halle de travail. Là, alignés le long d'une grande table, des ouvriers les retravaillent<sup>444</sup>. Après un dégrossissage à la meule métallique, le verre est travaillé à l'aide d'une meule en grès. Le polissage s'achève au moyen d'une roue à surface de bois ou de liège. Le jeu des prismes ainsi obtenus réfracte la lumière et donne au verre taillé les « feux » qui le distinguent des produits ordinaires.

#### *Les "gamins" : un apprentissage douloureux*

*"Les ouvriers verriers ne peuvent absolument pas travailler sans les apprentis qui sont leurs servants", explique un patron, inquiet, dans les années 1870, d'une stricte application de la loi*

<sup>439</sup> *Id.*

<sup>440</sup> *Album industriel et financier illustré*, Paris, 1881.

<sup>441</sup> A. Theuriet, "Prétexte", in J.-C. Rosé, *Le verrier*, Paris, 1980, p. 7-8.

<sup>442</sup> *Album industriel...*, *op. cit.*

<sup>443</sup> J. Henrivaux, *La verrerie...*, *op. cit.*, p. 275-289.

<sup>444</sup> *Album industriel...*, *op. cit.*

sur le travail des enfants<sup>445</sup>. Pour que les choses soient claires, l'industriel ajoute qu'un *"début à dix ans est déjà trop tardif"*. Avis que partage l'inspecteur du travail qui, cynique, note qu'il vaut mieux *"accoutumer"* très tôt les enfants *"car la souffrance du verre dévorera infailliblement tous ceux qui n'y sont pas habitués de bonne heure"*<sup>446</sup>.

L'utilité des aides ne fait pas de doute. La situation vierzonnaise le confirme. Au printemps 1870, près de la moitié – 137 – des 285 ouvriers de l'usine Guénivet sont des enfants, dont 67 n'ont pas douze ans<sup>447</sup>. C'est là le taux le plus élevé de tous les établissements industriels du département. Traditionnellement, les enfants de verriers ont la priorité, quand ce n'est pas l'exclusivité.

Si la tendance concerne la plupart des professions, elle est particulièrement marquée parmi les verriers, dont le recrutement est d'autant moins aisé qu'ils sont volontiers nomades. Lors de la fermeture, en 1865, de la verrerie Richer et Rossignol, le maire de Vierzon souligne que beaucoup de travailleurs licenciés sont *"étrangers à la localité"*<sup>448</sup>. En 1872, 40,6 % des 155 verriers dénombrés sur les listes nominatives du recensement ont vu le jour dans le Cher, dont 7,7 %, seulement, à Vierzon<sup>449</sup>. De fait, plus de la moitié des verriers - 51,6 % - sont originaires de départements non limitrophes du Cher. Comme autrefois, l'Est demeure la principale région pourvoyeuse.

Qu'ils soient ou non enfants de verriers, les « gamins » savent que l'apprentissage sera dur. Le premier jour de travail est souvent traumatisant. *"Le gamin qui entrain ça lui faisait peur de voir tous ces verres s'entrecroiser de tous les côtés, mais personne ne voulait se dégonfler"*<sup>450</sup>. Long, l'apprentissage peut s'étaler sur sept à huit ans. Serviteur au sens élémentaire du terme, l'apprenti doit répondre aux attentes des adultes. Aussi bien est-ce à lui que l'on confie les commissions ordinaires : aller chercher le repas, la boisson, mettre des pommes de terre dans le four à recuire... Il lui revient encore d'approvisionner le baquet d'eau dans lequel rafraîchissent les outils, de placer ceux-ci à portée de main des ouvriers, de veiller à la propreté de la place à l'issue de la vacation.

À l'occasion des pauses, ils « bricolent ». Lorsque le chef de place estime que l'un d'eux sait tenir un « ferret », il l'intègre en double au sein de l'équipe, à titre de cueilleur de jambe ou de pied. S'il a de l'ambition, le jeune garçon ne songe plus qu'à « remonter la place » et devenir cueilleur de paraison. Tôt ou tard, pour peu que le premier souffleur ne soit pas mauvais bougre, l'apprenti est autorisé, en fin de journée, à manier la canne devant l'ouveau. Bien du chemin reste, cependant, à parcourir avant d'entrer définitivement reçu parmi les adultes en qualité de troisième souffleur. Entre-temps, le cueilleur doit profiter des pauses pour s'exercer à souffler sous les encouragements des compagnons. Peu importe l'allure des premières ébauches qui, invariablement, rejoignent le tas des « bousillés ».

La bienveillance des ouvriers pendant les temps de repos cesse avec la reprise du travail. Il en va du montant des gains journaliers, proportionnels au nombre de pièces réalisées. Coûte que coûte, le gamin se plie à la cadence donnée par les ouvriers confirmés. L'énervement provoqué par la chaleur, la fatigue, les pièces ratées et l'abus de boissons alcoolisées, joint à la tradition de rudesse de la profession, a tôt fait de transformer l'apprenti en souffre-douleur. Gifles, coups de poing ou de pied sanctionnent la moindre étourderie, voire tombent, sans raison apparente<sup>451</sup>. La canne, elle-même, sert à maltraiter les jeunes garçons avec les risques de brûlures graves que l'on devine. Les jambes, les bras, les poignets, le visage, les joues, les lèvres... portent les stigmates d'un dressage mêlant brutalité gratuite et épreuve initiatique.

<sup>445</sup> AN, F22 505 ; E. Gérard, « De l'application de la loi sur le travail des enfants dans ses rapports avec l'industrie de la verrerie ».

<sup>446</sup> AN, F22 506 ; Rapport Campredon.

<sup>447</sup> AdC, 33 M 18 ; Questionnaire sur les manufactures et les usines occupant plus de 20 ouvriers et apprentis, avril 1870.

<sup>448</sup> AdC, 33 M 133 ; Lettre du 26 juin 1865.

<sup>449</sup> AdC, 3 M 61 ; Dénombrement de 1872, Vierzon-Ville et Vierzon-Villages.

<sup>450</sup> Entretien avec MM. Petit et Wick, anciens verriers de Vierzon, 1979.

<sup>451</sup> *Id.*

Les enfants affectés au moulage sont les plus malmenés. Au premier retard dans la présentation des moules, que favorisent la fatigue et l'engourdissement consécutif à la monotonie des gestes, les coups pleuvent sans avertissement. Assis à même le sol, le gamin n'est pas en position de les esquiver. La « glette », redoutable goutte de verre en fusion détachée volontairement sur la main de l'aide, terrorise les jeunes<sup>452</sup>.

"Supers ouvriers"<sup>453</sup>, les verriers, véritables hommes du feu, capables de façonner une matière incandescente, cultivent un solide quant-à-soi corporatif. Dans l'atelier, la seule hiérarchie reconnue repose sur la compétence. Une fois les tarifs arrêtés au terme d'un marchandage de règle dans la branche, chacun s'en retourne à sa tâche, le patron dans son bureau, l'ouvrier vers sa place. Nul maître ne s'aviserait d'imposer des consignes de silence ou de tempérance. Jusqu'en plein XXe siècle, la halle des verriers reste un lieu où l'inhumanité des conditions de travail autorise tous les cris, toutes les chansons - obscènes ou politiques<sup>454</sup>, en même temps qu'une désastreuse consommation de boissons<sup>454</sup>. Unité de base, la place soude les hommes qui la constituent. Au-delà, la halle forme un ensemble cohérent, coupé des bureaux et des magasins, où les nouvelles, petites et grandes, circulent sans obstacle physique ou réglementaire. En cas de différend, salarial ou autre, et à défaut d'action collective, le verrier a tôt fait d'exiger son compte, d'emporter ses outils et de partir proposer ailleurs une qualification recherchée qu'aucune mécanique n'a encore remise en cause<sup>455</sup>.

## De nouvelles activités

### Des fours à chaux aux cimenteries

À première vue, la situation des fours à chaux reste marquée par la prédominance des installations rurales aux productions intermittentes. "*Chaque commune a pour ainsi dire le sien*", remarque Fremont au début des années 1860<sup>456</sup>. Déjà, pourtant, un processus de concentration s'amorce.

En 1864, Charles Daumy est autorisé à allumer un premier four à Marseilles-les-Aubigny, au cœur du futur « bassin cimentier de Beffes »<sup>457</sup>. Cinq ans plus tard, huit fours fonctionnent sous son autorité, à proximité du canal latéral à la Loire.

### La diffusion de la confection

À la confection pour hommes apparue sous la Monarchie de Juillet, s'ajoutent, sous le Second Empire, la confection pour femmes et la lingerie. Complexe, la branche repose sur un système de sous-traitance impulsé depuis Paris, dont les négociants distribuent l'ouvrage, notamment à Vierzon, aux femmes d'ouvriers qui l'exécutent à domicile ou dans de petits ateliers<sup>458</sup>. Le travail se diffuse également dans les campagnes par l'intermédiaire d'établissements-relais localisés dans les chefs-lieux de canton<sup>459</sup>. A Torteron, où le marché du travail n'offre guère de perspectives aux femmes, la Société, soucieuse de "moraliser" les jeunes filles, fonde un ouvroir et en confie la gestion aux Soeurs de Saint-Vincent de Paul<sup>460</sup>. Trente à quarante adolescentes, réparties en quatre ateliers, réalisent des vêtements et cousent 5 000 à 6 000 paires de gants par an. Notons encore que l'ouvroir est équipé des deux premières machines à coudre signalées dans le département.

## L'évolution des localités industrielles

### Le cadre démographique général : fléchissement et migrations

<sup>452</sup> L. et M. Bonneff, *l'Humanité* du 19 décembre 1912.

<sup>453</sup> M. Rebérioux, « Postface », à M. Chabot, *op. cit.*, p. 271.

<sup>454</sup> Entretien avec MM. Petit et Wick, anciens verriers de Vierzon, 1979.

<sup>455</sup> M. Chabot, *op. cit.*, p. 69.

<sup>456</sup> A. Frémont, *Le département...*, *op. cit.*, p. 225.

<sup>457</sup> AdC, 27 M 38.

<sup>458</sup> A. Pauquet, *Recherches...*, *op. cit.*, p. 26-29.

<sup>459</sup> Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, T. II, Paris, 1908.

<sup>460</sup> L. Reybaud, *Le fer...*, *op. cit.*; G. Thuillier, "Les problèmes...", art. cité.



De 1851 à 1872, la population du Cher s'accroît de 28 633 habitants, soit une progression de 9,3 %, supérieure à celle du reste du pays, mais en retrait sur les 19,8 % enregistrés au cours des vingt années précédentes<sup>461</sup>. L'ultime dénombrement marque même un léger recul par rapport à 1866, en relation avec la guerre. Sur la base du seul mouvement des naissances et des décès, le département aurait dû enregistrer un gain de 40 644 personnes entre 1851 et 1866, au lieu des 29 854 constatés. La différence tient au solde négatif des migrations. Le Cher paye son écot au développement de l'agglomération parisienne.

L'évolution des cantons de Mehun, Vierzon, Bourges et Aubigny traduit une redistribution de la population au profit des villes et au détriment des cantons qui les bordent. Une approche globale semble confirmer l'hypothèse. Avec 26,7 % de citadins, le département demeure en deçà du taux national, mais la croissance de la population urbaine - + 23 500 habitants - équivaut à près de 80 % de celle de la poussée démographique et bénéficie en premier lieu aux localités industrielles.

En l'absence de transformations radicales des structures économiques et sociales berrichonnes, les campagnes atteignent leur capacité maximum de peuplement. Ce qui n'empêche pas certains de tirer argument de l'augmentation des salaires dans l'agriculture pour évoquer un manque de bras. Une enquête ouverte, à ce sujet, en 1858, relativise l'ampleur de l'exode rural, notamment là où *"le travail industriel s'allie (...) au travail agricole et se substitue à lui lorsque celui-ci vient à se ralentir"*<sup>462</sup>. Selon le sous-préfet de Saint-Amand, l'emploi *"pour ainsi dire général des machines à battre supprime une grande quantité d'ouvriers dans toutes les fermes"*<sup>463</sup>. Une nouvelle enquête, lancée huit ans plus tard observe que le remplacement de la faucille par la faux réduit le nombre des salariés engagés lors des moissons, mais doute que le recours aux machines agricoles ait entraîné une réduction des effectifs ouvriers<sup>464</sup>. Les enquêteurs concèdent toutefois l'influence de l'émigration sur l'existence, ici et là, de tensions sur le marché du travail. À ce propos, l'étude confirme que les premiers à partir sont les jeunes célibataires, les filles plus que les garçons et, en priorité, le prolétariat sans qualification des journaliers et des terrassiers. Mais le saut se limite parfois à une installation dans le chef-lieu de canton.

Les périodes de crise alimentaire accélèrent le mouvement, notamment vers les villes où les secours sont plus efficaces. Pendant l'hiver 1867, le procureur général note un *"encombrement de bras"* dans les agglomérations et la forte augmentation des inscriptions à leurs bureaux de charité, phénomène attribué à l'exode rural<sup>465</sup>. Un an plus tard, la persistance du *"malaise général"* renforce l'émigration, cette fois en direction de la capitale et des grandes villes<sup>466</sup>. L'attraction parisienne, les exutoires ouverts par les voies de communication offrent des perspectives nouvelles. Sans cesser de livrer ses matières premières aux autres régions, le département leur cède aussi, désormais, sa population.

## Urbanisation et industrialisation

### Vierzon

Après avoir marqué le pas au début des années 1850, l'agglomération vierzonnaise renoue vite avec la croissance démographique. Sa population progresse ainsi de 21 % en vingt-et-un ans.

Le dynamisme de Vierzon-Ville contraste, cependant, avec la quasi-stagnation de Vierzon-Villages, qu'expliquent les déboires des forges, son principal établissement industriel. La reconversion en tréfilerie, puis l'apparition d'ateliers de construction mécanique et un relatif engorgement de la commune-centre finit toutefois par

<sup>461</sup> Statistique de la France. Mouvement de population, 1<sup>ère</sup> partie, T. II, IV, X, XI, XVIII et XX.

<sup>462</sup> AdC, 33 M 55 ; Rapport du préfet, le 2 novembre 1858.

<sup>463</sup> *Id.*, Rapport du sous-préfet de Saint-Amand, le 28 octobre 1858.

<sup>464</sup> AdC, 31 M 192; Agriculture; Enquête sur la situation et les besoins de l'agriculture.

<sup>465</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du 6 janvier 1867.

<sup>466</sup> *Id.*, Rapport du 4 avril 1868.

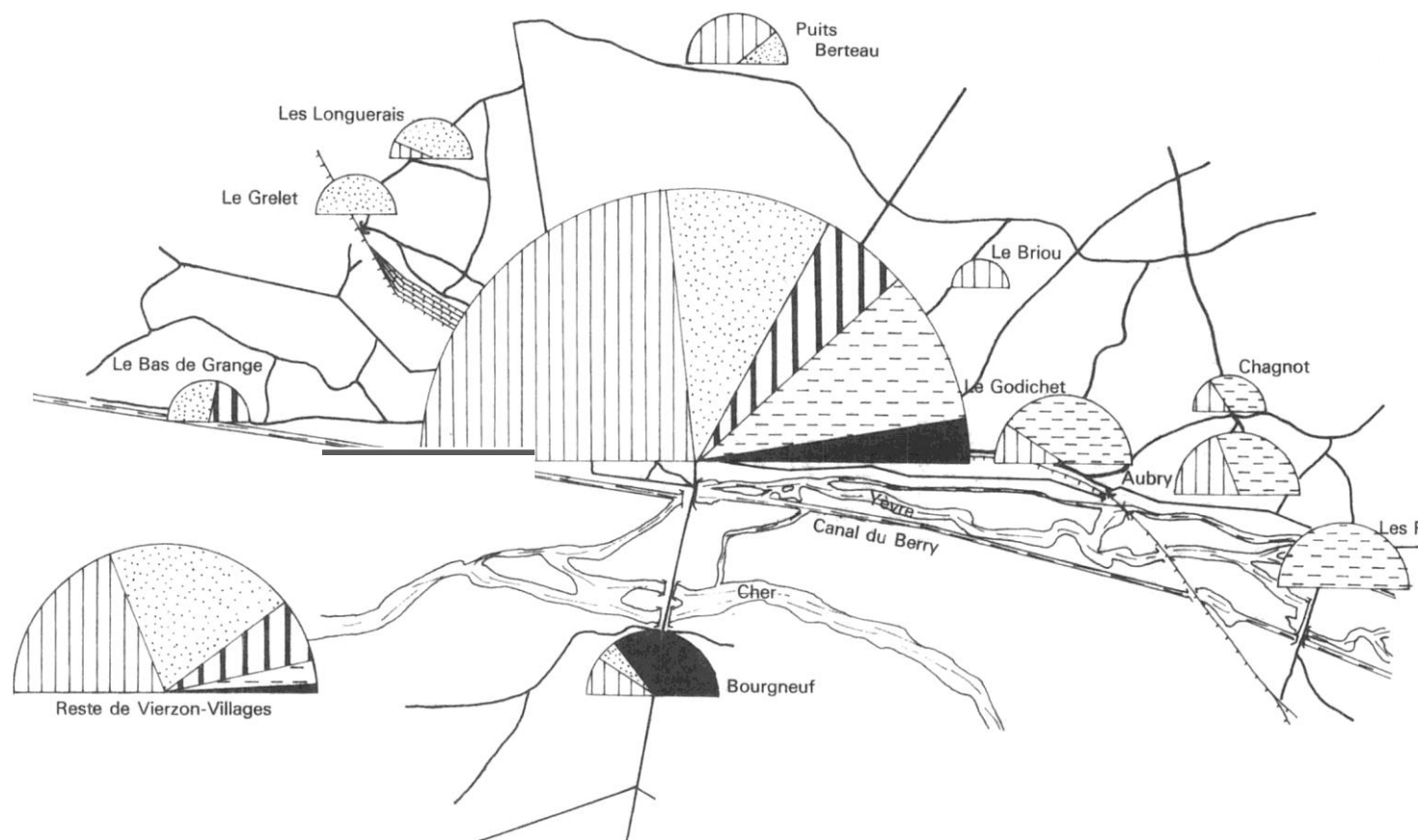
ranimer son homologue périphérique qui, de 1866 à 1872, absorbe l'essentiel du croît démographique de l'agglomération.

Le caractère ouvrier de la société locale s'accroît. En 1861, la porcelaine et la métallurgie emploient 12,50 % des chefs de ménage actifs, en progression de 5,3 points sur 1836<sup>467</sup>. Avec les verriers, qui commencent à apparaître sur les listes nominatives, le monde des usines regroupe 12,84 % des chefs de ménage actifs, talonnant de très près l'ensemble hétérogène des travailleurs de l'artisanat et du bâtiment - 13,8 % - dont la proportion n'a pas varié en vingt-cinq ans. Au regard du poids des manœuvres - 21,4 % -, dont beaucoup travaillent dans des manufactures, tout laisse supposer que les usines ont d'ores et déjà pris l'avantage. Quant à la batellerie, à laquelle l'ouverture du canal du Berry semblait promettre un bel avenir, elle régresse et n'occupe plus que 4,8 % des chefs de famille actifs, contre 11,22 % sous la Monarchie de Juillet. En 1861, le travail de la terre intéresse encore près d'un habitant sur deux à Vierzon-Villages - 48,9 % - contre 23,6 % à Vierzon-Ville. La proportion des journaliers varie de 19,5 % des chefs de ménage actifs à 32 % selon que l'on considère la commune-centre ou sa périphérie.

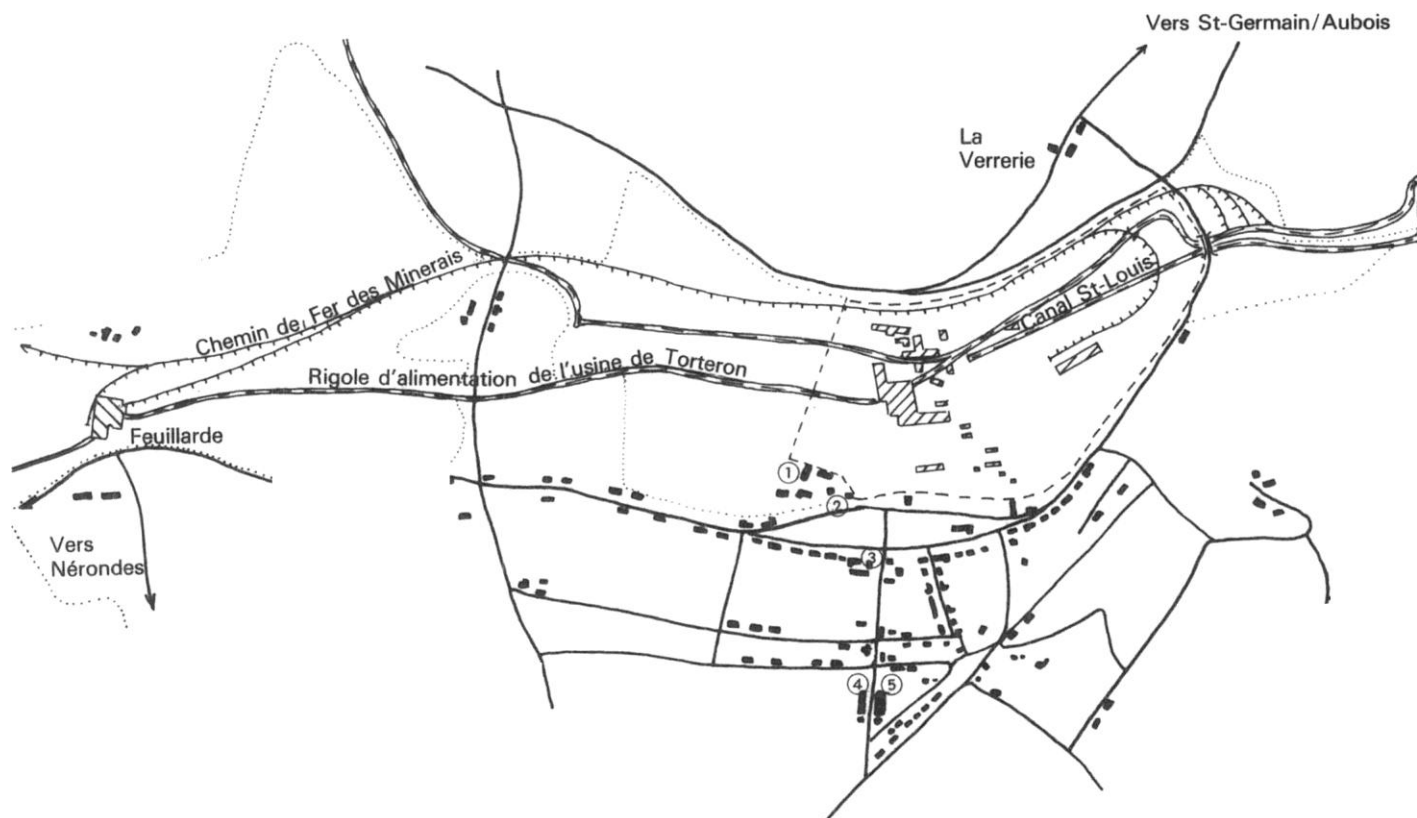
Au regard du passé, les contrastes s'atténuent. Les usines du centre recourent de plus en plus aux services de manœuvres et de journalier, dont la proportion progresse de quatre points à Vierzon-Ville, entre 1836 et 1861. Inversement, elle recule de 5,6 points à Vierzon-Villages. De la même façon, les métallurgistes essaient désormais dans toute l'agglomération. Pour la céramique, si les unités de production se concentrent toujours à Vierzon-Ville, 15 % des porcelainiers résident à Vierzon-Villages.

L'habitat n'évolue pas aussi rapidement. La dispersion en plus d'une dizaine de petits hameaux de 200 à 350 habitants tranche sur l'allure urbaine du centre qui n'en conserve pas moins des densités modestes. L'agglomération conserve un développement horizontal, à base de maisons basses inspirées des modèles ruraux environnants. Ce trait dominant devient exclusif en périphérie, tandis que plusieurs hameaux de Vierzon-Villages font jonction avec les faubourgs de Vierzon-Ville. L'agglomération gagne en cohérence interne du double point de vue social et urbain, au détriment des anciennes spécificités de Vierzon-Villages en voie de satellisation. À l'échelle des quartiers et des rues, les particularismes socioprofessionnels se renforcent. La proportion des métallurgistes parmi la population totale oscille entre 9 et 26 dans les quartiers et hameaux de la "Forge", de Chagnot, du Village-Aubry ou de Godichet, contre 2,88 % sur l'ensemble de la localité. Pour leur part, les porcelainiers se regroupent au Grelet, aux Longueraies et au Bas-de-Grange - où ils cohabitent avec les verriers - à proximité des usines de la route de Tours, du Quai de Grossous, des rues de la Gare, de Paris et des Ateliers.

<sup>467</sup> AdC, 3 M 23 ; Dénombrement de 1861, Vierzon-Ville et Vierzon-Villages.



Vierzon-Villages



### Torteron

Au sud, le long du Cher, Bourgneuf s'individualise en centre secondaire avec ses artisans et ses charpentiers en bateaux, cependant qu'au nord et au nord-est, les hameaux du Brioux et de Puits Berteau, au milieu des champs et à proximité de la forêt, rassemblent nombre d'agriculteurs, de vignerons, de journaliers et de travailleurs des bois. La différenciation en cours fait resurgir le vieux démon de la partition, laquelle menace, cette fois, Vierzon-Villages, qu'à deux reprises, en 1850 et 1855, il est question de scinder en trois communes distinctes : Forges, Village et Bourgneuf<sup>468</sup>.

#### Torteron : l'usine et la cité

En vingt-et-un ans, la population de Patinges fait plus que doubler, transformant le village, d'autrefois en un petit centre industriel, dont l'agglomération principale, autour de l'usine, compte 1 812 des 2 500 habitants de 1872<sup>469</sup>.

L'agrandissement du parc immobilier, dont le solde net s'accroît de 175 unités entre 1851 et 1870<sup>470</sup>, peine à suivre la poussée démographique. Les loyers connaissent une forte hausse, tandis que la sous-location et l'accueil de pensionnaires se répandent. Un plan d'ensemble de 1867 donne la mesure de l'extension du domaine de la Société Boigues et Rambourg sur les territoires de Patinges et de Ménéton-Couture<sup>471</sup>. La cité, ébauchée dans la première moitié du siècle, a pris forme. Au sud de l'usine, délimitée par un mur, le maillage géométrique des rues et des boulevards trahit le volontarisme patronal qui préside aux destinées de la localité. Une partie des artères convergent vers un Rond-Point d'envergure, cependant que la Grande Rue débouche sur la principale entrée de l'usine. *"À la place des bois, des sentiers encombrés de laitiers et à peine frayés, qui serpentaient à travers champs, on ouvrit de larges et belles rues bordées de trottoirs et garnies d'arbres"*<sup>472</sup>.

<sup>468</sup> A. Pauquet, *op. cit.* ; AdC, 317.0.1 ; Affaires communales diverses, Vierzon-Villages, 1855.

<sup>469</sup> AdC, 28 M 90 ; Dénombrement.

<sup>470</sup> AdC, P 6997 et 6998 ; Matrice cadastrale de Torteron.

<sup>471</sup> AdC, 8 S 12 ; Travaux publics ; Exploitation du minerai de fer.

<sup>472</sup> E. Jolant, *op. cit.*

Village industriel, Torteron échappe à l'alignement monotone des corons. De larges espaces réservés aux jardins et aux constructions futures subsistent entre les maisons. Il semble que l'on ait vu trop grand. Ainsi, l'église bâtie face à l'école des garçons, à proximité du Rond-Point, est-elle à l'écart de l'espace habité. Ce dernier n'épouse pas toujours le tracé des artères censées le canaliser. La Société, en effet, ne se charge pas du logement de ses employés. L'ambition de rassemblement qui l'anime est ainsi contrebalancée par le souci des propriétaires individuels de parcelles de lotir en priorité la section de la route de Nérondes qui, traversant la commune, dessine une sorte de village-rue bordé, au nord, par le domaine de l'usine et, au sud, par un chapelet de maisons construites sur un seul niveau, à l'exemple des petites fermes berrichonnes.

Reléguée à l'arrière-plan social, l'agriculture n'intéresse plus, en 1861, que 16 % des habitants, dont 11,7 % de journaliers qui, en hiver, travaillent parfois dans les bois pour le compte de l'entreprise métallurgique<sup>473</sup>. Celle-ci emploie, directement ou indirectement, près de 70 % des chefs de famille actifs. Parmi les ouvriers et depuis 1836, le poids des journaliers – 41,4 % contre 35,7 % - et des métallurgistes – 26 % contre 26 % - s'est accru.

## **Les administrations locales et l'opinion publique face à l'industrie**

### **Images et enjeux industriels**

Symbole de la modernité, de la croissance - économique et démographique -, l'industrie, confondue avec les usines, suscite d'innombrables réactions prolongeant et amplifiant les débats inaugurés avec le chemin de fer dans les années 1840. En quelques décennies, les données du problème ont toutefois changé. L'industrie apparaît chaque jour davantage comme l'activité décisive, capable de produire vite et abondamment des biens nouveaux, de résoudre les questions sociales (emploi, misère rurale ...), mais responsable, aussi, de déséquilibres et de désordres. Si l'agriculture donne toujours le ton, c'est de plus en plus à travers l'industrie et ses retombées commerciales que les Berrichons s'ouvrent à la connaissance et à l'interprétation des faits économiques. Ce qui ne signifie pas forcément une claire vision de leurs lois et enjeux.

Depuis les commissaires de police, les juges de paix, les maires jusqu'aux préfets et aux procureurs généraux, l'appareil d'Etat observe, recense, analyse et commente la conjoncture, sonde les entrepreneurs, dresse les tableaux du mouvement des productions et des ventes, des effectifs ouvriers, des salaires et des prix... La nouveauté n'est pas dans l'ambition statistique, mais dans la régularité et le caractère systématique de la collecte. Les régimes antérieurs se préoccupaient des récoltes et du cours des denrées, les fonctionnaires de Napoléon III s'intéressent également aux stocks des usines, évaluent les variations du chômage et des embauches, relèvent les tarifs, scrutent la vie des centres industriels, analysent les décisions des directeurs d'usines et ne manquent jamais de saisir ou d'anticiper les sautes d'humeur des populations ouvrières. La connaissance s'affine, s'élargit et contribue, en retour, à informer, sinon la société dans sa totalité, du moins la classe dirigeante.

Les chefs d'entreprise ne sont pas moins avides de renseignements qui leur permettent de mieux comprendre les marchés sur lesquels ils opèrent, de suivre l'évolution des techniques. L'opinion publique, terme vague et peu satisfaisant, s'efforce, elle-même, à lier ce qu'elle sait du marché local du travail, du prix du pain et du niveau des salaires à ce qu'elle capte des droits de douane, des controverses politiques ou des événements internationaux. N'idéalisons pas le processus de diffusion des connaissances économiques. À l'évidence, la rumeur fait plus, ici, que la lecture des journaux et des ouvrages spécialisés. Quoi qu'il en soit, les analyses économiques perdent, dans l'opinion populaire, le caractère abstrait des constructions théoriques ou le relatif détachement des rapports préfectoraux. Par

<sup>473</sup> AdC, 3 M 10 ; Dénombrement de 1861.

temps de crise, ces questions revêtent une dimension vitale propre à métamorphoser le vieux fonds fataliste en volontarisme éruptif.

L'industrie offre un terrain de choix à l'interventionnisme. L'émancipation des facteurs naturels qu'autorisent les progrès techniques d'une part, les mutations que précipitent les changements de propriétaire d'autre part, conforte l'idée d'activités échappant aux pesanteurs et aux contraintes. Certaines décisions des autorités, à l'exemple de l'assainissement de la Sologne ou de l'implantation d'une fonderie militaire à Bourges, entretiennent par ailleurs l'illusion d'une toute-puissance étatique, dont s'accommode le pouvoir et à laquelle s'accroche plus d'une protestation ouvrière.

### Le consensus industriel urbain

Les villes constituent un milieu favorable à l'industrialisation telle qu'elle s'effectue dans la seconde moitié du siècle. Les oppositions qui, hier encore, traduisaient des hésitations et des peurs devant ses effets sur le marché du travail, l'approvisionnement en combustibles, l'utilisation des eaux, le prix des denrées ou des terrains... s'effacent.

On sait avec quelle ténacité les élus de Bourges soutiennent le projet d'établissements militaires. L'enquête d'utilité publique de 1851 soulève un égal intérêt populaire. En quelques semaines, 1 206 Berruyers consignent par écrit tout le bien qu'ils pensent du projet<sup>474</sup>. La participation équivaut à 17 % du nombre des électeurs inscrits, proportion considérable pour ce type de consultation.

Depuis les débats soulevés par la question ferroviaire, les Vierzonnais ont appris à se mobiliser en faveur de l'industrie. Envisage-t-on de créer un octroi afin de financer d'indispensables aménagements urbains ? La majorité du conseil municipal, sensible à l'hostilité ouvrière à l'égard d'une institution génératrice de « vie chère », repousse aussi la proposition par *"crainte du tort que cela (pourrait) causer à l'industrie du pays"* et choisit de renflouer ses caisses au moyen d'une loterie et par le lancement d'une souscription volontaire auprès des citoyens fortunés<sup>475</sup>.

Déjà, en 1860, l'opposition d'un ingénieur des Mines au projet de verrerie déposé par Richer avait suscité une vive polémique au sein de la population favorable à l'initiative industrielle<sup>476</sup>. En moins de six mois, une pétition se couvrit de signatures. Les notables s'engagèrent sous la bannière du maire de Vierzon-Ville, à l'instar de dix-sept conseillers municipaux et du conseiller général, Hache, qui aurait pu inquiéter du renchérissement du bois et d'une tension sur le marché du travail. Des dizaines – 187 - de *« propriétaires voisins »* de l'hôtel de la Croix-Blanche, balayèrent les craintes d'incendie ou de pollution de l'air invoqués par les opposants au projet. L'enquête publique ne recueillit que deux avis négatifs. Pragmatique, le préfet renvoya le dossier devant l'ingénieur des Mines accompagné d'une note traduisant, son embarras. *"Je ne puis que vous recommander de nouveau cette affaire, écrivait-il, mais tout en désirant qu'il soit possible d'encourager la création d'un établissement dont le pays est privé, je ne prétends pas vous suggérer un avis qui pourrait être contraire aux règlements qui concernent la matière..."*. Comprenant que la question cessait d'être purement « technique », l'ingénieur maintint son appréciation antérieure, mais suggéra de s'en remettre au Conseil Supérieur de Salubrité publique.

Les risques encourus n'ont rien d'imaginaire, ainsi que la destruction par incendie de l'usine Larchevêque l'avait récemment rappelé. Quant aux fumées, la réputation de « ville grise » accolée à l'agglomération n'est pas étrangère aux produits que déversent les cheminées d'usines en voie de multiplication. Lorsqu'en 1864 le préfet prétend contraindre l'entreprise Bazile à s'équiper d'un appareil fumivore, l'industriel réplique qu'une telle installation

<sup>474</sup> AdC, 50.O.1 ; Administration et comptabilité communale ; Enquête d'utilité publique sur le projet d'établissement d'un polygone et d'une école d'artillerie à Bourges, 30 mai 1851.

<sup>475</sup> AdC, 318.O.1 ; Délibération du 11 février 1864.

<sup>476</sup> AdC, 27M 46.

menacerait la qualité des cuissons de ses céramiques<sup>477</sup>. L'opposant au régime ne peut s'empêcher d'ajouter que, sur ce point, il se fait *"fort d'avoir l'appui de tout Vierzon"*. Il y va, surenchérisse ses amis, de *"la prospérité de leur pays déjà en souffrance par la suppression de ses forges et de ses hauts fourneaux"*. Le haut fonctionnaire préfère battre en retraite et expliquer que les aménagements suggérés n'ont rien d'obligatoire.

### Dans les villages : conflits et dépendance

Les réticences envers les nuisances industrielles sont plus marquées dans les villages. Avec l'essor de l'extraction des minerais, le lavage progresse de plus belle, au grand dam des pêcheurs et des riverains lésés, sinon ruinés. Dans le sud-est du département, les pétitions succèdent aux pétitions contre les libertés que s'octroient les exploitants de Grossouvre et de Trézy, responsables de la vidange intempestive d'étangs ou dont les barrages élèvent le niveau des eaux à des hauteurs excessives<sup>478</sup>.

Quelle que puisse être la place de l'usine dans la vie sociale et économique des villages, la séparation physique du hameau industriel d'avec le centre administratif est la règle. La césure engendre fréquemment des tensions. L'unité de la commune de Véreaux n'y résiste pas. En 1861, le comte Aguado, maître de forges et grand propriétaire forestier, rédige un mémoire prônant l'érection en commune du hameau de Grossouvre, où est située son usine<sup>479</sup>. Le document insiste sur *"le défaut d'homogénéité"* de la commune, à l'origine de la *"rivalité fâcheuse"* qui *"dégénère souvent en querelles individuelles"* et aboutit, lors des élections, à des *"exclusions mutuelles"*, lesquelles réchauffent les rancoeurs. L'échec des tentatives de conciliation amène le Comte à souhaiter au remaniement administratif des communes de Véreaux, La Chapelle-Hugon et Sancoins. Au conseil général, un rapporte sur la question confirme que la *"population de Véreaux se compose de deux éléments dont les moeurs et les caractères différent : l'élément industriel et l'élément agricole ; de là, explique-t-il, lutte, antagonisme qui se manifestent dans toutes les circonstances où ces éléments sont en contact"*<sup>480</sup>. Après enquête, les conseils municipaux de Véreaux et de Sancoins adoptent à l'unanimité le principe d'un redécoupage. Les élus de La Chapelle-Hugon s'opposent, en revanche, à un projet qui amputerait la commune de 500 hectares de terres, détenues pour l'essentiel par le Comte. *"La maison Aguado séparée de La Chapelle-Hugon que reste-t-il à cette commune ? Que fera-t-elle de ses pauvres dont Monsieur le Comte est la providence ?"* interrogent les signataires d'une contre-pétition<sup>481</sup>.

À Patinges, la Société Boigues et Rambourg n'éprouve pas le besoin de se doter d'un fief administratif taillé sur mesure. Dès l'année 1853, les trois quarts de la population communale résident au hameau de Torteron. Les procès-verbaux des séances du Conseil de surveillance de l'entreprise s'avèrent plus instructifs que les délibérations d'élus. Négligence ou orgueil, les lettres qu'Émile Dorguin - le maire - adresse au préfet portent l'en-tête de la Société et sont plus souvent rédigées en tant que directeur de l'usine qu'en sa qualité de premier magistrat de la commune.

La situation est plus compliquée à Mareuil, où la forge suscite plus d'une critique, cependant que le noyau ouvrier qu'elle concentre en marge du bourg entretient de vieilles craintes. En 1857, c'est toutefois à l'unanimité que le conseil municipal rend hommage à l'ancien maire - Déchanet -, qui fut aussi directeur de l'usine et s'imposa, lit-on, des « sacrifices » plutôt que de licencier des travailleurs<sup>482</sup>.

<sup>477</sup> AdC, 27 M 45.

<sup>478</sup> AN, F14 4318.

<sup>479</sup> AdC, 139.O.1 ; Mémoire du 24 décembre 1861.

<sup>480</sup> Id, Rapport du 28 août 1862.

<sup>481</sup> Id, Pétition du 7 octobre 1862.

<sup>482</sup> AdC, E Dépôt 362 ; Hommage du 17 mai 1857.

## La vie ouvrière

### Le niveau de vie : une certaine amélioration

#### Pouvoir d'achat et consommations

Les informations disparates rassemblées concordent dans l'ensemble et indiquent une tendance nette à la hausse des rémunérations ouvrières. Reste qu'au regard du classement établi par Georges Duveau, le gros des travailleurs berrichons, payé moins de 2,50 francs par jour se range dans la catégorie des "malheureux"<sup>483</sup>. L'enquête de 1861-1865 estime à 2,05 francs le salaire journalier masculin moyen, lequel enregistre toutefois une progression de 21 % en vingt ans<sup>484</sup>. Le coût de la vie montre cependant une tendance similaire, les poussées les plus fortes affectant toujours les denrées associées à l'amélioration des conditions de vie.

Celle-ci paraît, malgré tout, incontestable. L'extension des surfaces plantées en vigne suit l'accroissement des consommations<sup>485</sup>. Progrès encore en matière d'alimentation carnée, même si le relèvement des quantités moyennes par habitant - + 82,9 % en près de vingt ans - ne suffit pas à hisser le Cher au niveau national moyen relevé sous la Monarchie de Juillet<sup>486</sup>.

Les inégalités demeurent, d'autre part, considérables et jouent toujours en faveur des citadins. A Bourges, la vieille revendication populaire de la taxation revient en force, en 1867, cette fois dirigée contre les bouchers<sup>487</sup>. Sans être garantie à tous les repas, la viande figure néanmoins plus souvent que jadis au menu des ouvriers de Torteron<sup>488</sup>. Les jeunes métallurgistes dans la force de l'âge, pensionnaires de leurs camarades de travail, versent jusqu'à la quasi-totalité de leur paye en échange d'une nourriture abondante et variée, où le vin et la viande, sous forme de ragoût, viennent en bonne place. La relative et inégale amélioration de l'alimentation ouvrière ne diminue en rien le rôle du pain qui, à Torteron et selon la taille des familles et le montant des salaires, absorbe de 23 à 35 % des revenus ouvriers<sup>489</sup>. C'est sur son prix que se règle le niveau de vie et que s'étalonnent les salaires.

En période de cherté des vivres, les cibles de la contestation populaire ont changé, visant davantage, désormais, les boulangers que les marchands de grains ou les propriétaires. Beaucoup de familles ont renoncé, il est vrai, à pétrir et à cuire leur pain.

Attentifs aux prix, des conseils municipaux envisagent de soutenir des coopératives expérimentales<sup>490</sup>. Cette solution séduit certains employeurs. Sous des formes variées, et avec des résultats variés, les Boigues et Rambourg, Charles Pillivuyt et Hache prennent des initiatives en ce sens<sup>491</sup>.

#### L'épargne : des comportements contradictoires

Le poids des dépenses incompressibles laisse peu de place aux économies. Les caisses d'épargne en drainent une partie. En 1873, les quatre en activité dans le département gèrent 5 572 livrets totalisant 1 688 886,30 francs, soit une moyenne de

<sup>483</sup> G. Duveau, *La vie ouvrière sous le Second Empire*, Paris, 1946, p. 304-305.

<sup>484</sup> Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et du Télégraphe (Office du travail), *Enquête sur les salaires et la durée du travail dans l'industrie française*, T. IV, Paris, 1897.

<sup>485</sup> Statistique de la France, Agriculture, *Enquête décennale*, Paris, 1862.

<sup>486</sup> Statistique de la France, 2<sup>e</sup> série, *Statistique agricole, 1<sup>ère</sup> partie*, Paris, 1858 ; G.

Désert, « Viande et poisson dans l'alimentation des Français au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », *Annales ESC*, n° 2-3, 1975, p. 519-533.

<sup>487</sup> AdC, 30 M 18 ; Lettre du maire, le 6 novembre 1867.

<sup>488</sup> L. Reybaud, *Le fer...*, *op. cit.*, p. 112 et suiv.

<sup>489</sup> *Id.*

<sup>490</sup> Par exemple, à Saint-Amand, en 1855, et à Lunery, en 1859.

<sup>491</sup> Cf. E. Jolant, *op. cit.*, p. 49 et suiv. ; L. Reybaud, *Le fer...*, *op. cit.*, p. 112 et suiv. ; AdC, 33 M 66 (Mehun, 1872) ; 30 M 18 (Vierzon, 1867).



303,10 francs par livret<sup>492</sup>. Si les 1 485 épargnants vierzonnais sont crédités d'un dépôt moyen de 374,18 francs, ce montant descend à 185,29 francs chez les 355 clients de la caisse de Sancerre.

Épargne populaire ? Certainement. Épargne ouvrière ? Les registres de la caisse de Vierzon apportent sur ce point quelques réponses<sup>493</sup>. Majoritaires dans l'agglomération, les ouvriers réalisent moins de 30 % des opérations. Les plus actifs appartiennent aux catégories en marge de l'activité moderne. Ruraux, domestiques, couturières et "sans profession" confient plus volontiers leurs économies à la caisse. L'épargne de précaution coexiste avec l'ambition de constituer le petit capital en prévision d'un futur mariage ou en vue d'échapper à la condition prolétarienne.

Le comportement des ouvriers de métiers ou d'usine diffère de ce schéma. Les sociétés de secours mutuel, assez nombreuses à Vierzon, témoignent, certes, de l'existence d'une épargne de sécurité, assimilable à celle des livrets. En 1869, les administrateurs de la Caisse de Vierzon se félicitent de la prospérité de l'établissement, mais ajoutent qu'il *"le serait davantage si les principaux industriels de Vierzon n'avaient formé des sociétés en faveur de leurs ouvriers..."*<sup>494</sup> En voie de stabilisation et mieux protégés contre les risques de maladie et d'accident, nombre de travailleurs des usines se soucient moins d'épargner, propension que limite, en tout état de cause, la modicité des salaires, sans expliquer le comportement différent des journaliers. Le mode de vie et la culture entrent ici en ligne de compte. Ainsi en va-t-il des habitudes de frugalité acquises dans les villages, des conditions d'embauche et de rémunération des domestiques, logés et nourris par leur maître, des interdits moraux qui pèsent sur la participation des femmes à la coûteuse sociabilité des cabarets. En conséquence, l'argent que les uns apportent, les bonnes années, au guichet de la caisse, les autres préfèrent le dépenser chez le boulanger, le boucher et le marchand de vin...

Si les caisses d'épargne vident les « bas de laine », elles ne modifient pas l'usage qu'on leur réservait. L'élite ouvrière des villes berrichonnes - à la notable exception des ouvriers des chemins de fer -, mieux payée, plus résignée aussi, s'accommode de son statut social et utilise ses revenus à l'entretien et à la reproduction de sa force de travail. Sur ses marges, d'autres issues subsistent. Les journaliers agricoles ne désespèrent pas, sinon d'interrompre leurs va-et-vient saisonniers, du moins d'en réduire l'amplitude par l'arrondissement du lopin possédé ou loué, seul point d'ancrage dans une existence involontairement vouée à la mobilité.

Les ouvriers des usines rurales partagent ces objectifs. On sait quelle attention les métallurgistes de Torteron portent à leur jardin. Louis Reybaud observe que la petite cité, *« dans son isolement, a mieux gardé la trempe du caractère primitif »*, à la différence de Fourchambault, où les ouvriers de la deuxième génération, note-t-il, *"appartiennent au fer"*<sup>495</sup>.

### **La prévoyance : du paternalisme à la mutualité**

Exceptionnelles, laissées à la discrétion des patrons dans la première moitié du siècle, les oeuvres de prévoyance transforment le visage du paternalisme.

Les sociétés de secours mutuel, hier ignorées ou persécutées, se mettent en place, non sans lenteur. En 1872, le préfet constate que *"les institutions coopératives et toutes les combinaisons pour encourager l'ouvrier à l'épargne et à la propriété sont encore à l'état rudimentaire"*<sup>496</sup>. *"Les mutuelles, précise-t-il, n'existent que dans les principales industries"*. Ajoutons que ces initiatives sont d'abord le fait des grandes entreprises, en particulier dans la métallurgie.

Les propriétaires de l'usine de Torteron entendent étendre à la

<sup>492</sup> Statistique de la France, *Statistique annuelle*, T. I, année 1873, Paris, 1874.

<sup>493</sup> Archives de la Caisse d'épargne de Vierzon.

<sup>494</sup> *Id.*, PV du CA du 15 juillet 1869.

<sup>495</sup> L. Reybaud, *Le fer...*, op. cit., p. 105.

<sup>496</sup> AdC, 33 M 66.

vallée de l'Aubois le système instauré à Fourchambault entre 1843 et 1845. La gérance de Paul Benoist d'Azy, de 1853 à 1861, marque une relance des initiatives. Disciple de Le Play, Paul poursuit, au sein du groupe, la politique que son père, Denys, a menée au Paris-Orléans<sup>497</sup>. Une société de secours mutuel est créée officiellement, le 1er juillet 1853, à Torteron, "*sous le patronage des propriétaires des établissements*", stipulent les statuts<sup>498</sup>. Son conseil d'administration, composé pour partie d'ouvriers élus chaque année, à raison d'un délégué pour 100 travailleurs, est responsable de la gestion, mais un article précise que « *pour être exécutoires (les délibérations) devront nécessairement être revêtues de la sanction du Directeur de l'usine* ». La Société de Mazières fonde sa propre caisse en 1867, mais les œuvres instituées à Rosières et à Bigny signalent que les grands groupes n'en ont pas l'exclusivité, tandis que celles qui fonctionnent à Vierzou, Mehun et Foëcy témoignent de leur extension aux branches de la porcelaine et de la verrerie.

À cheval entre deux époques, les sociétés de secours se développent à la croisée du paternalisme traditionnel et de nouvelles aspirations ouvrières. Quelle que soit les précautions statutaires prises pour limiter l'influence des sociétés, les secours distribués ne dépendent plus du seul bon vouloir de l'employeur. En un sens, les œuvres sociales passent du régime de monarchie absolue à celui de la monarchie constitutionnelle.

À l'évidence, les maîtres à l'initiative trouvent leur compte dans une mutualité qui fidélise et discipline leurs personnels en complément de règlements d'atelier eux-mêmes plus stricts. Signe des temps nouveaux usiniers, les statuts des sociétés de secours prévoient la suspension du versement des indemnités et allocations en cas de débauche ou de rixe, cependant que le produit des amendes infligées aux ouvriers alimente les caisses.

Ne sous-estimons pas pour autant la réalité des concessions patronales. L'autorisation nécessaire des pouvoirs publics a valeur de reconnaissance d'une lointaine, mais indéniable tutelle des autorités. Elle officialise des acquis sur lesquels il sera difficile de revenir. Si l'accès aux secours est conditionné par l'appartenance à l'entreprise, dont la trésorerie garantit parfois celle de la caisse, la forme associative de cette dernière officialise son autonomie, quand bien même les statuts fixent la prééminence de l'employeur. Financées par les cotisations-retenues des salariés, les mutuelles d'entreprises prévoient l'élection de délégués qui, même supervisées par les directions, éveillent les travailleurs à des questions et des pratiques nouvelles, instillent dans l'établissement une pointe de suffrage universel propice à l'éclosion d'autres aspirations.

## La sujétion ouvrière

### Les crises de subsistance et "la puissance de la privation volontaire"

Rien n'est jamais définitivement acquis. Aucun ménage ouvrier de l'époque n'ignore cette loi d'airain qui relativise les progrès constatés sur le long terme. Équilibrer les dépenses et les recettes reste un exercice difficile, y compris quand le travail abonde. En 1865, année plutôt favorable, les frais incompressibles d'un ménage de Torteron s'élèvent à 1 016 francs pour 985 francs de revenus<sup>499</sup>. Encore les ouvriers de Torteron jouiraient-ils de plus "*d'aisance*" que leurs homologues de Fourchambault. Non sans cynisme, Reybaud explique en effet que les occasions de dépenses sont plus rares dans la vallée de l'Aubois et reconnaître aux populations rurales "*la faculté de s'abstenir, la puissance de la privation volontaire*".

Si l'alimentation s'enrichit quantitativement et qualitativement, l'ouvrier calcule toujours au plus juste. L'oublierait-il, que son épouse se chargerait de le lui rappeler, elle qui, régulièrement, se rend chez l'épicier, le boulanger ou le boucher munie du double de la « taille », dont les encoches augmentent jour après jour. La pratique du crédit est générale en milieu ouvrier. Une fois le

<sup>497</sup> G. Thuillier, « Les problèmes... », art. cité.

<sup>498</sup> AdC, 33 M 66 ; Statuts de la société de secours mutuel de Torteron.

<sup>499</sup> L. Reybaud, *Le fer...*, op. cit., p. 112 et suiv.

salaires versés et les dettes réglées, le numéraire se raréfie. Les commerçants ambulants ne choisissent pas par hasard les jours de paye à Torteron pour y installer leurs étals.

Les expériences passées et les réalités du moment ne prédisposent pas à vivre autrement qu'au jour le jour. Pour des hommes dont la vie s'achève, statistiquement, aux alentours de la cinquantaine, les tendances de longue durée chères aux économistes sont pures abstractions. De ce point de vue, la croissance observée sous le Second Empire échappe aux ouvriers à la merci du moindre retournement conjoncturel et qu'une dépression brutale peut plonger dans la misère, effaçant les acquis de la période antérieure. Or, l'époque est instable. Instabilité saisonnière qu'épousent les fluctuations du marché du travail, dont les rythmes s'ajustent sur ceux de l'agriculture ; instabilité annuelle sensible à l'état des stocks de grains prompt à rejaillir sur les prix et à laminer le pouvoir d'achat. Malgré l'industrialisation et l'intensification des échanges, l'ancien régime économique n'a pas dit son dernier mot.

La défaillance céréalière est la plus redoutée. Six mois après les moissons, parfois plus tôt, les cours se redressent, jusqu'à devenir insupportables les mauvaises années. Parti des halles et des marchés, le mouvement se répercute dans les boulangeries. Les années 1853, 1855, 1861, 1867-1868 figurent parmi les plus déplorables des deux décennies. De médiocres vendanges, le pourrissement des pommes de terre provoquent d'autres dommages, dont le petit peuple des villes et des villages - producteur ou consommateur - est la première victime. Le pire survient quand ces catastrophes se conjuguent, frappant les céréales et la vigne comme en 1854, ou les céréales et les pommes de terre à l'exemple de 1867.

Sans doute, évite-t-on les terribles famines des siècles passés. La misère ne refait pas moins surface, ravivant la frayeur des possédants et de sinistres compétitions entre pauvres. En 1853, une circulaire préfectorale évoque le retour en force de la mendicité, cette « *plaie, dont souffre (le) département* »<sup>500</sup>. De tous côtés les plaintes affluent contre « *l'invasion* » de la région par des vagabonds venus des départements limitrophes<sup>501</sup>. « *J'ai appris de quel poids pèse sur nos cultivateurs, pauvres ou riches, le tribut que prélèvent sur eux le vagabondage et la paresse* », compatit le préfet résolu à traquer les « *fainéants* », mais prêt à débloquent des crédits en faveur des « *vrais indigents* ». Partout, on s'organise tant bien que mal pour soulager en priorité la peine des siens. L'hiver venu, alors que la morte-saison ajoute ses méfaits au renchérissement des denrées, les communes ouvrent des chantiers de charité.

Quels que soient les moyens mobilisés, aucune barrière ne résiste aux dures lois du marché. Instruite de malheurs anciens, « *la basse classe s'épouvante* » à l'approche de l'hiver<sup>502</sup>. En 1868, le prix du kilo de pain atteint 0,42 franc à Torteron. Sur quatre années, la hausse frôle 75 %, alors que les salaires n'ont pas bougé. Les budgets ouvriers sont ébranlés. Tel ménage qui, hier encore, consacrait 22,6 % de ses revenus au pain, doit maintenant lui réserver 33,8 %<sup>503</sup>. Pour préserver les rations d'antan, cet autre, avec ses huit membres, devrait abandonner 41 % de ses ressources au boulanger. Que dire, enfin, de ce journalier, chef d'une famille de six personnes, dont le pain absorberait, toujours dans l'hypothèse d'une consommation inchangée, 63 % des revenus ?

Dans ces conditions, la « *souffrance* » s'installe et il faut se résoudre à sacrifier le « *superflu* ». En 1854-1855, l'inspecteur d'académie lie la « *désertion croissante* » des écoles à la misère qui ne permet plus aux familles de verser la moindre rétribution scolaire<sup>504</sup>. Quatorze ans plus tard, les métallurgistes de l'Aubois, qui ont déjà banni la viande de leurs repas, rationnent leurs parts

<sup>500</sup> AdC, 25 M 61 ; Circulaire du 3 août 1853.

<sup>501</sup> *Id.*

<sup>502</sup> AdC, 30 M 18 ; Rapport de la gendarmerie pour l'arrondissement de Bourges, le 9 novembre 1867.

<sup>503</sup> L. Reybaud, *Le fer...*, *op. cit.*

<sup>504</sup> AdC, 6 T 197 ; Enseignement ; Rapport général pour l'année 1854-1855.

de pain<sup>505</sup>. La rumeur enfle, hérisse, révolte. Ici, on s'émeut du suicide par pendaison d'un désespéré fuyant une misère humiliante, là, on s'indigne d'apprendre l'arrestation d'un malheureux de Saint-Germain/Aubois coupable d'avoir volé du pain pour nourrir sa famille.

La démographie se ressent des restrictions. La moyenne annuelle des décès pendant la période 1854-1856 progresse de 22,7 % par rapport aux trois années précédentes<sup>506</sup>. Les naissances et les mariages reculent respectivement de 6,5 % et 3,6 %. Les mauvaises récoltes de la fin des années 1860 ont les mêmes effets. La moyenne annuelle des décès recensés en 1867 et 1868 dépasse de 3,9 % celle de la période 1864-1866<sup>507</sup>. On note une régression de 5,5 % des naissances et de 16,8 % des mariages. Cette fois, la natalité et la nuptialité ont davantage réagi, donnant aux événements une tournure moins dramatique qu'au début des années 1850, indice d'une atténuation de l'intensité des crises de subsistances. La coïncidence des pics de mortalité avec les poussées cholériques de 1854 et 1857 va dans le même sens, la maladie épargnant moins que d'autres les corps affaiblis par la malnutrition.

### La hantise du chômage

Les malheurs, souvent, se cumulent. Chaque ralentissement de l'activité affecte le niveau des salaires et des effectifs. Nul ne conteste, sur ces points, les prérogatives patronales. De règle, la flexibilité vaut pour les fluctuations saisonnières. Favorable aux ouvriers en été, elle se retourne contre eux en hiver.

En janvier 1857, la société Boigues et Rambourg renvoie ainsi, du jour au lendemain, 400 à 500 mineurs de Ménétau-Couture, Saint-Hilaire de Gondilly et Torteron. Qualifiés, les travailleurs internes bénéficient de plus d'égards. Leur licenciement n'intervient qu'en dernier recours, sauf pour les étrangers embauchés le temps d'une commande exceptionnelle. En janvier 1857, donc, l'usine de Torteron se sépare de 240 ouvriers originaires de la Nièvre<sup>508</sup>. Trois ans plus tard, à l'achèvement d'un contrat, l'établissement licencie 106 travailleurs, dont le commissaire de police assure qu'ils sont tous étrangers au pays<sup>509</sup>. Hormis ces cas, les entreprises préfèrent moduler la durée du travail hebdomadaire ou quotidien, réduire les tarifs. À Mazières, en 1857, la journée des mouleurs passe de 12 à 8 heures, les salaires régressent d'un tiers<sup>510</sup>. Las, la crise se prolonge. La direction adopte un second train de mesures qui, cette fois, affecte le noyau dur de la main-d'œuvre : les fondeurs et leurs aides, pour lesquels – contrainte des feux oblige – il n'est pas envisageable de réduction d'horaire, subissent une compression des tarifs de 0,25 franc par jour. Ces sacrifices se révélant insuffisants, l'entreprise se résout à débaucher trente mouleurs et de douze aides, choisis parmi les moins adroits. Une trentaine d'autres mouleurs sont occupés, enfin, à des travaux de terrassement. Les mêmes critères s'appliquent dans la porcelaine, où, à Vierzon, les patrons contractent les effectifs de 9,10 % entre décembre 1859 et avril 1860, visant en premier lieu les manoeuvres, mais réduisent aussi les salaires des tourneurs et des mouleurs de plus de 7 %<sup>511</sup>.

La fermeture, fût-elle temporaire, est regardée comme un déplorable aveu d'échec. Seules les petites usines s'y résignent, à l'instar du fourneau de Précy qui, chaque année, profite des mois d'été et des moissons pour arrêter la production et procéder aux réparations<sup>512</sup>. Le pire arrive avec la cessation définitive des fabrications. On sait peu de choses sur le devenir des ouvriers victimes de telles décisions. Parlant de l'établissement de Précy,

<sup>505</sup> A.-M. et C. Pennetier, "Torteron, un village attend le "Grand soir", *Le Peuple français*, n° 19, juillet-septembre 1975, p. 24-27.

<sup>506</sup> Statistique de la France, 2<sup>e</sup> série. *Mouvements de population*, T III, IV et X.

<sup>507</sup> Statistique de la France, 2<sup>e</sup> série. *Mouvements de population*, T XVIII et XX.

<sup>508</sup> AdC, 25 M 112 ; Rapport du 7 janvier 1857 ; Lettre du préfet, le 16 janvier 1857 et lettre du Directeur, du 28 janvier 1857.

<sup>509</sup> AdC, 33 M 56 ; Lettre du 7 février 1860.

<sup>510</sup> AdC, 25 M 112.

<sup>511</sup> AdC, 33 M 66 ; Lettre du préfet, le 25 avril 1860.

<sup>512</sup> AdC, 33 M 133 ; Rapport du sous-préfet de Sancerre, le 7 juillet 1863.

le sous-préfet affirme que sa disparition "*sera à peine sensible*"<sup>513</sup>. Les marchands de bois et les agriculteurs, assure-t-il, proposent des salaires supérieurs à ceux versés aux ouvriers du fourneau. Dans l'immédiat, peut-être, car on est en juillet, mais qu'advient-il plus tard ? L'affaire prend une tournure autrement sérieuse à Vierzon.

Ici, la crise se développe en deux temps. Une première alerte a lieu durant l'été 1861, lorsque les administrateurs de Rive-de-Gier imposent l'abandon de la forge anglaise locale et suppriment 84 emplois d'un trait de plume<sup>514</sup>. Cinquante-deux étaient occupés par des pères de famille, dont une dizaine, au plus, selon la direction de l'usine, acceptera de s'expatrier dans la Loire en compagnie de dix célibataires et de vingt-deux jeunes gens, plus libres de leurs mouvements<sup>515</sup>. Il reste donc une quarantaine de ménages à secourir, sans parler des familles laissées momentanément sans ressources par leurs chefs, déjà partis dans la Loire. « *La saison d'hiver (...), prédit le maire de Vierzon-Villages, s'annonce sous de tristes auspices dans cette contrée de la commune où il n'y aura pas que les ouvriers atteints (...): les petits propriétaires ne toucheront pas leur loyer, les marchands, boulangers, épiciers, bouchers, ne seront pas payés de leurs débiteurs et, par cela même, incapables de donner du soulagement comme cela se faisait depuis si longtemps...* »<sup>516</sup> Le répit est de courte durée pour les derniers ateliers de l'usine. Le couperet tombe en 1863, ôtant tout espoir de réemploi sur place aux ouvriers encore actifs autour des fourneaux et de la forge française. Le 24 août, le maire de Vierzon-Villages, venu rendre visite aux habitants du quartier des Forges, découvre une population démoralisée. "*J'ai trouvé les jeunes gens comme les vieillards, les larmes dans les yeux, note-t-il. C'est la ruine pour tous*"<sup>517</sup>.

Que conclure ? Aussi incontestables soient-ils, la progression du pouvoir d'achat, l'accroissement et la diversification des consommations, l'allongement de l'espérance de vie, ne sauraient résumer l'évolution intervenue au cours des deux décennies impériales. Une anomalie climatique, des récoltes médiocres ou franchement catastrophiques suffisent à annuler ces progrès. Temporairement, mais brutalement. "*La vie de l'ouvrier est devenue difficile pour la généralité des professions*", admet le procureur général au cœur de l'hiver 1867-1868<sup>518</sup>. À l'inverse, pendant l'été 1859, la simultanéité des récoltes avait pu tendre assez le marché du travail pour entraîner une brusque envolée des salaires journaliers, qui atteignirent 7 à 9 francs<sup>519</sup>.

L'intensité des crises va, certes, en s'amenuisant et la charité s'institutionnalise. On ne meurt plus, littéralement, de faim. Les restrictions de 1867-1868 ne ressemblent pas à celles de 1854 et moins encore avec le drame de 1846-1847. Reste que la démographie oscille toujours comme la conjoncture économique et sociale. La courbe des décès ne vibre plus autant que par le passé, mais la natalité et la nuptialité rendent compte des angoisses et des espoirs des familles.

Usant d'une image météorologique, on notera que si les éclaircies sociales sont plus belles qu'hier, elles demeurent entrecoupées de passages nuageux, parfois accompagnés d'ondées assez violentes pour faire douter de l'existence du soleil. Les consciences ouvrières n'ont pas le détachement ou, si l'on veut, les références et le recul du statisticien. L'acte fondateur de la condition prolétarienne - la vente régulière de la force de travail - débouche sur la précarité. Celle-ci domine l'existence ouvrière, abolissant les particularismes professionnels ou géographiques. Elle modèle aussi la perception du temps. L'expérience - la sienne comme celle des autres - a appris la fragilité des acquis, l'incertitude de l'avenir. Quant au passé, la faible diffusion d'une culture écrite susceptible d'élargir sa compréhension par la fourniture de repères communs, favorise la persistance d'une mémoire mêlant confusément un sentiment intemporel

<sup>513</sup> *Id.*

<sup>514</sup> *Id.*, Lettre du maire de Vierzon-Villages, le 29 juillet 1861.

<sup>515</sup> *Id.*, Lettre du 1<sup>er</sup> août 1861.

<sup>516</sup> *Id.*, Lettre du 31 juillet 1861.

<sup>517</sup> *Id.*, Lettre au préfet, le 24 août 1863.

<sup>518</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du 9 janvier 1868.

<sup>519</sup> *Id.*, Rapport du 4 octobre 1859.

d'insécurité au souvenir précis d'événements. Autant de facteurs explicatifs de l'extrême sensibilité ouvrière aux fluctuations du temps court, celui de l'existence concrète. Au jour le jour.

## La sociabilité : entre ouvriers

### Contraintes et émancipations

Les actes de mariage des années 1870 de notre échantillon de 25 communes font ressortir un renforcement de l'homogamie ouvrière dans le même temps où les clivages catégoriels s'estompent.

Les perspectives d'ascension sociale par le mariage se restreignent, y compris pour les catégories qui jusque-là étaient les mieux à même d'en bénéficier. Lorsque des relations se maintiennent au-delà de la classe ouvrière, elles intéressent en premier lieu la paysannerie et semblent alors plus régressives et passéistes que positives et tournées vers l'avenir. Tandis que la formation des couples confirme les tendances lourdes de la vie sociale, la sociabilité populaire s'organise autour des cadres et temps les plus ordinaires de la vie quotidienne. En dehors de l'atelier, le cabaret acquiert, ici, une importance considérable.

Sans doute, convient-il de distinguer la clientèle des amateurs de chopines ou de « gouttes » de celle des amis ou des camarades à la recherche d'une salle où l'on peut échanger, chanter, jouer aux cartes et... trinquer. Après bien d'autres, le préfet insiste, en 1868, sur la multiplication des débits de boissons, précisant aussitôt : *"on ne rencontre pas, sur la voie publique, plus d'ivrognes que par le passé et les rixes, querelles, scandales causés par l'ivresse ne semblent pas plus nombreux qu'autrefois"*<sup>520</sup>. Le cabaret, poursuit-il, est davantage un local où les artisans, les petits cultivateurs, les ouvriers *"discutent"* et *"traitent leurs petites transactions"* *"qu'un lieu où ils se donnent à l'ivresse"*.

Ceci noté, l'alcoolisme existe bel et bien. À Vierzon, le docteur Burdel recense trois types d'établissements selon les boissons servies aux ouvriers<sup>521</sup>. Dès le matin, ceux-ci vont au « café, où ils absorbent, au choix, rhum et eau-de-vie. Le « cabaret » proprement dit délivre des vins rouges ou blancs, cependant qu'on se procure l'eau-de-vie dans une « épicerie ». En trois ans, de 1850 à 1853, la consommation d'eau-de-vie serait passée, à Vierzon, de 362 hl. à 632 hl<sup>522</sup>.

Les cabarets ne sont pas seuls en cause. Les fêtes jouent également un rôle important. Tant qu'il s'agit, comme en septembre 1855, à Mazières, de rassembler, à l'initiative du marquis de Vogüé, les ouvriers et leur famille, nul ne songe à émettre la moindre réserve en haut lieu<sup>523</sup>. De telles réunions participent du paternalisme et contribuent à préserver l'ordre social. La Société Boigues et Rambourg n'agit pas autrement. *« Pour ne pas abandonner les jeunes ouvriers aux camaraderies malsaines, aux seules leçons de l'atelier, du bureau et surtout du cabaret ; pour maintenir et développer leurs connaissances, en formant leur caractère, on organisa des écoles du soir, des cours professionnels, un orphéon et une musique instrumentale »*, explique Jolant<sup>524</sup>. Peu importe les résultats, seule compte, ici, la mise en oeuvre d'un projet patronal qui, à travers la camaraderie, les loisirs et les relations forgées dans les ateliers, puise son inspiration aux sources mêmes de la sociabilité ouvrière.

À force de réglementer, d'organiser l'espace et les hommes la Société de Torteron se pique au jeu administratif. Une lettre du directeur, rédigée sur le modèle des rapports de police et adressée au préfet, suggère, en 1857, une rectification des limites communales de telle sorte que les hameaux de Feuillarde et de Fontmorigny, *"peuplés d'ouvriers de nos usines dépendant de la commune de Ménétou-Couture qui a très mal voté"*, soient annexés à Patinges-Torteron<sup>525</sup>. *"Il serait, argumente le directeur,*

<sup>520</sup> AdC, 27 M 68 ; Rapport du 9 juin 1868.

<sup>521</sup> E. Burdel, *De l'ivognerie...*, op. cit.

<sup>522</sup> A. Pauquet, *Les relations...*, op. cit., p. 7 et suiv.

<sup>523</sup> AdC, J 1465 ; Fête du 23 septembre 1865.

<sup>524</sup> E. Jolant, op. cit., p. 87.

<sup>525</sup> AdC, 212.O.1. ; Patinges, Lettre du 17 juillet 1857.

d'une très grande utilité de pouvoir réunir sous l'autorité d'une seule main une population remuante qui sert de point de mire aux hommes de désordre et qui est, cependant, susceptible d'amélioration". L'idée n'est pas retenue, mais moins d'un an plus tard, alors que la discipline se renforce dans les usines, un commissaire de police est nommé à Torteron<sup>526</sup>. La compagnie assure la moitié de son traitement, à égalité avec les communes concernées, toutes situées dans l'aire d'influence de la Société Boigues et Rambourg. Entre le commissaire et le directeur, la concertation est permanente. L'entreprise trouve son compte dans la surveillance qu'exerce le fonctionnaire sur les ouvriers, dont les plus remuants sont identifiés et, au besoin, sanctionnés. La direction s'attache, en outre, les services d'un agent secret qui, embauché à l'usine, a pour mission de détecter l'existence d'une éventuelle société secrète parmi les métallurgistes<sup>527</sup>. Lorsqu'en décembre 1867, le prix des denrées fait redouter des troubles, la Société prend sur elle d'organiser des patrouilles.

Elle ne néglige pas davantage la « moralité » de son personnel. Après la répression des Mariannes, elle décide la construction d'une église, dont elle estime qu'elle *"fera plus de bien qu'une prison, comme nos soeurs de Saint Vincent de Paul en font plus, en ce moment, qu'une brigade de gendarmerie"*<sup>528</sup>. Trois ans plus tard, elle se réjouit de ce que *"la vue des murs de l'église qui sortent de terre (ait) déjà produit sur la population de Torteron un excellent effet"*, ainsi qu'en témoignerait, explique-t-elle, le récent recul électoral des *"socialistes"*<sup>529</sup>. La venue d'un prêtre dynamique, l'abbé Tamisier, participe d'un esprit missionnaire de reconquête des consciences dans une contrée dont les « fidèles » passent pour *"fort peu religieux"*<sup>530</sup>. De spectaculaires manifestations *"réveillent"*, dit-on, la foi des paroissiens et réunissent le gros des ouvriers autour des hauts dignitaires d'une Eglise encline à louer *"l'administration intelligente et dévouée qui dirige l'usine de Torteron"*<sup>531</sup>.

Méthodique et patient, l'abbé Tamisier inscrit son action dans la vie quotidienne du village. Sans illusion sur les hommes adultes, le prêtre porte son effort sur les femmes et les enfants. *"Le seul moyen de régénérer la population qui lui était confiée était de préparer des mères de famille chrétiennes"*, relate l'un de ses plus chauds partisans<sup>532</sup>. Après avoir détourné une partie des jeunes filles des fêtes et des bals, il obtient la création d'un ouvrier. L'institution vise, en priorité, à *"maintenir les sentiments de piété et les habitudes de travail et d'épargne jusqu'au moment où elles (pourront), par le mariage, devenir à leur tour mères de famille et développer dans leur foyer les vertus..."* acquises dès le plus jeune âge<sup>533</sup>. A l'usage, l'initiative ne donne pas pleine satisfaction. Si les adolescentes participent aux activités de l'atelier, nombre d'entre elles le quittent dès qu'elles ont appris la couture. De là viendra l'idée d'une Caisse de Dotation encourageant l'assiduité, rémunérant l'épargne et chaperonnant les ouvrières.

### Un révélateur : les conflits

Les tensions sociales persistent, néanmoins, qui, à l'occasion, débouchent sur des conflits ouverts.

En avril 1870, une puissante vague de grèves secoue ainsi les cantons de Néronde et La Guerche. Tout commence le 7 avril, par un arrêt de travail à la « petite usine » de Fourchambault<sup>534</sup>. Le 11, les grévistes franchissent la Loire à plus de 400 et prennent la route de Torteron via Jouet/Aubois. Le cortège ne passe pas inaperçu dans les villages traversés, alimentant les conversations pour plusieurs jours. A Torteron, la foule envahit l'usine et

<sup>526</sup> AdC, 25 M 43 ; mai 1858.

<sup>527</sup> AdC, 25 M 80 ; Lettre du sous-préfet, le 8 mai 1867.

<sup>528</sup> AdC, 212.O.1. ; Lettre du directeur, le 13 décembre 1854.

<sup>529</sup> *Id.*, Lettre du 17 juillet 1857.

<sup>530</sup> A. Saglio, « La Caisse de dotation des jeunes ouvrières de Torteron », *Union de la Paix sociale, Compte-rendu de la réunion régionale du 24 avril 1887, à Bourges, Montluçon, 1887*, p. 86-95.

<sup>531</sup> *La Semaine religieuse du Berry* du 3 mai 1865.

<sup>532</sup> A. Saglio, art. cité.

<sup>533</sup> *Id.*

<sup>534</sup> AdC, 31 U 601 ; Torteron, avril 1870.

contraint les ouvriers en poste à éteindre les feux et à stopper les machines. Non sans user de violence.

Dans un premier temps, en effet, les métallurgistes berrichons, d'abord soucieux de préserver leur outil de travail, témoignent d'une grande réserve envers l'intrusion mouvementée d'éléments étrangers à leur établissement. A ce moment, les Nivernais ne peuvent compter que sur une poignée de complices dans la vallée de l'Aubois. Le 11, en fin de soirée, la situation change. Des groupes discutent jusque tard dans la nuit à Torteron et à Feuillarde. Les jeunes, notamment, poussent à l'action. Vers minuit, des manifestants réunis sur la place de la mairie exigent « *la caisse* » afin de battre le rappel.

Le 12, à l'aube, la grève paralyse l'usine de Torteron. Leurs revendications établies, les ouvriers décident de marquer leur entrée en lutte par une marche spectaculaire sur... Fourchambault. A 6 heures, alors que la cloche de l'usine sonne en vain l'embauche du matin, des centaines stationnent devant le portail. Des cris fusent : "*nos salaires!*", "*nos droits!*", "*l'esclavage!*"... Après s'être alignée sur plusieurs rangs, la foule s'ébranle. En cours de route, des mineurs la rejoignent la foule. A 10 heures, un millier de personnes atteignent le pont de Givry, qui enjambe la Loire. En face, la troupe protège l'établissement de Fourchambault, toutes grilles fermées, dont les grévistes, qui s'engagent à ne commettre aucune dégradation, exigent l'ouverture. Essuyant un refus, ils se massent contre l'entrée principale, laquelle ne résiste pas longtemps à la pression. Le général présent sur les lieux juge préférable d'ordonner le repli des soldats, manoeuvre saluée aux cris de "*Vive la troupe!*".

Satisfaits par la tournure des événements, mais ne désirant pas pousser plus loin leur démonstration, les ouvriers choisissent de rebrousser chemin. Sur le retour, plus excités qu'épuisés par la marche, quelques-uns s'en prennent aux clôtures du domaine du comte Jaubert et hurlent des slogans près de l'entrée du château. Dans l'ensemble, la journée s'est déroulée sans violence. Les manifestants n'ont pas renouvelé les dégradations de la veille. Fiers de leur force, les grévistes de Torteron souhaitent en maîtriser l'usage. Un peu à retardement, la solidarité avec leurs camarades nivernais a finalement pris le dessus.

En dépit de l'occupation du hameau industriel par la troupe, la grève se poursuit jusqu'au 18. A cette date, depuis plusieurs jours, la contestation sociale s'est déplacée vers les minières. On ne sait pas grand-chose des circonstances qui président à la cessation du travail des mineurs, dont la présence au pont de Givry, le 12, est attestée. Rien ne prouve qu'ils aient répondu aux sollicitations des métallurgistes, mais il est clair qu'ils n'ont pas voulu laisser passer l'occasion de poser leurs propres revendications.

Le 15 avril, donc, leur cortège, qui parcourt la contrée, grossit pour atteindre le demi-millier de participants. Au fil des heures, divers épisodes font entrevoir la nature des rapports qu'entretiennent les grévistes avec les autres catégories rurales. S'agissant des mineurs, les défaillances sont bannies. L'arrivée soudaine sur les chantiers encore en activité d'une foule armée de bâtons a tôt fait de dissuader les récalcitrants. Mais les manifestants n'ont pas l'intention de s'en tenir là. Dans leur esprit, il importe de mobiliser l'ensemble du petit peuple des campagnes : bûcherons, terrassiers, maçons, routiers, fermiers, petits propriétaires, etc. Les références territoriales au fondement des mobilisations communautaires sont mises au service d'une action explicitement sociale. Les fermiers montrent le moins d'enthousiasme, à défaut d'être franchement hostiles aux mineurs, lesquels ajustent leur attitude selon les interlocuteurs rencontrés et sollicités.

La distance sociale s'avère plus difficile à combler face aux habitants des bourgs. A Nérondes, l'apparition des premières « bandes » de grévistes provoque un début de panique. Aux aguets, les Nérondais se rassurent de constater que, parmi les centaines d'intrus, « *beaucoup ont été reconnus comme étant du pays* ». Le malentendu n'est pas dissipé pour autant. L'absence de violence ne suscite aucun mouvement de sympathie à l'égard des grévistes, dont on n'attend qu'une chose : leur départ. Les vivres distribués n'ont pas d'autre motivation que le désir d'en finir au



plus vite. Si l'esprit communautaire abaisse les barrières qui fractionnent le prolétariat rural, les limites territoriales de l'interconnaissance sont vite atteintes.

Mais il y a plus. Alors que les mineurs se joignent massivement aux métallurgistes, la réciproque est loin de se vérifier. Autant les mouleurs et les burineurs de Torteron se sentent proches des forgerons de Fourchambault, autant ils répugnent à se mêler aux ouvriers externes. Le 15 avril, toujours en grève, ils évitent de s'associer à la marche sur Nérondes, laquelle ignore, d'ailleurs, la cité industrielle, où la troupe, il est vrai, stationne. Sur fond de solidarité strictement corporative, il s'agit aussi, comme le 11, de protéger l'outil de travail. A Torteron, l'usine et le village ont lié leur sort. « L'esprit de clocher » se teinte, ici, d'un authentique « patriotisme » d'établissement, lui-même empreint de fierté professionnelle, sentiments que la direction, on l'a vu, veille à stimuler.

Les vers médiocres du *Chant des ouvriers de Torteron*, écrits dans les années 1860 par un prêtre - l'abbé Clément -, flattent ainsi les "*fiers ouvriers*", glorifiés pour "*les nobles combats*" qu'ils mènent contre la matière : "*Métaux domptés par son courage/ Rendez hommage au forgeron / Comme Dieu, c'est dans son ouvrage/ Que l'homme est grand à Torteron*"<sup>535</sup>.

---

<sup>535</sup> *Semaine religieuse du Berry*, le 3 mai 1865.

## LES CONSCIENCES ET L'ORGANISATION : À LA RECHERCHE DE L'AUTONOMIE

### Le recul de l'analphabétisme : les acquis ouvriers

Si l'amélioration des conditions matérielles d'existence demeure sujette à de douloureux et fréquents retours en arrière, l'instruction progresse de façon continue, en particulier dans le monde ouvrier. Le département, assurément, part de très bas et suit davantage le mouvement national qu'il ne le devance. Les dix-sept points gagnés, entre les années 1831-1833 où le taux des conscrits illettrés atteignait 79,3 % et la période 1855-1859, où il descend à 62,6 %, n'ont rien d'exceptionnels et correspondent aux progrès enregistrés dans le pays<sup>536</sup>. A cette différence près, toutefois, que la moyenne nationale s'établit, elle, à 31,7 %. Au classement des départements comptant le plus de conscrits illettrés, le Cher occupe toujours une cinquième place peu flatteuse.

Les pourcentages d'enfants scolarisés et d'époux capables d'écrire leur nom ne garantissent pas la maîtrise de l'écriture ou la pratique régulière de la lecture. À Vierzon, l'administration ferme les yeux et tolère bien des entorses aux règlements scolaires. L'emploi de femmes âgées, sans aucune qualification, n'appelle pas de remarque particulière *"toutes les fois que la moralité et la santé des enfants n'ont pas à en souffrir, car ces femmes rendent de véritables services"*, explique l'inspecteur d'académie<sup>537</sup>. Convenant du *"médiocre"* niveau des écoles ouvertes illégalement dans plusieurs quartiers de Vierzon, l'inspecteur avoue son impuissance.

À la fin du Second Empire, le débat scolaire s'élargit au-delà du cercle restreint des notables. Pour autant qu'on puisse les interpréter, divers indices signalent une demande croissante. L'école, se rapprochant des quartiers et des villages, entre dans l'univers quotidien des familles populaires. Aussi limité soit-il, le savoir acquis grâce à elle ouvre des horizons, révèle des capacités individuelles insoupçonnées. Mieux diffusé, il contribue, par réaction, à rendre l'ignorance insupportable et honteuse.

À Vierzon-Ville, la demande excède l'offre. Aussi, le flot croissant des élèves se déverse-t-il, en partie, dans la commune voisine, dont les nouveaux quartiers prolongent, à Bourgneuf ou au Fay, les concentrations ouvrières du centre. Contraints d'augmenter les dépenses scolaires, les élus de Vierzon-Villages s'émeuvent. A Bourgneuf et au Fay, la moitié des élèves vient, dit-on, de Vierzon-Ville<sup>538</sup>.

Les actes de mariage du début des années 1870 de notre échantillon habituel de communes confirment les progrès de l'instruction parmi les ouvriers. À l'exception des journaliers capables d'écrire leur nom dans la proportion du tiers et dont le taux s'améliore, cependant, de vingt-trois points en vingt ans, les catégories ouvrières présentent des pourcentages supérieurs aux deux tiers relevés pour l'ensemble de l'échantillon. Nouveaux venus sur nos tableaux, les verriers et les cheminots se placent, d'emblée, à des niveaux très élevés : 71,4 % et 75 %. Dorénavant, les travailleurs des usines rejoignent les ouvriers de l'artisanat, traditionnellement plus instruits. Les métallurgistes - 82,8 % - illustrent parfaitement ce mouvement, allant jusqu'à dépasser les compagnons des métiers - 81,1 %. En ville, ils frôlent les 100 %. Fait non moins remarquable, au terme d'une ascension de trente-sept points depuis le milieu du siècle, les épouses de métallurgistes franchissent le seuil des 70 %. Le métallurgiste, note Georges Thuillier, à propos de Fourchambault, *"possède le*

<sup>536</sup> Statistique de la France, 2<sup>e</sup> série. *Mouvement de population pendant les années 1858, 1859, 1860*, T. XI, 1863, Strasbourg.

<sup>537</sup> AdC, 1 T 93; Rapport pour l'arrondissement de Bourges, Vierzon-Ville, 1852.

<sup>538</sup> AdC, 317.O.2 ; Vierzon-Villages, délibération du 10 novembre 1866.

goût de l'instruction"<sup>539</sup>. S'il arrive, à Torteron, que les bancs de l'école se dégarnissent à certains moments, "*les rétributions scolaires sont prises en bonne part ; on met un certain amour propre (...) à les acquitter exactement*"<sup>540</sup>. Dans les années 1860, la distribution des prix figure parmi les temps forts qui rythment la vie de la petite cité. Pour l'occasion, la Société réquisitionne le bâtiment le plus vaste de l'usine : la halle à charbon, et ne néglige aucun détail susceptible de rehausser l'éclat de la cérémonie. Lors d'une de ces journées mémorables, relate Jolant, « *un théâtre, aux décors brossés par un peintre de talent fut monté à une extrémité de la halle et les enfants y jouèrent la comédie avec beaucoup de naturel et d'entrain. Les 400 ou 500 personnes qui assistèrent à cette fête de famille en gardèrent longtemps le souvenir* »<sup>541</sup>.

En dépit des bons scores réalisés dès le milieu du siècle, les porcelainiers améliorent encore leurs performances pour frôler les 75 % de signatures au bas des actes de mariage, progrès auquel participent leurs épouses. On sait la profession ouverte aux nouveautés. En 1870, le premier syndicat ouvrier de la céramique inscrit à son programme la formation professionnelle, l'instruction, la fréquentation des écoles, des bibliothèques et des musées<sup>542</sup>.

L'écrit s'ancre dans le vécu ouvrier. Sans évincer la culture orale, il la complète, l'enrichit. Ici, des mineurs rédigent une pétition pour appuyer leurs revendications<sup>543</sup>, là, des placards tapissent les murs. Dans d'obscurs cabarets de village, sur les chantiers lors des pauses, les travailleurs s'habituent à lire et à commenter des journaux qui ont pour nom *Le Rappel*, *Le Réveil* ou *La Marseillaise*<sup>544</sup>.

## La République démocratique et sociale : une flamme jamais éteinte

### Le souvenir de 1851

#### Le vocabulaire et les symboles

Le traumatisme provoqué par la répression massive et brutale de 1851, impose, certes, la prudence, mais fixe ou fige, aussi, les positions des groupes et des individus. Avec elle, témoins, acteurs, victimes, héritiers disposent d'un repère majeur, inoubliable, sauf à se renier.

Tout au long des années 1850, la protestation populaire emprunte son vocabulaire à celui de la République démocratique et sociale. Tandis que le discours, la propagande se terrent ou se camouflent, des bribes de mot d'ordre ou de chants remontent en surface, çà et là, criés par des malheureux saisis par la colère ou des maladroits pris au piège de l'alcool. "*Vive les Rouges !*", hurle un terrassier d'Argent, employé à la construction du canal de la Sauldre et qui, enivré, refuse de payer son logeur, l'insulte et casse la vaisselle<sup>545</sup>. Vengeur, le cri jaillit souvent hors de propos. D'autre fois, le mécontentement ravive l'espoir d'un changement politique dans la filiation de 1849. "*On parle encore des Rouges, je crois bien que tout n'est pas fini. Si l'ouvrage continue de manquer, ils se reprendront*", prophétise un chômeur dans un cabaret de la Borne<sup>546</sup>.

Avec les chants et les slogans, les symboles de la République démocratique et sociale refleurissent de temps à autre. Faut-il lire la réalité à travers les yeux soupçonneux des policiers et des magistrats ? Un mineur, appartenant à "*une famille très rouge*" et trouvé porteur d'un ruban écarlate sur son chapeau, se dit victime d'une farce de conscrits<sup>547</sup>. Qui croire lorsque l'on sait que

<sup>539</sup> G. Thuillier, « Les problèmes sociaux... », art. cité.

<sup>540</sup> L. Reybaud, *Le fer...*, op. cit., p. 118.

<sup>541</sup> E. Jolant, op. cit., p. 92.

<sup>542</sup> AdC, 33 M 159.

<sup>543</sup> AdC, 31 U 601 ; La Guerche, 1870.

<sup>544</sup> Id., Saint-Hilaire de Gondilly, 1870.

<sup>545</sup> AdC, 30 U 245 ; Argent, 1853.

<sup>546</sup> Id., Henrichement, 1853.

<sup>547</sup> AdC, 31 U 596 ; Menetou-Couture, 1855.

l'homme n'a pas hésité à frapper le commissaire qui lui reprochait sa tenue ? On hésite moins, dans le cas de cet ouvrier chapelier, condamné quelques mois plus tôt pour outrages à l'Empereur et qui, pénétrant dans une auberge de Châteauneuf les épaules couvertes d'un magnifique foulard pourpre, proclame sans détour : *"la couleur rouge me convient et j'ai pour habitude et pour goût de ne me moucher que dans le rouge"*<sup>548</sup>.

### Les sentiments et la raison

À travers ces mots et ces symboles, les vaincus de 1851, contraints de subir le triomphe et les humiliations des vainqueurs, donnent libre cours à des sentiments profonds et durables, entre espoir, haine et désir de revanche.

Malheur à ceux que l'on soupçonne d'avoir aidé les magistrats et les militaires aux heures sombres des Commissions. Un aubergiste de Saint Germain/Aubois est mis en quarantaine par les républicains du village pour avoir proposé de conduire en voiture les suspects raflés par l'armée. Traité *"d'aristo"*, menacé par trois ouvriers qui lui promettent, *"si jamais la République revient"* de le mener, lui et les siens, *"mieux que vous nous avez menés"*<sup>549</sup>. Apeuré, le commerçant hésite plusieurs jours avant d'aller se plaindre. En matière de menace, l'imprécision n'a rien de rassurant. Qui vise ce scieur le long du Châtelet laissant tomber : *"si le temps qui est passé revenait, ça irait mieux. Ça peut revenir. Il y a un couple dont je me charge de leurs affaires"*<sup>550</sup> ?

Ce type de déclarations peuple les annales judiciaires depuis des décennies, sans désigner pour autant leurs auteurs comme des assassins potentiels. Gardons-nous toutefois de sous-estimer l'ampleur des épreuves imposées aux « rouges ». Si le sang n'a pas coulé abondamment, des centaines de familles sont sorties du drame meurtries et brisées. Entre les clans, les factions et les « partis » d'hier, se dresse le mur des dénonciations, des arrestations, des déportations... Cela, dans des dizaines de villages où le côtoiement obligé réactive les griefs.

La politique, ainsi vécue à fleur de peau, n'admet pas les ralliements et tolère à peine la simple prudence. *"Tu n'es qu'un lâche, tu ne veux donc pas donner la main à un républicain"*, s'indigne l'ancien maire de Meillant, Foultier qui, de retour d'Afrique, où il a été déporté, croise un ancien « rouge » dans une auberge<sup>551</sup>. Conscience morale et conscience politique, plus que jamais, se confondent. *« Dans le temps, vous marchiez avec nous, aujourd'hui vous parlez de Napoléon, et bien moi, je suis toujours rouge »*, jette, comme un défi, un autre sympathisant des Mariannes<sup>552</sup>.

Le souvenir des martyrs entretient le devoir de fidélité et place chacun face à sa conscience. *" Il faut faire voir que le sang des Braves Républicains de 93 et 48 n'est pas encore mort dans vos veines et que vous savez encore vous venger quand l'ont (sic) vous opprime trop"*, affirme un placard apposé à Fourchambault<sup>553</sup>. A Vierzon, une affiche interpelle : *"serions-nous assez lâche pour laisser des hommes telle (sic) que Félix Pyat, Barbès (sic) et tant d'autres hors de leur territoire? Des hommes ont tout sacrifiés (sic) pour la liberté, non c'est impossible, je le répète levons-nous et ouvrons les portes de la France (sic) aux amis de la liberté"*<sup>554</sup>.

Localement, d'autres noms circulent, qui perpétuent la mémoire des amis condamnés. Le retour de déportés amnistiés, l'attitude timorée de quelques-uns se conjuguent avec l'étroitesse de notoriétés villageoises, pour saper l'ébauche de légendes hors du cercle familial. Les allusions abondent, cependant, qui prouvent que, beaucoup, n'ont rien oublié. A Sancergues, un boursier dénonce l'hypocrisie des *"canailles et des polissons"* qui ont gracié l'ancien maire de Précy, Desmoineaux, mort en déportation, mais abandonnent à leur sort *"les autres qui se*

<sup>548</sup> AdC, 31 U 597 ; Châteauneuf, 1858.

<sup>549</sup> AdC, 31 U 596 ; Saint-Germain/Aubois, 1855.

<sup>550</sup> AdC, 31 U 597 ; Le Châtelet, 1858.

<sup>551</sup> AdC, 31 U 595 ; Dun, 1853.

<sup>552</sup> AdC, 30 U 247 ; Aubigny, 1856.

<sup>553</sup> AdC, 25 M 80 ; 1867.

<sup>554</sup> AN, BB18 1787 ; Ministère de la Justice ; Elections de 1869 ; Vierzon.

trouvaient dans la même catégorie"<sup>555</sup>. L'évocation de celui qui fut l'un des meneurs de l'insurrection du Val de Loire ravive nostalgies et connivences. De passage à Sancergues, un ouvrier menuisier, de retour d'Afrique demande que l'on transmette ses compliments "à la veuve de son compagnon d'infortune"<sup>556</sup>. Voilà au moins un nom gravé dans les mémoires.

Délit politique ordinaire des régimes de pouvoir personnel, les outrages au chef de l'Etat fleurissent régulièrement. Les coupables ne se contentent plus de broder sur les infirmités ou les disgrâces physiques, la malhonnêteté ou la lâcheté du souverain. La tonalité se fait plus âpre, la hargne l'emporte sur le mépris et la moquerie. C'est flagrant en 1858, au lendemain de l'attentat d'Orsini. A plusieurs reprises, des contestataires lient l'amélioration de leur situation personnelle à la mort espérée de l'Empereur. C'est, en substance, ce que déclare un habitant de Lunery<sup>557</sup>. Sur le mode ironique, un taillandier de Savigny-en-Sancerre développe un raisonnement voisin. Rapprochant la baisse de 0,20 franc du kilo de pain censée coïncider avec "*la disparition des moustaches*" de Napoléon III lors d'un attentat, l'homme se plaît à imaginer ce qui serait advenu en cas de "*blessures*" plus graves<sup>558</sup>.

L'Empereur ne concentre pas sur sa personne toute l'agressivité des mécontents, qui s'emporte aussi contre l'Eglise. La critique des « riches », des « bourgeois », latente, revient en force aux premiers signes de difficultés sociales. En 1853, comme en 1867, les marchés bruissent d'une insistante rumeur dénonçant "*la coalition des bourgeois*"<sup>559</sup>. L'épidémie du choléra de 1854 relance les accusations d'empoisonnement portées contre les « riches » ou les « prêtres », pluriel commode, mais révélateur du vécu des antagonismes de classe<sup>560</sup>.

Ces sentiments coexistent parfois avec une amorce de réflexion sur la nature d'un pouvoir détesté. Analyse abrupte et sans nuance, plus complexe, pourtant, que les réflexes épidermiques et instinctifs habituels. Teintée d'humour, la remarque d'un ouvrier de Mazières faisant dire au gouvernement : "*vous êtes libres, mais vous devez voter pour mes candidats*", traduit la lucidité d'une partie de l'opinion<sup>561</sup>. Combien de travailleurs fondent leur opposition sur ce jugement à l'emporte-pièce formulé par un chaudronnier, selon lequel "*l'Empereur ne vaut pas cher, tant qu'il sera sur le trône, l'ouvrier sera malheureux*"<sup>562</sup>?

### La permanence des "noyaux rouges"

#### *Les reliques*

Les dénonciations, les trahisons, les perquisitions n'ont pas permis aux forces de l'ordre de s'emparer de la totalité du matériel de propagande diffusé aux quatre coins du département sous la Seconde République. Sept ans après le coup d'Etat, gendarmes et policiers reviennent rarement bredouilles des perquisitions opérées après l'attentat d'Orsini. A Couy, ils récupèrent un recueil, de chansons datant de 1849 dans les bagages d'un serrurier<sup>563</sup>, cependant qu'ils mettent la main, au domicile d'un cafetier de Farges, ancien adjoint au maire, sur de vieux journaux socialistes<sup>564</sup>. A Saint-Amand, les magistrats ne savent trop que penser des portraits de Robespierre, Carrier et Desmoulin trouvés au logis d'un coiffeur, mais tiennent pour une pièce à conviction un tableau sur lequel figurent Ledru-Rollin, Raspail, Barbès, Caussidière et Pyat caché au domicile d'un maréchal-ferrant de Sens-Beaujeu<sup>565</sup>.

<sup>555</sup> AdC, 30 U 245 ; Saint-Martin-des-Champs, 1853.

<sup>556</sup> *Id.* ; Sancergues, 1858.

<sup>557</sup> AdC, 25 M 112.

<sup>558</sup> *Id.*

<sup>559</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du procureur général, le 9 septembre 1853.

<sup>560</sup> *Id.*, Rapport du 28 décembre 1854.

<sup>561</sup> AdC, 25 M 112 ; Bourges, 1858.

<sup>562</sup> *Id.*, Laverdines, 1858.

<sup>563</sup> AdC, 30 U 248 ; Charentonnay, 1858.

<sup>564</sup> AdC, 25 M 112 ; 1858.

<sup>565</sup> *Id.*

Les « noyaux rouges » existent bel et bien, telles ces graines enfouies dans l'attente de l'averse qui déclenchera leur rapide germination. Les acteurs de 1849-1851 en forment l'ossature. La première amnistie de 1853 libère des dizaines de déportés berrichons. Beaucoup rejoignent leur région d'origine. Le plus grand nombre replonge dans l'anonymat, ce qui n'empêche pas l'administration de les avoir à l'œil. Les va-et-vient des autres nourrissent de minutieux rapports. Gilbert Foulquier, vu à Dun en compagnie "*d'exaltés*", doit s'expliquer sur le champ des motifs de ses "*voyages*"<sup>566</sup>. Parce qu'il s'est attardé dans un café d'où parviennent des chansons subversives, un cordonnier gracié provoque une perquisition chez le tenancier<sup>567</sup>.

Dans les petites communes, où nul n'ignore les faits et gestes des voisins, la moindre visite d'un étranger ou d'un ancien condamné alimente bavardages, rumeurs et dénonciations. Le 23 novembre 1856, Auguste Protat, transporté, puis amnistié, revoit, après des années de séparation, d'anciens camarades dans un cabaret de Givardon<sup>568</sup>. Aussitôt avertis, le maire et le juge de paix reconstituent l'itinéraire de Protat, qu'ils imaginent déjà reformant une Marianne. Étranges conspirateurs que ces hommes qui, passés par les mêmes épreuves, fêtent, émus aux larmes, leurs retrouvailles. N'excluons pas, à l'avenir, des réunions moins innocentes, mais en cet automne 1856, le cœur de nos « suspects » n'est pas à l'agitation politique.

Dans un climat social alourdi par le chômage, la Société Boigues et Rambourg réagit à l'unisson des policiers. En janvier 1857, le directeur de l'usine de Torteron se plaint de ce que la population de Ménéton-Couture est "*visitée par les agents de la pire espèce, (...) que les doctrines mauvaises*" s'enracinent en raison d'une surveillance lacunaire<sup>569</sup>. Le spectre des Mariannes hante, à n'en pas douter, la vallée de l'Aubois. Que les mineurs du Chautay viennent à hurler, chaque jour, à heure fixe, en faveur de leurs revendications, rappelle immédiatement chez les témoins les cris de "*la malheureuse année 1848*"<sup>570</sup>.

En attendant que renaissent, à l'extrême fin de la période, d'authentiques associations, des noms, des adresses s'échangent. Contraints à un exil intérieur, les vaincus de 1851 établissent un système souple, mais solide, de relations à base de camaraderie et d'entraide. Intermittents, ces liens forment un écheveau complexe et discret, que les hasards de la répression permettent parfois de démêler. En décembre 1855, Charles Berger, un mécanicien de Sedan, où il passait pour avoir "*horreur du travail*", séjourne dans le Cher<sup>571</sup>. Le 25, au matin, il entre dans une auberge du hameau de la Borne, près d'Henrichemont. Loquace, l'ouvrier confie qu'il est un ancien condamné politique et se dit à la recherche de deux habitants de la localité, dont il cite les noms. Le hasard veut qu'il croise l'un d'eux - Lacroix-, un menuisier, en sortant du cabaret. Ce dernier admettra plus tard connaître de vue le mécanicien. Aveu surprenant que l'on aurait tort de prendre pour argent comptant. Sommé de s'expliquer, Lacroix maintiendra sa version, puis parlera d'un troisième individu, un boulanger de Bourges, relation commune à tous deux, dont Berger se serait réclamé lors de leur première rencontre. Plusieurs témoins prétendent avoir vu les deux hommes se serrer la main "*d'une certaine façon*". On comprend que Lacroix ait souhaité ne pas s'attarder sur cet épisode digne des rituels de reconnaissance en vigueur dans les sociétés secrètes.

Toujours est-il que ce jour-là, Berger et Lacroix, rejoints par un bûcheron et un fabricant de forme, déjeunent ensemble. Pendant le repas, la conversation tourne autour des Mariannes et des perspectives politiques. La confiance règne. On oublie les précautions d'usage. En fin de journée, Berger quitte la Borne pour gagner Ivoy-le-Pré, où il arrive "*en ribote*". Là, il hèle un aubergiste auquel il demande s'il est "*de la grande famille*". Sur quoi, sans attendre la réponse, Berger, chaleureux en diable, embrasse le commerçant et entame le récit de ses aventures. Peaufinant son personnage, le mécanicien se présente cette fois

<sup>566</sup> 31 U 595; Dun, 1853.

<sup>567</sup> *Id.*, Chalivoy-Milon, 1853.

<sup>568</sup> AdC, 25 M 112.

<sup>569</sup> *Id.*, Lettre du 7 janvier 1857.

<sup>570</sup> AdC, 31 U 595 ; Le Chautay, 1853.

<sup>571</sup> AdC, 30 U 247 ; 1855.

comme *"l'élève de Raspail"*. Après le long récit des misères endurées depuis le coup d'État, il révèle l'imminence de grands bouleversements. Pour vaincre les ultimes réticences de son interlocuteur, il se recommande d'un cordonnier de Vierzon - Caudelet - inquiet quelques années plus tôt pour ses activités politiques.

En réalité, Berger n'a jamais appartenu aux sociétés secrètes. Loin d'être un mythomane jouant avec le feu, c'est un escroc spécialisé dans l'obtention de secours auprès des sympathisants républicains. Depuis plusieurs mois, il vit aux crochets des « rouges », dont il a percé, mieux que la police, les mystères et qu'il sait approcher, puis apitoyer. Parti de Bordeaux avec 60,20 francs en poche, produit d'une collecte organisée en sa faveur, il sévit, successivement, à Champagnac, La Souterraine, Châteauroux, Issoudun, chaque fois grâce aux secrets arrachés aux *"amis"* des localités visitées. Suivre Berger, c'est aussi remonter la longue chaîne de solidarité populaire et ouvrière faite de nombreux maillons isolés que Berger, en un sens, soude les uns aux autres. Parvenu à Vierzon le 20 décembre, l'imposteur s'est immédiatement rendu dans l'un des cabarets que fréquentent les mécaniciens du Paris-Orléans. Quelques heures plus tard, il en sort, riche des 15,20 francs offerts par les cheminots, touchés, après bien d'autres, par la détresse d'un « militant », victime de sa fidélité aux idées démocratiques. Berger frappe ensuite chez Caudelet, dont l'identité et l'adresse lui ont été fournies par des militants d'Issoudun. L'artisan se méfie. La tenue du voyageur, quelque peu éméché, déplaît au cordonnier. Soupçonnant un mouchard, Caudelet interrompt sèchement l'entretien, mais a le temps d'entendre son visiteur se réclamer de plusieurs « socialistes » locaux. Le lendemain, Berger prend le train de Bourges, où un boulanger, ancien interné, lui donne à son tour de l'argent. Le séjour berruyer dure jusqu'au 22, le temps pour Berger d'aller *"saluer"* divers *"amis"*. Enfin, il gagne Henrichemont et la Borne où nous l'avons vu opérer.

Les rares dossiers parvenus jusqu'à nous autorisent-ils des conclusions générales ? Par-delà la spécificité irréductible de chaque cas, se recommander d'un déporté, se présenter soi-même comme tel, suffit pour que les langues et parfois aussi les bourses, se délient. Fut-ce dans le village le plus isolé, à l'évocation de certains noms ou mots, acteurs, admirateurs ou héritiers de 1849 se rassemblent autour du premier venu. Analysant la situation politique dans le département en 1856, le procureur général estime pratiquement nul le danger d'une insurrection, voire de simples troubles et préfère s'attarder, à l'aide d'exemples choisis dans les cantons de Néronde et de La Guerche, sur l'activité souterraine, le travail de sape que mène le *"parti socialiste"*.

À court comme à moyen terme, le régime n'a rien à craindre pour sa stabilité. Mais le vocabulaire et les symboles "rouges" sont à fleur de conscience. Si l'élan des années 1849-1851 s'est brisé, l'idéologie a laissé de profondes empreintes. Au mieux, la connivence, la sympathie restent acquises, pas au point cependant de basculer dans la solidarité agissante et la compromission. Prudents, les ouvriers se détachent de "l'illusion politique". Retour en arrière ? Nuançons. Le suffrage universel sert encore, parfois, d'exutoire au mécontentement, à l'expression de convictions durables. La persistance de noyaux politisés, disposant, sinon de références théoriques, du moins de repères politiques et de filières souples, crée une situation inédite. La division sociale des "tâches" qui, sous la Monarchie de Juillet, réservait le discours et le combat oppositionnel aux personnalités de la petite et moyenne bourgeoisie pour abandonner au peuple les luttes économiques ou sociales, a perdu de sa simplicité.

Désormais, des "cadres" politiques agissent et vivent parmi le peuple et les travailleurs. L'opinion ouvrière se préoccupe toujours du mouvement du prix des denrées, des tarifs et du chômage, mais les "militants", qui partagent le sort de leurs camarades, puisent dans les thèmes, le vocabulaire et la symbolique politique « rouge » les éléments de réponse aux questions et aspirations sociales. Les nouvelles pratiques et grilles de lecture politiques nées dans le contexte singulier de la Seconde République lui survivent. En dépit de la répression, qui conforte leurs traits d'archaïsme, elles annoncent les formes de

militantisme à venir.

### Résignation ou adhésion : le bonapartisme en milieu ouvrier

Dans l'immédiat, les déceptions et la désillusion engendrent l'apathie et l'indifférence, ingrédients de la délégation de pouvoir, tentation récurrente des groupes dominés, qui prévaut jusqu'aux années 1867-1868 dans les mondes ouvriers berrichons.

Au vrai, qui songerait à se plaindre des bonnes récoltes et de la reprise de l'activité industrielle ? Après les coups sévères portés aux opposants en 1858, tout espoir paraît insensé de ce côté-là. Mieux vaut, donc, prendre la vie telle qu'elle se présente et profiter des bons salaires du moment. Les tenants du parti de l'Ordre veulent se rassurer. A Mehun, le commissaire note que *"les classes ouvrières, en général, ne soufflent mot, l'essentiel pour eux (sic) c'est d'avoir du travail"*<sup>572</sup>. A Dun, son homologue observe que *"les classes laborieuses sont toujours convenablement occupées (et que) leurs opinions qui, à une époque difficile étaient très avancées (...), sont aujourd'hui assez bonnes"*<sup>573</sup>. Trois ans plus tard, le même semble convaincu de ce que *"la politique devient de plus en plus étrangère aux habitudes des ouvriers qui, en ce moment, ne s'en occupent pas du tout"*<sup>574</sup>.

Incompris, les démocrates connaissent alors de durs moments de solitude. *"Les quelques individus qui ont des idées contraires au gouvernement de l'Empereur se tiennent tranquilles et ne manifestent en aucune manière leurs opinions..."*, se réjouit le commissaire de Chârost<sup>575</sup>. Si ceux du canton de Saint-Amand *"continuent à se réunir"*, leurs propos sur le prix du pain et la baisse des salaires n'influenceraient d'aucune manière le cours des événements<sup>576</sup>. Les ouvriers, résume le procureur général, *"acceptent avec résignation les épreuves"*<sup>577</sup>. Ils sauraient gré aux autorités d'organiser les secours et témoigneraient de leur reconnaissance à l'Empereur d'avoir accéléré l'ouverture des ateliers de charité.

L'État ne distribue pas seulement des aides. Il fournit aussi des commandes. Les fondeurs et les mouleurs de Torteron ne l'ignorent pas. En 1860, tandis que l'allègement des carnets de commandes menace l'emploi, le commissaire de la localité constate que *"les employés, ainsi que les ouvriers (...) commencent de crier après M. Benoist d'Azy ainsi qu'après le Directeur pour (leurs) opinions (légitimistes) hostiles au gouvernement"*<sup>578</sup>. En sens inverse, si l'on peut dire, les autorités ne font plus systématiquement cause commune avec les employeurs. Indigné du mauvais vouloir de l'administration, le directeur de l'usine de Torteron menace d'arrêter les fabrications pendant six mois. *« Le gouvernement n'est pas assez fort »*, proteste-t-il<sup>579</sup>. En 1865, lors d'une grève qui affecte l'établissement Pillivuyt de Mehun, le maire, sur les conseils du préfet et *"en raison de la nouvelle loi sur les coalitions"*, opte pour la neutralité<sup>580</sup>. De façon plus exceptionnelle encore, sachant que la Société Boigues et Rambourg assure une partie de son traitement, le commissaire de Torteron s'interpose entre les mineurs et l'ingénieur en chef des minières<sup>581</sup>. Dans un rapport adressé à ses supérieurs, le fonctionnaire justifie la grève par la rigidité de l'employeur.

Aussi brouillonne soit-elle, la politique extérieure du régime encourage les brusques montées de nationalisme qui, régulièrement, submergent les classes populaires. A l'issue de la guerre de Crimée, les métallurgistes de Torteron, rassemblés en grand nombre pour écouter le garde champêtre proclamer la conclusion du traité de Paris, désapprouvent le *« Vive la*

<sup>572</sup> AdC, 25 M 66 ; Rapport d'avril 1859.

<sup>573</sup> *Id.*, Rapport de novembre 1863.

<sup>574</sup> *Id.*, Rapport d'octobre 1866.

<sup>575</sup> AdC, 33 M 56 ; Rapport du 15 juin 1858.

<sup>576</sup> AdC, 25 M 66 ; Rapport de novembre 1861.

<sup>577</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du 4 octobre 1861.

<sup>578</sup> AdC, 33 M 56 ; Rapport du 14 février 1860.

<sup>579</sup> *Id.*, Rapport de gendarmerie du 6 mars 1857.

<sup>580</sup> AdC, 33 M 120 ; Rapport du 12 septembre 1865.

<sup>581</sup> AdC, 25 M 80 ; Rapport du 10 mars 1868.



*République !* » lancé par un mineur<sup>582</sup>. En cette heure de communion patriotique, le cri semble incongru.

Dix ans après un premier voyage triomphal dans le Berry, la visite que Napoléon III et l'impératrice rendent à Fourchambault provoque, par-delà la curiosité, des manifestations d'enthousiasme<sup>583</sup>. Pour quelques heures, la popularité du souverain semble au plus haut. À cette occasion, un vieux garde-fourneau de Torteron reçoit la Légion d'honneur. Sensibles à une distinction qui rejaillit sur l'ensemble du personnel, les métallurgistes *"sacrifient volontiers leur journée de travail pour aller en masse, avec un entrain et un ordre parfait, témoigner par leur chaleureux accueil et leurs unanimes acclamations du changement qui s'était opéré depuis 1849"*<sup>584</sup>. En ce mois de juillet 1862, la Marianne paraît loin, plus enfouie, cependant, que réellement sortie des mémoires. On aurait tort de confondre, en effet, éclipse et disparition.

### Les votes

Comparant la Provence au Limousin, Maurice Agulhon oppose le « vote d'éducation » de l'une au « vote de surprise » de l'autre<sup>585</sup>. En Berry, la distinction garde sa pertinence à cette nuance près que les deux types de scrutins coexistent et se distribuent selon le clivage classique ville/campagne. Les élections survenues entre 1848 et 1852 ont mis en évidence un autre principe de classement, prenant en compte la façon dont les électeurs conçoivent l'effet attendu - ou probable - du scrutin auquel ils participent. Ainsi est-on fondé à identifier des votes "d'élection", expression du pluralisme politique, et des votes de "ratification" ou de "communion", moins destinés à choisir qu'à approuver et à légitimer le pouvoir en place à la faveur d'un plébiscite ou de l'élection d'un candidat officiel. Si les premiers sont le fait de consciences libres et autonomes, les seconds participent, sous l'effet de l'adhésion sincère ou de la crainte, de l'unanimité communautaire.

Jusqu'en 1869, les partisans du régime ne sont jamais sérieusement menacés par l'opposition. À l'exception du marquis de Vogüé, chef de file d'un légitimisme résolu, les candidats aux élections générales sont des nouveaux venus, notamment du côté de l'opposition républicaine, dont les anciens dirigeants ont été contraints à l'exil ou refusent de prêter le serment de fidélité exigé des prétendants à une fonction élective.

### Les diverses significations des scrutins locaux : l'exemple de Vierzon

L'abstention, chère aux opposants des villages où un vote ouvertement hostile au gouvernement expose à des représailles, ne sied guère aux démocrates vierzonnais rompus aux batailles électorales. Le défaut d'organisation nationale ne gêne pas moins leur conduite. Aussi est-ce à l'échelon communal et autour d'enjeux locaux que, paradoxalement, le débat politique s'anime et offre les conditions de sélectionner des porte-parole et d'arracher de premiers succès.

Les élections municipales de 1855 prévoient le renouvellement complet des conseillers. À Vierzon-Ville, les résultats sont sans appel. Six sortants sur vingt-trois retrouvent leur siège<sup>586</sup>. Un pointage sommaire recense neuf "démocrates", dont deux qualifiés de "paisibles". *"La République relève la tête"*, s'exclame un conservateur, cependant que le juge de paix observe que la plupart des élus sont *"notoirement connus pour avoir des opinions contraires à celles du gouvernement"*<sup>587</sup>. *"En 1851, ajoute-t-il, ils étaient en grande partie les meneurs du parti démagogique"*. Accusation plausible : à Vierzon, la répression n'a pas décapité les cadres républicains locaux peu impliqués dans la Marianne. De fait, la gauche a minutieusement préparé le scrutin municipal. Les « socialistes », que leurs adversaires soupçonnent d'alliance plus ou moins tacite avec les légitimistes, réussissent à

<sup>582</sup> AdC, 31 U 596 ; Patinges, 1856.

<sup>583</sup> AN, BB30 374 ; Rapport du procureur général, le 17 juillet 1862.

<sup>584</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 79.

<sup>585</sup> M. Agulhon, *La République au village*, Paris, 1979, p. XIV.

<sup>586</sup> AdC, 23 M 77.

<sup>587</sup> *Id.*, Lettre du 30 juillet 1855.

transformer en *"affaire politique (...) une chose d'intérêt local"*<sup>588</sup>. Une assemblée, tenue chez un limonadier, aurait ainsi arrêté la composition d'une liste d'opposition en prenant soin d'y introduire des *"noms honorables pour se jouer des autorités"*. La tactique s'avère payante, au grand dam du commissaire, qui proteste contre sa malhonnêteté. *"Trop d'électeurs, écrit-il, se sont laissés entraîner et tromper sur les bulletins qui leur ont été remis"*<sup>589</sup>. Trop d'électeurs ? En réalité, le *"parti socialiste"* a misé sur l'effet de surprise créé par la présence inattendue de ses candidats, cependant qu'une efficace propagande relayée par le bouche-à-oreille, mobilisait ses sympathisants. Leur participation tranche sur l'abstentionnisme du reste de l'électorat. A peine un tiers des inscrits prennent part au vote. Si l'on en croit le juge de paix, les *"élections ont été faites par les ouvriers de la fabrique de porcelaine et les hommes du chemin de fer"*<sup>590</sup>.

Cet activisme ne va pas, toutefois, jusqu'au dépôt de candidatures ouvrières. Socialement parlant, les huit *"démocrates"* dont on connaît le statut socioprofessionnel ne se distinguent guère des *"honnêtes gens"* de la liste progouvernementale. Quatre artisans, un agent d'affaires, un marchand, un propriétaire et un industriel donnent à la gauche une image *"respectable"*. Le cas de l'industriel, Armand Bazile, mérite que l'on s'y attarde.

À quarante ans, l'ancien receveur des Domaines, devenu fabricant de porcelaine, entre timidement en politique. Une notice nécrologique fait remonter son engagement à la Monarchie de Juillet<sup>591</sup>. En 1855, pourtant, l'homme hésite à franchir la porte de la mairie. Après son élection, les conservateurs parient même sur sa prochaine démission<sup>592</sup>. Au classement des élus selon le nombre de voix, Bazile arrive en douzième position. Parmi les *"démocrates"*, il est au cinquième rang. Ce résultat sans éclat, ne le destinerait pas à prendre la tête de l'opposition s'il n'était le neveu de Félix Pyat. Un autre critère entre en ligne de compte : la direction d'une entreprise de céramique. Pour en juger, précisons que parmi les candidats *"apolitiques"* que les *"démocrates"* ont pris soin d'ajouter sur leur liste figure le maire sortant, Pétry, réélu avec plus de 92 % des suffrages.

L'ancien directeur de la Manufacture de Bel Air, la plus grande usine locale, fut le premier et l'unique maire de Vierzon-Ville durant la Seconde République. Personnalité respectée par toutes les factions vierzonaises, Pétry jouit d'une bonne réputation auprès des porcelainiers, dont l'orientation à gauche n'exclut pas une solide fibre corporative. Pour beaucoup, elle se double d'un attachement sincère à l'entreprise qui les emploie et à l'homme qui l'incarne. Grâce au panachage, le scrutin de 1855 permet de combiner *"vote d'élection"* politique et un *"vote de communion"* corporatif.

De près ou de loin, la ville s'identifie à la porcelaine et aux hommes qui la dirigent : Pétry jusque-là, Hache et Bazile à sa suite. En 1855, avant d'être une personnalité, Bazile symbolise deux phénomènes chers au cœur des Vierzonnais : la fidélité à la République et les fabriques de porcelaine. Ayant pris la direction de l'usine de Bel Air, Hache recueille aussi un héritage politico-administratif. Malgré ses opinions conservatrices, il emporte le siège de conseiller général de Vierzon, avec 96,8 % des suffrages<sup>593</sup>.

Une anecdote éclaire la nature des relations politiques que le directeur entretient avec ses ouvriers. Nous sommes en 1860, à la veille du premier tour d'élections municipales. *"Mes ouvriers sont venus me demander si j'avais une liste, raconte Hache ; sur ma réponse non, ils m'ont dit: Eh bien ! nous n'irons pas voter cette fois, d'autant qu'il n'y aura comme toujours aucun résultat ; mais nous irons tous dimanche prochain ; d'ici là nous saurons désigner les conseillers à porter"*<sup>594</sup>. Le ton de l'entretien, les questions et les commentaires des ouvriers sont aux antipodes de

<sup>588</sup> *Id.*, Lettre de l'adjoint Esculier au préfet, le 30 juillet 1855.

<sup>589</sup> *Id.*, Rapport du 30 juillet 1855.

<sup>590</sup> *Id.*

<sup>591</sup> *Le Réveil social du Centre* du 31 janvier 1885.

<sup>592</sup> AdC, 27 M 77.

<sup>593</sup> AdC, 21 M 11 ; Élections au conseil général, 1858-1859.

<sup>594</sup> AdC, 23 M 93 ; Elections municipales ; Rapport du commissaire, le 21 août 1860.

la soumission de règle dans tant d'établissements métallurgiques. La tranquille certitude d'un vote unanime au second tour traduit la cohésion porcelainière. Leur intervention, fût-elle indirecte, dans la constitution des listes trouve ici une confirmation. Par courtoisie et intérêt bien compris, les travailleurs s'enquièrent de l'avis d'un homme dont, toute question politique mise à part, ils connaissent le rôle dans l'usine et dans la cité, qu'ils estiment et qui, seul parmi les candidats conservateurs, mérite leurs voix.

Instruits par de précédentes déconvenues, les partisans de l'ordre entendent, cette fois, barrer la route de la mairie aux "socialistes". À cette fin, ils souhaitent de neutraliser le vote porcelainier. C'est tout le sens de la candidature Hache présentée dans la section "nord" de la ville, où résident de nombreux céramistes<sup>595</sup>. Comme prévu, les électeurs boudent le premier tour : le taux de participation tombe à 13,7 %. La semaine suivante, alors que les conservateurs ont une liste dans chacune des trois sections électorales, l'opposition distribue sous le manteau une liste mêlant, une fois encore, des modérés et des *"individus d'une nuance (...) prononcée"*<sup>596</sup>. Inquiets, leurs adversaires envisagent à leur tour la solution du panachage. Faisant la part du feu, ils inscrivent le nom de Bazile sur leurs bulletins. En vain. Le 26 août, les candidats de l'opposition triomphent, Bazile compris<sup>597</sup>.

### Les élections législatives : les critères politiques et les autres

Aux élections législatives de 1857, Bazile se hasarde hors de son fief vierzonnais pour défier le candidat officiel dans la première circonscription du Cher, laquelle regroupe les cantons de la moitié ouest du département. L'interdiction des réunions publiques empêche la restructuration du parti républicain à cette échelle. Du moins, espère-t-on réactiver les noyaux "rouges" disséminés. Contraints à la discrétion, les « démocrates » battent la campagne en évitant d'attirer l'attention des autorités. Les seuls échos de leur passage proviennent du canton métallurgique, minier et forestier de Chârost<sup>598</sup>. Aux dires du commissaire, *"des émissaires démocrates socialistes"* parcourent la contrée dans *"toutes les directions (...) colportant des bulletins Armad Bazile et essayant de soustraire ceux, distribués par l'autorité, de M. de Nesle, en recommandant bien aux électeurs de ne pas voter pour ce dernier"*. Bazile, affirment ses partisans, est l'homme qu'il faut *"au peuple et aux ouvriers"*. Avec plus de 80 % des suffrages, le candidat officiel n'écrase pas moins son adversaire vierzonnais<sup>599</sup>. Le score du neveu de Félix Pyat est proportionnel à la taille de la localité et à la présence de porcelainiers. « Votes d'éducation » et « votes d'élection » se conjuguent à Bourges, Vierzon, Mehun, Foëcy, Aubigny... Les isolats métallurgiques de Vallenay, Châteauneuf et Saint-Baudel ignorent, en revanche, le candidat démocrate.

Six ans plus tard, l'entrée en lice du marquis de Vogüé complique le jeu politique<sup>600</sup>. Avec 19 % des voix, le Marquis ravit à Bazile - 11,5 % - la seconde place. Maître de forges, le candidat légitimiste a la faveur de ses collègues. Beaucoup d'industriels apprécient les flèches décochées par l'aristocrate contre le récent traité de commerce. Mais le Marquis gagne aussi des voix de gauche. À Mazières, les métallurgistes font faux bond à Bazile, à l'instar de leurs camarades du canton de Chârost, où de Vogüé possède l'usine de Rosières.

Le choix est plus limité dans la seconde circonscription. Faute de candidat acceptable, les « démocrates » s'abstiennent en masse dans anciens fiefs rouges ou déposent un bulletin au nom de... Bazile<sup>601</sup>. Voix perdues, mais combien significatives quand leur nombre approche 30 % des suffrages, comme à Précy et ses environs.

### Les patrons en politique : les risques de l'engagement

<sup>595</sup> *Id.*, Rapport du commissaire, le 23 août 1860.

<sup>596</sup> *Id.*

<sup>597</sup> *Id.*, Rapport du commissaire, le 27 août 1860.

<sup>598</sup> AdC, 23 M 80 ; Rapport du commissaire de Chârost, le 29 septembre 1857.

<sup>599</sup> AdC, 20 M 24 ; Élections au Corps législatif, 1857.

<sup>600</sup> AdC, 20 M 25 ; Élections au Corps législatif, 1863.

<sup>601</sup> AdC, 20 M 24.

Selon le procureur général, les obligés du marquis de Vogüé – tenanciers de ses domaines ou salariés de ses usines – formeraient plus de la moitié de son électorat de 1863<sup>602</sup>. Promesses, prévenances et, au besoin, menaces y seraient pour beaucoup. A Rosières, le propriétaire aurait envisagé le renvoi des ouvriers dissidents, voire de fermer l'usine en cas de mauvais résultats.

Dans la seconde circonscription, plus d'un employeur s'efforce de convertir son pouvoir économique en influence politique. A Torton, la confusion est à son comble. En 1857, la direction de l'usine intervient ouvertement dans le déroulement des élections législatives. Au lendemain du scrutin, le directeur se félicite auprès du préfet de ce que « *Torton qui était si mauvais il y a quelques années* » ait donné moins d'une voix sur cinq au candidat "socialiste". « *Une enquête, ajoute-t-il, est commencée sur quelques ouvriers (...) qui ont, dit-on, distribué des bulletins socialistes, j'attends le résultat de cette enquête pour faire un certain nombre d'expulsions que je crois très utiles.* »

Outre l'entretien de mouchards permanents ou occasionnels qui l'informent de ce qui se dit et fait dans la commune, la Société veille à la distribution des "bons" bulletins, ce jusqu'à l'intérieur du bureau de vote tenu par ses agents placés à la tête de la municipalité. Certains détails ne trompent pas quant à la réalité des pressions et manoeuvres en vigueur. En 1869, on retire de l'urne un nombre élevé de bulletins du candidat officiel – Massé – annulés pour cause de ratures ou du collage d'une petite pièce de papier à l'emplacement du nom. A Ménétou-Couture, des électeurs préfèrent les ciseaux à la colle<sup>603</sup>. Dans tous les cas, le vote n'est pas pris en compte, mais le président du bureau n'aura vu défiler devant lui que des citoyens munis des "bons" bulletins remis par les agents de l'usine.

Cette omniprésence électorale patronale rencontre des résistances, notamment, là aussi, à l'occasion des élections municipales. En 1860, le directeur de l'établissement de Torton subit un revers cuisant. Tête de liste, il doit se contenter de 41,2 % des suffrages, quand six de ses colistiers franchissent victorieusement l'épreuve du premier tour<sup>604</sup>. Au lendemain du vote, la Société entreprend de dresser la liste des ouvriers coupables d'avoir fait obstacle aux ambitions directoriales, mais il est trop tard. Au second tour, les deux conseillers "rouges" qui entrent au conseil, un propriétaire et un sabotier, sont hors de portée des représailles patronales<sup>605</sup>.

On sait qu'il en va autrement à Vierzon, où les scrutins procèdent du compromis tacite qui, reconnaissant au patronat le soin de représenter la cité, laisse toute latitude aux ouvriers d'exprimer leur opinion lors des consultations directement politiques. Bazile trouble quelque peu, il est vrai, ce schéma, mais son profil de patron démocrate demeure, pour l'heure, exceptionnel.

Répetons-le, les données électorales ne résument pas à elles seules l'état réel des forces politiques. Jusqu'en 1869, le "vote d'élection" ne concerne qu'une fraction de la population sur une portion réduite du département. A ce titre, les urnes renseignent autant sur les usages populaires du suffrage universel et la signification accordée au scrutin que sur les convictions profondes des citoyens. Pour user d'une formule, on écrira qu'en ces temps d'élections encadrées, beaucoup d'électeurs sont loin de considérer que "tout est politique".

Gardons-nous d'assimiler cette relative distance à de l'indifférence vis-à-vis des enjeux politiques majeurs, voire à une méconnaissance de ces derniers. Certes, la maîtrise des concepts et des instruments politiques diffèrent selon que l'on a affaire aux porcelainiers de Vierzon, aux mouleurs de Pâtignes, aux mineurs de Ménétou-Couture, aux journaliers de Saint-Baudel ou d'ailleurs. Ceci dit, après l'expérience des années 1848-1851, rien ne sera plus comme avant. Revendiquée et, parfois, affirmée jusque dans les bureaux de vote, dissimulée ou enfouie dans les mémoires, l'idéologie "rouge" continue d'offrir un fonds commun de références, de symboles capables d'unifier, par-delà les

<sup>602</sup> AN, BB30 427 ; Affaire de Vogüé, Rapport du 10 juin 1863.

<sup>603</sup> AN, C 1945 ; Élections de 1869.

<sup>604</sup> AdC, 23 M 93 ; Rapport du commissaire, le 20 août 1860.

<sup>605</sup> *Id.*, Rapport du 27 août 1860.

spécificités locales et professionnelles, le petit peuple et, en son sein, les mondes ouvriers. L'aisance avec laquelle les travailleurs des villes et les porcelainiers usent des ressources du suffrage témoigne de leur autonomie et de leur maturité. Elle bute cependant sur l'absence d'organisations permanentes et de cadres d'origine ouvrière. Le problème n'est pas nouveau.

## **La grève : une expérience nouvelle**

### **La chronologie : les spécificités berrichonnes**

Ultime moyen de pression, la grève, jusque-là exceptionnelle, prend une place grandissante dans la correspondance administrative et l'activité des magistrats. Associées dans l'esprit de ceux-ci aux troubles et à la propagande socialiste de la Seconde République, les coalitions ont un arrière-goût de désordre révolutionnaire.

Le passage au crible des sources disponibles aboutit à recenser, entre 1852 et 1870, trente-huit conflits ayant entraîné un arrêt de travail. Au cours des dix-neuf années considérées, cinq se déroulent sans grève. En d'autres termes, si le phénomène n'est pas banal, il a cessé d'être « anormal ». Chronologiquement, les coalitions se succèdent sans interruption dans les années 1850, passant par les deux pics de 1853 et 1859. Hormis une brève reprise en 1862, la décennie suivante paraît plus calme, avant que la conflictualité se redresse nettement à partir de 1868. Les poussées nationales de 1855, 1861, 1865, 1867 et 1869 correspondent, dans le Cher, à des temps de rémission.

Une vue d'ensemble de la période fait ressortir l'influence des crises agricoles. Les acteurs ne le cachent pas. En 1853, à Dun et au Chambon, les ouvriers justifient leurs revendications salariales par le prix excessif du pain<sup>606</sup>. Mieux, dans le même temps où la grève paralyse les minières, les ouvriers envahissent le marché de Dun afin de contraindre les négociants à baisser le prix des grains. Les conflits des années 1868-1870 sont plus complexes et ont aussi à voir avec le contexte politique qui rejaillit-il sur la perception des problèmes économiques.

### **La diffusion corporative et géographique des grèves**

Présents dans 42,1 % des conflits, les mineurs prennent la tête des luttes économique. Rétifs aux tentatives patronales d'encadrement, assez dispersés pour les soustraire à la surveillance des agents des compagnies, mais regroupés en chantiers, les mineurs tirent parti des réflexes communautaires et tentent, dans les grandes occasions, d'entraîner les corporations voisines, sinon la totalité des villageois. Si l'on additionne les mineurs, les journaliers agricoles et les bûcherons, non moins indociles que les travailleurs des minières, le prolétariat rural anime 55,2 % des grèves, dont on s'explique mieux la relative dispersion territoriale. La combativité des mineurs éclaire la concentration des coalitions dans les cantons de Néronde et La Guerche.

À l'origine d'un petit tiers des conflits, les ouvriers d'usine n'arrivent qu'en seconde position. La porcelaine, la verrerie et la métallurgie apparaissent toutes au moins une fois, mais la métallurgie se détache avec près des trois quarts des grèves industrielles. En fait, cette prééminence se confond avec celle d'un site unique : Torteron. Si l'on excepte la grève générale de 1870, les arrêts de travail, qui se succèdent sans converger, revêtent un caractère très catégoriel, souvent limité à un secteur de l'usine. Dans ces conditions, le conflit relève moins de la guerre totale que d'une guérilla ponctuée d'escarmouches en rafales concentrées sur un nombre restreint d'années - cinq sur dix-huit. Aptes à lire l'évolution de la conjoncture derrière l'état des stocks et la marche des ateliers, les ouvriers de Torteron possèdent des rudiments de stratégie et s'adaptent aux rythmes de la branche. Cette capacité d'adaptation n'enlève rien à la dimension contestataire des arrêts de travail, mais en atténue la portée. Divers écrits donnent à penser que la direction s'accommode de ces incidents, dès lors qu'ils restent circonscrits. Le maire de Patinges, régisseur de l'établissement, admet

<sup>606</sup> AdC, 33 M 127 ; 31 U 597.

volontiers, au lendemain d'une grève, que *"les réclamations des ouvriers n'étaient pas sans fondement"*<sup>607</sup>. *"Les coalitions, poursuit-il, sont assez fréquentes à Torteron, mais elles n'ont jamais eu de conséquences fâcheuses"*.

Concrètement, les employeurs savent faire la part du feu et tolérer l'expression de tensions, tant que celles-ci se règlent *"officieusement"* et *"entre nous"*, pour reprendre les formules du directeur. *"Il arrive toujours qu'à l'époque des travaux à la campagne, nos ouvriers nous demandent une augmentation de salaire"*, note-t-il<sup>608</sup>. Mais *"c'était à eux de le faire et non pas de se mettre spontanément en grève"*, s'irrite-t-il. Relevons un *"spontanément"*, qui laisse la porte ouverte à des négociations, fussent-elles collectives et précédées d'une pétition. À ce stade, le jeu social autorisé fortifie plus qu'il n'émousse l'esprit d'entreprise prôné par la Société.

### Conduite des grèves et particularismes corporatifs

Les effectifs mobilisés varient du simple au double selon que l'on considère les coalitions survenues dans les usines - en moyenne 57,2 grévistes - ou celles qui affectent les minières - 117,6 grévistes. Si les agglomérations de salariés favorisent la prise de conscience de la force que donne le nombre, les clivages catégoriels, le compartimentage de l'espace industriel en ateliers distincts rendent exceptionnels les mouvements d'ensemble.

La guérilla convient aux spécialistes de la métallurgie, mais la main-d'œuvre indifférenciée des minières penche pour les offensives en masse. Plus expérimentés et mieux rémunérés, les chefs mineurs partagent, pour l'essentiel, le sort de leurs équipiers et font bloc avec eux quand ils ne sont pas à l'initiative du mouvement. Dans ces moments, refuser de sortir des puits ou des tranchées s'apparente à une trahison. La mise en quarantaine s'étend à la communauté villageoise, où chacun, de près ou de loin, a à voir avec le minéral. Alors que les ouvriers d'usine concentrent leur attention sur l'atelier, les travailleurs ruraux cherchent d'abord à maîtriser le terroir, cadre familial de leur vie sociale, travail, résidence et loisirs confondus. Cet aspect intercatégoriel et leurs objectifs spatiaux donnent quelquefois une signification politique à une agitation d'origine sociale. *"C'est le commencement d'une Révolution"*, s'écrit un bûcheron de Gron à l'instant où débute la grève<sup>609</sup>. Outrancière, l'expression dit quelles images surgissent dans l'imaginaire des grévistes.

À l'usine, les références politiques sont bannies, au contraire et d'ordinaire, tant que dure la lutte. Chacun sait de quel côté penche le gros des porcelainiers et de beaucoup de métallurgistes, mais l'idéologie "rouge" ne modèle pas les relations maîtres/travailleurs, pas plus qu'elle ne structure une conception de l'entreprise fondée sur la lutte des classes.

L'issue d'un conflit se joue dans les premières heures, lorsque l'effet de surprise, la détermination apparente des grévistes, l'urgence des commandes, les échéances à respecter profitent aux ouvriers. Avec le temps, ces atouts s'émoussent. L'épuisement des maigres économies, le défaut d'organisation permanente et l'intervention des autorités entament la combativité. Les catégories ouvrières les plus expérimentées le savent, qui préparent l'entrée en lutte par des réunions préalables, dont les pouvoirs publics peinent à cerner les raisons.

L'heure des grandes batailles sociales n'a pas encore sonné. Sur les vingt-huit conflits dont nous connaissons la durée, la plupart - 82 % - prennent fin avant le cinquième jour et une petite moitié - 42 % - ne dépassent pas la journée.

La grève demeure une arme imparfaitement maîtrisée. S'ils n'obtiennent pas satisfaction sur le champ, les travailleurs reprennent rapidement le travail. Le succès, alors, est rarement au rendez-vous - à peine 7 % des résultats connus. Les transactions honorables, elles-mêmes, sont peu fréquentes - 11 % des cas.

<sup>607</sup> AdC, 33 M 127.

<sup>608</sup> AdC, 31 U 398.

<sup>609</sup> AdC, 25 M 112.

Finalement, les échecs semblent de règle – 81 %. L'exode ou le renvoi des vaincus aggravent ce bilan. S'il n'aboutit pas au rejet définitif des grèves, il justifie la brièveté d'un combat hasardeux et par trop inégal.

## CONCLUSION

### Des ouvriers rétifs

Nostalgiques d'un âge d'or patronal, les notables berrichons se plaignent, vers 1866, de ce que les ouvriers agricoles "*tiennent moins compte des positions sociales*" et tendent à "*s'exagérer le principe d'égalité*"<sup>610</sup>. De nombreux employeurs sentent monter, parmi les salariés, une volonté d'indépendance. Le respect dû aux autorités recule fâcheusement. L'année même de la première grève des porcelainiers de Mehun, divers événements témoignent du climat de fronde qui s'installe dans le paisible chef-lieu de canton.

À la suite d'une polémique ouverte après l'arrestation mouvementée de jeunes ouvriers coupables de tapage nocturne, les gendarmes dénoncent l'hostilité que nourrissent à leur égard les "*2 000 ouvriers de tous sexes de cette ville, lesquels sont d'autant plus difficiles à maintenir dans l'ordre que la gendarmerie, à peu près seule, y réprime les écarts*"<sup>611</sup>. Le maire de Mehun, ne dit pas autre chose, qui rend les porcelainiers responsables de la multiplication des incidents dans la cité<sup>612</sup>.

### Le frémissement social

Le phénomène concerne d'autres contrées, notamment la vallée de l'Aubois, où la rumeur enfle sur fond de cherté des subsistances. En septembre 1867, avertie de ce que "*quelques énergumènes venant de la Nièvre s'avançaient à travers bois pour arrêter les fourneaux*"<sup>613</sup>, la direction de l'usine sonne l'alarme. "*En un clin d'oeil, toute la population valide fut sur pied, armée de bâtons et de ringards*". Fausse alerte, mais les nouvelles en provenance de Fourchambault n'annoncent rien de bon. En décembre, un placard appelle à l'insurrection<sup>614</sup>. À l'adresse des "*braves ouvriers*", l'affiche mêle critiques politiques et considérations sociales. Le texte flétrit "*cette canaille de riches qui ne cherche qu'à vous faire mourir de faim en s'enrichissant à vos dépens*". Vouant aux gémonies la "*clique de clergés*" et les exploités, il exige la réduction du prix du pain blanc avant la fin du mois et encourage la formation de "*bandes*", afin de réaliser "*un bon complot qui aboutira à faire disparaître toute cette canaille...*"

Le consensus social s'effrite. On s'observe et s'espionne. Les anciens affiliés des sociétés secrètes relèvent la tête et s'activent. À La Guerche, le cabaret d'un député, mineur et tenancier occasionnel - Germain Riot - "*tête légère*", mais lecteur régulier du *Siècle*, serait le quartier général des agitateurs<sup>615</sup>. De temps à autre, des bribes de conciliabule s'échappent du cercle des initiés. Lourds de sens. Tel mineur, ancien déporté lui aussi, auquel un contremaître reproche ses absences, maugrée : "*c'est bon, c'est bon, tout cela se paiera avant peu*"<sup>616</sup>.

Au printemps 1868, le départ, après dix-sept ans de service, du directeur de l'établissement de Torteron, Paul de Clervaux, suscite un regain de tension. Trois placards anonymes répondent à leur manière aux adieux que l'ingénieur a présentés par voie d'affiche<sup>617</sup>. Le premier oppose en termes incisifs le contentement du directeur devant le travail accompli sous ses ordres à la misère

<sup>610</sup> AdC, 31 M 159.

<sup>611</sup> AdC, 25 M 66 ; Rapport de gendarmerie du 18 juin 1865.

<sup>612</sup> AdC, 25 M 72 ; Automne 1865.

<sup>613</sup> E. Jolant, *op. cit.*

<sup>614</sup> AdC, 25 M 80 ; Rapport du commissaire, le 15 décembre 1867.

<sup>615</sup> *Id.*

<sup>616</sup> *Id.*

<sup>617</sup> AdC, 25 M 106 ; Rapport du commissaire, le 2 mai 1868.



des ouvriers. Deux conceptions de l'économie et, plus largement, de la société s'affrontent. "*Ce que nous désirons (sic) aujourd'hui (sic) ces (sic) la paix (sic) et la tranquillité, du travail (sic) en abondance, voilà ce que nous réclamons (sic), vous voulez le contraire...*" Traitant des événements locaux ou des problèmes sociaux l'auteur use d'un argumentaire assurément manichéen, mais représentatif d'une conscience de classe naissante. Plus confus, les développements politiques s'attardent sur les vices supposés du souverain - "*tirant (sic), 'adultères', 'despotisme' (sic)...*" - s'emparent contre la calotte et les calotins, glorifient la République. Mal maîtrisé, le propos se replie sur les stéréotypes. Collé près de l'entrée principale de l'usine, le placard ne passe pas inaperçu et suscite, dit-on, l'hilarité des ouvriers<sup>618</sup>. Rires de jubilation ou de dérision ? On aimerait en savoir davantage, quand bien même le commissaire ne prend guère l'affaire au sérieux. A tort. Le 4 mai, en effet, une nouvelle affiche défie les autorités. Inspirée d'un texte subversif découvert peu auparavant à Fourchambault, elle va à l'essentiel pour réclamer du travail ou du pain<sup>619</sup>. "*Il nous faut la nouvelle pour mardi matin*", menace-t-elle. Après une introduction à l'éloquence aussi désuète que fière - "*Désordre infini, en arrière (sic) le grand rang, en avant la belle classe*" - l'énoncé s'applique à ne rien oublier. Les mots se bousculent au fil d'une rédaction désordonnée. Un "*Vive la République et abat (sic) les curés*" s'intercale au milieu du placard. Le 7 mai, un troisième libelle de tonalité irrespectueuse s'en prend aux gendarmes de Saint Germain/Aubois, joliment qualifiés "*d'échardonnés*", auxquels il conseille de ne plus s'aventurer à Torteron sous peine de danser "*une polca (sic) sur trois faces (sic)*" et de voir "*la République commencer*"<sup>620</sup>. Cette fois, c'en est trop. Tandis que le sous-préfet envoie un agent secret dans l'usine, la direction avertit qu'en cas de "*démonstration tumultueuse à l'occasion du départ de M. de Clervaux*", elle procédera à des licenciements disciplinaires<sup>621</sup>.

### La poussée républicaine de 1869

Dans ce contexte, la campagne des élections législatives de 1869 et leurs résultats libèrent et canalisent de nouvelles énergies contestataires. Après plusieurs semaines de propagande intense, ponctuées de réunions, désormais tolérées, le rapport des forces politiques bascule. L'opposition républicaine progresse dans les trois circonscriptions du département. Avec 40 % des suffrages, Bazile échoue à ravir le siège de la circonscription Bourges-Vierzon, mais celui de l'arrondissement de Saint-Amand est remporté par un « démocrate », Jean Girault, un meunier, maire d'Allichamps depuis 1866 et ancien membre d'un Comité démocratique sous la Seconde République<sup>622</sup>.

Non sans approximation, le nouvel élu s'est déclaré "*candidat ouvrier*", invitant les électeurs à favoriser la présence de travailleurs au Corps législatif<sup>623</sup>. Sa profession de foi prône, entre autres, la réduction de la durée du service militaire et l'instauration d'une caisse de retraite pour les invalides du travail, financée par un impôt prélevé sur les grandes fortunes. Le programme radical plaît aux "*républicains et (aux) anciens affiliés des sociétés secrètes*", qui participent "*ardemment*" au succès de la campagne<sup>624</sup>.

À la base, les partisans de Girault vont bien au-delà des écrits officiels du candidat. Aux dires de Massé, son malheureux rival, les hommes d'ordre auraient fait l'objet de menaces et de tentatives d'intimidation<sup>625</sup>. La campagne ressuscite les aspirations perdues de 1849-1851. Deux cabarets de Néronde, explique Massé, son rival, seraient de "*véritables clubs où l'on prêche l'abolition de tous les impôts, le partage des biens, l'extermination ou l'expropriation des riches...*".

Les événements survenus à Saint-Germain/Aubois, les 17 et

<sup>618</sup> *Id.*

<sup>619</sup> AdC, 25 M 80.

<sup>620</sup> *Id.*

<sup>621</sup> *Id.*, Rapport du commissaire, le 11 mai 1868.

<sup>622</sup> Cf. *Le Réveil social du Centre* du 3 janvier 1885.

<sup>623</sup> AdC, 31 U 601 ; *Dictionnaire biographique du Cher*, Paris, 1900, p. 163-165.

<sup>624</sup> AN, BB18 1787 ; Rapport du procureur général, le 19 mai 1869.

<sup>625</sup> *Id.*

18 mai 1869, donnent une idée de l'ambiance, pour ne pas dire de l'état d'excitation, qui règne dans certains villages. Au centre des désordres, François Darbonne, un partisan de Girault, anime depuis plusieurs jours des réunions improvisées au cours desquelles on discute ferme des candidats en présence<sup>626</sup>. Fort d'un tel soutien, décisif, mais compromettant, Girault mène une bataille plus paisible, plus rassurante aussi. Son *"titre de Maire (...)* sert à le faire accepter sans défiance par les populations rurales et les paysans amis de la dynastie impériale"<sup>627</sup>.

Arrivé en tête au premier tour, avec 8 845 voix - 36,6 % des voix exprimées -, il devance Massé de près de 600 voix et obtient plus de suffrages que Jaubert et Montsaunin réunis<sup>628</sup>. L'intensité de la campagne a éveillé l'intérêt de l'électorat qui s'est mobilisé dans la proportion des trois quarts. Déjà, plusieurs anciens fiefs « rouges » de 1849 ont repris des couleurs. Au second tour, la participation connaît un léger tassement, mais reste élevée - 73,4 %. Finalement, le maire d'Allichamps obtient 50,6 % des suffrages. Le retrait des battus du premier tour a libéré un fort contingent de voix ouvrières qui, acquises jusque-là à leur employeur, rallient ensuite le candidat de cœur. Le transfert est flagrant dans le canton de La Guerche, où Girault bondit de 42,5 à 72,2 % des suffrages. Au Chautay, fief de Montsaunin, Girault passe de 20 à 70 % des voix. À Patinges, le candidat républicain progresse de 102 voix, tandis que son adversaire, soutenu par la direction, récupère moins de la moitié des voix de Jaubert. Cinq cantons sur onze - Châteauneuf La Guerche, Nérondes, Saint-Amand et Sancoins -, fiefs métallurgiques, miniers et forestiers assurent sa victoire.

## La relance de la contestation politique et sociale

### Vierzon : l'affirmation d'une nouvelle génération ouvrière

Une semaine après le premier tour des élections législatives, un placard séditieux suscite, le 30 mai, la curiosité de la population vierzonnaise. À la différence des affiches trouvées à Torteron, un an auparavant, celle-ci, exclusivement politique, dénote une information et une réflexion de qualité<sup>629</sup>. Une lettre anonyme, adressée au commissaire fait craindre le pire<sup>630</sup>. Le 31, les forces de l'ordre, grossies par 150 soldats, attendent avec angoisse la sortie des ateliers. À 19 heures, le plus grand calme règne. Rassurées, les autorités procèdent à l'arrestation des auteurs présumés de l'affiche : deux jeunes porcelainiers, dont l'un, Eugène Baudin, entame, à seize ans une longue vie militante.

Trois semaines plus tard, des troubles, bien réels cette fois, éclatent, qui offrent aux jeunes vierzonnais l'occasion d'en découdre avec les représentants du pouvoir<sup>631</sup>. Comme chaque année, à la veille de la Saint-Jean, les adolescents lancent des pétards dans la Grand-Rue. L'intervention maladroite du commissaire exigeant la dispersion de la foule, puis l'arrestation de l'un des 600 à 700 Vierzonnais présents déclenchent les hostilités. Débordés, les agents de police n'en mènent pas large. Bientôt, une chanson fuse, composée pour la circonstance, on ne sait par qui, mais dont le refrain joyeusement repris par la foule, raille cruellement un conseiller municipal. L'affaire tiendrait du charivari local si une vigoureuse *Marseillaise* n'était à son tour entonnée. Le commissaire ordonne de sévir. Mal lui en prend. Une pluie de détrit, de légumes, de sable... s'abat sur les policiers, qui prétendent interpellé un manifestant. Le lendemain, vers 23 h 30, un cortège de 300 personnes, dont soixante ont moins de quinze ans, défie à nouveau les autorités. L'arrestation de deux protestataires relance les affrontements, plus violents que la veille. On frôle le drame lorsque deux gendarmes, encerclés, menacent d'user de leur arme. Les jours suivants, la tension

<sup>626</sup> *Id.*; AdC, 31 U 601.

<sup>627</sup> AN, BB18 1787 ; Rapport du procureur général, le 12 février 1869.

<sup>628</sup> AN, C 1945.

<sup>629</sup> Archives de l'Armée de Terre, G8 158 ; Rapport du préfet au Ministre de la Guerre, le 1<sup>er</sup> juin 1869 ; AN BB18 1787 ; Rapport du procureur général, le 1<sup>er</sup> juin 1869 ; *La République sociale* du 26 décembre 1887.

<sup>630</sup> *Id.*

<sup>631</sup> AdC, 25 M 106.

retombe, mais des centaines de badauds continuent de sillonner le centre-ville à la tombée de la nuit. Si Vierzon n'est pas Torteron, l'agglomération a perdu sa quiétude antérieure. Des personnalités de divers milieux déplorent la venue de la troupe, le 31 mai. Ce jour-là, l'administration aurait brisé l'accord tacite bannissant la violence dans les relations politiques locales.

Que sait-on des principaux acteurs des événements du printemps vierzonnais ? La plupart sont de jeunes travailleurs, dont l'enfance est contemporaine de l'affirmation et de l'homogénéisation ouvrière dans la ville. L'adjonction de couches issues du prolétariat des campagnes ou de l'artisanat se poursuit, mais les nouveaux venus s'agglomèrent désormais au noyau stabilisé que forment les travailleurs de « seconde génération », ceux-là mêmes dont les actes de mariage, les relations sociales, enregistrent la centralité ouvrière locale et l'amorce d'un dépassement des clivages catégoriels ou professionnels.

Eugène Baudin incarne la génération qui se lève à la fin des années 1860. Né en 1853, fils d'un porcelainier, Baudin quitte l'école communale à dix ans pour entrer comme apprenti chez Bazile<sup>632</sup>. Esprit curieux, il complète une formation scolaire assez mince par de nombreuses lectures. Les écrits de Pyat, largement diffusés parmi les céramistes, le passionnent. Baudin confiera qu'une fraude, constatée lors des élections de 1869 - l'avait "*jeté dans la Révolution*"<sup>633</sup>. Tous les compagnons n'iront pas aussi loin, mais plusieurs de ceux qui marqueront le mouvement ouvrier local avant 1914, font leurs premières armes en cette fin des années 1860. Tel est le cas d'Emile Péraudin, d'Emile Bodin, pour ne rien dire de François Darmet ou de Jacques Charlemagne qui, avant de devenir chefs d'entreprise, prennent part aux contestations politiques et sociales du Second Empire finissant.

Déjà réputée pour son « mauvais esprit », Vierzon se range maintenant parmi les localités « agitées ». Avant la fin de l'été 1869, la ville résonne de nouveaux cris séditeux. La *Marseillaise*, les slogans républicains, les injures proférées à l'encontre de "*Badinguet*" ponctuent les rassemblements les plus variés, cependant que des placards magnifient "*L'ouvrier travailleur, productif, lui qui fait tout et qui produit tout*"<sup>634</sup>.

### **L'Aubois : des luttes sociales à l'agitation politique**

À l'instar de ce que l'on observe à Vierzon, les lendemains du scrutin législatif de 1869 s'accompagnent, dans la vallée de l'Aubois, d'une offensive républicaine et ouvrière. Si les jeunes Vierzonnais affichent leur appartenance de classe et trouvent en elle des motifs spécifiques de lutte contre le pouvoir, le prolétariat du sud-est du département, imprégné de références interclassistes, se mobilise, de préférence, contre les « riches » et pour l'égalité. Ces cibles décuplent ses forces, mais occultent son identité sociale. On le vérifie au cours des luttes du printemps 1870, où les conflits sociaux ont tôt fait de glisser des revendications économiques nées dans les entreprises et sur les chantiers vers la contestation ouvertement politique.

En février 1870, alors que des grèves partielles perturbent la production à l'usine de Torteron, c'est en dehors des ateliers et à l'initiative d'enfants que retentissent les cris subversifs de "*Vive la République !*" et "*A bas l'Empereur !*"<sup>635</sup>. La politique entre dans l'établissement sous la pression des 400 à 500 métallurgistes qui, venus de Fourchambault, forcent les portes au chant de la *Marseillaise*<sup>636</sup>. Le 12 avril, au matin, les ouvriers de Torteron, réunis sur la place de la cité industrielle lancent des slogans corporatifs : "*nos salaires !*", "*nos droits !*", "*esclavage !*"... L'ambiance change alors que, formés en cortège et rejoints par des mineurs, ils prennent la direction de Fourchambault. "*L'attroupement, rapporte le juge de paix, marchait presque militairement, huit de front, les enfants à la tête, puis les jeunes gens, enfin les hommes d'âge mûr, on chantait la Marseillaise*". Défilé militaire ? Peut-être, à moins que le modèle soit à chercher

<sup>632</sup> Dictionnaire biographique du Cher, Paris, 1900, p. 25.

<sup>633</sup> La Dépêche du Berry, le 23 octobre 1902.

<sup>634</sup> AdC, 25 M 266.

<sup>635</sup> AdC, 33 M 127.

<sup>636</sup> AdC, 31 U 601.

du côté des fêtes civiques, des manifestations républicaines de la Seconde République. Les chants et les tambours réquisitionnés confirment le double aspect, martial et républicain, de la manifestation.

De retour de Fourchambault, où la Société a rejeté les demandes des grévistes, l'insatisfaction précipite la politisation de la démonstration. Les slogans se radicalisent jour après jour. Le 15 avril, les mots d'ordre renouent avec 1849 dans les villages de mineurs : "*A bas les Blancs !*", "*Vive la République !*", "*A bas les gendarmes !*", "*Les Rouges sont de bons enfants et les Blancs de la canaille !*"<sup>637</sup> Le rassemblement de centaines d'ouvriers ruraux suffit donc, en ce printemps 1870, à remettre en selle la République démocratique et sociale. Une République populaire et égalitaire, hostile aux riches abondamment pourvus des biens qui font défaut aux pauvres, ainsi qu'un manifestant l'explique à un fermier.

Si les opposants vierzonnais, convaincus de leur force dans l'agglomération, optent pour le harcèlement dans l'attente d'un mouvement national, les mineurs et les journaliers, grisés par les succès électoraux, stupéfaits de se voir si nombreux et, momentanément, si forts, ne voient pas plus loin que les contours de leur canton. Favorables à la République, ils sont prêts à dater son avènement du jour où ils la proclament à Ménétou-Couture ou à Nérondes. La première mobilisation protestataire prend des allures d'assaut final. Las, le régime ne sombre pas au premier frisson d'un chef-lieu de canton. L'arrivée de la troupe, qui quadrille le pays et stationne à Torteron jusqu'au plébiscite dissipe les illusions. L'arrestation de près de soixante-dix "*fauteurs de troubles*" plonge les villages dans la consternation. 1870, toutefois, ne répète pas 1851.

### **Les premiers pas vers l'organisation : à l'ombre de l'Internationale**

Obsédés par le souvenir des Mariannes, policiers et magistrats soupçonnent l'œuvre de sociétés secrètes derrière les allées et venues de suspects, les réunions discrètes d'anciens condamnés politiques ou l'action ouvrière. Des filières existent, certes, mais les rencontres, les discussions, les correspondances qui les concrétisent, demeurent informelles, aléatoires et relèvent davantage de l'entraide, voire de la simple sociabilité populaire et ouvrière que d'un projet raisonné et de consignes strictes. Du moins jusqu'en 1869.

Les libelles qui circulent sous le manteau échappent, pour l'essentiel, à la vigilance des autorités. C'est à la lecture des brochures de Pyat qu'Eugène Baudin, jeune apprenti porcelainier, a trouvé de premières raisons de lutter. Divers indices confirment que la propagande clandestine se diffuse dans le département. En juillet 1869, un habitant de Lunery laisse choir de son portefeuille une affiche qui, datée du 24 juin 1868, se réclame d'un *Comité Central d'Action de la Commune Révolutionnaire de Paris*<sup>638</sup>. Le document salue la naissance prochaine de la "*République Démocratique, Sociale et Universelle*". Un sabotier de Mareuil – Mollin –, fiché comme "*émissaire des plus actifs du socialisme*", est suspecté d'avoir pris part à sa distribution. Ici, une piste s'ouvre, menant, via Pyat, aux réfugiés londoniens de la *Commune révolutionnaire*, un groupement partisan de "*l'action immédiate*" contre le régime et affilié à l'Association Internationale des Travailleurs. On possède plus d'informations, en revanche, sur l'influence et l'action de l'AIT dans la vallée de l'Aubois et à Vierzon.

### **L'Aubois : une Marianne universelle**

Ironiques, vengeresses, violentes, grossières, les affiches placardées dans la vallée de l'Aubois n'ont pas les références théoriques sous lesquelles se reconnaît l'influence d'une organisation, souci majeur des forces de l'ordre.

En février 1870, le commissaire de Torteron n'en doute pas, les arrêts de travail à répétition constatés dans divers ateliers ne

<sup>637</sup> *Id.*

<sup>638</sup> AdC, 25 M 266.

peuvent que l'œuvre de "*meneurs qui auraient voulu étendre à la vallée de la Loire le mouvement du Creusot*"<sup>639</sup>. L'hypothèse n'est pas totalement fausse. Plusieurs militants étrangers à la région sillonnent bel et bien la vallée de l'Aubois, à l'exemple de ce mécanicien luxembourgeois, P. Anciau, qui, en février, précisément, annonce qu'il parlera, à Ménétou-Couture, de "*l'association ouvrière*"<sup>640</sup>. Alerté par le maire, le commissaire et le directeur de l'usine de Torteron, le préfet interdit la réunion, mais tout donne à penser qu'à défaut de débat public, des contacts ont été pris, en vue d'autres initiatives.

Au printemps, le doute n'est plus possible concernant la présence d'agents de l'Internationale. Rédacteur à *La Marseillaise* de Rochefort, journal qu'apprécient les ouvriers berrichons, Benoît Malon, par ailleurs membre de l'équipe dirigeante des sections parisiennes de l'AIT, est de passage dans le Cher, en provenance du Creusot, où il était à la fin du mois de mars. Le 19 avril, tandis que la grève s'effiloche à Torteron, mais se poursuit sur les minières, Malon s'arrête à Cours-les-Barres avant de gagner Torteron, où on l'attend dans la soirée du 20<sup>641</sup>. La correspondance qu'il adresse à Combault, un ami parisien, s'attarde sur son voyage dans le Cher<sup>642</sup>. « *À Fourchambault, la grève est perdue, mais (...) voici en attendant ce qu'il y a de fait: sections nombreuses fondées au Creusot, à Fourchambault, correspondances ouvertes avec les groupes démocratiques de Moulins, de Nevers, de Guérigny, de Cosne, Beaune, Dijon, Chalon, Tournus, Gueugnon, Torteron et Clamecy et ce n'est qu'un début. L'idée de l'Internationale prend comme une trainée de poudre. Les vieux déportés de Décembre me serrent la main en pleurant, ils se dévouent corps et âmes à l'Internationale qui est pour eux une véritable révélation* ».

L'accueil que les "*vieux déportés de Décembre*" réservent à Malon en dit long sur les espoirs que soulève l'AIT. La plupart des sympathisants locaux de l'Internationale vivent les événements de 1870 à la lumière des souvenirs de 1851. À ces différences près que la Marianne acquiert désormais une dimension universelle et lie son destin à celui du mouvement ouvrier. Dans l'immédiat, l'état de l'organisation laisse à désirer. Sa prise en charge par les fidèles de la tradition "rouge" freine, entre autres, l'émergence de structures corporatives et syndicales. L'idée affleure, mais ne débouche sur aucune mise en œuvre effective. À Nérondes, le 15 avril, les mineurs ont beau quêter au profit "*de la Société*", l'expression, trop vague, se prête à bien des interprétations<sup>643</sup>. Les collectes, le va-et-vient des hommes qui en centralisent le produit esquissent les contours d'un mouvement, mais les zones d'ombre l'emportent.

Les travailleurs de l'Aubois entrevoient l'avenir à l'aune des expériences passées, dont ils reproduisent les faiblesses. Avec une détermination que la double répression, judiciaire et patronale, consécutive aux grèves du printemps 1870 n'entame pas. Sur place, bien qu'affaiblis, les noyaux de l'Internationale ne disparaissent pas. En décembre, une réunion rassemble à Torteron les « *Internationaux* » du Cher et de la Nièvre<sup>644</sup>. À Nérondes, l'année suivante, vingt-quatre à quarante ouvriers d'une fabrique de vélocipèdes se réclament ouvertement de l'AIT<sup>645</sup>.

### Vierzon : le premier syndicat

En septembre 1869, Felix Pyat, de retour en France, demeure une huitaine de jours chez son neveu Bazile, avant de rejoindre la capitale<sup>646</sup>. N'excluons pas l'hypothèse de retrouvailles familiales. Il serait toutefois surprenant que les deux hommes aient vécu une semaine ensemble sans éprouver le besoin de faire le point sur la

<sup>639</sup> AdC, 33 M 127.

<sup>640</sup> *Id.*

<sup>641</sup> *Id.*

<sup>642</sup> Citée par E. Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier, T. I, 1830 à 1871*, Paris, 1948, p. 348.

<sup>643</sup> AdC, 31 U 601.

<sup>644</sup> Cf. C. Pannetier, *Le Socialisme dans le Cher, 1851-1921*, La Charité/Paris, 1982, p. 72.

<sup>645</sup> Cf. G. Thuillier, « A propos des ouvriers des forges de Fourchambault en 1871 et 1872 », *Actes du 92<sup>e</sup> Congrès des Sociétés savantes*, Paris, 1967.

<sup>646</sup> AdC, 25 M 266 ; Rapport du commissaire, le 24 septembre 1869.

situation locale et échanger des informations politiques. À cette date, Pyat appartient à l'AIT et mène campagne en faveur. Reçoit-il alors l'adhésion de Bazile, que divers rapports décrivent comme *"l'agent le plus actif de l'Internationale à Vierzon"* ?

Toujours est-il que quelques mois plus tard, après deux conférences publiques tenues, le 13 mars et le 3 avril, par des Parisiens revenant de Limoges, des ouvriers fondent la *Société Civile de Crédit Mutuel, de Solidarité et de Syndicat de la Céramique de Vierzon*, considérée comme une émanation de l'Internationale<sup>647</sup>. Les porcelainiers sont à l'intersection de deux types d'influence. La première, directement politique, part de Pyat et aboutit à Bazile, patron céramiste et chef reconnu de l'opposition républicaine locale. L'autre, de nature professionnelle, moins visible, relie Vierzon à Paris et Limoges, Bazile servant à l'occasion d'intermédiaire, comme en 1864, où il facilite une collecte au profit des grévistes de la Haute-Vienne. Or, au début de l'année 1870, les Limougeauds créent, coup sur coup, une *chambre syndicale des ouvriers porcelainiers* et des syndicats catégoriels de peintres sur porcelaine et d'useurs de grains<sup>648</sup>. Parallèlement au renouveau du syndicalisme limousin, on assiste à une intensification de la propagande "socialiste", en particulier de l'AIT, dont le correspondant local, en 1871, Valière, anime aussi l'organisation corporative des céramistes. La similitude est frappante avec la situation vierzonnaise. La chronologie et les statuts des syndicats suggèrent d'autres rapprochements.

Au détour d'un paragraphe, le préambule du règlement de l'organisation évoque les *"principes qui seront la loi de l'avenir"*, dont le syndicat se propose de hâter le triomphe par la réalisation immédiate de la solidarité ouvrière. La question salariale, débarrassée des confusions encombrant tant de textes syndicaux, est étudiée du point de vue de la production et de la reproduction de la force de travail. La Société s'érige en représentant unique des travailleurs et entend être admise comme tel par le patronat. De ce fait, les intermédiaires habituels se voient, sinon repoussés, du moins marginalisés à l'exemple des conseils de prud'hommes, critiqués pour être composés de *"personnes absolument étrangères à la profession"*, inaptes à saisir les subtiles controverses techniques à l'origine de nombreux différends. Le préambule insiste également sur la défense de la *"dignité"* des sociétaires et souligne combien la *"profession qui touche par tant de points aux arts libéraux"* est à l'avant-garde d'un mouvement appelé à s'étendre à l'ensemble des corporations.

Laissant aux autres branches le soin de se structurer, la Société civile institue des sections *"destinées à permettre la formation de nouveaux groupes dans toutes les parties de la profession"*. L'aire d'action du syndicat s'élargit aux différents centres porcelainiers berrichons. À Mehun et Foëcy, ses réunions attirent des centaines d'ouvriers sous le patronage de... Félix Pyat. Une société occulte, doublant la formation publique<sup>649</sup>, réunirait 400 à 500 membres sous le drapeau de l'Internationale<sup>649</sup>. Les liens avec l'AIT ne font pas de doute, mais on sait que l'adhésion de groupes entiers fut parfois décidée par une poignée de responsables locaux.

<sup>647</sup> M. Faure, *Le département du Cher pendant l'année terrible (1870-1871)*, DES, Tours, 1971 ; AdC, 33 M 159 ; Statuts de la Société civile.

<sup>648</sup> Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, Office du travail, *Associations ouvrières professionnelles*, T. III, Paris, 1903, p. 517-670.

<sup>649</sup> M. Faure, *op. cit.*



*La grève des ouvriers de la Céramique - Meunier - 1910.*

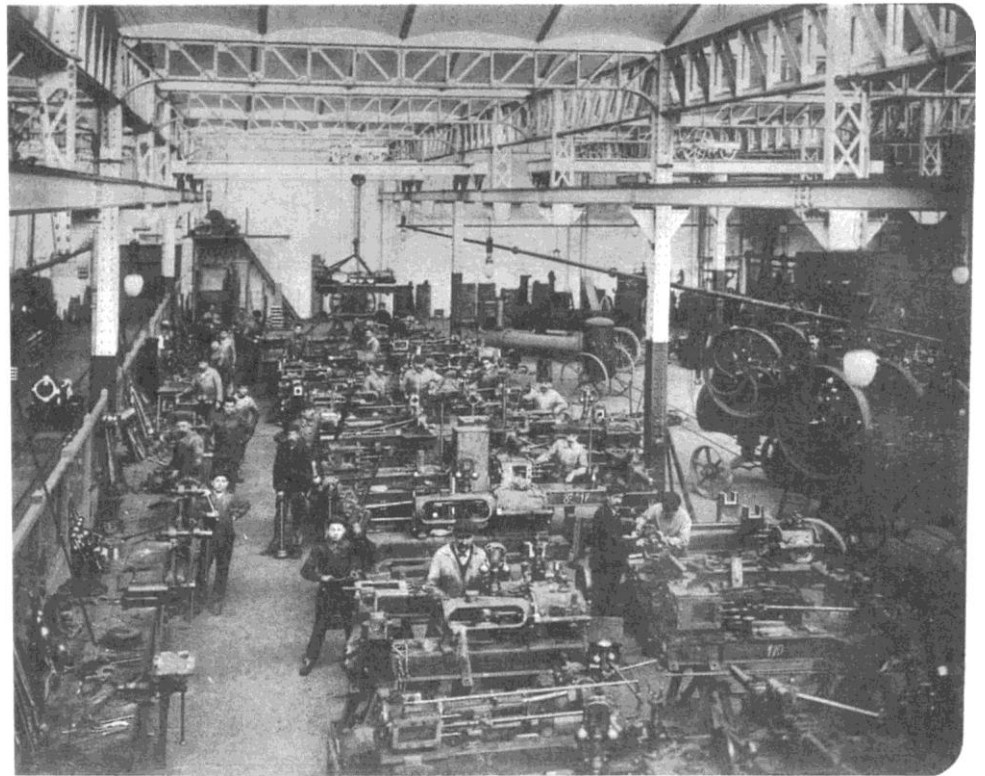








*La façade de l'usine de la Société française et le « tacot » de Vierzon.*



*Intérieur d'un atelier rénové de la Société française au début du XXe siècle*



*Ouvrier et ouvrières d'un  
atelier de confection à  
Foëcy avant 1914.*



*U  
n  
c  
a  
f  
é  
à  
V  
i  
e  
r  
z  
o  
n  
-  
V  
i  
l  
l  
a  
g  
e*

**TROISIEME PARTIE**  
**LA CLASSE POUR SOI**  
**(1870 - 1914)**



## LES RAPPORTS DE PRODUCTION :

### LE GÉNÉRAL ET LE PARTICULIER

#### La belle époque du capitalisme régional

##### Les capitaux : une plus grande disponibilité

Les registres des mutations après décès fournissent un aperçu de l'enrichissement survenu en un siècle<sup>650</sup>. Si l'on met de côté une succession de taille exceptionnelle enregistrée à Vierzon en 1913, le niveau moyen des fortunes déclarées en 1913 dans les trois exemples retenus - Bourges, Mehun-Foëcy et Vierzon - est de quatre à six fois supérieur à celui de 1808, et se redresse nettement à compter de 1860.

À Vierzon, l'essor industriel a stimulé le mouvement. Les patrimoines, bien qu'inférieurs à ceux de Bourges, progressent plus vite que partout ailleurs. Davantage sollicités, mieux informés que les ruraux, les citoyens fortunés consentent désormais à convertir une partie de leurs avoirs en placements financiers. On note toutefois des différences significatives selon les localités.

Ainsi, les déclarations berruyères se distinguent-elles par la place des biens immobiliers, qu'il s'agisse de propriétés foncières ou de maisons de rapport. Tandis que les biens mobiliers progressent de 6,5 points en trente-trois ans, les titres doublent leur part jusqu'à compter pour près du tiers des patrimoines berruyers, un déclarant sur quatre léguant des valeurs mobilières. Plus engagés dans la circulation des capitaux, les Vierzonnais maintiennent leur avance pour ce qui est du pourcentage des biens mobiliers en dépit d'une réduction des placements boursiers sensible après 1899.

Instruments et reflets de cette ouverture financière, les banques élargissent leur audience. Des succursales de la Société Générale et du Crédit Lyonnais ouvrent leurs portes, cependant que les vieilles maisons diversifient leurs activités.

##### Quelques figures d'entrepreneurs

À l'exception de la métallurgie où la situation est d'ailleurs contrastée, les industries berrichonnes n'appellent pas de fortes immobilisations de capitaux fixes, mais supposent des capitaux circulants, lesquels disposent de circuits spécifiques de financement<sup>651</sup>. De véritables industriels, capables d'engager la plus grande partie de leur fortune dans une ou plusieurs usines, se hissent sur le devant de la scène économique régionale. Le simple intérêt financier ne suffit pas à expliquer une volonté d'entreprendre où les sentiments et la passion - ambition, obstination, orgueil, fidélité...- ont leur place.

Dans l'ensemble, la règle des trois générations s'applique avec d'autant plus de rigueur en Berry que l'esprit d'entreprise n'y a guère d'antécédents convaincants. En matière de descendance, peu d'entrepreneurs berrichons ont la chance d'Alexis Larchevêque. À l'aube des années 1880, nul, à Vierzon, ne se hasarderait à parier sur l'avenir de l'usine de la rue de Grossous. Les fabrications s'interrompent avant que Pierre-Marc, fils d'Alexis né en 1871,

<sup>650</sup> AdC, Enregistrement ; 1 Q 5660-5661 (Bourges, 1880), 1 Q 5692-5700 (Bourges, 1898) ; 1 Q 5713-5715 (Mehun-Foëcy, 1880), 1 Q 5727-5730 (Mehun-Foëcy, 1897). Pour Vierzon, les registres antérieurs à 1899 ont disparu. Ceux de l'année 1899 ont été consultés au Bureau local de l'Enregistrement.

<sup>651</sup> Rapport de la Banque de France, mai 1903: "Situation industrielle, commerciale, agricole de Vierzon".

soit en mesure de prendre la relève<sup>652</sup>. Après de solides études de chimie industrielle, Marc Larchevêque s'attelle pourtant à la lourde tâche de relever l'usine familiale. Le jeune homme, dynamique, a le goût de l'innovation. Le cabinet de chimie de l'établissement passe pour exemplaire et permet de mener à bien des expériences sur le matériel de cuisson, les techniques de coulage, l'élaboration de couleurs liquides résistantes au grand feu. Soucieux de diffuser les résultats de ses travaux, l'industriel se préoccupe du sort de son personnel, dont il améliore les conditions de travail et qu'il associe au partage des bénéfices<sup>653</sup>. En retour, les ouvriers de la rue de Grossous lui manifestent un respect qui va bien au-delà des simples convenances.

Conscients des difficultés à venir, d'autres chefs d'entreprise songent assez tôt à leur succession. A l'approche de la soixantaine, Célestin Gérard doit se rendre à l'évidence, aucun proche n'est en mesure de prendre la tête de l'usine qu'il a fondée. La taille de l'établissement interdit tout rachat par des concurrents locaux ou par ses proches collaborateurs<sup>654</sup>. Le 16 mai 1879, l'usine devient la propriété de la Société Française de Matériel Agricole et Industriel, constituée pour la circonstance et dont le capital social, d'un montant de 2,5 millions de francs est couvert par l'émission de 5 000 actions<sup>655</sup>. L'anonymat de la société est relatif : les frères Arbel forment l'ossature financière de l'entreprise.

D'un point de vue industriel, l'œuvre de Gérard continue et participe au développement de l'économie locale. La partie est perdue, en revanche, pour ce qui est de l'affirmation d'un capitalisme régional. Les réunions mensuelles des administrateurs dans les bureaux vierzonnais ne sauraient faire illusion. A l'exception de l'administrateur délégué, responsable sur place des affaires courantes, les membres du conseil d'administration résident à Paris. A la veille de la guerre, dix habitants du Cher, dont six Vierzonnais - soit respectivement 15,15 % et 9,09 % des 66 actionnaires répertoriés - détiennent 5,38 % et 3,70 % des 3 289 actions distribuées dans le public<sup>656</sup>. Au sein de l'entreprise, le directeur vierzonnais jouit d'une réelle autonomie, mais les frères Arbel ou le président du CA, P. Laugier, un ancien mécanicien en chef de la Marine, ne dédaignent pas d'intervenir sur des questions précises.

Rosières offre un autre exemple de transmission effectuée sans dommage industriel et avec maintien sur place, cette fois, du siège du pouvoir. Avant de mourir en 1877, à l'âge de soixante-douze ans, Jules Roussel a rédigé un testament par lequel il établit une distinction entre la propriété et la gestion de l'usine. Tandis que la première passe entre les mains des héritiers réunis dans une société anonyme, la direction des affaires revient à Léon Dupuis<sup>657</sup>. D'origine modeste - "mauvais fils d'un ancien scieur de long", selon les syndicalistes<sup>658</sup> -, ce polytechnicien, né dans l'Oise, a été officier de marine avant de bifurquer vers l'industrie et de s'installer, à trente ans, dans le Cher<sup>659</sup>. S'il conduit l'usine d'une main de fer, le directeur reste un modeste actionnaire de la Société<sup>660</sup>.

Les hommes sortis du rang ne manquent pas parmi les chefs d'entreprise. La réputation porcelainière du Berry facilite l'entrée sur les marchés et rassure les bailleurs de fonds. Le rôle primordial du savoir-faire, l'esprit d'indépendance de l'élite ouvrière et la relative faiblesse des besoins en capitaux fixes encouragent les audacieux. Dans une moindre mesure, ces remarques valent pour la verrerie.

<sup>652</sup> *Id.*

<sup>653</sup> *Dictionnaire biographique du Cher, op. cit.*, p. 214-215.

<sup>654</sup> A. Suchaire, *Mémoire...*, rapport cité.

<sup>655</sup> Rapport de la Banque de France; *Annuaire de la Chambre syndicale des Constructeurs de machines et instruments d'agriculture et d'horticulture de France*, 1886-1911; A. Chirac, "Révélation sur la Société française, *Le Cri du Peuple* du 4 septembre 1887.

<sup>656</sup> AN, 51 AQ 20 ; CA de la Société française, le 13 mai 1911.

<sup>657</sup> AdC, 33 M 122.

<sup>658</sup> *Le Tocsin populaire* du 15 septembre 1906.

<sup>659</sup> *Dictionnaire biographique du Cher, op. cit.*, p. 138-139.

<sup>660</sup> AdC, 33 M 122.

Ainsi les frères Godfroy, originaires de Lorraine, s'embauchent-ils à Vierzon sous le Second Empire. Habile graveur sur verre, Charles épouse la fille d'un épicier local et échappe à la condition ouvrière<sup>661</sup>. Jaloué, il ouvre un commerce de verres et de porcelaine. En 1885, il s'associe à son frère, François, en vue de monter une verrerie, rue de Gourdon, dans un ancien établissement métallurgique. François conserve l'usine, après que Charles soit retourné au commerce<sup>662</sup>.

Forts d'une solide expérience professionnelle souvent acquise dans des entreprises importantes, dotés de quelques économies, des ingénieurs et des techniciens passent plus aisément du salariat au patronat. Le cas de Louis-Henri Merlin est typique d'un tel itinéraire.

Proche collaborateur de Célestin Gérard, auprès duquel il a travaillé seize ans, devenu chef des ateliers, Louis-Henri Merlin est un innovateur. On lui doit, notamment, des brevets d'invention de locomobile et de batteuse<sup>663</sup>. Les administrateurs de la Société Française le maintiennent à son poste, mais les rapports se détériorent avec la nouvelle direction. Merlin démissionne avant la fin de l'année 1879. La rupture n'a rien d'un coup de tête. Le chef des ateliers entraîne avec lui une poignée de techniciens, qui l'aident à fonder, le 1er novembre 1879, une société en nom collectif, dite *Merlin et Cie*, au capital de 59 000 francs<sup>664</sup>. Son fils, Émile, mécanicien de formation, son gendre, Émile Bertin, également mécanicien, Alexandre Girard, un chaudronnier, et André Baur, apportent les fonds complémentaires. La transition d'une génération à l'autre s'effectue sans problème. Chaque associé désigne le fils qui lui succédera et prend le temps de l'initier aux affaires. Aussi la création d'une société anonyme, en 1911, ne modifie-t-elle pas répartition des responsabilités. Sans négliger la formation théorique de leurs enfants, les fondateurs veillent à ce qu'ils n'ignorent rien de la réalité des ateliers, où ils passent une partie des vacances scolaires<sup>665</sup>. Des liens se tissent avec le personnel et les vieux travailleurs continueront, plus tard, à tutoyer les directeurs qu'ils ont connus apprentis. Les salariés embauchés entre les deux guerres gardent en mémoire le souvenir de responsables constamment présents dans l'usine, serrant les mains sans affectation, capables de parler du métier avec les spécialistes. L'un d'eux, surnommé *Patte sale*, n'hésitait pas à se glisser en complet-veston sous les machines dès qu'une réparation ou une vérification l'exigeaient<sup>666</sup>.

## **Les industries et leurs travailleurs : persistance des particularismes professionnels**

### **De la sidérurgie à la métallurgie**

#### **Les derniers feux des hauts fourneaux**

Passablement affaiblie au sortir du Second Empire, la sidérurgie régionale ne survit pas aux mutations techniques qui remettent définitivement en question ses ultimes atouts. Seules rescapées du passé, les usines de Rosières et Mazières doivent à l'importance de leurs équipements et à la renommée de leurs productions de franchir le seuil du XXe siècle. Amplifiant le mouvement antérieur, la survie repose sur la spécialisation dans la fabrication de fontes moulées. À la fin des années 1880, les entreprises berrichonnes optent toutefois pour le moulage de seconde fusion.

Tranchée depuis longtemps au niveau national, la question du charbon de bois ne concerne plus que des établissements marginaux, qui ont pu se donner l'illusion d'un ravitaillement autonome grâce aux domaines forestiers de leurs propriétaires. Pour la plupart, les années 1870 sont fatales. Les usines de Meillant et de Mareuil survivent une décennie de plus, mais

<sup>661</sup> AdC, 33 M 128 ; Rapport du juge de paix, le 14 avril 1886.

<sup>662</sup> AdC, 33 M 122 ; Rapport de la Banque de France (1903).

<sup>663</sup> *Id.* ; *Merlin et Cie*, brochure, Issoudun, 1884.

<sup>664</sup> Rapport de la Banque de France (1903).

<sup>665</sup> A. Suchaire, *Mémoire...*, rapport cité ; Entretien avec M. Parent, Vierzon, 1983.

<sup>666</sup> Entretien avec M. Agogué, Vierzon, 1979.

finissent par fermer. Le minerais, lui-même, a cessé de constituer un atout régional. En recul, depuis plusieurs années déjà, l'extraction passe sous la barre des 100 000 tonnes dans les années 1880. En 1908, la statistique nationale ne mentionne plus les minières du département.

L'abandon du site de Torteron rend compte des transformations qui affectent la métallurgie berrichonne. La guerre de 1870, contrairement aux précédentes, n'a pas stimulé ses productions. La reprise des années 1872-1875 retarde, sans les enterrer, les restructurations que préconisent certains dirigeants du groupe, en premier lieu Mony<sup>667</sup>. Sur les marchés, La Voulte, Fumel et, plus encore, Pont-à-Mousson maîtrisent parfaitement les procédés qui firent le succès de Torteron. Au sein même de la Société, l'usine de Montluçon, mieux située par rapport à la houille semble en mesure de prendre la relève de sa rivale de l'Aubois. Sur place, faute d'investissements appropriés, l'équipement vieillit et les incidents de fabrication se multiplient. Le 16 juillet 1879, les administrateurs passent outre l'ultime ligne de défense élevée par Benoist d'Azy et votent la concentration du moulage sur Montluçon<sup>668</sup>.

Pressé d'en finir, Paris n'autorise plus que la production d'un seul fourneau, mais l'approvisionnement en combustible se raréfie. En 1881, la houille arrive au jour le jour et l'on doit acheter du coke « étranger », tandis que le déménagement du matériel vers Montluçon s'accélère au point de gêner l'exécution des ultimes commandes<sup>669</sup>. Le 6 mai 1882, les cubilots cessent à leur tour de fonctionner. Les déménageurs ont désormais le champ libre avant que les démolisseurs ne s'attaquent aux installations intransportables.

Spécialisé dans le moulage, l'établissement de Mazières résiste aux vents contraires, mais lâche du lest : en 1908 l'extinction de ses fourneaux interrompt définitivement la production de fontes en Berry. La restructuration s'accompagne d'une révision des méthodes de gestion du personnel. Le paternalisme demeure, mais rappelle brutalement ses raisons économiques. Confrontée à l'attrait qu'exercent les Établissements militaires sur les fils de ses salariés, la compagnie exige que tous les occupants des logements mis à leur disposition soient à son service, dès lors qu'ils sont de sexe masculin et en âge de travailler<sup>670</sup>. Les conditions d'accès aux autres avantages en nature font également l'objet d'un réexamen sévère. La reprise en main patronale suscite un vif mécontentement et favorise l'apparition, en 1905, d'un syndicat qui rassemble bientôt 240 des 340 ouvriers. Bien implanté parmi les jeunes, il revendique des hausses de salaire et conteste la tutelle de la direction sur la société de secours de l'entreprise<sup>671</sup>. Coïncidence ou mouvement de fond, Rosières connaît, au même moment, une évolution sociale similaire.

### **Le machinisme agricole : une spécialité vierzonnaise**

En quelques décennies, Vierzon s'est hissée en tête de l'industrie française du machinisme agricole. Dans les années 1900, quatre usines emploient 1 200 ouvriers et réalisent 6,2 millions de francs de chiffre d'affaires<sup>672</sup>. L'activité est portée par les transformations de l'agriculture qui, au cours de la seule décennie 1882- 1892 voit le parc de ses locomobiles s'accroître de 30 % et celui des moissonneuses de 50 %. La hausse frôle les 100% pour les faucheuses. Les rythmes s'accroissent par la suite. La puissance des machines à vapeur employées dans l'agriculture double entre 1892 et 1912<sup>673</sup>.

N'imaginons pas une croissance sans encombre ni reculs. De

<sup>667</sup> AN, 59 AQ 6 ; Conseil d'administration du 27 mars 1872.

<sup>668</sup> AN, 59 AQ 7 ; Conseil d'administration du 16 juillet 1879.

<sup>669</sup> E. Jolant, *op. cit.*, p. 125-131.

<sup>670</sup> *Le Réveil social du Cher* des 14 et 21 décembre 1899.

<sup>671</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire central, le 22 septembre 1905.

<sup>672</sup> *Évolution de la production d'après les renseignements fournis par la Chambre de commerce et les statistiques administratives*, Paris, 1917.

<sup>673</sup> Cf. G. Désert, in G. Duby, A. Wallon (dir.), *Histoire de la France rurale*, T. III, M. Agulhon, G. Désert, R. Specklin, *Apogée et crise de la civilisation paysanne, 1789-1914*, T. III, Paris, 1977, p. 367-407.



1882 à 1889, le ralentissement général des affaires qu'aggravent les difficultés spécifiques du secteur agricole déprime le marché. La concurrence, britannique notamment, marque des points. Manque de souplesse ? Routine ? Oui et non. Car si les industriels se tournent vers l'État pour réclamer un renforcement de la protection douanière, ils ne craignent pas d'élargir la gamme de leurs productions. A Vierzon, leurs catalogues proposent des équipements pour l'éclairage des villes et la distribution de l'eau<sup>674</sup>. Brouhot va le plus loin sur cette voie avec la construction d'automobiles<sup>675</sup>, diversification hasardeuse que sanctionne, en 1914, la liquidation de la société créée à cette fin.

En temps normal, les entreprises de la branche s'accommodent des fluctuations d'un marché accordé au rythme des récoltes et des rentrées d'argent des exploitants agricoles, auxquels les maisons octroient des délais de paiement relativement longs. En clair, les commandes subissent un « creux » de septembre à mars<sup>676</sup>. La durée journalière du travail varie en conséquence. Dans certains ateliers - la menuiserie et la ferrure -, l'amplitude peut atteindre trois heures<sup>677</sup>.

Pour faire à la croissance tendancielle des commandes, les établissements s'agrandissent, aménagent des terrains libres, de préférence dans le prolongement des ateliers existants. L'extension ne va pas de soi pour l'usine Merlin qui, insérée dans les immeubles de rapport du centre-ville, doit se résoudre à construire une annexe l'autre côté de la rue Gourdon, en face de sa base initiale<sup>678</sup>. Si l'espace ne manque pas autour des bâtiments de la Société Française, la dénivellation des terrains qui surplombent le canal du Berry contraint à organiser l'usine sur plusieurs terrasses<sup>679</sup>.

Prestige et prospérité obligent : au début du siècle, la Société Française rénove complètement ses installations. Pour un coût total de 800 000 francs, le programme retenu met l'accent sur la fonctionnalité et supprime la cohabitation risquée de la menuiserie et des chaudières. La limitation des manutentions est particulièrement recherchée. Le bois, jadis omniprésent, fait place au métal, notamment pour charpentes. Des verrières et des briques, selon les besoins, laissent passer la lumière du jour ou comblent l'espace compris entre les piliers porteurs. Le choix architectural autorise, pour l'avenir, le prolongement des structures existantes.

À l'intérieur, les machines anglaises et américaines assurent à l'entreprise une avance technique confortable sur ses rivaux locaux. Quel que soit le degré de modernité des équipements, les ouvriers doivent composer, dans les ateliers, avec les odeurs âcres ou lourdes des peintures et des graisses industrielles, le bruit assourdissant du métal percé, limé, découpé, plié, pressé, empilé...

Malgré les incertitudes qui pèsent sur la signification à donner aux dénominations professionnelles, les statistiques signalent la forte prédominance des ouvriers qualifiés. En 1892, sur les 688 salariés de la construction vierzonnaise de machines agricoles, on dénombre 28 contremaîtres ou surveillants, et 527 « professionnels » pour 105 manoeuvres et 28 apprentis<sup>680</sup>. Issus du rang, les contremaîtres témoignent des possibilités d'ascension offertes aux ouvriers. L'accession à des responsabilités plus élevées n'est pas interdite, mais les fonctions de chef d'atelier sont réservées aux ingénieurs.

Le livre des entrées et des sorties du personnel de la Société Française tenu entre 1879 et 1914 révèle que 64,97 % des travailleurs pour lesquels ces données sont données résidaient à

<sup>674</sup> Rapport de la Banque de France (1903) ; A. Suchaire, *Rapport...*, Mémoire cité.

<sup>675</sup> AdC, 34 U 109 ; PV de l'Assemblée générale constitutive de la S. A. des Usines d'automobiles G. Brouhot, le 4 juillet 1906.

<sup>676</sup> Entretien avec M. Morinet, Vierzon, 1979.

<sup>677</sup> AN 59 AQ 18 ; Réunions du CA de juin 1904 à juin 1905.

<sup>678</sup> AdC, 32 M 26.

<sup>679</sup> AN 59 AQ 18 ; Avant-projet d'aménagement présenté au CA du 26 février 1905.

<sup>680</sup> AdC, 33 M 46.

Vierzon avant leur embauche<sup>681</sup>. Les noms les plus cités sont ensuite ceux de Rosières, Mazières et Torteron. La proportion des Vierzonnais s'accroît au fil des ans, à l'instar de celle des Parisiens et au détriment du reste du Cher. Si l'entreprise éprouve plus de difficulté que les autres « maisons » de la place à « fixer » ses salariés, la stabilité de sa main-d'œuvre varie dans le temps - les meilleurs résultats coïncident avec la décennie critique 1879-1889 - et l'élévation des qualifications. La Société Française souffre d'une mauvaise image dans l'opinion locale, méfiante à l'égard de son statut de société anonyme et de l'origine de ses capitaux. Des maladresses, à l'exemple de la création d'un éconamat, ne rehaussent pas sa popularité auprès des commerçants, cependant que ses succès suscitent des jalousies. Dans l'usine même, le paternalisme hérité du temps de Célestin Gérard résiste mal à l'accroissement des effectifs et au départ des anciens cadres. La Société s'efforce de susciter un patriotisme d'entreprise sans jamais parvenir à égaler les relations instaurées chez Merlin où les patrons « *connaissent le métier* » et ne « *ne craignent pas de risquer leur pognon* »<sup>682</sup>.

Les témoignages concordent, qui insistent sur l'autonomie dont jouissent les ouvriers professionnels. Une fois les tâches distribuées par les contremaîtres, les travailleurs agissent comme ils l'entendent. Les ajusteurs et les monteurs réceptionnent ainsi des bâtis nus qu'il leur revient d'« habiller » complètement. Tous les travaux, certes, ne se valent pas du triple point de vue des défis techniques à relever, du surmonter, du temps et de la rémunération. En l'absence de favoritisme flagrant dans la répartition des tâches, les ouvriers ne rechignent pas devant l'ouvrage. Chaque spécialité a ses inconvénients, mais il est admis que la grosse chaudronnerie est particulièrement pénible<sup>683</sup>. En plus du bruit, les ouvriers doivent, en effet, subir l'inconfort des cuves dans lesquelles ils se glissent, la résonance du métal, l'air vicié et l'obscurité que ne suffit pas à vaincre la lueur des bougies de sécurité.

Sans cultiver une sociabilité aussi chaleureuse que celle des porcelainiers, les métallurgistes ne font pas vœu d'austérité. *"On trouvait toujours le temps de se distraire"*, confie un menuisier de la Société Française<sup>684</sup>. Les apprentis sont les cibles de plaisanteries à mi-chemin entre la franche détente et l'épreuve initiatique. La tradition veut qu'on leur fasse *"voir le diable"* en leur barbouillant le visage avec des chiffons couverts de suie ou de blanc de Meudon<sup>685</sup>. Les premiers jours, on les charge encore de ramener du magasin des outils imaginaires. Les jeunes comprennent vite de quoi il retourne et répliquent par quelques bons tours. Gare au compagnon inutilement brutal ou jugé *"peu social"*. L'aide trouvera toujours l'occasion de se venger.

*"Ça buvait pas mal dans les ateliers"*. La proximité d'un débit de boisson, les va-et-vient des salariés de Merlin de part et d'autre de la rue Gourdon favorisent l'entrée discrète de bouteilles. La direction n'ignore rien du manège, mais ferme les yeux ou se montre indulgente. Tel ouvrier surpris avec une bonbonne de vin dans sa brouette est licencié sur-le-champ, mais réembauché le lendemain...<sup>686</sup>

Chaque année, début décembre, la Saint-Éloi est le prétexte à d'amples réjouissances corporatives. Tout commence dans les ateliers où les ouvriers offrent un bouquet de fleurs aux contremaîtres. Sachant à quoi s'en tenir, ceux-ci n'ont pas omis d'amener la galette à partager avec les bouteilles et les cruches dissimulées dans leurs caches habituelles. Parfois, on fait griller des harengs dans l'atelier, avant de trinquer à la santé de la profession. Toujours en vigueur à Bourges, la tradition de se rendre en cortège à l'église s'est perdue à Vierzon. Vers 1900, les directeurs des différentes entreprises locales s'entendent en vue d'une célébration commune. En 1904, la maison Merlin doit ainsi

<sup>681</sup> Archives privées ; Livre des entrées et des sorties du personnel de la Société Française, 1879-1914.

<sup>682</sup> Entretiens avec MM. Agogué et Parent.

<sup>683</sup> Entretien avec M. Simier, Vierzon, 1983.

<sup>684</sup> Entretien avec M. Agogué.

<sup>685</sup> Entretien avec M. Parent.

<sup>686</sup> *Id.*

"prendre la tête du mouvement"<sup>687</sup>. Vers 14 heures, une foule évaluée à près de 600 travailleurs, revêtus de leurs plus beaux habits, s'élance à travers l'agglomération. Une halte a lieu devant le domicile de chacun des propriétaires de l'usine pendant qu'une délégation remet des fleurs et des gâteaux. Le cortège gagne ensuite une salle de spectacle – l'Eden Tivoli –, où les patrons offrent une collation aux participants. En fin d'après-midi, on se sépare pour rejoindre des halles aménagées et décorées dans les différents établissements. Grâce aux souscriptions recueillies, de copieux banquets réunissent employeurs et salariés. Les chants fusent. Entre deux toasts, les directeurs se doivent de pousser la chansonnette. Des bals clôturent la journée. Fiers de leur rôle dans la cité et convaincus d'appartenir à l'élite ouvrière locale, les travailleurs du machinisme agricole éprouvent une vive satisfaction à réussir, sans faux pas, ce qu'aucune autre profession n'a su - ou voulu - tenter jusque-là. Le corporatisme a toutefois des limites.

En raison même de son succès, la Saint-Eloi implique de larges fractions de la population qui, irréductibles aux seules familles de métallurgistes, se massent le long du cortège, applaudissent et commentent la tenue du défilé. Nombre de jeunes vierzonaises attendent impatiemment qu'on les convie à l'un des bals. Inversement, l'unité de la profession n'est pas totale. Chaque usine, on l'a vu, prépare ses propres agapes. "L'esprit maison" entre, ici, en compétition avec la conscience corporative. Reste qu'en ces circonstances, les tensions sociales s'estompent et l'on comprend les réticences des syndicats devant ces manifestations renouvelées de collaboration de classe<sup>688</sup>.

La conscience spontanée a tôt fait d'identifier le patron à l'usine, aux outils, aux machines dans lesquels s'objectivent les compétences et la certitude de son utilité sociale. Les militants eux-mêmes, en principe mieux armés pour dépasser ce premier niveau de la conscience ouvrière, ne nient pas la réalité d'un destin commun aux patrons et aux ouvriers, confondu avec celui de l'entreprise. De façon significative, le renouveau du syndicalisme chez les métallurgistes de Vierzon coïncide avec la révélation de graves erreurs de gestion commises chez Brouhot, où les ouvriers jugent sévèrement ce qu'ils tiennent pour un "lâchage" patronal<sup>689</sup>.

Un consensus naît bel et bien, néanmoins, autour du travail. Forgé dans les ateliers, il exclut les salariés des bureaux, dont le « parasitisme » supposé est un leitmotiv du discours ouvrier. Hors de l'usine, cependant, les antagonismes sociaux et politiques reprennent le dessus. "*Chez Merlin, pour aller travailler dans les bureaux il fallait aller à la messe (...). C'était de la calotte*", résume en souriant un ancien secrétaire du syndicat des métaux, après avoir salué les connaissances techniques et l'engagement financier des directeurs de la Société Merlin<sup>690</sup>.

### **Saint- Florent : de l'artisanat à l'industrie**

Après une tentative sidérurgique peu convaincante, la métallurgie s'enracine à Saint-Florent par le biais de la chaudronnerie. Lentement. Au milieu des années 1880, l'usine Labbé emploie une trentaine de salariés<sup>691</sup>. Ils sont 275 en 1892, cependant que d'autres entreprises s'installent<sup>692</sup>. Vingt ans plus tard, trois usines occupent 470 métallurgistes<sup>693</sup>. Les lieux de naissance inscrits sur les feuilles nominatives du recensement indiquent un recrutement rural et proche: 88,74 % des ouvriers ont vu le jour dans le département, le plus souvent à Saint-Florent même ou dans ses environs<sup>694</sup>.

Passés très vite de l'atelier artisanal à l'usine, les employeurs réagissent avec vivacité à tout ce qui menace leur autorité. Apre

<sup>687</sup> *La Dépêche du Berry*, le 8 décembre 1904.

<sup>688</sup> *Bulletin officiel de la Bourse du Travail de Bourges (B.O.B.T.B.)* de décembre 1911.

<sup>689</sup> AdC, 25 M 65 ; Rapport du commissaire, le 9 juin 1908.

<sup>690</sup> Entretien avec M. Parent.

<sup>691</sup> AdC, 33 M 33.

<sup>692</sup> AdC, 33 M 44 et 46.

<sup>693</sup> *B.O.B.T.B.* de septembre 1911.

<sup>694</sup> AdC, 3 M 148 ; Dénombrement, Saint-Florent, 1911.

au gain, peu préparé à composer, à négocier ou à appliquer les recettes du coûteux paternalisme en vigueur à Rosières, le patronat saint-florentais réplique brutalement aux premières manifestations d'un syndicalisme, dont la fougue renvoie à la jeunesse du prolétariat semi-qualifié local. Par suite, les luttes sociales, quels qu'en soient les motifs initiaux, mettent régulièrement en jeu la dignité et l'honneur des protagonistes, qui s'affrontent à coups de renvois massifs, de manifestations tumultueuses et d'attaques personnelles. De là découle une proportion anormale de litiges disciplinaires.

Défaites une première fois en 1893<sup>695</sup>, les ouvriers rongent leur frein jusqu'à la renaissance syndicale des années 1904-1905. En décembre 1904 la syndicalisation en bloc de 300 des ouvriers présents porte le taux de syndiqués à plus de 53 % des métallurgistes du bourg<sup>696</sup>. Deux mois plus tard, les salariés de la Société Industrielle de Décolletage exigent la suppression du travail aux pièces, général à Saint-Florent et le renvoi du délégué du Conseil d'administration, *"un jeune potentat, directeur à vingt-six ans, frais émoulu des écoles"*, que les ouvriers surnomment *"Barbe-en-zinc"*, et auquel ils reprochent ses méthodes autoritaires<sup>697</sup>.

Le directeur *« ne peut plus prendre le train de Bourges ou en descendre, en un mot mettre le nez dans les rues sans que, immédiatement, il entende les grévistes entonner la 'chanson de Barbe-en-zinc' et lui faire la sérénade avec des chaudrons »*<sup>698</sup>. Le combat de classe puise dans la tradition folklorique et vire au conflit de personnes. La grève, victorieuse sur les points essentiels, dure cinquante-trois jours et mobilise la population appelée à la solidarité<sup>699</sup>. Une malencontreuse tentative de retour du directeur déclenche, peu après, le débrayage immédiat du personnel et se termine par l'expulsion de *« Barbe-en-zinc »*, bruyamment escorté jusqu'à la gare.

La soif de revanche a changé de camp, mais le rapport des forces sociales oblige les employeurs à garder leur sang-froid. Les propriétaires de la Robinetterie Belot-Parant ne peuvent s'y résoudre. En septembre 1908, Parant confie à son associé : *"je ne veux plus rien savoir et je préfère être tranquille en ne fichant plus rien que d'avoir la perspective de crever de faim en travaillant comme un pauvre diable pour alimenter des anarchistes"*<sup>700</sup>. Aussi, lorsqu'au printemps suivant les fondeurs en cuivre et en bronze présentent une nouvelle liste de revendications, le directeur réplique par un refus catégorique<sup>701</sup>. *"Vous n'aurez rien, déclare-t-il aux délégués, je fermerai plutôt l'usine, je suis le maitre"*. La lutte s'engage, mouvementée, avec son lot de défilés, de menaces, de cris, de vitres cassées et d'arrestations jusqu'au transfert des productions dans une usine de l'Indre... Cette conclusion clôt la série des grèves de métallurgistes. Élevé au rang d'interlocuteur incontournable, le syndicat s'efforce maintenant de gérer les acquis des luttes. L'absence de nouveaux conflits, loin de signifier l'essoufflement de la combativité ouvrière, marque plutôt l'entrée du mouvement dans sa phase de maturité. Confiants, les métallurgistes s'intéressent désormais au sort des travailleurs d'autres branches. En 1910, ils sont aux côtés des bûcherons pour conspuer les *« jaunes »* de villages environnants<sup>702</sup>.

À Saint-Florent même, la sagesse l'emporte et les relations professionnelles s'apaisent. Pour longtemps ? L'avenir se chargera de prouver qu'il y a plus de résignation et de patience que de conviction dans l'attitude plus conciliante du patronat.

Après le cas vierzonnais, l'exemple saint-florentais met en relief, à son tour, l'influence des contextes locaux. Sans négliger l'audience des thèses syndicalistes révolutionnaires auprès de quelques militants et dans les organisations ouvrières, on ne saurait nier le poids des particularités socio-économique de la métallurgie locale, qu'il s'agisse des caractéristiques du patronat –

<sup>695</sup> AdC, 33 M 122 et 126.

<sup>696</sup> B.O.B.T.B. de décembre 1904.

<sup>697</sup> Id. de mai 1905.

<sup>698</sup> Tocsin populaire du 18 mars 1905.

<sup>699</sup> AdC, 33 M 126.

<sup>700</sup> Lettre citée dans le B.O.B.T.B. d'avril 1912.

<sup>701</sup> AdC, 33 M 126.

<sup>702</sup> AdC, 32 U 727 ; Villeneuve, 1910.

à peine sorti de l'artisanat et intraitable quant à ses prérogatives – ou de celles de la classe ouvrière – jeune, turbulente, d'origine rurale, semi-qualifiée. Singularités qu'exacerbe le théâtre communal de leurs relations, celui d'une petite ville industrielle mêlant mono-industrie et variété des entreprises, propice à l'expression des antagonismes sociaux et à la diffusion des grilles de lecture du syndicalisme d'action directe et d'un socialisme « rouge vif ».

### La porcelaine : maturité et épanouissement Les difficultés

Alors que les ventes restent soutenues, les fabriques berrichonnes vivent sur leurs acquis et cessent d'être des foyers d'innovation. Le réveil est douloureux. Produit de consommation, la porcelaine subit de plein fouet la crise des années 1880. Or, sur la lancée de la période antérieure, les usines ont continué d'embaucher et de nouvelles unités ont ouvert leurs portes.

En 1884, les directions vierzonnaises révisent leurs objectifs à la baisse<sup>703</sup>. Besnard et Lachaise licencient d'un coup le tiers de leur personnel et passent de douze à huit fournées par mois. Chez Hache, la production fléchit de 20 %. Un an plus tard, le marasme est général. La branche perd en quelques mois le quart de ses effectifs. Décontenancés, les patrons se rabattent sur les recettes habituelles des temps de crise. Outre les renvois et les réductions d'horaires, ils exercent une pression accrue sur la main-d'oeuvre. La discipline pallie la médiocrité des équipements pour élever la productivité.

Ces mesures conduisent les ouvriers à résister. Tout au long de l'année 1886, à Vierzon, ils remportent une série de microconflits éclatent à Vierzon, notamment chez Belleville, Godefroy, Bernard et Michaud<sup>704</sup>. L'attitude des chefs, agents actifs et intéressés des directions, est souvent source de tensions. Ainsi l'un d'eux, Bordreuil, responsable d'un atelier de moulage de Mehun, embauche des femmes que, dans un premier temps, il rémunère à l'égal des hommes<sup>705</sup>. Après une tentative avortée de réduction générale des salaires de 10 %, il fait pression sur les ouvrières et obtient que la plupart d'entre elles acceptent de travailler aux tarifs fixés par ses soins. Déjà, quatre hommes se sont inclinés. Les récalcitrants ne reçoivent plus d'ouvrage intéressant. Pour couronner le tout, Bordreuil favorise systématiquement les clients de l'épicerie que tient son épouse. Au début de 1887, la coupe est pleine. Le 12 janvier, les mouleurs réagissent : soixante-quatre hommes et huit femmes cessent le travail, réclament le renvoi de leur chef et le retour aux anciens tarifs.

Informés de la lutte menée à Mehun, les porcelainiers de Vierzon engagent à leur tour l'épreuve de force<sup>706</sup>. Après le renvoi d'un ouvrier professionnel – Métron, décrit comme "*socialiste exalté*" - les cinquante-sept travailleurs de l'entreprise Besnard-Lachaise quittent les ateliers le 9 février. Le lendemain, les journaliers les rejoignent.

Dans les deux cités, la grève suscite un large élan de solidarité. Les salariés des autres entreprises refusent d'exécuter les commandes des usines paralysées. Six établissements vierzonnaïssubissent des arrêts de travail pour avoir essayé de transgresser l'interdit syndical. La prolongation du conflit finit cependant par fissurer le front gréviste. À chaque fois, les journaliers, non directement concernés par les revendications initiales, reprennent le travail les premiers. L'échec, dans ces conditions, est inévitable. Ses conséquences diffèrent, toutefois, selon la localité. À Mehun, Pillivuyt triomphe sur toute la ligne.

Profitant de la désertion des ateliers, il fait l'acquisition de machines et renvoie les ouvriers qu'elles remplacent. Vaincus, mais non soumis, les porcelainiers vierzonnaïssavent leurs employeurs moins puissants que Pillivuyt. Loin de disparaître, le syndicat surmonte l'épreuve de 1887 et s'installe à demeure dans les établissements.

<sup>703</sup> AdC, 33 M 31.

<sup>704</sup> AN, F12 4657.

<sup>705</sup> AdC, 33 M 120.

<sup>706</sup> AdC, 33 M 129.

## L'indispensable modernisation

Génératrices de graves tensions, les premières réponses patronales s'avèrent inadaptées aux problèmes de l'industrie régionale. La vigueur des conflits qu'elles entraînent, jointe à la prise de conscience des retards techniques accumulés, précipitent la modernisation des entreprises. Au coeur des années 1890, les tours à moteurs régularisent le travail et dispensent du concours des aides chargés, auparavant, de la transmission manuelle du mouvement<sup>707</sup>. Au décor, la décalcomanie bouleverse l'organisation du travail<sup>708</sup>.

Nuançons. La mécanisation partielle du façonnage modifie le travail des tourneurs, mais ne discrédite pas le savoir-faire des professionnels. Tout comme jadis, l'ouvrier doit rester en mesure de battre la pâte, de conduire à la main l'élévation et l'abaissement de l'ébauche, de régler la vitesse du tour. Le calibrage mécanique simplifie, en revanche, la finition des pièces et augmente la productivité, à l'instar du moulage à la presse. Là où un tourneur réalisait, hier, cent assiettes par jour, deux tourneurs sur tour mécanique, servis par un enfant, en sortent mille<sup>709</sup>. Aux yeux des employeurs, ces résultats justifient une révision des tarifs. Les travailleurs ne contestent pas la possibilité de réajustements. La référence majeure reste, en effet, le montant des gains journaliers, mais l'ampleur de certaines baisses, survenues après des années d'immobilisme salarial, déclenche des réactions d'hostilité. La motorisation des tours soulève d'autres questions. Plusieurs employeurs essayent de convertir en termes monétaires l'allègement de la fatigue, parfois de récupérer la somme que l'ouvrier versait autrefois à son aide.

Au fur et à mesure que la mécanisation des ateliers progresse, les besoins en main-d'oeuvre se réduisent. Plus grave, peut-être, *"les premiers journaliers venus, voire même les enfants"* font maintenant l'affaire<sup>710</sup>. Chez Vernet, à Mehun, les porcelainiers ne seront bientôt plus que soixante-dix sur un total de deux cents salariés. Les peintres n'assistent pas sans anxiété à l'évolution de leur profession. En 1898, ceux de la maison Guillemain, à Vierzon, luttent contre l'introduction du travail aux pièces, lequel ne peut *"que [aire du tort à la corporation]"*<sup>711</sup>. Aussi s'engagent-ils *"à combattre avec énergie cette forme de travail qui n'est par le fait qu'un marchandage"*, illégal et contraire à l'idée que ces ouvriers d'élite se font de leur métier. Sans succès. Les peintres auxquels on réserve la réalisation des pièces délicates devront s'habituer à côtoyer les femmes recrutées à la décalcomanie.

## Confirmations et révélations

Avec 24 % des effectifs nationaux de la profession en 1910, le Cher se classe en seconde position, loin derrière la Haute-Vienne - 63 % de la main-d'oeuvre française - qui, depuis plusieurs décennies creuse l'écart avec le Berry<sup>712</sup>. Les douze usines vierzonnaises et les 4,010 millions de chiffre d'affaires qu'elles réalisent en 1902 prennent l'avantage sur Mehun, où quatre entreprises annoncent une production d'une valeur de 2,670 millions de francs<sup>713</sup>. Foëcy vient en troisième position avec ses deux manufactures et des fabrications d'une valeur totale de 700 000 francs.

La modernisation ne va pas jusqu'à la rationalisation de l'espace productif. Les industriels accumulent et superposent plus qu'ils ne remodelent. Sauf à détruire les bâtiments, les locaux, il est vrai, défient toute prétention réorganisatrice. Payés à la tâche, les travailleurs se plaignent des retards qu'occasionnent des

<sup>707</sup> Rapport de la Banque de France, mai 1903; AdC, 33 M 86 et 129.

<sup>708</sup> M. Dubois, « Les décalcomanies vitrifiables », brochure tirée d'une conférence présentée à l'Institut de céramique française, 1969-1970.

<sup>709</sup> AdC, 33 M 86 ; Rapport du maire de Vierzon-Ville, 1<sup>er</sup> semestre 1894.

<sup>710</sup> AdC, 25 M 66; Rapport du 8 mai 1897.

<sup>711</sup> Résolution des peintres sur porcelaine, avril 1898, in *Historique des syndicats adhérents à la Fédération nationale de la Céramique*, Paris, 1904.

<sup>712</sup> Évolution de la production d'après les renseignements fournis par les Chambres de Commerce (1910) et les statistiques administratives (1912), Paris, 1917.

<sup>713</sup> Rapport de la Banque de France, mai 1903.

déplacements inutiles. Chez Pillivuyt, dans l'une des usines les plus modernes du département, les porcelainiers pâtissent de l'engorgement qui sévit au stade de l'encastage<sup>714</sup>. Les faïçonneurs enragent de devoir attendre que les encasteurs aient disposé les pièces dans les gazettes pour pouvoir récupérer les planches sur lesquelles ils alignent leurs produits. Pour compliquer le tout, les chefs réservent en priorité les planches aux ouvriers payés à l'heure - les décorateurs, par exemple -, qu'ils ne souhaitent laisser inactifs. Toujours prête à réglementer, la direction a cru bon de fixer les conditions d'attente avec horaire précis pour chaque catégorie. *"Il n'est pas rare de voir derrière chaque encasteur un porcelainier mendiant une planche ; c'est très chic, je vous assure, c'est de grand air de voir tant de monde dans un atelier"*, ironise un ouvrier<sup>715</sup>.

La salubrité des usines s'en ressent. Aux dires d'un ouvrier interrogé en 1884, « l'entassement et le manque d'air » seraient responsables des *"crises d'asthme"* qui frappent les porcelainiers avant quarante-cinq ans<sup>716</sup>. En la matière, rien n'a changé à l'aube du XXe siècle. Quelquefois sans fenêtre, presque jamais balayés, les ateliers s'encrassent et se couvrent d'une fine et redoutable poussière, celle-là même que les hommes aspirent en permanence. Les travailleurs se soucient davantage de cette question qu'autrefois. Des syndicalistes réclament un balayage régulier, l'ouverture d'un local *"propre pour se déshabiller"* et déposer les provisions alimentaires<sup>717</sup>. Hormis la lente, mais inéluctable minéralisation des poumons, les ouvriers ne courent pas de graves dangers. Les accidents recensés près des machines impliquent surtout des enfants, moins attentifs que les adultes, plus vite fatigués aussi.

Les actes de mariage analysés pour 1906 et les années voisines révèlent un fort accroissement de l'hérédité socioprofessionnelle<sup>718</sup>. Près de 40 % des porcelainiers exercent désormais la même profession que leur père. À l'inverse, la proportion des fils de journaliers - 27,7 % - ou de travailleurs de l'artisanat - 8,3 % - diminue par rapport à 1873. Avec 83,3 % de céramistes nés dans une famille ouvrière, la corporation s'ancre plus que jamais dans le prolétariat.

Géographiquement, 58,30 % des 833 chefs de ménage inscrits comme porcelainiers sur les listes nominatives du recensement de 1911 d'un échantillon de sept communes ont vu le jour dans la localité où ils résident et travaillent<sup>719</sup>. Au total, près des deux tiers des ouvriers sont nés dans un centre porcelainier. Les apports ruraux - 16 % -, jadis considérables, ou extérieurs au département - 12,7 % - s'amenuisent.

Tout concourt à dégager le profil d'une corporation entrée dans l'âge adulte, aux effectifs en voie de stabilisation, d'enracinement géographique et professionnel. Cette homogénéisation ne dissipe pas les clivages catégoriels, que les conditions de travail réactivent constamment. Les syndicats, appliqués à épouser les caractéristiques de la profession, ne les ignorent pas. Le rassemblement ses « métiers » au sein d'une structure « industrielle » unique n'interviendra pas avant 1908-1909<sup>720</sup>.

Il est vrai que la spécificité des tâches multiplie les problèmes à résoudre, qui font l'ordinaire des réunions syndicales. Les mouleurs et les tourneurs apprécient leur sort en fonction d'une nomenclature complexe de tarifs ainsi que selon le type de fabrication commandé, la distribution équitable des travaux ingrats et rémunérateurs. La plupart souhaitent le maintien du salaire aux pièces grâce auquel ils conservent leur autonomie et valorisent leur savoir-faire. Il n'en va pas de même chez les garçons de four, les émailleurs, les marcheurs et batteurs de pâte,

<sup>714</sup> B.O.B.T.B. d'avril 1903.

<sup>715</sup> *Id.*

<sup>716</sup> AN, C 3340 ; Enquête sur la situation des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture en France, 1884.

<sup>717</sup> B.O.B.T.B. d'octobre 1908.

<sup>718</sup> Greffe du Tribunal de grande instance de Bourges, Registres des mariages de Bruère-Allichamps (1905-1908), Foëcy (1906-1907), Mehun (1906), Vierzon-Bourgneuf (1906-1907), Vierzon-Villages (1906), Vierzon-Ville (1906). Nombre de cas considérés : 48.

<sup>719</sup> AdC, Dénombrement de 1911 : Bruère-Allichamps (3 M 162), Foëcy et Mehun (3 M 160), agglomération vierzonnaise (3 M 170). Nombre de cas considérés : 833.

<sup>720</sup> AdC, 33 M 147 et 149.

pour ne rien dire de la masse des manœuvres, attentifs aux salaires horaires et à la durée de la journée de travail.

Habitué à travailler en force, à veiller parfois plus de 24 heures d'affilée, les garçons de four affectent des manières frustes, font preuve d'une grande cohésion et revendiquent une réglementation précise des tâches de chacun<sup>721</sup>. Les longues heures de présence ne rebutent pas les ouvriers, dès lors qu'un salaire décent récompense leur peine. Après les tarifs, la charge de travail vient au second rang des préoccupations. Elle motive la longue grève des garçons de four de Bruère-Allichamps, lorsqu'un patron décide, en 1904, de supprimer trois ouvriers par équipe et d'imposer une fournée mensuelle supplémentaire<sup>722</sup>. Conscients de former une main-d'œuvre interchangeable, les hommes des fours ont un faible pour les mouvements de masse de nature à contrer les tactiques patronales de division. De 1901 à 1910, la chronique sociale signale, de Vierzon à Bruère-Allichamps, Mehun ou Foëcy, des conflits longs, émaillés d'incidents, de violences où l'on joue son va-tout jusqu'à l'épuisement, soit, le plus souvent, l'échec.

À l'inverse, les peintres usent des arrêts de travail avec parcimonie, mènent leur action au niveau de l'atelier sans attendre une hypothétique grève générale. Ennemis des débordements, ils savent que l'employeur aura du mal à leur trouver des remplaçants. Les renvoie-t-on que déjà d'autres usines les embauchent. Renouant, s'il le faut, avec les méthodes du compagnonnage, ils désertent la place et vont proposer leurs services dans une localité plus généreuse. Aussi bien leur premier syndicat de métier rayonne à la fois sur Vierzon, Mehun et Foëcy. La profession ne s'engage pas à la légère et se montre sourcilieuse dès que la compétence est en jeu. À Mehun, les peintres n'hésitent pas à contester, en termes certes respectueux, l'autorité d'un chef d'atelier *"insolent"*, injuste et incompetent<sup>723</sup>. Louis Pillivuyt, dont on connaît le caractère entier, admet ces échanges et déclare les souhaiter. Exercés à détecter les qualités et les défauts professionnels de chacun, convaincus de ce qu'aucun ouvrier ne travaille exactement de la même façon que ses compagnons, ces individualistes ne transigent pas sur les questions de réputation et de solidarité catégorielle. À l'occasion d'un litige provoqué par l'exclusion de trois des leurs, dont ils exigent la réintégration, les peintres de Mehun demandent à être reçus par le directeur, *"car notre amour propre a été sérieusement blessé par des racontars que nous voudrions pouvoir éclaircir"*<sup>724</sup>.

Au sommet de la corporation et, par suite, quelque peu isolés dans leur usine, les peintres entretiennent des relations avec leurs collègues<sup>725</sup>. En foi de quoi, ils se font un point d'honneur de répondre aux diverses listes de souscription en provenance d'autres régions, voire s'inquiètent de ne rien recevoir lorsqu'ils ont connaissance d'un conflit<sup>726</sup>. *"Si chaque syndicat faisait comme nous, les travailleurs pourraient attendre patiemment"*, notent-ils, un brin donneurs de leçons<sup>727</sup>. Sensibles aux bonnes manières, ils s'indignent si les remerciements tardent à venir. Sans refuser de témoigner leur solidarité de classe, leur préférence va d'abord à la corporation. Affirmant vouloir rester *"bons et sincères amis"* et ne pas oublier les *"frères qui pourraient avoir besoin de (nos) deniers"*, les peintres de Mehun ne quittent pas moins la Fédération des syndicats du Cher pour adhérer à *"celle de la Céramique qui (...) semble plus utile"*<sup>728</sup>.

S'agissant de la profession, les porcelainiers, toutes catégories confondues, bons vivants, bruyants, gouailleurs, animent les réunions publiques. Prompts à crier *"Vive la Sociale !"*, ils manient cruellement la plume et le pinceau aux dépens des politiciens réactionnaires ou modérés. Solidaires, ils ont peu de goût pour la

<sup>721</sup> AdC, 33 M 68.

<sup>722</sup> *Historique des syndicats...*, op. cit., p. 43.

<sup>723</sup> Archives privées, Livre des pv des réunions du Syndicat des peintres de Mehun, séances des 9 février et 3 septembre 1902.

<sup>724</sup> *Id.*, séance du 3 septembre 1902.

<sup>725</sup> *Id.*, séance du 6 novembre 1901.

<sup>726</sup> *Id.*, séance du 18 mai 1902.

<sup>727</sup> *Id.*, séance du 30 juin 1901.

<sup>728</sup> *Id.*, séance du 1<sup>er</sup> juillet 1902.



discipline. Encore ne doit-on pas forcer le trait. Comme syndicalistes, avant la Première Guerre mondiale, ils en remontrent aux métallurgistes. Piliers du mouvement ouvrier vierzonnais et mehunois, ils participent aux activités des Bourses du travail. Si besoin, ils prêtent la main aux grévistes d'autres branches lors de « chasses aux renards ».

À Vierzon, la corporation, qui donne le ton à la conflictualité locale, a su s'organiser à l'échelle de la ville, plus aisément, parfois, qu'à l'intérieur des entreprises, où les patrons, tout à la fois proches, autoritaires et paternels, excellent à profiter des clivages catégoriels. À Mehun, en revanche, tout ramène à l'usine dominante. Les échecs subis ou les succès remportés conditionnent la permanence de l'organisation, or les seconds sont l'exception. Par manque de moyens, d'unité, d'expérience et de préparation. Les ouvriers, en conséquence, y regardent à deux fois avant d'agir. En temps normal, l'organisation repose sur la ténacité d'une poignée de militants, lesquels s'épuisent, voire perdent confiance dans l'action collective. En 1911, après une nouvelle sévère défaite, après que la moitié des adhérents ait quitté le syndicat, les employeurs déplorent la multiplication d'actes de sabotage : limaille de fer dans la pâte, matériel endommagé, marchandises maculées après le défournement<sup>729</sup>.

Plus qu'à ses porcelainiers, Mehun s'identifie aux Pillivuyt. En août 1900, la remise de la Légion d'honneur à Louis est fêtée en grande pompe. De retour de Paris, le directeur est accueilli par des centaines d'habitants, qui l'escortent, musique en tête, jusqu'à son domicile. Dans les ateliers, les ouvriers ont versé leur obole pour l'achat d'une croix d'honneur en brillant<sup>730</sup>. Pour l'occasion, la fibre corporative vibre et submerge les rancœurs sociales pour s'incarner dans la figure patronale.

## Les verreries

### Les entreprises

À l'étroit dans les locaux de l'ancien hôtel de la Croix Blanche, Guenivet fait construire, en 1874, une seconde usine, dotée de trois, puis de quatre fours, dans le quartier des Forges, à proximité de la ligne de chemin de fer et du canal<sup>731</sup>. Cette fois, Guenivet a vu trop grand. En dépit de bons résultats commerciaux, la trésorerie ne peut faire face aux échéances. Les dépenses crèvent le plafond des devis<sup>732</sup>. L'usine de la Croix Blanche fait les frais du désastre<sup>733</sup>. Repris par les créanciers, l'établissement des Forges traverse, douze ans durant, une période ponctuée de faillites et de ventes jusqu'à son rachat par les frères Thouvenin en 1889<sup>734</sup>. Tombés à trois cent six ouvriers, les effectifs se redressent. En 1893, le seuil des six cents salariés est dépassé<sup>735</sup>.

La production locale, spécialisée dans la gobeletterie banale, vise un marché potentiel, dont les parts se gagnent et se conservent au prix d'un effort constant sur les coûts de production. Or, le Cher souffre de son double éloignement des bassins houillers et des centres de consommation. Sans doute faut-il voir dans ce handicap l'une des causes du plafonnement, puis du recul perceptible dans la première décennie du siècle, évolution en contradiction avec celui de la branche qui, au plan national, poursuit son expansion.

Techniquement, on note peu de changements, hormis des essais de soufflage mécanique chez Thouvenin et Godfroy dans les années 1910<sup>736</sup>. Sans lendemain. À Vierzon-Forges, les gains de productivité procèdent plutôt de réaménagements rationnels de l'espace productif. Rue Gourdon, à Vierzon-Ville, l'usine Godfroy offre moins de facilités avec ses ateliers reliés par des escaliers

<sup>729</sup> AdC, 25 M 66 ; Rapport du commissaire, le 19 mars 1911.

<sup>730</sup> *La Dépêche du Berry* des 23 et 30 août 1900.

<sup>731</sup> AdC, 27 M 46 ; Lettre de Guenivet, le 11 septembre 1871.

<sup>732</sup> AdC, 34 U 73.

<sup>733</sup> AN, F22 505 ; Rapport de l'Inspecteur du travail, le 28 février 1879.

<sup>734</sup> Rapport de la Banque de France, mai 1903.

<sup>735</sup> AdC, 33 M 47.

<sup>736</sup> AN, F22 506 ; Rapport de l'Inspecteur du travail, le 3 novembre 1912.

peu commodes<sup>737</sup>.

### La main-d'oeuvre et son recrutement : la question des "gamins".

La proportion des femmes et des enfants s'est relevée et participe à la compression des dépenses salariales. Si les ouvrières demeurent à l'écart de la halle et travaillent dans des ateliers annexes ou des magasins, les jeunes jouent, on le sait, un rôle essentiel auprès des compagnons. Les années 1890 marquent, sur ce point, un tournant. Dès 1891, les hommes adultes ne représentent plus que 49 % du personnel, contre 69 % cinq ans plus tôt, tandis que les pourcentages des femmes<sup>738</sup> et des enfants progressent respectivement de onze et sept points<sup>739</sup>.

L'emploi d'enfants alimente de sérieuses controverses. Le décret du 8 octobre 1911, portant de treize à quatorze ans l'âge minimum requis pour cueillir la paraison et souffler dans les cannes suscite peu de réactions. La coutume veut, en effet, que l'on reste « gamin » plusieurs années avant de passer « grand garçon ». N'est-ce pas, d'ailleurs, au nom de l'indispensable longueur de l'apprentissage que les patrons s'étaient mobilisés contre la loi du 2 novembre 1892 repoussant à treize ans l'âge d'entrée dans les usines ? En réalité, ce texte n'a jamais été réellement appliqué. Quatre ans après son adoption, *"les verreries de Vierzon emploient beaucoup d'enfants au-dessous de l'âge légal et même à partir de huit ans, mais ces industriels, prévenus - par qui ? - immédiatement de l'arrivée de l'inspecteur font disparaître ces enfants"*, rapporte le commissaire de police<sup>740</sup>. Le directeur de l'usine Gayet-Sauvaget et Gerbaud aurait ainsi *"dissimulé sous les cuiviers un certain nombre d'enfants au-dessous de treize ans"*. Surpris par une visite imprévue, les enfants employés chez Godfroy s'enfuient, mais l'inspecteur a le temps d'en découvrir cinq blottis dans un four à arche éteint<sup>741</sup>. Il aura *"beaucoup de mal à les en faire sortir et à les interroger, ils mentaient, se contredisaient l'un l'autre"*. Cette fois pourtant, vingt-cinq contraventions sont dressées. On en dénombre dix-neuf chez Gayet-Sauvaget et Gerbaud, où l'inspecteur se montre plus rapide que le directeur.

De tels faits seraient inimaginables sans la complicité des parents et des compagnons, lesquels, souvent, se confondent. On retrouve ici le délicat problème des rapports établis sous la halle entre les jeunes et les adultes. L'arrivée massive de « gamins » recrutés à l'extérieur des familles de verriers complice, il est vrai, la question. L'usine des Forges comprend d'ailleurs, en plus d'une école fréquentée deux heures par jour, un internat avec dortoir et réfectoire réservés aux enfants qui *"habitent trop loin"*<sup>742</sup>. En 1881, on envisage d'agrandir les installations afin de recevoir une cinquantaine de jeunes de l'Assistance publique. Le Cher ignore les sordides trafics d'enfants étrangers - notamment espagnols - qui défraient la chronique en 1912. Ce qui ne signifie pas que le sort des enfants de l'Assistance soit enviable. D'ordinaire sévères, voire brutaux, envers leurs propres fils, les verriers ne voient pas d'un bon œil l'intrusion de jeunes, à l'évidence, peu motivés. *"On recrute trop, souvent les rebuts d'autres usines"*, déplore un syndicaliste<sup>743</sup>. *"Autrefois, poursuit-il, nous dressions tous nos enfants au métier ; c'était un patrimoine. Le moral était beaucoup meilleur (sic) et le verrier était respecté. Nous nous dégoûtons du métier et nous n'avons plus qu'un désir : après avoir sauvé nos enfants des verreries, les désertir nous-mêmes"*. Propos d'un pessimisme assurément excessif, que dément la persistance d'une forte hérédité professionnelle, mais révélateurs de l'inquiétude des ouvriers devant l'évolution du recrutement.

44,3 % des cent cinquante-neuf chefs de ménage vierzonnais inscrits comme verriers sur les listes nominatives du recensement de 1911 ont vu le jour dans un autre département que le Cher<sup>743</sup>.

<sup>737</sup> Entretien avec M. Petit qui fut apprenti chez Godfroy avant d'entrer chez Thouvenin, Foëcy, 1979.

<sup>738</sup> AdC, 33 M 37.

<sup>739</sup> AN, F22 505, Rapport du 6 mai 1896.

<sup>740</sup> *Id.*, Rapport du 8 décembre 1896.

<sup>741</sup> Entretien avec M. Petit.

<sup>742</sup> *La Voix des verriers* du 5 mars 1913.

<sup>743</sup> AdC, 33 M 170.

Dans l'agglomération, seuls les cheminots présentent une plus forte proportion « d'étrangers ». Trois régions d'origine se détachent: l'Est - les Vosges -, la région parisienne et l'Allier - Souvigny. Aujourd'hui comme hier, les verriers viennent donc des verreries. Sans que l'on puisse préciser ce qu'il en est pour les diverses catégories, les entreprises vierzonnaises ont cependant recours à une proportion notable de verriers d'origine locale : 23,4 % sont nés à Vierzon, 35,4 % si l'on élargit le pointage aux alentours de la cité.

### Les verriers : quant-à-soi corporatif et solidarité prolétarienne

Pour l'essentiel, la profession conserve ses ambiguïtés, mêlant la tradition artisanale du rapport direct avec la matière et l'autonomie des producteurs aux aspects industriels des bâtiments, des volumes traités, des effectifs regroupés, de la coopération dans le travail. Payés aux pièces, les ouvriers ne se mobilisent guère pour arracher la rémunération au temps, revendiquée, en leur nom par la Fédération syndicale. On devine derrière cette retenue l'attachement des compagnons à un système qui profite aux « meilleurs ». Comprenez la meilleure équipe. Le plus habile souffleur n'est rien, en effet, si des camarades inexpérimentés ou maladroits, des « gamins » étourdis ne suivent pas son rythme. Les travailleurs ne se gênent pas d'ailleurs pour critiquer *"les places montées au petit bonheur"* et le nombre insuffisant de coéquipiers<sup>744</sup>.

Le non-paiement des pièces ratées ou cassées nourrit toujours autant de litiges. Les souffleurs ne manquent pas d'argumenter pour dégager leur responsabilité. Le fonctionnement defectueux du four revient régulièrement parmi les récriminations. On invoque encore la mauvaise préparation des pâtes, les déficiences du four à cuire - *"trop de chaleur, c'est la plie ; trop peu c'est la pâte"*<sup>745</sup> -, le transport des marchandises par *"des gamins insoucients, joueurs, irresponsables"*<sup>746</sup>. Consent-on du bout des lèvres à localiser la cause de malfaçons dans la halle, qu'aussitôt surgit la parade : le mauvais état de l'outillage et l'emploi *"d'apprentis et de serviteurs incompetents"*.

Il y aurait là matière à des affrontements catégoriels si ces reproches ne visaient, en priorité, les patrons, responsables des conditions et de l'organisation du travail. En tout état de cause, nul apprenti ne prendrait le risque de braver la parole d'un ancien, dont le savoir-faire, la canne ou la main imposent la docilité. Surtout, le statut de « gamin » étant provisoire, ces derniers savent quels sont leurs intérêts à moyen terme. Une complicité tacite existe donc entre les adultes et leurs aides, d'autant que la maladresse n'a pas les mêmes conséquences financières si elle incombe à l'apprenti ou à l'ouvrier.

Hors des « places », la cohésion corporative faiblit, à plus forte raison quand, comme à la verrerie des Forges, la disposition des locaux ajoute la séparation physique à la segmentation professionnelle. En janvier 1887, lors d'une grève à Vierzon-Forges, le personnel se divise ainsi en deux camps, dont l'un se prépare à reprendre le travail sous les huées du second<sup>747</sup>. Les rapports de police laissent deviner que la ligne de fracture épouse les frontières catégorielles, plus particulièrement celle passant entre les verriers, ici les plus combatifs, et les tailleurs sur verre.

Dans l'ensemble, néanmoins, l'unité et la solidarité l'emportent. Car si la hiérarchie professionnelle ne supporte pas la moindre entorse, les ouvriers font généralement bloc face à la direction. L'absence de syndicat n'atténue pas la vivacité des ripostes en cas d'affront. En janvier 1880, l'annonce d'une baisse des tarifs, décidée par les administrateurs parisiens de l'usine des Forges, entraîne la désertion des ateliers, *"spontanément et sans mot d'ordre"*<sup>748</sup>. Plus que les différends salariaux, les problèmes disciplinaires motivent la majorité des conflits. Si nécessaire, on

<sup>744</sup> *La Voix des verriers* du 5 mars 1913.

<sup>745</sup> *Id.*

<sup>746</sup> *Id.*

<sup>747</sup> AdC, 33 M 132 ; janvier 1887.

<sup>748</sup> AdC, 33 M 131.

saisit le juge de paix. Condamné une première fois, en mai 1886, à dédommager un ouvrier qu'il avait chassé sans préavis, le responsable de l'usine des Forges abroge en août l'article du règlement intérieur ayant trait à cette question et se réserve le droit de renvoyer sur-le-champ tout travailleur qui annoncerait son intention de quitter l'entreprise<sup>749</sup>. Obstiné, un verrier porte l'affaire en justice et obtient l'annulation de la mesure.

Fière et résolue, la profession ne refuse pas les compromis honorables. Disciplinés dans la lutte comme au travail, les verriers évitent de se lancer dans des grèves trop longues et de gaspiller leurs forces. Dans les années 1880, les syndicats accumulent des fonds en prévision des conflits à venir et des secours à distribuer. En janvier 1887, les grévistes de l'usine des Forges perçoivent 2 francs par jour, somme très supérieure à celle que peuvent espérer les ouvriers en grève d'autres professions<sup>750</sup>. Encore faut-il que les caisses n'aient pas été épuisées par la répétition des luttes. La solidarité corporative joue à l'échelle de l'agglomération, base statutaire des syndicats, mais s'élargit vite au niveau national. Le soutien aux verriers de Carmaux soulève un tel élan parmi les homologues vierzonnais que, sur la lancée, ils reconstituent leur syndicat<sup>751</sup>. Les verriers ne négligent pas pour autant leurs camarades de la métallurgie et de la céramique. On le vérifie à chaque collecte organisée au profit de ces derniers.

Traduite en actes, cette conscience de classe coexiste avec un fort quant-à-soi corporatif, source d'une fierté que redouble l'évidence des savoir-faire mobilisés et de la pénibilité du travail. Au début du XXe siècle, les directions pratiquent encore un paternalisme venu des temps lointains où les verreries, perdues au fond des bois, devaient pourvoir à tous les besoins de leurs salariés. Il en va toujours ainsi avec les enfants de l'Assistance, pensionnaires obligés de l'établissement. Les adultes ne sont pas oubliés. En 1881, une partie des verriers vierzonnais des Forges réside dans les vingt-deux logements que l'usine met à leur disposition<sup>752</sup>. Une caisse de retraite avantageuse fonctionne au profit du personnel et qu'approvisionne un versement patronal égal à 10 % des bénéfices nets<sup>753</sup>.

Les employeurs aiment rappeler qu'ils sont d'abord des maîtres verriers. La formation des héritiers Thouvenin débute dans la halle des fours. Les patrons vierzonnais développent avec leurs travailleurs des relations qui vont au-delà des simples rapports de travail. « *Dans mon ancienne usine, écrit l'un d'eux originaire de l'Est, les ouvriers travaillaient de père en fils et beaucoup y (avaient) de trente à quarante-cinq ans de service. C'est vous dire que je connais les ouvriers avec lesquels j'ai toujours vécu et que j'aime malgré leurs défauts* »<sup>754</sup>. Si les antagonismes de classe prennent forme dans les ateliers, les rapports qui s'y nouent ne sauraient s'interpréter sous cet unique éclairage. Le processus d'identification de l'employeur à l'établissement qu'il dirige, déjà croisé dans la porcelaine, concerne également les verreries.

### **Les fours à chaux : le faux retour de l'industrie rurale**

L'essor de la production des chaux et ciments achève d'élever l'activité au rang d'industrie. Les fours à chaux, hier dispersés, se concentrent dorénavant dans des usines qui comptent des dizaines, voire des centaines d'ouvriers. Le bassin de Beffes prend place parmi les principaux centres industriels de la région. En 1908, on approche les neuf cents ouvriers répartis entre dix-huit établissements qui longent l'axe d'une trentaine de kilomètres parallèle à la Loire<sup>755</sup>.

### **Un travail pénible et malsain**

<sup>749</sup> Archives de la Justice de paix de Vierzon ; période juillet 1886-mars 1887.

<sup>750</sup> AdC, 33 M 132 ; janvier 1887.

<sup>751</sup> *Le Tocsin populaire* des 23 et 30 novembre 1895.

<sup>752</sup> *Album industriel et financier...*, op. cit. ; AdC, P 7068 ; Matrice cadastrale des propriétés bâties, Vierzon-Forges, 1913.

<sup>753</sup> AdC, 32 M 18.

<sup>754</sup> AdC, 33 M 132 ; Lettre de M. Aubriot au préfet, le 23 janvier 1887.

<sup>755</sup> AdC, 33 M 115 ; Rapport du commissaire spécial de Bourges, le 19 avril 1908.

L'espace productif s'organise autour de trois pôles : la carrière, les fours, les blutoirs.

À Beffes, quatre-vingts chauffourniers *stricto sensu*, soit 44,4 % du personnel, s'activent autour de trente fours. Ceux-ci, plus cylindriques que les hauts fourneaux, ont une capacité de vingt-quatre mètres cubes et traitent, en rythme normal, une dizaine de mètres cubes de chaux par jour<sup>756</sup>. Sur la plate-forme supérieure, les "ouvriers d'en haut" réceptionnent les pierres, qu'ils déversent dans le gueulard. L'opération s'effectue heureusement en plein air<sup>757</sup>. Les émanations gazeuses qui s'échappent du four occasionnent parfois des maux de tête. Ces nuisances ne sont rien comparées aux conditions dans lesquelles travaillent les "ouvriers d'en bas". Au fur et à mesure qu'avance la calcination, ils retirent la chaux depuis la grille placée au pied du four. Transportée au moyen de brouettes, la chaux vive est "étendue" de manière à tapisser, sur une faible épaisseur, le fond d'une large fosse creusée sous un hangar. Les chauffourniers procèdent ensuite à "l'extinction" de la matière au moyen d'arrosoirs, puis forment des tas de deux à trois mètres de hauteur, qui resteront à l'abri pendant quatre ou cinq jours. Pulvérulente, la chaux voltige à chaque secousse, entretenant dans l'atmosphère un voile "*si dense qu'à trois mètres on distingue à peine les ampoules électriques*"<sup>758</sup>.

Chargée, à nouveau, dans des brouettes, la chaux passe dans l'atelier de blutage. En 1881, quarante bluteurs travaillent pour la Société anonyme de Beffes<sup>759</sup>. Les ouvriers opèrent un premier tri en jetant la chaux dans des puits munis dont les grilles retiennent les fragments agglomérés - les "*grappiers*". Ces derniers seront soumis au broyage de moulins à galets. Une chaîne à godets emporte la poudre vers les cylindres tamiseurs, qui parachèvent le blutage. En fin de parcours, les produits débouchent sur des tamis à l'extrémité desquels s'effectue le remplissage des sacs. La « *figure bridée par un mouchoir* », les hommes souffrent d'une soif inextinguible<sup>760</sup>. La rougeur des yeux, les chairs brûlées témoignent de l'insidieuse agression de la chaux. Après douze à quinze ans de travail, les chauffourniers n'ont plus figure humaine et traînent avec eux une "*toux opiniâtre*", s'indigne Pierre Hervier<sup>761</sup>.

Les innovations enregistrées avant 1914 ne visent guère l'amélioration des conditions de travail. Tout au plus, signale-t-on la pose de cheminées qui, au-dessus des fours, canalisent les gaz toxiques<sup>762</sup>. La question primordiale des poussières reste, elle, entière, malgré l'obligation faite aux industriels d'installer des aspirateurs. S'ils sanctionnent les manquements, les inspecteurs du travail conviennent de ce que les ventilateurs en service ne donnent pas satisfaction.

Plus que d'hygiène, les employeurs se préoccupent de comprimer les coûts, tant du côté des combustibles et de l'édification de nouveaux fours que de celui de la main-d'œuvre. Sur ce terrain, les antagonismes sociaux surgissent vite, en particulier lorsque les changements "techniques" débouchent sur une intensification de l'exploitation.

### Les ambiguïtés rurales

Le recensement des chauffourniers se heurte à de nombreuses incertitudes, qui tiennent à l'origine des travailleurs et aux fluctuations saisonnières de l'activité. Ainsi la production fléchit-elle, voire s'interrompt, en hiver par suite des difficultés rencontrées, en amont, dans les carrières et du ralentissement, en aval, de la construction. Cette instabilité retentit sur les attitudes et les représentations ouvrières.

Sommé de s'expliquer sur sa présence à la tête du syndicat des chauffourniers de Jouet/Aubois, un aubergiste rappelle qu'entre

<sup>756</sup> *Album industriel...*, op. cit., p. 231 et suiv.

<sup>757</sup> *Id.*; E. Jolant, op. cit., p. 131 ; AdC, 31 U 913, Torteron, 1913.

<sup>758</sup> B.O.B.T.B. de mai 1908.

<sup>759</sup> *Album industriel...*, op. cit., p. 231 et suiv.

<sup>760</sup> B.O.B.T.B. de mai 1908.

<sup>761</sup> *Id.*

<sup>762</sup> B.O.B.T.B. de février 1912.

1873 et 1891 il a travaillé quatorze années non consécutives dans trois usines différentes<sup>763</sup>. Au reproche qui lui est fait de ne pas remplir les conditions d'assiduité nécessaires pour présider une organisation corporative, l'homme a beau jeu de répliquer qu'à ce compte-là, personne ne pourrait le faire, la production de chaux n'excédant pas huit mois par an. *"Comme il n'y a dans le pays que trois industries : la chaux, le bois et la culture, on est forcé d'être tour à tour chauffournier, bûcheron ou cultivateur"*, ajoute-t-il. Habitué à ces va-et-vient, encore mal fixés, les ouvriers des fours à chaux ont tôt fait, lors des grèves, de s'embaucher dans les fermes, en été, et sur les coupes forestières dans les bois, en hiver. Les employeurs, quant à eux, profitent souvent du chômage hivernal pour relever leurs exigences et se débarrasser des "meneurs". La discipline, alors, se resserre et on traite les ouvriers *"comme des chiens"*, note l'un d'eux, cependant qu'à *"la belle saison, on est plus doux avec les salariés, car ils pourraient chercher pâture ailleurs"*<sup>764</sup>.

Durs à la tâche, les chauffourniers appartiennent à ce prolétariat berrichon qu'un certain type d'organisation, fondé sur la concentration d'une force de travail homogène et peu qualifiée sur des chantiers rapprochés, à l'instar des solidarités communautaires et de la tradition "rouge", entraîne dans des conflits alliant archaïsme et modernité. Les bûcherons servent de modèle aux chauffourniers<sup>765</sup>. La chronologie de leurs luttes est significative. Les premières grèves surgissent en avril 1892, dans le sillage de la grande vague revendicative des forestiers de l'hiver précédent. Deux jours après le déclenchement du conflit, les chauffourniers de Beffes sollicitent Louis Desfougères et Eugène Baudin qui, tous deux, ont conduit les luttes bûcheronnes<sup>766</sup>. Le 10 avril, un syndicat est créé à Jouet/Aubois, qui calque ses structures sur celles du premier syndicat bûcheron formé à Meillant<sup>767</sup>. Gonflée par l'adhésion soudaine de cinq cents ouvriers, l'organisation s'avère fragile. Ses effectifs chutent aussi vite qu'ils étaient montés, ne laissant bientôt plus qu'une ossature sans prise réelle sur les chantiers. La relance de l'action intervient, dans le sillage du renouveau bûcheron, au tournant du siècle.

La conduite des luttes et les revendications révèlent d'autres similitudes. Ainsi en va-t-il de l'engagement personnel, concrétisé par la signature apposée au bas de pétitions, des patrouilles de grève ou des demandes de hausse indifférenciée des salaires. Les tentatives d'invasion d'usines, signalées lors de chacune des mobilisations de 1892 et 1908, se calquent maladroitement sur les occupations de coupes par les bûcherons, surtout lorsque l'assaut entraîne près de deux cents hommes qui, drapeau déployé et *"clairon sonnant la charge"*, entendent déloger les non grévistes réfugiés sur les toits...<sup>768</sup> Les chauffourniers s'efforcent pareillement d'instituer un pouvoir syndical dans les entreprises. En 1908, l'une des revendications avancées concerne l'imposition d'une retenue de 15 % sur les gains des non-syndiqués<sup>769</sup>. Depuis la solidarité envers un camarade licencié jusqu'à l'exigence du départ d'un chef d'équipe en passant par la demande d'élection des responsables de chantier, les conflits d'autorité alimentent la chronique sociale des fours à chaux. Les résultats, toutefois, sont rarement à la hauteur des ambitions.

Les employeurs, organisés eux aussi en syndicat, font front. Plus d'une fois, les directeurs épargnés par un mouvement circonscrit à une entreprise prennent en charge les fabrications interrompues chez leur collègue et suscitent, au risque calculé de déclencher, en retour, un réflexe de solidarité ouvrière. La grève de 1908 s'étend de cette manière, amenant les patrons à répliquer par un lock-out général<sup>770</sup>. Or, si les marchands de bois sont tenus par les échéances fixées dans les cahiers des charges signés avec les propriétaires, les industriels jouissent d'une plus grande

<sup>763</sup> AdC, 31 U 646 ; Jouet/Aubois, juillet 1892.

<sup>764</sup> B.O.B.T.B. de décembre 1904.

<sup>765</sup> Cf. M. Pigenet, « Ouvriers, paysans, nous sommes ». *Les bûcherons du Centre de la France au tournant du siècle*, Paris, 1993, p. 203 et suiv.

<sup>766</sup> *Le Parti socialiste* du 10 avril 1892.

<sup>767</sup> *Id.* du 17 avril 1892.

<sup>768</sup> AdC, 33 M 115 ; Beffes, le 17 avril 1908.

<sup>769</sup> *Id.*

<sup>770</sup> *Id.*

liberté de manoeuvre. D'autant que la combativité des chauxfourniers s'émousse à mesure que l'emploi, jadis saisonnier, se pérennise et que les revenus tirés de l'usine l'emportent sur ceux gagnés dans les bois ou les fermes. Une observation attentive des conflits fait ressortir une plus grande fréquence des succès ouvriers dans le cas d'actions ponctuelles, conduites au sein d'une seule entreprise, dont les ouvriers connaissent la situation commerciale et financière. Les mouvements d'ensemble se concluent tous, au contraire, par des échecs.

### La confection : la dernière des manufactures dispersées

Présente depuis plusieurs décennies, mais jusque-là insaisissable dans les statistiques, la confection figure dorénavant dans nos sources, à défaut d'échapper aux certitudes quantitatives. Le recensement professionnel de 1896 estime à 10 507 - dont 92,7 % de femmes - le total des travailleurs de la "confection de vêtements"<sup>771</sup>.

Le Cher doit sa réputation à ses lingeeries pour femmes et, secondairement, pour hommes. Au terme d'une division géographique du travail, les villes, en particulier Vierzon, conservent les fabrications de qualité<sup>772</sup>. Tard venue à la confection, moins expérimentée, la main-d'oeuvre des bourgs et des villages reçoit les commandes ordinaires. Le capital commercial, en l'occurrence les "Maisons de Paris" et les "Grands Magasins", mène le jeu. Un dossier d'instruction révèle le degré de dépendance des entrepreneurs locaux à l'égard de clients conscients d'être en position de force<sup>773</sup>. L'entreprise demande plus de souplesse que de gros capitaux. Pour chaque contrat conclu, la Veuve M... perçoit les étoffes et les "modèles" ou "patrons" des pièces à exécuter. Le paiement de la façon n'a lieu qu'après le retour des marchandises.

Les fonds nécessaires se résument aux acomptes versés aux travailleuses. Affaires mouvantes, fragiles, sensibles aux caprices de la mode, constamment soumises au jugement sévère des passeurs d'ordres qui, du jour au lendemain, coupent des liens que l'on pensait solides. En prévision des soldes de fin de saison, les "maisons" fixent au plus bas les prix de façon<sup>774</sup>. Avides de rabais, les clients tardent à régler leurs dettes. Un entrepreneur vierzonnais cite des tarifs réduits de moitié en quelques années et avoue, impuissant, qu'il a dû "*se soumettre*"<sup>775</sup>. L'enquête de 1906 et 1907 se fait l'écho des récriminations du patronat de la confection. "*Je suis une patronne, il est vrai, mais je ne suis qu'une ouvrière*", s'exclame la responsable d'une petite entreprise de lingerie de Saint-Florent. Reste que si la situation des employeurs est précaire, celle de leurs salariées l'est plus encore.

Le cas le plus simple, sinon le plus courant, est celui de l'atelier où dix à vingt ouvrières travaillent sous la houlette d'un entrepreneur. Aux yeux des employeurs, l'atelier offre la possibilité de réaliser rapidement un volume de travail important. Les premières machines à coudre apparaissent à Vierzon dans les années 1890. Le machinisme gagne ensuite les petites villes malgré les craintes formulées sur les risques de "camelotage". Payées à la tâche, les ouvrières n'éprouvent pas les mêmes préventions que les hommes vis-à-vis des machines, qui diminuent leur peine sans amoindrir la qualité du travail.

Un coup d'œil sur la photo, prise avant la guerre, du personnel d'une entreprise de Foëcy, en dit long sur la jeunesse d'une main-d'œuvre, dont la moyenne d'âge n'atteint pas vingt ans. Plus de la moitié des ouvrières interrogées en 1906 et 1907 ont commencé à travailler avant dix-huit ans. A Vierzon, elles sont 61 % dans ce cas. Vives et dynamiques, les couturières montrent une ardeur sans pareil, mais ne brilleraient pas par leurs sens de la discipline. Un fabricant de Saint-Amand critique "*l'esprit d'indépendance des ouvrières qu'il est impossible de faire arriver à l'heure : elles prétendent, se scandalise-t-il, avoir droit à un quart d'heure de*

<sup>771</sup> Recensement des industries et professions, 1896, Paris, 1901.

<sup>772</sup> Enquête sur le travail à domicile..., op. cit.

<sup>773</sup> AdC, 32 U 699 ; Vierzon 1896.

<sup>774</sup> Enquête sur le travail à domicile..., op. cit.

<sup>775</sup> Id.

grâce..."<sup>776</sup>.

L'âge et l'excitation, que provoque la fatigue entretiennent ce climat particulier des ateliers de jeunes filles, où d'explicables fous rires et de redoutables crises de larmes troublent les longues heures de labeur silencieux. Certains se plaignent d'un voisinage bruyant. Mises en cause, quarante-huit ouvrières d'une entreprise de la rue du Gros-Caillou, à Vierzon, adressent au préfet une pétition en forme de plaidoyer. *"Nous sommes toutes des jeunes filles de treize à vingt ans, que voulez-vous nous demander en sortant ou en rentrant si ce n'est autre chose que de la gaieté..."*<sup>777</sup>.

S'ils préfigurent l'avenir, les ateliers ne rassemblent encore qu'une minorité d'ouvrières. Dans les années 1900, les fabricants de Vierzon éprouvent des difficultés à recruter du personnel. Localement, d'autres industries attirent une partie des femmes disponibles. Surtout, les épouses, absorbées par leurs tâches ménagères, refusent de se plier aux horaires des ateliers et hésitent à quitter leur foyer tant qu'elles ont des enfants en bas âge. A la campagne, les travaux de la ferme restent prioritaires quelles que soient les dimensions de l'exploitation. C'est dans ces conditions que l'entrepreneur intervient<sup>778</sup>. Sa connaissance du pays et des gens lui permet de fractionner entre des dizaines de familles les commandes groupées reçues du donneur d'ordres. Intermédiaire obligé, il participe parfois lui-même à la production. Au dernier échelon du système, les "dépositaires" sont les agents d'entrepreneurs trop occupés pour contacter eux-mêmes les façonniers. En ville, comme dans les villages, des épiciers acceptent de tenir ce rôle qui, à défaut de les enrichir, draine vers leur magasin une clientèle ouvrière plus ou moins captive.

Toujours selon l'enquête de 1906 et 1907, 45 % des 490 couturières interrogées consacrent entre 9 et 11 heures par jour à l'activité, 23 % n'allant pas au-delà de 6 heures. Avec les occupations ménagères, on aboutit à des journées sans fin. La confection ne nourrit pas ses ouvrières. Les malheureuses veuves ou célibataires endurcies d'Henrichemont, subsistent grâce aux secours donnés par les voisins. *"Ah! j'en vois de la misère, c'est en hiver qu'il faut voir cela !"* s'exclame, compatissant, un entrepreneur de Bourges<sup>779</sup>. *"Il est des ouvrières, poursuit-il, qui, dès qu'elles ont gagné trois sous, accourent bien vite chez nous pour se faire payer, afin de pouvoir acheter un peu de pain ou de charbon"*. *"La lingerie, constate de son côté un fabricant de Saint-Amand, ne saurait être (...) un véritable métier : elle ne peut apporter dans les ménages qu'un salaire d'appoint"*. Appoint des plus modestes si l'on en croit tel entrepreneur de Saint-Florent : *"les jeunes filles arrivent à peine à s'habiller avec ce qu'elles gagnent et leurs parents doivent les nourrir"*.

Hormis le cas particulier des travailleuses de la confection militaire. Sous l'influence de l'esprit et des pratiques syndicales des ouvriers de l'État, elles profitent des règles imposées par l'administration à ses adjudicataires. Quant à répondre à rejoindre les syndicats... la plupart raisonnent d'abord en épouses ou en filles de prolétaires avant de songer à leur propre statut social<sup>780</sup>. Tout y concourt, la modicité des gains comme les conditions qui président à leur obtention : chacun chez soi, presque subrepticement, au prix de gestes que rien ne distingue des activités ménagères et qui semblent prolonger, jusqu'à un âge avancé, ce qui est regardé comme un passe-temps de jeune fille.

### Les Établissements militaires : des ouvriers de type nouveau

La réorganisation de l'armée, décidée en 1871, amène l'installation à Bourges de la Commission chargée des essais et expérimentations des nouveaux matériels à l'École de Pyrotechnie<sup>781</sup>. Les effectifs de cette dernière et ceux de la Fonderie s'élèvent rapidement. A la fin de l'année 1876, les deux

<sup>776</sup> Id.

<sup>777</sup> AdC, 25 M 46 ; Pétition du 21 octobre 1910.

<sup>778</sup> Enquête sur le travail à domicile..., op. cit.

<sup>779</sup> Id.

<sup>780</sup> B.O.B.T.B. d'août 1902.

<sup>781</sup> C. Maillat, Origine..., op. cit.



établissements emploient 2 173 salariés. Huit ans plus tard, ils sont 2 886.

Conditionné par le montant des crédits votés par le Parlement, le volume des fabrications évolue au gré de facteurs sans rapport direct avec la conjoncture économique. En théorie du moins, car les politiciens ne peuvent ignorer la marche des affaires lorsqu'ils discutent du budget de l'État. En 1884, comme en 1902, les restrictions budgétaires entraînent d'importantes compressions du personnel. Chaque fois la ville s'émeut, les élus montent en première ligne et négocient avec Paris une atténuation des mesures prises. La course aux armements des années 1910 relance, en revanche, l'activité. La production en série du canon de 75 est une aubaine pour la Fonderie. Du mois d'avril au mois de juillet 1913, plus de cinq cents hommes et femmes sont embauchés dans les deux établissements<sup>782</sup>. A la veille de la guerre, 4 092 civils berruyers travaillent pour l'armement<sup>783</sup>.

### **Le recrutement et la composition du personnel**

Les fiches de contrôle synoptique des entrées et des sorties des salariés de la Fonderie pour les mois d'avril et juin 1876, conservées dans une liasse de la sous série 33 M des Archives départementales, donnent un aperçu sur l'origine géographique des travailleurs de l'État<sup>784</sup>. Près de la moitié des postes offerts concernent les manoeuvres. Sur un total de 145 ouvriers embauchés - contre 187 partants -, 41,5 % sont nés hors du Cher. Un sur quatre - 21,8 % - a vu le jour dans un département non limitrophe. Par comparaison, les natifs de Bourges semblent peu nombreux : 19,3 %. Les ouvriers d'origine rurale forment, enfin, une fraction importante du personnel - 34,6 % -, ce qui n'implique pas nécessairement une ignorance totale du travail industriel et métallurgique.

La prise en compte du lieu de séjour et de l'activité exercée avant l'embauche nuance les observations précédentes. Ainsi, 77,2 % des ouvriers étaient déjà salariés. La proportion s'accroît parmi les 29,6 % de salariés venus d'un autre département. Les statistiques montrent encore que l'entrée aux Établissements militaires survient souvent après avoir occupé un autre dans la capitale du Berry, où 44,8 % des ouvriers résidaient avant leur embauche. Au total, 12,4 % des travailleurs sont passés sans transition d'un village à la Fonderie ou à la Pyrotechnie.

L'étude, conduite sur la base plus large des 1 958 chefs de ménage berruyers inscrits, en 1911, comme ouvriers civils des Établissements militaires indique<sup>785</sup> quelques évolutions et différences selon les qualifications. L'aire de recrutement se resserre. Moins d'un ouvrier sur six - 16,6 % - a ainsi vu le jour hors du département. Le taux grandit avec la qualification, passant du simple au double, selon que l'on parle des manoeuvres - 10,5 % - ou des spécialistes de la métallurgie - 25,2 %. Les Berruyers d'origine restent minoritaires - 30,3 % -, quoi qu'en hausse sur 1876. Les ruraux forment dorénavant le groupe prépondérant - 37,5 %. Mais si près d'un manoeuvre sur deux - 48,7 % - vient d'un village du Cher, la proportion chute à 20,2 % pour les ouvriers qualifiés de la métallurgie. Ces derniers témoignent de racines urbaines plus nettes : 40,8 % d'entre eux sont nés à Bourges, contre 25,8 % des manoeuvres, les "autres ouvriers", employés pour la plupart à la Pyrotechnie, occupant une position intermédiaire. Les Établissements militaires de Bourges continuent, enfin, à puiser leur personnel dans les campagnes environnantes, mais fort peu dans les agglomérations ou chefs-lieux de canton, fussent-ils réputés pour leurs activités métallurgiques.

Faute d'informations plus précises, on supposera que les travaux réalisés à la Fonderie ou aux Ateliers de Construction s'apparentent à ceux décrits à Rosières et à Vierzon. A la

<sup>782</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire spécial, le 2 juillet 1914.

<sup>783</sup> *Le Syndiqué du Cher* de mai 1914.

<sup>784</sup> AdC, 33 M 24.

<sup>785</sup> AdC, 3 M 144-145.

Pyrotechnie, où l'on compte 42 % de femmes en 1896<sup>786</sup>, le travail n'exige ni compétences ni forces particulières. Ce qui ne le rend pas plus plaisant, loin de là. L'établissement a mauvaise réputation en raison des produits qu'on y manie, à l'exemple de la mélinite ou acide picrique, un détonant de couleur jaune sensible aux échauffements brutaux. Malgré les précautions prises et bien que les officiers refusent d'assimiler la mélinite à la poudre noire, seule classée comme dangereuse<sup>787</sup>, les risques sont permanents. Ils existent dès la "salle aux fourneaux", où l'acide picrique subit un lent traitement thermique jusqu'à ce qu'il atteigne son point de fusion, à 122° C<sup>788</sup>. Le transport, le pesage, le tamisage des cristaux jaunes, le chargement aux presses à pétards et à détonateurs sont périlleux et s'accompagnent d'une dispersion de la poudre, qui recouvre les mains, les cheveux et les visages. En 1880, 1888, 1890, 1899 et 1908, des accidents mortels endeuillent la Pyrotechnie. La mélinite, enfin, est une matière toxique. Les ouvriers chargés de la manipuler se plaignent de maux d'estomac, d'enflures, d'éruptions de boutons.

### **Le statut : aux origines d'une pratique syndicale singulière**

Quel que soit le poste convoité, le candidat à l'embauche doit être de nationalité française, avoir obtenu un certificat de bonne conduite s'il a accompli son service militaire et présenter un casier judiciaire vierge<sup>789</sup>. Une visite médicale élimine *"les souffreteux ou délicats"*, les usines de l'Etat n'ayant pas vocation, dit-on, à faire oeuvre *"de philanthropie aux frais des contribuables"*. Si les travailleurs qualifiés, *"plus difficiles à recruter"*, bénéficient de dérogations, on exige impérativement des manoeuvres qu'ils habitent Bourges et soient en mesure de répondre à toute convocation pour cause de travail exceptionnel.

Admis, l'ouvrier débute comme "journalier", catégorie dépourvue de protection statutaire à la différence des "auxiliaires". Longtemps, ceux-ci demeureront eux-mêmes en dehors du statut rédigé pour les seuls "immatriculés". Jusqu'en 1870, en effet, les salariés de services de l'Artillerie ou des Poudres et Salpêtres relevaient, pour la majorité d'entre eux, de l'ordonnance du 15 juillet 1818 reconnaissant aux ouvriers "à poste fixe" ou "immatriculés" le droit à une pension de retraite. Les embauches massives des années 1870, consécutives à la reconstitution du matériel et des approvisionnements, gonfleront les effectifs des "auxiliaires" dans de telles proportions que les pensionnés *"ne constitueront bientôt plus qu'un groupe très restreint dans le personnel nouveau"*<sup>790</sup>. L'équilibre budgétaire interdisant la généralisation subite des avantages accordés aux "immatriculés", on procède par étapes. Peu à peu, les "immatriculés" tendent à former *"un cadre d'élite assurant la continuité des traditions et permettant, le cas échéant, de donner à la fabrication tout le développement désirable par la création rapide d'équipes nouvelles au moyen d'auxiliaires"*<sup>791</sup>. Le 26 février 1897, un décret définit pour longtemps, l'organisation du personnel civil des usines militaires<sup>792</sup>.

Le texte prévoit que les "journaliers" remarqués pour *"leur aptitude professionnelle et (leur) bonne conduite"* deviendront *"auxiliaires"* au terme d'un stage probatoire de six mois. Dans le pire des cas, l'intégration a lieu au bout d'un an. Le principal intérêt de la promotion réside dans l'inscription à un organisme des retraites alimenté par une cotisation correspondant à 8 % du salaire, versée à parts égales par l'ouvrier et l'Etat. Dans chaque service, une décision ministérielle détermine l'ancienneté requise - au moins quinze ans de service - pour rejoindre la catégorie des "commissionnés". La nomination éventuelle appartient au directeur de l'établissement. La *"commission ne crée aucun droit au maintien permanent au service de l'administration"*, mais un

<sup>786</sup> AdC, 33 M 49.

<sup>787</sup> B.O.B.T.B. de juin 1905.

<sup>788</sup> Id. de juillet 1904.

<sup>789</sup> ADc, 33 M 18 ; Note sur l'embauchage et le licenciement des travailleurs de la Fonderie de canons de Bourges, 1900.

<sup>790</sup> Journal officiel, mardi 2 mars 1897, p. 1301.

<sup>791</sup> Id.

<sup>792</sup> Id.

article stipule que nul "commissionné" ne peut être licencié tant qu'il reste un auxiliaire dans sa profession. Confondus avec l'encadrement subalterne, les "immatriculés" conservent leur appellation et les avantages qui s'y rattachent, notamment la garantie de l'emploi et la dispense d'avoir à cotiser à la caisse de retraite, l'État prenant tous les frais à sa charge. Les fonctions de commandement associées au titre, les critères incertains présidant aux désignations, suscitent rancœurs et critiques. Le syndicat général éprouve des difficultés à définir sa position à propos d'une catégorie échappant au droit commun.

Aux alentours de 1907, l'immatriculation serait, semble-t-il, tombée en désuétude. L'hypothèse de son rétablissement à la Fonderie <sup>793</sup> provoque une levée de boucliers parmi les travailleurs. Les fabrications, affirment-ils, n'ont pas souffert de sa disparition et l'on ne voit pas ce qui justifierait la restauration d'une procédure injuste et coûteuse.

S'il représente un grand pas dans le sens d'une meilleure protection sociale des salariés, le décret de 1897 déplace le centre de gravité des contradictions sociales hors de l'atelier. Habitué à régler le mouvement des embauches et des licenciements sur celui du budget de l'État et à lier la répartition des commandes militaires aux interventions des élus, les ouvriers font dépendre leurs conditions de vie et de travail de l'évolution d'un statut national indépendant des productions et qualifications concrètes. Déjà compliquées par la nature particulière de l'employeur - l'État - et des fabrications - l'équipement militaire -, les relations sociales deviennent plus abstraites. Face à l'État-patron, le collectif de production gagne en homogénéité dans ses efforts pour améliorer le statut et apprend à ne négliger aucun moyen de pression politique, quitte à favoriser l'émergence d'un clientélisme original.

Ce changement de perspective suscite des clivages spécifiques, que stimulent les questions d'avancement et de classification, sans que les fissures plus anciennes disparaissent vraiment. D'un côté, le statut protège, de l'autre, il rigidifie des hiérarchies que les réalités productives rendent obsolètes, mais que l'on hésite à remettre en cause par crainte d'une déstabilisation générale et de la dislocation du front des catégories.

La distinction entre "ouvriers ordinaires" et "ouvriers de précision" illustre les difficultés de ce type de classification trop stricte. Prenons le cas des tourneurs. Ouvriers qualifiés, ils ne sont pas moins divisés en deux sous-catégories censées tenir compte de leur inégal degré de compétence. À l'origine les "tourneurs de précision" devaient être capables d'exécuter *"un travail défini par un croquis de l'ordre de ceux qui correspondent à la fabrication d'organes de machines comportant un filetage et devant s'ajuster avec des tolérances réduites"* <sup>794</sup>. Sauf reclassement individuel, les "tourneurs ordinaires" sont exclus des travaux les plus minutieux et les mieux rémunérés. Beaucoup, percevant un salaire proche du plafond fixé pour la sous-catégorie, voient leurs rémunérations bloquées et s'irritent de l'état d'infériorité *"dans lesquels (sic) l'administration de la guerre croit devoir les placer"*. Le syndicat réclame la suppression de toute distinction, l'alignement sur les "tourneurs de précision" et regrette que les responsables militaires persistent *"à ne pas vouloir reconnaître l'aptitude de chacun quand il a passé bon nombre d'années au service des établissements"*. Qu'on ne se méprenne pas. Loin de réclamer une atténuation des règles au profit d'un système intégrant les réalités de l'atelier, le syndicat récuse l'essai imposé jusque-là aux aspirants "tourneurs de précision" et prône un passage automatique "à l'ancienneté".

Instruite des fissures qui travaillent l'unité ouvrière, le syndicat, qui a pris le relais d'une Union amicale <sup>795</sup>, essaie de traduire les aspirations de sa base et navigue entre les multiples écueils du catégorialisme. Les militants s'accordent pour demander une réduction du nombre des classes et l'adoption d'un statut unique

<sup>793</sup> B.O.B.T.B. de novembre 1911.

<sup>794</sup> B.O.B.T.B. d'août 1906.

<sup>795</sup> B.O.B.T.B. de décembre 1900, janvier et mars 1901.

pour l'ensemble du personnel<sup>796</sup>.

À Bourges, cependant, les manoeuvres et les ouvriers de "*petites journées s'estiment délaissés*" par les responsables syndicaux<sup>797</sup>. Certains finissent par créer leur propre organisation. Les femmes doivent, quant à elles, se satisfaire de salaires deux fois plus faibles que ceux des manoeuvres<sup>798</sup>. Malgré leur nombre à l'École de Pyrotechnie, on ne les entend guère. En revanche, les chefs d'équipe et les diverses catégories d'employés jugent nécessaire de se doter, à l'instar des manoeuvres, d'une représentation spécifique<sup>799</sup>. Les "immatriculés", puis les "vieux ouvriers" des Etablissements militaires font de même, en dépit des appels à l'union du syndicat général<sup>800</sup>.

Cette soif de réglementation n'a pas pour seul effet d'ouvrir aux travailleurs de l'État la perspective d'une véritable carrière, qui les rapprocherait des fonctionnaires, elle marque les rapports sociaux et la vision que les intéressés peuvent en avoir. Préoccupée de gestion rationnelle, unifiée et centralisée, l'administration trouve son compte dans un système tendant à gommer les particularismes locaux et productifs. De son côté, le syndicat découvre une nouvelle raison d'être dans la participation aux diverses instances de concertation et de négociation. Tous les ans, lors du congrès de la Fédération nationale, une délégation se rend au ministère afin de présenter les vœux du personnel. Parallèlement, les congressistes accueillent les députés spécialisés dans les questions militaires, lesquels font le point sur les démarches effectuées depuis le dernier congrès et l'état des discussions parlementaires. Si besoin est, les responsables fédéraux savent que le ministère répondra toujours à une demande d'audience déposée à n'importe quel moment de l'année. A Bourges même, les directeurs gardent le contact avec les représentants syndicaux pour tout ce qui a trait aux questions locales. En cas de désaccord, chaque partie adresse un mémoire à l'autorité supérieure.

En temps normal, les questions prises en charge par le syndicat font l'objet de débats préliminaires. La procédure suivie en mars et avril 1905 à propos du niveau minimum des salaires des manoeuvres en offre un exemple<sup>801</sup>. Préparé par les dirigeants syndicaux puis soumis au vote d'une assemblée générale, le document revendicatif parvient simultanément au ministère, à la Fédération et au député de Bourges. L'administration nomme un officier général chargé d'étudier la situation sur place. Les militants ébahis voient, pour la première et la dernière fois, un général pénétrer dans la Bourse du Travail pour une réunion de travail. Quelque temps après, quatre manoeuvres se rendent à Paris, en compagnie du secrétaire du syndicat, afin de négocier les ultimes détails d'un accord.

La création d'une commission nationale mixte consultative pour les problèmes d'organisation générale du travail et de fonctionnement des établissements de la Guerre institutionnalise, en 1908, les méthodes de concertation et de négociation à l'œuvre depuis des années<sup>802</sup>. Le syndicat se trouve ainsi confirmé dans son rôle de représentant du personnel au grand dam des "révolutionnaires" très critiques à l'égard d'une instance destinée, selon eux, à "*incinérer*" les revendications.

Le statut et ses à-côtés ouvrent sur des "privileges" enviables. Après vingt-cinq ans de service, les salariés de l'État ont droit, à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, à une pension minimum comprise, en 1897, entre 500 francs et 360 francs selon le sexe<sup>803</sup>. Outre le bénéfice du repos dominical, ils jouissent, à compter de 1906, d'un congé annuel, avec solde, d'une durée de quinze jours. De dix heures en 1896, la durée quotidienne du travail passe à neuf heures en 1904 et se stabilise à 8 h 30 quatre

<sup>796</sup> AdC, 25 M 46; Rapport du commissaire spécial, le 18 mars 1910.

<sup>797</sup> AdC, 25 M 52 ; Rapports du commissaire spécial des 12 mai et 9 juin 1906.

<sup>798</sup> AN F7 13739 ; 5<sup>e</sup> congrès des personnels civils des Établissements de la Guerre.

<sup>799</sup> AdC, 33 M 141.

<sup>800</sup> B.O.B.T.B. de mai 1912.

<sup>801</sup> B.O.B.T.B. d'avril 1905.

<sup>802</sup> Id. d'août 1908 ; AdC, 25 M 52.

<sup>803</sup> Journal officiel du 2 mars 1897; AN, F7 13739.

ans plus tard<sup>804</sup>. Depuis 1904, les jeunes femmes perçoivent, par ailleurs, une prime de 50 francs après chaque accouchement<sup>805</sup>. L'ensemble du personnel accède, d'autre part, à la gratuité des médicaments et des soins médicaux.

Déterminé par l'administration, le taux du salaire tient compte "des conditions locales" et des tarifs en vigueur dans les industries similaires. En pratique, et malgré leur large éventail, les rémunérations des ouvriers de la Guerre se situent, à qualification égale, au-dessus des moyennes régionales. Une étude publiée en 1902 les estime 21 % au-dessus des normes départementales<sup>806</sup>. Ce qui n'empêche pas les manœuvres de juger insuffisant le rôle de l'ancienneté dans l'évolution de leurs revenus, tandis que les ouvriers de la Fonderie constatent que leurs salaires sont inférieurs à ceux de leurs camarades de la Pyrotechnie<sup>807</sup>.

### **L'organisation du travail : hiérarchie et discipline**

Le règlement intérieur établit un système de sanctions allant de la retenue *"entraînant la privation partielle du salaire jusqu'à concurrence de moitié au maximum et pendant huit jours au plus"*, au renvoi définitif, en passant par l'exclusion temporaire pour une période n'excédant pas quinze jours. Si le licenciement des journaliers et des auxiliaires dépend d'une décision directoriale, celui d'un « commissionné » demeure du ressort exclusif du ministre<sup>808</sup>.

Sauf indisposition ou maladie certifiée par un billet du major, l'absentéisme ne bénéficie d'aucune indulgence. Une absence sans permission vaut deux jours de mise à pied, peine quadruplée si l'on a passé outre à une interdiction. Les retardataires ne sont pas mieux considérés. En 1895, les ouvriers de la Fonderie arrivés après l'heure normale d'entrée doivent attendre le repêchage opéré trente minutes plus tard, au prix d'une retenue équivalente à deux heures de salaire<sup>809</sup>. En cas de récidive, l'exclusion temporaire est la règle. À l'Arsenal, la porte, refermée sitôt passée l'heure d'embauche, ne s'ouvre plus qu'à la mi-journée. À la perte de salaire s'ajoute l'amende de deux heures au premier retard, de trois heures au second et ainsi de suite jusqu'à ce qu'un renvoi temporaire frappe, la cinquième fois, l'ouvrier par trop négligent.

Dans les ateliers, les manquements au travail ne sont pas épargnés. Dûment constatée, la « paresse » peut valoir jours d'exclusion. Les malfaçons se payent par quatre jours de mise à pied, le freinage de la production par un licenciement, au même titre que le refus d'exécuter un ordre ou l'état d'ivresse, dont on signale qu'il demeure, en 1884, la première cause de renvoi<sup>810</sup>.

La hiérarchie militaire chapeaute l'organisation habituelle des usines. Sous les ordres des directeurs, toujours choisis parmi les officiers supérieurs, les chefs de service appartiennent au corps des officiers. La place reconnue aux organisations syndicales n'entame en rien les principes disciplinaires. Si les collecteurs syndicaux possèdent des cartes de circulation, les ouvriers subissent régulièrement d'humiliantes séances de fouille. Au nom de la sécurité, par esprit militaire, le respect des consignes ne souffre pas d'exception. Tel ouvrier de la Fonderie surpris à allumer une lampe avec un morceau de charbon incandescent sans l'autorisation de son contremaître est mis à pied huit jours, sanction aggravée par une amende égale à une heure de travail<sup>811</sup>. Le malheureux ayant sollicité une audience auprès du directeur n'est reçu qu'après l'exécution de sa punition... Beaucoup se plaignent du contrôle tatillon exercé sur les salariés, la présence de gardiens aux abords des WC...

Instituée pour prévenir les risques d'espionnage et interdire

<sup>804</sup> AN, F7 13739.

<sup>805</sup> B.O.B.T.B. de mars 1908.

<sup>806</sup> L'Indépendant du Cher du 21 janvier 1902.

<sup>807</sup> G. Forgeot, *La Bourse du travail de Bourges et le syndicalisme dans le Cher (1897-1914)*, DES, Paris, 1973, p. 11.

<sup>808</sup> Journal officiel du 2 mars 1897.

<sup>809</sup> Le Tocsin populaire du 10 octobre 1895.

<sup>810</sup> AN, C 3340 ; B.O.B.T.B. de décembre 1905.

<sup>811</sup> Le Réveil social du Cher du 30 novembre 1899.

l'entrée de repris de justice, l'enquête policière préalable à tout recrutement conduit à la constitution d'un fichier du personnel riche en informations politiques. Il revient au commissaire spécial, installé à la Fonderie, de le tenir à jour<sup>812</sup>. La recommandation du prince d'Arenberg, député réactionnaire du département, sera longtemps la meilleure référence des candidats à l'embauche<sup>813</sup>.

Les temps changent, et avec eux les hommes. Le colonel Levêque, directeur de la Pyrotechnie, jouit, dans les années 1900, de l'estime de nombreux salariés, qui lui sont reconnaissants d'avoir détruit les fiches politiques et de se montrer attentif aux revendications ouvrières. Cette popularité agace les cadres intermédiaires. Outrés par la "*partialité révoltante*" de cet officier franc-maçon envers le "*syndicat rouge*", ils intriguent auprès du ministère afin d'obtenir sa mutation<sup>814</sup>.

Dans l'ensemble, les accrochages restent limités, à l'exception, peut-être, de l'atelier des cartouches de la Pyrotechnie, où la main-d'œuvre féminine supporte mal "*l'insolence*" de chefs qui empêcheraient les ouvrières "*de gagner leur journée*"<sup>815</sup>. Pour le coup, les militants parlent de "*bagne*", expression habituelle sous la plume des syndicalistes de l'industrie privée, mais rarissime s'agissant des établissements militaires.

### **Les cheminots : entre le splendide isolement et l'impuissance**

L'ouverture de la ligne Nantes-Vierzon au début des années 1870, confirme la seconde cité dans son rôle de carrefour. Du point de vue de l'économie des transports, tout serait dit si la coalition hétéroclite des compagnies, des fabricants de matériel, des populations et des élus convaincus des bienfaits du "*chemin de fer pour tous*", ne poussait, ici comme ailleurs, au développement des lignes secondaires.

L'extension du réseau ferroviaire multiplie le nombre des "cheminots", mais les dilue le long des lignes. À l'intersection des axes Paris-Toulouse et Nantes-Lyon, au contraire, les ateliers d'entretien et de réparation du dépôt de Vierzon créent une importante concentration de salariés. En 1897, ils sont 434 et 612 quatorze ans plus tard<sup>816</sup>.

La compagnie du Paris-Orléans organise ses activités dans le cadre d'une stratégie indépendante des conjonctures locales, à l'aide d'un personnel lui-même habitué à penser en termes de réseau. La centralisation et les principes hiérarchiques en vigueur réduisent au minimum la marge de manœuvre des responsables vierzonnais et, du même coup, les chances de retrouver la trace de leur action dans les dépôts d'archives habituels. L'un des traits de l'entreprise réside, en effet, dans la rigidité de structures conçues pour effacer les particularismes et unifier un système fondé sur la coordination d'opérations étalées dans l'espace, mais néanmoins complémentaires.

Un impératif prime: la sécurité. Il en résulte une stricte division du travail et une réglementation censée apporter une réponse à toutes les situations possibles. Georges Ribeill parle, non sans raison, d'une "*rationalité juridique*", tendant à fixer dans le détail la répartition des responsabilités<sup>817</sup>. Ce juridisme, que complique l'existence de normes statutaires, ne saurait couvrir l'ensemble des pratiques professionnelles, où l'intuition, l'expérience, le savoir-faire ont, malgré tout, leur part.

L'organisation repose sur trois services : l'Exploitation, le Matériel et la Traction, la Voie. À Vierzon, en 1897, le premier emploie 50,7 % des salariés. Il regroupe les employés des guichets, les ouvriers affectés au triage, les aiguilleurs, les hommes d'équipe et autres manutentionnaires. Le Matériel et la Traction - 43,7 % du personnel vierzonnais de 1879 - sont au cœur de l'activité ferroviaire et réunissent les agents de conduite - mécaniciens et chauffeurs - et les ouvriers du dépôt. La Voie - 5,6 % des agents - rassemble les hommes affectés à l'entretien des

<sup>812</sup> AdC, 25 M 35.

<sup>813</sup> AdC, 20 M 40 ; Rapport du préfet, le 26 septembre 1905.

<sup>814</sup> AdC, 25 M 52.

<sup>815</sup> B.O.B.T.B. d'août 1908.

<sup>816</sup> AdC, 3 M 170; Listes nominatives du dénombrement de 1911

<sup>817</sup> G. Ribeill, *Les cheminots*, Paris 1984, p. 21-31.

rails, du ballast, des traverses, de la signalisation, ainsi que les gardes-barrières. Chaque service se divise en "filiales" spécialisées, lesquelles comprennent un nombre variable d'équipes. Enfin, des grades classent les travailleurs selon leur qualification et leur ancienneté.

Le statut procède de l'intérêt bien compris des compagnies désireuses de se doter d'un personnel stable, expérimenté et discipliné. Sur bien des points, son contenu rappelle celui des Etablissements militaires. Outre l'incalculable garantie de l'emploi, le commissionnement assure aux agents, dès 55 ans, et après 25 ans de service, le droit à une pension de retraite égale à la moitié du traitement<sup>818</sup>. A cette fin, le Paris-Orléans verse une somme équivalente à 10% des salaires distribués. Dans le pire des cas, la compagnie alloue une pension aux commissionnés frappés par une mesure de réforme. Les hommes d'équipe ou les travailleurs dont la qualification semble moins dépendante de l'expérience, à l'instar des ouvriers d'atelier, demeurent en dehors du commissionnement. Auxiliaires, ces agents subissent les aléas de la conjoncture. Plus irrégulier dans ses besoins, le service de la Voie recrute, à l'occasion, une main-d'œuvre saisonnière libérée des travaux des champs. Divers autres avantages concourent à retenir les salariés. Citons, pêle-mêle, la gratuité des soins médicaux et des médicaments, les services d'un économat, les jours de congé ou de repos accordés, les primes offertes. Celles-ci intéressent particulièrement les mécaniciens et peuvent représenter 30 % du salaire de base<sup>819</sup>.

Un sondage réalisé parmi les ouvriers mariés en 1906 fait ressortir l'origine terrienne de nombreux cheminots, dont 20,7 % sont fils de cultivateurs, de vignerons et de jardiniers<sup>820</sup>. Imperceptible au sortir du Second Empire, une seconde source de recrutement s'affirme : les familles cheminotes. 10,7 % des salariés des chemins de fer qui fondent un foyer en 1906 ont leur père dans la profession. Les salariés du P.-O. se distinguent également par une origine géographique fréquemment extérieure au département.

La cohésion corporative bute sur les clivages catégoriels, qu'exacerbent la division technique du travail et les subtilités statutaires. Le comportement des « aristocrates du rail » que sont les agents de conduite illustre cette réalité. Commissionnés, ils perçoivent de bons salaires et bénéficient d'une large autonomie. Eux-mêmes se savent indispensables. Métallurgistes de formation ou simples manoeuvres, les ouvriers des ateliers et les hommes d'équipe gagnent deux à trois fois moins que les mécaniciens sans pouvoir prétendre aux mêmes avantages<sup>821</sup>. Soumis au contrôle permanent de contremaîtres, ils exécutent des travaux rendus pénibles par le poids des pièces à manier et l'inconfort de certaines opérations d'entretien. Réunis en équipes plus ou moins étoffées, moins sensibles aux sirènes du paternalisme, ils forment une main-d'œuvre relativement turbulente, susceptible de menacer la paix sociale, mais non de paralyser le réseau à l'exemple des agents de conduite.

C'est à Paris que se décident les tarifs et les conditions de travail, applicables pour l'ensemble du P.-O. Entre la grève générale ou rien, le second terme de l'alternative s'impose dès lors que les mécaniciens repoussent le premier, jugé trop radical. On s'explique mieux, dans ces conditions, pourquoi les structures syndicales, calquées sur celles de la compagnie, coordonnent l'activité de sections locales sans grand pouvoir, s'intéressent davantage aux affaires discutées dans la capitale qu'aux questions à l'ordre du jour des réunions des bourses du travail. En retour, le prolétariat vierzonnais se détourne des problèmes cheminots quand il ne critique pas ces salariés « privilégiés » et « égoïstes ».

Dans les années 1890, une section du Syndicat national des ouvriers et employés du chemin de fer regroupe, un temps, plusieurs centaines de salariés avant de s'étioler, victime du renvoi

<sup>818</sup> *Enquête sur les salaires..., op. cit.*

<sup>819</sup> *Id.*

<sup>820</sup> AdC, 3 M 170.

<sup>821</sup> *Enquête sur les salaires..., op. cit.*

des "meneurs" et des rivalités catégorielles<sup>822</sup>. L'appel à la grève générale lancé en 1898 par le Syndicat national, dont les compagnies contestent la représentativité, arrive trop tard à Vierzon, où il ne rencontre aucun écho. L'échec finit de désorganiser une section moribonde. Pendant plus de dix ans, les cheminots du Cher, redevenus silencieux, demeurent en marge de la poussée syndicale du début du XXe siècle. Il faut attendre 1909 pour qu'à la suite de réunions tenues à Bourges, se dessine l'esquisse d'une timide renaissance<sup>823</sup>. Peu à peu, des sections se reconstituent, en particulier chez les mécaniciens et les chauffeurs.

La mise à l'épreuve d'octobre 1910 confirme cependant l'isolement du noyau dur des convaincus. Le 14 octobre, 47 cheminots - 26 ouvriers et 21 hommes d'équipe - cessent le travail à Vierzon<sup>824</sup>. C'est peu, trop peu en tout état de cause, pour perturber le trafic. Pas un mécanicien ou chauffeur ne manque à son poste. Les trains roulent. Le 15, on ne compte plus que six grévistes. Pressentant l'échec, 46 cheminots berruyers, rassemblés le 14 octobre avec Pierre Hervier, votent, leur adhésion au mouvement, mais décident d'attendre un mot d'ordre en bonne et due forme pour arrêter de travailler... Au soir du 16, tout est dit.

L'insatisfaction subsiste, notamment parmi *"le petit personnel"*, amer de constater que les hausses salariales obtenues compensent à peine les retenues effectuées pour la caisse de retraite<sup>825</sup>. Pourtant, en dépit d'un regain de propagande syndicale à Bourges comme à Vierzon, l'organisation ne gagne *"ni forces ni influences nouvelles"*. Le meeting prévu en faveur des ouvriers révoqués sera un fiasco. Regardés de haut par les mécaniciens et les chauffeurs, divisés, les agents subalternes optent pour la protestation individuelle. Depuis la grève, remarque le commissaire spécial, les larcins se multiplient en gare de Vierzon. Démoralisés, ces ouvriers, que l'on dit *"calmes et d'un caractère d'apparence résigné, incapables, soit par crainte, soit par tempérament, de manifester ouvertement ou de faire grève"* auraient perdu confiance en eux-mêmes<sup>826</sup>. Le commissaire ne certifie pas qu'ils demeureraient indifférents à un mouvement *"si une fois déclenché par ailleurs, il réussissait"*. On ne saurait mieux cerner les ressources et les limites de la combativité cheminote en ces ultimes années de l'avant-guerre.

## Conclusion

Depuis longtemps, déjà, l'aile marxiste du mouvement ouvrier met l'entreprise au cœur des contradictions sociales. N'est-ce pas là, en effet, que se vit l'exploitation du travail, que les ouvriers démontrent et découvrent, simultanément, leur rôle comme producteurs, mesurent l'efficacité du nombre, acquièrent l'expérience décisive au fondement de leur conscience de classe, voire de leur « mission historique » ?

Aucune étude du monde ouvrier ne saurait faire l'économie d'un examen attentif des conditions concrètes d'exercice de l'acte productif compris dans sa double dimension "technique" - la fabrication - et sociale, au sens des rapports établis avec l'employeur ainsi qu'avec les diverses composantes du "travailleur collectif".

Les changements d'échelle, les innovations, les brassages de population qui accompagnent l'essor des usines et des chantiers du dernier tiers du XIXe siècle ou des premières années du XXe n'occulent pas la segmentation des mondes ouvriers. Sans doute, les cycles économiques, l'extension du machinisme, la concentration des entreprises, l'élargissement des marchés, etc., affectent-ils toutes les branches. Ce constat, vérifié sur plusieurs décennies, se complique et se nuance, cependant, au gré des rythmes, techniques et structures propres à chaque activité. Là surgissent des décalages lourds de conséquences à court ou à moyen terme. Les pratiques et les consciences ouvrières ne se

<sup>822</sup> AdC, 33 M 159.

<sup>823</sup> *Id.*

<sup>824</sup> AdC, 33 M 112; Rapport du préfet, le 30 octobre 1910.

<sup>825</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire spécial, le 12 mai 1911.

<sup>826</sup> *Id.*



modèlent, ne s'affirment, bref n'existent véritablement, que confrontées à des patronats, des organisations du travail, des modes de rémunération et des systèmes de qualification, des filières de recrutement, des hiérarchies multiformes héritées du passé et que le présent entretient, renouvelle et recompose.

Certes, la question salariale, le respect de la dignité, pour ne prendre que deux exemples, sont communs à toutes les composantes des mondes ouvriers. Dans les ateliers et sur les chantiers, pourtant, les revendications cheminent selon des voies originales, se jouent sur des points de "détail" - souvent incompréhensibles aux profanes -, dont, seuls, les protagonistes de négociations ardues et « techniques » saisissent les « dessous » et enjeux sociaux. Ce n'est pas la moindre tâche des syndicats - ouvriers ou patronaux - que de doter leurs mandants des moyens de tirer parti de la conjoncture, de la situation de la branche, de l'entreprise, de l'atelier... L'efficacité des organisations dépend, en retour, de son imprégnation corporative, qui fait que l'on ne conçoit ni ne pratique le même type de syndicalisme dans les verreries, les usines d'armement ou sur les coupes forestières...

Ici, d'autres contradictions prennent corps, qui menacent l'unité ouvrière à l'intérieur de la profession, la segmentent en strates catégorielles déterminées par les modalités et les niveaux de rémunération, les qualifications, le degré d'autonomie, les caractéristiques du poste de travail, etc. Sur ces bases, malentendus, incompréhensions, mais aussi divergences d'intérêts émergent, se figent, disparaissent et renaissent au fur et à mesure que le travail, l'équipement et la conscience des ouvriers se transforment.

L'esprit corporatif et l'esprit catégoriel s'entretiennent l'un l'autre, chaque profession tendant à magnifier les qualités qui lui sont propres. Mais, tandis que le premier s'efforce de souder une communauté autour de valeurs collectives, le second, dont se réclament surtout les plus qualifiés ou les mieux payés, résiste à l'uniformisation, perçue comme un danger. Conduit à mettre l'accent sur les compétences, les capacités personnelles, il ne serait pas insensible aux séductions des échappées individuelles si l'expérience ne rappelait l'efficacité des ripostes collectives et les limites de l'action solitaire.

Rien n'est simple en matière de relations sociales. Pour peu que les dimensions de l'usine s'y prêtent, l'identification à l'établissement, attitude fréquente chez les travailleurs stabilisés, prédispose à l'estime de l'employeur pour peu que celui-ci s'engage pleinement et témoigne de compétences techniques, les seules, que les ouvriers soient en mesure d'apprécier immédiatement. Sur un autre registre, l'intégration des salariés de l'État dans une structure centralisée, appliquant des procédures administratives et reposant sur une hiérarchie quasi militaire, déplace les contradictions principales hors des ateliers, où elles éclosent, pour les revêtir de l'enveloppe abstraite, juridique et policée des controverses statutaires.

Individuelle et collective, l'expérience sociale ne débouche pas plus sur un modèle unique de cheminement des consciences que sur des représentations homogènes. Le dépassement des clivages que secrètent continuellement les conditions concrètes d'exercice du travail implique un formidable effort intellectuel. La notion de classe ouvrière y perd sa superbe théorique pour se coller à la rude dialectique du général et du particulier. Si la perception de l'exploitation n'exige qu'un minimum de temps et de pratique, la prise de conscience de classe demande un recul que les ouvriers sont rarement en situation d'opérer spontanément sur la base de leur vécu professionnel. Aussi bien est-ce dans la relation, jamais simple, avec les autres catégories et corporations ouvrières que les solidarités et les lignes de partage fondamentales s'esquissent et s'éprouvent, tout comme c'est au moyen de concepts et d'un vocabulaire rompant avec les idées reçues dominantes du quotidien que mûrit l'intelligence de l'appartenance de classe.

## LES OUVRIERS DANS LEURS QUARTIERS

### La population : le déclin et l'exode

De 1872 à 1911, le Cher gagne 2 418 habitants, soit une hausse de 0,72 % en 39 ans. Le département a perdu son dynamisme démographique d'antan. Mais il y a pire. Le total de 1911 - 337 810 habitants – confirme le déclin amorcé vingt ans auparavant, après que le Cher ait atteint son maximum de population : 359 276 habitants<sup>827</sup>.

Plus que la mortalité, la natalité commande le mouvement naturel de la population. S'il dépassait encore huit pour mille dans les années 1870, le taux de croissance naturelle chute au-dessous de deux pour mille au tournant du siècle et se rapproche de zéro à partir de 1910. Partiellement masquée sous le Second Empire, l'émigration hors du département apparaît maintenant au grand jour. Au vu des taux de croissance naturelle et réelle, le solde migratoire correspond à une perte sèche de 50 000 à 60 000 individus entre 1873 et 1913. Pour l'essentiel, l'exode emprunte les voies ouvertes dans le passé et profite au département de la Seine, où l'on recense près de 30 000 originaires du Cher en 1906<sup>828</sup>.

Fils d'un cantonnier et d'une blanchisseuse de Châteaumeillant, à l'extrême pointe méridionale du département, Armand Desternes, d'abord loué chez un fermier, entre en apprentissage auprès d'un sabotier, qu'il quitte pour rejoindre son père et l'aider à construire la maison familiale. Le milieu ouvrier local entretient d'étroites relations avec la capitale. Selon Armand Desternes, un tiers des jeunes part, à la belle saison, s'embaucher à Paris, la plupart, mais pas tous, dans le bâtiment, avant de retourner passer l'hiver au pays<sup>829</sup>. Les influences parisiennes sont si fortes que les jeunes ouvriers se munissent d'une carte syndicale à Châteaumeillant même, les plus anciens affirmant que les non-syndiqués sont exclus des chantiers de la capitale. En 1910, les vendanges "*n'ayant rien donné*" pour la troisième année consécutive, de nombreux fils de vignerons grossissent les rangs des migrants habituels. Fort de l'expérience acquise au côté de son père, Armand, alors âgé de seize ans, décide de suivre deux de ses camarades. L'aventure, cependant, est balisée. Logé à Nanterre, l'adolescent, devenu manœuvre du bâtiment, dispose de points de repère. La solidarité corporative et régionale joue à plein et favorise l'intégration du jeune provincial.

La chronologie montre l'accélération de l'exode après 1890 et souligne le caractère déterminant de la crise agricole et de la disparition des emplois d'ouvriers ruraux dans cette mise en mouvement. « *Les plus intelligents des ouvriers cherchent tous les moyens d'échapper aux travaux de la culture* »<sup>830</sup>, regrette un fermier de la Celle-Bruère, sans qu'il soit possible de préciser si "*l'intelligence*" mise en cause désigne les aptitudes ou le degré d'instruction des individus.

Tout en dressant une ligne de résistance à la misère et à l'exode, le syndicalisme des travailleurs ruraux ouvre les consciences aux réalités extérieures, établit des rapports avec les ouvriers des usines et des agglomérations, bref, en un sens, prépare lui aussi au départ.

### Villes et villages ouvriers

#### Bourges : la conquête du droit de cité

<sup>827</sup> AdC, 28 M 90 et 91 ; Dénombrements 1831-1936.

<sup>828</sup> J. Joly, « Fiche sociale du Cher », *Bulletin de la Société géographique du Cher*, janvier-mai 1909, p. 183 et suiv.

<sup>829</sup> Entretien avec A. Desternes, Châteaumeillant, 1979.

<sup>830</sup> AdC, 33 M 31, 1884.

De 1872 à 1911, Bourges progresse de 14 423 habitants, soit un gain de 46 %. La capitale du Berry reste, de loin, la première ville du département, même si, avec le temps, la vitalité de l'agglomération a fléchi

Les 45 000 habitants autour desquels la ville se stabilise au début du XXe siècle, marquent un seuil qui, en l'absence d'implantations industrielles, administratives ou commerciales nouvelles, traduit la réalisation d'un équilibre entre la démographie et l'économie locales d'une part, la ville et le département d'autre part.

### **Extension spatiale et ségrégation sociale**

À la veille de la guerre, près d'un Berruyer sur deux, contre 20 % sous le Second Empire, réside dans les faubourgs de Bourbonnoux, d'Auron, de Saint-Sulpice et de Saint-Privé<sup>831</sup>. Le sud-ouest, le sud-est et le nord-est de l'agglomération, à proximité des deux principales zones industrielles d'Auron (Mazières) et de Pignoux (les Établissements militaires), connaissent une croissance maximale.

Les lois du marché immobilier jouent à fond, qui repoussent les ouvriers à la périphérie de la cité. Chaque jour, dans les années 1880, le père de Pierre Hervier, journalier d'Asnières, marche trois heures pour aller et revenir de la Brasserie de Pignoux où il travaille<sup>832</sup>.

En 1898, une première ligne de tramway traverse la ville du nord au sud<sup>833</sup>. Peu après, une seconde la croise perpendiculairement. Ce progrès ne résout pas tous les problèmes des habitants des faubourgs. Les ouvriers protestent en particulier contre des horaires inadaptés aux heures d'entrée et de sortie du travail<sup>834</sup>.

### **Les retombées économiques et sociales du développement urbain**

Une large fraction de la petite et moyenne bourgeoisie berruyère a converti son capital en maisons de rapport et trouve son intérêt dans la pénurie de logements. En 1914, 1 205 personnes possèdent plus d'une maison et contrôlent 50,6 % du total de celles-ci<sup>835</sup>. 581 « propriétaires », inscrits comme tels sur les matrices cadastrales, arrivent en tête et en détiennent près du quart. Aux côtés des veuves, des artisans, des commerçants, des jardiniers, des vigneron et des cultivateurs, une élite ouvrière de 265 individus, assez proches de l'artisanat pour que l'incertitude subsiste sur leur statut véritable, détient 9,5 % du parc immobilier. Non dénués d'arrière-pensées spéculatives, ces placements dans la pierre conservent des dimensions modestes. Bourges échappe aux opérations et aux lotissements d'envergure. 702 ouvriers - au sens le plus large du terme - vivent sous leur propre toit. Avec les 265 évoqués précédemment, on frôle le millier de propriétaires ouvriers.

Malgré ces empiétements prolétariens, la question du logement soude les classes moyennes berruyères et rend plus difficiles les relations avec les travailleurs à l'exploitation desquels elle concourt par le biais des loyers. Des incompréhensions durables naissent dans ces circonstances et suscitent des conflits dont les débats municipaux se feront l'écho lorsque le problème des habitations à bon marché sera posé.

Tandis que le développement urbain garantit une rente substantielle aux classes moyennes, la construction assure la vitalité des métiers du bâtiment. À défaut d'être les plus nombreux, les ouvriers de la branche tiennent le devant de la scène sociale jusqu'à ce que l'arrêt de la croissance démographique, après 1900, se répercute sur l'activité des chantiers. Organisés dans les plus anciens syndicats locaux, les travailleurs du bâtiment ont su tirer parti d'une conjoncture

<sup>831</sup> AdC, 3 M 144-145 ; Listes nominatives du recensement de 1911.

<sup>832</sup> Pierre Hervier, *Quarante ans de vie militante*, brochure tirée d'articles parus dans *l'Émancipateur du Cher* en 1937, p. 2.

<sup>833</sup> AdC, J 218 ; Fonds Roger.

<sup>834</sup> AdC, 33 M 22.

<sup>835</sup> AdC, P 5930 à 5934.

longtemps favorable. Ils sont les seuls à savoir agir à l'échelle de la cité, à tenter d'impliquer les élus municipaux dans leurs luttes en réclamant l'alignement des tarifs sur les prix des adjudications de la ville et l'inscription de clauses sociales dans les cahiers des charges des travaux financés par la commune.

En 1876, 1881, 1895, 1897, 1898 et 1900, plusieurs vagues de grèves entraînent les différentes catégories de la branche. Le succès n'est pas toujours au rendez-vous, mais à travers l'action une "pédagogie" des luttes s'esquisse, dont profitent tous les travailleurs berruyers, lesquels découvrent l'efficacité du combat syndical, son aptitude à peser sur les orientations municipales...

### La percée ouvrière

Les habitants des faubourgs, ruraux déracinés, nouveaux ou anciens ouvriers installés depuis peu dans la capitale du Berry, se sentent rejetés d'une ville qui se confond avec son centre et qui ne s'intéresse qu'à leur force de travail. Les solidarités de voisinage aidant, une sociabilité nouvelle, à forte tonalité ouvrière, se forge dans les quartiers périphériques.

En matière de services commerciaux, tout reste à faire pour répondre aux besoins populaires. Si la droite conservatrice, voire réactionnaire, ne renonce pas à s'implanter dans les faubourgs, les organisations ouvrières s'y déploient avec aisance. Une vie de quartier, jusque-là déséquilibrée ou informelle, se structure autour des cadres et à partir des modèles qu'elles fournissent et diffusent. En retour, les forces accumulées dans les faubourgs donnent à la classe ouvrière berruyère l'assurance et les moyens de s'affirmer.

#### *La Bourse du travail et la représentation ouvrière*

La création de la Bourse du travail marque l'entrée du mouvement ouvrier dans l'ère nouvelle de son intervention à l'échelle de l'agglomération.

En 1896, une poignée de syndicats regroupe tant bien que mal les travailleurs des métiers traditionnels : bâtiments, livre, voitures... En dehors du syndicat des Toiles cirées des établissements Chédin, l'industrie moderne reste en marge d'une organisation réprouvée à Mazières et balbutiante aux Établissements militaires, où elle hésite entre l'étroitesse amicaliste et la structure « industrielle » du syndicat des Métaux. Fragiles et ténus, les liens interprofessionnels demeurent à la merci d'une rupture, d'un renvoi, d'un départ. Au début des années 1880, le Cercle ouvrier a pris l'initiative de réunir les bureaux de cinq chambres syndicales afin d'étudier le principe d'une coordination des grèves et de la collecte de secours<sup>836</sup>. La crise et l'immaturité des organisations ont raison du projet.

Indice des difficultés rencontrées, à l'occasion de la campagne en faveur de la Verrerie ouvrière d'Albi, Pierre Hervier, mandaté par le syndicat des Toiles cirées, passe par les services de la préfecture pour obtenir les noms et les adresses des militants des autres syndicats berruyers<sup>837</sup>. En dépit des contradictions et des omissions dues aux mémoires défaillantes ou aux rancœurs nées de rivalités politiques ou personnelles ultérieures, tous les acteurs conviennent du rôle joué par Pierre Hervier et Gaston Cougny dans la fondation de la Bourse du travail. Le premier, ouvrier, sympathise avec les socialistes, cependant que le second, intellectuel reconnu, passe pour l'orateur attitré du Comité révolutionnaire central (CRC) vaillantiste, prééminent dans le Cher<sup>838</sup>.

Le 31 octobre 1896, les socialistes réunissent un millier de personnes en présence de Vaillant, Sembat, Landry, Dubreuilh et Cougny<sup>839</sup>. Tous insistent sur la nécessaire organisation du prolétariat et conseillent la formation "*d'une délégation exclusivement composée d'ouvriers syndiqués*", chargée de jeter les bases d'une future Bourse du travail. Hervier, délégué par les

<sup>836</sup> AdC, 33 M 161 ; Rapport du commissaire central, le 20 février 1882.

<sup>837</sup> P. Hervier, brochure citée, p. 5.

<sup>838</sup> *Le Tocsin populaire* du 7 novembre 1896.

<sup>839</sup> AN, F7 13600; Rapport du préfet, le 24 novembre 1896; AdC, 33 M 152; Rapport du commissaire central, le 20 août 1897; P. Hervier, brochure citée, p. 5.

syndicats berruyers au Congrès national de la CGT, s'initie au fonctionnement de la Bourse de Tours, où se tiennent les assises. Le 15 novembre, son compte rendu et les propositions qu'il avance sont approuvés par les syndicats présents, qui nomment une commission provisoire. Le 13 décembre, celle-ci adresse une demande de subvention au conseil municipal<sup>840</sup>. Deux mois plus tard, le 13 février, une centaine d'ouvriers, affiliés à cinq syndicats retiennent la proposition d'établir le siège de la Bourse au 42 de la rue Coursalon, dans la vieille ville, et se fixent l'objectif d'atteindre bientôt l'adhésion de 400 à 500 travailleurs.

Selon les autorités, les socialistes contrôlent le mouvement depuis l'origine, quand bien même le premier règlement de la Bourse évite les excès de langage. Le 14 mars, enfin, en présence du maire de Bourges, auquel on a confié la présidence de la séance inaugurale, et devant 80 militants – ils seront 200 à l'heure du banquet –, la Bourse ouvre ses portes. Attentifs aux critiques nées du parrainage socialiste, les syndiqués ne se contentent pas d'interdire toute discussion politique et religieuse à l'intérieur du local - article 3 du règlement –, ils refusent d'élire Cougny à son bureau *"pour ne pas introduire de discorde"*<sup>841</sup>. Le préfet se félicite du désir exprimé d'écarter une *"participation compromettante"*. Le président de la Bourse – Desmaison –, un typographe de sensibilité radicale, prononce une allocution axée sur la nécessité de *"maintenir les liens de solidarité existant entre ouvriers et patrons"*<sup>842</sup>.

Les faits ne tardent pas à démentir ces paroles apaisantes. *"Aussitôt après la fondation de la Bourse du Travail, presque toutes les corporations ouvrières commencèrent à s'agiter"*, déplore le commissaire central dès août 1897<sup>843</sup>. *"Des bruits d'augmentation de salaire avec menace de grèves, poursuit-il, se répandaient dans les chantiers. Il était dès lors facile de s'apercevoir que les questions du travail entraient dans une phase nouvelle"*.

Rendus audacieux par ce début d'expérience, les responsables de la Bourse adoptent, le 21 décembre, des statuts plus incisifs<sup>844</sup>. Avec onze syndicats affiliés et 846 adhérents, le nouvel organisme entend s'ériger en interlocuteur incontournable et ne tarde pas à éditer le premier numéro de son *Bulletin officiel*. À l'exemple de ses homologues, la Bourse de Bourges navigue entre contestation sociale et concertation avec le patronat ou l'administration. Sa capacité d'intervention dépend de son audience parmi les ouvriers, lesquels ne sont pas indifférents aux services concrets et quotidiens – placement, bibliothèque, conférences, soins médicaux, caisse de chômage, conseils juridiques, excursions, coopérative... – qu'elle leur propose.

Poussée par le mouvement social, qu'elle reflète et stimule, la Bourse prend rang de *"parti ouvrier"*<sup>845</sup>. En 1900, elle sort de sa "neutralité" politique pour s'engager dans la bataille des élections municipales. Huit syndicalistes, désignés par son conseil d'administration, figurent, ès qualités, parmi les trente candidats de la liste de "concentration républicaine" conduite par les socialistes alliés à une fraction des radicaux. Mandatés pour intervenir *"sur la question économique seule"*, les candidats de la Bourse, Hervier en tête, devront, dit-on, transmettre à leurs colistiers une *"expérience pratique"* que le *Bulletin syndical* oppose implicitement au savoir abstrait des politiciens<sup>846</sup>. Quelques adhérents s'interrogent, mais la décision ne rencontre pas d'opposition ouverte. Pour beaucoup d'ouvriers, l'entrée de leurs représentants à l'Hôtel de Ville couronne la percée commencée en 1897. Inspiré du projet municipal du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) de Vaillant, le programme fait siennes nombre d'attentes des populations des faubourgs<sup>847</sup>.

Au second tour, avec une participation record -72 % contre

<sup>840</sup> AdC, 33 M 152 ; Rapport du préfet, le 6 avril 1897.

<sup>841</sup> AdC, 33 M 116 ; Rapport du 14 février 1897.

<sup>842</sup> AdC, 33 M 152 ; Rapport du préfet, le 6 avril 1897.

<sup>843</sup> *Id.*, Rapport du 20 août 1897.

<sup>844</sup> AN F7 13600 ; Rapport du préfet, le 13 novembre 1897.

<sup>845</sup> *B.O.B.T.B.* de mars 1901.

<sup>846</sup> *B.O.B.T.B.* de mai 1900.

<sup>847</sup> *Le Réveil social du Cher* du 2 mai 1900.

66,6 % en 1896 - la liste soutenue par la Bourse passe en bloc<sup>848</sup>. D'un coup, seize ouvriers entrent au conseil municipal. Les faubourgs et les banlieues ont enfin la parole à l'Hôtel de Ville. Au moment d'élire la municipalité, toutefois, la représentation ouvrière se contracte sérieusement. Si Pierre Hervier obtient un poste d'adjoint, ses collègues en responsabilités sont un enseignant radical, un négociant et un propriétaire socialistes, tandis qu'un professeur également socialiste - Alferd Vaillandet - préside aux destinées de l'agglomération. L'expérience ne dure pas. Entraînée malgré elle dans les luttes fratricides qui déchirent le socialisme berruyer, la Bourse jugera plus sage, à l'avenir, de s'abstenir de tout engagement électoral.

Diversement appréciées, les années 1900-1904 font date et marquent l'irruption de la classe ouvrière dans les débats locaux. D'un point de vue social et spatial, les forces politiques doivent désormais compter avec la ville réelle. Revenue à ses préoccupations initiales, la Bourse reste une puissance et rappelle la présence ouvrière, laquelle, faute de pouvoir dominer la vie locale, ne peut plus être ignorée. À défaut d'hégémonie dans la cité, le mouvement ouvrier conforte son implantation faubourienne.

*Les coopératives : points d'appui ou points de tension ?*

La plus ancienne coopérative berruyère de consommation remonte à 1880. « *Œuvre d'ouvriers* », insistent ses dirigeants, elle débute avec 83 sociétaires<sup>849</sup>. Une crise éclate en 1882, après que des "*esprits dissidents*" aient tenté d'en faire une "*chapelle sectaire*". "*Démasqués*" les perturbateurs sont exclus. L'épisode consacre définitivement l'apolitisme de l'association, qui compte 379 membres en 1884. Etablie rue Samson, à la charnière de la vieille ville et du faubourg Bourbonnoux, la « Ruche » draine une clientèle ouvrière, qui retire de ses magasins aussi bien du pain et des denrées alimentaires que du charbon, des vêtements de travail, des produits de mercerie. Avec 1 250 membres en 1911, elle réalise un chiffre de ventes supérieur à 600 000 francs<sup>850</sup>.

À cette date, des sociétés plus jeunes ont entrepris de défier, sur son propre terrain, le secteur commercial privé, une des voies de l'émancipation des travailleurs. De 1901 à 1908, seize coopératives de consommation voient le jour, le plus souvent - onze fois - dans les faubourgs ou sur leurs marges. Les dénominations - *L'Egalitaire*, *L'Humanitaire*, *La Fraternelle* - renvoient aux principes de solidarité et d'égalité en chers au mouvement ouvrier. Les préceptes moraux affichés dans la raison sociale inspirent les préambules des statuts, surtout lorsqu'il s'agit de débits de boissons. Un titre anodin, voire paternaliste, peut cependant masquer des objectifs subversifs. Ainsi, l'article 17 des statuts de *L'Entente économique* prévoit-il d'affecter le trop-perçu à "*la propagande communiste*"<sup>851</sup>.

Mal à l'aise dans les salons de l'Hôtel de Ville où, majoritaires, ils confient à d'autres le soin de parler et de décider en leur nom, les ouvriers de Bourges ne reculent pas devant les responsabilités, dès lors que celles-ci ont pour cadre l'espace limité et familier du quartier, s'exercent au milieu des camarades de travail et se traduisent par des réalisations immédiates et palpables.

En 1911, onze coopératives ont survécu à la double épreuve du temps et de la gestion<sup>852</sup>. Cette année-là, le total des ventes s'élève à 1 097 797 francs et le nombre d'adhérents à 3 770. Au plan strictement commercial et financier, la coopération conserve un rang modeste. Pour une part, cela résulte du choix fait par la majorité des associations de ne pas aller au-delà de la vente de "boissons hygiéniques" (vins, bières...). Reste qu'à raison d'un adhérent par famille et sur la base d'une moyenne berruyère de 3,13 personnes par ménage, inférieure aux normes ouvrières, plus d'un habitant sur quatre recourt, d'une manière ou d'une autre, aux services des coopératives. Celles-ci sont autant de points de

<sup>848</sup> AdC, 23 M 222.

<sup>849</sup> AdC, 32 M 54; La Ruche berruyère, 1900; 33 M 165.

<sup>850</sup> AdC, 33 M 165.

<sup>851</sup> *Id.*

<sup>852</sup> *Id.*

rencontre et de repère, de centres de sociabilité. À l'instar de n'importe quel commerce ? Sans doute. Avec cette particularité, toutefois, qu'ici le consommateur se sent un peu chez lui.

Conçues dans une perspective d'émancipation, les coopératives suivent une trajectoire semée d'embûches, les moindres n'étant pas les règles de gestion. Au fil des ans, les responsables accommodent les principes aux impératifs du réel. La Ruche berruyère qui, dès l'origine, s'est tenue à distance des organisations ouvrières, ouvre la voie aux révisions<sup>853</sup>.

Nombre de sociétés, soucieuses de durer, songent parfois à empiéter sur le territoire de leurs voisines, ce qui entretient un climat de méfiance, de jalousies mesquines. *"Certaines tempérances",* note l'organe de la Bourse, *"inspirées, à l'origine, du plus louable esprit, sont devenues étroitement capitalistes et l'objet de spéculations nettement anti-coopératives"*<sup>854</sup>. Ici, on prône la neutralité, là on accepte la présence de "jaunes" à la direction. Auguste Virmot a tort, cependant, de conclure que *"la classe ouvrière s'est trompée lorsqu'elle a divisé ses forces en multipliant le nombre des coopératives ayant chacune leur autonomie"*<sup>855</sup>. C'est faire peu de cas du contexte initial, des conditions concrètes qui garantissent le succès du mouvement. En fait, le mal est plus profond. Plus que les formes ou les structures, les dérapages constatés mettent en cause la gageure d'une activité économique dégagée des normes dominantes. Ils posent à nouveau le problème de l'articulation délicate de la théorie et de la pratique, du général et du singulier, du durable et du temporaire, vers laquelle ramène sans cesse l'étude des faits sociaux.

### **La classe ouvrière berruyère : un contrepoids**

Hier aile marchante du mouvement social, les travailleurs des métiers passent dorénavant au second rang, derrière les ouvriers d'État. À l'avantage que donne le nombre dans des structures démocratiques, ces derniers, rompus aux pratiques d'un syndicalisme de masse et de négociation, sensibles aux acquis concrets, fussent-ils partiels, participent activement au fonctionnement des coopératives. Affilié à la Bourse, le syndicat des Etablissements militaires oscille entre l'autonomie et un penchant hégémonique. Les désaccords, fréquents en matière d'orientation, se doublent de critiques formulées à l'encontre de l'égoïsme corporatif dont témoignent, en bloc, ces travailleurs à statut.

Il n'empêche, la vie ouvrière berruyère tourne toujours plus autour des usines d'armement, à commencer par le parcours des manifestations qui, à l'instar des cortèges du 1<sup>er</sup> Mai, partent du boulevard Auger pour s'achever, après une longue incursion dans le centre-ville, place Seraucourt<sup>856</sup>.

La Maison du Peuple se dresse, quant à elle, place Malus, face aux ateliers de l'État. Son inauguration donne la mesure du chemin parcouru depuis les années 1880, quand une poignée *"d'anarchistes"* déployaient à la hâte des emblèmes séditieux. Le 9 avril 1911, les bûcherons, les métallurgistes de Saint-Florent et de Rosières, les coopérateurs de Mehun, les syndiqués de Vierzon et de Foëcy font le voyage à Bourges<sup>857</sup>. La spontanéité brouillonne et dérisoire d'autrefois cède la place à une mise en scène minutieusement réglée, que rythment les cuivres et les tambours des fanfares de la Bourse et des "Amis du Progrès" d'Asnières. Le programme des réjouissances débute à 11 h 30 lorsque de jeunes cyclistes, *"drapeau rouge en tête et chantant l'Internationale (...), font irruption sur la place Malus et, après avoir parcouru l'hémicycle opposé à la Bourse du travail en ordre rangé (...), arrivent droit sur la Maison du Peuple. Jusqu'au soir, les discours et les concerts alternent avant le bal de clôture.*

En moins de vingt ans, les ouvriers de Bourges ont conquis un droit de cité. Fiers de montrer leur puissance, ils en perçoivent les

<sup>853</sup> AdC, 32 M 54.

<sup>854</sup> B.O.B.T.B. de novembre 1906.

<sup>855</sup> B.O.B.T.B. d'octobre 1911.

<sup>856</sup> AdC, 25 M 98 et 99.

<sup>857</sup> B.O.B.T.B. d'avril 1911.

limites. Les unes, internes à la classe, renvoient aux différences de statut et aux divisions politiques. Les autres rappellent que, malgré ses faubourgs, la capitale du Berry n'est pas une ville ouvrière. L'heure, enfin, ne semble plus au rapprochement de couches moyennes, trop soucieuses de leurs prérogatives pour se tourner vers une force sociale qui a cessé d'être d'appoint et dont les institutions contestent, du logement au ravitaillement, ses bases économiques.

### **Vierzon : une ville ouvrière**

#### **L'inachèvement de l'espace urbain**

La période de 1872-1911 figure, d'un point de vue démographique, parmi les plus dynamiques de l'histoire vierzonnaise. En hausse de 76,1 %, la population de l'agglomération approche les 25 000 habitants en 1911.

L'ancien territoire de Vierzon-Villages enregistre la plus forte croissance - + 125 % -, alors que la population du centre marque le pas à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle. La ville change d'aspect sans perdre son caractère hybride, qu'exagère l'existence de quatre pôles d'importance inégale. Au centre, l'espace habité s'est étendu au détriment des secteurs contournés lors des développements ultérieurs. Deux nouveaux quartiers s'adjoignent ainsi à la ville proprement dite. Entre le canal du Berry, le Cher et la route de Toulouse, à l'est de celle-ci, le Bois d'Yèvre, délaissé en 1861, s'urbanise le long des voies à croisement perpendiculaire nouvellement tracées. Depuis 1880, l'habitat se densifie également au nord de la ligne de chemin de fer, à l'est de la rue de Paris. Inauguré par l'ouverture des usines Brouhot, le quartier profite de la construction de l'École nationale professionnelle (ENP) et attire une population relativement aisée. Au-delà, des zones boisées ou cultivées fractionnent toujours l'espace et participent à cette impression d'urbanisation inachevée, ressentie par les visiteurs, et que confirment les faibles densités et les discontinuités du paysage.

#### **L'urbanisation : contradictions et compromis sociaux**

Avec 6,6 habitants par maison, Vierzon demeure, malgré tout, loin derrière les « normes » urbaines de l'époque. Le niveau des loyers n'entretient pas moins un relatif surpeuplement des logements. Un peu moins chers, mais tout aussi exigus que leurs homologues de Bourges, les logements vierzonnais offrent moins de confort<sup>858</sup>.

La petite et moyenne bourgeoisie intervient peu dans l'immobilier. À la dispersion relative du parc berruyer s'oppose une certaine concentration vierzonnaise. En 1914, les propriétaires de deux maisons contrôlent 27,6 % du total détenu par les possesseurs de plus d'une maison<sup>859</sup>. Dans la capitale du Berry, leur part était de 38,4 %. En ajoutant les propriétaires de trois maisons, on arrive à 44,7 % pour Vierzon, soit 12,7 points de moins que dans la première ville du département. Inversement, les détenteurs de dix maisons ou plus maîtrisent 14,3 % du parc pris ici en compte, proportion trois fois supérieure à celle relevée à Bourges.

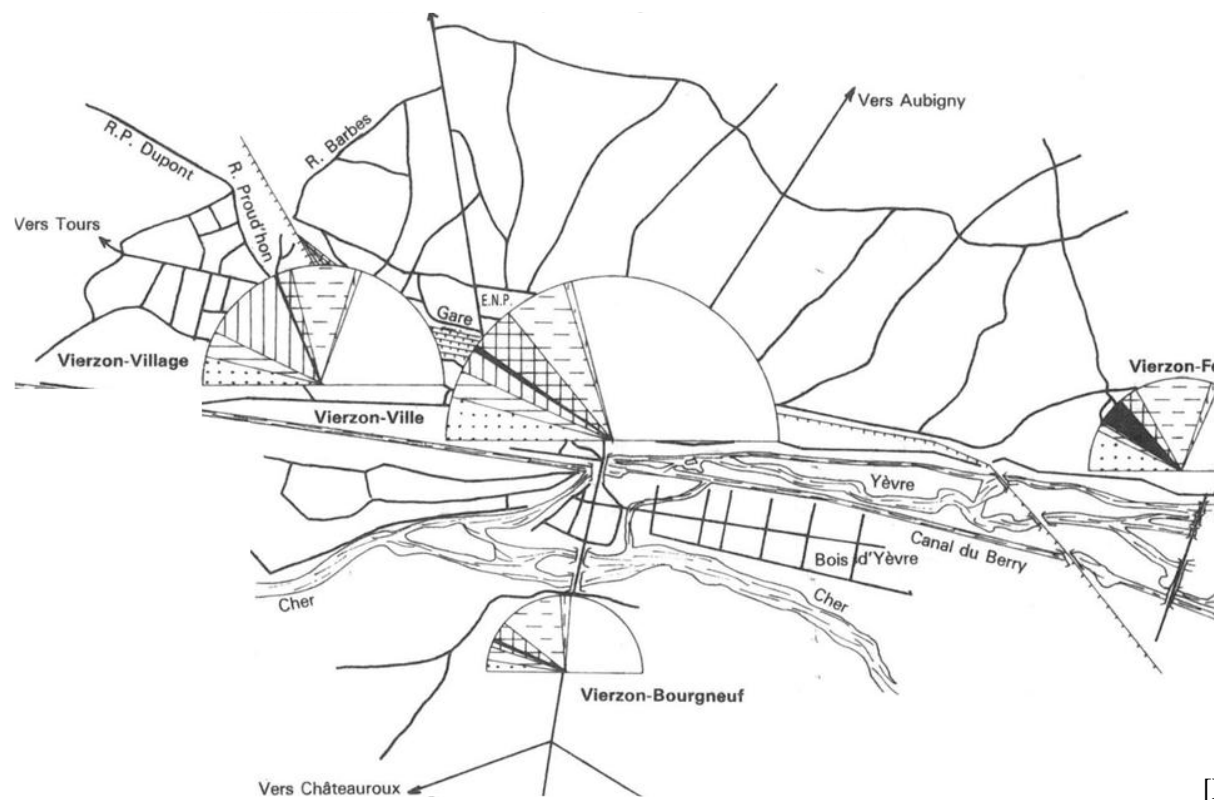
Les travailleurs ne possèdent que 10,25 % du total des maisons contre 18,7 % à Bourges, où ils sont proportionnellement moins nombreux. Longtemps, la question du logement apparaît cependant au second plan de l'actualité sociale, les locataires préférant les solutions individuelles à l'action collective. Les propriétaires, en revanche, constituent, en 1899, un syndicat afin d'organiser la chasse aux mauvais payeurs<sup>860</sup>.

<sup>858</sup> *Enquête sur le travail à domicile...*, *op. cit.*, T II, p. 7 à 242.

<sup>859</sup> AdC, P 7067, Matrice cadastrale de la propriété bâtie, Vierzon-Bourgneuf ; P 7068, Matrice cadastrale de la propriété bâtie, Vierzon-Forges ; P 7069, Matrice cadastrale de la propriété bâtie, Vierzon-Villages ; P 7070-7071, Matrice cadastrale de la propriété bâtie, Vierzon-Ville ;

<sup>860</sup> AdC, 33 M 149.





L'arrivée des socialistes à la tête de la municipalité de Vierzon-Ville favorise, au début du siècle, un changement d'attitude de la Caisse d'épargne à l'égard des projets d'HBM. Ainsi accepte-t-elle de financer la construction de maisons ouvrières dans le quartier du Bois d'Yèvre<sup>861</sup>. Au vu du nombre de réalisations – 8 maisons – au cours de la première tranche, l'initiative n'est pas de nature à modifier la prééminence du secteur privé. Mais d'autres initiatives se font jour. La création d'une société coopérative ouvrière d'HBM - *L'Abri familial* - entend participer au développement de logements sociaux<sup>862</sup>. L'inauguration, le 2 juillet 1911, des maisons du Bois d'Yèvre, en présence du Président de la Chambre - Henri Brisson - et du ministre du Commerce et de l'Industrie, mobilise une foule énorme qui, par-delà l'évidente curiosité, traduit les espoirs - et les illusions – des mal-logés<sup>863</sup>.

Sans exclure de brefs accès de colère dont pâtiennent surtout les commerçants étrangers à la cité ou les paysans venus vendre leurs produits sur le marché, les relations quotidiennes entre détaillants et consommateurs reposent contradictoirement sur la méfiance suscitée par les pratiques supposées frauduleuses des uns et les dettes des autres. Depuis toujours, les salaires garantissent les recettes du gros des commerçants, tandis que le crédit aide les familles ouvrières à franchir les périodes difficiles. Lancées sous le Second Empire, les premières offensives contre le petit commerce privé viennent des « éconômats » d'entreprises industrielles. Les initiatives ouvrières, parties du quartier des Forges et des salariés du PO, datent, elles, des années 1890.

En 1893, près de cent Vierzonnais soutiennent les premiers pas de la *Ruche Vierzonnaise*<sup>864</sup>. Trois ans plus tard, elle compte 502 sociétaires. Ils dépassent le millier en 1911. Le local de la rue de la Gaucherie s'inscrit dans l'univers familial des Vierzonnais, celui des ménagères qui s'y approvisionnent plus ou moins régulièrement en denrées de toutes sortes, comme des apprentis que les compagnons envoient des bouteilles de vin pendant les heures de travail. Par ses rabais appréciables, la coopérative tisse des liens étroits avec les éléments les plus actifs de la classe ouvrière, qui se reconnaissent en elle et éprouvent à son égard un légitime sentiment de fierté. En dépit de problèmes inévitables, la Ruche favorise, à l'égal des deux autres sociétés locales, mais sur une échelle plus large, l'émergence de gestionnaires ouvriers. Les porcelainiers, les métallurgistes et les ouvriers des métiers forment la charpente de l'association, dont ils occupent les postes clés.

En 1911, les trois coopératives vendent pour 432 107 francs de produits et comptent 1 633 sociétaires, ce qui, à raison d'un membre par famille, étend l'audience leur audience à près du quart - 22,4 % - des ménages vierzonnais, proportion proche des données berruyères.

### **Les quartiers ouvriers : la diversité**

Avec 51 % de chefs de ménage ouvriers en 1911 - 63,1 % si l'on ne retient que les chefs de ménage actifs - l'agglomération vierzonnaise mérite plus que jamais son qualificatif de cité ouvrière. Le prolétariat des usines a accru son poids, en effet, dans l'agglomération<sup>865</sup>.

Ensemble, la porcelaine, la métallurgie, la verrerie et le chemin de fer emploient près d'un chef de ménage ouvrier sur deux - 49 %. Hier au premier rang, les céramistes – 7 % des chefs de ménage actifs - régressent en troisième position, derrière les métallurgistes – 11 % - et les cheminots - 10,3%. Les métiers traditionnels subissent le contrecoup de l'industrialisation. L'artisanat et le bâtiment tombent à moins de 10 % des actifs - 9,9 % -, le bâtiment comptant pour plus des deux-tiers de ce total.

<sup>861</sup> Archives de la Caisse d'épargne de Vierzon, Réunions du CA le 12 mai 1905.

<sup>862</sup> AdC, 33 M 173.

<sup>863</sup> *La Bataille* du 15 juillet 1911. L'hebdomadaire est patronné par le maire de Vierzon-Ville.

<sup>864</sup> AdC, 33 M 165.

<sup>865</sup> AdC, 23 M 170; Listes nominatives du recensement de 1911.

Avec 54 % d'actifs ouvriers, Vierzon-Ville se distingue de sa périphérie. Vierzon-Bourgneuf, Vierzon-Forges et Vierzon-Village, communes en forte expansion démographique, affichent respectivement des taux de 64,9 %, 71,9 % et 73,3 %. Dès les années 1880, les socialistes, conscients du phénomène, accolent le surnom de "petit Belleville" au faubourg de Saint-Martin - section de Fay -, noyau principal de la future commune de Vierzon-Village. L'analyse sociale conduite à l'échelon des rues affine cette première différenciation. Les portions les plus dégradées du vieux centre, autour de la place du Château, abritent un nombre élevé de manoeuvres. La proportion d'ouvriers se redresse au Bois d'Yèvre, à la périphérie nord-est de la commune, ainsi qu'aux environs de la gare, siège de plusieurs usines. Doit-on s'étonner de constater que 46,1 % des chefs de ménage de la rue des Ateliers, voie d'accès au dépôt du Paris-Orléans, travaillent aux chemins de fer et de découvrir que la proportion des métallurgistes approche 25 % rue Hache, face à la Société Française et rue Gourdon, de part et d'autre des établissements Merlin?

Aux Forges, les métallurgistes - 17,1 % - et les verriers - 11 % - donnent sa personnalité au quartier. Par contre-coup, les travailleurs des métiers traditionnels - 6,8 % -, mais aussi les porcelainiers - 2,4 % - ou les cheminots - 1,1 % - paraissent marginalisés. L'ordre s'inverse à Vierzon-Village. Ici, plus d'un actif sur quatre - 26,4 % - est au service du Paris-Orléans. Au pied des remblais de la gare de triage, le quartier n'ignore rien du va-et-vient bruyant des locomotives, des déplacements des mécaniciens et des ouvriers de la voie que règlent, à toute heure, des coups de trompette sonores. Les logements que la compagnie propose à ses employés et les impératifs horaires propres à la profession expliquent le regroupement des cheminots.

Nouveaux venus dans une commune, où ils ne comptaient guère sous le Second Empire, les métallurgistes font une entrée remarquée - 9,2 % - à Vierzon-Village. Nombre d'entre eux résident avec les cheminots, entre la voie ferrée et la route de Paris, le long des rues - Denis Papin, Felix Pyat, du Crot-à-Foulon et Charles Fourier - qui convergent vers les usines Brouhot.

Vierzon-Bourgneuf, enfin, s'arrache à peine à son passé agricole et fluvial. À défaut d'usines, la commune accueille les ouvriers des entreprises de la rive droite du Cher. Dispersés, souvent étrangers à la commune où ils résident, ils tardent à s'affirmer en tant que tels au sein du plus petit et du plus « villageois » des pôles vierzonnais.

Si elle règle les conflits administratifs qui opposaient les divers foyers de l'agglomération, l'érection des quatre communes ne résout pas, au contraire, les problèmes d'aménagement et de gestion que pose le développement de la cité<sup>866</sup>.

Dressant le bilan de douze années de direction municipale, le maire Emile Péraudin met à son actif l'ouverture de quatorze rues ou boulevards, la réfection, l'élargissement ou l'assainissement de quinze autres, l'aménagement de deux places, la construction d'une salle d'opération et d'un nouveau pavillon à l'hôpital, l'amélioration du fonctionnement et de l'équipement de l'abattoir, la réorganisation du service d'incendie et de celui des eaux, ainsi que diverses aides et mesures d'assistance accordées aux écoliers<sup>867</sup>. L'indéniable volonté de l'élue ne suffit pas à expliquer les moindres résultats de ses collègues des communes périphériques, réduits, comme à Vierzon-Villages, à se satisfaire de la viabilisation de chemins et à la réalisation de modestes lavoirs<sup>868</sup>. A Bourgneuf, le défaut de ressources exacerbe les rivalités personnelles et politiques. Des crises municipales, ponctuées de démissions et d'élections partielles, se succèdent jusqu'à la guerre<sup>869</sup>. Moins mouvementée, la gestion de Vierzon-

<sup>866</sup> Vierzon-Bourgneuf se détache de Vierzon-Villages le 11 décembre 1886. Cette dernière se divise à nouveau, en 1907, lorsque la section des Forges accède au rang de commune. À L'ouest, l'ancienne section de Fay conserve le nom de Vierzon-Village, désormais orthographié au singulier.

<sup>867</sup> *La Bataille* du 27 avril 1912.

<sup>868</sup> Cf. le bilan de huit années de gestion socialiste de Vierzon-Villages présenté dans *Le Tocsin populaire* du 22 avril 1904.

<sup>869</sup> AdC, 315. O. 3 à 5 ; Affaires municipales diverses, Vierzon-Bourgneuf, 1891-1910.

Forges n'est pas simple pour autant. En 1912, les candidats se déchirent à propos<sup>870</sup> des retards pris dans l'achèvement du cimetière et de la mairie...

Tandis que les adversaires, liés à Péraudin, de la municipalité de Vierzon-Village s'indignent de ce qu'au cœur de la commune "*les ouvriers et les enfants des écoles pataugent dans une boue malpropre qui, disent-ils, peut engendrer des épidémies*"<sup>871</sup>, les contradicteurs du maire de Vierzon-Ville dénoncent des rues "*dégoûtantes*"<sup>872</sup>.

Partout, au début du XX<sup>e</sup> siècle, la distribution d'eau potable laisse à désirer. En juillet 1900, la faiblesse des précipitations provoque une disette d'eau<sup>873</sup>. Par routine, souci d'économie, en raison aussi des lacunes du réseau de distribution, beaucoup de Vierzonnais tirent leur eau de puits creusés dans les cours et les jardins. En 1905 et 1906, deux épidémies de typhoïde amènent la municipalité à déconseiller la consommation d'une eau polluée<sup>874</sup>.

Incapables d'aménager convenablement l'espace dont elles ont la charge, les municipalités vierzonaises refusent d'agir de concert. Querelles de clocher et rivalités politico-personnelles s'en mêlent. À plusieurs reprises<sup>875</sup>, Péraudin propose la fusion administrative des communes<sup>876</sup>. Le maire de Vierzon-Villages, Emile Bodin, se garde de reprendre la balle au bond, par crainte d'une absorption qui ne profiterait qu'au centre-ville, fort du poids numérique de sa population et de l'habileté de ses élus à dresser les faubourgs les uns contre les autres. La réalisation d'un tramway oblige, malgré tout, les communes à s'entendre sur un tracé général.

Inachevée, morcelée, divisée dès qu'entrent en ligne de compte les intérêts de sections fortement typées, l'identité vierzonaise ne se construit pas moins à travers ses mobilisations sociopolitiques.

### Vierzon "la rouge" : 1886 aux origines du mythe

Le 22 juillet 1883, la sortie à Vierzon du premier numéro du *Républicain Socialiste du Centre* témoigne d'un dynamisme socialiste auquel Edouard Vaillant n'est pas étranger, cependant que les organisations corporatives se multiplient.

À la fin 1880, l'administration apprend l'existence d'une *Chambre syndicale ouvrière de Vierzon* qui, sur les conseils du préfet, se divise en trois groupes distincts réservés, respectivement, aux tailleurs de pierres et maçons, aux menuisiers et ébénistes, aux charpentiers et scieurs de long<sup>876</sup>. Leurs statuts annoncent des objectifs précis, sinon limités : "*travailler à l'émancipation de tous les membres de leur corporation en général et particulièrement des adhérents*". Une lettre du président du syndicat des tailleurs de pierres et maçons élargit et colore toutefois des buts voués, selon le responsable, au "*progrès et à la fraternité de la classe ouvrière et à la prospérité de notre belle République*"<sup>877</sup>. En avril 1881, la commission de liquidation nommée trois ans auparavant, reconstitue la *Solidarité céramique*<sup>878</sup>, bientôt dotée de deux sections. Le paysage syndical s'étoffe encore avec l'organisation des verriers des Forges, des tailleurs sur verre et des terrassiers<sup>879</sup>.

À la veille des élections municipales de 1884, tandis que la presse socialiste mentionne l'activité de comités pour l'abolition des armées permanentes aux Forges, à Saint-Martin, place du Château et aux abords de la Grande Rue, un adjoint au maire de Vierzon-Ville constate que les rapports entre patrons et ouvriers "*jusqu'à présent (...) passables (...) menacent de devenir*

<sup>870</sup> *La Bataille* du 4 mai 1912.

<sup>871</sup> *Id.*

<sup>872</sup> *L'Emancipateur* du 3 mars 1912.

<sup>873</sup> *Le Tocsin populaire du Berry* du 21 juillet 1900.

<sup>874</sup> Cf. *La dépêche du Berry* du 10 septembre 1905.

<sup>875</sup> *Le Tocsin populaire du Berry* du 7 mars 1903 ; *La Bataille* du 15 avril 1911.

<sup>876</sup> AdC, 33 M 159 ; Lettre du 19 décembre 1880.

<sup>877</sup> AdC, 33 M 159 ; Lettre de Renault au préfet, le 22 février 1881.

<sup>878</sup> *Historique des syndicats...*, brochure citée.

<sup>879</sup> AdC, 33 M 159.

*mauvais*<sup>880</sup>. Les semaines et les mois à venir ne tardent pas à justifier ses appréhensions.

En 1886 et 1887, Vierzon ne connaît pas moins de dix-sept grèves, lesquelles durent de quelques heures à 342 jours et intéressent des effectifs allant de la taille d'un atelier à celle d'une corporation. Fait notable, le prolétariat des usines monopolise le devant de la scène sociale. Les porcelainiers viennent en tête pour le nombre des conflits – neuf –, précédant les verriers – cinq – et les métallurgistes – trois. Si l'on considère le retentissement des arrêts de travail, les métallurgistes prennent l'avantage.

À la fin du mois d'avril 1886, ils se dotent d'un syndicat<sup>881</sup>. Le renvoi de cent cinquante salariés, la réduction de la durée du travail à 8 heures par jour et les provocations du directeur des travaux – Bernardon –, qui circule dans les ateliers avec un revolver, expliquent l'ardeur des militants de la Société Française. En juillet, diverses escarmouches testent la solidité de la toute nouvelle organisation.

Bien décidée à comprimer encore les effectifs, la direction prévoit de se séparer, chaque semaine, d'une dizaine de salariés<sup>882</sup>. À défaut de pouvoir nier la réalité de la crise, le syndicat avance ses propositions fondées sur la solidarité. Le 4 août, il rejette les renvois et se prononce en faveur d'une réduction des horaires de l'ensemble du personnel *"afin que tous puissent travailler et manger un morceau de pain"*. Le lendemain, une délégation de six ouvriers menacés de licenciement en informe la direction. Financièrement neutre, la solution syndicale empiète sur les prérogatives patronales. Prétention inadmissible. Dans la journée, une affiche leur oppose un ferme refus. La réplique ouvrière est immédiate : 130 à 140 des 250 salariés abandonnent l'usine. Avertis de longue date qu'ils auraient à se mesurer, les deux camps mobilisent. Le 5, le directeur demande au maire de Vierzon-Ville de veiller au maintien de l'ordre aux heures d'entrée et de sortie des ateliers<sup>883</sup>. Le 6, il prévient les ouvriers *"qui ne se seront pas présentés demain, samedi 7 courant, (qu'ils) seront considérés comme démissionnaires..."*<sup>884</sup>. La menace n'a pas l'effet escompté : le 7, quatre grévistes ont repris le travail. Sur les 101 salariés présents dans l'établissement, 45 participent directement à la production, le reste appartient au personnel d'encadrement et des bureaux<sup>885</sup>.

Autour de l'usine, la neutralité plutôt bienveillante de la population mue en solidarité agissante. Tandis que le maire autorise des quêtes sur la voie publique, les syndicats des autres corporations promettent des secours. Le lundi 9, la grève se renforce. On recense trente nouveaux grévistes. Soucieux de garder le contact avec les commerçants, les métallurgistes inscrivent la dissolution de l'économat patronal en tête de leurs revendications<sup>886</sup>.

À l'affût des premiers signes de faiblesse chez l'adversaire, chacun campe sur ses positions. Une démarche du maire de Vierzon-Ville confirme l'intransigeance de la direction qui, tout en soupçonnant ses concurrents d'entretenir le conflit, déclare se réjouir de pouvoir enfin ajuster les effectifs aux stricts besoins de l'établissement. Les métallurgistes ne se montrent pas moins résolus<sup>887</sup>. L'arrivée d'un mandat de 500 francs en provenance de Decazeville, la participation aux réunions du comité de grève d'Eugène Baudin, élu, le 8, conseiller général de La Guerche, et de Samson, le maire de Vierzon-Villages – un propriétaire d'extrême gauche – revigorent les grévistes. Sur proposition de Baudin, l'idée d'une manifestation ouverte à toute la population, le lundi 16 août, est adoptée<sup>888</sup>. Enfant du pays et habile tacticien, Baudin a l'oreille du comité de grève, qui l'invite à toutes ses

<sup>880</sup> AdC, 33 M 29 ; Lettre au préfet (septembre 1883).

<sup>881</sup> *Le Réveil social du Cher* des 25 avril et 2 mai 1886.

<sup>882</sup> AN, F12 4657 ; Rapport du préfet, le 5 août 1886.

<sup>883</sup> *La Nation* du 8 août 1886, Lettre du directeur.

<sup>884</sup> *Id.* du 9 août.

<sup>885</sup> AN, F12 4657 ; Rapport de gendarmerie du 7 août.

<sup>886</sup> *Id.* ; Rapport du 10 août.

<sup>887</sup> *Id.* ; Rapport du 11 août.

<sup>888</sup> *Id.*, Rapport du 14 août.

séances<sup>889</sup>. Derrière l'ancien communard, le comité républicain socialiste local s'engage dans la bataille.

Bataille politique ? Oui, si l'on a en tête l'activité débordante de Baudin et de ses camarades, les critiques qu'ils portent contre le sénateur Arbel, les autorités administratives et les élus opportunistes ou radicaux du département. Oui encore, si l'on précise que le comité socialiste participe en tant que tel, aux côtés du comité de grève, à "*la direction absolue*" de la grève, à l'organisation des souscriptions, de la propagande et du maintien de l'ordre...<sup>890</sup> Pour l'heure, cependant, les socialistes veillent à rester sur un terrain corporatif. Les vaillantistes apportent leurs compétences, font jouer leurs relations dans la presse et auprès des élus nationaux, mais le seul parti dont il soit fait régulièrement mention est le « *parti ouvrier* ». Ce désintéressement se révélera payant, mais le moment n'est pas venu des moissons électorales. Le 15 août, l'émotion est à son comble. Des lettres de menaces sont adressées aux non grévistes. Le bruit court que les locaux de la Société doivent brûler. Le débarquement de cinq cent vingt soldats<sup>891</sup> en gare de Vierzon fait monter la tension de plusieurs crans<sup>892</sup>.

À l'aube du 16, des patrouilles de soldats et de gendarmes sillonnent le quartier de la gare. Des heurts ne tardent pas à se produire avec la maréchaussée. Sept manifestants sont arrêtés. Après une accalmie, les échauffourées reprennent dans l'après-midi. Accueilli en fin de journée<sup>892</sup> par trois mille personnes, Vaillant tente de calmer les passions. Il faut éviter, explique-t-il, de tomber dans les pièges et les provocations. La consigne est maintenant de « *faire le vide autour de la force armée* », sans relâcher l'effort de souscription à Vierzon et dans le reste du pays.

L'arrêt total des fabrications de la Société Française, la présence massive des forces de l'ordre, les recommandations des "meneurs" interrompent les attroupements devant l'usine. Dans l'attente de nouvelles propositions patronales, le conflit se fige. Sa prolongation n'entraîne pas moins d'importants changements dans l'attitude des diverses composantes de l'opinion publique.

---

<sup>889</sup> AdC, 33 M 128.

<sup>890</sup> Lettre de Vaillant, parue dans *Le Cri du Peuple* du 19 août.

<sup>891</sup> AN, F12 4657 ; Rapport du 16 août.

<sup>892</sup> *Id.* ; Rapports des 16 et 17 août ; *Le Matin* du 18 août ; *Le Cri du Peuple* du 19 août ; *Le Figaro* du 20 août ; Archives de la préfecture de police de Paris (APP), BA/169 ; Télégramme adressé au *Radical*.



À l'heure où les incompréhensions professionnelles et catégorielles reculent, des fissures apparaissent entre la classe ouvrière et les couches moyennes locales. Les formes de la solidarité, l'expression d'une conscience de classe atténuent, sinon brouillent, aux yeux de la petite bourgeoisie, les raisons particulières qu'elle pouvait avoir de sympathiser avec les travailleurs d'une compagnie mal aimée. Malgré l'absence de menace directe sur ses biens et ses activités, une partie des classes moyennes s'effarouche de la violence qui s'installe, les démonstrations d'une force ouvrière, la montée en puissance de la contestation sociale, l'affirmation de valeurs qui ne considèrent plus la propriété comme un droit inviolable et sacré. Les classes moyennes réalisent enfin que le mouvement porte en germe la ~~remise en cause des fonctions représentatives qu'elles ont~~ monopolisées jusque-là.

Les amis d'Henri Brisson réagissent à qu'ils ressentent comme une menace ou une manœuvre socialiste. À Bourges, la majorité du conseil général censure Baudin. À la mairie de Vierzon-Ville, la cohésion de la coalition « républicaine », déjà mal en point, ne résiste pas à l'épreuve. Le 3 septembre, la réunion du conseil municipal tourne au pugilat devant un public déchaîné<sup>893</sup>.

Vaillant et le CRC, depuis leurs bastions berrichons et parisiens, Jules Guesde, dont un article - "*Au secours*" - paru dans le *Cri du Peuple* a donné l'alerte, puis l'ensemble des forces socialistes et ouvrières du pays, prennent fait et cause pour les grévistes. Millerand, Basly, Camelinat, Gambon, Pyat, entre autres, mettent leurs compétences, leurs relations et leur nom au service des travailleurs vierzonnais. Sur place, la perspective d'un troisième mois de conflit pèse sur le moral d'hommes qui, au centre d'une lutte devenue exemplaire, s'interrogent sur le sens d'un combat dont l'enjeu les dépasse. Le personnel de la Société Française se partage dorénavant en deux blocs de force équivalente : 138 "*grévistes volontaires*"<sup>894</sup> et 139 ouvriers prêts à reprendre le travail. Les premiers, seuls, perçoivent des secours. À la mi-septembre, les contremaîtres présentent aux seconds une pétition réclamant la réouverture de l'usine<sup>895</sup>. Dans l'immédiat, l'opération ne réussit qu'auprès des cadres et des employés. Elle laisse néanmoins des traces. Dans les foyers, les femmes poussent leurs époux à reprendre<sup>896</sup>. La situation paraît mûre pour une initiative patronale.

Début octobre, la Société Française fixe la réouverture des ateliers au mardi 5 octobre. Au jour dit, la cité, vers laquelle ont afflué des renforts de gendarmerie, connaît de nouvelles violences. L'arrestation, dès le matin, de Baudin prive les manifestants d'un responsable avisé et ferme la porte aux négociations. La fatigue, seule, ramène le calme en fin de journée. Le 6 au matin, les gendarmes procèdent à huit nouvelles arrestations. Des troupes fraîches quadrillent la ville. Les escadrons de cavalerie tiennent les principaux carrefours, contrôlent les entrées des rues menant vers la Société Française, mais n'empêchent pas le regroupement de centaines d'ouvriers qui, depuis les trottoirs, assistent dans un silence glacial au défilé des non-grévistes escortés par des gendarmes. L'ordre règne, mais le feu couve sous la cendre.

Les perquisitions, inutilement brutales ne laissent subsister aucun doute quant au rapport des forces. Les autorités sont aux aguets des moindres rumeurs. Informés de ce que des grévistes armés se rassembleraient aux Forges, les gendarmes se précipitent et cernent des écoliers que leurs maîtres mènent à des exercices de gymnastique...<sup>897</sup>

Interprète fidèle de l'état d'esprit des classes moyennes, le juge de paix insiste sur "*l'excellente impression produite par les*

<sup>893</sup> APP, B A/169; Contenu du télégramme adressé par le socialiste Georges Féline au *Cri du Peuple*; AdC, 318.O.10 ; Rapport du maire, le 28 février 1887.

<sup>894</sup> Selon les données fournies par le comité de grève (AdC, 33 M 128).

<sup>895</sup> *Le Cri du peuple* du 18 septembre 1886.

<sup>896</sup> AN, F12 4657 ; Rapport de gendarmerie du 6 octobre 1886 ; APP, B A/169 ; Télégramme au *Cri du Peuple* le 5 octobre ; AdC, 33 M 128 ; Rapport de gendarmerie du 5 octobre 1886 ; *La République sociale* (organe socialiste vierzonnais) du 9 octobre 1886.

<sup>897</sup> *Le Cri du Peuple* du 13 octobre 1886.



arrestations"<sup>898</sup>. Les commerçants, ajoute-t-il, sont "unanimes" à louer "l'excellente besogne" accomplie. Le rapport mentionne l'accord des républicains, radicaux compris, avec les autorités. Les orléanistes et les bonapartistes qui, hier encore, "se mêlaient" aux troubles, se féliciteraient aujourd'hui du dénouement intervenu. Le magistrat évoque le désarroi des ouvriers de la Société Française et préconise la reprise de grévistes repentis, de préférence à l'emploi de travailleurs étrangers au pays.

Après un fort recul au lendemain du 5 octobre, les effectifs présents dans les ateliers de la Société recommencent à croître. À la fin de l'année, l'usine fonctionne normalement<sup>899</sup>. En clair, la grève est terminée. Quelques dizaines d'irréductibles maintiennent la fiction d'un combat qu'ignore la Société. Dans un souci d'apaisement, le nouveau directeur fait le geste, à la veille du 14 juillet 1887, de supprimer l'économat et de réembaucher le dernier carré de "grévistes" - une vingtaine d'hommes<sup>900</sup>. Pour ceux-là, le combat aura duré 342 jours.

Décalée par rapport aux réalités vierzonnaises et fouettée par le récit des événements du 5 octobre, la solidarité ouvrière s'amplifie à l'échelon national. Les listes de souscription publiées par *La République Sociale* éclairent sur son extension géographique et sociologique<sup>901</sup>. 60,2 % des sommes collectées le sont dans 29 départements, contre 34 % à Vierzon et 5,7 % dans le reste du Cher. Hors de l'agglomération, la proximité n'est donc pas un critère décisif. Paris - 35,5 % - et sa banlieue - 4,4 % - prennent la tête du mouvement national, confirmant la force des organisations ouvrières parisiennes et l'efficacité des relais vaillantistes. Les syndicats canalisent plus de la moitié 54 % - des fonds, en premier lieu ceux de la métallurgie - 20,7 % des versements identifiés. L'extrême diversité des autres branches ou métiers représentés témoigne de la multiplicité des facteurs à l'œuvre.

Dans le Cher, la solidarité épouse la carte des zones industrielles. Bourges et Mehun, avec 87,3 % des fonds départementaux, hors Vierzon, font ressortir un axe confondu avec la vallée de l'Yèvre. Le silence du pôle métallurgique Saint-Florent/Lunery, comme celui des porcelainiers de Foëcy intrigue. Tout se passe comme si le monde ouvrier traditionnel des villes et des villages et, plus largement, l'opinion "rouge", socialement hétérogène, peinaient à se reconnaître dans une lutte qui met à mal les connivences politiques traditionnelles et les réflexes corporatistes.

Les collectes vierzonnaises illustrent, en revanche et à l'échelle de l'agglomération, le dépassement des clivages professionnels et la consolidation d'une conscience de classe « locale ». Le 2 octobre, quand paraît la première liste de souscription de *La République Sociale*, les porcelainiers en sont à leur septième versement. Conservant leur avance, ils totalisent, en mars 1887, 43 % des fonds réunis à Vierzon même. Non contents de soutenir les ouvriers de la Société Française, les verriers - 24,3 % des versements locaux - font jouer les filières nationales de leur branche. Par comparaison, la contribution des métallurgistes de l'agglomération paraît des plus modestes: 20,3 %.

Signe d'une attention demeurée vive, le procès des 22 personnes arrêtées en octobre est abondamment commenté<sup>902</sup>. Le retour des condamnés, étalé d'octobre 1886 à mars 1887, donne lieu à des rassemblements imposants.

#### *Le bilan : un événement fondateur*

L'année 1886 s'achève sur un regain de luttes conduites, cette fois, par les verriers et les porcelainiers. Épuisés, les syndicats ne sombrent pas avec le reflux. Tirant les leçons de l'expérience vécue et des avantages de l'union, ils fondent, en 1889, une Fédération des chambres syndicales de Vierzon, ébauche de la

<sup>898</sup> AdC, 33 M 129 ; Rapport du 26 octobre.

<sup>899</sup> AdC, 33 M 128.

<sup>900</sup> *Id.*, Rapport du 13 juillet 1887.

<sup>901</sup> Le journal vierzonnaise paraît entre le 2 octobre 1886 et le 13 mars 1887.

<sup>902</sup> AdC, 33 M 128. Les sentences vont de simples amendes à des peines de prison comprises entre 6 jours et 6 mois.

future Bourse du travail<sup>903</sup>.

Plus que les syndicats, sensibles aux résultats immédiats, aux fluctuations de la conjoncture sociale, les socialistes sont les grands bénéficiaires des mobilisations ouvrières de 1886-1887. À sa manière, le juge de paix de Vierzon en convient : *"Il ne s'agit plus d'une grève, mais bien d'un mouvement socialiste préparé de longue main..."*<sup>904</sup> Retenons la nuance qu'introduit la négation en forme de reconnaissance des motivations corporatives initiales du mouvement. Nul ne contestera le rôle des socialistes dans la constitution et le développement des syndicats, l'élaboration et la diffusion des revendications, la démonstration de leur savoir-faire militant sitôt la grève déclenchée. Le juge de paix convainc moins lorsqu'il dénonce la préméditation et soupçonne l'existence d'un complot fomenté depuis Paris. La politisation, indéniable, mais indirecte naît de l'émergence d'un « parti ouvrier », dont les contours finissent par se confondre avec ceux du parti socialiste. Ni démiurges ni parasites du mouvement social, les vaillantistes s'affirment, plus simplement, comme les hommes de la situation.

Les consultations électorales enregistrent la progression de leur audience. En 1888, les amis de Baudin conquièrent la majorité au conseil municipal de Vierzon-Ville et battent les tenants de l'ancienne municipalité, déconsidérer par son attitude et ses divisions. Luis Samson, l'ancien maire de Vierzon-Villages, préside désormais l'assemblée du centre-ville. Symbolique, le transfert exprime l'ambition socialiste de réconcilier, au nom de l'unité ouvrière, les diverses sections de l'agglomération<sup>905</sup>. Un an plus tard, Baudin emporte le siège de député de la circonscription<sup>906</sup>.

N'interprétons pas ces résultats comme un simple retour à la tradition "rouge", dont profiteraient dorénavant les socialistes. À Vierzon, le mouvement ouvrier maintient sa double dimension politique et économique par le moyen d'organisations corporatives, de coopératives, de groupes socialistes distincts et aux actions spécifiques : revendications, grèves, élections, manifestations... Cette diversité aide à dégager les traits proprement vierzonnais du processus, notamment sa singularité par rapport à celui constaté à Bourges, où la Bourse du travail tend à représenter la totalité du « parti ouvrier ».

Angoissées par la perspective d'une hégémonie socialiste et ouvrière, les classes moyennes réactivent de façon les querelles de clocher et excellent à opposer solidarités territoriales et sociales. À Bourgneuf, les agriculteurs, les jardiniers, les vigneron et les commerçants, hostiles aux désordres, méfiants à l'égard du prolétariat d'usines, qu'ils connaissent mal, n'attendent pas la fin de l'année 1886 pour dire leurs désaccords avec le maire et les « intransigeants » de Vierzon-Villages. Les conseillers de la section de Bourgneuf optent pour l'obstruction systématique jusqu'à ce que les autorités supérieures consentent, en décembre 1886, à élever le quartier au rang de commune indépendante<sup>907</sup>.

Aux Forges, les conservateurs tentent de capter à son profit un mécontentement latent susceptible de lui redonner les forces nécessaires à la reconquête électorale. En janvier 1887, Samson déplore le lancement d'une pétition demandant la constitution d'une quatrième commune vierzonnaise<sup>908</sup>. La manœuvre échoue. D'autres suivront, auxquelles les ouvriers ne seront pas toujours indifférents.

Les événements de 1886-1887 insufflent une seconde jeunesse au mythe de la cité « rouge », mais contribuent à éclipser des pans de la tradition antérieure, privilégiant les démonstrations électorales. Les références démocrate et socialiste acquièrent, à mesure de leur enracinement dans le prolétariat des usines, un contenu de classe plus marqué. Organisée, la classe s'autonomise,

<sup>903</sup> AdC, 33 M 159.

<sup>904</sup> AdC, 33 M 129 ; Rapport du 26 octobre 1886.

<sup>905</sup> AdC, 23 M 187.

<sup>906</sup> AdC, 20 M 36. Au 1<sup>er</sup> tour, il obtient plus de 51 % des voix dans l'agglomération, score amélioré de 10 points au 2<sup>e</sup> tour.

<sup>907</sup> AdC, 317.O.6 ; Affaires communales diverses, Vierzon-Villages.

<sup>908</sup> *Id.*, Lettre au préfet, le 25 janvier 1887.

préalable indispensable à toute prétention hégémonique ultérieure. S'ils ne refusent pas d'exhiber leurs muscles, les travailleurs vierzonnais ne s'abandonnent pas, pour autant, à son usage immodéré. Ce n'est pas là la moindre des leçons tirées de la grève. Malgré l'élan et l'ampleur de la mobilisation, force est restée à la loi et à un ordre qui aussi républicains soient-ils, penchent du côté des propriétaires et des patrons. *"Quoique animée de sentiments socialistes très avancés, la population ouvrière vierzonnaise est calme et répugne aux actes violents lorsqu'elle n'est pas provoquée"*, note, en 1907, le commissaire de police<sup>909</sup>.

Le patronat, lui aussi, a mûri. Dès 1887, les fabricants porcelainiers s'organisent en syndicat<sup>910</sup>, tandis que les chefs d'entreprise impliqués de longue date dans les affaires municipales ne renoncent pas aux mandats électifs. Aussi longtemps que les électeurs l'autoriseront, le conseil de Vierzon-Ville comprendra des dirigeants des principales usines locales. Plus que la notoriété, recherchée, jadis, par leurs prédécesseurs, il s'agit dorénavant de faire barrage à l'offensive socialiste. Entre l'impossible retour aux relations d'antan et l'antisindicalisme auquel succombent plusieurs d'entre eux, une voie moyenne s'esquisse.

Non sans hésitation quant aux dates, les Vierzonnais interrogés, près d'un siècle plus tard, sur la signification de l'expression "Vierzon la Rouge", reviennent tous à la grève « fondatrice » de 1886, à l'origine du qualificatif de "révolutionnaire" accolé, depuis, à la ville et à ses habitants. Associée à l'idée de violences et d'excès, ce dernier trait paraît « injuste » à beaucoup, qui ne récusent pas l'étiquette "rouge". Au cours des conversations, de vieux clivages remontent en surface. Tel chef d'atelier de la Société Française invoque l'hypothèse d'une grève attisée par la concurrence, cependant qu'un ouvrier se réfère aux articles de Guesde retrouvés dans les archives de son syndicat.

### **Lunery-Rosières : l'hégémonie patronale battue en brèche**

L'arrivée à Lunery de Jules Roussel et la reprise des productions métallurgiques marquent le début d'une ère nouvelle pour l'usine et le village. De 1872 à 1911, la population de la commune s'élève de 77 %, croissance, dont profite surtout le lieu-dit de Rosières qui, des logements aux loisirs ou l'éducation, passe sous le contrôle de l'entreprise éponyme. L'accession de Léon Dupuis aux fonctions de maire et de conseiller général dans les années 1880 en prend acte.

L'élargissement du recrutement et la dilatation des résidences ouvrières contrecarrent, cependant, l'ambition patronale. Avec la conjoncture, ils expliquent la secousse gréviste de 1892<sup>911</sup>. Surprise, la direction accepte un compromis salarial et abandonne aux travailleurs la gestion de la société de secours. Né dans l'action, le syndicat regroupe sur le moment la quasi-totalité du personnel productif. Pas pour longtemps. Après dix-huit mois de harcèlement, Dupuis réussit à déconsidérer l'intrus avant de s'en débarrasser.

Le silence succède au tumulte. Dans les années 1900, les militants de Bourges venus aider à l'implantation syndicale à Saint-Florent, se résignent à contourner le « fief de Dupuis »<sup>912</sup>. Prudents, ils ne renoncent pas et optent pour une tactique progressive d'enveloppement qu'illustre la diffusion régulière de journaux, brochures et tracts dans les villages et les hameaux des alentours où logent des mouleurs. Les quelques syndiqués gagnés, parrainés par les métallurgistes de Saint-Florent habitent à Massoeuvre, en lisière du domaine de la Société. Ils y localisent le jeune syndicat. Le 1<sup>er</sup> Mai 1906, les renforts saint-florentais ne sont pas de trop pour décider les travailleurs de Rosières à oser défiler et brandir un drapeau rouge, cette fois, au cœur même de la cité<sup>913</sup>. Regaillardis par cette audace, les salariés, dont Dupuis a

<sup>909</sup> AdC, 33 M 152 ; Rapport du 8 avril 1907.

<sup>910</sup> AdC, 33 M 159. Il disparaît l'année suivante, mais renaît en 1894.

<sup>911</sup> AdC, 33 M 122.

<sup>912</sup> P. Hervier, brochure citée, p. 14-15.

<sup>913</sup> B.O.B.T.B. de mai 1906.

rejeté les revendications, votent la grève le 9 mai, laquelle s'achève le 19 octobre, par une inattendue victoire ouvrière<sup>914</sup>.

La comparaison avec le mouvement de 1892 est instructive, à commencer par l'émergence de "meneurs" sortis des rangs du personnel. Professionnellement, tous appartiennent aux catégories les plus représentées dans l'usine. Deux d'entre eux, au moins, sont cependant porteurs d'une expérience antérieure plus riche que la plupart de leurs camarades. Julien Gallon, domicilié à Massoeuvre, siège au conseil municipal de Saint-Florent<sup>915</sup>. Décrit comme *"un ouvrier calme qui ne s'occupe pas de politique"*, Louis Bouton a travaillé dans une usine de décolletage de Saint-Florent avant d'entrer aux établissements de Rosières en 1904<sup>916</sup>. La tenue d'assemblées générales permet aux ouvriers de garder la maîtrise du mouvement et de l'activité du comité de grève. La stratégie et la tactique sont arrêtées à l'issue de consultations. L'intervention de personnalités extérieures n'est acceptée que dans la stricte mesure où elle conforte les orientations ainsi adoptées. Les responsables syndicaux, tels que Pierre Hervier ou Jean Latapie jouissent, certes, a priori de la confiance des grévistes. Les militants et les élus socialistes sont toujours bien accueillis : leur présence concourt populariser le conflit, réduit les risques d'affrontements et facilite les contacts avec les autorités. Dans les moments de flottement, il arrive cependant que l'on récuse leurs conseils, voire qu'on les tienne à distance en invoquant leur extériorité à la communauté ouvrière. *"Si vous êtes venus aujourd'hui pour nous diviser, vous pouvez disparaître d'ici. Les mouleurs de Rosières ne sont ni des égoïstes ni des lâches"*, s'entendent dire Laudier, Latapie et même Hervier, soupçonnés, un temps, de pusillanimité<sup>917</sup>. Vigilants à l'égard de personnalités par trop lointaines, les grévistes ne mènent pas moins une intense bataille en direction de l'opinion publique. Qu'il s'agisse de soutien financier, de manifestations, de propagande ou d'opérations contre les non-grévistes, les appels sont adressés en priorité à la classe ouvrière régionale, métallurgistes de Saint-Florent en tête.

Le mode de domination exercé dans l'usine fait de la maîtrise de l'espace un enjeu essentiel du conflit. En mai, la Société abat ses cartes : fermeture de l'établissement, renvoi des écoliers, expulsion des grévistes logés par ses soins. La réouverture des portes des ateliers, le 28 juin, est précédée d'une étude géographique minutieuse de l'état des forces<sup>918</sup>. Une carte éclaircit le rapport réaliste par lequel la direction de l'entreprise conclut au recul de son influence sur les ouvriers disséminés dans les hameaux des environs. Ceux-là mêmes que le comité de grève, depuis Massoeuvre, s'efforce de maintenir sous son autorité.

Très tôt, en effet, les grévistes ont pris position le long des chemins qui convergent vers l'usine. A Saint-Florent, les militants se relaient chaque jour pour vilipender et, quelquefois, bousculer, devant la gare, les « jaunes » de retour du travail. La centralisation des structures nées avec la grève n'exclut pas les initiatives élaborées au niveau des hameaux, au plus près des grévistes. Reste le cœur du domaine Rosières: la cité. À la mi-août, elle héberge le gros des non-grévistes. Mais le bastion est ébréché. Une forte minorité de locataires participe à la lutte. L'espace productif demeure, en revanche, inviolé. Aux yeux des ouvriers, il symbolise la puissance et la propriété patronales, que nul ne songe à contester. S'ils s'opposent à leur exploitation, les travailleurs se gardent de pénétrer dans les ateliers où, d'ordinaire, ils la subissent. Lieu de travail avant tout, l'usine, parce qu'elle conditionne et rythme la vie ouvrière, impose le respect.

Quelques jours avant la fin du conflit, Dupuis redéfinit ses objectifs à moyen terme: *"nous allons reconstituer le personnel de Rosières en remplissant nos logements et nous nous en*

<sup>914</sup> Cf. M. Pigenet, « L'usine et le village : Rosières (1869-1914) », *Le Mouvement social*, n° 119, avril-juin 1982, p. 33-61.

<sup>915</sup> AdC, 23 M 224 et 233.

<sup>916</sup> AdC, 33 M 122 ; Rapport du commissaire spécial de Bourges, le 10 juin 1906.

<sup>917</sup> AdC, 33 M 122 ; 27 septembre 1906.

<sup>918</sup> *Id.*, juin 1906.

*tiendrons là pour longtemps*<sup>919</sup>. Le recul patronal semble, sinon accepté, du moins reconnu.

Reste à pérenniser le syndicat. Les anciens ont en mémoire les suites de 1892. Le temps presse. Des licenciements ont décapité l'organisation. Le 17 août, sitôt la reprise votée, les syndiqués élisent un nouveau bureau. Sur la lancée, les métallurgistes tentent de récupérer, ou, à défaut, de concurrencer les œuvres sociales de l'entreprise. Dissoute en juillet, après qu'une assemblée générale ait décidé le transfert de ses fonds au comité de grève, la société de secours mutuel renaît "*hors des mains de la direction*", sous la responsabilité de Bouton et Gallon<sup>920</sup>. Les ouvriers prennent leurs distances avec l'économat et se rallient en masse à la coopérative ouverte à Saint- Florent, courant octobre.

Fort de la confiance des travailleurs, le syndicat ne craint pas d'intervenir sur le terrain réglementaire, chasse gardée traditionnelle des employeurs. L'élection des délégués des chantiers consacre le triomphe des candidats « rouges ». De nouvelles pratiques s'instaurent. Au début de chaque année, le syndicat dresse la liste des revendications, la transmet à la direction qui, sans tarder, donne son point de vue. L'absence de grève avant la guerre traduit moins une quelconque résignation ouvrière, mais bel et bien la maturité et la puissance de son organisation.

Dans la cité, la situation est plus complexe. La Société continue de filtrer ses locataires, mais n'entreprend plus de grands aménagements. Elle laisse ainsi à l'un de ses actionnaires le soin de financer la construction de l'église. L'interdiction faite aux ouvriers d'ouvrir un commerce subsiste et l'on impose aux jeunes embauchés de déjeuner au « restaurant populaire » de l'entreprise. Celle-ci, plutôt que d'embaucher des gens du pays cherche, par voie d'annonces dans la presse, à recruter hors de la région<sup>921</sup>.

Des mois durant, le règlement des comptes de la grève défraie la chronique locale. Chez les enfants, les querelles se vident par de mémorables batailles rangées<sup>922</sup>. Les clivages de 1906 se prolongent aussi dans le temps. Des années plus tard, les Sœurs mettront en garde les familles de Rosières contre les mœurs légères des jeunes filles de Massoeuvre, où l'on se gausse des « grenouilles de bénitier » de la cité. Echaudé, Dupuis, renonce en 1907 à son siège de conseiller général et « libère » de nombreuses voix qui se portent sur le candidat socialiste, dont le score bondit de 29 à 41 % des suffrages<sup>923</sup>. Un an plus tard, les élections municipales, elles-mêmes, seront difficiles pour l'ancien directeur, élu en dixième position<sup>924</sup>.

À la différence de Bourges et de Vierzon, dont le mouvement ouvrier tire pour partie sa force des relations établies au niveau des quartiers et de l'agglomération, la formation d'une conscience de classe dans le cadre d'un village soumis à la domination d'un établissement s'opère d'abord sur ses marges. La dilution en périphérie du système patronal de contrôle social le fragilise et offre des opportunités d'interventions extérieures, qui précipitent un processus d'émancipation susceptible, ensuite, de pénétrer le cœur du système pour en saper les bases.

## Conclusion : réhabiliter l'espace

Bourges, Vierzon, Lunery..., trois communes et agglomérations que leur taille, leurs structures sociales, leurs activités, leur passé distinguent et dont l'étude dégage trois types de situations ouvrières, irréductibles les unes aux autres. L'approche tendant à ne considérer que les structures sociales néglige par trop l'influence des cadres territoriaux, qui concourent à leurs cohérences comme à leurs clivages. L'analyse menée aux échelles pertinentes des hameaux, des villages, des quartiers et des villes s'avère indispensable à l'intelligence des rythmes, des modalités, des contradictions, des détours par lesquels les mondes ouvriers

<sup>919</sup> AdC, 33 M 122 ; Lettre au préfet, le 9 octobre 1906.

<sup>920</sup> B.O.B.T.B. de novembre 1906.

<sup>921</sup> *Id.*, mai 1909.

<sup>922</sup> Entretiens avec d'anciens ouvriers de Rosières, Lunery 1979 et 1981.

<sup>923</sup> AdC, 21 M 26 et 28.

<sup>924</sup> AdC, 21 M 30.

dépassent leur segmentation pour se hisser à la conscience d'une communauté de destin confondue avec l'appartenance de classe.

À ce titre, la ville, le quartier, le village, etc., s'imposent comme autant de réalités, à la fois extérieures et familières aux catégories qui y résident et y travaillent, auxquelles elles fournissent des repères et des aires de socialisation. S'agissant de la classe ouvrière et de la conscience sociale à laquelle elle accède, ses effectifs, son poids dans la société locale, sa composition interne, sa dilution ou sa concentration, sa position dans l'espace urbain ou villageois, la nature, la fréquence et l'intensité des relations qui la lient aux autres catégories sociales, les ambitions hégémoniques du patronat, les traditions politiques et culturelles... sont autant de facteurs déterminants. Ainsi se façonnent des modèles, naissent et se transmettent des réputations, se construisent des mythes.

De la même manière que les rapports sociaux forgés dans les entreprises n'existent qu'à travers les caractéristiques concrètes de chaque collectif de travail, les territoires élémentaires de résidence sont les creusets privilégiés d'apprentissage des solidarités et des contradictions sociales. Le métier et l'espace demeurent bien les références majeures de l'identité ouvrière. Le constat dressé pour les périodes antérieures se confirme. À cette nuance – essentielle – près que, s'ils concourent toujours à fractionner les mondes ouvriers, entretenir le corporatisme et l'esprit de clocher, ils contribuent également, désormais, à favoriser la reconnaissance de la classe, servir de point d'appui à la construction de nouveaux rapports de forces, ouvrir la voie aux convergences.

## LA CONSTRUCTION DU "PARTI OUVRIER"

Sous l'effet des transformations économiques régionales et des ouvertures qu'autorise le régime républicain, le tableau politique et social du département subit de profondes mutations entre 1870 et 1914. La moindre n'est pas, de notre point de vue, la formation, durable cette fois, d'un « parti ouvrier » qui, au travers d'actions multiformes comme d'organisations complémentaires, entend exprimer les intérêts spécifiques d'une classe accédant, en partie grâce à lui, à la conscience de son existence et à la définition d'un rôle historique. Sans cesser de chercher à conforter son autonomie et son unité interne, toutes deux aussi fragiles qu'indispensables, le prolétariat berrichon se pose en force hégémonique dans le même temps où il se fixe un horizon d'attente inédit.

Inscrites avec plus ou moins de netteté dans la plupart des projets socialistes de l'époque, l'ambition et la perspective atteignent ici une force qui souligne la singularité régionale. Cette particularité, à l'origine de nos recherches, soulève trois grands types de questions. La première renvoie à l'analyse des relations qu'entretiennent la classe et les organisations qui s'en réclament. Ce qui pose une seconde question, non moins fondamentale, mais que les références idéologiques dominantes au sein du mouvement ouvrier ont longtemps contribué à occulter : celle du rapport du "politique" et du "social" ou, si l'on préfère, de leurs rapports. La troisième interrogation concerne les interactions entre mentalités et idéologies.

De ce triple point de vue, les années 1870 et 1880 apparaissent décisives dans le Cher. En deux décennies, les ouvriers du département voient et participent à l'émergence de structures politiques et syndicales.

### La conquête de l'autonomie (1870-1889)

Engagée dans les pires conditions, la guerre emporte le régime impérial. Cette chute qui, quelques mois auparavant, aurait enthousiasmé les porcelainiers du Berry, les métallurgistes et les mineurs de l'Aubois, les démocrates de Vierzon ou de Saint-Amand et n'aurait pas manqué de stimuler l'essor d'un mouvement ouvrier en voie de constitution, s'accompagne de nouvelles moins réjouissantes pour les patriotes. La chronologie joue, dans ces conditions, contre le mouvement populaire.

#### Le retour à la République : entre le passé et l'avenir

##### La République et la Patrie : des retrouvailles diversement appréciées

Surprises par la trop rapide succession des événements, livrées à elles-mêmes du fait de la désorganisation consécutive à la guerre et à l'écroulement de l'Empire, les populations berrichonnes réagissent comme elles le peuvent aux dangers du présent et aux incertitudes du lendemain. Chaque groupe puise dans le passé, proche ou lointain, les réponses aux problèmes qui l'assaillent. Tandis que Bazile, devenu maire de Vierzon-Ville tente de se rapprocher de ses adversaires au nom de l'intérêt national<sup>925</sup>, la minorité ouvrière la plus hostile à l'Empire se maintient en état de dissidence morale. Ce défaitisme spontané ne se prolonge pas au-delà des premiers jours de septembre. À Mehun, Saint-Amand, Saint-Germain/Aubois, Vierzon, la République, accueillie chaleureusement, réconcilie l'ensemble du parti "avancé" avec la patrie. La défense du territoire reprend tous ses droits. Dans la plus pure tradition montagnarde, la mobilisation populaire a pour contrepartie l'adoption de mesures sociales.

À Vierzon, à Saint-Amand, dans la vallée de l'Aubois, des

<sup>925</sup> AdC, 23M 116 ; Rapport du commissaire, le 14 août 1870.

comités de défense s'organisent afin de repousser les Prussiens<sup>926</sup>. L'esprit de résistance peine cependant à s'élargir. La rapide avancée des armées ennemies, l'urgence et la multiplicité des problèmes à résoudre interdisent l'amorce d'une coordination. Les nouveaux administrateurs – Jean Louriou, nommé préfet à Bourges, Jean Girault, puis Eugène Rollet, désignés à la sous-préfecture de Saint-Amand, Jules Benoist à Sancerre – ont le plus grand mal à s'imposer. Déjà favorisés par la tournure dramatique des événements militaires, laquelle pousse les populations à resserrer les rangs autour des hommes en place, les notables profitent du morcellement territorial et administratif créé par cette situation.

Début décembre, après d'ultimes offensives menées pour débloquent Paris, l'armée de la Loire, tronçonnée, se replie en désordre vers Blois et Bourges. Cinq jours durant, une avant-garde prussienne occupe Vierzon. Dans un pamphlet publié peu après, Bazile n'aura pas de mots assez durs pour dénoncer les *"nobles capitaines"* incompetents, les prêtres *"jetant l'outrage à la République et à son gouvernement"*, les préfets prompts à juger qu'il *"faudrait bien que la nation s'inclinât"*, le mépris d'une *"certaine bourgeoisie pour les francs-tireurs non écussonnés"*, *"tous déclarant : Mieux les Prussiens que la République"*<sup>927</sup>. Cette colère, que l'armistice redouble en janvier 1871, prédispose les Vierzonnais à sympathiser avec l'insurrection parisienne de mars, mais les coupe du reste du département, atterrée par le spectacle de la défaite, tandis que beaucoup s'effraient des risques d'une radicalisation patriotique et politique.

Le 8 février, au terme d'un scrutin marqué par une faible participation, les conservateurs gagnent les sept sièges attribués au département<sup>928</sup>. Avec près de 24 % des suffrages exprimés – 16 % des inscrits – les « rouges », emmenés par Pyat, Girault, Bazile, Devoucoux et Vauthier, enregistrent un cuisant, mais prévisible échec. Les cantons de Saint-Amand – 51,9 % des exprimés – et de La Guerche – 51,4 % – donnent la majorité absolue aux républicains avancés, qui obtiennent encore de bons scores dans ceux de Néronde, Sancerre, Saulzais, Châteauneuf et Vierzon. A l'origine des meilleurs scores « radicaux », les ouvriers ne témoignent cependant d'aucune homogénéité politique. Les porcelainiers des villes et des villages, les mineurs et les forestiers forment toujours le gros de l'électorat « avancé ». Les métallurgistes montrent plus de variété. A Torton, le scrutin a valeur de revanche sur la Société, momentanément mise en difficulté. En général, pourtant, les isolats métallurgiques suivent les recommandations des maîtres de forges.

En cet hiver 1871, les élections confirment l'existence d'un courant ardemment républicain et patriote, favorable à la démocratie politique et sociale. Minoritaire, dispersée en bastions solides, mais coupée les uns des autres, l'opinion « rouge » se replie sur ses bases traditionnelles, confondues avec les fractions les plus combattives du monde ouvrier.

#### **La Commune de Paris vue du Cher : sympathie et impuissance des "rouges"**

Mesurant leur faiblesse, redoutant le pire de la majorité royaliste sortie des urnes, les démocrates retiennent leur souffle dans l'attente d'on ne sait trop quelle issue. Malgré les réunions tenues ici et là, on ne perçoit pas l'ébauche d'une structure départementale. Au mieux, on se contente de ranimer les filières héritées de l'Empire, voire de la Seconde République. La proclamation de la Commune de Paris souligne, par contraste, les faiblesses du mouvement populaire et ouvrier berrichon. Chaque contrée réagit selon ses traditions, son environnement social, l'itinéraire et la personnalité de ses militants, les informations qui lui parviennent.

Dans le sud-est du département, les forces recensées en février et la complicité des autorités municipales font renaître une illusoire confiance proche de celle de l'été 1851. La question sociale sourd de toute part. Autant que la République

<sup>926</sup> M. Faure, *Le département du Cher pendant l'année terrible (1870-1871). Étude politique*, DES, Tours, 1967.

<sup>927</sup> A. Bazile, *L'occupation de Vierzon*, Issoudun, 1871.

<sup>928</sup> AN, C 3534 ; élections du 8 février 1871.



démocratique chère aux petits bourgeois « rouges » de Sancerre, les mineurs et les métallurgistes exigent du travail et du pain<sup>929</sup>. Les nouvelles en provenance de Paris suscitent craintes et espoirs. Localement, des militants surgissent ou reprennent du service, se font les propagandistes, à l'exemple de Mijon et Hitier, déjà actifs à l'époque des Mariannes, de la cause communarde<sup>930</sup>.

Si les sentiments d'une large fraction de la population des cantons « rouges » ne font pas de doute, les intentions exactes de la Commune suscitent des incompréhensions qui, ajoutées au défaut de coordination, maintiennent le mouvement très en deçà de ses virtualités. En clair, la sympathie éprouvée ne va pas au-delà de démonstrations symboliques et éparpillées : apparition d'un drapeau rouge sur un monument de Sancoins, incident aux abords de la gare de Néronde, apposition d'affiches...<sup>931</sup> Pour ce qui est des grèves, des rassemblements, de l'insurrection, on reste dans l'attente d'un mot d'ordre d'autant plus improbable que nul ne sait qui serait habilité à le lancer. Les autorités ayant d'autres chats à fouetter se gardent de toute provocation sur le modèle de celle qui avait si bien réussi à Précy vingt ans plus tôt. Par suite, le printemps s'écoule sans drame. Du moins préserve-t-on des forces qui, intactes, seront disponibles pour de futurs combats.

Philippe Devoucoux, dans sa mairie de Bourges, et Jean Girault, à Saint-Amand, s'efforcent de maintenir l'ordre républicain sans se couper des éléments radicaux. Exercice difficile... Autour de Bazile et des conseillers municipaux, les porcelainiers de Vierzon sont plus actifs. La filière corporative et le jeune syndicat de la Céramique transmettent les consignes et les imprimés à leurs camarades de Foëcy et de Mehun, gardent le contact avec Limoges et Paris<sup>932</sup>. Au lendemain d'une réunion suivie par près de deux cents céramistes, le conseil municipal de Vierzon-Ville vote un texte ambigu qui, exprimant son *"inviolable attachement à la République"*, renouvelle le *"serment de la maintenir et de la défendre énergiquement"*<sup>933</sup>. *"Comptez sur notre patriotisme comme nous faisons foi sur le vôtre, poursuit-il, et si jamais on osait porter la main sur la République, vous nous trouveriez toujours prêts à marcher à votre tête pour défendre ce dépôt sacré"*. À la différence de nombreux vœux votés partout ailleurs, la proclamation vierzonnaise ne vaut pas ralliement à l'Assemblée nationale. L'appel à la défense d'une « République Une et Indivisible » va certes dans ce sens, mais les auteurs n'envisagent à aucun moment de venir en aide à Versailles. Ils évitent tout aussi soigneusement de condamner l'insurrection. La mise en réserve de forces pour le cas où les adversaires de la République profiteraient de la guerre « fratricide » pour tenter de renverser le régime de septembre 1870 sonne comme une menace. Allons plus loin. Ne s'opère-t-il pas, à Vierzon, une sorte de partage des tâches ? Les conseillers municipaux s'emploient à demeurer dans une légalité protectrice des initiatives plus hardies du mouvement populaire local.

Dans le feu de l'action, chacun se porte au poste qui convient le mieux à son tempérament, à ses convictions et à ses compétences. Charles Hurvoy, qui succède à Bazile, appartient sans conteste à l'aile modérée du « parti avancé ». Dans un autre contexte, l'honorable négociant vierzonnais aurait peut-être suivi Girault ou Devoucoux. À Vierzon, il lui est difficile, pour l'heure, de rompre avec ses colistiers et la majorité de la population locale.

À défaut de soulèvement, la meilleure aide que Vierzon puisse apporter à Paris consiste à contrôler la station ferroviaire par laquelle transitent les militaires envoyés sur la capitale. Le 5 avril au soir, cent à deux cents personnes se massent près la gare, en compagnie de Bazile<sup>934</sup>. Inférieurs en nombre, les gendarmes consentent à *"quelques concessions"*, dès lors que la circulation des trains n'est pas compromise. Tard dans la nuit, Vierzon résonne de chants et de cris séditionnels. Les nombreux jeunes, la tournure

<sup>929</sup> AdC, 33 M 127 ; Rapports du maire de Torteron des 30 mars, 1<sup>er</sup> et 3 avril 1871.

<sup>930</sup> AdC, 31 U 602 ; Sancoins, mai 1871.

<sup>931</sup> M. Faure, *Le département..., op. cit.*

<sup>932</sup> AdC, 25 M 123.

<sup>933</sup> AdC, 25 M 110.

<sup>934</sup> *Id.*, Rapport du 5 avril 1871.

prise par la démonstration évoque les soirées mouvementées de juin 1869. Il en faudrait plus pour gêner le transport des troupes et soutenir efficacement Paris. Le 6, alors que l'on compte sur l'arrivée des porcelainiers de Mehun et de Foëcy, on ne dénombre qu'une quarantaine de jeunes gens, qui se disperseront à l'apparition du premier gendarme. Le 12, le scénario se reproduit avec une vingtaine de participants<sup>935</sup>. Dans les cabarets et les ateliers, pourtant, les discussions vont bon train. On s'accorde sur le fait que la Commune est "*favorable aux malheureux*", que le gouvernement souhaite "*mettre sur le trône un voleur de milliards*" et que "*l'ouvrier sera perdu*" en cas d'échec des Parisiens<sup>936</sup>.

Après la « Semaine sanglante », la fuite de Pyat et la mise à l'écart de Bazile, les poursuites engagées contre quelques « socialistes » berrichons imprudents, éliminent les figures les plus en vue du courant « rouge » régional. A la différence de 1851, cependant, la victoire de la réaction ne suspend pas les luttes politiques. A gauche, il s'agit de confirmer le régime républicain et l'on imagine mal le « parti avancé » désertier ce combat. La haine que les communards vouent aux « opportunistes » et à ceux des « radicaux » qui, au printemps 1871, les ont condamnés, abandonnés ou trahis, ne se propage pas jusqu'à la base provinciale du mouvement où l'on est d'abord sensible à l'allant dont témoignent les républicains modérés face aux conservateurs et à la sollicitude des radicaux envers les « petits ».

Désorganisée, notamment sur le plan corporatif, bénéficiaire d'une croissance économique qui, pour s'être ralentie, demeure positive, la classe ouvrière quitte le devant de la scène politique et sociale pour se muer en force d'appoint dans la reconquête de la République par les républicains. Incapables de peser à l'échelon départemental, les « rouges » se replient sur leurs fiefs locaux, là où subsiste un rapport de forces favorable, où l'administration peut leur témoigner une certaine bienveillance. Aux élections municipales, les « radicaux » conservent leur bastion de Saint-Amand<sup>937</sup>. Aprement disputée aux conservateurs, la municipalité de Bourges revient à des républicains convaincus - Devoucoux, Chédin, Brisson père - que l'insurrection parisienne avait décontenancés. Si Bazile ne se représente pas à Vierzon-Ville, ses amis, élus avec lui en 1870, l'emportent haut la main et choisissent Hurvoy pour présider la municipalité, décision que n'apprécie guère le nouveau préfet. Dans la vallée de l'Aubois, les « extraradicaux » s'installent ou se maintiennent en nombre à la tête des communes. A La Guerche, le premier magistrat, aux options incertaines, est assisté d'un adjoint d'extrême gauche, cependant que le conseil, dans sa quasi-totalité, se compose d'éléments très avancés. Peu ou prou, on retrouve la même situation à La Chapelle-Hugon, à Ménetou-Couture et à Saint-Germain/Aubois, dont les maires manifesteraient les "*plus mauvaises attitudes politiques*"<sup>938</sup>. A Patinges, le directeur de l'usine mord la poussière et cède la place à un homme qui, ainsi que son adjoint, fut condamné en 1851 et n'a cessé, tout au long de l'Empire, de tenir tête au régime et à la Société Boigues et Rambourg<sup>939</sup>.

### La nouvelle donne politique

Déconcertés par les contradictions d'une période rappelant aux anciens les ambiguïtés des années 1849-1851, lorsque la République, tombée aux mains de ses ennemis, contraignait ses partisans à se tenir à mi-chemin de la clandestinité et de l'action de masse au grand jour, les démocrates subissent l'offensive réactionnaire en ordre dispersé. Moins sûrs de leurs arrières électoraux que ne l'étaient leurs ancêtres, ils disposent toutefois d'un atout que ne possédaient pas les « démos-socs » : le temps.

La reconquête passe à la fois par la coordination des forces et la consolidation des bases locales. Le processus, entamé dès 1871, bute sur les obstacles que dressent les forces conjuguées

<sup>935</sup> *Id.*, Rapports des 6 et 12 avril 1871.

<sup>936</sup> AdC, 38 U 83.

<sup>937</sup> AdC, 23 M 124.

<sup>938</sup> AdC, 23 M 123.

<sup>939</sup> AdC, 23 M 126.

des conservateurs et de l'administration. Dans le canton de La Guerche, l'hostilité ouverte du patronat à la réélection d'Henri Brisson au conseil général soulève de multiples protestations<sup>940</sup>. À Apremont, des ouvriers ont reçu l'ordre de plier leur bulletin en triangle de telle sorte que l'on puisse vérifier s'ils ont respecté les recommandations de leur employeur.

Les autorités de tutelle exploitent au maximum les possibilités offertes par la loi du 20 janvier 1874 en matière de nomination des maires par le pouvoir exécutif. De février à mai 1874, 72 maires et 81 adjoints sont révoqués<sup>941</sup>. Les électeurs des communes visées répliquent par la réélection des édiles sanctionnés. Ainsi en va-t-il à Bourges, à Mehun, à Vierzon-Ville, où la guérilla engagée contre la préfecture se conclut par la suspension du conseil<sup>942</sup>.

En 1876, les électeurs du Cher optent pour la République dans une proportion proche de celle observée à l'échelon national: 53,7 % des suffrages. Bien élus, Duvergier de Hauranne, Boulard, Devoucoux et Girault couvrent, du centre gauche au radicalisme, toutes les nuances du parti républicain à l'exclusion de son aile socialiste. L'année suivante, le 16 mai, puis la dissolution de la Chambre déclenchent une ardente campagne. À l'approche du scrutin, les réunions deviennent tumultueuses. Le 8 octobre, le baron de Corvisart, un bonapartiste rival de Girault, éprouve toutes les peines du monde à se faire entendre à Meillant<sup>943</sup>. La soirée tourne à la manifestation. On crie "*Vive la République !*". Le candidat conservateur garde, tant bien que mal, son sang-froid et sa dignité, mais perd son chapeau au cours d'une bousculade. Emporté par l'ambiance, un tailleur de pierres assure que « *Quatre-vingt-treize reviendra !* » et se dit prêt à charger son fusil...

Malgré une mobilisation plus forte des conservateurs, les républicains gagnent 3 000 voix et demeurent majoritaires avec 53,1 % des suffrages. La République sort consolidée des élections d'octobre 1877. Les scrutins locaux, cantonaux et municipaux qui suivent confirment la tendance et complètent le processus d'implantation des notables républicains. Eugène Brisson prend le relais de Devoucoux. Banquier, radical, le nouveau maire de Bourges est apparenté à Henri Brisson, qu'il n'aime guère. Ce dernier, étoilé montante de l'Union républicaine, s'active désormais à Vierzon où, aux côtés de Charles Hurvoy, il s'évertue à se constituer une clientèle électorale.

Le front républicain, légitimé par le danger réactionnaire et favorisé par l'élimination ou l'effacement des cadres « intransigeants », se fissure sitôt la victoire arrachée. À Bourges et à Vierzon, la question sociale resurgit sur le devant de la scène politique et met la République, « amie des ouvriers », au pied du mur.

### **La constitution d'organisations ouvrières spécifiques**

Le passé récent remonte en surface. Quel « républicain avancé » du Cher, éduqué dans le souvenir des Mariannes, pourrait accepter que l'on retarde plus longtemps le retour des communards ? Contre Ferry, mais aussi contre Gambetta qui, partisan de l'amnistie au niveau des principes, ne l'estime pas opportune, les « rouges » se retrouvent. À Bourges, la revendication débouche sur le « *groupement des forces ouvrières et démocratiques* » au sein d'un Cercle ouvrier, dont l'audience s'élargit à mesure qu'il impulse une double bataille pour l'amnistie et contre les opportunistes. À Vierzon comme à Saint-Amand, le thème de la solidarité maintient ouvertes les passerelles historiques qui relient les « socialistes » et « radicaux ».

#### **Le Cercle Ouvrier de Bourges**

En octobre 1876, Léon Pauliat, un journaliste, a représenté le département au très modéré Congrès ouvrier de Paris. Trois ans

<sup>940</sup> AdC, 21 M 17 ; élections cantonales de 1874.

<sup>941</sup> AdC, 23 M 141.

<sup>942</sup> AdC, 318.O.5 ; Arrêt préfectoral du 16 octobre 1875.

<sup>943</sup> AdC, 31 U 621.

plus tard, Jean Monard, un maître charron berruyer assiste au Congrès de Marseille, où une majorité de délégués se rallie au collectivisme. De tendance radicale – il sera l'adjoint d'Eugène Brisson à la mairie de Bourges –, Monard n'a pas moins voté en faveur de l'appropriation collective des instruments de travail et des forces de production. Membre du Cercle ouvrier de Bourges, il y côtoie des radicaux et des socialistes.

Dans l'immédiat, la lutte contre l'opportunisme soude la coalition hétéroclite formée par l'extrême gauche berruyère. Si la police classe le Cercle parmi les "*foyers d'agitation révolutionnaire*"<sup>944</sup>, d'autres le considèrent d'abord comme un possible tremplin électoral. Sans doute, tient-il des deux. L'élection d'Henry - dit Gaston - Cougny au siège de conseiller général de Bourges, en 1880, rehausse le poids du Cercle dans la vie politique locale et suscite des convoitises. Une clarification s'impose. Elle intervient quand Cougny se détache, au conseil général, de la majorité conduite par Henri Brisson. La préparation des élections municipales accélère le mouvement : lors des réunions publiques, chacun doit s'expliquer sur la question sociale. Au cours de l'une d'elles, un inconnu venu de Vierzon produit une grosse impression. Son nom ? Edouard Vaillant<sup>945</sup>.

### Les vaillantistes et la construction du parti socialiste

Vaillant n'a guère eu le temps, jusque-là, de se familiariser avec sa région d'origine, quittée au sortir de l'enfance<sup>946</sup>. Diplômé de l'École Centrale, docteur ès sciences, lancé dans des études médicales, les événements du 4 septembre 1870 le surprennent alors qu'il séjourne en Allemagne. De retour à Paris, il se jette dans l'action aux côtés des Internationaux. Investi de lourdes responsabilités, le jeune homme vaguement contestataire des années 1860 mûrit vite et acquiert pendant la Commune une expérience décisive et une notoriété durable.

Réfugié en Angleterre, il milite dans les rangs de la *Commune révolutionnaire* d'Émile Eudes, principale, puis ultime structure politique active parmi les exilés<sup>947</sup>. Au nom du groupe, il rédige en 1874 le manifeste "*Aux Communeux*"<sup>948</sup>. Le texte porte la marque du blanquisme traditionnel. Une large place est faite à la violence, grande accoucheuse d'une Histoire, dont le mouvement peut s'accélérer sous les volontés militantes. Engels notera à son propos que les blanquistes « *sont communistes parce qu'ils s'imaginent que l'affaire est réglée, pourvu qu'ils aient la bonne volonté de sauter les stades intermédiaires et les compromis* »<sup>949</sup>. Cette critique, somme toute classique sous une cette plume, de conceptions ancrées dans le mouvement révolutionnaire français, ne résume pas l'appréciation d'Engels, qui rend hommage aux nouveautés d'un texte salué comme "*le premier manifeste où les ouvriers français adhèrent au programme actuel du communisme allemand*".

Homme d'action et intellectuel, ouvert aux apports étrangers, lié aux blanquistes sans appartenir au cercle fermé de leurs "*chefs historiques*", Vaillant se situe au carrefour d'influences diverses. Howorth voit dans cette position l'originalité d'une pensée apte à synthétiser le "*marxisme théorique*" et le "*républicanisme pratique*". Privé du contact avec les réalités françaises, sensible à la rhétorique de ses camarades de combat, Vaillant peine toutefois à percevoir les enjeux des batailles menées sur le continent. Qu'à l'impuissance de l'exil succède l'action conduite auprès des masses ouvrières et la singularité vaillantiste ne tardera pas à éclore.

### À la conquête des masses

<sup>944</sup> APP, B 1477 ; Le socialisme à Bourges, Rapport du 28 novembre 1879.

<sup>945</sup> AdC, 25 M 89, Rapport du commissaire central, le 31 août 1880.

<sup>946</sup> M. Dommanget, *Edouard Vaillant, un grand socialiste, 1840-1915*, Paris, 1956 ; J. Howorth, *Edouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris 1982, p. 34-36, 45-49.

<sup>947</sup> Cf. P. Martinez, « Amis éprouvés et sûrs : les réfugiés blanquistes en Angleterre, 1871-1880 », in P. Vigier (dir.), *Blanqui et les blanquistes*, Paris, 1986.

<sup>948</sup> Institut français d'histoire sociale (IFHS), 14 AS 99bis.

<sup>949</sup> F. Engels, « Le programme des réfugiés blanquistes de la Commune », *Volksaat* du 26 juin 1874, reproduit in K. Marx, F. Engels, *La Commune de Paris*, Paris, 1971.

Les précautions - mots codés, pseudonymes, initiales... - prises dans les lettres conservées compliquent l'identification des correspondants vierzonnais de Vaillant. Quoi qu'il en soit, le 27 juillet 1880, en réponse à une *"lettre collective"* expédiée de Vierzon, il annonce son retour en France et son installation dans le Cher<sup>950</sup>.

Sur place, des militants que, pour le moment, nul ne sait trop comment qualifier, ont prévu de faire de cette arrivée le prétexte à une manifestation. Au jour dit, le 4 août, il y a foule autour de la gare de Vierzon. C'est un homme encore jeune et mince, à la chevelure abondante, que découvrent et acclament les présents<sup>951</sup>. Plus que l'individu, qu'ils ne connaissent pas, les Vierzonnais saluent le symbole aux cris de « *Vive la République ! Vive la Commune !* ».

Avec Vaillant, l'extrême gauche berrichonne possède enfin un dirigeant capable d'exploiter ses potentialités, de l'unir en la dotant d'une organisation et d'une idéologie, de la désenclaver aussi en la soudant au mouvement ouvrier national et international.

À peine installé, l'ancien communard montre une remarquable vitalité. Dans l'immédiat, il dresse des listes de noms, se réservant la possibilité d'effectuer un tri ultérieur et de s'informer plus amplement sur les personnes que ses amis lui disent être des leurs. Ce travail préalable d'organisation va de pair avec la tenue de réunions publiques. En dehors de Vierzon et de Bourges, les premières initiatives sont décevantes. *"Les populations rest(ent) très fermées"*, en particulier dans les villages. Souvent, relate Laudier qui le tient de Vaillant, celui-ci est obligé *"de se nommer président (...) et de se donner la parole, personne ne soufflant mot"*.

Ces efforts finissent cependant par payer, d'autant que les « vaillantistes » inaugurent une tactique, dont le député Boulard est la première cible. Le 17 octobre, à Vierzon, une foule inhabituelle, évaluée à près de deux mille personnes, s'entasse dans la salle que le parlementaire a réservée pour un compte rendu de mandat<sup>952</sup>. Curieux, les Vierzonnais n'ont pas voulu manquer l'événement promis par les socialistes et dont l'annonce a circulé, de bouche à oreille, dans les ateliers. Répartis aux quatre coins du local, *"le ban et l'arrière-ban de la clique à Vaillant"*, soit, selon le commissaire, 70 à 80 militants du cru, qu'épaulent une vingtaine d'individus venus des environs, font grand bruit. Propose-t-on à Charles Hurvoy, maire de Vierzon-Ville, de présider la séance qu'aussitôt le tumulte redouble. A leur suite, l'assistance scande le nom de Vaillant. Les organisateurs préfèrent céder, tout comme ils s'inclinent, peu après, lorsque l'auditoire impose la nomination au bureau de séance de trois assesseurs, responsables connus du syndicat des porcelainiers. Mal à l'aise, Boulard présente le bilan de son activité avant que Vaillant prenne la parole et prononce un discours sans indulgence pour Grévy qui présida, rappelle-t-il, une Chambre *"de massacreurs et d'assassins"*. Les députés opportunistes ne sont pas mieux traités. L'orateur conclut sur la nécessité d'armer le peuple, de procéder au partage du sol et de la fortune.

Cette fois, le parti républicain vierzonnais a volé en éclats. Entre les opportunistes et les socialistes, la guerre est déclarée. Les échéances électorales sont l'occasion de mesurer l'influence des uns et des autres. Compte tenu des forces disponibles, les vaillantistes ne sauraient songer à se disperser. Hormis Bourges, où le Cercle ouvrier achève d'évoluer vers le socialisme, quatre secteurs paraissent dignes d'intérêt, en raison de leurs concentrations prolétariennes et de leurs traditions « rouges » : Vierzon, Mehun, les cantons de Chârost et de La Guerche.

Les élections municipales de 1881 viennent cependant un peu trop tôt, notamment à Mehun, fief de Boulard, où les "intransigeants" font figure de « diviseurs » et essuient un revers

<sup>950</sup> IFHS, 14 AS 99bis; Lettre du 27 juillet 1880.

<sup>951</sup> H. Laudier, « A la mémoire d'Edouard Vaillant, *La Vie socialiste* du 23 décembre 1933. Erreur de l'auteur ou coquille typographique, l'article date ce retour du 8 avril 1880.

<sup>952</sup> AdC, 25 M 89 ; Rapport du commissaire, le 17 octobre 1880.

cuisant<sup>953</sup>. À Vierzon-Ville, la vieille tactique consistant à associer des noms de révolutionnaires - Pyat, Vaillant, Radan – à ceux de conseillers sortants ne donne pas les résultats escomptés. Avec 22 % des voix au premier tour, les socialistes mordent la poussière.

Pour les élections législatives du mois d'août, il s'agit d'étendre l'aire d'influence des idées socialistes et d'ébrécher la puissance des opportunistes et des radicaux. Las, l'organisation montre bien des faiblesses. À trois semaines du premier tour, les Vierzonnais n'ont pas encore déterminé qui, de Hérand, un chapelier, secrétaire du comité socialiste, "*bras droit de Vaillant*", ou de ce dernier portera les couleurs du parti<sup>954</sup>. Leur choix fait, en faveur de l'ancien communard, les « intransigeants » entreprennent une campagne de masse. À Vierzon et à Mehun, ils "*parcourent les fabriques porcelainières*"<sup>955</sup>. Pour la première fois, la propagande socialiste atteint le canton de Chârost. La jonction s'effectue avec un comité communiste actif à Mareuil. Les noyaux « rouges », silencieux depuis 1870, se réveillent. Bientôt, les républicains modérés se retrouvent isolés, puis marginalisés par les « collectivistes », dont les idées pénètrent « *les plus infimes bourgades* »<sup>956</sup>.

Au premier tour, Vaillant - 25,1 % des voix - se place derrière le monarchiste Hémerly - 29,2 % - et Boulard - 44,8 %. Malgré ce rang, les vaillantistes ont réalisé leurs objectifs. L'effort porté sur le canton de Chârost a payé. Le parti socialiste y frôle la majorité absolue des suffrages - 49,4 % - grâce aux excellents scores enregistrés dans les localités métallurgiques et forestières. Avec 30 % d'électeurs socialistes, le canton de Vierzon semble en retrait. L'agglomération mérite néanmoins une mention spéciale : les 1 425 voix vaillantistes - 43,6 % des votants – forment les 9/10e de l'électorat socialiste du canton. À Vierzon-Ville, les interventions conjointes des administrations départementale et municipale, les pressions de quelques employeurs valent à Boulard de conserver une partie des suffrages ouvriers et de reléguer Vaillant en seconde position. À Vierzon-Villages, dont le maire a fait campagne en sa faveur, il obtient 52,2 % des voix.

Les incidents qui émaillent la journée du 21 août témoignent de l'état d'esprit des militants vierzonnais<sup>957</sup>. Dans la soirée, la proclamation des résultats locaux, en l'absence de données concernant le reste de la circonscription, déchaîne l'enthousiasme des deux cent cinquante sympathisants rassemblés devant l'hôtel de ville. Quelques-uns parlent déjà d'instaurer la Commune ou de nommer, séance tenante et par acclamation, un nouveau maire. Arrivé sur ces entrefaites, Vaillant se laisse emporter par l'ambiance. "*Nous sommes les maîtres, ici, par la force du bulletin de vote*", déclare-t-il. "*Si on nous ferme les portes de la mairie*", il menace d'y rentrer "*par les fenêtres et par la force des armes*".

En rupture avec la discipline républicaine pratiquée dans les autres circonscriptions, le candidat monarchiste étant hors d'état de menacer Boulard, Vaillant se maintient au second tour. Engagés dans un combat difficile, inhabituel, scandaleux de l'avis de nombreux républicains, les socialistes sont approuvés par 21,4 % des électeurs.

Au total, les vaillantistes sortent aguerris de l'épreuve. Ils ont étendu leur zone d'influence au-delà de Vierzon, noué d'utiles contacts et amené une fraction importante du prolétariat des villes et des campagnes à se détacher de la bourgeoisie républicaine, à rompre avec les réflexes acquis lors des scrutins précédents, à ratifier une nouvelle conception de la politique. Ici et là, les vaillantistes ont pris la relève des « rouges » d'antan. Conscients de la valeur d'un tel héritage, ils entreprennent de l'arracher définitivement aux radicaux qui, jusqu'à présent, en tiraient le meilleur parti électoral. Tel est le sens de la candidature de Vaillant dans le canton de La Guerche<sup>958</sup>. Cette incursion hors de la base vierzonnaise ne tourne pas au désastre. Battu au second

<sup>953</sup> AdC, 23 M 160 ; Rapport du préfet, le 31 janvier 1881.

<sup>954</sup> AdC, 20 M 34 ; Rapport du commissaire, le 6 août 1881.

<sup>955</sup> *Id.*, Rapport du commissaire, le 16 août 1881.

<sup>956</sup> AdC, 171.O.4 ; Affaires communales diverses, Mareuil, Mémoire du Comité républicain de Mareuil, le 18 février 1896.

<sup>957</sup> AdC, 20 M 34 ; Rapport du commissaire, le 23 août 1881.

<sup>958</sup> AdC, 21 M 19.

tour il a tout lieu d'être satisfait des résultats du premier : plus de 38 % des voix.

*Du blanquisme au vaillantisme : la construction d'un parti de classe*

Vaillant ne se contente pas de faire partager à ses amis berrichons sa vaste culture socialiste et son goût pour l'action frappés au coin d'une expérience exceptionnelle ; il les intègre au sein du mouvement ouvrier national et international. A sa manière et dans les conditions de l'époque, Pyat avait autrefois tenu ce rôle d'initiateur et d'intermédiaire. Agé - il est né en 1810 -, aigri par les échecs endurés et les polémiques jamais éteintes du temps de l'exil, déconcerté par les nouvelles données politiques et sociales, l'ancien Commissaire de la République n'intervient plus que de loin en loin et laisse le champ libre à Vaillant.

De retour sur le continent, celui-ci poursuit sa collaboration avec les blanquistes. La solitude étant exclue, Vaillant ne rejoint pas l'Alliance socialiste républicaine, dont les orientations « possibilistes » se situent aux antipodes des siennes en matière d'action. Restent donc les blanquistes auxquels l'attachent le souvenir des luttes communes et l'estime qu'il ressent envers Blanqui et Eudes. Associé à la création, puis à la direction du journal *Ni Dieu ni Maître*, il adhère au Comité révolutionnaire central - le CRC - fondé en juin 1881 afin de pérenniser les comités constitués pour l'élévation d'un monument à Blanqui<sup>959</sup>. La circulaire diffusée par les socialistes vierzonnais en août 1881 s'inspire du manifeste du CRC sans le reprendre intégralement<sup>960</sup>. Plusieurs points bénéficient de développements plus amples. Ainsi, le texte berrichon s'attarde-t-il sur les propositions sociales : salaire minimum, horaires, accidents du travail, inspection des ateliers, libertés syndicales. Deux autres thèmes, négligés par la déclaration parisienne, font l'objet d'une attention particulière : la fiscalité et l'abolition des armées permanentes.

Au-delà d'une simple adaptation aux spécificités régionales, le document exprime bel et bien une sensibilité, celle-là même qui distingue le vaillantisme du blanquisme historique et qui amène, par exemple, le comité vierzonnais à souligner, à travers son titre - *Le Républicain socialiste* - son horizon politique. Les socialistes vierzonnais ne manifestent, certes, aucune velléité de dissidence. Ils lisent régulièrement l'organe du CRC et remplissent leurs obligations militantes. Sans le vouloir, pourtant, les Berrichons mettent le doigt sur l'une des faiblesses de l'organisation lorsqu'ils critiquent le retard mis par le journal du mouvement à relater les péripéties d'une grève locale<sup>961</sup>. Les blanquistes de « pure souche » n'ont d'yeux, on le sait, que pour Paris, ville révolutionnaire par essence, et négligent la province. Il est vrai qu'en contrepartie, Vaillant jouit d'une complète liberté de manœuvre dans son département où, de ce fait, le vaillantisme s'affine et s'expérimente.

Les amis de Vaillant excellent à multiplier les comités et ligues, éphémères et ponctuels, destinés à canaliser la moindre protestation et à faciliter la mobilisation populaire. Telle est, entre autres, la fonction assignée à la Ligue pour l'abolition des armées permanentes qui, en 1883 et 1884, depuis Bourges et Vierzon, étend son audience jusque dans les plus petits hameaux du Cher<sup>962</sup>. Parallèlement, les militants tâchent de parfaire leur éducation politique. Les groupes invitent ainsi des conférenciers et veillent à forger une mémoire collective susceptible de donner une épaisseur historique aux luttes du présent et d'aiguiser les réflexes de classe. La commémoration de la Commune tient, de ce point de vue, une place centrale. C'est dans le combat pour l'amnistie que les futurs socialistes ont commencé à se rassembler et c'est au cri de "*Vive la Commune !*" qu'ils saluaient Vaillant de retour d'exil. Il n'est pas de meilleure référence que l'insurrection parisienne lorsqu'un responsable souhaite démontrer la nécessité de l'action révolutionnaire, dénoncer tel "*massacreur opportuniste*" ou une "*trahison radicale*". Au début des années 1880, les

<sup>959</sup> *Ni Dieu ni Maître* du 17 juillet 1881.

<sup>960</sup> IFHS, 14 AS 99bis.

<sup>961</sup> *Id.*, Lettre de Vaillant, le 3 juillet 1881.

<sup>962</sup> APP, B 1514 ; Rapport du 28 juillet 1883 ; *Le Républicain socialiste du Centre* des 7 octobre 1883, 27 janvier, 10 et 24 février 1884.

banquets organisés le 18 mars ne réunissent que des « initiés ». En 1883, cependant, Feline, dirigeant du syndicat des cordonniers alors en grève, propose à ses compagnons de participer au repas organisé par les socialistes<sup>963</sup>. Deux ans plus tard, le commissaire central de Bourges note la présence de femmes et d'enfants en bas âge parmi les 80 à 90 participants, en majorité des ouvriers venus en tenue de travail commémorer la Commune<sup>964</sup>. Entre deux toasts portés aux fédérés, l'assistance entonne des chants révolutionnaires. Une collation à base de charcuterie et de galettes arrosées d'un vin tiré du tonneau mis en perce concourt à la bonne humeur des participants.

À Vierzon, les organisateurs soignent la dimension pédagogique de l'anniversaire. Le 18 mars 1884, adhérents et sympathisants pénètrent se réunissent dans une salle aux murs tapissés de drapeaux rouges et d'écussons aux noms des héros révolutionnaires - Blanqui, Delescluze, Flourens, Varlin, Rigault... - et des victimes vierzonaises de la répression<sup>965</sup>. Des orateurs, Baudin en tête, retracent l'historique des événements de 1871, tirent les leçons politiques de la révolution parisienne et évoquent les problèmes du moment. Une collecte est organisée au bénéfice des mineurs d'Anzin. Du côté de Mareuil, l'aspect festif prédomine et la soirée, dit-on, se termine dans *"la plus franche gaieté"*<sup>966</sup>.

À l'heure où, un peu partout, des groupes socialistes cherchent à se démarquer du vieux "parti républicain", les vaillantistes, forts de leurs ramifications extrarégionales, de références idéologiques et d'un militantisme combatif, favorisés par la stature de leur leader attirent vers eux les forces qui, de Bourges et Vierzon aux cantons de Chârost et de La Guerche, ont opté pour le socialisme. Seuls, le Saint-Amandois et le Sancerrois, aux faibles bases ouvrières, demeurent en dehors de l'aire vaillantiste.

#### *Les élections : fermeté doctrinale, souplesse tactique*

Parce qu'ils n'en surestiment pas les conséquences, les vaillantistes abordent les élections avec une sérénité qui autorise une grande souplesse tactique. Sur le fond, Vaillant pense à cette époque que la classe ouvrière ne pourra jamais venir à bout du système par le moyen du suffrage universel<sup>967</sup>. Le pouvoir réel, en effet, n'appartient pas au parlement, cependant que les modalités de la représentation populaire favorisent toutes les déviations et les trahisons. Le bulletin de vote ne devient efficace qu'à partir du moment où, par leur organisation, leurs luttes, leur mobilisation, les masses prennent leurs affaires en main.

L'expérience acquise auprès des sans-travail l'amène toutefois à réévaluer la place des assemblées locales dans le mouvement social et à se laisser convaincre qu'à ce niveau *"peut et doit s'exercer utilement la légitime pression du peuple"*<sup>968</sup>. Concrètement, les socialistes, intraitables sur la stratégie, s'accommodent d'une tactique souple, adaptée aux différentes situations communales<sup>969</sup>. Ils se détournent ainsi des candidatures de principe qui, là où l'organisation n'existe pas, débouchent sur des résultats très en deçà du potentiel électoral du parti et qui, ailleurs, l'isolent pour le plus grand profit des opportunistes. Dans les villages où l'extrême gauche est majoritaire, en revanche, on encourage les militants à aller à la bataille drapeau déployé pour chasser les brissonniens et les monarchistes. Dans les villes moyennes, enfin, il est recommandé de faire élire *"quelques sentinelles vigilantes"*, y compris là où, comme à Vierzon, il existe une *"population ardemment socialiste et révolutionnaire"*. Constituer une liste complète et homogène serait *"une folie"* et le succès risquerait, à terme, de se révéler redoutable pour des hommes peu préparés à la gestion et aux embûches préfectorales. Sur ces bases, des adhérents ou de simples *"amis"*, à l'exemple de François Darmet, à Vierzon-Villages, entrent ou se maintiennent dans les conseils de plusieurs communes des cantons de Vierzon,

<sup>963</sup> AdC, 33 M 116.

<sup>964</sup> AdC, 25 M 62 ; Rapport du 22 mars 1885.

<sup>965</sup> *Le Républicain socialiste du Centre* du 23 mars 1884.

<sup>966</sup> *Id.*

<sup>967</sup> J. Howorth, *Edouard Vaillant, op. cit.*, p. 150.

<sup>968</sup> *Le Républicain socialiste du Centre* du 7 février 1885.

<sup>969</sup> *Id.*, du 16 décembre 1883.



Chârost ou La Guerche. Mais l'unification du mouvement, l'implantation durable et la discipline des élus laissent encore beaucoup à désirer<sup>970</sup>.

### Les débuts du syndicalisme moderne

Reconstituée en septembre 1873, la Solidarité céramique aurait fonctionné "*régulièrement*" jusqu'en 1877, année à partir de laquelle l'assiduité aux réunions se serait relâchée<sup>971</sup>. Réduite à son bureau, l'association prononce sa dissolution le 20 janvier 1878 par dix-sept voix contre sept.

La dynamique de 1870 s'annonçait prometteuse, celle de 1873 a tôt fait de s'essouffler. On signale bien, cette année, une grève de tourneurs d'assiettes vierzonnais, mais rien ne certifie cependant que la Solidarité y soit pour quelque chose<sup>972</sup>. Dans l'ensemble, en effet, le syndicat adopte un profil bas et sert d'abord de base de repli à des militants sans troupe dans l'attente de jours meilleurs. Sa dissolution n'interrompt pas les relations établies de longue date entre les divers centres porcelainiers.

Dans l'Aubois, où l'implantation de l'AIT reposait sur des considérations plus politiques que corporatives, l'échec de la grève de 1870, les renvois qui s'ensuivent et la proclamation de la République ont accentué les tendances initiales du mouvement. De manière significative, la reprise en main patronale des ouvriers de Torteron s'opère dans l'usine – pôle social – avant d'atteindre le village – pôle politique. En 1873, des émissaires venus de la Basse-Loire pour collecter des fonds en faveur des mouleurs de Nantes échouent à renouer les fils qui, quelques années auparavant, avaient rattaché les métallurgistes de l'Aubois à leurs camarades d'autres bases industrielles hexagonales<sup>973</sup>. Pour plusieurs années encore, la contestation sociale contournera, ici, les structures syndicales modernes, privilégiant, selon les époques, la voie politique ou celle des « complots » et des « conciliabules nocturnes » dans la continuité des anciennes sociétés secrètes<sup>974</sup>.

#### *La vague syndicale des années 1880*

Les premiers signes de renouveau syndical datent de 1878, année qui voit le maire de Bourges correspondre avec des ouvriers désireux de s'informer des procédures administratives à accomplir pour s'organiser<sup>975</sup>. Héritiers des compagnons de jadis, les travailleurs des métiers, notamment ceux du bâtiment, se lancent, à Bourges, au milieu de l'automne 1880, précédant de quelques mois leurs camarades de Vierzon<sup>976</sup>. Dans l'industrie, les porcelainiers sont, de nouveau, à l'initiative. La commission de liquidation de la Solidarité, instituée en 1878, se transforme, au printemps 1881, en bureau syndical provisoire. Le réveil est bref. En 1883, les effectifs ont fondu de moitié<sup>977</sup>. Les travailleurs de l'artisanat résistent apparemment mieux. En 1884, 65,1 % des syndiqués du département relèvent de cette catégorie de salariés. Les organisations n'éprouvent pas moins de grandes difficultés à faire reconnaître leur représentativité.

Le mouvement se localise essentiellement dans les deux premières villes du Cher. Parallèlement les premières années, l'évolution des forces syndicales des deux cités diverge à compter de 1885. Au lent, mais irrésistible déclin berruyer s'oppose le brusque redressement vierzonnais où, de 1884 à 1886, le nombre des syndiqués bondit de 138 à 1 164. En 1886, on en recense 1 477, répartis entre dix syndicats. Le centre de gravité se déporte vers Vierzon, où résident 78,8 % des ouvriers organisés. Simultanément, le syndicalisme berrichon se prolétarise. Près des trois quarts des syndiqués travaillent dans trois branches la céramique – 44,9 % du total –, la métallurgie – 21,1 % – et la

<sup>970</sup> *Id.* des 12 et 19 août 1883 ; AdC, 21 M 20.

<sup>971</sup> *Historique des syndicats...*, *op. cit.*, p. 94-95.

<sup>972</sup> APP, 182 ; Rapport du 17 septembre 1873.

<sup>973</sup> AdC, 33 M 127 ; Rapport du commissaire spécial du 12 avril 1873.

<sup>974</sup> AdC, 25 M 45.

<sup>975</sup> AdC, 33 M 161 ; Réponse du préfet au maire de Bourges, janvier 1878.

<sup>976</sup> AdC, 33 M 141, 149, 154, 155, 161.

<sup>977</sup> *Historique des syndicats...*, *op. cit.*, p. 95.

verrerie - 8,6 %.

Au débordement du milieu de la décennie succède une décrue non moins spectaculaire. Avec 619 syndiqués en 1889, le Cher retrouve son niveau de 1885. Prompte à s'envoler, l'industrie fait les frais du recul et perd les trois quarts de ses adhérents pour ne plus constituer que 53 % des effectifs totaux. Avec 82,7 % des syndiqués berrichons, Vierzon confirme sa place de premier pôle. La création, en février 1889, d'une Fédération des chambres syndicales vierzonnaises atteste de ce qu'en dépit des reculs, le mouvement s'installe dans la durée.

*Le cheminement des conceptions syndicales.*

S'il peut se féliciter d'un début d'enracinement, le syndicalisme, plus encore que le socialisme, n'intéresse qu'une fraction de l'espace et de la classe ouvrière du département. La faute n'en incombe pas aux socialistes, dont les militants prônent sans relâche la formation de syndicats et mettent souvent la main à la pâte. L'étroitesse des liens tissés entre les vaillantistes et les porcelainiers syndiqués est connue. Il en va de même dans la métallurgie et la verrerie. A Bourges, le Cercle ouvrier n'est pas en reste qui, en juin 1881, invite les syndicats locaux à coordonner leurs activités<sup>978</sup>.

Les statuts, pour autant que ceux-ci reflètent les conceptions profondes des adhérents et guident leurs pratiques, traduisent les hésitations d'une pensée syndicaliste balbutiante. La protection des *"intérêts moraux et matériels"* des ouvriers, la volonté de développer entre ces derniers des relations de solidarité constituent – qui s'en étonnera ? – le fonds commun de toutes les organisations. Le choix des verbes *"maintenir"*, *"défendre"* et *"résister"* est significatif<sup>979</sup>, ainsi que l'inscription ou non du souhait que s'établissent *"des rapports suivis avec les associations"* qui existent dans le pays, ou, plus largement, de *"participer au mouvement ouvrier"*<sup>980</sup>. Il faut toutefois attendre le milieu des années 1880 pour voir le syndicat des chapeliers de Bourges proclamer son adhésion au principe *"d'affranchissement des travailleurs par eux-mêmes"* ou pour entendre les cordonniers berruyers et les porcelainiers inscrire leur action dans une perspective *"d'émancipation"* totale des ouvriers. De la même façon, les statuts de 1885 et 1886, en rupture avec les influences du compagnonnage, cessent de ne s'adresser qu'aux seuls ouvriers professionnels. Ainsi, le règlement du syndicat des porcelainiers de 1886 ne se réfère-t-il plus au *"bon ouvrier et honnête citoyen"* auquel l'Union du Centre de 1881 réservait, après cinq ans de métier, l'ouverture de ses rangs<sup>981</sup>. Les préambules abandonnent, enfin, les critiques qu'ils formulaient, hier, contre les grèves, mais font valoir l'importance de la solidarité sur l'efficacité des luttes.

Au total, l'examen des statuts montre un glissement notable vers des positions d'inspiration "socialiste". On devine derrière ce mouvement l'intervention de militants éduqués et politisés. Cela n'aurait guère de conséquences si l'expérience acquise dans les conflits ne venait corroborer les thèses des cadres syndicaux. À la base, il est vrai, les discussions ne s'éternisent guère sur ces questions. Lorsque, par exception, le débat s'y arrête, on se préoccupe davantage du règlement intérieur – fréquence des assemblées, pouvoir du bureau, paiement des cotisations...

Au cœur des actions, les syndicats peinent, en ces années d'apprentissage, à se distinguer des comités de grève dissouts sitôt la bataille achevée. L'ample fluctuation tant des effectifs que du nombre des organisations n'a pas d'autres causes. En dehors des périodes d'affrontement, comprenons en temps normal, l'utilité de la chambre syndicale faiblit aux yeux de beaucoup. Il faut aussi compter avec le patronat. Les employeurs tolèrent mal, c'est un euphémisme, que l'on empiète sur leurs prérogatives. En 1884, nombre d'ouvriers

<sup>978</sup> AdC, 33 M 161 ; Rapport du 20 février 1882.

<sup>979</sup> Statuts des syndicats des maçons de Bourges (AdC, 33 M 155), des porcelainiers de Vierzon (AdC, 33 M 159).

<sup>980</sup> Id.

<sup>981</sup> AdC, 33 M 156 et 159.

insistent sur ce point<sup>982</sup>.

Les comités socialistes peuvent, en dehors des campagnes électorales, se satisfaire de compter sur une poignée de militants, au demeurant convaincus d'appartenir à une élite, dont l'isolement est gage, à la limite, de pureté idéologique. Il en va autrement avec le syndicat qui, pour survivre, doit maintenir sa cohésion interne, exprimer au plus près les préoccupations de ses membres et rester en contact avec la masse des travailleurs, qu'il a, par définition, vocation à représenter dans leur diversité. Malgré ces exigences, ils ont bel et bien conquis, dans les années 1880, un droit de cité durable dans les deux principales villes d'un département que le nombre de ses syndiqués place, en 1888, à un plus qu'honorable treizième rang national.

## Les enseignements de l'expérience

### Les grèves : vers la banalisation

Quelles qu'aient pu être les réticences ouvrières initiales devant son usage, la grève se banalise. Nos investigations aboutissent à dénombrer cinquante-et-une grèves de 1871 à 1889, soit un accroissement de 34,2 % par rapport aux deux décennies impériales.

Après les échecs de 1870, la guerre, puis les difficultés économiques et le contexte politique pèsent sur la combativité ouvrière. L'entrée dans les années 1880 est saluée par une forte poussée gréviste. Partie intégrante du mouvement national, qui a débuté deux ans auparavant, cet envol atteint son paroxysme en 1881. Cette année-là, on enregistre autant de conflits que pendant toute la décennie précédente. Au terme d'une brève rémission, les vingt-trois grèves des années 1886-1887 confirment leur caractère de « *point névralgique* »<sup>983</sup>.

D'un point de vue spatial, les grèves touchent vingt-et-une communes réparties dans neuf cantons. Cette dispersion relative traduit mal, toutefois, le déplacement et la concentration opérés, en rupture avec la période antérieure. Vierzon - 43,1 % -, Bourges - 15,7 % -, Mehun et Foëcy cumulent 68,6 % des conflits.

Hier en pointe, les mineurs disparaissent, tandis que les bûcherons et les ouvriers agricoles prennent peu à peu le relais dans les campagnes. Plus que l'artisanat - 23,5 % -, les usines - 51 % - se distinguent. Malgré le retentissement du conflit de la Société Française, la prise en compte du nombre des grèves donne l'avantage aux porcelainiers - 25,5 % - et aux verriers - 15,7 % - sur les métallurgistes, en retrait par rapport aux décennies précédentes.

Présente dans 71,4 % des cas, la revendication salariale demeure le principal levier des mobilisations. Avec la crise et la détérioration des relations de travail qui l'accompagne, les questions disciplinaires occupent une place croissante, au point de figurer dans 30 % des conflits des années 1880.

Les grèves berrichonnes se distinguent par une ampleur - 101,7 grévistes - trois fois plus faible et une durée - 38,5 jours - plus de trois fois supérieure à celles observées au même moment à l'échelon national<sup>984</sup>. Les structures économiques départementales, caractérisées par la prééminence des entreprises petites et moyennes, expliquent la modicité relative des effectifs grévistes. Il convient également de prendre en compte la nature des activités industrielles les plus touchées, en particulier la céramique et la verrerie. La longueur « anormale » des grèves étudiées rompt, en tout état de cause, avec un passé de conflits éphémères et exprime une incontestable dégradation des relations sociales.

<sup>982</sup> AN, C 3340 ; Enquête sur la situation des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture en France.

<sup>983</sup> J. Néré, *La crise industrielle de 1882 et le mouvement boulangiste*, thèse, Paris, 1958, p. 267-268.

<sup>984</sup> M. Perrot, *Les ouvriers en grève. France, 1871-1890*, Paris-La Haye, 1974, p. 396-398 et 727.

Avec 58,3 % d'échecs, les résultats connus ne semblent pas à la hauteur des sacrifices consentis par les grévistes. Les transactions, pour autant que nos sources permettent de les cerner, sont exceptionnelles : 5,5 %. La première décennie connaît un taux de réussite - succès et compromis confondus - de 50 %. Ici comme ailleurs, la crise fait pencher la balance du côté des défaites. Ce bilan, assez gris, se nuance si l'on rappelle que sous le Second Empire la proportion des issues positives n'était que de 18,5 %. Le "rendement" des grèves s'est donc amélioré.

Aux coups de colère isolés de quelques heures ou de quelques jours, succèdent des luttes à la fois plus fréquentes, mieux préparées, parfois coordonnées à l'échelle d'une corporation, mises en œuvre dans un espace social plus solidaire. Ces traits n'influent pas seulement les résultats immédiats, lesquels déterminent pour une part l'ampleur et l'allure des mouvements à venir, ils concourent à la construction d'une représentation des antagonismes sociaux, voire à l'établissement de rapports de forces locaux favorables aux travailleurs ainsi qu'à un processus de désenclavement accéléré des consciences.

### La République des déceptions

Des luttes de 1881 à celles de 1886 et 1887, les vaillantistes s'engagent résolument aux côtés des travailleurs. Telle n'est pas, loin de là, l'attitude des agents d'un Etat pourtant identifié à la « *Belle République* » que fêtaient les tailleurs de pierres et les maçons syndiqués vierzonnais de 1881 associaient « *au progrès et à la fraternité de la classe ouvrière* »<sup>985</sup>. La circulaire Waldeck-Rousseau de 1884, recommandant d'user de la force publique avec discernement et de ne recourir à la troupe que de manière "exceptionnelle", n'a guère d'effet dans le Cher, où l'armée occupe Vierzon en 1886, ce qui provoque les réactions que l'on sait. A Dun, le commissaire de police constate, la même année, que l'opinion républicaine, teintée de radicalisme, blâme le gouvernement pour son manque de fermeté vis-à-vis de la Compagnie des mines de Decazeville<sup>986</sup>. Plus largement, elle reproche au régime son refus ou son incapacité à réguler la vie économique.

On touche là au cœur même de la conscience politique ouvrière et républicaine. Frappés par la crise, les chômeurs se tournent vers les autorités, locales et nationales, dont ils attendent des secours et du travail. La demande renvoie à la protection que tout pouvoir, à plus forte raison s'il est démocratique, doit à ses administrés. Devoir auquel la République, "*amie des ouvriers*", ne saurait manquer sans se perdre. "*Le chômage, s'exclame Eugène Baudin, sûr d'être compris, est une honte pour la République*"<sup>987</sup>.

La législation sociale, d'autre part, avance trop lentement, lorsque des dérogations d'inspiration patronale ne limitent pas le contenu ou le domaine d'application des textes votés. L'indigence des moyens de contrôle n'arrange rien. Plus grave, sans doute, pour des esprits républicains, l'expression du suffrage universel, se heurte, au niveau local, à la puissance administrative, réduisant du même coup, la portée pratique et les retombées des conquêtes électorales. Les exemples abondent d'élus désavoués par le préfet pour avoir voulu financer l'ouverture d'ateliers réservés aux chômeurs par un transfert des dépenses prévues pour le presbytère, le curé ou le commissaire de police. Les relations entre l'administration départementale et les premières municipalités socialistes ou socialisantes sont détestables. En 1887, elles tournent au conflit ouvert à l'occasion du congrès des communes de France que Vaillant souhaite organiser à Paris pour le centenaire de la Révolution afin d'assurer la défense de la République et "*la plus prompte réalisation des réformes sociales*"<sup>988</sup>. Les municipalités de Mareuil, Saint-Amand et Vierzon-Villages répondent positivement à l'invitation et défient le gouvernement, farouchement opposé à la participation des collectivités locales à

<sup>985</sup> AdC, 33 M 159 ; Lettre du secrétaire du syndicat au préfet, le 22 février 1881.

<sup>986</sup> AdC, 25 M 66 ; Rapport du 1<sup>er</sup> avril 1886.

<sup>987</sup> *Le Républicain socialiste du Centre* du 3 février 1884.

<sup>988</sup> AdC, 23 M 178.

un congrès d'inspiration socialiste. Samson et Carreau, respectivement maires de Vierzon-Villages et de Saint-Amand sont révoqués pour ce motif. Dans les deux cas, les élections partielles tournent au triomphe des sanctionnés. L'exclusion de Baudin du conseil général à la suite de sa condamnation lors des événements vierzonnais de 1886, fait de sa réélection, dans le canton de La Guerche, une question de principe. L'annulation rageuse du nouveau succès remporté par l'ancien communaliste ajoute aussi à l'incompréhension et au mécontentement des électeurs.

### *L'alternative vaillantiste : la République sociale*

Républicains et socialistes, les vaillantistes refusent de dissocier les deux termes d'une définition qui résume leur spécificité et donne un contenu de classe explicite à des aspirations démocratiques anciennes.

S'il attaque violemment *"la bande de tripoteurs qui pille et vole et dont le siège de gouvernement est bien plus la Bourse que le Parlement"*, Vaillant prend soin, en 1883, d'épargner le régime proprement dit<sup>989</sup>. *"Le seul nom de République contient toutes ces promesses"*, précise-t-il, à propos du partage des richesses. Sous le drapeau de la République démocratique et sociale, il s'agit, déclare, pour sa part, Baudin, *"de former la ligue de l'honnêteté républicaine contre la corruption opportuniste"*<sup>990</sup>.

La constitution de *"l'Alliance républicaine socialiste"*, à la veille des élections législatives de 1885 permet d'avoir l'oreille de dizaine de villages demeurés, jusque-là, à l'écart de la propagande vaillantiste. La liste de l'Alliance, popularisée, en patois berrichon, par la formule *"le Vaillant Pyat a vu Margot dans le Maret prendre la Cougny à Baudin"*, rassemble toutes les nuances de l'opinion « rouge ». Sous le pluralisme, l'hégémonie socialiste ne fait cependant aucun doute. Au premier tour, l'Alliance recueille plus de 20 % des suffrages<sup>991</sup>. Le refus qu'oppose Henri Brisson à la proposition d'accord électoral avancée par les vaillantistes, la défection de Maret contraignent cependant l'Alliance à un désistement douloureux, mais qui, préservant l'avenir, certifie la sincérité républicaine des socialistes. Ceux-ci ne se privent pas de retourner contre les opportunistes le qualificatif de « diviseurs » qui leur était si souvent accolé.

Le CRC engrange les bénéfices de la campagne. Structures fragiles, les comités électoraux se transforment parfois en noyaux permanents. Jules Rossignol, leur responsable départemental, possède maintenant des dizaines de noms et d'adresses qui sont autant de points d'appui pour une prospection ultérieure.

### **La percée socialiste**

Touchée de façon marginale et occasionnelle par les arguments socialistes, sensible à certaines thèses protestataires ultra-radicales, une partie de l'opinion berrichonne cède aux sirènes boulangistes. Les faiblesses organisationnelles et doctrinales des vaillantistes autorisent, certes, bien des malentendus et des déviations.

Les programmes revendicatifs d'inspiration vaillantiste n'aident pas toujours, en effet, à y voir clair, quand ils n'entretennent pas les sentiments xénophobes spontanés de beaucoup de chômeurs. En 1884, des « commissions ouvrières » pétitionnent ainsi contre l'emploi d'étrangers et fixent à 5 % le taux maximum de ces derniers sur les chantiers<sup>992</sup>. La très faible proportion d'étrangers dans le Cher enlève tout intérêt pratique à ces demandes pour mieux souligner leur dimension idéologique. Les militants, attentifs à la montée du mécontentement social, mais impuissants à canaliser la vague qui les submerge, traversent tant bien que mal l'épreuve.

<sup>989</sup> *Le Républicain socialiste du Centre* du 9 décembre 1883.

<sup>990</sup> *Id.*, du 27 mai 1885.

<sup>991</sup> AdC, 20 M 35.

<sup>992</sup> AdC, 33 M 133.

Là où les forces organisées, la qualité des responsables, les complicités municipales l'autorisent, en un mot à Vierzon, ils se renforcent. Ailleurs, les résultats sont moins probants. A Bourges, par exemple, les socialistes se déchirent, cependant que la vague protestataire les contourne. Selon le commissaire central, un groupe anarchiste serait en voie de formation autour de Tanchoux et Gayer<sup>993</sup>. En réalité, les deux militants continuent d'assister aux réunions socialistes, qu'ils finissent par dominer. C'est à Tanchoux, notamment, que revient l'honneur de défendre les couleurs du parti lors du scrutin cantonal. Le sabotier ne mâche pas ses mots et s'échauffe. A l'heure de la révolution, s'écrie-t-il, *"je serai à votre disposition, je foulerai aux pieds le mandat de conseiller général que vous m'avez confié et en avant à la barricade !"*<sup>994</sup>. Au premier tour, 14,5 % des votants ratifient ce programme extrémiste.

Pendant ce temps, à Dun, *"On entend dire dans le peuple, par toutes les bouches, cette phrase invariable : 'Si le Général Boulanger se présentait comme député, je voterais pour lui'"*<sup>995</sup>. A Saint-Amand, des pétitions circulent en faveur du Général, tandis que les conseillers municipaux socialistes, en conflit avec la sous-préfecture, peinent à définir une ligne cohérente. *"Un parti immense s'était formé : le parti révisionniste. On ne parlait rien de moins que de culbuter le Sénat"*, affirmera, plus tard, un rien complaisant, le socialiste saint-amandinois Louis Bardary<sup>996</sup>.

Moins bousculé, toutefois, dans ses fiefs berrichons qu'il ne l'est à Paris, le CRC vaillantiste garde son sang-froid. Obsédés par l'expression autonome du parti, les socialistes montrent, d'un bout à l'autre de la crise, une indéniable tendance à minimiser l'ampleur du boulangisme. En août 1889, au lendemain de sa flambée électorale, le responsable du comité central républicain socialiste du département explique qu'il n'y a pas lieu d'être *"décontenancé"* : *"tous ceux qui ont voté pour la boulangerie ne sont certainement pas boulangistes (...) à l'élection prochaine tous les républicains égarés auront compris qu'ils ont voté pour le pire ennemi de la République"*<sup>997</sup>.

L'analyse fine des résultats des élections aux conseils d'arrondissements et au conseil général amène à distinguer deux types d'électeurs boulangistes. A La Guerche, Boulanger -58,6 % des suffrages - bat le conseiller d'arrondissement sortant, le radical Porte, autrefois allié aux socialistes et dont les affiches saluent toujours la *"République sociale"*<sup>998</sup>. Cette fois, les "rouges" ont joint leurs voix à celles des conservateurs afin de provoquer la chute d'un notable de gauche, trop bien intégré dans un système politique déconsidéré.

L'interprétation est plus compliquée à Bourges, où Boulanger offre à la droite locale l'occasion de se mobiliser. Le commissaire central estime néanmoins à près de 400 sur 1856 le nombre des électeurs républicains séduits par le Général dans les quartiers peuplés par les ouvriers des Etablissements militaires<sup>999</sup>. A Châteauneuf, en revanche, la situation paraît plus claire : les 376 votes boulangistes - 35,9 % des voix - viennent des communes de droite, cependant que le conseiller sortant, Margot, proche du CRC, résiste et conserve son mandat. Favorables aux "révisionnistes", plusieurs candidats de droite se laissent porter par la vague. Tel semble être le cas à Vierzon, pour Alfred Goffard – et à Charost, où Léon Dupuis dispose, il est vrai, d'autres atouts. Stimulés par ces succès, les conservateurs qui, dans le Cher, animent un mouvement auquel ils se sont ralliés du bout des lèvres, croient voir se rapprocher l'heure de la revanche, à l'occasion du scrutin législatif de 1889.

Le 22 septembre, 80,9 % des électeurs participent à la consultation. Quatre sièges sont pourvus dès le premier tour, répartis pour moitié entre les radicaux - Maret et Pajot - et la

<sup>993</sup> AdC, 25 M 45 ; Rapport du 9 avril 1886.

<sup>994</sup> AdC, 21 M 21 ; Rapport du 28 juillet 1886.

<sup>995</sup> AdC, 25 M 66 ; Rapport du commissaire de police, le 5 mars 1888.

<sup>996</sup> *Le Socialiste du Centre* du 8 novembre 1894.

<sup>997</sup> AdC, 31 U 646 ; Lettre de Joctoux à Bernadat, le 4 août 1889.

<sup>998</sup> AdC, 22 M 21 ; Elections des conseillers d'arrondissement, 1889 ; 21 M 22 ; Elections cantonales, 1889.

<sup>999</sup> AdC, 20 M 36 ; Rapport (1889).

droite – d'Arenberg et de Monsaulnin<sup>1000</sup>. En progrès général, les conservateurs ont drainé quantité de suffrages jadis radicaux, voire socialistes. On le vérifie à Bourges, où d'Arenberg atteint 45,3 % des voix et, plus encore, dans la seconde circonscription de Saint-Amand, où de Monsaulnin obtient la majorité dans trois cantons sur cinq, dont celui de La Guerche. Venu de Lury/Arnon, à la demande de Vaillant, le notaire socialiste Boiron limite les dégâts redoutés et fixe les suffrages d'un électeur sur cinq. Dans la première circonscription de Saint-Amand, en revanche, la tentative de Lafargue - 8,1 % des voix - échoue. Les règles du scrutin d'arrondissement profitent, en revanche, à Baudin. Avec 32,4 % des suffrages - 25,2 % des inscrits -, il améliore les résultats réalisés par l'Alliance quatre auparavant et peut prétendre bénéficier de la « discipline républicaine ».

Dans sa majorité, l'électorat ouvrier, celui de la métallurgie et des forêts, à Mareuil - 60,7 % -, Lunery - 52,5 % -, Saint-Florent - 50,2 % -, Chârost - 59,2 % -, Primelles - 62,1 % -, comme celui des usines vierzonaises - 51,2 % dans l'agglomération - a, dès le premier tour, choisi l'ancien porcelainier. Le 6 octobre, Baudin enlève le siège de député, avec 52,1 % des suffrages. La modeste phalange militante de 1880 est devenue la première force politique de la circonscription la plus ouvrière du département en liant son combat pour la révolution sociale à l'achèvement des idéaux républicains. L'itinéraire de Baudin, jeune ouvrier démocrate sous le Second Empire, condamné puis chassé de Vierzon en raison de ses opinions, combattant de la Commune, exilé, animateur de grèves, élu local et, maintenant, député socialiste, illustre la continuité de ce double engagement social et politique.

## La tentation hégémonique (1890-1914)

### La généralisation des luttes ouvrières

Un examen complet des sources disponibles pour la période 1890-1914 conclut à un total de 367 arrêts de travail volontaires, soit 7,2 fois plus qu'au cours des deux décennies précédentes. La prise en compte des grèves bûcheronnes, particulièrement nombreuses au cours de la séquence, complique, certes, la mesure. Au vu des conclusions tirées de nos recherches sur le mouvement bûcheron<sup>1001</sup>, la commune constitue la base la plus commode de recensement de conflits généralement conduits à l'échelle des bassins forestiers. On s'explique mieux la proportion élevée des luttes bûcheronnes et agricoles – 45,8 % - dans notre estimation.

Quoi qu'il en soit, la grève figure désormais en bonne place parmi les régulateurs du jeu social. De 1890 à 1914, la moyenne annuelle des conflits s'élève à 14,7 contre 2,7 entre 1870 et 1890. Si on écarte les grèves bûcheronnes et agricoles, dont la concentration sur la décennie 1880 - seize par an - fausse les résultats, la moyenne annuelle chute à près de 8.

L'analyse met en évidence trois grandes poussées grévistes. Brève, mais exceptionnelle par son intensité, la première s'ordonne, de 1891 à 1894, autour du « pic » de 1892 et cumule plus de la moitié - 52,3 % - des conflits. Les journaliers agricoles et les bûcherons sont pour beaucoup dans cet accès de fièvre auquel ils participent dans plus de 7 cas sur 10. Après un court répit, la courbe se redresse à partir de 1896. Elle atteint un maximum en 1899 - 17 grèves dont 5 bûcheronnes -, sans commune mesure avec celui de 1892. Au terme d'une nouvelle rupture, les années 1903-1913 se signalent, malgré des fluctuations - maxima de 1905 et 1908, minimum de 1909 - par le maintien d'une activité gréviste assez soutenue.

Dans le même temps où il s'amplifie, le mouvement se déploie aux quatre coins du département et intéresse la totalité des 29

<sup>1000</sup> AdC, 20 M 36.

<sup>1001</sup> M. Pigenet, *Les bûcherons du Cher (fin XIXe siècle-1914). Des luttes à l'organisation, activité saisonnière et conscience sociale*, Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Toulouse-Mirail, 1982. Une version remaniée a été publiée sous le titre « *Ouvriers, paysans, nous sommes...* ». *Les bûcherons du Centre de la France au tournant du siècle*, Paris, 1993.

cantons du Cher. 119 communes - soit 40,7 % des localités - connaissent, pour quelques heures, des semaines ou des mois, ce défi à l'ordre social que continue d'être la grève. La proportion des conflits dénombrés à Vierzon et à Bourges n'est plus que de 21,6 % - 38,2 % si l'on ne compte pas les grèves agricoles et forestières -, la capitale du Berry talonnant maintenant l'agglomération vierzonnaise. La Guerche - 16 grèves - Saint-Florent et Saint-Amand - 12 grèves chacun - relèguent Mehun au sixième rang.

Si l'on met de côté les bûcherons et les journaliers agricoles, impliqués, respectivement, dans 42,2 % et 3,4 % du total, les travailleurs et de l'artisanat - 29 % des grèves dont 22,3 % dans le bâtiment - supplantent les porcelainiers -16 % -, jadis les plus revendicatifs. La moindre participation des ouvriers d'usine -35,2 % - ne saurait être interprétée comme le signe d'une combativité éteinte, ce que rappellent les données en valeurs absolues. Les porcelainiers et les métallurgistes s'engagent ainsi dans 31 et 17 grèves, contre, respectivement, 13 et 5 dans la période précédente. Ajoutons que la grève s'intègre, tant chez les porcelainiers, les verriers ou les ouvriers de l'Etat, dans un éventail de formes d'action plus large qu'autrefois.

Préoccupation ouvrière de toujours, la question salariale -77,5 % des cas étudiés - arrive en tête des motifs. Malgré la reprise économique, les années 1900-1909 s'inscrivent relativement en creux - 64,5 % de conflits à motifs salariaux. La puissance syndicale, à son apogée, explique en partie ce tassement, signe d'une diversification liée à l'élaboration de programmes revendicatifs plus détaillés.

La durée moyenne des grèves s'établit à 25,9 jours, soit 9 de moins que dans les années 1870 et 1880, mais reste toujours très au-dessus de la moyenne nationale. La réduction du nombre moyen des grévistes, enregistrée dans l'ensemble du pays, s'observe également dans le Cher. La multiplication et l'élargissement des conflits vont de pair avec leur parcellisation, symptôme probable d'une attitude plus rationnelle et fonctionnelle, à l'opposé des offensives générales brouillonnes des premiers temps.

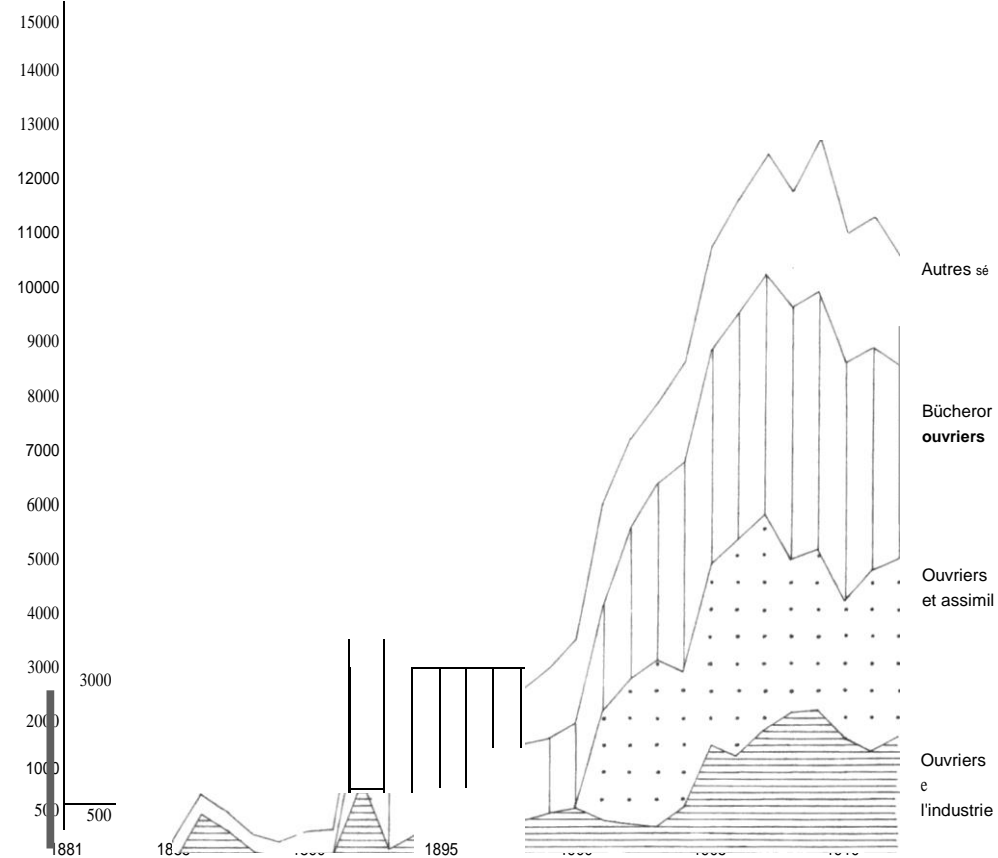
Sur 236 grèves dont on connaît la conclusion, le taux des succès et des transactions frôle les 2/3 - 65,6 %. En progression de 24 points sur les années 1871-1889, il dépasse de 9 points le bilan établi pour toute la France. Cette prime à la conflictualité n'est pas étrangère à la diffusion d'une pratique qui s'avère efficace. Que leur implantation précède ou vienne garantir les acquis arrachés, les syndicats participent du même mouvement d'unification de la classe, auquel ils apportent l'atout de l'organisation et les références idéologiques d'une conscience ouvrière, à défaut d'une conscience de classe explicite.

### **Le syndicalisme : un mouvement de masse et de classe**

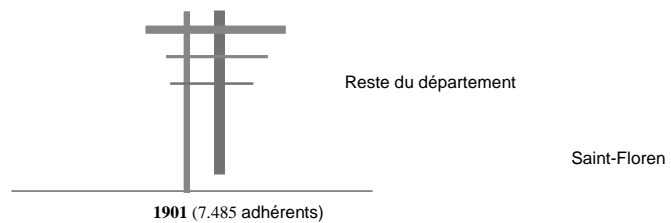
#### **Géographie et chronologie du mouvement**



Nb. de syndiqués

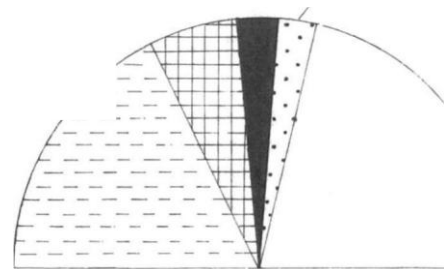


### Les syndicats : l'évolution des forces (1881-1912)



Vierzon  
~  
Bourges  
ids

Mehun



En vingt-quatre ans, les organisations corporatives font plus que décupler leur nombre – 12 en 1889, 129 en 1912 –, cependant que les effectifs syndiqués augmentent près de deux fois plus vite pour bondir de 619 à 12 095.

Au lendemain du recul qui suit la vague gréviste et syndicale de 1886-1887, une légère reprise se dessine dès 1890, avant que l'exceptionnelle poussée de 1892 conduise à un relèvement spectaculaire. De 1891 à 1892, les effectifs des syndicats autres que forestiers triplent et atteignent 2 439 adhérents. Si les ouvriers des bois forment 36,6 % du total des syndiqués de 1892, on ne recense pas moins d'un millier de métallurgistes organisés – 24,9 % des syndiqués –, après le ralliement des mouleurs de Rosières. Stables en nombre, les céramistes voient leur poids régresser – 4 % du total contre 20,4 % en 1891. Les syndicats sortent de leurs bastions. Bourges et Vierzon, où se concentrait la totalité des organisations de 1891, ne comptent plus que 30,2 % de celles de 1892 et 20,9 % du nombre des syndiqués.

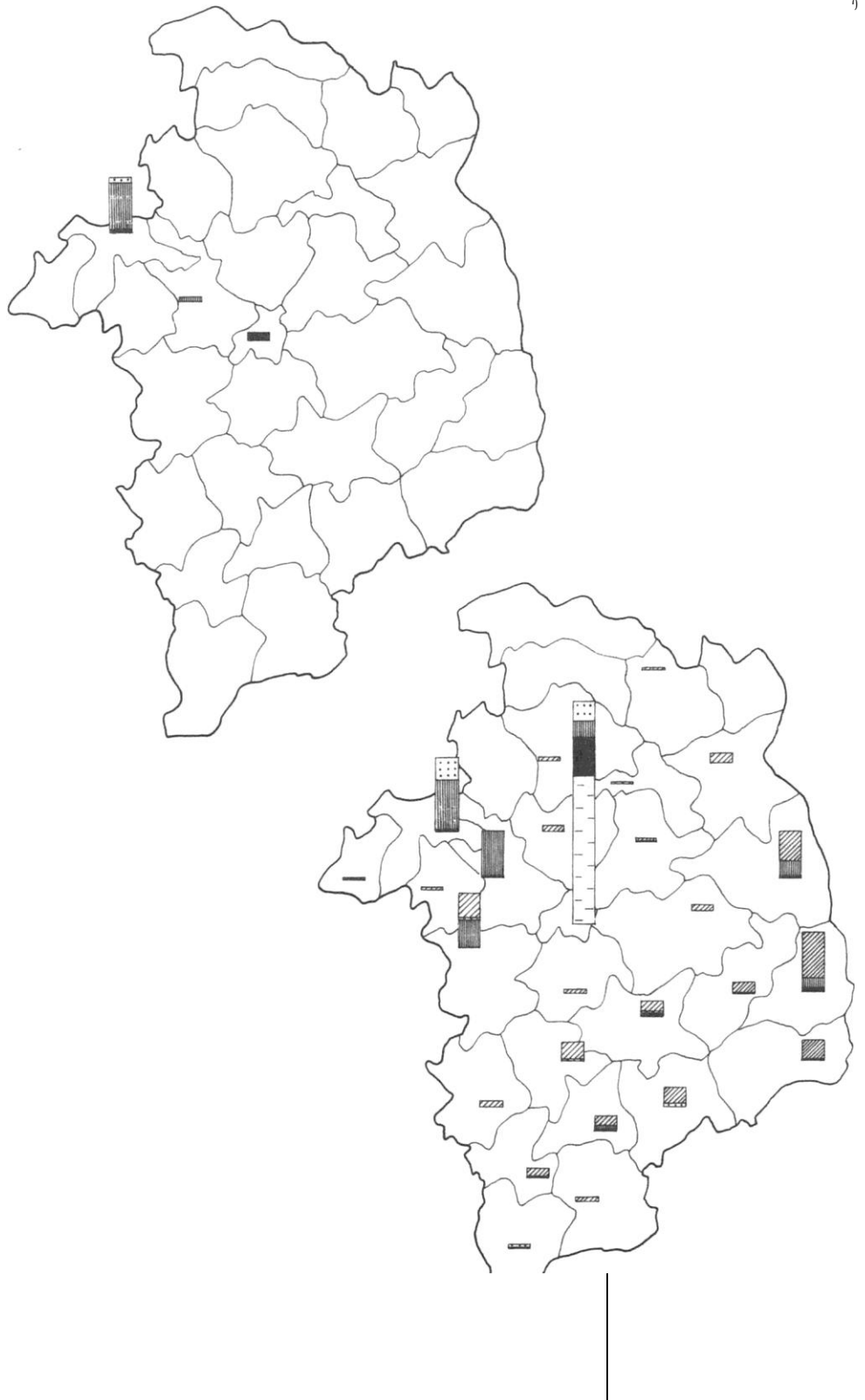
Pour un temps, les effectifs se stabilisent autour du seuil des 4 000 adhérents. Dans le détail, le mouvement est plus complexe : le recul des organisations rurales est en partie masqué par la reprise urbaine. La création de la Bourse du travail de Bourges marque l'entrée dans une nouvelle phase d'expansion, qui s'accroît au début du siècle. De 1901 à 1906, le nombre des syndicats progresse de 106,1 %, celui des syndiqués de 148,4 %.

Plus modérée à partir de 1905, la marche en avant se prolonge jusqu'en 1909, où l'on compte 154 syndicats parmi lesquels 145 regroupent 14 206 travailleurs. À cette date, la Fédération nationale des Bûcherons, fondée en 1902 et dont le siège est à La Guerche, compte, à elle seule, 63 bases et 4 728 membres – 32,6 % des syndiqués – dans le département. Toutes branches et professions confondues, le fait syndical intéresse 25 des 29 cantons du Cher.

Sa géographie confirme les concentrations attendues : agglomérations industrielles, zones forestières du sud et de l'est, cette dernière fusionnant avec le secteur chaudiériste du Val de Loire. Les 37 syndicats et 5 041 syndiqués berruyers – 34,7 % du total – témoignent de l'avantage pris par Bourges depuis le début du siècle. Sans connaître une croissance aussi forte, Vierzon tient son rang avec 16 syndicats et 1 600 syndiqués – 16,3 %. Entre ces deux places fortes ouvrières et les dizaines de villages bûcherons, des bastions secondaires, à l'exemple de Mehun – 5,6 % des syndiqués –, Saint-Florent et Lunery – 4,5 % –, voire La Guerche – 2,4 % – s'intercalent comme autant de relais susceptibles d'entretenir la flamme syndicale dans les contrées avoisinantes.

Répartis en 9 organisations fondées sur des critères professionnels, catégoriels ou politiques et idéologiques, les salariés directs ou indirects des Établissements militaires totalisent 3 187 membres – 22 % du total départemental. Momentanément affaiblis par le départ des travailleurs de l'État, les syndicats de la métallurgie ont largement reconstitué leurs forces. En 1909, ils réunissent 1 585 adhérents – 11 % –, particulièrement actifs à Saint-Florent, Lunery et Bourges, et devancent ceux de la céramique – 9,6 %.

La puissance syndicale ne tient pas uniquement dans les effectifs avancés, mais repose aussi dans la capacité des organisations et des militants à s'enraciner assez dans les métiers, les usines et les localités pour ne jamais perdre le contact avec les réalités quotidiennes d'une vie ouvrière multiforme.



## Des syndicats au syndicalisme

parallèlement aux efforts déployés, notamment par les forestiers, les chauxfourniers ou les travailleurs de la confection militaire qui, depuis le Cher, prennent l'initiative de fédérer leur corporation à l'échelon national, des structures se mettent en place au niveau départemental.

### *Le Syndicat général de Meillant*

Victime des problèmes qui assaillent les organisations adhérentes, la Fédération des chambres syndicales de Vierzon disparaît en 1892, l'année même où, à Meillant, village de moins de 1 500 habitants en 1891, le Syndicat général des Bûcherons naît de la réunion des "sections" formées pendant les grèves des mois précédents. Colosse aux pieds d'argile, le Syndicat s'épuise à vouloir maintenir, au moyen d'assemblées générales, de lettres et de visites, coûteuses pour la trésorerie, une cohésion interne que sapent les distances, l'inexpérience et les mentalités.

Le 28 avril 1895, le congrès de Bigny sonne le glas de l'organisation et dresse le constat d'échec de la première tentative d'union entre de centaines d'ouvriers disséminés dans des dizaines de localités. L'absence d'une structure interprofessionnelle de même niveau a sa part dans la dissolution d'un mouvement "syndical" livré à lui-même et soumis à trop de forces centrifuges.

### *L'Union des Syndicats du Cher (1894-1904).*

Inspirés du règlement de la défunte fédération locale, les statuts de l'Union créée à Vierzon en 1894 se proposent de réaliser "*l'affranchissement de tous ceux qui travaillent*"<sup>1002</sup>. A cette fin, elle se propose de "*soutenir plus efficacement la lutte*" et de "*relever l'énergie des travailleurs*". Les syndicats adhérents conservent leur autonomie, mais les secours prévus en cas de grève dépendent de "*l'assentiment*" que l'organisation donne à l'action en cours. Pour les congrès annuels, la représentation proportionnelle favorise les syndicats les plus puissants. La suprématie vierzonnaise ne fait alors aucun doute et le choix du siège ne soulève pas d'objection, bien que l'on puisse s'interroger sur la faible participation des Berruyers, représentés, en 1894, par le seul syndicat des Toiles cirées.

Très fluctuants, les effectifs traduisent à la fois les incertitudes de l'époque et les limites de l'attachement des organisations particulières à la structure fédératrice. En 1897, celle-ci profite du renouveau berruyer auquel le syndicat des Toiles cirées prend la part que l'on sait. Avec vingt syndicats comptant 1 913 membres - 51,2 % du total départemental -, elle retrouve l'audience des origines<sup>1003</sup>. Deux ans plus tard, le transfert à Bourges du siège de l'Union, prend acte de la nouvelle répartition des forces, mais indispose les Vierzonnais. Malgré les précautions adoptées pour associer les différentes zones du département à la vie fédérale, le déclin est patent en 1901. Aux querelles de clocher s'ajoutent les conséquences des multiples sollicitations dont les syndicats sont l'objet. S'agissant de la solidarité territoriale, les Bourses du travail paraissent mieux adaptées aux modes de sociabilité ouvrière et offrent des services immédiats et concrets.

L'ultime manifestation publique de l'Union dresse, en juillet 1904, un constat de carence<sup>1004</sup>. Pour autant, le mouvement syndical ne régresse ni sur le plan de la puissance ni du point de vue de l'organisation.

### *Les Bourses du travail*

La réussite berruyère encourage les militants. Tour à tour, Vierzon, Mehun, Saint-Amand, La Guerche et Dun inaugurent leur Bourse entre 1898 et 1909. La proportion des syndiqués affiliés à l'une d'elles atteint le niveau record de 68,3 % en 1904.

<sup>1002</sup> AdC, 33 M 154.

<sup>1003</sup> *Tocsin populaire* du 6 novembre 1897.

<sup>1004</sup> *B.O.B.T.B.* de septembre 1904.

Malgré un reflux ultérieur, ce taux demeure toujours supérieur à 54%. Les aires théoriquement couvertes, la diversité des corporations réunies, la perception des cotisations posent de nombreux problèmes. À l'évidence, toutes les Bourses ne disposent pas des mêmes atouts, ainsi que le suggère la simple comparaison des effectifs : jusqu'à près de 5 500 à Bourges contre un maximum de 322 à Dun.

Conscients de leurs responsabilités vis-à-vis du mouvement ouvrier régional, les dirigeants berruyers, Hervier en tête, sillonnent le Cher, conseillent ici des grévistes, accompagnent là une délégation, tâchent partout de répandre les idées-forces du syndicalisme : solidarité, action, organisation. Écoutons Pierre Hervier évoquer ses tournées de propagande<sup>1005</sup>. *"Arrivé au pays, écrit-il, il fallait s'aboucher avec le maire qui, en paysan buté, voyait en moi un aventurier et refusait carrément la salle de la Mairie. Il fallait se rabattre sur la salle du café : là, réussite, à cause de l'espoir de vendre le soir quelques chopines. Vite, libeller un papier et le porter au tambour qui, quelques instants plus tard, appelait la population mâle à la réunion du soir. Beaucoup d'échecs, quelques chances de succès..."* À condition de revenir pour *"entretenir le feu sacré"*, guider les premiers pas du bureau syndical mis sur pied. Jamais facile, la tâche comporte des risques lorsqu'il faut affronter des salles résolument hostiles ou subir en fin de soirée, la crevaïson volontaire des pneus du vélo qui vous a mené à des kilomètres de Bourges<sup>1006</sup>.

*L'Union Départementale : une mutation délicate dans un contexte difficile*

Une dernière étape est franchie en 1912, après que la confédération ait déclaré obligatoire la formation d'Unions départementales (UD), coulant les structures syndicales dans le moule de la géographie administrative et rendant facultative l'existence des Bourses locales.

Le 25 décembre 1912, 77 délégués, désignés par 62 syndicats, soit 48 % des organisations du département, répondent à l'appel de la Bourse de Bourges, en charge du congrès constitutif de l'UD<sup>1007</sup>. 28 localités sont représentées d'une façon ou d'une autre, ce qui n'est pas si mal, mais souligne, aussi, l'attentisme, sinon l'indifférence, voire les réticences d'une fraction du mouvement. Vierzon, en particulier, ne manifeste aucun excès d'enthousiasme. La discussion s'éternise sur deux questions : les cotisations et la fonction exacte des "Jeunesses syndicalistes". En fin de journée, l'élection du bureau, dont le secrétariat revient à Hervier, ratifie la suprématie berruyère.

Mise sur rails, l'UD peine à élargir son audience. En mai 1913, son organe, *Le Syndiqué du Cher*, déplore que de nombreux syndicats affiliés aux différentes Bourses du département hésitent encore à la rejoindre. À la base, les militants, pressés de saisir leur Bourse dès qu'un conflit éclate, négligent d'avertir l'UD, jugée trop lointaine et inefficace. L'attitude est systématique à Vierzon. Conçue dans une perspective offensive, l'Union subit de plein fouet les vents contraires qui soufflent sur le mouvement ouvrier. Cette crise de l'avant-guerre soulève maintes interrogations auxquelles l'étude des pratiques et des idéologies syndicales fournit quelques éléments de réponse.

### **Le syndicalisme : théories et pratiques**

*Le syndicat : une pépinière de cadres ouvriers*

La permanence de l'organisation repose, en premier lieu, sur les membres du bureau, dont la désignation et plus encore le maintien en fonction n'est jamais chose aisée tant sont nombreuses, prenantes, ingrates les tâches « administratives » à cent lieues des pratiques ouvrières. Dangereuses aussi : le ou les responsables s'exposent en effet à la vindicte patronale que redouble souvent celle de l'administration.

Les statistiques établies à partir de données intéressant 569 membres de bureaux syndicaux tirées des feuilles signalétiques

<sup>1005</sup> P. Hervier, *Quarante ans..., op. cit.*, p. 24.

<sup>1006</sup> *Id.*, p. 14.

<sup>1007</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire spécial, le 29 décembre 1912.

fournissent assez d'informations pour ébaucher le profil des cadres inférieurs du mouvement. Si l'on considère les responsables bûcherons, on observe une évolution significative des années 1890 aux années 1900, en rapport, on le suppose, avec les deux vagues grévistes et syndicales qui ébranlent la branche. On note ainsi un rajeunissement, qu'illustre le recul de leur moyenne d'âge - de 38 ans et 3 mois à 35 ans -, et une prolétarianisation<sup>1008</sup> que mesure le niveau, en baisse, de leur patrimoine foncier. Les artisans, bûcherons occasionnels, mais éléments moteurs de la communauté villageoise, actifs lors des premières grèves et à la tête des sections du Syndicat général de Meillant, ont cédé la place à d'authentiques prolétaires.

Dans les autres corporations, la moyenne d'âge lors de l'entrée en fonction tourne autour de 34 ans. On note des écarts significatifs d'une responsabilité à l'autre. Les syndiqués choisissent de préférence un homme jeune - 29 ans en moyenne - pour s'occuper du secrétariat, fonction réclamant de la vivacité et de l'énergie. La pondération qu'apporte la maturité sied mieux aux trésoriers - 34 ans - et, plus encore, aux présidents - près de 38 ans. Les militants du puissant et lourd dispositif syndical des Établissements militaires se détachent du lot commun par une moyenne d'âge relativement élevée - 40,8 ans pour la totalité du bureau -, perceptible tant chez les secrétaires que parmi les trésoriers et les présidents.

Le groupe comporte, bien sûr, son lot d'ivrognes, de paresseux, d'incapables, d'indélicats et de renégats. Dans l'ensemble, pourtant, le dévouement, la sincérité et la modestie l'emportent, même si, au terme d'un dur apprentissage, les militants acquièrent une relative, mais flatteuse notoriété. Celle-ci ne fait pas de doute pour Pierre Hervier, que ses fonctions à la Bourse de Bourges conduisent au poste de maire adjoint, pour Jules Bornet, élu secrétaire de la Fédération nationale des Bûcherons à moins de 21 ans, ou encore pour Eugène Lucain placé à la tête d'un syndicat comptant des milliers de membres et que ses responsabilités entraînent à siéger dans des commissions administratives nationales et rencontrer des parlementaires, le ministre de la Guerre ou son chef de cabinet.

Au niveau des organisations « ordinaires », la situation est, certes, plus complexe, mais la notion de notoriété demeure valable, en dehors de celle, négative, que les employeurs et les commissaires ne manquent pas de faire aux secrétaires et aux présidents trop combatifs. Dans les villages bûcherons, l'homme désigné pour impulser l'action et représenter les dizaines ou centaines de syndiqués est une personnalité avec laquelle les marchands de bois, les propriétaires et les élus locaux apprennent à compter. L'inquiétude vire parfois à la rivalité politique lorsque les maires sentent leur autorité vaciller.

Il arrive, d'ailleurs, que les militants investissent les mairies. En 1908, on ne recense pas moins de 106 membres de bureaux syndicaux, déjà en place ou à venir, dans les conseils municipaux<sup>1009</sup>. Le chiffre équivaut à 25,6 % du total des ouvriers élus. Quinze maires et adjoints détiennent, ont détenu ou détiendront, d'autre part, des responsabilités corporatives.

#### *Le syndicat : un pôle de la vie sociale*

À tous les échelons, la mise en forme des revendications, l'élaboration d'une tactique, la perception des cotisations, la désignation des dirigeants, le maintien d'un minimum de cohésion interne... exigent des réunions régulières au cours desquelles les adhérents se familiarisent avec les règles de l'échange et de la démocratie. À la base, les adhérents n'hésitent pas à prendre la parole. Ils apprennent à le faire à tour de rôle, à écouter les autres et à tenir compte de leurs avis. Chaque fois qu'il le juge nécessaire, le collectif critique, propose, rectifie, contrôle, puis vote. Maladroits, frustes, les participants procèdent, certes, plus souvent par assertion qu'au moyen d'analyses rigoureuses et globales. Trop de handicaps culturels pèsent sur la maîtrise du langage, des connaissances et du raisonnement. Le nombre de présents, la

<sup>1008</sup> Tels que les documents cadastraux permettent de les évaluer.

<sup>1009</sup> Évaluation minimale. AcD, 23 M 242; Tableaux des membres des conseils municipaux, 1908; 33 M 141; Feuilles signalétiques des syndicats.

personnalité du responsable chargé d'introduire la discussion influencent également la qualité du débat.

En temps normal, la participation aux assemblées dépend de la distance à parcourir pour se rendre du logement, de l'atelier ou du chantier au local. La remarque concerne en particulier les syndicats bûcherons rayonnant sur plusieurs villages, mais vaut aussi pour les travailleurs de Rosières recrutés dans l'ensemble du canton de Chârost. La fréquentation varie ensuite en fonction des questions à l'ordre du jour, de la saison, de la conjoncture politique et sociale. Chez les bûcherons, 40 % des réunions se tiennent entre décembre et mars, au plus fort de l'activité forestière. A Bourges, trop de syndiqués se contentent, malgré un responsable, de payer leur cotisation et s'excusent de leur absence en se réfugiant derrière les récriminations de leur épouse, le mauvais temps, les travaux du jardin<sup>1010</sup>. En revanche, les "*critiques pleuvent drues*" contre les dirigeants et les décisions qu'ils ont dû prendre seuls.

Si les réunions routinières rencontrent assez vite leurs limites, l'organisation réussit à s'approprier, pour son plus grand profit, des formes traditionnelles de réjouissances populaires. Dans les campagnes en voie de dépopulation, alors que les solidarités anciennes se déchirent, le syndicat obtient sans peine que le Premier Mai prenne place, au même titre que le 14 juillet ou "l'assemblée", parmi les dates majeures de l'éphéméride festif villageoise. Toutes les initiatives ne rencontrent pas un tel succès. Les bibliothèques, encombrées d'ouvrages gratuits fournis par divers ministères et destinés à satisfaire la curiosité des militants, mais non du gros des adhérents, n'ont guère de lecteurs. Au nombre des services proposés, mentionnons le cas des coopératives de consommation. Celle de la Bourse de Bourges souffre d'une forte concurrence, mais la *Franche Bûcheronne* de Jussy-le-Chaudrier et la *Fraternelle* de La Guerche parviennent à faire leur trou dans la vie commerciale locale.

#### *Des valeurs spécifiques : esquisse d'une éthique*

En dehors des références idéologiques, dont se nourrissent les discours et articles des militants les plus en vue, l'organisation secrète ses propres valeurs. Au premier rang d'entre elles figure la solidarité, condition de ce que beaucoup d'ouvriers qualifient de « bonne entente ». Elle procède d'un véritable code de conduite, qui bannit ce qui pourrait menacer l'unité de la classe : la jalousie, l'esprit de compétition, la "lâcheté" et, à plus forte raison, la "trahison". L'égoïsme, qu'il soit individuel ou collectif, l'hypocrisie et la dissimulation sont sévèrement dénoncés<sup>1011</sup>.

Si les militants se réjouissent de la "*franche gaieté*" des "*joyeuses agapes*" syndicales, ils mettent en garde contre les excès derrière lesquels se profile la déchéance morale et physique. Brutal, un article consacré aux syndiqués du bâtiment de La Guerche, coupables de s'être retirés de leur fédération nationale et de la CGT, dénonce "*le poivrot et indigne ouvrier qui préfère se saouler et déambuler dans les rues (plutôt) que de payer ses cotisations*"<sup>1012</sup>. Indigné et triste à la fois, le secrétaire des porcelainiers de Foëcy s'en prend, quant à lui, aux compagnons qui ont vu "*dans les 15 sous qu'ils ne versent plus au syndicat, le moyen de s'offrir un litre de vin*"<sup>1013</sup>.

Éternelle pierre d'achoppement du mouvement ouvrier français, la question des cotisations est l'occasion de rappels à l'ordre moralisateurs. Bornet s'emporte contre la mesquinerie de trésoriers et de secrétaires, "*presque tous*", précise-t-il, qui "*mettent un soin jaloux à cacher la vérité dans le but de se soustraire au juste paiement*"<sup>1014</sup>. D'autres admonestent ces chafourniers choisissant d'adhérer au syndicat bûcheron de leur localité plutôt qu'à celui de leur corporation parce que, affirment-ils, "*ça paie moins cher*"<sup>1015</sup>. Ce sont là péchés véniels comparés au comportement des "*malandrins*" qui, mus par « l'appât du gain », entrent en masse dans le syndicat des maçons de Bourges

<sup>1010</sup> *Le Syndiqué du Cher* de décembre 1912.

<sup>1011</sup> Cf. *Le Bûcheron* du 20 février 1907.

<sup>1012</sup> *B.O.B.T.B.* de décembre 1912.

<sup>1013</sup> *Le Syndiqué du Cher* de novembre 1913.

<sup>1014</sup> *Le Bûcheron* du 20 décembre 1906.

<sup>1015</sup> *B.O.B.T.B.* de mai 1912.

afin de bénéficier, le temps d'une grève, des secours délivrés grâce aux économies accumulées les anciens adhérents, puis le désertent dès qu'au printemps les salaires augmentent<sup>1016</sup>. Le cas n'est pas exceptionnel. En 1908, le syndicat des Toiles cirées de Bourges - celui d'Hervier - subit la loi d'une majorité de "*cerveaux obtus*", sinon mal intentionnés, qui, attirés par les avantages qu'offre la caisse du secours mutuel de l'organisation, en usent et en abusent contre l'avis<sup>1017</sup> de la minorité animée d'un véritable "*esprit syndicaliste*"<sup>1018</sup>. En cas de besoin, on recourt aux sanctions. Les plus fréquentes visent, bien sûr, les "jaunes", exclus du syndicat avant d'être mis au ban de la communauté ouvrière. Chez les bûcherons, les responsabilités du syndicat dans l'organisation du travail lui donnent un droit de regard sur le comportement de chacun. Coupables d'avoir mordu sur les « balives » de camarades, deux ouvriers de Dun se voient infliger une réparation d'un montant de 5 francs<sup>1019</sup>.

Les dirigeants syndicaux sont, eux-mêmes, à la surveillance de leurs camarades. Les exigent de leurs porte-parole une attitude irréprochable. Le moindre écart entraîne des demandes d'explication. Pour des propos jugés trop politiques, Hervier, blâmé, en 1899, par le conseil d'administration de la Bourse, subit une amende de 5 francs<sup>1020</sup>. Encore évite-t-il la radiation suggérée par le syndicat des charpentiers. Un mois plus tard, un article intempestif du secrétaire général provoque à nouveau la colère des administrateurs de la Bourse<sup>1021</sup>.

Le passé, en ces circonstances, ne suffit pas à excuser les écarts du présent. Militant syndical confirmé, mais recruté par l'administration départementale comme concierge de l'archevêché, Henri Coquard l'apprend à ses dépens<sup>1022</sup>. Sans le désigner nominativement, le syndicat des Établissements militaires s'en prend aux adhérents qui profitent "*de leur situation pour se faire des solliciteurs de places*". En clair, on se méfie d'un camarade "*qui n'a plus son indépendance*". Le rigorisme n'est pas moindre à la base. Après des années de bons et loyaux services, le secrétaire du syndicat des bûcherons de Jussy-le-Chaudrier est chassé de l'organisation au terme d'un interrogatoire en règle sur l'usage d'une somme de 47 francs qui lui avait été confiée<sup>1023</sup>. Incapable de justifier un trou de 53 francs dans la caisse et refusant de le combler de ses propres deniers, le secrétaire du syndicat des métallurgistes de Saint-Florent-Rosières est, lui aussi, exclu, sanction qu'aggrave sa publication dans la presse ouvrière<sup>1024</sup>.

L'éthique qui s'ébauche à travers ces exemples comme à l'écoute des discours ou à la lecture des articles, emprunte nombre de ses préceptes à la morale commune. L'exhortation du président du syndicat des bûcherons de Saint-Baudel à l'adresse de ses camarades laisse entrevoir une morale plus singulière, à défaut d'être proprement syndicale<sup>1025</sup>. Un militant, explique-t-il se doit "*de suivre toujours la bonne voie, de ne pas trop se montrer, de suivre le mouvement dans le silence et de chercher à se faire critiquer le moins possible*". De l'austérité à l'abnégation et à l'humilité, la règle valorise les devoirs envers la collectivité, dont la solidité garantit la protection des individus qui la composent. À l'évidence, les bûcherons, ouvriers aux fortes attaches terriennes, se soumettent plus aisément aux normes communautaires que les travailleurs qualifiés des agglomérations. Pour tous, cependant, le contrôle qu'exerce le groupe, aussi pesant soit-il, est la contrepartie de la cohésion collective, arme essentielle du combat des dominés pour l'accès au mieux-être et de leur droit à la dignité. L'aspiration au respect, grosse d'un désir d'épanouissement des personnalités singulières, se nourrit de cette autre composante de l'identité ouvrière : la conscience d'accomplir un travail productif et utile.

<sup>1016</sup> *Id.*, novembre 1900.

<sup>1017</sup> *Id.*, mai 1908.

<sup>1018</sup> AdC, 7 F 57 ; PV du syndicat des bûcherons de Dun, le 7 février 1904.

<sup>1019</sup> AdC, 25 M 63 ; Rapport du commissaire spécial, le 27 mai 1899.

<sup>1020</sup> *Id.*, Rapport du 18 juillet 1899.

<sup>1021</sup> B.O.B.T.B. de janvier 1907.

<sup>1022</sup> Archives du syndicat de Jussy-le-Chaudrier ; PV des séances des 6 décembre 1903 et 3 janvier 1904.

<sup>1023</sup> B.O.B.T.B. de février 1912.

<sup>1024</sup> IXe congrès de la Fédération nationale des Bûcherons, Bourges, 1912.



### *L'émergence d'idéologies syndicales*

Les statuts des nouvelles organisations mettent l'accent sur des objectifs beaucoup plus ambitieux que ceux des décennies antérieures. Au plan formel, le ton se fait plus combatif. La plupart des préambules s'allongent, se gonflent de termes et d'arguments nouveaux, au long desquels une ligne idéologique prend forme. Les vieilles devises, hormis le classique *"l'union fait la force"* adopté par les peintres sur porcelaine de Foëcy, s'effacent. L'hommage rendu jadis à la « Justice » et à « l'Honnêteté » se réfugie dans les paragraphes consacrés à la vie interne de l'organisation. Les plus laconiques déclarent vouloir *"constituer le travail libre, affranchi de toute exploitation capitaliste"*<sup>1025</sup>. Du coup, l'horizon s'élargit.

Les porcelainiers de Vierzon ne visent pas seulement *"leur complète émancipation"*, mais affirment aussi vouloir *"poursuivre l'entente des travailleurs du monde entier et (réaliser) la suppression du Salarial"*<sup>1026</sup>. Précis, les bûcherons de Blet récapitulent les principes fondamentaux du mouvement dans un long préambule, duquel il ressort que *"deux classes bien distinctes et irréconciliables sont en présence", "que ce serait se leurrer d'espérer que, par sa seule puissance, le travailleur isolé peut réduire à merci l'exploitation actuelle"*<sup>1027</sup>. Les ouvriers, poursuit le texte, *"doivent concentrer leurs forces et unifier leur action afin de pouvoir d'abord, sur le terrain strictement économique, lutter contre leurs oppresseurs de toutes conditions, et ensuite en faveur de la réalisation de leur but défini, c'est-à-dire la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme". "Leur affranchissement intégral, est-il encore écrit, ne saurait avoir sa source même dans l'augmentation des salaires (...) pas plus qu'ils n'ont à compter sur le peu de réformes qu'ils ont, de haute lutte, arrachées à la bourgeoisie possédante et légiférante"*.

Ces principes sont repris, au mot près, par des dizaines de syndicats, quand bien même des variantes existent. Les écarts ne sont pas dénués d'intérêt. A Saint-Amand, le syndicat des ouvriers de la bijouterie se défie ainsi de « *la Providence-Etat (...) dont la raison d'être est de veiller au maintien des privilèges des dirigeants* »<sup>1028</sup>. Aussi invite-t-il ses adhérents à ne pas *"attendre (leur) émancipation des gouvernements, car - à les supposer animés des meilleures intentions à notre égard - ils ne peuvent rien de définitif, attendu que l'amélioration de notre sort est en raison directe de la décroissance de la puissance gouvernementale"*. La suite du préambule renoue avec le modèle adopté par le syndicat de Blet jusqu'à ce qu'un nouveau considérant examine, non sans une bienveillance d'inspiration libertaire, les *"actes individuels provoqués par le mal social (...), protestations violentes contre les monstruosité ambiante"*. Tenus pour inférieurs au combat syndical, ils contribueraient cependant à *"appeler l'attention et la réflexion des prolétaires sur leur possible situation et préparer ainsi l'action collective"*.

Dans tous les cas, un projet politique prend corps, alors même que redoublent les préventions à l'égard des pratiques des politiciens et des partis. L'obligation faite aux membres du bureau du syndicat des porcelainiers de Vierzon qui viendraient à *"briguer un mandat politique"*, de démissionner de leurs responsabilités corporatives, est révélatrice<sup>1029</sup>. Imprégnée d'ouvriérisme, l'idéologie syndicaliste fait de l'organisation corporative le meilleur instrument, sinon l'unique, de l'émancipation des travailleurs, *"attendu qu'il est un groupement coalisant les exploités devant l'ennemi commun, le capitaliste, que, par cela même, il rallie dans son sein tous les producteurs, de quelque opinion ou conception philosophique, politique ou religieuse qu'ils se réclament..."*<sup>1030</sup>.

### **Le socialisme : une puissance électorale**

<sup>1025</sup> AdC, 33 M 149 ; Statuts du syndicat des Terrassiers, puisatiers, mineurs et poseurs de rails de Vierzon, 1909.

<sup>1026</sup> AdC, 33 M 159.

<sup>1027</sup> AdC, 33 M 142 ; Statuts de 1907.

<sup>1028</sup> AdC, 33 M 148 ; Statuts de 1904.

<sup>1029</sup> AdC, 33 M 159 ; Statuts de 1909.

<sup>1030</sup> AdC, 33 M 142 ; Statuts du syndicat des bûcherons de Blet.

## Les élections : progrès généraux et relative instabilité

Au printemps 1892, les élections municipales récompensent l'ardeur et le dévouement des vaillantistes, Baudin en tête, au service des bûcherons en grève. Commentant les résultats du scrutin, Pierre Forest salue la victoire du socialisme, rejoignant sur ce point les conclusions attristées des autorités départementales, lesquelles dénombrent neuf municipalités dont le maire ou l'adjoint, parfois les deux, appartiendraient au « parti socialiste »<sup>1031</sup>. L'étiquette recouvre, en fait, des conceptions et des pratiques fort diverses. Les contours de la nébuleuse électorale vaillantiste manquent de netteté. Fluide, voire volatile, l'électorat socialiste réserve bien des surprises. Bonnes ou mauvaises.

Aux élections législatives de 1893, par exemple, cet enracinement superficiel et ponctuel, aggravé par la désignation, hormis Baudin qui sera réélu au premier tour, de candidats mal accordés à leur circonscription aboutissent à des scores décevants. Aux élections cantonales, l'échec, à Vierzon, de Gaston Cougny (fils) face au « rallié » Goffard, porté, six ans plus tôt, par la vague boulangiste, le nouveau succès de Dupuis à Chârost, les déboires de Philippe Apied à Châteauneuf démontrent assez que les « bastions » n'offrent pas de garantie absolue, cependant que persiste l'irritant décalage entre les résultats des scrutins à portée nationale et les consultations d'intérêt local.

En vue des élections législatives de 1898, les amis de Vaillant évitent de répéter les erreurs commises cinq ans auparavant. Préparée par des tournées préalables de propagande, la campagne proprement dite met en avant le nom de candidats connus et estimés. Les principales inquiétudes socialistes concernent, cette fois, la circonscription de Vierzon, où Baudin, malade, renonce à se représenter. Jules-Louis Breton, un jeune et brillant chimiste déjà pourvu d'un beau passé militant, mais étranger au département, parvient à conserver, au second tour, le seul siège du parti<sup>1032</sup>. Sans aller jusque-là, ses camarades font néanmoins bonne figure au premier tour, qu'il s'agisse de Gaston Cougny - 30 % à Bourges I - ou d'Hyppolite Mauger - 24 % à Saint-Amand II.

Au terme d'une décennie de batailles électorales et malgré de sérieuses déconvenues, l'audience des socialistes change d'échelle. Le scrutin municipal de 1900 en apporte une nouvelle preuve. Cette année-là, le parti fait élire 249 conseillers - 6,8 % du total départemental - dans 47 communes de 18 cantons<sup>1033</sup>. Le préfet estime à 14 le nombre des municipalités vaillantistes<sup>1034</sup>. Par lui-même, le chiffre rend imparfaitement compte de l'ampleur d'un succès électoral qui confie aux socialistes la gestion de Bourges et des trois communes de l'agglomération vierzonnaise. Le déblocage géographique se double d'une prolétarianisation des élus - 39,1 % d'ouvriers parmi les élus socialistes -, moins sensible dans les villages - 36 % -, mais plus marquée à Bourges et à Vierzon, où les travailleurs forment près de la moitié des édiles socialistes.

Reste qu'en dépit de réels progrès, les vaillantistes ont toujours des difficultés à stabiliser leur électorat, qui les délaisse au gré des contextes et des enjeux. Le phénomène renvoie à la diversité des facteurs à l'œuvre dans la formation et l'expression de l'opinion populaire, notamment ouvrière. Elle interpelle les socialistes sur leur aptitude à surmonter l'hétérogénéité de la classe, problème théorique dont on ne peut sous-estimer les implications pratiques. Force électorale, le parti socialiste tarde, par ailleurs, à se constituer en organisation de masse fondée, à l'exemple des syndicats, sur un grand nombre d'adhérents et un réseau serré de comités de base.

## Les lacunes de l'organisation

<sup>1031</sup> *Le Parti socialiste* du 22 mai 1892 ; AdC, 25 M 194, soit les communes de Grossouvre, Jouet-/Aubois, La Guerche, Mareuil, Meillant, Menetou-Couture, Lornay-Berry, Saint-Hilaire-de-Gondilly, Uzay-le-Venon, Vallenay.

<sup>1032</sup> AdC, 20 M 38.

<sup>1033</sup> AdC, 23 M 223-224.

<sup>1034</sup> *Id.*, soit Augy/Aubois, Beffes, Bourges, Cuffy, Jouet/Aubois, Jussy-le-Chaudrier, La Celle, Mareuil, Saint-Germain-des-Bois, Saint-Léger-le-Petit, Saint-Hilaire-de-Gondilly, Vierzon-Bourgneuf, Vierzon-Villages, Vierzon-Ville.

Officiellement, le CRC ne reconnaît pas de niveau intermédiaire entre les groupes de base et le centre parisien qui reçoit leur adhésion et organise les assemblées trimestrielles auxquelles ils sont censés participer. Rien n'interdit aux comités du Cher de se concerter et d'engager des actions communes. Rien, cependant, ne les y encourage.

Depuis 1890, les comités berrichons ont pris l'habitude de se réunir chaque trimestre<sup>1035</sup>. Les responsables du CRC apportent leur concours au déroulement de ces demi-journées. Plus que d'autres, Vaillant veille sur le développement de la branche berrichonne et se rend régulièrement à Bourges et à Vierzon<sup>1036</sup>. La parution hebdomadaire, à compter du 28 juin 1891, du *Parti socialiste*, "organe des Comités socialistes du Cher et de ceux adhérents au CRC", relance le processus de coordination de la propagande qu'avait interrompu la disparition de *La République Sociale* en mars 1887. Au passage, elle confirme la place du département dans la vie de l'organisation. La mesurer avec précision s'avère difficile. Les négligences des militants et le maintien de règles surannées, héritées des temps héroïques de la semi-clandestinité, brouillent les observations.

Le 6 mars 1892, 27 délégués assistent à la neuvième conférence des comités du Cher<sup>1037</sup>. La participation des principaux responsables des syndicats bûcherons, la liste des 25 groupes associés à la réunion, enregistrent les changements intervenus dans la foulée des grèves. *Le Parti Socialiste* pénètre dans 63 localités contre 47 en septembre 1891. Ces progrès laissent bien augurer des élections municipales et expliquent la présentation de candidats socialistes dans une vingtaine de communes<sup>1038</sup>.

Au même moment, les dirigeants nationaux procèdent au dépoussiérage et à la démocratisation du fonctionnement du CRC<sup>1039</sup>. La déclaration politique qui accompagne ce remaniement explicite la "synthèse vaillantiste". Athée, républicain, communiste, révolutionnaire et internationaliste, le CRC ne renie aucune de ses proclamations antérieures, mais choisit de les enrichir, d'en éclairer le sens à la lumière d'une analyse inspirée du "socialisme moderne". Il revendique hautement l'héritage "de la tradition révolutionnaire du peuple français", que développe et prolonge le combat de la classe ouvrière auquel contribue le parti afin de préparer la conquête du pouvoir. Dans ce but, et "en dehors de toute limitation doctrinaire ou sectaire", les vaillantistes se prononcent, sans restriction, pour l'unité d'action, étape vers l'unité d'organisation du parti socialiste, conçu comme "l'avant-garde de l'armée ouvrière".

Cette remise en ordre de la théorie et des structures n'a pas d'effets immédiats sur les militants de base. L'extension géographique de l'organisation accroît, au contraire, les risques de crises internes en élevant son hétérogénéité. Ainsi les socialistes vierzonnais embarrassés par leur victoire municipale de 1888 se déchirent-ils à propos de gestion et de tactique locale<sup>1040</sup>. Entraînés par Pierre Radan, un vétéran des combats menés du temps de Bazile, quelques adhérents et conseillers ne supportent pas la tutelle qu'exerce, sur le comité et les élus, le secrétaire de mairie, Pierre Forest. Venu à Vierzon en 1883, rédacteur du *Parti Socialiste*, Forest soutient la ligne jugée trop timide de Louis Samson, le maire de Vierzon-Ville.

À l'approche du renouvellement de 1892, la rupture est consommée. Les deux tendances s'affrontent par voie d'affiches<sup>1041</sup>. La confusion engendrée par la polémique n'est pas pour rien dans la perte de la municipalité. Durant plusieurs semaines encore, les fractions se disputent l'exclusivité de l'appellation "socialiste". Mieux organisés, appuyés par Baudin et Paris, les partisans de Forest finissent par l'emporter. En 1894, cependant, l'abcès n'est pas complètement vidé. Irréconciliables,

<sup>1035</sup> *Le Parti socialiste* du 12 juillet 1891.

<sup>1036</sup> H. Laudier, « A la mémoire... », art. cité.

<sup>1037</sup> *Le Parti socialiste* du 13 mars 1892.

<sup>1038</sup> *Id.*, du 24 avril 1892.

<sup>1039</sup> *Id.*, du 21 février 1892.

<sup>1040</sup> AdC, 318.O.11 et 12.

<sup>1041</sup> AdC, 25 M 89.

découragés et peu nombreux, les socialistes renoncent, pour la première fois depuis longtemps, à commémorer la Commune.

La dégradation du climat social, consécutive, au printemps 1894, à l'intensification du processus de modernisation des fabriques de porcelaine, ne suffit pas à redresser l'autorité du CRC vierzonnais. La situation commence vraiment à s'améliorer avec l'apparition, autour d'Henri Laudier, d'un groupe des « jeunes socialistes révolutionnaires ». La première mention de cette organisation date de septembre 1895, lorsque le commissaire signale la réunion de plusieurs jeunes de seize à vingt ans, tous les jeudis, dans une salle décorée de drapeaux rouges<sup>1042</sup>. Forces vives du CRC local, les amis de Laudier animent les meetings, servent de gardes du corps aux conférenciers et font la claque lorsque le public s'ennuie. Emile Péraudin fréquente assidument les réunions de la nouvelle organisation. Âgé de 31 ans en 1896, réputé pour ses dons de polémiste, issu d'une vieille lignée républicaine, Emile, ancien apprenti porcelainier et fils d'un ancien conseiller municipal, qui l'a fait entrer dans l'administration locale<sup>1043</sup>. Il y gravit tous les échelons jusqu'au poste de secrétaire de mairie à Vierzon-Ville.

À la charnière des années 1880 et 1890, des ouvriers berruyers suivent avec intérêt les réunions des libertaires qui poussent l'audace jusqu'à interpeller les orateurs socialistes placés sur la défensive. Vaillant doit hausser le ton contre ceux qu'il traite de "malades mentaux" et "d'agents provocateurs"<sup>1044</sup>. À Châteaumeillant, toutefois, l'un des diffuseurs du *Tocsin populaire*, le ferblantier Chauchet, surnommé "Ravachol" - sans son assentiment, précise-t-il - assimile l'anarchisme à l'aile la plus avancée du socialisme. S'il se défend d'approuver la "propagande par le fait", Chauchet dit comprendre les hommes que la misère exaspère au point de les conduire à la violence individuelle<sup>1045</sup>.

Coup de colère et radicalisation plus que démarche intellectuellement étayée, l'anarchisme berrichon s'essouffle rapidement faute de cadres assez nombreux pour pouvoir intervenir sur les lieux mêmes des luttes ouvrières. Les socialistes démontrent, ici, leur supériorité militante. Parce qu'ils ne séparent pas leurs objectifs révolutionnaires de la conquête de bases locales par le suffrage universel, les vaillantistes ne choquent pas le gros de l'opinion ouvrière, profondément attachée aux institutions républicaines, mais se donnent, au contraire, les moyens d'élargir leur audience. Plus solide, mieux répartie sur l'ensemble du département, l'organisation socialiste a pour elle d'être crédible. Suffisamment développée et intégrée au milieu local, elle peut même, comme à Vierzon, capter à son profit le dynamisme et l'impatience des éléments les plus turbulents d'une jeunesse ouvrière qui, à Bourges ou à Saint-Amand, se tournent, pour peu de temps et en petit nombre, vers les libertaires. Dans le meilleur des cas, les anarchistes occupent les terrains délaissés par les socialistes et exploitent leurs lacunes, leurs erreurs, mais échouent à influencer durablement le mouvement ouvrier régional.

#### *Le redressement du tournant du siècle*

En avril 1896, un rédacteur du très réactionnaire *Journal du Cher* déplore, au lendemain d'une réunion socialiste suivie par plus d'un millier de Berruyers, que les "conservateurs n'aient su déployer une telle activité, s'imposer à l'opinion avec une semblable persévérance"<sup>1046</sup>. Il s'interroge sur la signification d'un succès derrière lequel il discerne l'indice d'un inquiétant renouveau. De fait, le temps, pas si lointain, des conférences tumultueuses où anarchistes et socialistes réglaient, à quelques dizaines et dans l'indifférence générale, d'interminables comptes, semble révolu. Fait notable, les orateurs du parti n'attendent plus les échéances électorales pour sillonner le département.

Parallèlement, l'organisation densifie son maillage : le 4 septembre 1898, 33 comités et deux groupes des Jeunesses participent pour le Cher au congrès de la Fédération du Centre du

<sup>1042</sup> AdC, 25 M 45 ; Rapport du commissaire, le 16 septembre 1895.

<sup>1043</sup> AdC, 25 M 89.

<sup>1044</sup> *Id.*, Rapport du commissaire spécial, le 18 avril 1892.

<sup>1045</sup> AdC, 31 U 647 ; Châteaumeillant, décembre 1893.

<sup>1046</sup> *Le Journal du Cher* du 21 avril 1896.

Parti socialiste révolutionnaire (PSR), nouvelle appellation du CRC<sup>1047</sup>. Plus de la moitié des cantons du département – 16 sur 29 – possèdent au moins une base militante. Les comités et leurs effectifs paraissent, malgré tout, très en deçà des potentialités d'un parti qui a recueilli près de 16 500 voix en 1898<sup>1048</sup>. S'il ne récuse pas la notion élitiste "d'avant-garde", le PSR souffre d'abord de son incapacité à établir des relations étroites, suivies et organiques avec les masses populaires et ouvrières. En dépit de son audience, la presse hebdomadaire - *Le Tocsin* et, bientôt, *Le Réveil social du Cher* - ne suffit pas à surmonter ses handicaps.

Actifs, dévoués, efficaces, les militants contrôlent, il est vrai, assez de positions stratégiques sur l'échiquier social pour en atténuer les conséquences. On songe au mouvement syndical, encore que rien ne soit simple à ce sujet. On pense aussi aux mandats électifs : la détention de dizaines de sièges de conseillers municipaux et la direction d'une dizaine de municipalités ouvrent des possibilités d'action inédites.

### Déjà l'exercice du pouvoir

Les responsabilités exercées, jointes au souvenir douloureux des déchirements vierzonnais et saint-amandois rendent urgente la définition d'une ligne de conduite municipale. Tel est l'un des objectifs assignés au congrès des municipalités socialistes, convoqué à Saint-Ouen en septembre 1892<sup>1049</sup>.

Précises, concrètes, les propositions adoptées à l'issue des assises forment un ensemble cohérent, mais achoppent sur quelques-unes des contradictions majeures inhérentes aux organisations révolutionnaires, désireuses d'inscrire leur action dans le présent sans renoncer à leurs objectifs, de sauvegarder leur identité tout en composant avec les institutions. En clair, la mise en œuvre de quantité de propositions supposerait une redéfinition des relations entre l'État et les communes, de leurs attributions respectives. En son absence, nombre de projets tournent à la pétition de principe d'une piètre utilité pour les élus confrontés aux problèmes quotidiens de gestion et réduits, dès lors, à naviguer entre les écueils de la témérité et du conformisme.

### Une gestion sociale

Dresser le bilan de réalisations municipales demande un minimum de précautions, la première étant de ne pas perdre de vue la diversité des situations locales. Qui envisagerait de comparer le maigre budget d'une commune bûcheronne à celui de Bourges ? Si la prise en compte des différences de taille et de ressources semble aller de soi, il n'en va pas toujours de même avec le facteur temps. Un programme, surtout s'il est novateur, est une œuvre de longue haleine, dont les rythmes de réalisation ne s'accordent pas nécessairement avec le cycle quadriennal des scrutins. Les socialistes de Saint-Amand dominant, certes, l'hôtel de ville de 1886 à 1896, mais victimes de dissolutions répétées, ils s'épuisent, se dispersent et, finalement, ne mènent aucun projet à son terme<sup>1050</sup>. A Bourges, la mandature 1900-1904, commencée dans l'allégresse d'une victoire perçue comme devant être celle de la classe ouvrière, se termine par une défaite à laquelle les socialistes, tout autant que la préfecture et les réactionnaires, ont contribué sans parvenir à tenir leurs promesses. Seuls, les élus vierzonnais réussissent à imprimer leur marque.

Un sondage effectué dans les budgets de Vierzon-Villages fait apparaître une progression régulière des dépenses d'assistance et d'instruction à partir de 1896, année où Emile Bodin devient maire<sup>1051</sup>. A Vierzon-Ville, la plus grande stabilité de ces rubriques, en pourcentage, s'accompagne d'une forte croissance en valeur absolue par suite de leur indexation sur l'ambitieuse politique d'aménagement urbain engagée depuis 1901<sup>1052</sup>.

<sup>1047</sup> *Le Tocsin populaire* du 10 septembre 1898.

<sup>1048</sup> AdC, 20 M 38.

<sup>1049</sup> Fédération des conseillers municipaux socialistes de France, *Compte rendu du 1<sup>er</sup> congrès, Saint-Ouen, 11-13 septembre 1892*.

<sup>1050</sup> AdC, 25 M 45 ; Rapport du commissaire, le 22 septembre 1895.

<sup>1051</sup> AdC, 317.O.9 et 10.

<sup>1052</sup> *La Bataille* du 27 avril 1912.

Confiants dans les vertus émancipatrices de l'école, résolus à lutter contre les handicaps d'origine sociale dont pâtissent les enfants de travailleurs, les conseillers socialistes se montrent les plus ardents défenseurs de la gratuité des fournitures scolaires. Participent de la même orientation l'ouverture d'une cantine scolaire à prix réduit - VierzonVillages -, la mise en place de services médicaux, la distribution de galoches et de serviettes aux enfants nécessiteux - Vierzon-Ville. Les élus socialistes veillent aussi à soulager le sort des indigents, des vieillards, des infirmes et des incurables. "*Sans ladrerie*", précise-t-on<sup>1053</sup>.

Bienveillante à l'égard des programmes vierzonnaïses d'équipement urbain, la tutelle préfectorale bloque tout ce qui, de son point de vue, participe d'une volonté d'intervention directe dans la vie économique. En conséquence, les socialistes doivent se contenter, la plupart du temps, de gérer les régies municipales dont ils ont hérité. Forts de la parcelle de pouvoir détenue, les conseillers de Mareuil, Saint-Baudel, Vallenay, Bourges, Vierzon... se font également un devoir d'aider les ouvriers en lutte et de soutenir leurs organisations. Autant que le permet le contrôle soupçonneux de l'administration, ils appuient les collectes au bénéfice des grévistes, prêtent des locaux, subventionnent le déroulement des congrès et le fonctionnement des bourses du travail, s'efforcent d'empêcher le recours à la force publique contre les manifestations ouvrières. La recherche d'un équilibre entre la gestion que l'on voudrait exemplaire du personnel municipal et les contraintes budgétaires ne va pas sans déconvenues et griefs.

La question des recettes n'est pas moins épineuse. En pratique, la fiscalité s'alourdit au rythme des réalisations sans subir d'infléchissement notable dans sa structure. Si le débat n'a pas lieu d'être à Vierzon, le maintien ou non de l'octroi suscite, à Bourges comme à Saint-Amand, de sérieuses empoignades entre les socialistes qui, finalement, renoncent à voter sa suppression... qu'adoptera la majorité radicale de 1901...

#### *L'affirmation de notables de type nouveau*

Au total, le bilan reste assez d'un « socialisme municipal » auquel, en réalité, les vaillantistes n'ont jamais cru. Au doute doctrinal initial succède, toutefois, la circonspection pragmatique des élus. Certes, tout ce qui était possible n'a pas été entrepris, mais on ne saurait sous-estimer l'œuvre accomplie.

Aux prises avec les difficultés de toute gestion, les édiles font face, intégrés, malgré eux, dans un système politique, dont les règles freinent, quand elles ne les interdisent pas, les initiatives d'inspiration socialiste. Le défi à relever ne va pas de soi pour des hommes que rien, dans leur passé professionnel ou leur itinéraire politique, à l'usine ou au comité, n'a préparés aux tâches qui les attendent. Sans cesse, il faut choisir, négocier des compromis, battre en retraite, céder ici pour gagner là, recueillir les avis, les doléances des uns et des autres, écouter les critiques de la population hétérogène qu'ils représentent et à laquelle ils se font un devoir de rendre des comptes. Indispensables, le réalisme et l'empirisme frôlent constamment le relativisme, sinon l'opportunisme.

Notables de type nouveau, les maires socialistes découvrent aussi les séductions et les jouissances du pouvoir. Celles-ci ont d'autant plus d'attraits que la commune est grande et surgissent d'autant plus vite que la plupart des conseillers, inexpérimentés, accaparés par le syndicat, se désintéressent de la gestion et s'en remettent au premier magistrat pour le règlement des affaires courantes. Si le comité socialiste ne se confond pas avec le conseil ou avec les employés municipaux, le risque existe d'une rupture entre l'organisation et l'institution.

Emile Péraudin fait exception qui, des années durant, a observé de l'intérieur, à divers échelons de l'administration locale, les rouages du pouvoir municipal. Devenu maire, il impose aisément son point de vue à ses colistiers. Les rares éléments récalcitrants n'ont plus le choix qu'entre la soumission, la marginalisation ou la

<sup>1053</sup> *Id.*

démission<sup>1054</sup>. Les excès et les abus qui en découlent n'indignent pas les Vierzonnaïses qui, scrutin après scrutin, accordent à Paraudin et à ses fidèles de confortables majorités.

*Municipalités socialistes et pouvoir d'État : contradictions et compromis*

Pour être durable, la direction d'une commune suppose un minimum de coopération avec les autorités. Le libéralisme et la tradition centralisatrice font bon ménage dès qu'il s'agit de couper court aux initiatives trop audacieuses. Tout au long de la période, le Conseil d'État interprète, chaque fois qu'il a à prononcer, la loi de 1884 dans le sens le plus restrictif qui soit<sup>1055</sup>.

Formés par des années d'opposition, au sein ou en dehors de conseils, les nouveaux élus manifestent souvent, à leur entrée en fonction, la ferme intention d'agir en socialistes. Il existe, cependant, bien des manières de le prouver. Le respect du programme sur lequel on a été élu, du moins de la partie réalisable dans l'immédiat, est le plus satisfaisant. Lorsqu'ils y parviennent, les socialistes ne manquent pas d'en informer leurs concitoyens.

L'affaire se complique pour tout ce qui a trait à l'aide, directe ou indirecte, que la municipalité pourrait apporter au parti, confondu avec son comité local et ses dirigeants. Si la question vient parfois sur la place publique, ce n'est jamais à l'initiative des élus qui, sur la défensive, affrontent les accusations d'adversaires ou doivent répondre aux interrogations de l'autorité de tutelle.

Le problème des indemnités reçues par le maire et des frais de représentation est le premier sujet de controverse. Le plus simple aussi. Le fait n'est pas nouveau et n'intéresse pas les seules municipalités socialistes. Les militants ne craignent pas, sur ce point, de prendre les électeurs à témoin. Il y va, expliquent-ils, du respect de la démocratie, du droit des travailleurs à exercer un mandat. On sent les socialistes plus embarrassés dès qu'il s'agit d'entrer dans le détail des frais couverts et de préciser la destination exacte des indemnités attribuées. Rien n'interdit, cependant, à Vailland de passer "*la plus grande partie de son temps au Réveil social*" pour y rédiger des articles au vitriol<sup>1056</sup>. Le maire de Bourges est libre, d'autre part, d'employer à sa guise les 2 000 francs de traitement perçus au titre de professeur en congé et les 4 000 francs d'indemnités votés par l'assemblée locale, fût-ce, ainsi que l'en soupçonne l'administration, pour financer l'activité des "révolutionnaires" de Bourges.

Les communes sont également pourvoyeuses d'emplois. Fonctions précaires, toutefois, qu'un revers électoral suffit à remettre en cause. En 1892, Forest en fait l'expérience à Vierzon-Ville. Refuges précieux, néanmoins, pour les militants chassés des usines et pour le comité soucieux de disposer de propagandistes permanents. De belles carrières politiques débutent de cette manière. Tel est l'itinéraire d'Henri Laudier, que Bodin installe au secrétariat de la mairie de Vierzon-Villages en juillet 1897. Les JSR et le *Tocsin populaire* bénéficient des longues heures de liberté que le maire accorde à cet employé un peu particulier<sup>1057</sup>. En mai 1900, Emile Péraudin le prend à ses côtés jusqu'à ce que la scission socialiste amène le maire de Vierzon-Ville à se séparer, en octobre 1901, d'un encombrant collaborateur. Dès le mois de décembre, Laudier entre, sous la bienveillante protection de Vailland, au service comptable de la ville de Bourges où il "travaille" pendant près d'une année, avant d'accéder à la direction de l'Imprimerie ouvrière du parti. À un niveau plus modeste, Alphonse Millard, militant porcelainier vierzonnaïse et président de la Bourse du travail, ne refuse pas le poste de secrétaire de mairie à Vierzon-Villages<sup>1058</sup>.

Les relations avec les autorités évoluent au gré des époques et des personnalités. À Saint-Amand, dans les années 1880-1890, à Bourges au début du XXe siècle, elles sont franchement détestables. La révocation, un an après son élection, du maire de Bourges, consécutive à la lecture publique d'un manifeste

<sup>1054</sup> Cf. *Le Tocsin populaire* du 5 octobre 1901.

<sup>1055</sup> J.-P. Brunet, *Un demi-siècle d'action municipale à Saint-Denis la Rouge (1890-1939)*, Paris, 1981, p. 79-80.

<sup>1056</sup> AdC, 23 M 215 ; Rapport du préfet, le 7 septembre 1901.

<sup>1057</sup> AdC, 20 M 41.

<sup>1058</sup> AdC, 33 M 164.

engageant les jeunes soldats à réfléchir avant de tirer sur leurs camarades, clôt une longue série d'incidents<sup>1059</sup>. Au lendemain du scrutin municipal de 1900, le préfet les pressentait. *"D'un caractère difficile, d'un tempérament à ne pas supporter la discussion, notait-il, Vaillandet créera beaucoup de difficultés à l'administration supérieure"*<sup>1060</sup>.

Lorsque les mandats se prolongent à la suite d'une réélection, ou si un titre de conseiller général complète celui de maire - cas de Bodin, Lebrun et Péraudin - des rapports plus étroits s'instaurent, que resserrent les interventions des parlementaires socialistes. Péraudin est passé maître dans l'art de négocier avec l'administration et bénéficie généralement de l'appui de cette dernière dans la mise au pas des fonctionnaires subalternes de sa commune<sup>1061</sup>. Gardons-nous d'expliquer cette situation par l'évolution politique du personnage. Sous peine d'avoir à se démettre et de se condamner à l'impuissance, tous les élus socialistes ont appris à composer avec l'appareil d'État.

### Les déchirements socialistes de 1901 et leurs conséquences

L'hégémonie du vaillantisme sur le mouvement socialiste régional ne se résume à son unité organique. Les circonstances de sa réalisation n'ont pas permis aux Berrichons de se familiariser avec le socialisme moderne autrement qu'à travers les analyses et les pratiques du CRC et du PSR. À l'heure où la double poussée électorale et syndicale submerge les militants de responsabilités inédites, des questions surgissent qui, jusque-là négligées ou mal éclaircies, recoupent celles posées au socialisme français. Celui-ci est ainsi sommé de préciser ses positions sur la République, d'approfondir ses thèses sur l'articulation des réformes et de la révolution, de veiller à la cohésion de la classe et à l'unité de ses organisations... Les discussions et les divergences qui, ailleurs, opposent des formations rivales, traversent, ici, le courant vaillantiste, révèlent ses fissures et l'ébranlent au point de le disloquer.

Il n'entre pas dans notre propos de retracer les péripéties d'une scission dont les origines nationales et régionales ont fait l'objet d'études détaillées<sup>1062</sup>. On rappellera seulement que Breton et Cougny montrent, dès 1899, plus que des hésitations devant les condamnations prononcées par le PSR à l'encontre de Millerand et ne témoignent d'aucun enthousiasme vis-à-vis du POF guesdiste, allié pour la circonstance aux vaillantistes<sup>1063</sup>. Ces divergences vont en s'accroissant, attisées par des rivalités personnelles lors de la préparation des élections municipales de Bourges, où Vaillandet prend l'avantage sur Cougny<sup>1064</sup>. Bientôt, Laudier et Breton polémique par voie de presse, tandis que les séances du conseil municipal de Bourges prolongent bruyamment les réunions houleuses du comité. En février 1901, ce dernier confirme son soutien à Vaillandet et vote l'exclusion de Cougny ainsi que de trois de ses camarades<sup>1065</sup>.

Préoccupée par ces divisions, la Fédération retarde des décisions irrémédiables. Le 9 juin, pourtant, sa conférence trimestrielle préfigure la rupture imminente<sup>1066</sup>. En août, Vaillant envisage à son tour de rompre avec Breton, lequel rassemble ses sympathisants autour d'un embryon de fédération « autonome »<sup>1067</sup>. Les 24 et 25 août, le congrès fédéral de Vierzon appuie Vaillant et Laudier<sup>1068</sup>. Le Cher compte, désormais, deux organisations socialistes rivales.

### Débat de fond et querelles personnelles

<sup>1059</sup> AdC, 23 M 215 ; Décret de révocation, le 12 novembre 1901.

<sup>1060</sup> *Id.* ; Rapport du préfet.

<sup>1061</sup> Cf. AdC, 25 42 ou ce qu'en dit J.-L. Breton dans *L'Émancipateur* du 26 octobre 1907.

<sup>1062</sup> J. Howorth, *Edouard Vaillant...*, *op. cit.* ; C. Pannetier, *Le socialisme...*, *op. cit.*

<sup>1063</sup> *Le Parti socialiste* du 26 octobre 1901.

<sup>1064</sup> AdC, 25 M 89. Une affiche du Comité central républicain socialiste de Bourges dresse, en mars 1901, un récapitulatif minutieux et partial des divers épisodes du déchirement.

<sup>1065</sup> *Id.*

<sup>1066</sup> *Le Tocsin populaire* du 15 juin 1901.

<sup>1067</sup> *Le Citoyen du Cher* du 21 juin 1901.

<sup>1068</sup> *Le Tocsin populaire* du 31 août 1901 et *Le Parti socialiste* du 7 septembre 1901.



À l'exception des protagonistes de la scission, les militants et les électeurs peinent à saisir les fondements d'une rupture que beaucoup expliquent par des malentendus et des haines personnelles. Le ton passionné des débats, la violence des polémiques, le déballage public des grandes et petites manœuvres auxquelles les uns et les autres ont pris part brouillent la perception des enjeux. Sans doute, les étiquettes revendiquées ou jetées à la tête des adversaires fournissent-elles des repères, mais la décantation demandera d'autant plus de temps que chaque faction se veut le dépositaire unique du fonds commun aux socialistes berrichons. Soumise à rude épreuve, la "synthèse vaillantiste" emprunte à trop de courants pour ne pas offrir une eau abondante aux moulins des uns et des autres. En fait, quelle qu'ait pu être l'ambition, héritée du blanquisme, de faire du CRC une avant-garde disciplinée et consciencieuse, l'unité de pensée et d'action n'a jamais été le point fort des vaillantistes.

Les exemples abondent de déclarations maladroites, voire franchement contraires à la ligne officielle. Ainsi un rédacteur du *Socialiste du Centre*, publié à Saint-Amand, vitupérait-il, il y a peu, contre la "décadence" d'une société qui "aujourd'hui veut faire de tout enfant un savant" et prétend développer l'instruction des femmes, lesquelles "au lieu de songer à leur intérieur, à leurs enfants (...) songent à devenir électeurs"<sup>1069</sup>. Dépité par les résultats d'un scrutin, un autre s'imagina en « empereur » socialiste faisant, malgré eux, le bonheur de ses électeurs<sup>1070</sup>. "Vous auriez beau crier que j'ai violé votre liberté (...), poursuit-il, que diable, quand on ne sait pas s'en servir, tous les moyens sont bons pour rendre une société heureuse". Certaines analyses de Vaillant accréditent maints glissements. L'ancien communal ne déteste rien tant que de se battre pour des abstractions et n'a jamais voulu opposer les réformes à la révolution. Des unes, il écrit qu'elles sont "les premiers pas de la marche accélérée du socialisme révolutionnaire pour qui tout progrès n'est que la raison d'efforts plus énergiques et de conquêtes nouvelles"<sup>1071</sup>. La crise provoquée par l'entrée de Millerand au gouvernement révèle soudain l'ampleur des malentendus entretenus à propos des compromis possibles avec la bourgeoisie ou sur la nature de l'État. La clarification que Vaillant est conduit à apporter arrive trop tard pour emporter l'adhésion de l'ensemble du PSR.

Breton ne craint pas de prendre Vaillant en faute au sujet de l'union socialiste et sur la question des réformes. Rejetant la "tendance néfaste" qui consiste à classer les socialistes en réformistes et en révolutionnaires, le député de Vierzon use d'une démonstration familière aux oreilles des vaillantistes<sup>1072</sup>. "La question ministérielle, affirme-t-il, est d'importance tout à fait secondaire" : le gouvernement actuel défend "l'ordre capitaliste", soit, mais c'est le devoir des élus socialistes que d'appuyer "les réformes attendues par la classe ouvrière". Simultanément, Breton publie dans *Le Parti Socialiste* un texte qui, rédigé en 1896, proclame le caractère juste, logique, rationnel et scientifique de l'appropriation sociale des richesses dans une société où la production résulte d'un acte collectif<sup>1073</sup>. On chercherait en vain, dans les statuts de la Fédération autonome, un quelconque manquement aux principes. Semaine après semaine, son organe fédéral rend compte des luttes ouvrières, cependant que ses comités célèbrent l'anniversaire de la Commune de Paris.

Les coups de clairon des professions de foi révolutionnaires et des manifestations symboliques couvrent, certes, une petite musique quotidienne infiniment moins audacieuse, dont l'avenir prouvera qu'avec ou sans références théoriques, elle possède sa propre cohérence.

### Les attitudes ouvrières

Le gros des socialistes saisit mal les raisons théoriques et politiques de la scission. Terre à terre, désireux de préserver les positions électorales acquises, les militants répugnent à se prononcer pour ou contre des hommes qui, quel que soit leur

<sup>1069</sup> *Le Socialiste du Centre* du 15 mars 1894.

<sup>1070</sup> *Id.*, du 29 novembre 1893.

<sup>1071</sup> *Le Parti socialiste* du 27 août 1893.

<sup>1072</sup> *Le Tocsin populaire* du 22 septembre 1900.

<sup>1073</sup> *Le Parti socialiste* du 21 décembre 1901.

camp, ne leur paraissent pas avoir démerité. À la fin d'août 1901, pourtant, il faut se résigner à prendre parti.

Il serait tentant, au vu de l'option majoritaire chez les élus et de la localisation des groupes revendiqués par chacun, d'opposer des « révolutionnaires », plutôt jeunes et enracinés dans le monde ouvrier des usines, à des « autonomes », dont le profil évoque toutes les dissidences opportunistes. Une étude plus fine oblige à retoucher une représentation simplificatrice. Les militants ouvriers ne boudent pas, loin de là, la Fédération autonome. A Vierzon, notamment, où Breton reçoit l'adhésion de trois comités - Vierzon-Ville, Vierzon-Bourgneuf et Vierzon-Forges. Edmond Boiffard, porcelainier élu au conseil de Vierzon-Ville depuis 1892, Jules Giraudon, bûcheron de Vierzon-Villages rompent avec Vaillant en septembre 1901<sup>1074</sup>. Des responsables syndicaux les suivent à l'exemple d'Eugène Chanfrault, ancien membre du comité de grève de 1886, secrétaire du syndicat de la Métallurgie et secrétaire général de la Bourse du travail. Les Autonomes s'enorgueillissent du soutien de vétérans du socialisme berrichon, tels que Schneiderwind, l'un des pionniers du comité vierzonnais, Philippe Apied, Emile Péraudin... À Bourges même, en dépit du net avantage pris par les révolutionnaires dans les comités de la localité, Cougny entraîne derrière lui une dizaine de dirigeants syndicaux, dont Germain Boyer, qui présida la Bourse de 1899 à 1901. Gardons-nous donc d'assimiler la scission autonome à une rébellion d'élus et de petits-bourgeois égarés au sein du parti socialiste. Si l'évolution « réformiste », probable dès 1901, ne tarde pas à se confirmer, de nombreux militants ouvriers la cautionnent et, avec eux, une large fraction du monde du travail.

Les réunions publiques apportent quelques indices sur les sentiments de la frange ouvrière la plus proche du parti. Selon des scénarios similaires, les organisateurs des meetings perdent le contrôle de leur salle et doivent, avec plus ou moins de fracas, céder la place à leurs contradicteurs. Les « révolutionnaires » triomphent à Bourges<sup>1075</sup>, mais sont mis en déroute à Vierzon<sup>1076</sup>.

Les élections confirment ces premières impressions. En 1902, Vailland bat nettement Cougny à Bourges. Mince consolation, il est vrai, pour un scrutin où les socialistes, toutes tendances confondues, enregistrent un sévère recul<sup>1077</sup>. Breton, en revanche, retrouve, dès le premier tour, son siège de député de Vierzon. Malgré le mauvais temps, des milliers de personnes applaudissent les résultats projetés sur un écran transparent<sup>1078</sup>. Vers 22 heures, la foule déborde le service d'ordre « autonome » et, aux cris de "Vive Breton !", "Vive la Sociale !", enlève littéralement le député pour une manifestation spontanée qui s'achève devant le domicile du parlementaire par une vigoureuse *Internationale*.

Retenons qu'une large partie de l'électorat de Breton salue la réélection du député sortant comme une victoire socialiste, alors même que le principal intéressé tient à associer les républicains avancés et les radicaux à son succès<sup>1079</sup>. Contradiction ? Rien n'est moins sûr. La force des « autonomes » repose, en 1902, sur leur aptitude à lier une problématique de classe, purement socialiste, et un discours traditionnellement républicain. La synthèse entretient l'espoir ancien d'une reconnaissance par la nation du rôle de la classe ouvrière dans et au service de la République. La persistance de la rhétorique de classe assure, dès lors, la cohésion ouvrière, condition indispensable à l'efficacité de son intervention, non plus en vue d'une hypothétique révolution, mais dans la perspective d'un processus ininterrompu de réformes, voie que, faute de mieux, on nommera le progrès social. À la différence du réformisme des radicaux, que leurs origines sociales et leurs références idéologiques laissent en lisière de la classe ouvrière, les « autonomes » répondent, en ce début du XXe siècle, à l'attente d'un grand nombre de travailleurs. Ceux-ci, désormais conscients de leurs intérêts spécifiques, aptes à s'organiser et à agir pour les faire prévaloir, hésitent encore devant la « mission historique » qu'invoquent les « révolutionnaires ».

<sup>1074</sup> *Id.*, le 14 septembre 1901.

<sup>1075</sup> *Le Citoyen du Cher* du 3 juillet 1901.

<sup>1076</sup> AdC, 25 M 89; Rapport du commissaire, le 7 septembre 1901.

<sup>1077</sup> AdC, 20 M 39.

<sup>1078</sup> *Le Parti socialiste* du 3 mai 1902.

<sup>1079</sup> *Id.*, le 31 mai 1902.

À l'occasion du scrutin municipal de 1904, ces derniers conservent la section de Fay et, par suite, la municipalité de Vierzon-Villages, tandis que les « autonomes » emportent la section des Forges en plus des municipalités de Vierzon-Ville et de Vierzon-Bourgneuf<sup>1080</sup>. Dans la mesure où les phénomènes politiques, tels que les saisissent les élections, ont une traduction spatiale, les coupures géographiques apparaissent les premières et valorisent le rôle des personnalités censées incarner la localité, le canton ou la circonscription. À l'échelle de la commune, la scission ravive les rivalités de clocher et s'en nourrit. Mais les facteurs sociologiques entrent également en ligne de compte. On peut ainsi interpréter les résultats contrastés relevés d'une commune, voire d'une section de Vierzon à l'autre, comme l'expression de tensions corporatives opposant le vote porcelainier, plutôt « révolutionnaires », aux sympathies « autonomes » des métallurgistes. À Bourges, le personnel des Établissements militaires assure la victoire des « révolutionnaires » sur leurs rivaux « autonomes », mieux représentés parmi les travailleurs de l'artisanat.

Vouloir mettre en évidence un vote exclusivement n'aurait guère de sens. Rien n'interdit, en revanche, d'observer comment, au sein de chaque localité, les principales corporations ouvrières affichent aussi leur singularité par le moyen du bulletin de vote. Homogène au niveau de la commune, le vote porcelainier perd cependant toute cohérence à l'échelon du département, où les préférences diffèrent du tout au tout selon qu'on les observe à Vierzon-Villages, Mehun ou Bruère-Allichamps. On serait bien en peine, par ailleurs, de déceler une « vocation » révolutionnaire plus marquée chez les travailleurs des Établissements militaires que parmi les maçons de Bourges ou les bûcherons de Mery-ès-Bois. Ce que l'on sait des relations sociales, du type de syndicalisme pratiqué par les uns et les autres, laisserait même supposer le contraire. Dans tous ces cas, le vote socialiste est un vote de classe, tandis, qu'à la limite, les variantes « autonomes » ou « révolutionnaires » rendent compte tout autant des segmentations internes à la classe qu'ils ne traduisent l'adhésion à un projet politique clairement défini.

### **La décantation : l'approfondissement des divergences**

Après des années de polémiques douteuses et de règlements de comptes mesquins, la réconciliation réclame plus de temps dans le Cher qu'au niveau national et ne sera, d'ailleurs, jamais complète. Le maire de Vierzon-Ville, Emile Péraudin, en particulier, préfère rompre avec Breton plutôt que de participer au congrès de réunification du 28 octobre 1906<sup>1081</sup>. Passée du réformisme à l'opportunisme, ce qu'il reste de l'ancienne Fédération « autonome », désormais « indépendante », limite son horizon aux contours du département. Ses références et sa pratique l'apparentent à la cohorte hétéroclite des formations républicaines de centre gauche. L'hostilité de Péraudin vis-à-vis du PSU, la haine qu'il ressent à l'égard de ses anciens camarades le conduisent à des affrontements électoraux sans grand rapport avec les principes encore proclamés.

En 1908, une étude d'origine préfectorale portant sur l'étiquette politique des élus locaux donne une très nette supériorité numérique aux « socialistes » - 208 - sur les « unifiés » - 113<sup>1082</sup>. Les premiers, présents dans 48 communes de 16 cantons, contrôlent 18 municipalités. En dépit d'une forte densité dans le Vierzonnais, les amis de Péraudin participent à la gestion de villages bûcherons du Saint-Amandois et du sud-est du Cher. Moins nombreux, les « unifiés » siègent dans 20 communes de 8 cantons et ne dirigent que 8 municipalités. À l'exemple de Mehun, conquise en 1908, les communes concernées comptent toutes une importante population ouvrière et se situent, pour l'essentiel, à l'ouest du département, en particulier dans le canton de Chârost.

Fait notable et récent, 48,2 % des élus du PSU appartiennent à la classe ouvrière. La part des agriculteurs – un tiers - reste élevée. Si les ouvriers gardent encore l'avantage parmi les conseillers socialistes indépendants - 34,9 % -, ils sont suivis de près par les

<sup>1080</sup> AdC, 23 M 226 et 233.

<sup>1081</sup> AN, F7 12498 ; Rapport du commissaire spécial, le 3 novembre 1906.

<sup>1082</sup> AdC, 23 M 242 et 243.

agriculteurs - 29,2 % -, cependant que les propriétaires - 8,1 % -, les rentiers, les inactifs et les indéterminés - 7,5 % -, ainsi que les artisans - 7,2 % - occupent une place non négligeable de nature à éclairer l'évolution politique des amis de Péraudin.

### L'évolution du socialisme berrichon : une grande force hétérogène

Avec quelque 800 adhérents répartis entre 37 comités, la Fédération départementale du PSU regroupe, en 1912, le maximum de socialistes berrichons jamais organisés<sup>1083</sup>. Les principales villes du Cher possèdent une section. Les centres métallurgiques de Saint-Florent et de Lunery disposent de noyaux militants en mesure de peser sur les batailles politiques et sociales locales<sup>1084</sup>. Traditionnel, l'ancrage rural du socialisme s'améliore en particulier dans les chefs-lieux de canton et les villages du sud du département.

Les succès électoraux suivent les progrès de l'organisation. En 1910, Hyppolyte Mauger conquiert la deuxième circonscription de Saint-Amand<sup>1085</sup>. Quatre ans plus tard, Emile Dumas enlève la première, tandis que Laudier obtient 28 % des suffrages à Bourges I et qu'un nouveau venu – Henri Galantus - recueille les voix d'un électeur sur cinq dans la circonscription de Sancerre, longtemps délaissée<sup>1086</sup>. Tout irait pour le mieux si le plus vieux fief socialiste, emporté jadis par Baudin, n'était perdu par le PSU, bien que conservé par Breton, qui après sa rupture définitive avec le parti, en 1910, s'est présenté sous l'étiquette de « républicain socialiste ».

Sur le fond, ce départ ne résout pas les problèmes politiques qui, de nouveau, divisent la Fédération. En prévision des élections législatives et sénatoriales, Bodin et Mauger approuvent, en effet, la tactique<sup>1087</sup> de large coalition préconisée par le député de Vierzon. A la veille de la guerre, Bodin va même jusqu'à déconseiller la présentation d'un candidat « unifié » dans la circonscription de Vierzon<sup>1088</sup>, cependant que Mauger salue en public son *"collègue et ami Breton"*<sup>1089</sup>. Pour sa part, Dumas ne témoigne pas d'une grande fermeté politique lorsqu'en 1912, il propose, pour le deuxième tour des élections municipales à Saint-Amand, la formation d'une liste unique composée de toutes les formations présentes au premier tour suivant les règles de la représentation proportionnelle<sup>1090</sup>. Seul élu de son parti, attaché à parfaire son implantation et à élargir sa clientèle électorale personnelle, il accepte de présider le conseil municipal.

La métamorphose n'épargne pas Henri Laudier. L'ancien animateur des JSR dévoile une belle ambition. Liant son sort à celui du parti, le jeune ouvrier s'est vite mué en homme d'appareil. Avid de respectabilité, il soigne sa mise, au point de déchaîner les railleries de ses adversaires et d'étonner ses camarades. Le chroniqueur de *La Dépêche du Berry* le soupçonne de calquer son attitude sur Breton et de vouloir jouer *"au littérateur distingué, à l'homme de science"*<sup>1091</sup>. *"Malgré l'apparent changement qui s'est opéré chez lui, malgré ses élégances actuelles et ses manières bourgeoises, il est resté, croit-il pouvoir nuancer, l'ancien rédacteur du "Tocsin populaire" ou du "Réveil social" de célèbre mémoire"*. Voire. Le commissaire spécial en doute qui, puisant aux meilleures sources, observe que le dirigeant du PSU *"s'est beaucoup apaisé et, aujourd'hui (...) a des sentiments plus raisonnables et mieux pondérés. Beaucoup de ses anciens amis disent qu'il s'embourgeoise chaque jour davantage"*<sup>1092</sup>. Devenu salarié à plein temps du parti, Laudier, que son intelligence, son habileté à manier la plume, son esprit de synthèse poussent dans cette direction, est devenu ce que l'on nommera plus tard un « intellectuel organique ». Issu du monde ouvrier, il sait mêler images fortes ou vraies et formules stéréotypées d'une langue de

<sup>1083</sup> C. Pennetier, *op. cit.*, p. 110-113.

<sup>1084</sup> AdC, 23 M 252.

<sup>1085</sup> AdC, 20 M 41.

<sup>1086</sup> AdC, 20 M 42.

<sup>1087</sup> AdC, 20 M 41 ; *La Dépêche du Berry* du 11 octobre 1910.

<sup>1088</sup> AdC, 20 M 42 ; Rapport du commissaire, le 5 janvier 1914.

<sup>1089</sup> *Id.*

<sup>1090</sup> AdC, 23 M 245 ; Rapport du sous-préfet, le 11 mai 1912.

<sup>1091</sup> *La Dépêche du Berry* du 14 avril 1910.

<sup>1092</sup> AdC, 25 M 132 ; Rapport du 15 novembre 1911.

bois en voie de formation, qu'en militant respectueux et efficace il a appris à maîtriser. Et grâce à laquelle le discours socialiste accède à la généralisation tout en fournissant les mots totems nécessaires aux adhérents et aux sympathisants. Au contact des élus et des responsables nationaux qu'il côtoie, à l'épreuve des lignes politiques fluctuantes suivies depuis près de vingt ans, la fougue et la foi d'antan se sont émoussées. L'homme aspire désormais à la stabilité et le politicien perce sous le révolutionnaire professionnel. Toujours – encore – fidèle au PSU, il finit, à l'instar de ce dernier, par ne plus concevoir d'alternative au bulletin de vote et se résout aux compromis et aux manœuvres que cela implique. Ce que nombre de syndicalistes, précisément, lui reprochent.

## **Syndicat et parti : complicité et rivalité**

### **Projets initiaux et progrès communs**

Le développement de courants syndicaux critiques à l'égard des dirigeants socialistes, voire du parti, auxquels ils disputent la primauté dans le processus de transformation de la société et d'émancipation des travailleurs n'est pas propre au Cher. Ici, il doit toutefois aux caractéristiques du vaillantisme et à la puissance des syndicats d'emprunter une voie originale.

Les anarchistes susceptibles de relayer les principes d'un syndicalisme révolutionnaire ou d'action directe ne sont pas légion, on le sait, dans la région. Actifs au sein des groupes de Jeunesses syndicalistes créées à Bourges, Saint-Florent, Mehun et Vierzon, ils heurtent le gros des militants sans réussir à gagner des leaders syndicaux<sup>1093</sup>.

S'il faut absolument chercher des fondements théoriques à l'idéologie syndicaliste qui émerge au début du siècle, c'est encore chez les vaillantistes que l'on a le plus de chance de les trouver. Dans l'esprit de Vaillant, en effet, le mouvement syndical est, à l'égal des forces socialistes organisées, partie prenante de "*l'action totale*" ouvrière<sup>1094</sup>. Cette position de principe suppose le respect de l'autonomie syndicale et exclut une quelconque subordination ou confusion de nature à freiner l'essor de l'un et de l'autre. Les vaillantistes n'en démordent pas et font prévaloir leur point de vue dans la SFIO. En 1907, Laudier y veille et le rappelle par une motion destinée à bloquer les résurgences guesdistes<sup>1095</sup>.

Attentifs à l'organisation et aux luttes économiques, les anciens animateurs du PSR font de leur essor l'une des tâches primordiales du parti. Point n'est besoin de revenir sur la part, décisive, prise par les militants et les élus socialistes dans la création des syndicats, la célébration du Premier Mai ou l'organisation de la solidarité avec les grévistes. A Vierzon au cours des années 1880, dans les villages bûcherons en 1892, à Bourges en 1896 et 1897, puis à nouveau dans les campagnes au tournant du siècle... les progrès des syndicats et ceux du socialisme sont allés de pair. L'issue victorieuse d'un conflit bénéficie tôt ou tard au parti qui s'est mobilisé au côté des travailleurs, tandis qu'un succès électoral des socialistes redonne du courage et ouvre des facilités nouvelles à l'action ouvrière.

### **Les principes et la réalité**

À quelque échelon qu'ils se situent, les détenteurs d'une parcelle de pouvoir ont tôt fait de ressentir comme une menace l'émergence d'une puissance ouvrière et de déceler derrière tout conflit social, l'annonce de désordres. Crainte qu'accroît l'intervention de socialistes, présence fréquente au regard de l'étroitesse du vivier de militants aptes à prendre la direction d'une grève et le fonctionnement d'un syndicat. Arrêtons-nous un instant à la situation qui prévaut à La Chapelle-Hugon, haut lieu des luttes forestières où, en 1901, Louis Treil exerce à la fois le secrétariat du syndicat des bûcherons et la responsabilité du comité socialiste révolutionnaire<sup>1096</sup>. Faut-il s'étonnera-t-on de l'inquiétude

<sup>1093</sup> Archives de la Bourse du travail de Vierzon, Livre des PV des réunions du CA, séance du 27 novembre 1909 ; AdC, 32 U 704 ; Saint-Florent, 1908.

<sup>1094</sup> J. Howorth, *Edouard Vaillant...., op. cit.*, p. 196.

<sup>1095</sup> *L'Émancipateur* du 15 juin 1907.

<sup>1096</sup> AdC, 7 F 57 ; Lettre de Treil à Vaillant, le 27 juillet 1901.

qu'éprouve le maire du petit village qui dénonce *"les tendances (du syndicat) à se montrer autoritaire"*, sa volonté de *"tout diriger au point de vue politique et faire ce que bon lui semble"*<sup>1097</sup> ? Girault, Lesage, Pajot, Péraudin, les maires de Bourges - à l'exception de Vailland et de son successeur, Lebrun - et tant d'autres politiciens fissent tous, tôt ou tard, à l'exemple du sous-préfet de Saint-Amand par souhaiter que les *"chambres syndicales actuelles, qui sont imbuës d'idées contraires au but du syndicat disparaissent et soient remplacées par de nouvelles chambres qui devront se pénétrer que leur institution n'a qu'un but : la défense des intérêts des ouvriers et qui devront rejeter loin d'elles toute idée de participation dans les questions politiques électorales"*<sup>1098</sup>. A cette fin, plus d'un administrateur ou notable recourt à l'intimidation. Parfois avec succès, quand l'initiative engendre des réactions de défiance ou d'hostilité à l'encontre du syndicat ou suscite en son sein solides préventions à l'égard des militants socialistes, appréciés pour leur dévouement, mais suspectés d'arrière pensées politiques. L'aspiration à la neutralité syndicale trouve là un de ses fondements. Les syndiqués affiliés ou proches d'autres formations ne sont pas les moins vigilants, on le comprend, sur le chapitre de la neutralité.

Une statistique dressée sur la base de l'échantillon, assurément particulier, constitué par les responsables syndicaux élus dans les conseils municipaux, révèle simultanément la progression de leur nombre - 54 en 1896, 77 en 1900, 106 en 1908 - et la diversité des étiquettes politiques que leur prête la préfecture<sup>1099</sup>. A l'extrême fin de la période, les socialistes forment de justesse la majorité des élus, encore se partagent-ils entre « unifiés » - 18,9 % - et « indépendants » - 34 % -, distinction rien moins que secondaire, comme on sait. Pour chacune des dates retenues, les radicaux constituent, précisons-le, un groupe imposant, toujours supérieur à 35 % du total.

À l'usage, relevons-le, les principes vaillantistes subissent bien des entorses. Aux raisons objectives, qui tiennent au manque d'hommes capables de faire vivre l'organisation, s'ajoutent des facteurs plus subjectifs. A Bourges comme dans les communes forestières, la tentation est grande, chez les syndicalistes, de consolider et de prolonger le rapport de forces institué sur les coupes par la conquête du pouvoir local, objectif politique, qui, très souvent, passe par l'adhésion ou la conclusion d'une sorte d'alliance avec le comité socialiste du cru, le mieux à même de souscrire à cette ambition et de mener la bataille électorale.

Revenons à La Chapelle-Hugon où, en 1904, le secrétaire du syndicat des bûcherons annonce triomphalement à Mauger que onze de « ses » candidats ont été élus au premier tour<sup>1100</sup>. Non loin de là, quatre ans auparavant, son homologue de Cuffy prévoyait de convoquer les travailleurs à une assemblée socialiste, mais prenait soin d'attendre, pour cela, que les élections aient eu lieu, par crainte que des questions embarrassantes ne viennent compromettre le succès électoral attendu<sup>1101</sup>. Dérapages locaux ? Pas plus au tournant du siècle que dans les années 1890, Mauger ne cherche à décourager de telles initiatives. Bien au contraire. Initiateur du syndicalisme bûcheron dans les villages du sud-est du département, il s'adresse en 1898, aux secrétaires, trésoriers et membres des bureaux des organisations corporatives de la seconde circonscription de Saint-Amand au nom du comité républicain socialiste de Dun et *"dans l'intérêt de la cause que nous soutenons tous"*<sup>1102</sup>. Un an plus tard, le Syndicat général de Meillant, sous la pression de militants impatients et maladroits, vote une motion de soutien aux parlementaires socialistes et donnera son adhésion au collectivisme.

En ville, les vaillantistes succombent volontiers à ces facilités. Le comité socialiste de Bourges ne craint pas de demander à participer aux activités de la Bourse du travail<sup>1103</sup>. Les Vierzonnais ne sont pas en reste. La Fédération locale des syndicats désigne ainsi Vaillant pour la représenter au second congrès socialiste

<sup>1097</sup> AdC, 33 M 151 ; Lettre du maire citée par le préfet dans un rapport du 26 mars 1903.

<sup>1098</sup> Id., Rapport du sous-préfet, le 24 mars 1898.

<sup>1099</sup> AdC, 23 M 213 (1896), 223-224 (1900), 243 (1908).

<sup>1100</sup> AdC, 7 F 57 ; Lettre du 2 mai 1904.

<sup>1101</sup> Id., Lettre du 20 novembre 1899.

<sup>1102</sup> Id., Lettre-circulaire du 25 juillet 1893.

<sup>1103</sup> AdC, 20 M 38 ; Rapport du commissaire spécial, le 28 octobre 1897.

international de Bruxelles, sans que le chef de file du CRC s'en offusque<sup>1104</sup>. Le fait se renouvelle en 1899, lorsque la même Bourse sollicite Jules-Louis Breton en vue de la conférence préparatoire au congrès socialiste international prévu l'année suivante<sup>1105</sup>. 14 syndicats vierzonnais, les porcelainiers de Mehun et les bourses des deux villes, unis aux comités socialistes de la seconde circonscription de Bourges, acceptent encore de prendre en charge les frais de voyage de Breton, Bodin, Laudier et Ducarteron, délégués au premier congrès des organisations socialistes de France réuni salle Japy, à Paris<sup>1106</sup>. Le rôle joué par la presse socialiste dans la diffusion des informations corporatives justifie, certes, le concours financier que la Bourse de Vierzon apporte au tirage du *Tocsin populaire* et au capital social de l'Imprimerie ouvrière<sup>1107</sup>. Dans le même ordre d'idée, on peut comprendre que le Syndicat des travailleurs du chemin de fer fasse de l'hebdomadaire du CRC son organe officiel, son engagement aux côtés des socialistes vierzonnais lors des élections municipales de 1892 constitue, en revanche, une entorse à ses propres statuts, à l'instar de l'affiliation de la Bourse locale au PSR<sup>1108</sup>.

### La concurrence et la méfiance

Autant que les récriminations des syndiqués radicaux, anarchistes ou autres, la division socialiste perturbe jusqu'à l'interrompre la longue connivence du parti et des syndicats. C'est clair à Vierzon, où les deux fractions s'accordent pour laisser la Bourse à l'écart de leurs controverses. La réunification fait croire, un temps, à un retour aux pratiques d'antan. L'affichage par son secrétaire *l'Émancipateur*, l'hebdomadaire des « unifiés » dans la salle de réunion de la Bourse déclenche une vive réaction des amis de Péraudin. Tirant la leçon de l'incident, le conseil d'administration, unanime, décide d'interdire<sup>1109</sup>, à l'avenir, toute allusion politique dans les locaux syndicaux<sup>1109</sup>.

À Bourges, la désastreuse expérience municipale permet au radical Chartier de dénoncer le spectacle qu'offre la *"lutte honteuse de socialiste contre socialiste, l'un et l'autre patronné et élu par nous, le parti ouvrier de la Bourse du travail"*<sup>1110</sup>. La pique procède moins, à bien le lire, du règlement de comptes partisan que du refus, syndicaliste, de voir les divisions politiques menacer l'unité de la classe réalisée au sein du syndicat. L'ancienne exigence de neutralité, empreinte de prudence, repose désormais, aussi, sur une critique des politiciens de tous horizons, formule commode, dont souffrent en premier lieu les socialistes. Aux déclarations d'Eugène Lucaïn, représentant typique du neutralisme traditionnel, s'ajoutent les condamnations véhémentes formulées, notamment, lors du septième congrès de la Fédération des syndicats du Cher, contre *"l'intrusion des politiciens au sein des assemblées du travail"* et *"toutes les trahisons dont les travailleurs sont victimes par suite de leur trop grande confiance en ces discoureurs guidés avant tout par l'intérêt personnel ..."*<sup>1111</sup>. Exclue en tant que tels des réunions syndicales, les dirigeants politiques ne sont plus toujours bien accueillis par les grévistes. Revenant sur le conflit de Rosières, en 1906, Pierre Hervier se plaint de l'intervention *"d'une poignée de politiciens"*, dont l'entremise aurait privé les métallurgistes d'une victoire totale<sup>1112</sup>. Au conseil d'administration de la Bourse de Bourges, le libertaire Tourneau critique le comportement de Breton, Bodin et Péraudin à l'occasion d'une grève de terrassiers vierzonnais et émet le vœu que l'on interdise dorénavant aux titulaires d'un mandat électif de

<sup>1104</sup> *Le Parti socialiste* du 9 août 1891.

<sup>1105</sup> Archives de la Bourse du travail de Vierzon, Livre des PV du CA ; séance du 19 mai 1899.

<sup>1106</sup> *Le Tocsin populaire* du 2 décembre 1899.

<sup>1107</sup> Archives de la Bourse du travail de Vierzon, Livre des PV du CA ; séances du 19 mai 1899 et du 5 octobre 1901.

<sup>1108</sup> *Le Parti socialiste* du 7 février 1892 ; Archives de la Bourse du travail de Vierzon, Livre des PV du CA ; séance du 29 mai 1900.

<sup>1109</sup> Archives de la Bourse du travail de Vierzon, Livre des PV du CA ; séance du 24 novembre 1906.

<sup>1110</sup> *B.O.B.T.B.* de mars 1901.

<sup>1111</sup> *Id.*, juillet 1901. La diatribe, qui vise plus particulièrement Mauger, est lancée par un plâtrier socialiste de Saint-Amand...

<sup>1112</sup> P. Hervier, *Quarante ans...*, op. cit., p. 16.

représenter une organisation syndicale<sup>1113</sup>. Réticent, Hervier invoque les conséquences désastreuses d'une telle position dans les villages, mais une majorité se dégage pour appliquer l'interdiction aux parlementaires. Les anarchistes ne s'en satisfont pas qui, régulièrement, attaquent la présence de Laudier au conseil d'administration de la Bourse de Bourges, où il représente le syndicat des Employés, dont il est membre en tant que directeur-salarié de l'Imprimerie ouvrière<sup>1114</sup>.

Après 1906, plus d'un militant syndical s'effarouche devant le regain de militantisme socialiste. À la tête d'une Fédération redevable de son essor à l'action conjuguée de la Bourse de Bourges, des comités et des élus socialistes, Jules Bornet, dont les écrits intimes dévoilent les convictions socialistes, distingue cet engagement de principe de sa traduction partisane et électorale. Dans l'imaginaire du jeune secrétaire fédéral, la société future se construit sans l'intervention d'un quelconque parti, mais avec le concours d'un État en charge d'assurer la redistribution des "*capitaux immobiliers et mobiliers*" nécessaires à la production, au bénéfice des individus et des coopératives<sup>1115</sup>. Quelque peu oublieux, le responsable bûcheron affirme que l'organisation corporative a "*vécu, jusqu'à ce jour, de (ses) propres forces et sans le concours des fervents de la politique*" et souhaite qu'il en aille ainsi le plus longtemps possible. Redoutant la guerre intestine que ne manquerait pas de provoquer l'intrusion des querelles politiques dans les syndicats, Bornet soupçonne "*les leaders du socialisme (de vouloir) associer leurs efforts aux nôtres pour leur plus grand profit*". "*Restons syndicalistes*", proclame, en écho, un militant de La Guerche, qui suggère de "*renvoyer les politiciens à leurs affaires plus ou moins louches*"<sup>1116</sup>.

Ces principes énoncés, les syndicalistes suivent de près les travaux parlementaires et tentent de peser sur leurs conclusions. On le constate à propos de la loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes. La Confédération condamne vigoureusement le texte, que Breton et Laudier, considèrent, malgré ses lacunes, comme un pas en avant. Des débats contradictoires et houleux opposent l'un et l'autre aux conférenciers de la CGT dépêchés dans le Cher<sup>1117</sup>.

Une concurrence hargneuse a succédé à la collaboration confiante de jadis. Plus que la résurgence du militantisme politique en milieu ouvrier, les syndicalistes redoutent la passivité qu'engendre, selon eux, la délégation de pouvoir au fondement du système représentatif. Rien ne paraît plus grave aux yeux d'hommes gagnés à l'action directe. Membre de la SFIO, Hervier ne cache pas son mépris pour "*la foire électorale*"<sup>1118</sup>. "*La masse est trop imbue de l'idée politique, argumente un militant de Sancergues, elle a une trop grande confiance en la personne de ses élus*"<sup>1119</sup>. Son collègue de Villabon déplore que les travailleurs du bourg se pressent pour écouter les politiciens et ne se déplacent qu'à quatre ou cinq pour assister à la conférence donnée par Hervier<sup>1120</sup>. Le comportement d'un Chanfrault que ses activités politiques absorbent au point de lui faire négliger la tenue d'une permanence à la Bourse de Vierzon suscite l'indignation générale des syndicalistes<sup>1121</sup>. Mis en cause au cours du second congrès de l'UD, sommé par ses camarades vierzonais de choisir entre ses diverses responsabilités, il démissionne du secrétariat de la Bourse<sup>1122</sup>.

Au sein de la masse des simples adhérents et des militants de niveau modeste, les positions paraissent infiniment moins tranchées. Sollicités par des organisations auxquelles ils accordent, à des degrés variés, leur confiance, les ouvriers adoptent une attitude plus pragmatique. Ainsi apportent-ils largement leurs suffrages aux candidats socialistes, pour peu que des

<sup>1113</sup> B.O.B.T.B. de juin 1910.

<sup>1114</sup> *Id.*, mai 1906, avril 1907, janvier 1910.

<sup>1115</sup> *Le Bûcheron* du 20 août 1906.

<sup>1116</sup> *Id.*

<sup>1117</sup> AdC, 25 M 46.

<sup>1118</sup> AdC 25 M 66 ; Rapport du commissaire de Saint-Amand, le 5 avril 1910.

<sup>1119</sup> *Le Bûcheron* du 20 janvier 1907.

<sup>1120</sup> *Id.* du 20 avril 1907.

<sup>1121</sup> *Le Syndiqué du Cher* de mars 1914.

<sup>1122</sup> Archives de la Bourse du travail de Vierzon, Livre des PV du CA ; séances du 2 mai 1914.



considérations locales ou une situation politique complexe - la division, par exemple - ne les en détournent pas. En contrepartie de ce soutien, ils attendent de « leurs » élus qu'ils agissent en faveur de réformes palpables et demeurent proches d'eux. Déçus, ils ont tôt fait de passer à une critique mordante et désabusée de familiers d'un système politique par trop éloigné des réalités ouvrières. Les travailleurs ne rechignent pas, par ailleurs, si la conjoncture s'y prête, à participer aux luttes et à se reconnaître dans le projet d'émancipation syndicaliste. Beaucoup s'accommodent fort bien de la contradiction entre les deux voies proposées de transformation sociale. Selon les périodes et les lieux, telle composante du « parti ouvrier » paraît plus crédible, sans jamais supplanter l'autre.

Les syndicats berrichons, dont les armatures idéologique et militante doivent tant au vaillantisme, s'affranchissent de toute tutelle à l'aube du XXe siècle. Ils semblent d'autant mieux porter les aspirations particulières et générales du prolétariat que les forces socialistes se déchirent et se compromettent. Au terme d'une décennie glorieuse, le mouvement, cependant, s'essouffle, piétine, recule. La perspective syndicale perd sa simplicité initiale. Exigeante, elle lasse les moins conscients, les plus faibles ou les plus isolés. C'est maintenant au socialisme de profiter des idées et des pratiques répandues par les syndicats. La chose ne va pas sans heurts, répudiations, désillusions, révisions et confusions. Mais, si les objectifs et la stratégie provoquent maints débats et interrogations, la classe possède désormais assez de références et de points d'appui pour s'affirmer de manière autonome. Dotée de structures spécifiques, elle amène les autres groupes sociaux à se définir par rapport à elle, voire, de par son importance numérique, l'efficacité de ses organisations et la hauteur de ses ambitions, à se poser en force hégémonique au sein du corps social régional.

### **Les résistances patronales et administratives**

La montée en puissance du « parti ouvrier » n'a rien de linéaire et d'irréversible. Aux problèmes internes à la classe et à ses organisations, sans cesse exposées à l'action désagrégratrice des particularismes catégoriels, professionnels et géographiques, s'ajoutent les obstacles dressés par les idéologies, les institutions qu'il met sur la défensive. Passée la surprise des premiers temps, la réaction sociale et politique prépare ses contre-offensives.

#### **Répression et intimidation**

##### *L'État-gendarmerie*

Tandis que l'on supprime les postes de commissaires spéciaux ou de police des cantons ruraux, les ministres de l'Intérieur maintiennent sous surveillance les grosses concentrations prolétariennes et rejettent les demandes contraires formulées par les municipalités. En 1909, le préfet invoque l'existence de nombreux «*éléments de désordre*» dans les localités ouvrières pour appuyer la création d'un poste de commissaire spécial à Saint-Florent<sup>1123</sup>.

Trop souvent, en effet, c'est à la gendarmerie, voire à la troupe que les travailleurs ont affaire dès qu'un conflit s'éternise, qu'une reprise partielle du travail s'annonce ou si l'État estime sa sécurité menacée. L'intervention des forces de l'ordre a parfois l'effet contraire à celui recherché. Il scandalise, radicalise la lutte et cimente la communauté que l'on souhaitait démoraliser. Il arrive même que la solidarité s'élargisse et que la population fasse bloc avec les grévistes. De Vierzon à Saint-Florent, en passant par Rosières et Mehun, les exemples de ces réactions ne manquent pas dans les années 1900. À terme, cependant, si les négociations ne débouchent pas, les grévistes finissent par s'incliner devant les forces, qui rendent le combat par trop inégal. À ce stade, il est rare que la répression, sous forme d'arrestations, n'ait pas commencé à décapiter et à désorganiser le mouvement. S'ouvre alors le temps des procès. Étrangers, socialement et culturellement, au monde ouvrier, les magistrats ne se sentent pas tenus, à la différence des préfets, de prendre en compte le contexte politique et social.

<sup>1123</sup> AdC, 25 M 36.

La justice a souvent la main lourde, mais frappe, de préférence, à la tête. *"Nous allons condamner, il faut condamner, car l'ordre est à ce prix, mais il y a plus coupable que ces malheureux bûcherons entraînés dans la mauvaise voie par des meneurs qui devraient être à leur place à la barre"*, gronde, en 1912, le procureur de la République<sup>1124</sup>. *"Et en parlant ainsi, se souvient Hervier, il me fixait des yeux, car j'étais au premier rang dans le public"*. L'année suivante, le gouvernement, résolu à mater la protestation contre la loi des 3 ans<sup>1125</sup>, vise, sous prétexte de réprimer les menées antimilitaristes, les militants les plus en vue. Le 26 mai, la police perquisitionne simultanément au domicile de 14 syndicalistes de Bourges, Saint Amand, Dun, La Guerche et La Chapelle-Hugon, ainsi que dans les locaux de la Maison du Peuple de Bourges<sup>1126</sup>. Les documents découverts dans cette dernière motivent, aux yeux du juge d'instruction, l'arrestation, le 1er juillet, de Pierre Hervier. Militant confirmé, bénéficiant du régime des prisonniers politiques, le dirigeant de l'UD n'est pas homme à s'effondrer sous les coups de l'adversité. Reste que le récit, un rien ironique, qu'il a laissé de l'épisode, laisse imaginer la honte que pouvaient ressentir de simples ouvriers menottés en public et traînés par deux gendarmes<sup>1127</sup>. Dans ces moments, chaque témoignage de solidarité compte : de la lettre adressée au prisonnier au rassemblement en passant par les collectes, l'assistance au procès, le repas offert au siège du syndicat en cas de sursis ou d'acquittement.

Les plus convaincus puisent dans la répression une raison supplémentaire de lutter. *"Les juges creusent le tombeau de la bourgeoisie"*, proclame un bûcheron au lendemain de la condamnation d'un syndicaliste à quinze jours de prison<sup>1128</sup>. Toute amende ou peine d'emprisonnement sonne néanmoins comme un échec pour l'organisation tenue, d'une façon ou d'une autre, pour responsable du délit commis et puni. À la base, la crainte des arrestations et des procès refroidit les ardeurs. Les frais de procès et les amendes vident les trésoreries des syndicats. Chez les bûcherons, en 1905, leur montant s'élève à plus de 1 400 francs, soit 43 % des cotisations perçues par la Fédération<sup>1129</sup>. Le doute et la peur confortent l'ancienne résignation. Les effectifs en recul de 20 à 30 % des organisations bûcheronnes des environs de La Guerche se ressentent des procès de 1904 et 1910<sup>1130</sup>. Éternel point faible des syndicats, la trésorerie, déjà amoindrie par les amendes et les défections, doit encore supporter les hésitations des administrations locales à subventionner des organisations dans le collimateur de la justice.

#### *Les rigueurs de l'ordre patronal*

Tandis que la police, l'armée et la justice se mobilisent au service de l'État gendarme, garant de l'ordre social, il faut aussi tenir compte des employeurs. Maîtres absolus en matière de gestion du personnel, parfois propriétaires de logements, et titulaires, à l'occasion, de mandats politiques, les patrons détiennent un réel pouvoir qui, pour être local, ne revêt pas moins certains des attributs attachés à l'autorité, y compris celui de punir.

Plus que les rigueurs de la loi républicaine, fût-elle bourgeoise, ou l'incompréhension des fonctionnaires responsables de son exécution, les travailleurs craignent le « despotisme » des employeurs, dont les sanctions excluent tout recours, hormis la lutte collective.

L'État n'est pas, lui-même, le patron le plus indulgent. S'il a su faire la part du feu dans les relations qu'il entretient avec les travailleurs des Établissements militaires, il ne renonce à aucune des sanctions prévues par le règlement intérieur. Fort de ressources dont il a le monopole, il ne dédaigne pas s'intéresser de près aux faits et gestes de ses salariés, y compris hors des ateliers.

<sup>1124</sup> Cité par P. Hervier, *op. cit.*, p. 26.

<sup>1125</sup> Loi votée en août 1913, qui porte de 2 à 3 ans la durée du service militaire.

<sup>1126</sup> AdC, 25 M 93.

<sup>1127</sup> P. Hervier, *op. cit.*, p. 26.

<sup>1128</sup> *Le Bûcheron* du 20 avril 1906.

<sup>1129</sup> D. Veuillat, Rapport, 4<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale des Bûcherons, La Guerche, 1905.

<sup>1130</sup> AdC, 33 M 145, 146 et 149.

Dans le secteur privé, la grève passe encore pour un inadmissible affront. La réaction première, bien souvent, consiste à voir en elle le résultat de l'action souterraine d'agitateurs ou de concurrents sans scrupules. Avec le temps, les employeurs berrichons apprennent à compter avec le mouvement ouvrier. Rares sont ceux, toutefois, qui se font une raison d'une telle situation.

Au moment où le système de domination patronale établi à Rosières se disloque, la direction, obligée de céder sur des points essentiels, refuse de transiger sur le renvoi des « meneurs ». Fidèle à sa réputation, Pillivuyt profite, quant à lui, de ce qu'une épreuve de forces tourne à son avantage pour se débarrasser, en 1910 ; d'une trentaine de porcelainiers choisis parmi les militants du syndicat et du groupe des Jeunesses syndicales<sup>1131</sup>. Confrontés à une forte syndicalisation ouvrière, les responsables de Mazières ne désespèrent pas d'en venir à bout et interdisent, sous peine de renvoi, l'introduction de journaux syndicaux non seulement dans les ateliers, mais également dans sa cité, ainsi qu'à ses abords<sup>1132</sup>.

Notables locaux ou aspirant à le devenir, nombre de patrons ne résistent pas à la tentation de guider le vote de leurs ouvriers. Le cas est fréquent à la campagne, y compris dans les fiefs bûcherons. En 1910, l'assemblée du syndicat de Saint-Baudel juge nécessaire de voter l'exclusion d'un adhérent coupable d'avoir "*mis son bulletin de vote sous les yeux de l'entrepreneur*" afin d'obtenir ses "*faveurs*"<sup>1133</sup>. Retenons également le cas de ce conseiller municipal socialiste de Torteron qui, en 1908, finit par se démettre de son mandat suite aux pressions de son employeur<sup>1134</sup>.

Ces procédés existent aussi en ville. En 1895, les "*séides*" de Goffard se seraient répandus, dit-on, quinze jours avant les élections cantonales, dans les ateliers de l'usine où le candidat réactionnaire a des intérêts, sommant les travailleurs de "*marcher ou (de) déguerpir*"<sup>1135</sup>. Trois ans plus tard, le "*Tocsin populaire*" fait état du renvoi d'un porcelainier de la maison Hache, coupable d'avoir soutenu Breton contre l'avis de son patron<sup>1136</sup>.

### Le développement des organisations patronales

En 1892, le Syndicat des marchands de bois de la Nièvre qui, jusque-là, s'était surtout préoccupé de questions commerciales et douanières, décide d'élargir son aire de recrutement aux "*départements limitrophes*", comprenez le Cher, afin de contrer la pression ouvrière qu'il n'a pas vue venir<sup>1137</sup>.

À Bourges, les artisans du bâtiment, affectés par la série de grèves qui suit la création de la Bourse du travail, tentent d'adapter à leur situation les principes de solidarité à l'honneur dans les organisations ouvrière. Deux ans après les couvreurs, les maçons et les menuisiers déposent, en juillet 1897, les statuts de leur syndicat<sup>1138</sup>. Les plâtriers, les ferblantiers, les serruriers, les entrepreneurs de charpente, de peinture les imitent bientôt. En accord avec la chronologie locale, les patrons coiffeurs vierzonnais et leurs collègues du bâtiment s'organisent en 1898 et 1899. Pris au dépourvu par des grèves, les petits patrons songent d'abord à résister aux travailleurs ou, pour ceux qui ont passé un marché avec la commune, à obtenir un réajustement des tarifs. Mais que la menace ouvrière paraisse s'éloigner et l'individualisme reprend ses droits.

Les industriels sont plus tenaces. Malgré les difficultés causées par les importations étrangères, le rétrécissement des débouchés extérieurs, les fabricants berrichons de porcelaine s'unissent d'abord pour résister aux grèves. Tel est le plus solide ciment du syndicat qu'ils forment à Vierzon en 1894, année assez agitée dans

<sup>1131</sup> Archives de la Bourse du travail de Mehun, Livre de comptes du Syndicat général de la Céramique, 1910.

<sup>1132</sup> B.O.B.T.B. d'août 1912.

<sup>1133</sup> Livre des PV du Syndicat des ouvriers bûcherons de Saint-Baudel, séance du mois d'août 1910.

<sup>1134</sup> AdC, 23 M 239.

<sup>1135</sup> Le Tocsin populaire du 22 juin 1895.

<sup>1136</sup> Id., du 7 mai 1898.

<sup>1137</sup> Bulletin mensuel du Syndicat des marchands de bois de la Nièvre et des départements limitrophes de mars 1892.

<sup>1138</sup> AdC, 33 M 154.

la branche. La présence, à sa tête, d'hommes réputés pour leur intransigeance - Charlemagne, Pillivuyt, Vincent - est un signe qui ne trompe pas. À la différence de son éphémère devancière de 1887, l'organisation réunit une vingtaine d'industriels des divers centres porcelainiers du département et fonctionne sans interruption jusqu'à la guerre. Discrètes, les réunions des responsables n'ont guère laissé de traces publiques, mais, de l'alignement des tarifs, à l'aide apportée aux collègues paralysés par un conflit, le syndicat remplit son rôle et imprime sa marque à la vie sociale du secteur, ambitionnant de donner le ton au patronat vierzonnais.

Les tentatives de coordination départementale et interprofessionnelle sont moins concluantes. L'Union générale des syndicats patronaux du Cher, fondée en avril 1905 et ouverte aux employeurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, ne tient pas plus d'une année<sup>1139</sup>.

### **Les contre-attaques sur le terrain social**

#### *Les Offices du travail*

Moins frontales, d'autres initiatives entendent disputer aux organisations de travailleurs quelques-unes de leurs fonctions. Tel est l'objectif avoué des Offices du travail de Bourges et de Vierzon, créés, respectivement, en juillet et novembre 1901<sup>1140</sup>. Dans les deux cas, ses promoteurs souhaitent constituer des contre-Bourses du travail. Ainsi tentent-elles de centraliser les offres et les demandes d'emploi et de prôner, en opposition à la lutte des classes, la pratique de l'entente entre le capital et le travail.

À Bourges, en dehors de l'industriel Labbé, l'Office rassemble surtout des patrons de l'artisanat, notamment du bâtiment. Ils y côtoient des membres des professions libérales, séduits par l'ambition politique du groupement. Un an après sa fondation, l'Office revendique 605 membres, dont 189 adhérents individuels et 416 affiliés par l'intermédiaire de leur organisation, soit 11 syndicats patronaux - 164 membres - et l'Union amicale des Établissements militaires - 286 membres<sup>1141</sup>. À Vierzon, à l'occasion d'une assemblée mensuelle du Syndicat des fabricants de porcelaine, une soixantaine d'industriels, de commerçants et de propriétaires vierzonnais rassemblés à l'instigation de Hache et d'un avocat berruyer, débattent de la constitution d'un comité régional de concentration républicaine organisateur d'articles et de conférences antisocialistes<sup>1142</sup>. Le projet prenant du retard, les patrons de la céramique s'impatientent et se décident à parrainer un Office du travail, qui rallie d'emblée plusieurs dizaines de Vierzonnais<sup>1143</sup>. L'élection, à sa tête, d'un représentant de commerce - Mayeras - familier des coulisses de la droite locale, indique assez la persistance de préoccupations politiques<sup>1144</sup>.

Sur le terrain social proprement dit, champ d'action privilégié des Offices, les résultats paraissent médiocres. Celui de Vierzon échoue à attirer un seul syndicat ouvrier comme à inspirer la naissance d'une association de travailleurs. Jusqu'en 1910, année à partir de laquelle il cesse de fournir des informations sur le nombre de ses adhérents, il demeure un groupement exclusivement bourgeois, incapable de trancher entre l'action sociale et l'intervention politique. La dissolution, en 1911, de son homologue berruyer prend acte de la bataille perdue, ici aussi, contre la Bourse du travail.

Échec total ? Les Offices inaugurent la contre-offensive patronale et conservatrice des débuts du XXe siècle ouverte sur plusieurs fronts, dont aucun, à lui seul, ne suffit à emporter la décision, mais grâce auxquels le patronat banalise nombre de thèmes antisyndicaux et antisocialistes qui, à défaut de pénétrer en profondeur le monde ouvrier, influencent assez les autres couches de la population pour gêner de dangereuses convergences. En réalité, l'armature idéologique des Offices leur survit et sert de

<sup>1139</sup> AdC, 33 M 154.

<sup>1140</sup> AdC, 33 M 167.

<sup>1141</sup> AdC, 33 M 152.

<sup>1142</sup> AdC, 25 M 65, Rapport du commissaire, le 18 septembre 1901.

<sup>1143</sup> *Id.*

<sup>1144</sup> *La Dépêche du Berry* du 24 novembre 1901.

référence aux syndicats de collaboration de classes.

*Les syndicats de collaboration de classes*

. Une audience limitée, un phénomène révélateur

La presse ouvrière n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser, dans les années 1900, l'action des « jaunes », organisés ou non. Le qualificatif s'applique, en fait, à des comportements variés. Trois secteurs, d'importance inégale, sont, à des degrés divers, touchés par une dissidence syndicale tirant sur le « jaune ».

Dans l'industrie, la taille des Établissements militaires, le clientélisme politique longtemps de rigueur pour le recrutement du personnel et les relations sociales à l'œuvre dans des ateliers placés sous la double tutelle de l'État et de l'Armée ont favorisé, en réaction au développement d'un syndicat « rouge », l'existence d'une Union amicale, dont on sait peu de choses en dehors de son affiliation à l'Office du travail et des 660 membres qu'elle revendique en 1903, au moment de sa création<sup>1145</sup>. Des syndicats catégoriels ont vu le jour. Distincts des groupements « jaunes », mais se jugeant négligés par les « rouges », certains manœuvres et retraités s'en sont ainsi séparés. Dans un contexte socioprofessionnel très différent, le Syndicat mixte de l'Aiguille, encouragé par le Révérend Père Caron, rassemble patrons et ouvriers sous la présidence d'un employeur et profite du statut ambigu des travailleurs à domicile pour mettre en œuvre, à compter de 1912, les principes chers au défunt Office du travail de Bourges<sup>1146</sup>.

À la campagne, le premier syndicat « jaune » de bûcherons naît à Torteron en 1905, au lendemain d'une grève difficile, après que de graves incidents aient affaibli les syndicats « rouges »<sup>1147</sup>. N'excluons pas les arrières-pensées politiques de leurs initiateurs, que la presse ouvrière traite de « calotins ». Les marchands de bois soutiennent l'offensive et signent avec le nouveau syndicat des contrats qui, rédigés sur le modèle de ceux imposés par les organisations fédérées, cassent les tarifs et menacent de fissurer la communauté bûcheronne. Au maximum de leur force, les quatre syndicats recensés ne réuniront jamais, ensemble, plus de 250 adhérents. En 1909, ils en annoncent 157, quand on dénombre 4 477 bûcherons syndiqués dans le département.

Le bilan est plutôt maigre. Toutes périodes et catégories confondues, les syndicats de collaboration de classes auront séduit, au mieux de leur forme, 1 373 travailleurs, total incluant les employeurs inscrits au Syndicat mixte de l'Aiguille. A la différence de ce que l'on constate dans des régions telle que la Bourgogne, la Lorraine ou le Nord, le syndicalisme « jaune » berrichon compte moins par ses effectifs et ses initiatives que par la division qu'il instaure. Inapte, en dehors de quelques villages, à se poser en interlocuteur et à servir de point d'appui à la stratégie patronale de négociations à moindres frais, il concourt à saper le projet d'unité ouvrière dont se réclame le syndicalisme « rouge » que, de ce point de vue, il affaiblit, dans le même temps où il offre aux employeurs une plus grande liberté de manœuvre.

Réserveons, enfin, une place à part aux organisations explicitement catholiques, désireuses de pénétrer dans le monde ouvrier. L'implantation, après 1910, de l'Union catholique des employés de chemins de fer<sup>1148</sup> est contemporaine du développement de patronages à Vierzon et à Bourges comme du succès de rassemblements religieux et de processions<sup>1149</sup>, qui impressionnent à défaut de traduire une percée parmi le gros de la population ouvrière.

L'initiative a bel et bien changé de camp. Les organisations catholiques ou patronales, les partis de droite n'hésitent pas à emprunter aux « rouges » leurs méthodes de propagande et

<sup>1145</sup> AdC, 25 M 94. Elle n'en déclare plus que 400 l'année suivante, soit dix fois plus que ce que le syndicat « rouge » lui en accorde (*B.O.B.T.B.* de juin 1905).

<sup>1146</sup> AN, F22 33.

<sup>1147</sup> Cf. E. Duvergier de Hauranne, « Rapport sur les grèves agricoles et les syndicats mixtes », *Congrès national des syndicats agricoles, Périgueux, 15-17 mai 1905*, Sancerre.

<sup>1148</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire, le 6 décembre 1912.

<sup>1149</sup> *Id.*, Vierzon-Villages.

d'agitation : conférences, encadrement de la jeunesse, décoration des maisons<sup>1150</sup>, création de syndicats, de caisses du soldat, etc.<sup>1151</sup>

Cette contre-offensive survient alors que l'efficacité de "*l'action totale*" ouvrière, chère aux vaillantistes, bute sur la segmentation de la classe. Les divisions et les scissions ajoutent aux difficultés de la crise de croissance du « parti ouvrier ». Aux audaces et aux rêves des années fondatrices succèdent les routines et aux lassitudes d'une maturité portée au pragmatisme et aux compromis. Il s'agit davantage, désormais, de consolider, préserver, défendre, négocier. Ce qui, hier, passait pour spectaculaire et, assurément l'était, s'est banalisé. L'espérance en des changements radicaux et proches, qu'entretenaient les batailles sociales des temps de la guerre de mouvement, s'estompe, favorisant les tactiques électorales plus opportunistes que conquérantes, le développement de comportements et de conceptions tour à tour bureaucratiques, cyniques ou élitistes, tandis que les mobilisations ouvrières refluent. Au seuil d'une ère nouvelle, la classe, plus consciente d'elle-même que par le passé, hésite encore à définir sa place dans la société, la nation et l'histoire.

---

<sup>1150</sup> Par exemple, à Vierzon, pour la fête de Jeanne d'Arc (AdC, 25 M 65 ; Rapport du commissaire, le 5 mai 1913).

<sup>1151</sup> AdC, 25 M 46; Rapport du 27 septembre 1911.

## LES OUVRIERS DU CHER A

### L'AUBE DU XXE SIÈCLE :

### IDENTIFICATION D'UNE MOSAÏQUE

#### Approche quantitative : contours et composition interne

Avec près d'un actif sur deux, l'agriculture reste en 1911 le premier secteur pourvoyeur d'emplois du Cher<sup>1152</sup>. Cette prééminence masque mal, toutefois, une régression de taille tant en valeur absolue, avec 34 723 emplois perdus en soixante ans, qu'en valeur relative, avec une perte de 20 points sur 1851. L'industrie et le commerce - 67 090 actifs, soit 39,4 % du total - ont profité de ce repli. La « grande industrie » - 11 000 emplois - progresse le plus vite, faisant plus que doubler sa part. Plus détaillées qu'auparavant et davantage en rapport avec nos préoccupations, les rubriques de 1911 isolent l'industrie et ses 55 566 actifs - 32,6 % du total. Ces données retouchent le profil d'un département agricole, que justifie, certes, une proportion d'actifs dans ce secteur supérieure de 7 points à la moyenne nationale. L'industrie, quant à elle, vient en seconde position, à un niveau plus qu'honorable, 3 points au-dessus du taux national

En soixante ans, le nombre des salariés de l'agriculture a fondu de moitié. Mais les journaliers, les domestiques et les autres catégories de salariés agricoles représentent encore 46,2 % des actifs du secteur, pourcentage de nature à éclairer les tensions sociales rurales. L'artisanat, l'industrie et les transports totalisent, ensemble, 36 517 ouvriers, soit plus d'un actif sur cinq - 21,4 %. Des regroupements discutables gênent la perception des réalités socioéconomiques régionales, amplifiant, notamment, la dispersion des salariés de la métallurgie, de la porcelaine, voire des verreries. Tout concourt à souligner la poussée de la grande industrie. Depuis 1851, la métallurgie a quadruplé le nombre de ses salariés et accède, la « manutention » mise à part, au second rang, derrière le « travail des étoffes », en baisse, mais devant le bâtiment, stationnaire. Une estimation, forcément grossière à ce stade, donne un total de 21 884 ouvriers employés dans les entreprises liées aux formes les plus modernes de la production industrielle.

	HOMMES			FEMMES		
	Nombre	% pop. active ouvrière masculine	% pop. active masculine	Nombre	% pop. active ouvrière féminine	% pop. active féminine
Agriculture	32 980	53,96	28,08	5 603	40,04	10,61
Industrie	28 129	46,03	23,95	8 388	59,96	15,89
<b>T O T A L</b>	<b>61 109</b>	<b>100,00</b>	<b>52,04</b>	<b>13 991</b>	<b>100,00</b>	<b>26,51</b>

À la veille de la guerre, plus de 75 000 hommes et femmes sont salariés dans les fermes, sur les chantiers ou dans les ateliers du Cher. Les ouvriers - 44 % des actifs – représentent ainsi le premier groupe social du département. En 1851, ils étaient plus de 100 000 et formaient plus de 60 % des actifs.

C'est d'abord du côté du prolétariat agricole que se situe l'origine du recul. Numériquement, les travailleurs de l'artisanat, de l'industrie et des transports talonnent maintenant les ouvriers agricoles. La mutation est essentielle en ce qu'elle réduit le poids des catégories aux statuts les plus ambigus. A l'inverse, elle renforce le rôle des fractions les plus portées à l'action collective. Nuançons. S'il ne paraît guère en mesure de prendre la tête du mouvement ouvrier régional, le prolétariat des bois et des champs constitue une « réserve » susceptible, pour peu qu'on le sollicite,

<sup>1152</sup> *Résultats statistiques du recensement général de la population, 5 mars 1911, T. 1, Paris, 1913.*

de joindre aux travailleurs « modernes » des usines et, par-là, de modifier le rapport des forces sociales berrichonnes. Bien des traits politiques et sociaux du Cher de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle en découlent.

Malgré un fléchissement quantitatif, le recensement de 1911 révèle une classe ouvrière moins dispersée et davantage engagée dans l'industrie moderne.

## **L'existence : progrès matériels et reconnaissance**

### **sociale**

#### **Un certain mieux-être**

##### **Les salaires**

Pour autant que l'on puisse en juger, l'amplitude salariale, à qualification égale et d'une localité à l'autre, demeure élevée. En 1912, un ouvrier « ordinaire » de briqueterie gagne 3 francs par jour à La Guerche<sup>1153</sup>, quand son camarade de Grossouvre doit se contenter, un an plus tard, de 2,25 francs<sup>1154</sup>. Selon un militant de la Fédération de la Céramique en tournée de propagande dans le Cher, les tarifs vierzonnais s'apparenteraient à ceux de Limoges<sup>1155</sup>. A Mehun et Foëcy, ils seraient supérieurs à la moyenne départementale, en particulier pour les journaliers, que les fabriques de ces deux localités peineraient à recruter. A Bruère-Allichamps, enfin et au contraire, *"le travail est payé selon la volonté des patrons, les tarifs n'existent pas"*, cependant que les journaliers percevraient des *"salaires de famine"*.

Dans la métallurgie, à quelques kilomètres de distance, les ouvriers de la Fonderie des Etablissements militaires gagnent de 5,75 francs à 8 francs par jour en 1909<sup>1156</sup>. Deux ans plus tard, leurs homologues de Mazières plafonnent à 4,75 francs, les tôliers, chaudronniers, galvanisateurs ou décolleteurs de Saint-Florent à 5 francs et les mouleurs de Rosières à 4,25 francs<sup>1157</sup>, soit 0,25 franc de mieux seulement qu'un manœuvre des Etablissements militaires de Bourges<sup>1158</sup>. Les hausses arrachées avant la guerre ne comblent pas ces écarts.

L'évolution à la hausse notée sous le Second Empire ne faiblit pas. De 1862 à 1913, la progression serait de 57,1 % dans l'agriculture, 111,5 % si l'on remonte aux années 1840. En fait, le mouvement, tendanciel, cache des ruptures de rythme. Largement fictif, mais commode, le salaire moyen départemental pour les années 1890 - 3,40<sup>1159</sup> francs -, avant les relèvements du début du XX<sup>e</sup> siècle, indique un progrès de 65,8 % sur la période 1860-1865. Comparé aux départements voisins, le Cher améliore sa position par rapport à l'Indre - 3,25 francs -, rattrape puis dépasse la Nièvre - 3,25 francs - et le Loir-et-Cher - 3,30 francs. L'Allier, seul, conserve son avance - 3,90 francs. À l'échelle du pays, le département se place, sans surprise, très loin derrière la Seine - 6,20 francs - et les grandes régions industrielles, mais quitte les zones de très bas salaires où il se cantonnait jusque-là.

##### **Le coût de la vie : de nouvelles attitudes face au renchérissement**

Le mouvement des prix des produits de première nécessité s'inscrit, lui aussi, à la hausse, sans épouser les séquences et les rythmes des salaires. Pour autant que des sondages ponctuels permettent d'en juger, le renchérissement n'est pas systématique. Le pain et le lait constituent ainsi de notables exceptions à la règle. Les augmentations enregistrées pour la viande, le beurre et les pommes de terre compensent toutefois les baisses précédentes.

Peu sensibles aux mouvements de longue durée, les consommateurs réagissent d'abord aux fluctuations

<sup>1153</sup> B.O.B.T.B. de juillet 1912.

<sup>1154</sup> Le Syndiqué du Cher de novembre 1913.

<sup>1155</sup> Id., d'avril 1914.

<sup>1156</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire spécial, le 2 décembre 1909.

<sup>1157</sup> B.O.B.T.B. de septembre 1911 ; Enquête de la CGT.

<sup>1158</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire spécial, le 2 décembre 1909.

<sup>1159</sup> Enquête sur les salaires..., op. cit.



conjoncturelles. Les disettes et les flambées spectaculaires capables de déséquilibrer le régime alimentaire appartiennent au passé. Les seules craintes se situent maintenant du côté des salaires dont on redoute la compression et, plus encore, la suspension en cas de chômage.

La vieille revendication réglementaire revient néanmoins en force dès que les prix s'emballent. En 1911, des incidents éclatent sur les marchés de Saint-Florent et de Vierzon sous l'effet d'une brutale envolée du coût de la vie<sup>1160</sup>. On est loin, toutefois, des émotions de jadis.

Outre les prix, les consommateurs et l'administration surveillent l'honnêteté des transactions et la qualité des produits vendus. Ces préoccupations, relativement récentes, témoignent d'exigences nouvelles. Ici, des arrêtés imposent l'usage des balances<sup>1161</sup>, stipulent le poids des pains<sup>1162</sup>, énoncent les conditions d'une bonne cuisson. Là, des commissions vérifient la composition des farines<sup>1163</sup>, contrôlent la qualité du lait, inspectent les boucheries et les tueries<sup>1164</sup>.

### **Les consommations : permanences et changements**

Pour chacune des grandes catégories ouvrières berrichonnes, le pain demeure le premier poste du budget alimentaire<sup>1165</sup>. Les progrès quantitatifs constatés à la campagne ne se confirment pas en ville, où la consommation de pain fléchit, à l'instar de l'évolution nationale.

Hier occasionnelle, voire exceptionnelle, sur la table des journaliers agricoles, la viande revient dorénavant assez souvent pour figurer dans les budgets. Apparition timide, qui, dans le meilleur des cas, se confond avec le pot au feu dominical, à moins que l'on ne mette à contribution le poulailler familial ou les ressources inépuisables du braconnage<sup>1166</sup>. Ses plus gros consommateurs sont les ouvriers des industries urbaines, mieux rémunérés et de vieille souche prolétarienne, à l'exemple des porcelainiers, des verriers et des métallurgistes.

Les boissons alcoolisées, en premier lieu le vin, arrivent, dans les budgets, à égalité avec la viande, les villageois prenant ici l'avantage sur les citadins. La sociabilité de cabaret, l'extension du vignoble jusque dans les années 1880 ont modelé un modèle de consommation auquel les ouvriers se rallient dès que l'amélioration de leur pouvoir le permet. Ceci noté, la pauvreté n'est jamais synonyme d'abstinence.

Par leur volume et leur valeur, les légumes occupent la seconde place derrière le pain. Pommes de terre, choux, pois, haricots, lentilles figuraient d'assez longue date dans l'alimentation ouvrière. Les tomates et les haricots verts, en revanche, sont toujours inconnus de la plupart des villageois<sup>1167</sup>.

Dans l'ensemble, les sources permettent de conclure à une amélioration quantitative et qualitative de la nourriture. La crainte obsessionnelle de la disette s'efface. Des denrées nouvelles relèvent l'ordinaire des repas, irréductibles au plat unique d'antan - la soupe -, et se diversifient selon les moments de la journée ou les jours de la semaine.

N'insistons pas sur des conditions de logement, qui tardent davantage à changer. Partout, la salubrité laisse à désirer. L'humidité, les défauts d'aération sont toujours aussi redoutables. Dans les villages, les toits de chaume ont disparu, amenuisant les risques d'incendie. La différenciation des pièces n'intéresse que les cités sur le modèle de Rosières et les villes où elle n'est toutefois pas garantie. L'exiguïté et son corollaire, la promiscuité demeurent la règle.

Le souci d'un certain confort intérieur, dont témoigne

<sup>1160</sup> B.O.B.T.B. de septembre 1911.

<sup>1161</sup> AdC, 86.O.3; Charost, Délibération du 19 juin 1892.

<sup>1162</sup> AdC, E Dépôt 365; Mareuil, Délibération du 12 août 1888.

<sup>1163</sup> AdC, 317.O.8; Vierzon-Villages, Délibération du 28 février 1892.

<sup>1164</sup> Id., Délibération du 18 septembre 1892.

<sup>1165</sup> AdC, 33 M 22.

<sup>1166</sup> Id.

<sup>1167</sup> Entretien avec Mme Pierre, Arpheuilles, 1982.

l'évolution du mobilier se double d'une plus grande attention portée à l'habillement<sup>1168</sup>. C'est flagrant en ville, où de plus en plus d'ouvriers évitent de circuler revêtus de leurs habits de travail. Sobre, mais correcte, la tenue de ville comprend un chapeau ou une casquette, une veste sous laquelle on aperçoit quelques fois une large ceinture de flanelle. Dans les villages, cette distinction perd de sa pertinence, ce qui n'empêche pas des progrès vestimentaires<sup>1169</sup>. En tous lieux, les familles ouvrières mettent un point d'honneur à disposer, pour les dimanches, les fêtes, les congrès... d'une garde-robe.

### Les loisirs : entre deux époques

Hors de l'usine ou du chantier, les prolétaires n'en ont pas fini avec le labeur. La préparation des repas, l'entretien du ménage, réservé aux femmes, sont des corvées que la tradition, seule, rend supportable. Chez les hommes, en revanche, la distinction entre et l'agréable paraît plus délicate. Le jardinage, le façonnage des bûches, la réparation des meubles ou du logis concourent à équilibrer le budget et appartiennent, de ce fait, au domaine de la nécessité. Ils laissent néanmoins à l'ouvrier la maîtrise de son temps, de ses gestes et excluent la monotonie. Plus disponibles, certains salariés des Établissements militaires vont parfois plus loin et entament carrément une seconde journée de travail.

Les veillées occupent les soirées hivernales dans les villages et les hameaux. Les invités choisis parmi les voisins immédiats sont, cependant, moins nombreux que par le passé<sup>1170</sup>. Isolés, les métallurgistes de Rosières se montrent friands de telles rencontres tombées en désuétude dans les villes<sup>1171</sup>, sauf en été, lorsqu'à la fraîche, on installe les chaises sur le trottoir pour commenter les événements. Des fêtes disparaissent à jamais, d'autres se maintiennent ou se renouvellent. Dans les villages bûcherons, le Premier Mai revêt des allures de fête nationale et n'a pas la rudesse qu'on lui connaît en ville, où un banquet conclut néanmoins la journée.

La modernité s'insinue en tous lieux. Les montreurs d'ours attirent toujours les badauds, mais l'on se bouscule aussi, autour des manèges et l'on s'émeut déjà devant les images qui défilent sur les écrans des premiers cinémas ambulants<sup>1172</sup>. Loisirs encore que ces spectacles musicaux, ces tournées théâtrales qu'annoncent les journaux, mais qui n'atteignent pas les bourgs. On se plaît trop, lors des rassemblements populaires, petits ou grands, à reprendre en chœur le refrain de la *Carmagnole* et de tant d'autres chants improvisés le temps d'une grève, d'une élection, d'un fait divers, pour que la musique, sur les rythmes de laquelle les Berrichons dansent si facilement, n'appartienne pas à l'univers culturel des travailleurs. À Bourges, Vierzon, Saint-Florent ou Rosières, les fanfares locales recrutent sans difficulté des exécutants parmi la population ouvrière.

Enfin, tandis que la pêche et la chasse comptent des milliers d'adeptes, déclarés ou clandestins, le sport passionne de nombreux prolétaires. Pratiquants ou spectateurs, ceux-ci estiment à leur juste valeur la précision, l'efficacité, la force retenue, puis canalisée de l'athlète, la discipline qu'implique le jeu d'équipe. Dès 1885, le *Réveil social du Centre* informe ses lecteurs des activités de la *Vierzonnaise*, une société locale de gymnastique et de boxe. Les sports collectifs, en particulier le rugby, pratiqué à Bourges, Vierzon et Rosières, reçoivent un accueil favorable, mais les compétitions individuelles telles que les courses de vélos attirent également un large public<sup>1173</sup>.

L'amélioration des conditions de vie, le développement de l'instruction, sur laquelle nous reviendrons, libèrent les individus de l'emprise protectrice, mais contraignante des communautés géographiques et corporatives. On sait que ce processus profond,

<sup>1168</sup> Archives de l'Enregistrement de Vierzon ; Mutations après décès.

<sup>1169</sup> L. H. Roblin, *Les bûcherons du Cher et de la Nièvre: leurs syndicats*, Thèse de droit, Paris, 1903, p. 28 et suivantes.

<sup>1170</sup> *Id.*, p. 36 et suivantes.

<sup>1171</sup> Entretien avec d'anciens ouvriers de Rosières, Lunery, 1979 et 181.

<sup>1172</sup> *Id.* et entretien avec Mme Morillon, dont le père, bûcheron, fut maire de Saint-Baudel (Dun, 1979).

<sup>1173</sup> Cf. AdC, 317.O.10; Vierzon-Villages, où deux comités organisent, en 1904, des courses de vélo.

irrésistible, se combine à une conscience et à des pratiques liant l'émancipation de l'individu et celle de la classe.

## La vie sociale

### La famille : le premier cercle

Les listes nominatives du recensement de 1911 de notre échantillon représentatif de communes ouvrières indiquent un recul général du nombre des personnes vivant sous le même toit par rapport aux résultats de 1861. Sans doute ne doit-on pas confondre cette donnée avec le nombre de naissances survenues dans le foyer. Les Berrichons n'ont pas attendu l'apparition d'une propagande néo-malthusienne pour se prémunir contre la menace des naissances à répétition, mais les campagnes des militants de la *Génération consciente* rencontrent un certain écho dans le département.

Les infanticides conservent un caractère exceptionnel et sont surtout le fait de jeunes filles et de femmes célibataires pressées, après une grossesse dissimulée tant bien que mal, d'éliminer le nouveau-né par crainte du scandale<sup>1174</sup>. Les couturières et les domestiques peuplent la rubrique des avortements. Plus discrets, protégés par la légitimité de leur union, les couples parviennent plus aisément à les maquiller en fausses-couches accidentelles. Les médecins n'ont guère d'illusion à ce sujet. Si de dangereux charlatans « officient », la rumeur publique, à Châteauneuf comme à Vierzon, met en cause les pratiques occultes de sage-femmes. En 1912, l'une d'elles, dont le nom, transmis de bouche à oreille dans les ateliers de confection, demanderait ainsi 50 francs pour poser une sonde<sup>1175</sup>.

La scolarité obligatoire, la possibilité d'accéder à un début d'aisance, l'effritement des vieilles solidarités communautaires participent, sans conteste, à la diffusion d'un modèle familial plus resserré, qui satisfait un double besoin de sécurité et d'intimité par lequel la « modernité » s'insinue. En 1913, des femmes d'ouvriers disent leur refus de compromettre l'équilibre économique du ménage par de trop lourdes charges familiales<sup>1176</sup>. Ces nouvelles conceptions ne progressent pas aux dépens des enfants. C'est d'abord à eux que pensent les parents, à leur chance de trouver, grâce à l'école qu'ils peuvent fréquenter plus longtemps, une issue hors de la classe<sup>1177</sup>. D'autres n'ont cessé d'obtenir l'embauche de leur fils comme apprenti dans l'entreprise où ils travaillent. Dans ce cas, la socialisation du futur ouvrier s'opère sous tutelle paternelle, alternativement à l'usine et à la maison, situation de nature à renforcer les liens d'affection et d'estime<sup>1178</sup>.

Dans les années 1900, le choix du conjoint s'opère plus que jamais dans la classe<sup>1179</sup>. Les chances d'ascension sociale par voie de mariage se raréfient. Hormis les travailleurs de l'artisanat, pour lesquels subsiste une incertitude quant à leur statut véritable et que leur métier met en relation permanente avec la petite et moyenne bourgeoisie, toutes les catégories ouvrières indiquent un accroissement du taux d'homogamie sociale, cela malgré l'élargissement de leurs relations avec les familles de fonctionnaires ou d'employés et le resserrement de leurs liens avec les agriculteurs.

Par catégorie, le prolétariat des usines se signale par un taux d'homogamie sociale toujours supérieur à 80 %. Les métallurgistes, jusque-là en retrait, alignent désormais leur comportement sur celui des porcelainiers et des verriers.

### Les amis : l'ouverture

La sociabilité, telle qu'on la saisit à travers le choix des témoins de mariage, traditionnellement plus ouvert, invite à nuancer le

<sup>1174</sup> Cf. AdC, 32 U 340 ; Graçay, 1906 ; 32 U 730 ; Vierzon, 1910.

<sup>1175</sup> *Id.*

<sup>1176</sup> AdC, 33 M 22.

<sup>1177</sup> *Id.*

<sup>1178</sup> Cf. ce que déclare, à ce sujet et en 1884, un porcelainier de Mehun (AdC, 33 M 31).

<sup>1179</sup> Greffe du Tribunal de grande instance de Bourges ; Registres de mariages d'un échantillon de 23 communes, années 1906 ou 1905-1907.

constat de repli dégagé précédemment. Après des décennies de stabilité, la proportion des ouvriers servant de témoins lors du mariage de leurs camarades recule dans la quasi-totalité des catégories, parfois de façon importante. Cela étant noté, les données varient beaucoup d'un groupe à l'autre. Dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, le pourcentage des témoins ouvriers varie du simple à plus du double, selon que l'on considère les travailleurs des Établissements militaires - 17,8 % - ou les porcelainiers - 54,2 %. Le prolétariat des usines et les journaliers affichent toujours des taux supérieurs à 60 %. A l'ancien effet de prestige procuré par la présence de témoins issus des classes moyennes s'ajoutent, dans les agglomérations, les conséquences de relations plus égalitaires, qui ne sont pas étrangères à l'affirmation collective de la classe, à ses conquêtes politiques et sociales.

### **Le pouvoir social : l'accès aux responsabilités locales**

Le dépouillement des tableaux des membres des conseils municipaux élus en 1912 aboutit à dénombrer 437 conseillers ouvriers, niveau jamais atteint jusque-là<sup>1180</sup>. Depuis 1865, le taux de conseillers municipaux ouvriers a été multiplié par 3,4 pour atteindre 12,1 %. La progression numérique va de pair avec une extension spatiale. A la veille de la guerre, 42,3 % des communes du département et 29 cantons sur 29 sont concernés.

L'élargissement géographique n'entraîne pas de dilution susceptible d'affaiblir, en pratique, la visibilité de la présence ouvrière au sein des conseils. Leur proportion tend, en effet, à s'y élever, cependant qu'ils sont majoritaires dans les assemblées de 21 localités. Cela n'implique pas l'élection d'un maire ouvrier, mais pèse sur les préoccupations et les décisions des assemblées.

S'agissant des catégories, les journaliers fournissent toujours le plus fort contingent : 46,7 %. Des recoupements avec les listes des membres des bureaux syndicaux confirment la corrélation pressentie entre la poussée ouvrière dans les conseils des villages forestiers et le développement des syndicats de bûcherons. Le prolétariat des usines renforce lui aussi ses positions. En moins d'un demi-siècle, ses élus passent ainsi de 14 à 61. La concentration géographique des fabriques joue toutefois au détriment de ce groupe, dont le taux -13,9 % - reste très en deçà de la place qu'ils tiennent dans le mouvement social.

Longtemps abandonnée aux diverses fractions de la classe dirigeante, la gestion municipale, en prise depuis toujours avec la réalité, ne peut plus ignorer les problèmes sociaux dès lors que les conseils diversifient leur recrutement. Sans revêtir nécessairement une forme conflictuelle, la participation des travailleurs aux affaires communales augmente dans le même temps où l'organisation et les luttes prolétariennes posent en termes inédits l'exigence d'émancipation économique et sociale. La simultanéité n'est pas fortuite, quels que puissent être, par ailleurs, les engagements personnels des élus ouvriers et en dépit du chemin à parcourir pour effacer la sous-représentation ouvrière.

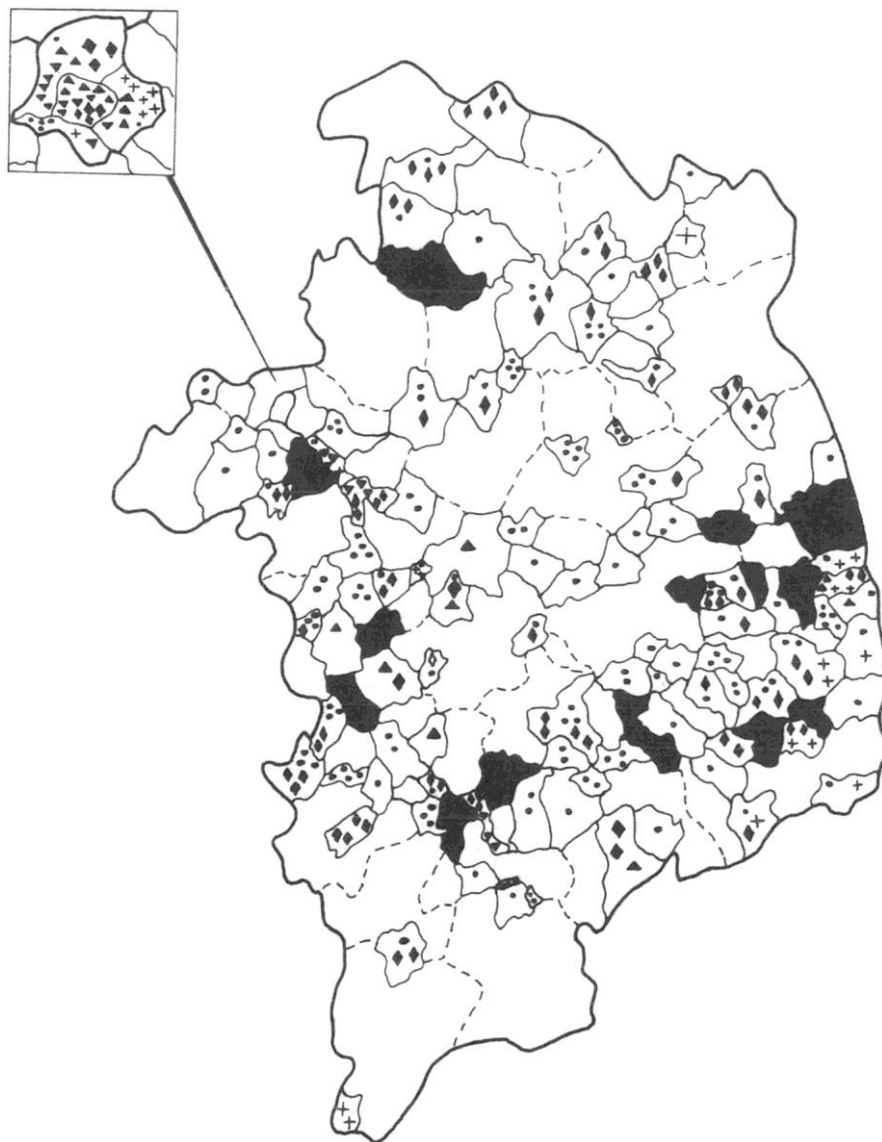
## **L'indépassable condition prolétarienne**

### **Vivre en travaillant : une nécessité**

Les salariés titulaires des Établissements militaires ou du Paris-Orléans mis à part, tous les ouvriers redoutent le chômage. Les sociétés de secours mutuel, quand elles existent, ne protègent pas toujours contre les effets de l'inactivité forcée, surtout si elle se prolonge et frappe massivement. A la campagne, les journaliers subissent, résignés, un chômage saisonnier ancestral, qu'aggrave la mécanisation des travaux agricoles.

<sup>1180</sup> AdC, 23 M 252 ; Tableaux des membres des conseils municipaux, 1912.

## Les ouvriers dans les conseils municipaux (1912)



Nulle branche ou entreprise n'est à l'abri de difficultés passagères ou durables, pas plus d'ailleurs les usines de l'État, à la merci de restrictions budgétaires, que les entreprises familiales ou les établissements des puissantes sociétés capitalistes. À Tarteron, la fermeture de la fonderie provoque l'exode pur et simple des ouvriers, solution extrême à laquelle les métallurgistes et les porcelainiers de Vierzon ne se résolvent qu'après avoir épuisé les éventuelles solutions de reclassement offertes par le marché local du travail. Le pire survient par temps de crise, lorsque tous les ateliers restreignent leur activité. Renvoyés les premiers, les manœuvres grossissent alors les rangs des indigents et vont pointer aux bureaux de bienfaisance. Les employeurs ménagent davantage les ouvriers qualifiés, mais la réduction des horaires affecte le pouvoir d'achat, quand elle ne précède pas des d'inéluctables licenciements. Les années 1884-1885 figurent parmi les plus dures de la période. Alors que la hantise de la disette s'éloigne et avec elle les troubles frumentaires, le chômage arrive en tête des préoccupations prolétariennes, engendrant des protestations que le mouvement ouvrier tente d'organiser.

En premier lieu, on sollicite l'intervention des pouvoirs publics, que l'on sommat jadis d'agir contre la cherté des grains. De Bourges à La Chapelle-Hugon, les revendications se recourent ou se répètent, trahissant leur commune inspiration vaillantiste. En plus de mesures destinées à atténuer les conséquences du chômage - moratoire sur les loyers, création de cantines scolaires... - les pétitions et les délégations réclament la réduction de la durée du travail à 8 heures par jour et 48 heures par semaine, exigent la création de chantiers municipaux, départementaux et nationaux ouverts aux sans-travail<sup>1181</sup>. Sans attendre, des conseils ruraux votent des crédits pour l'amélioration des chemins vicinaux. Les quelques francs gagnés à casser des cailloux ou refaire des chemins complètent, ici, les ressources précaires, mais multiples, dont disposent les travailleurs des campagnes. Leurs camarades des villes paraissent plus démunis.

La prolongation du marasme, les attermolements des élus rendent les chômeurs plus combatifs, tandis que des pétitions dénoncent l'emploi d'ouvriers étrangers<sup>1182</sup>. Les requêtes présentées aux autorités se doublent, dans quelques cas, de démarches particulières en direction de tel ou tel entrepreneur. Il en est de brutales qui, dans leurs formes, évoquent les tentatives d'intimidation montées jadis contre les négociants et les accapareurs. À Ménétréol-sur-Sauldre, une vingtaine de journaliers armés de fusils pénètrent ainsi sur le domaine d'un grand propriétaire pour, disent-ils, y chasser le gibier jusqu'à ce qu'on leur donne du travail<sup>1183</sup>. Pour leur part, les salariés de la Société Française, confrontés à la montée des renvois en 1886, proposent l'alternative d'un partage équitable du travail.

Actions défensives ? Assurément et par définition. Comment pourrait-il en aller autrement quand le chômage menace la principale, sinon l'unique source de revenus ? Sur le fond, cependant, les ouvriers ne contestent pas, sauf en cas de répression antisyndicale, le droit absolu des patrons en matière de gestion du personnel. Sur ce point, le principe pose moins de problèmes que ses modalités d'exécution.

### **L'insécurité : une question non résolue**

Si les terribles fléaux de jadis - famine, disette, épidémie... - appartiennent à des temps révolus, l'insécurité née de l'incertitude dans laquelle sont les prolétaires de pouvoir renouveler la vente d'une force de travail qui conditionne leur existence, continue d'entretenir un sentiment d'inquiétude, qu'avivent les progrès obtenus par ailleurs. Parce qu'ils les apprécient, les ouvriers redoutent la rechute vers une pauvreté qui les talonne.

<sup>1181</sup> Cf. la pétition présentée par la « commission ouvrière » de La Chapelle-Hugon, le 16 novembre 1884 (AdC, 33 M 133).

<sup>1182</sup> AdC, 33 M 133 ; Lettre d'un secrétaire de « commission ouvrière », le 24 janvier 1885.

<sup>1183</sup> *Id.*, Rapport du commissaire, le 27 décembre 1885.

Qui oserait affirmer, au sortir de la crise des années 1880, que le chômage s'en est définitivement allé ? Les fortes hausses des prix des débuts du XX<sup>e</sup> siècle ne menacent-elles pas les acquis de la période antérieure ? Si les ouvriers - pas tous, certes - placent leurs espérances dans les réformes à venir, ils en ignorent les échéances et les contours. Comment, dès lors, pourraient-ils éviter d'entrevoir le futur à travers le passé que restitue une mémoire collective hantée par le souvenir des années de vaches maigres ?

Au vu des gains journaliers de chacun de ses trois membres adultes - un tourneur sur porcelaine, une couturière, un manœuvre de la métallurgie<sup>1184</sup> - tel ménage étudié en 1906 devrait pouvoir vivre à son aise<sup>1185</sup>. Hélas, les six mois de chômage subis par le chef de famille quelque temps avant l'enquête ont amputé de 33,8 % les ressources annuelles de la famille au moment où la naissance d'un enfant entraînait de nouvelles dépenses et accaparait une partie du temps que la jeune mère consacrait à des travaux de couture à domicile. Pour les salariés du bas de l'échelle, des naissances répétées ne tardent pas à déstabiliser les ménages. *"On gagne ici pour s'empêcher de crever"*, déclare, démoralisée, la femme d'un journalier de Châteauneuf à la tête d'une trop nombreuse progéniture<sup>1185</sup>.

Le vieillissement inéluctable, la maladie ou l'accident aléatoires entretiennent de légitimes angoisses. Dans le meilleur des cas, les employeurs conservent les ouvriers le plus longtemps possible. A Rosières, dans la métallurgie ou la porcelaine vierzonnaise, à Foëcy, un atelier - le sénat - rassemble parfois les travailleurs âgés affectés aux tâches les moins pénibles. A la campagne, les vieux ouvriers taillent les haies et curent les fossés<sup>1186</sup>. Les salaires se ressentent de cette relégation-déqualification. Beaucoup d'autres doivent renoncer à travailler dès que l'âge amenuise la puissance, l'efficacité, la précision des gestes. Au terme *"d'une vie de misère, passée dans les caves d'une brasserie, relate Pierre Hervier, mon père fut renvoyé comme une chose usée, après quarante ans de présence, perclus de rhumatismes et sans un sou de retraite pour l'aider à finir ses vieux jours"*<sup>1187</sup>. Malheur alors à ceux qui n'ont plus de famille ou que leurs enfants délaissent. Réduits à la mendicité, ils entrent tôt ou tard à l'hospice, où ils mourront aussi démunis qu'au jour de leur naissance.

Timorée, la législation sociale maintient à découvert de larges pans du prolétariat. Pendant seize ans, les sénateurs s'obstinent ainsi à écarter les ouvriers agricoles et les bûcherons du bénéfice de la loi de 1898 sur les accidents du travail. La loi est muette, d'autre part, sur les risques de maladie ou sur la prévoyance sociale, question abandonnée pour l'essentiel aux sociétés de secours mutuel. Depuis le Second Empire, leur nombre s'est fortement accru. En 1900, 79 fonctionnent dans le département, regroupant 15 102 adhérents, dont 14 078 sociétaires adultes ordinaires et 377 membres honoraires<sup>1188</sup>. Facultative, la mutualité n'intéresse cependant qu'une minorité d'ouvriers. Les prolétaires les moins rémunérés, interchangeable et condamnés à l'instabilité, restent en dehors des institutions de prévoyance. En l'absence de maladie ou de chômage, l'ouvrier qualifié encore jeune et pas trop chargé d'enfants peut vivre décemment. Avec un peu de chance, certains traversent l'existence sans embûche et se hissent aux premiers échelons de l'aisance, économisent, voire acquièrent quelques biens.

En 1913, le nombre des livrets gérés par la Caisse d'épargne de Vierzon est 7,50 fois supérieur à celui de 1873<sup>1189</sup>. Une étude centrée sur les nouveaux clients de 1913 confirme la moindre propension à l'épargne des ouvriers d'usine. Devancés par les métallurgistes - 44 épargnants et une moyenne de 163 francs - ce qui est du nombre de titulaires de comptes, les journaliers - 32 et 526 francs - se situent, en revanche, au premier rang et précèdent les cheminots - 10 et 503 francs - pour ce qui est du montant

<sup>1184</sup> *Enquête sur le travail à domicile...*, op. cit.

<sup>1185</sup> *Id.*

<sup>1186</sup> L. H. Roblin, op. cit.

<sup>1187</sup> P. Hervier, op. cit., p. 2.

<sup>1188</sup> AdC, X 899 ; Etat statistique des sociétés de secours mutuel.

<sup>1189</sup> Archives de la Caisse d'épargne de Vierzon.

moyen des dépôts. Les couturières et les lingères – 24 et 376 francs - témoignent d'une égale disposition à l'économie. Le souci de constituer une dot rejoint, ici, le projet d'achat d'un carré de terre ou d'une maison, que partagent, en dépit d'évidentes différences statutaires, les journaliers et les cheminots, dont on connaît les liens avec le monde rural.

Les matrices cadastrales et les mutations après décès enregistrées la même année soulignent, tout à la fois, l'ampleur des écarts sociaux et les disparités existantes au sein de la classe en matière d'accès aux biens, ce quels que soient les progrès constatés. La composition des fortunes ne suit pas de règle précise. On note, cependant, une hausse tendancielle de la part des biens mobiliers détenus par les ouvriers d'usine. Ce que l'on sait des salaires et des budgets invite à ne pas traiter de la vie ouvrière comme on dresse un bilan de fin d'exercice. Les prolétaires consomment plus qu'ils n'accumulent et font en sorte de tirer le meilleur parti du présent avant de songer à accumuler en prévision d'un futur toujours marqué au coin de l'incertitude.

## **Les différents moments de la conscience ouvrière**

### **La scolarisation massive et ses conséquences**

Fondée sur les expériences acquises au travail, dans les quartiers et les villages, préparée par les conduites et les pratiques, accordée aux références du passé et à l'épreuve des événements économiques et politiques, la prise de conscience de classe nécessite le dépassement des particularismes de toutes sortes. Ce passage par l'abstraction permet de relativiser le vécu inscrit dans l'immédiat, l'éphémère, le local et de l'inscrire dans une perspective historique. La transition d'une connaissance parcellaire et d'une mentalité "instinctive" à la conscience de classe suppose, donc, une ouverture intellectuelle et culturelle, celle que procure l'instruction, laquelle implique désormais la scolarisation, quand bien même elle ne s'y résume pas.

#### **L'achèvement du processus de scolarisation**

Quels qu'aient pu être les efforts menés au cours des époques antérieures, c'est de la III<sup>e</sup> République que date, dans le Cher, l'éradication de l'analphabétisme en milieu ouvrier.

Si l'on comptait, encore, 63,4 % d'illettrés dans la population du département en 1872<sup>1190</sup>, le recensement de 1911 ne dénombre plus que 19,3 % d'analphabètes parmi les hommes de plus de 15 ans et 26,4 % parmi les femmes<sup>1191</sup>. Un coup d'œil sur les moyennes nationales - respectivement 10 et 15 % - rappelle la persistance d'un retard, mais n'invalide pas les progrès survenus.

Incomplète, irrégulière, la scolarisation touche l'ensemble des catégories sociales. Aussi imparfaite soit-elle à rendre compte de la qualité, voire de la réalité de l'alphabétisation, l'étude des signatures apposées par les époux sur les actes de mariage du début du siècle corrobore les données précédentes<sup>1192</sup>. Les différentes composantes de la classe ouvrière, emportées par le mouvement, se rapprochent les unes des autres. Au pire, l'écart n'excède pas 2,5 points. Mieux, toutes les catégories ouvrières se situent dorénavant au-dessus de la moyenne générale, y compris les journaliers - 98,8 % - tandis que les travailleurs des métiers et ceux des usines atteignent le niveau absolu de 100 %.

### **La formation professionnelle : un nouveau domaine d'enseignement**

En marge de l'apprentissage, des voies, encore étroites, se dessinent au sein même du système scolaire, qui transmettent un savoir professionnel, à la fois théorique et pratique.

Le développement de l'instruction publique, dans laquelle de

<sup>1190</sup> *Statistique de la France. Résultats généraux du dénombrement de 1872*, Paris, 1873.

<sup>1191</sup> *Résultats statistiques du recensement général de la population du 5 mars 1911*, Paris 1913.

<sup>1192</sup> Greffe du Tribunal de grande instance de Bourges; Registres de mariages d'un échantillon de 23 communes, années 1906 ou 1905-1907.



larges secteurs de l'opinion ouvrière voient un préalable à l'émancipation sociale, concourt à l'émergence d'une revendication originale ouvrant sur un prolongement « technique » de l'enseignement général élémentaire<sup>1193</sup>. Pour des raisons qui lui sont propres, une partie du patronat formule une demande similaire et propose, par la voix de la Chambre de commerce, de remplacer les cours spéciaux, dispensés au lycée de Bourges, par des études commerciales et industrielles<sup>1194</sup>. A cette fin, elle envisage la construction d'un établissement spécifique, tandis que des écoles d'apprentissage assureraient la formation des ouvriers ordinaires.

Quelles qu'en soient les motivations et les arrières pensées - école intégrationniste ou émancipatrice -, un consensus existe en faveur d'une initiative publique de formation professionnelle. La première initiative est entreprise à Vierzon, la plus industrielle des agglomérations berrichonnes. Les interventions répétées d'Henri Brisson conduisent le Parlement, en décembre 1880, à voter la fondation d'une école d'apprentissage destinée à *"développer chez les jeunes gens qui se destinent aux professions manuelles la dextérité nécessaire et les connaissances techniques"*<sup>1195</sup>.

Sur place, la population n'écoute guère les arguments des vaillantistes, qui dénoncent, pêle-mêle, les initiateurs, le coût et les objectifs d'une école juste bonne, prétendent-ils, *"à forger des chaînes pour l'ouvrier"* et à devenir une *"pépinière de Watrin"*<sup>1196</sup>. La teneur des discours prononcés le 3 mai 1883, lors de la pose de la première pierre, n'est pas de nature à lever ces craintes. *"Le savoir est pour l'ouvrier, sans doute, un grand instrument de force, de puissance sur la matière; mais c'est aussi un grand moyen d'apaisement et de pacification : les passions anarchiques sont toutes filles de l'ignorance"*, déclare notamment Jules Ferry<sup>1197</sup>. Mais le ministre s'efforce aussi séduire la partie ouvrière de son auditoire pour prophétiser *"la disparition des préjugés, l'évanouissement des différences de castes"* grâce à l'élévation, promet-il, *"du rabot et de la lime"* au même rang que les compas, la carte géographique et le livre d'histoire.

Après quatre années de travaux, l'établissement accueille, à la rentrée d'octobre 1887, un premier contingent de 46 élèves<sup>1198</sup>. Assez vite la nouvelle École nationale professionnelle (ENP) s'éloigne de ses ambitions originelles. Devant le flot des candidatures, la direction instaure, en 1895, un concours d'admission, qui pénalise les enfants du cru, accroît la proportion d'internes et relève le niveau des études<sup>1199</sup>.

Fiers de leur école, les Vierzonnais ne cachent pas leur amertume devant une évolution qui, sans les écarter, soumet leurs rejetons à une rude compétition. Au total, si la porte de l'enseignement professionnel s'entrouvre, il reste encore beaucoup à faire avant qu'il ne s'impose comme la voie normale de préparation aux métiers manuels.

### De nouveaux horizons culturels

Sous quelque forme qu'elle s'effectue, la scolarisation massive entraîne de profonds changements dans la vie culturelle ouvrière. De larges incertitudes subsistent sur la façon dont le savoir minimum inculqué par l'école s'épanouit ou se flétrit au fil des ans et au gré des goûts, du tempérament, du temps libre, des moyens financiers, de l'environnement sociogéographique des anciens élèves. Ici, toutes les situations sont possibles.

Ouvrier bûcheron de La Chapelle-Hugon, Jules Bornet éprouve assez de plaisir à écrire pour rédiger, à ses rares heures perdues, des saynètes, des nouvelles et des poèmes sur des

<sup>1193</sup> AN, C 3340.

<sup>1194</sup> AdC, 7 T 17, 1884.

<sup>1195</sup> Loi du 11 décembre 1880, *Mémoire et documents scolaires*, n° 56, Paris, 1888.

<sup>1196</sup> *Le Réveil social du Centre* du 27 février 1886.

<sup>1197</sup> AdC, 4 T 1.

<sup>1198</sup> *Id.*, Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail, *L'ENP de Vierzon*, Paris, 1906.

<sup>1199</sup> *Id.*, Brochure éditée en 1895.

cahiers restés longtemps secrets. Dans une perspective plus militante, Pierre Hervier ébauche ses Mémoires d'une écriture tour à tour alerte, pittoresque ou mordante, qui trahit des préoccupations formelles et un vif intérêt pour l'histoire. Révolté, ironique et sentimental, René Fontaine n'a pas son pareil, à Saint-Florent, pour versifier les péripéties sociopolitiques de la turbulente de la petite cité métallurgique. Encore adolescent, Henri Laudier compose des petites pièces de théâtre propagandiste, qu'il met en scène pour la plus grande joie de ses camarades des JSR. Il faut aussi compter avec les nombreux échos anonymes qui, glanés dans les ateliers et sur les chantiers et des villages, agrémentent les chroniques locales de la presse ouvrière. Il n'est pas, enfin, jusqu'aux lettres, aux comptes rendus, aux procès-verbaux d'organisations qui ne conduisent, bon gré mal gré, leurs cadres élémentaires à manier la plume, aussi stéréotypés, maladroits ou impropres qu'en soient les résultats.

Sans doute, les occasions d'écrire sont-elles plus rares dans le gros de la classe. Le tracé hésitant, malhabile, des noms inscrits au bas des actes de mariage, des pétitions ou des rares missives adressées à l'administration témoignent d'un savoir sinon oublié, du moins peu entretenu. Les rangs des lecteurs paraissent plus étoffés, même si, parfois, une pratique par trop irrégulière amène certains ouvriers à ne plus savoir lire cinq ou six ans après la sortie de l'école, cependant qu'un plus grand nombre encore tient la lecture comme un passe-temps futile.

Après des débuts difficiles en 1895 et 1896, la bibliothèque municipale de Vierzon compte quelque 150 abonnés en 1901 et prête, cette année-là, près de 11 000 volumes, surtout des romans, dont les auteurs favoris ont nom Dumas père, Balzac et Jules Verne<sup>1200</sup>.

Les organisations ouvrières ne restent pas en arrière. À Vierzon, la bibliothèque syndicale de la Bourse propose, en plus de la copieuse littérature administrative, juridique et statistique envoyée gratuitement par le ministère du Travail, une large gamme d'ouvrages, où l'histoire, les sciences, les récits témoignent d'une belle ambition pédagogique<sup>1201</sup>. Les noms de Gustave Hervé et Sébastien Faure côtoient ceux des frères Bonneff, mais aussi de Jean Marestan, partisan de l'éducation sexuelle. L'éclectisme n'est pas moins remarquable pour ce qui est des thèmes : religion, armée, Révolution française, vie ouvrière... On ne certifiera pas que les habitués de la Bourse dévorent les livres mis à leur disposition. Il n'empêche, sous une forme ou sous une autre, les livres et les journaux appartiennent désormais à l'univers culturel des prolétaires.

Plusieurs initiatives locales participent d'une volonté de diffuser dans la population une culture civique et scientifique imprégnée de la croyance inébranlable dans le progrès. On reconnaît là l'influence des instituteurs qui, souvent, impulsent le mouvement, à l'exemple de celui de La Chapelle-Hugon, dont la Société d'éducation et d'enseignement attire les villageois, parfois venus des communes environnantes, pour de "*véritables fêtes de famille scolaires et laïques*"<sup>1202</sup>. On n'ignore pas l'effort entrepris à Bourges par les animateurs de l'Université Populaire, tandis qu'à Vierzon, Jules-Louis Breton et Marc Larchevêque, équipés d'un projecteur de photos, tiennent en haleine un public d'origine modeste sur des sujets aussi pointus que les rayons X, leur nature et leur usage.

Aussi élémentaire que puisse paraître la culture ainsi propagée, elle n'offre pas moins des références essentielles à la lumière desquelles les expériences particulières et partielles acquièrent une signification différente de celle qu'on leur donnait auparavant. Découvrant à 13 ans la rude réalité du monde industriel dans lequel il pénètre comme manœuvre, Venise Gosnat, muni de son certificat d'études, explique on ne peut mieux combien l'instruction structura sa révolte contre l'injustice<sup>1203</sup>. "*J'étais bien habitué à vivre pauvrement*, écrit-il,

<sup>1200</sup> *Le Parti socialiste* du 10 mai 1902.

<sup>1201</sup> Archives de la Bourse du travail de Vierzon. Liste des livres et revues reçus ou achetés.

<sup>1202</sup> AdC, 79.O.2 ; La Chapelle-Hugon, Délibération du 13 novembre 1904.

<sup>1203</sup> Cité par J. Chaumeil, *Venise Gosnat*, Paris, 1975, p. 33.

*je connaissais bien la misère, mais la vie m'apparut plus atroce encore. Dans ma tête se bouscullaient les paroles d'Évangile, mais aussi les poèmes de Victor Hugo, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les célèbres mots d'ordre des tribuns de nos Révolutions".*

### Anticléricalisme et indifférence religieuse

Avec l'école publique, ce n'est pas seulement l'instruction qui progresse, c'est aussi une certaine conception de la vie sociale axée sur la reconnaissance de la personnalité individuelle et l'attachement à de fortes valeurs civiques. Revendiquée par les diverses nuances de l'opinion républicaine, la laïcité trouve dans les questions scolaires un terrain privilégié de combat face à l'Eglise catholique, dont elle défie ouvertement l'influence.

L'exercice du pouvoir municipal décuple la capacité d'action des adversaires de « l'obscurantisme », militants résolus d'un anticléricalisme de combat. La liste est longue des maires qui, à l'exemple de celui de Mareuil, interdisent les processions religieuses sur le territoire de leur commune et procèdent à l'enlèvement des croix plantées sur les places publiques<sup>1204</sup>, ou, comme à Dun, ergotent au moment de verser l'indemnité de logement du curé, contestent l'exactitude des comptes présentés par le conseil de fabrique<sup>1205</sup>, voire songent à prohiber le port de la soutane en dehors de l'église<sup>1206</sup>.

Avec ou sans amplificateur municipal, l'anticléricalisme se structure. Le premier cercle de la *Libre Pensée* naît à Saint-Amand en 1882, dans un milieu où les souvenirs de 1849-1851 sont encore vivaces<sup>1207</sup>. Dans les années 1890, une société vigneronne au nom évocateur – *La Marianne* – y défie les processions religieuses<sup>1208</sup>. Les progrès du socialisme, les remous provoqués par l'Affaire Dreyfus créent, au tournant du siècle, un climat favorable à la relance du combat contre l'Eglise. Plusieurs initiatives surgissent dans la mouvance vaillantiste. A Dun, en janvier 1901, la fête vigneronne anticléricale emprunte aux républicains socialistes quelques-unes de leurs références<sup>1209</sup>. Un militant, porteur d'un "*magnifique bouquet rouge*" marche, accompagné de sa fille, en tête d'un cortège mêlant adultes et enfants qui, tous, arborent "*l'églantine socialiste*", tandis que deux musiciens interprètent *l'Internationale*.

Moins pittoresque, l'anticléricalisme urbain s'extériorise surtout, en dehors des enterrements civils, par des conférences sur les grandes questions philosophiques, les vertus de la Science et de l'Histoire, mais aussi par le biais de polémiques qui font la joie des lecteurs des journaux locaux ou des copieux banquets que la *Libre Pensée* organise chaque Vendredi-Saint.

À Vierzon, Bourges, Meillant, Saint-Florent, Lunery, Mareuil... l'anticléricalisme ne trouve jamais tant d'oreilles complaisantes que lorsqu'il repose sur des considérations politiques et sociales. "*Ce n'est pas après le Bon Dieu que l'on en avait*, explique un habitant de Mareuil, *mais contre le pouvoir, le Château, ceux qui en dépendaient, notamment le curé*"<sup>1210</sup>. L'athéisme lui-même ne fait pas recette et peu de militants s'émancipent des rituels majeurs. La plupart, cédant aux pressions de leur famille, se marient à l'église, font baptiser leurs enfants, voire ne refusent pas, à la veille de la mort, de recevoir les derniers sacrements.

Cela ne saurait suffire à l'archevêque de Bourges qui, en 1895, s'alarme de la diminution de la pratique religieuse, de l'abandon du devoir pascal "*par un nombre d'hommes toujours croissant*" et de l'oubli des prières du chrétien, symptômes négatifs, dont, selon lui, "*les effets s'étendent des parents aux*

<sup>1204</sup> AdC, E Dépôt 365 ; Délibération du 7 septembre 1884.

<sup>1205</sup> AdC, 119.O.7 et 8; Délibérations des 16 juin 1895, 22 août et 12 novembre 1898 et 9 novembre 1901.

<sup>1206</sup> Des décisions en ce sens auraient été votées à Cuffy et à La Chapelle-Hugon, dont se félicite *Le Tocsin du Berry* des 26 janvier et 9 février 1901.

<sup>1207</sup> AdC, 26 M 40.

<sup>1208</sup> *Le Socialiste du Centre* du 25 janvier 1894.

<sup>1209</sup> *Le Tocsin populaire* du 26 janvier 1901.

<sup>1210</sup> Entretien avec M. Maillet, Mareuil, 1982.

*enfants*"<sup>1211</sup>. Interpellée par la baisse du taux des pascalisans - 7,7 % des hommes en 1898<sup>1212</sup> -, malmenée par le Bloc des Gauches, l'Eglise se ressaisit et entreprend de retenir, voire de regagner les fidèles. Consciente du terrain perdu en milieu ouvrier, elle inspire, on l'a vu, diverses œuvres sociales. Les catholiques resserrent leurs rangs là où, à défaut d'une forte influence, leur nombre fait masse et permet d'entretenir un réseau d'organisations pastorales ou charitables. Telle est depuis longtemps la situation qui prévaut à Bourges. Mais les catholiques ne craignent pas de s'affirmer à Vierzon où, en juin 1914, le patronage rassemble 350 enfants<sup>1213</sup>.

À la même époque, il est vrai, des milliers de jeunes vierzonnais se socialisent hors des structures et références catholiques. Une proportion non négligeable d'entre eux apprend dans les familles et auprès des camarades de travail à se défier de l'Eglise au même titre que des riches et des puissants. Pour beaucoup d'ouvriers berrichons nés à l'aube du XXe siècle, l'appartenance « à la calotte » restera synonyme, jusqu'à nos jours, sinon de reniement, du moins d'un écart à la culture et aux pratiques de la classe.

### **La réception du discours militant : l'exemple des réunions politiques**

#### **Ambiance particulière et fonctions multiples**

Malgré l'alphabétisation et la diffusion de la presse, les réunions publiques sont un cadre privilégié de communication entre les responsables politiques ou syndicaux et les travailleurs.

Leurs organisateurs le savent qui, à l'occasion d'une campagne électorale ou d'une grève, s'efforcent de s'assurer le concours de l'un de ces "*maîtres de la parole*"<sup>1214</sup> que sont Louise Michel, Sébastien Faure ou Jean Jaurès... L'obtenir est généralement l'assurance d'une salle comble au point, parfois, de devoir refuser du monde. A plusieurs reprises, les fonctionnaires de police de Bourges ou de Vierzon évaluent l'assistance à près de 2 000 personnes. Le cercle des militants et des sympathisants qui constituent l'auditoire clairsemé des réunions ordinaires s'élargit alors aux électeurs et aux curieux. On aurait tort de sous-estimer, en effet, l'importance de ce dernier groupe à une époque où le meeting est l'une des rares occasions, pour un public populaire, sensible au verbe et à la connaissance directe, de s'informer par lui-même.

Quels que puissent être les préjugés favorables de l'assistance, les orateurs ne sont jamais sûrs d'emporter un succès de tribune. En temps normal, les participants laissent aux organisateurs le soin de proposer les noms des membres du bureau de séance. Par exception, cependant, la relative indifférence du public sur ce point peut être troublée par l'irruption de perturbateurs qui, si la consigne a bien circulé et s'ils ont su se disperser, disputent le contrôle des débats à la puissance invitante. Pour peu que le conférencier perde le fil de son propos, s'égare dans une improvisation filandreuse, manque d'éloquence, l'auditoire se lasse vite, les conversations particulières enflent et couvrent bientôt la voix de l'infortuné orateur.

Le sujet traité, la méforme ou le brio des intervenants n'expliquent pas tout. Après des débuts difficiles, Vaillant attire, en général, des foules chaleureuses. Pour l'écouter ? Pas toujours, si l'on se fie aux appréciations sans complaisance que Marcel Sembat note dans ses *Cahiers noirs*. "*Vaillant monte à la tribune, écrit-il le 13 juin 1899, parle plus mal encore que de coutume, avec des ânonnements, des bredouillements. Mais par bonheur, il est long, alors la Chambre après avoir ri, s'ennuie...*"

<sup>1211</sup> Cité par F. Boulard, *Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français. XIXe-XXe siècles. Régions de Paris, Haute-Normandie, Pays de Loire, Centre*, Paris, 1982, p. 155.

<sup>1212</sup> *Id.*, p. 436-437.

<sup>1213</sup> AdC, 25 M 65 ; Rapport du commissaire, juin 1914.

<sup>1214</sup> L'expression figure sur une affiche annonçant la venue de Jaurès à Bourges (AdC, 25 M 89).

<sup>1215</sup>. Les rapports sans complaisance des commissaires de police ne donnent pas à penser que les Berrichons se soient ennuyés et, moins encore, amusés aux réunions que tient le dirigeant du CRC. Accueilli aux cris de *"Vive la Commune !"*, Vaillant, figure symbolique et respectée, est probablement moins compris que ne le suggèrent l'enthousiasme et l'attention des auditoires qui le saluent. Il existe, certes, plusieurs types de discours et d'orateurs. En militant éprouvé des luttes sociales, Baudin n'a pas son pareil pour faire le point en termes simples, accessibles, ouvrir une perspective réaliste et emporter l'adhésion du public. Mauger et Bornet possèdent, à des degrés divers, les mêmes qualités. *"Sympathique, il expliquait bien"*, se souvient-on, longtemps après, des interventions du secrétaire de la Fédération des Bûcherons<sup>1216</sup>.

Les réunions répondent avec plus ou moins de bonheur, à la double demande d'une information précise et d'une rhétorique maîtrisée. Il arrive que les orateurs se méprennent sur l'attente ouvrière. Dans les derniers jours du conflit de Rosières, en 1906, Latapie, Laudier et Hervier, convaincus pouvoir conseiller les grévistes, leur recommandent d'accepter le sacrifice de quelques syndicalistes en échange des concessions arrachées à la direction<sup>1217</sup>. Mal leur en prend. Ils sont rudement pris à partie par les métallurgistes, qui ne leur reconnaissent que le rôle de porte-voix. *« Si vous êtes venus aujourd'hui pour nous diviser, vous pouvez disparaître d'ici »*, leur crie-t-on. D'évidence, la délégation de parole ne vaut pas délégation de pouvoir.

### **L'écho des réunions : l'éphémère et la "langue de bois"**

Il est d'autres contraintes : celles qu'impose, par-delà le succès immédiat, mesuré par le nombre de participants et l'ampleur des applaudissements, l'ambition de transmettre un message, une analyse. Exercice délicat. Peu préparés aux spéculations théoriques, les ouvriers éprouvent une méfiance instinctive envers les discours abstraits, qui échappent aux leçons tirées de l'expérience concrète, mais parcellaire, pour monter en généralité ou confiner aux rêves. On touche là à l'un des plus sérieux obstacles dressés à la mise en correspondance du « politique » et du « social », que le projet socialiste prétend réaliser. La tâche se complique par le fait que les interprétations proposées vont à l'encontre des opinions reçues ou dominantes, confondues avec le "bon sens".

Les conférenciers, eux-mêmes, prisonniers de leurs compétences et de leur histoire personnelle, recourent à un vocabulaire et à des analyses frappées au coin de la spécificité socialiste, dont la répétition contribue à légitimer, puis fixer l'usage. Au fil des ans, les travailleurs se familiarisent aux mots-totems et aux images-clés qu'ils s'approprient, quitte à opérer des glissements de sens, et qui se métamorphosent en autant de symboles porteurs d'une puissante charge affective. Le fait est patent avec les slogans, sans s'y réduire.

Sous la pression latente des foules rassemblées, la parole des orateurs, dont les réticences devant l'effort théorique sont communes au gros du mouvement ouvrier français, se fige et engendre un discours stéréotypé. Insidieusement, une « langue de bois » s'installe sans que ses initiateurs et, à plus forte raison, ses destinataires, en perçoivent les inconvénients et les dangers. L'efficacité unificatrice du vocabulaire, des expressions et, dans le meilleur des cas, des bribes d'analyse paraissent comme autant d'indices de la pénétration des idées socialistes dans les couches profondes du monde ouvrier.

Les échos en provenance de la base - responsables d'organisations élémentaires ou simples travailleurs - rendent cependant un son étrange, révélateur de *"la dualité des principes de production du discours"*, dont Pierre Bourdieu écrit qu'elle se *"trahit"* sans cesse, oscillant constamment entre *"les références les plus concrètes de l'expérience immédiate dans sa singularité indépassable"* et l'emploi de *"formules toutes faites, petits blocs"*.

<sup>1215</sup> G. Lefranc et P. Collart, « Marcel Sembat. Pages du journal inédit », *Le Mouvement social*, n° 107, avril-juin 1979, p. 104.

<sup>1216</sup> Entretien avec M. Jougneaud, Mentou-Salon, 1979.

<sup>1217</sup> *La Dépêche du Berry* du 30 septembre 1906.

*insécables de pensées et de paroles préfabriquées*<sup>1218</sup>. Chez les travailleurs les moins éduqués et les moins préparés à une approche globale des réalités sociales, cette « trahison » n'interdit pas la formation d'une opinion et l'action au côté ou au sein d'organisations à visées théoriques, mais s'oppose à la construction d'énoncés politiques cohérents. On songe ici à Tatahouine, personnage haut en couleur, croqué par Alphonse Boudard, et qui, engagé dans la rédaction redoutable d'un "*projet de paix universelle*", ne peut dépasser les dix premières lignes, aussi grossières et virulentes qu'anodines et infidèles à la volonté initiale<sup>1219</sup>. Mélange de préoccupations terre à terre et de fragments de phrases tirées de circulaires administratives du bureau d'aide sociale et de formules rituelles de la propagande communiste, le texte livre surtout les références familières de l'infortuné apprenti essayiste. De telles tentatives ont bien peu de chances d'apparaître dans les dépôts d'archives et l'historien rencontre plus de difficultés que l'écrivain à rendre compte d'un fait, dont son expérience sociale lui a pourtant fourni maints exemples. Les libertés républicaines réduisent, d'autre part, la portée et l'utilité des protestations spontanées et séditieuses - cris, placards... -, par lesquelles s'exprimaient jadis les sentiments populaires et se mesurait le degré de politisation. Dans le même temps où elle limite les interdits, la IIIe République facilite la traduction collective et organisée du mécontentement et des espérances populaires, brouillant du même coup notre appréhension du débat politique tel qu'il se déroule à la base.

Si l'on retient le cas des affiches, l'anonymat d'hier ne se justifie plus, sauf s'il s'agit d'injures et de menaces. N'excluons pas, à leur propos, l'hypothèse de couvertures politiques jetées sur des controverses personnelles ou familiales. Les derniers placards anonymes de nature politique surgissent encore en des circonstances précises<sup>1220</sup>. En 1886 et 1887, l'effervescence sociale est propice à ce type de prise de « parole ». Dans les années 1890, la poussée libertaire y concourt, offrant une étiquette commode à tous ceux que tente l'emploi de la violence contre l'ordre des choses. Les tournures maladroites ou incorrectes, l'orthographe erronée font supposer une origine populaire que l'on ne saurait toutefois certifier. Sur le fond comme sur la forme, la tradition l'emporte sur la modernité, laquelle se confond souvent avec l'évocation de l'actualité et se manifeste à travers l'emploi de noms, de surnoms, de dates et d'expressions que la vie politique en général et le mouvement ouvrier naissant en particulier ont popularisé : « bagnes ouvriers », « jésuites », « anarchie », « capitaliste », Ravachol, Watrin, Bernardon... La valeur symbolique accordée à ces noms trahit le caractère traditionnel de la pensée à l'œuvre sous les textes qui, à l'occasion, renvoient explicitement à des formes d'organisation et à des modes d'action inspirés des anciennes sociétés secrètes. Ainsi est-il question de « comités », dont l'un aurait pour siège une grotte des environs de Sancergues, tandis qu'un autre fait état de réunions clandestines ou parle d'affiliés tirés au sort pour accomplir les missions décidées par de mystérieux groupes... Lorsqu'une démonstration s'esquisse à travers les insultes et les avertissements, son inspiration procède davantage de la morale élémentaire - condamnation du vol, du mensonge, de la trahison... - que du matérialisme historique.

Nombre de militants qu'une grève, un mandat syndical ou municipal sort du rang, projette sur le devant de la scène sociale locale ou régionale et révèle les capacités à agir comme à négocier, sont conscients de leurs difficultés à maîtriser les théories socialistes ou syndicalistes. L'apprentissage ne se fait pas sans mal.

Gabriel Lamouroux, animateur des luttes bûcheronnes dans le massif de Meillant, n'appartient pas au tout venant des travailleurs forestiers. Bien que régulièrement embauchés sur les coupes hivernales, il possède une maison ainsi qu'une pièce de

<sup>1218</sup> P. Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, 1979, p. 507.

<sup>1219</sup> A. Boudard, *Les combattants du petit bonheur*, Paris, 1977, p. 100.

<sup>1220</sup> AdC, 25 M 138 ; Sancergues (13 avril 1892), Vierzon (3 mai 1892), Châteaumeillant (4 décembre 1893) ; 33 M 36 ; Bourges (11 février 1886) ; 33 M 120 ; Mehun (27 janvier 1887) ; 33 M 128 ; Vierzon (16 octobre 1886).

terre, qui lui vaut d'être qualifié de vigneron, quand il ne travaille pas en qualité de charpentier ou d'agent d'une compagnie d'assurances<sup>1221</sup>. Doté d'une instruction supérieure à celle de ses camarades d'Uzay-le-Venon, il siège au bureau du syndicat et au conseil municipal. Autodidacte, l'homme ne demande pas mieux que de parfaire ses connaissances et sa culture. Pour autant, son engagement dans les batailles syndicales et politiques locales précède de loin les ruptures idéologiques. Désigné pour prendre la parole en présence des élus du département, Lamouroux s'écarte du terrain corporatif qu'il connaît mieux que quiconque pour se lancer dans une improvisation théorique hésitante, confuse et, pour tout dire, d'une orthodoxie socialiste douteuse<sup>1222</sup>. Partisan d'« affranchir » le travail de « son asservissement au capital », il prône leur « association » et tonne, au nom des principes de 1789, contre les « monopoles à briser », depuis la poste, l'enregistrement des brevets ou la distribution des diplômes, et dénonce l'insuffisance des libertés. S'il faut absolument rattacher l'orateur à une école de pensée, Proudhon et Léon Bourgeois l'influencent plus que Karl Marx. La souplesse doctrinale qu'affectent les vaillantistes et leur désir de se situer dans le sillage des diverses mouvances rouges d'antan sont, ici, mis à rude épreuve. Lamouroux, à vrai dire, ne s'en soucie guère, qui, pour sa part, se réclame d'abord de la République sociale, qu'il salue et appelle de ses vœux.

Manifestation typique de consciences en mutation, ces télescopes théoriques, incompréhensions, voire contresens, s'atténuent en ville et aux échelons moyens et supérieurs des organisations. Prêtant une oreille bienveillante aux explications des militants, dont ils apprécient le dévouement, les travailleurs n'en retiennent que ce que leur formation culturelle et idéologique les a préparés à capter. De là découle la puissance des mots-symboles ou totems, des emblèmes et d'une langue de bois, dont l'adoption, au même titre que la pratique des grèves ou du vote, s'opère plus vite que leur maturation conceptuelle.

### **La symbolique rouge : des glissements significatifs**

#### **Les Blancs et les Rouges : une opposition dépassée**

*"Vive les Rouges ! À bas les Blancs !"*. Mot d'ordre collectif ou cri solitaire, le slogan a résumé pendant des années le clivage sociopolitique essentiel pour les démocrates socialistes. La formule plonge ses racines dans le terreau, fertile en souvenirs mémorables, des affrontements de la Seconde République.

La mémoire sélective du petit peuple de Saint-Baudel associera longtemps la République aux désordres et à la violence. Traiter quelqu'un de *"vieux bonnet rouge"* équivalait alors à l'insulter gravement<sup>1223</sup>. A Ivoy-le-Pré, c'est d'animal qu'il est question. Dans les années 1870, Eugène Ferrieux, qui ne refuse pas la couleur, doit aux malheurs de son père, proscrit en 1852, d'être méchamment surnommé *"âne rouge"* par les gamins du bourg<sup>1224</sup>. Brocardé ou repoussé ici, le "rouge" suscite là, au contraire, des réactions de sympathie. En mai 1871, trois ouvriers vierzonnais, pressés d'afficher les sentiments de la majorité de leurs camarades, plantent un drapeau rouge au cœur de la cité<sup>1225</sup>. Le geste sera jugé maladroit et inopportun, à cette date, par les responsables locaux du « parti avancé », mais l'éclipse du « rouge », à Vierzon comme ailleurs, ne dure pas. Il en va autrement du « blanc », son antagoniste.

On se souvient comment, sous la Seconde République, au terme de glissements successifs, le vocable avait fini par désigner, en plus des légitimistes et des monarchistes de tous bords, les modérés et les « bourgeois ». La question du drapeau blanc, remise à l'ordre du jour dans les années 1870, ne relance pas la vogue d'un qualificatif que le Second Empire a rendu désuet. Au plus fort des controverses entre républicains et royalistes, en 1876 et 1877, les militants et le public des réunions

<sup>1221</sup> AdC, 23 M 102 et matrice cadastrale de la commune d'Uzay-le-Venon.

<sup>1222</sup> AdC, 7 F 58 ; Manuscrit non daté d'une allocution prononcée par Lamouroux.

<sup>1223</sup> Témoignage de Mme Morillon, qui le tenait de son grand-père, cantonnier à Saint-Baudel (Dun, 1979).

<sup>1224</sup> J. Ferrieux, art. cité.

<sup>1225</sup> AdC, 38 U 83; Vierzon, 1871.

politiques s'abstiennent de l'employer. Pour en retrouver l'usage, il faut tendre l'oreille vers les lieux privilégiés de la sociabilité populaire où, sous l'effet de la passion et de l'alcool, d'anciens contentieux remontent en surface.

Si l'on dénonce volontiers les menées des « jésuites » et des « cléricaux », le vocabulaire et les arguments propagés par les cadres du « parti républicain », mieux adaptés aux nouveaux clivages, s'imposent et se fixent pour longtemps. Les républicains de toutes nuances prennent ainsi l'habitude de se distinguer des « conservateurs » et de la « réaction ». Le cas échéant, l'anachronisme des expressions et des symboles vient souligner la force d'une conviction. S'étonnera-t-on d'apprendre qu'à Dun, pays de « radicaux rouges », un socialiste songe à exposer le 14 juillet, à la devanture de son café, un portrait de Robespierre et une gravure représentant Marianne, tandis que des jeunes gens chantent la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, avant de hurler leur haine des « blancs »<sup>1226</sup> ? En 1895, un certain *Pierre la Justice* prend à partie, dans les colonnes du *Tocsin populaire*, les "*badingueusards* (*secte bannie par la société civilisée*)" et les "*reacts*", instigateurs, avec le "*Marquis de Rosières*", d'une fête où transpirait, affirme-t-il, "*l'espoir d'étrangler la Marianne*"<sup>1227</sup>.

L'inertie du langage et les retards culturels de certaines contrées berrichonnes n'expliquent pas entièrement la persistance d'une rhétorique archaïsante. Devant les bûcherons d'Uzay-le-Venon et de Meillant, Baudin émaille son discours de piques à l'adresse des Mortemart que l'on croirait sorties des polémiques de 1849<sup>1228</sup>. « *De quel droit a-t-il, lui (le Marquis) qui ne fait rien et par conséquent ne produit rien, des centaines de chambres dans son château quand ceux qui produisent tout sont obligés de coucher dans les bois, dans des cahutes, sur la paille ?* », s'interroge le député de Vierzon. A Bourges, Vierzon, Mehun ou Saint-Florent, le tableau serait outrancier, à Meillant, il s'accorde aux représentations locales, sur fond d'extrême polarisation sociale. A quoi bon, dès lors, recourir à une analyse neuve et compliquée ? Dégagés de l'emprise du marquis, les bûcherons d'Uzay-le-Venon ne ratent pas une occasion de prouver leur indépendance et de témoigner leur mépris à l'égard des gardes de l'imposant domaine aristocratique. Les jours du scrutin, il n'est pas de meilleure façon d'exprimer ses sentiments que de voter « rouge ». On retrouve la même attitude à Mareuil, où la population, fidèle à sa réputation frondeuse, proclame, sans se lasser, sa volonté de demeurer en dehors de la tutelle du châtelain et manifeste ses aspirations en votant "*le plus à gauche possible*"<sup>1229</sup>. Aux quatre coins du département, la consigne se transmet de génération en génération : "*vote rouge mon gars, ils auront bien le temps de blanchir*"<sup>1230</sup>. Vivace, sinon toujours efficace, la formule rend compte de l'état d'esprit d'un électorat d'extrême gauche plus attentif au radicalisme du discours et des propositions que fidèle à une étiquette ou à un parti, dont l'histoire ne manque pas d'exemples de reniements.

### Les divers tons du "rouge" : le piège des mots

Auprès de l'opinion populaire et ouvrière, le drapeau rouge brandi par les vaillantistes, est perçu comme un retour aux sources de la Montagne de 1851. Aux élections de 1885, la présence de Pyat et de Gambon aux côtés de Vaillant et Baudin conforte de prime abord cette interprétation. Revendiquée dans les réunions ou au bas des affiches et des professions de foi, la République démocratique et sociale paraît renaître de ses cendres après trente ans d'oubli, d'exil ou de silence. Les socialistes se distinguent par l'hommage qu'ils rendent à la Commune de Paris.

Désireux d'apparaître comme les continuateurs des luttes

<sup>1226</sup> 25 M 66 ; Rapport du commissaire, le 14 juillet 1891.

<sup>1227</sup> *Le Tocsin populaire* du 28 septembre 1895.

<sup>1228</sup> AdC, 7 F 58 ; Manuscrit du discours prononcé par Baudin, à Meillant, le 24 janvier 1892.

<sup>1229</sup> Entretien avec MM. Canon et Maillet (Mareuil, 1981).

<sup>1230</sup> Lors des élections législatives de 1914, Migraine, le candidat du PSU dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Bourges n'est pas le dernier à s'y référer afin d'affaiblir le député sortant Breton (AdC, 20 M 42).



menées par les démocrates socialistes, les vaillantistes ont conscience des risques idéologiques et politiques que les ambiguïtés d'hier font courir à leur projet de formation d'un parti de classe. Il leur faut, en particulier, se démarquer de leurs voisins et concurrents radicaux. Par intermittence, au gré des militants et selon les situations locales, plus fréquemment à Vierzon et Bourges qu'à Saint-Amand ou Dun, et bientôt de manière systématique, ils habituent leurs sympathisants et leurs électeurs à applaudir la République sociale. Sur ce terrain, toutefois, les radicaux du sud du département ne redoutent pas la surenchère. Au lendemain des premières grandes grèves forestières, Ferdinand Pajot, plus énergique que jamais, déclare : *"partisan d'une révolution pacifique (je) n'hésiterais pas, en cas d'insuccès de celle-ci, à (me) mettre à la tête d'une révolution violente"*<sup>1231</sup>. Ses affiches, rutilantes, proclament sa volonté d'agir pour l'organisation du Travail<sup>1232</sup>. Dans la seconde circonscription de Saint-Amand, son collègue et ami, Csimir Lesage promet de consacrer toute son énergie au *"triomphe des revendications du monde du travail"*<sup>1233</sup>. Électeur convaincu de Girault, le père d'Armand Desternes dresse pour son fils le portrait d'un homme à l'abondante chevelure, vitupérant les hobereaux et les châtelains, secouant la tête et tirant sur ses cheveux pour s'exclamer : *"Ah! les capitalistes, les bourgeois, on les chassera. Si on ne peut pas les chasser par les élections, on ira chercher les tigres (sic) dans les bois de Culan..."*<sup>1234</sup>

*"Les ouvriers sont le dernier rempart de la République, il est bien juste qu'on s'occupe d'eux"*, s'écrit Pajot à l'aube des grèves bûcheronnes de l'hiver 1891<sup>1235</sup>, cependant que Girault conseille aux forestiers de s'organiser pour affronter *"le capital"*. Rendant hommage à l'ancien meunier, Lesage voit en lui le défenseur des *"intérêts de la grande famille ouvrière à laquelle il est, ainsi que moi, fier d'appartenir"*<sup>1236</sup>. Absorbés par les problèmes de tactique gréviste et d'organisation syndicale, volontairement discrets sur le chapitre politique, Baudin et Mauger semblent, par comparaison, étrangement timides. Il faut attendre le 27 mars 1892 pour entendre le député de Vierzon, piqué au vif par l'interpellation d'un anarchiste, rappeler, devant les ouvriers des bois, qu'il est lui aussi, un révolutionnaire<sup>1237</sup>. *"Tout le monde veut faire du socialisme, mais viendra un moment où on saura discerner entre les différentes qualités"*, réplique-t-il, visant aussi les interventions enflammées des élus radicaux. Ces derniers ne se démontent pas pour autant.

En décembre 1893, Girault certifie : *"j'étais socialiste hier, je suis socialiste aujourd'hui, je serai socialiste demain"*<sup>1238</sup>. Rien n'exaspère plus les militants de Saint-Amand excédés de voir les ouvriers voter *"les yeux fermés pour des gens qui se disent socialistes, mais ne le sont pas"*<sup>1239</sup>. Il importe, recommandent-ils, de *"tracer une ligne de démarcation infranchissable aux autres partis et nos adversaires ne viendront plus nous frapper dans notre camp"*. En foi de quoi, Philippe Apied obtient du congrès bûcheron qui suit le vote d'une motion d'adhésion au socialisme collectiviste et de soutien au groupe parlementaire socialiste<sup>1240</sup>. Sur la défensive, Girault répond par une charge contre le *"collectivisme allemand"*, faisant mine de s'étonner pour le déplorer que la *"politique"* s'introduise dans les réunions syndicales<sup>1241</sup>. Les propos contradictoires du sénateur et de ses amis, entre les imprécations quasi insurrectionnelles, proclamations de fidélité éternelle à la cause ouvrière et appels à l'entente interclassiste au nom de la nécessaire union républicaine, leur difficulté à manier le vocabulaire de la lutte

<sup>1231</sup> AdC, 20 M 37 ; Rapport du sous-préfet de Saint-Amand, le 27 janvier 1893.

<sup>1232</sup> *Id.*

<sup>1233</sup> *Id.*

<sup>1234</sup> Entretien avec A. Desternes, Châteaumeillant, 1979.

<sup>1235</sup> AdC, 7 F 57 ; Réunion tenue à Saint-Amand, le 6 décembre 1891.

<sup>1236</sup> *Id.*, Réunion tenue à Thaumiers, le 14 janvier 1892.

<sup>1237</sup> *Id.*, Discours tenu au congrès constitutif du Syndicat général de Meillant, le 27 mars 1892.

<sup>1238</sup> *Le Socialiste du Centre* du 3 janvier 1894.

<sup>1239</sup> *Id.* du 22 novembre 1893.

<sup>1240</sup> *Associations ouvrières professionnelles, op. cit.*, T. I.

<sup>1241</sup> *L'Avenir du Cher* du 13 mai 1894.

sociale signalent les limites d'un radicalisme que ses adversaires assimilent à de la duplicité.

Gardons-nous toutefois de prendre pour un ralliement à l'ensemble des thèses vaillantistes les cris de "*Vive la République sociale !*" lancés par les bûcherons d'Uzay-le-Venon au nez et à la barbe du sous-préfet<sup>1242</sup>. Le slogan, dont les ouvriers devinent la puissance, vaut surtout, ici, pour son caractère de défi. Que penser, encore, de ce "*Vive la grève ! A bas le capitaliste !*" entendu non loin de là, un an plus tôt<sup>1243</sup> ? Le singulier surprend. On doit s'interroger sur ce que l'expression recouvre dans l'esprit de villageois, dont les ancêtres témoignaient, jadis, d'une égale hostilité à l'égard des « bourgeois » de la ville. Au début du XXe siècle, Armand Desternes, adolescent, écoute un voisin qui, venu faire la lecture de *L'Emancipateur* à son père, commente chaque article d'un : "*tu vois le capitaliste ce qu'il peut bien faire*"<sup>1244</sup>. Intrigué, le jeune garçon se demande quelle "bête sauvage" pouvait donc être ce « capitaliste » à l'origine de tant de malheurs.

Les bûcherons du sud du département, dégrossis au contact des hommes et des idées croisés à la faveur des grèves, riches de l'expérience acquise dans la lutte, n'usent plus tout à fait des mots et des symboles d'antan. Les outils manquent, toutefois, pour mesurer jusqu'à quel point le « capitaliste » dénoncé au tournant du siècle diffère du « riche », du « bourgeois » et de « l'opulent »<sup>1245</sup> que vilipendait Eugène Ferrieux quinze ans auparavant.

Les flottements idéologiques des socialistes eux-mêmes brouillent parfois les propos et les esprits. Autoproclamé candidat, en 1898, des ouvriers, des petits propriétaires, des petits commerçants et des républicains, Jules-Louis Breton vise large<sup>1246</sup>. Les socialistes insistent, certes, plus que d'autres sur l'action autonome du prolétariat, mais les radicaux berrichons ne sont pas loin de dire la même chose et l'on cerne mal, parfois, ce que les uns et les autres entendent par « classe ouvrière ». Lesage, propriétaire exploitant, assure en être. En ville, dans les localités industrielles, l'existence d'un important prolétariat réduit la tentation de telles extensions. Pour autant, à Vierzon, Chauvière, l'une des principales figures nationales du vaillantisme, identifie le socialisme au combat contre la "*grande industrie et le gros commerce*" et propose à son auditoire d'intégrer à la classe toutes les forces susceptibles de s'engager dans cette lutte : travailleurs manuels, petits commerçants et petits industriels<sup>1247</sup>.

La distance n'est plus si grande entre Eugène Ferrieux qui, indigné par l'inégale répartition des richesses, attend de la République qu'elle protège les "*humbles*", et ce socialiste de Graçay, dont la profession de foi dit sa confiance dans le suffrage universel et la conviction que "*chaque réforme, chaque loi nouvelle*" concourt à "*l'application*" du socialisme confondu avec "*le bonheur des peuples*" et "*le progrès*"<sup>1248</sup>. Après la scission de 1901, les « autonomes » se nourrissent de ces conceptions. Hétéroclite, l'héritage historique entretient tout aussi bien l'option « révolutionnaire ». Les « meneurs » que le jeune Venise Gosnat fréquente à l'usine et au syndicat, dans les années 1900, parlent ainsi "*avec fièvre de la guerre de 1870, de la Commune de Paris qu'ils glorifient, de la trahison de Thiers et de Bazaine, du massacre des Communards par les Versaillais, sans omettre la proclamation de la République, des luttes pour les libertés communales et des batailles menées cinq ans avant ma naissance pour obtenir le droit de constituer des syndicats ouvriers et de construire des Bourses du travail*"<sup>1249</sup>.

Ces confusions motivent les hésitations du préfet désireux d'attribuer une étiquette politique aux ouvriers sortis du rang et élus dans les conseils municipaux. A la base, les militants éprouvent parfois quelque difficulté à se situer avec certitude.

<sup>1242</sup> AdC, 33 M 108 ; Rapport du sous-préfet, le 29 novembre 1892.

<sup>1243</sup> AdC, 7 F 58 ; Réunion du 27 décembre 1891.

<sup>1244</sup> Entretien avec A. Desternes, Châteaumeillant, 1979.

<sup>1245</sup> E. Ferrieux, art. cité.

<sup>1246</sup> *Le Toscin populaire* du 21 mai 1898.

<sup>1247</sup> AdC, 23 M 194 ; Rapport du commissaire, le 27 avril 1892.

<sup>1248</sup> *Le Citoyen du Cher* du 17 juillet 1901.

<sup>1249</sup> J. Chaumeil, *op. cit.*, p. 32.

Pour Mauger, ardent secrétaire du Comité républicain de Dun en 1889, que son soutien, trois ans plus tard, aux luttes des ouvriers ruraux met en relation avec Vaillant et Baudin, l'adhésion au CRC conclut un itinéraire politique balisé et réfléchi<sup>1250</sup>. L'affaire semble plus compliquée dans l'esprit de travailleurs, qui peinent davantage à réaliser le chemin parcouru depuis leur première participation à une grève. Ancien adhérent de la Ligue pour l'abolition des armées permanentes, correspondant local du Comité central républicain socialiste du Cher, rédacteur occasionnel du *Parti socialiste* et responsable du syndicat des bûcherons de Torteron, Jean Bernadat mérite, assurément, d'être classé parmi les vaillantistes. Reste que dans une lettre destinée, il est vrai, à un magistrat, ce militant qui, par ailleurs, ne cache pas sa révolte contre l'injustice, se déclare "*républicain*", puis se reprend et précise "*radical socialiste*"<sup>1251</sup>. Tout confirme l'existence d'un fonds de références communes à de larges secteurs de l'opinion berrichonne qui, des républicains sincères aux socialistes, de Sancoins à Vierzon-Villages, en passant par Meillant. Sur ce bord, beaucoup se retrouvent pour célébrer ces "*héros du peuple*" que sont, à des titres divers, Danton, Gambetta, Proudhon, Barbès, Blanqui ou Pyat, dont les rues et les places portent les noms et en souvenir desquels on souhaite voir s'élever des monuments commémoratifs<sup>1252</sup>.

### D'une tradition à l'autre : emprunts et ruptures

Au moment où le rouge acquiert une connotation plus prolétarienne, les responsables socialistes bannissent l'usage des expressions susceptibles d'obscurcir les consciences et de faire obstacle au développement d'un parti de classe. La concurrence radicale, puis la défection « autonome » confortent leur méfiance à l'égard de références ambiguës. Si les orateurs socialistes s'adressent aux « travailleurs », aux « ouvriers », aux « prolétaires », aux « exploités », mais aussi aux « citoyens » et aux « républicains », ils s'abstiennent plus souvent, au fil des ans, à faire appel aux « rouges ».

La couleur, elle-même, est à l'honneur dès que ne subsiste aucun doute sur sa signification révolutionnaire et prolétarienne. Associé aux grandes heures du mouvement ouvrier, le rouge sort du noyau, nécessairement restreint, des militants, retrouve une nouvelle jeunesse et, devenant le point de ralliement des travailleurs en lutte, finit par symboliser la classe entière. Tout au long de l'automne et de l'hiver 1886, en présence de milliers de personnes, les dirigeants syndicaux accueillent avec des bouquets de fleurs rouges les Vierzonnois condamnés après les incidents qui ont ponctué la grève des ouvriers de la Société Française. Pour peu que le commissaire de police manque de vigilance, les vaillantistes déploient leurs bannières écarlates dans les circonstances les plus variées : cortèges, obsèques, meetings... À l'extrême fin du XIXe siècle, c'est sous un parapluie rouge que les jeunes socialistes vierzonnois se regroupent et défilent le jour du conseil de révision<sup>1253</sup>.

Au fur et à mesure qu'il s'enracine, le rituel, d'origine socialiste, s'émancipe de ses initiateurs. Sans rien perdre de sa force révolutionnaire, le drapeau rouge s'identifie, à l'instar du Premier Mai, aux actions et aux organisations syndicales en prise directe avec la classe. Le processus n'est cependant pas linéaire et s'adapte aux particularismes géographiques et corporatifs. Les travailleurs des principales concentrations industrielles paraissent ainsi les plus réceptifs à la nouvelle symbolique. On le voit à

<sup>1250</sup> AdC, 25 M 66 ; Rapport du commissaire, le 2 novembre 1889.

<sup>1251</sup> AdC, 31 U 646, Torteron, 1892.

<sup>1252</sup> AdC, 176.O.4 ; Délibération du conseil municipal de Meillant en hommage à Blanqui, le 6 novembre 1904 ; 278.O.7 ; Délibération du conseil de Sancoins souscrivant à l'érection de monuments en l'honneur de Proudhon, Danton et Gambetta, le 14 février 1909 ; 316.O.2 ; Délibération du conseil de Vierzon-Forges sur la dénomination de rues Gambetta et Pyat, le 21 novembre 1909 ; 317.O.7 ; Délibération du conseil de Vierzon-Villages sur la dénomination de rues Barbès, Proudhon, Flourens et Blanqui, le 24 novembre 1889 ; 317.O.10 ; Délibération du conseil de Vierzon-Villages souscrivant à l'érection de monuments en l'honneur de Blanqui, le 5 juin 1904 ; 317.O.11 ; Délibération du conseil de Vierzon-Villages souscrivant à l'érection de monuments en l'honneur de Proudhon, Danton et Gambetta, 1909.

<sup>1253</sup> AdC, 25 M 45 ; Rapport du commissaire, le 22 janvier 1898.

Vierzon, mais aussi à Saint-Florent, dont la classe ouvrière, jeune et batailleuse l'adopte sans réticence. Durant la première grande grève de la localité, en 1893, des adolescents assistent aux réunions coiffés de bérêts rouges<sup>1254</sup>. À cette date, les bûcherons et les chauxfourniers manifestent derrière le drapeau tricolore. Les travailleurs socialistes de Vierzon ne rejettent pas, loin de là, la République. Malgré la froideur montrée, depuis 1886, envers les fêtes et les symboles républicains, une débauche de bleu-blanc-rouge salue aux quatre coins de l'agglomération la conquête des communes vierzonaises par les socialistes. À Bourges, la municipalité Vaillandet se félicite d'avoir contribué, le 14 juillet 1900, à l'une des manifestations populaires les plus importantes jamais organisées un jour de fête nationale<sup>1255</sup>.

Brève embellie. La rudesse des luttes sociales, les déceptions politiques, la montée du nationalisme, la mise en échec d'une hégémonie insuffisamment pensée refroidissent les bonnes volontés ouvrières. À Vierzon-Ville, la dégradation des relations entre la Bourse du travail et la municipalité Péraudin fournit à la première le prétexte pour décrocher, le 14 juillet 1908, le drapeau tricolore qui flottait jusque-là sur la façade du local<sup>1256</sup>. La Bourse de Bourges va plus loin, qui recommande de boycotter la "*fête dite nationale*"<sup>1257</sup>. Celle-ci, ajoute son conseil d'administration, "*n'a rien de commun ni de bon pour les ouvriers*".

Rien de tel, en revanche, dans les villages « rouges » et ouvriers, où les syndicalistes qui conduisent les affaires municipales votent de bon cœur les crédits destinés à célébrer la prise de la Bastille et la République. À Mareuil, le 13 au soir, la population au complet défile à travers les rues illuminées<sup>1258</sup>. Le lendemain, les enfants de l'école publique, citoyens de demain, se voient offrir une collation, tandis que l'on prépare les jeux et le bal de l'après-midi. Afin que nul ne se sente tenu à l'écart des réjouissances civiques, la municipalité procède à une distribution de pain aux indigents. À Saint-Baudel, les édiles ajoutent de la charcuterie, du fromage, du vin et de la limonade<sup>1259</sup>. Ici, le 14 juillet participe de la fête communautaire et de la commémoration d'une victoire remportée sur « ceux du Château », dont beaucoup attendent la prochaine réédition, plus ambitieuse, radicale et « sociale ».

Le constat s'applique aux chants. À Vierzon, la relance des luttes ouvrières dans les années 1880 intervient trop tard pour que la *Marseillaise* trouve sa place dans le répertoire des grévistes. Délaissées par les républicains modérés, les paroles de la *Carmagnole* conviennent mieux aux métallurgistes, aux porcelainiers et aux verriers. Les ouvriers ruraux l'adoptent à leur tour, quitte à lui adjoindre, à l'instar de leurs camarades des villes, des couplets de circonstance. En novembre 1892, c'est cependant la *Marseillaise* qu'entonnent, drapeau tricolore et tambour communal en tête, les centaines de bûcherons qui, d'Uzay-le-Venon à Meillant, sillonnent les localités forestières. Le rituel de la marche n'est pas sans rappeler les démonstrations des mineurs et des métallurgistes de l'Aubois de 1849 ou du Second Empire. En janvier 1893, il n'a rien perdu de sa vigueur au plus fort d'un conflit dans le canton de Sancergues<sup>1260</sup>. Pour l'occasion, les bûcherons, accompagnés de leurs épouses et partis de Jussy-le-Chaudrier et Précý, défilent, drapeau tricolore déployé et dans le plus grand ordre jusqu'à Argenvières, où ils dansent autour de l'arbre de la liberté.

Le cérémonial des fêtes révolutionnaires n'est pas loin. Lors de la cavalcade de la Mi-Carême, à Genouilly, des chars rejouent de grands moments de l'histoire nationale<sup>1261</sup>. Le char dit du « Triomphe » ferme la marche. De "*charmantes jeunes filles*", vêtues de costumes grecs, y incarnent la Liberté et la Fraternité, tandis qu'une Marianne, couronnée de lauriers, une étoile au

<sup>1254</sup> AdC, 33 M 126 ; Rapport du commissaire central, le 22 mai 1893.

<sup>1255</sup> AdC, 23 M 215 ; Rapport du préfet, le 21 juillet 1900.

<sup>1256</sup> Archives de la Bourse du travail de Vierzon, Livre des PV du CA ; séance du 25 juillet 1908.

<sup>1257</sup> B.O.B.T.B. de juillet 1911.

<sup>1258</sup> Entretiens avec MM. Canon et Maillet, Mareuil, 1982.

<sup>1259</sup> Entretien avec Mme Morillon, Dun, 1979.

<sup>1260</sup> AdC, Z 948 ; Lettre du maire de Jussy-le-Chaudrier, le 30 janvier 1893.

<sup>1261</sup> *Le Parti socialiste* du 15 mars 1902.

front, symbolise d'autant mieux l'Égalité qu'un éclatant péplum rouge la drape des pieds jusqu'au cou.

Au tournant du siècle, cependant, la symbolique ouvrière s'uniformise. A Vierzon et à Bourges, comme à La Guerche et Rosières, *l'Internationale* vient en renfort de la *Carmagnole*. Les jours de fête, on arbore maintenant le coquelicot ou l'églatine, tandis que le drapeau rouge ose paraître au grand jour. Les nouveaux symboles investissent la vie sociale. Le syndicalisme accélère le mouvement à l'heure où son influence gagne l'ensemble du monde ouvrier berrichon. Ici et là, elle le déborde, à l'exemple des vigneronnes « rouges » de Dun qui se réapproprie la Saint-Vincent.

La symbolique prolétarienne n'évince pas complètement, toutefois, ses devancières. A l'ouverture du quatrième congrès de la Fédération des Bûcherons, *"les rouges drapeaux de La Guerche, Cuffy, Chantenay, SaintImbert, Germigny-l'Exempt, La Chapelle-Hugon, mêlés aux drapeaux tricolores de Thaumiers et de Saint-Pierre-les-Etieux, flottent au vent"*<sup>1262</sup>. Le rouge finit par dominer dans les manifestations syndicales, mais plutôt que d'une exclusion du tricolore, il semble que l'évolution procède d'un partage des rôles. Étroitement associés aux actions spécifiques du mouvement ouvrier, les drapeaux rouges et *l'Internationale* s'effacent devant le drapeau tricolore et la *Marseillaise* chaque fois que les élus ouvriers célèbrent une République qu'il s'agit plus de transformer que de renier. Aucun maire socialiste, pas même Vailland, ne se hasarde à écarter ou à tourner en dérision, le rituel officiel.

Hissé au rang de fête des bûcherons, le Premier Mai a des allures de 14 juillet syndical. Au jour dit, ceux de Mareuil se réunissent au hameau de Villiers, où réside le secrétaire de l'organisation, détenteur du drapeau rouge frappé du nom de la section<sup>1263</sup>. Munis de fusils de chasse, les hommes se disposent en cercle autour de la bannière et lui rendent les honneurs par une salve tirée en l'air. On trinque ensuite à la santé des travailleurs. L'après-midi, la municipalité s'associe au programme pour offrir aux syndiqués un banquet suivi d'un bal auquel la population est conviée. Le soir venu, un second bal clôt la journée à Villiers, là même où elle avait commencé.

### Les Rouges et les Jaunes

Le jeu des couleurs, à l'aide duquel les ouvriers interprètent les antagonismes politiques et sociaux, enregistre ces évolutions. Dans les premières années du XXe siècle, l'opposition jaune/rouge, de nature syndicale, interne à la classe, prend la relève de l'antagonisme blanc/rouge qui, d'ordre politique, passe au second rang, quand il ne tombe pas en désuétude.

Le mouvement qui, venu de Montceau-les-Mines, revendique l'étiquette « jaune » l'oppose à l'esprit et aux pratiques de la lutte des classes, dont se réclament les « rouges ». Avertis du danger, les administrateurs de la Bourse de Bourges appellent les travailleurs à renforcer les rangs des « *syndiqués rouges unis dans la CGT* »<sup>1264</sup>. Les membres du syndicat des Etablissements militaires, pourtant adeptes d'un syndicalisme de négociation, ne refusent pas le qualificatif de « rouges », qui les distingue des adhérents d'organisations rivales, « professionnelles », « apolitiques » ou catégorielles, traités de « jaunes ».

Pour un syndiqué, il n'est pas de pire discrédit, en effet, que d'être rangé parmi les *"individus qui ne veulent pas faire comme les autres"*<sup>1265</sup>. *"Ceux qui auraient le malheur (de remplacer) des grévistes seraient classés par les travailleurs conscients au rang des jaunes"*, menace le syndicat des porcelainiers de Mehun<sup>1266</sup>. *"Ce sont des êtres qui, abdiquant toute dignité, lèchent les mains du potentat qui les affame depuis de longues*

<sup>1262</sup> IVe congrès de la Fédération nationale des Bûcherons. La Guerche, 24-25 septembre 1905. *Compte rendu des travaux*, Bourges, 1906, p. 12.

<sup>1263</sup> Entretiens avec MM. Canon et Maillet, Mareuil, 1982.

<sup>1264</sup> AdC, 33 M 152 ; Affiche du CA de la Bourse, 1907.

<sup>1265</sup> B.O.B.T.B. de mars 1906.

<sup>1266</sup> AdC, 33 M 120 ; Mehun, 1905.

années", surenchérissement les métallurgistes de Rosières<sup>1267</sup>. "Un jaune est criminel, il trahit ses camarades, il ne mérite aucune considération", résume pour sa part un bûcheron<sup>1268</sup>, tandis qu'un chaudronnier assimile ces faux frères à des "fripouilles et crétins à la solde du patronat"<sup>1269</sup>. Ouvrier passé dans le camp de l'adversaire de classe, le « jaune », que l'on veut croire « échappé de la sacristie »<sup>1270</sup>, rejoint la figure décriée du « blanc », honni pour ses convictions politiques et religieuses. Brodant autour du thème chromatique, les militants s'en prennent aux "fleurs de genêts"<sup>1271</sup> et aux "oiseaux à plumes jaunes"<sup>1272</sup>. Sur les coupes, en dehors des périodes de grève, les ouvriers disent leur répugnance à travailler en compagnie de « jaunes » non syndiqués<sup>1273</sup>. Si le rapport de forces le permet, le syndicat exige un prélèvement sur le salaire des "renégats", voire leur renvoi pur et simple<sup>1274</sup>. Pendant les grèves, leur présence légitime les derniers actes de violence que les organisations corporatives, d'ordinaire soucieuses d'éviter les provocations, s'abstiennent souvent de déconseiller. "Tu devrais savoir mon vieux, écrit un militant de Mareuil à l'adresse d'un interlocuteur imaginaire frappé par la "jaunisse", "que nous, les rouges, sommes à l'abri de cette maladie et que nous possédons pour la guérir une certaine pommade, dite pommade à bâton qui est d'une réelle efficacité pour ceux qui en sont atteint"<sup>1275</sup>.

## Quelle identité ?

### Le malaise des organisations ouvrières (1909-1914)

#### Les syndicats : lassitude et recul

Les signes de malaise ouvrier des années d'avant-guerre ne manquent pas, en particulier dans les syndicats, sensibles à l'évolution interne de la classe. Indice révélateur, le nombre des syndiqués fléchit à compter de 1909. En cinq ans, la chute avoisine 30 %. Pour ceux qui restent affiliés, l'attachement à l'organisation faiblit. Partout, la participation aux réunions régresse. Le phénomène n'épargne aucun syndicat et se répercute sur le fonctionnement des bourses du travail.

Les syndicalistes ne cachent pas leur désappointement, teinté d'amertume. "J'ai tellement bataillé pour le syndicat qu'aujourd'hui, en présence de l'inertie et de l'indifférence de la masse ouvrière, je me sens découragé...", confie le principal « meneur » des bûcherons des environs de Sancerres<sup>1276</sup>. Les moins pondérés s'emportent, pêle-mêle, contre le "je m'en foutisme" des porcelainiers de Mehun<sup>1277</sup>, l'ivrognerie et la bassesse des maçons de La Guerche<sup>1278</sup> et, plus généralement, l'égoïsme, l'avachissement et la lâcheté. L'élitisme n'est pas loin.

Au mépris des uns répond un surcroît d'indifférence des autres, parfois agrémenté d'un début d'hostilité. A Vierzon, "les ouvriers sont (...) très versés dans les choses de la politique et du syndicalisme, note le commissaire, mais ils n'ont pas confiance dans les dirigeants de la Bourse du Travail et tiennent avant tout à rester en bonne relation avec la population tout entière qui réprouve les actes tumultueux"<sup>1279</sup>.

À l'heure où, au niveau national, la CGT "se raidit (...) dans sa bonne conscience minoritaire"<sup>1280</sup>, le réflexe élitiste tente nombre de cadres ouvriers du Cher, mais ne débouche sur

<sup>1267</sup> AdC, 33 M 122 ; Affiche du comité de grève, 1906.

<sup>1268</sup> IV<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale des Bûcherons..., op. cit.

<sup>1269</sup> Le Bûcheron du 20 décembre 1906.

<sup>1270</sup> Id. du 20 mai 1906.

<sup>1271</sup> Livre des PV des réunions du Syndicat de Jussy-le-Chaudrier ; Séance du 17 novembre 1912.

<sup>1272</sup> Le Bûcheron du 20 avril 1906.

<sup>1273</sup> AdC, 31 U 677 ; Cuffy, mars 1909.

<sup>1274</sup> Id. ; Cuffy, février 1904.

<sup>1275</sup> Le Bûcheron du 20 janvier 1907.

<sup>1276</sup> Le Bûcheron du 20 mars 1907.

<sup>1277</sup> Le Syndiqué du Cher de novembre 1913.

<sup>1278</sup> B.O.B.T.B. de décembre 1912.

<sup>1279</sup> AdC, 33 M 152 ; Rapport du commissaire, le 8 avril 1907.

<sup>1280</sup> M. Rebérioux, La République radicale (1899-1914) ?, Paris, 1975, p. 169.

aucune formulation théorique. Au contraire, si l'idéologie syndicaliste évolue, c'est dans le sens d'une révision susceptible de mieux rendre compte d'une réalité plus complexe et plus résistante qu'on ne le pensait dix ans auparavant. En août 1913, un éditorial du *Syndiqué du Cher* invite les militants à revenir sur "certaines idées" et sur "nombre d'affirmations que les faits ont venus brutalement controverser"<sup>1281</sup>. "Le syndicat, poursuit son auteur, n'est pas un groupe d'affinités, mais avant tout un groupe d'intérêts (...) si nous sommes un certain nombre qui avons refusé de faire l'affaire des politiciens plus ou moins socialistes, cela ne veut nullement dire que nous voulons faire de nos syndicats des annexes des groupes libertaires ou des entrepôts de pessaïres."

### La SFIO: la dilution du vaillantisme

En dépit des ultimes éclats de Breton et de la longévité des groupes « autonomes » et « socialistes indépendants », la Fédération du Cher de la SFIO ne connaît pas ces tourments. Ses élus dans les conseils municipaux, généraux ou d'arrondissements, ses maires et ses députés disent la réussite électorale du parti. Cette belle intégration politique et institutionnelle soulève néanmoins des problèmes. Absorbés, sinon séduits, par la gestion, les responsables socialistes, à tous les niveaux, ont tendance à juger de la valeur de l'action à l'aune de ses résultats immédiats, électoraux de préférence.

Le PSU peine à retrouver le dynamisme du CRC et du PSR. L'entrée des vaillantistes dans le Parti socialiste de France, puis leur fusion à l'intérieur de la SFIO interrompent le processus d'identification politique et régionale qu'incarnait le CRC. Pendant des décennies, les adhérents et les sympathisants socialistes du département ont entretenu des relations privilégiées avec les chefs de file d'une formation, dont le Cher demeurerait, après la région parisienne, la principale base militante et électorale. Tout change après 1906. Accaparé par ses mandats nationaux et internationaux, Vaillant regarde moins souvent du côté du Berry. Au sein du PSU, le poids du Cher s'amenuise, malgré ses performances électorales. En 1912, sa fédération se classe au 24<sup>e</sup> rang pour le nombre des adhérents. Localement, des cadres nouveaux émergent qui, à l'instar de Laudier, se coulent aisément dans le moule « unifié », sans parvenir à acquérir une notoriété comparable à celle de Vaillant ou de Baudin. Le vaillantisme organisé d'hier, mis à mal par les scissions du début du siècle, se dilue, tandis que de nouveaux clivages structurent le parti. Le socialisme berrichon se banalise. À défaut d'une conscience régionaliste affirmée, le petit peuple socialiste, déjà rétif à l'« encartage », garde ses distances avec la SFIO nationale. À Vierzon, le nombre d'abonnés à *l'Humanité* – une centaine – atteint à peine celui des adhérents<sup>1282</sup>. L'hebdomadaire départemental, *L'Emancipateur*, héritier d'une presse socialiste régionale incisive, tire, pour sa part, à 5 000 exemplaires et rayonne sur un lectorat beaucoup plus large que celui des membres de la Fédération, jamais supérieur à 850<sup>1283</sup>.

### Identité sociale et nationale : complémentarité ou alternative ?

#### Patriotisme et nationalisme

À l'heure où les alliances militaires se resserrent et la course aux armements s'accélère, alors que le moindre incident diplomatique, le premier conflit local menacent de dégénérer en guerre générale, le gros des forces pacifistes se reconnaît dans le mouvement ouvrier. La question de la guerre, répète Vaillant à la fin du mois de juillet 1914, est « la préoccupation essentielle du prolétariat universel ».

Les socialistes, en particulier les vaillantistes, n'ont pas attendu que les événements se précipitent dans les Balkans pour prendre position. Déjà à l'époque du boulangisme, Vaillant

<sup>1281</sup> *Le Syndiqué du Cher* d'août 1913.

<sup>1282</sup> AdC, 25 M 65 ; Rapport du commissaire, le 21 juillet 1912.

<sup>1283</sup> C. Pennetier, « La presse ouvrière du Cher sous la 3<sup>e</sup> République », *Cahiers d'Archéologie et d'Histoire du Berry*, n° 50-51, sept.-déc. 1977, p. 69-84.

considérait le maintien de la paix en Europe comme une des conditions majeures du triomphe de la *"Révolution émancipatrice des peuples et du prolétariat"*<sup>1284</sup>. Dès cette époque, la guerre était à ses yeux *"la plus abominable des catastrophes"*, et le militarisme *"le plus grand ennemi"* du socialisme<sup>1285</sup>. L'aventure boulangiste a conforté les socialistes dans leur défiance à l'égard du césarisme, attitude que ne partage pas l'ensemble du monde ouvrier, dont de larges fractions sont séduites par la démagogie sociale et la promesse de « Revanche » du Général. Sans souhaiter la guerre, les ouvriers ne distinguent pas toujours le patriotisme du nationalisme et font de la concurrence étrangère, ainsi que le remarque Michelle Perrot à propos des années 1880, la principale cause des difficultés économiques<sup>1286</sup>. L'intervention de la troupe à l'occasion des grèves entretient, en revanche, un fonds antimilitariste à l'origine du « Sou du soldat » qui, par le moyen de lettres et de mandats envoyés aux syndiqués sous les drapeaux, a *"surtout pour but (...) de rappeler aux soldats qu'ils ne (doivent) pas tirer sur leurs frères de travail en grève"*<sup>1287</sup>.

Le débat sur l'armée rebondit avec l'affaire Dreyfus, alors que le nationalisme, force montante, définitivement ancrée à droite, appelle une prise de position appropriée et cohérente de la part du mouvement ouvrier. L'antisémitisme auquel succombent nombre de travailleurs obscurcit l'énoncé du problème et, par suite, sa solution. Un temps sur la défensive, les socialistes vierzonnais préférèrent renoncer, en 1898, à manifester le jour du conseil de révision, craignant d'avoir à se battre avec les jeunes paysans<sup>1288</sup>. Uniquement les paysans ? Rien n'est moins sûr. Si l'on en croit le commissaire, l'annonce de la condamnation de Zola aurait été *"favorablement accueillie par la plus grande partie de la population"*<sup>1289</sup>. A cette date, Breton peut bien écrire qu'en *"travaillant pour l'émancipation humaine (les socialistes sont) des patriotes à la bonne façon en voulant que la France reste à la tête du progrès et que les malheureux de tous les pays continuent à jeter sur elle un regard d'espérance"*<sup>1290</sup> ; les incompréhensions subsistent, et avec elles le risque d'un dérapage de l'opinion ouvrière vers la droite via le nationalisme. En témoigne l'engouement dont bénéficie la Société des Vétérans des armées de Terre et de Mer, constituée dans le Cher à la fin des années 1890. Tenant de l'organisation d'anciens combattants et de l'association patriotique, la Société célèbre tous les ans le souvenir des soldats morts en 1870 et 1871 par le dépôt d'une couronne au cimetière, que suit la lecture d'un discours exaltant la Patrie. En d'autres temps et eu égard à leur passé, des hommes comme Bazile, Pyat, Baudin et Vaillant auraient pu y participer. Le contenu des allocutions et la présence active d'éléments antisocialistes à la tête de la Société ne sont pas de nature, certes, à attirer les militants. Les ouvriers n'ont pas ces préventions. A Vierzon, la section, créée en 1897 par un comptable de la maison Merlin, rassemble 340 adhérents, dont 234 "vétérans" *stricto sensu*, 101 sociétaires et 5 pupilles<sup>1291</sup>. Des artisans et des employés connus pour leurs opinions modérées ou conservatrices dirigent la section, dont la base compte une majorité de travailleurs, *"alléchés"*, précise le commissaire, par la perspective d'une retraite promise par les statuts. Les organisateurs des cérémonies annuelles prennent soin d'inviter les représentants de tous les partis, socialistes compris, et de bannir des discours toute allusion politique trop appuyée. Les références et la symbolique à l'honneur ne sont pas moins imprégnées de militarisme et de nationalisme. Le constat vaut pour les sections du reste du département, quand bien même des républicains sincères peuvent présider à leur destinée. De fait, en quelques mois, le mouvement a fait tache d'huile, réussissant à s'implanter dans des localités classées à gauche.

<sup>1284</sup> Lettre de Vaillant à A. Scheu, le 3 février 1888, citée par J. Howorth, *op. cit.*, p. 323.

<sup>1285</sup> *Le Parti socialiste* du 6 septembre 1891.

<sup>1286</sup> M. Perrot, *op. cit.*, T. I, p. 178.

<sup>1287</sup> P. Hervier, *op. cit.*, p. 6.

<sup>1288</sup> AdC, 25 M 45 ; Rapport du commissaire, le 22 janvier 1890.

<sup>1289</sup> *Id.*, le 25 février 1898.

<sup>1290</sup> *Le Tocsin populaire* du 29 janvier 1898.

<sup>1291</sup> AdC, 25 M 92 ; Rapport du commissaire, le 14 février 1900.



La Société des vétérans participe à la mise en place de structures qui, sous divers noms, propagent des thèses, dont les fondements interclassistes, mâtinés d'encouragement au respect de l'ordre et de l'autorité contrecarrent la rhétorique de classe. Le fait n'échappe ni aux politiciens ordinaires ni à la Ligue de la patrie française, résolue, dans la seconde moitié de l'année 1899, à noyauter les Vétérans. Divers incidents et la vigoureuse riposte de la gauche, socialistes en tête, portent momentanément un coup d'arrêt à la progression du nationalisme organisé dans les milieux populaires<sup>1292</sup>. Le reflux s'amorce, qu'accélèrent les initiatives vaillantistes. En février 1900, les jeunes socialistes vierzonnais stationnent devant la salle où le "groupe plébiscitaire" prétend exposer ses idées, puis se heurtent au cortège que leurs adversaires tentent d'improviser<sup>1293</sup>. Deux ans plus tard, les Vierzonnais ne trouvent rien à redire à l'accueil « musclé » que les militants, réunis à l'appel de Péraudin, réservent aux hommes de main venus protéger un orateur nationaliste, candidat aux élections législatives<sup>1294</sup>. L'égale aversion manifestée par les « révolutionnaires » et les « autonomes » à l'endroit du nationalisme invite à s'interroger sur ses racines. À la suite de Breton et Péraudin, les Vierzonnais, visent surtout volet « césarien » de la réaction associée aux menées de l'État-Major et du clergé. Le débat demeure cantonné à la politique intérieure et ne sort pas du cadre de références républicaines traditionnelles. Les Jeunesses socialistes combattent, certes, sous leur drapeau, mêlant la condamnation de Déroulède et perspective de révolution sociale. Vaillantet va plus loin, ce qui lui vaut d'être révoqué, qui engage les conscrits à ne pas tirer sur les ouvriers et dit son espoir de suppression des armées permanentes et d'avènement d'une République universelle<sup>1295</sup>. Si l'on retrouve, ici, la marque propre des socialistes, rien ne prouve que les travailleurs soient prêts à les suivre sur ce point précis.

### L'antimilitarisme

Les motions, réunions et manifestations antimilitaristes ne mobilisent que des minorités militantes. À l'occasion, la notoriété d'un conférencier, tel que Gustave Hervé, attire des foules plus étoffées que d'habitude<sup>1296</sup>. Quant à approuver les thèses du turbulent rédacteur de la *Guerre Sociale*, c'est une autre affaire. À Bourges, le syndicat des Établissements militaires, qui concentre le gros des forces ouvrières organisées locales, s'abstient de voter les ordres du jour de la Bourse stigmatisant l'armée et son rôle dans les conflits sociaux. Au conseil d'administration de la Bourse, le typographe radical Chartier refuse de suivre Pierre Hervier après que celui-ci ait annoncé dans le *Bulletin* que "si une guerre venait à se déclarer (...) je ne marcherais pas"<sup>1297</sup>. Le secrétaire général de la Bourse échoue par ailleurs à convaincre les conseillers prud'hommes qu'il est de leur devoir de protester contre les peines infligées à trois syndicalistes coupables de propagande antimilitariste<sup>1298</sup>.

À Vierzon, l'éphémère succès d'audience d'Hervé n'entame en rien la popularité de Jules-Louis Breton, ennemi déclaré de l'antipatriotisme et de la grève générale. Le député du Cher rappelle à qui veut l'entendre sa certitude qu'en cas de guerre, les socialistes feraient "leur devoir de citoyen français"<sup>1299</sup>. Signe des temps qui s'annoncent, hors de la mouvance socialiste et sur les marges du monde ouvrier, les manifestations patriotiques reviennent au goût du jour à compter de 1909. Saint-Florent fait exception. Cette année-là, le maire radical déplore que l'on ne puisse pas interdire la réunion prévue avec Hervé. "La jeunesse de Saint Florent, expose-t-il, est déjà assez antimilitariste pour n'avoir pas besoin d'excitations si dangereuses"<sup>1300</sup>. La jeunesse ? La poussée syndicale intervenue dans la localité sous la

<sup>1292</sup> *Le Tocsin populaire* du 17 juin et du 2 décembre 1899.

<sup>1293</sup> AdC, 25 M 92 ; Rapport du commissaire, le 25 février 1900.

<sup>1294</sup> AN, BB18 2209 ; Vierzon, 1902.

<sup>1295</sup> AdC, 23 M 215 ;

<sup>1296</sup> AdC, 25 M 90. À l'automne 1909, il déplace 800 auditeurs à Vierzon, 600 à Mehun, entre 400 et 600 à Bourges et 300 à Saint-Florent.

<sup>1297</sup> *B.O.B.T.B.* de février 1906.

<sup>1298</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire spécial, le 24 novembre 1911.

<sup>1299</sup> *L'Émancipateur* du 21 septembre 1907.

<sup>1300</sup> AdC, 25 M 90 ; Lettre du maire, automne 1909.

direction de militants sensibles aux idées révolutionnaires entretient un climat particulier parmi des travailleurs qui ne répugnent pas aux actions aussi « directes » que spectaculaires. Les jeunes, plus fougueux que leurs aînés, qu'inquiète et révolte à la fois leur prochain départ pour l'armée, se montrent particulièrement réceptifs aux propos d'Hervé, qu'ils applaudissent à tout rompre. En 1907, déjà, quelques-uns avaient crié « *A bas l'Armée !* » le jour du conseil de révision<sup>1301</sup>. L'année suivante, ils étaient une cinquantaine à manifester sur le passage de la voiture dans laquelle avaient pris place le général et le représentant du préfet, puis à tenir tête aux gendarmes dépêchés à la hâte<sup>1302</sup>. Pour la circonstance, l'un des animateurs de la Jeunesse syndicaliste avait composé une chanson prônant la fraternisation des soldats et des ouvriers. Malgré les condamnations qui suivirent, les conscrits de 1910 hurlent à leur tour « *A bas l'Armée ! A bas Fallières !* » au nez et à la barbe des autorités<sup>1303</sup>.

D'autres témoignages, en provenance de La Guerche cette fois, confirment l'écho rencontré par les thèses antimilitaristes parmi les bûcherons. En 1910, un sous-officier lancé à la poursuite d'un homme qui a crié "*A bas l'Armée !*" manque d'être pris à partie par des ouvriers décidés à protéger leur camarade<sup>1304</sup>. Plus tard, le gérant de *La Fraternelle* doit rendre des comptes aux sociétaires mécontents de ce que les locaux de la coopérative aient été requis pour le logement de gradés, "*dont les idées sont complètement opposées aux nôtres*" et à l'origine de l'arrestation d'un ouvrier "*qui ne faisait que dire la vérité sur l'Armée*"<sup>1305</sup>.

Assurément, les cris, les chants entendus à La Guerche et à Saint-Florent appartiennent bien au répertoire antimilitariste. Une écoute plus attentive nuance cependant le constat. La présence de sous-officiers dans l'enceinte de la coopérative de La Guerche choque d'autant plus les travailleurs que les simples soldats en ont été écartés par leurs supérieurs. À Saint-Florent, les conscrits ne refusent pas de dialoguer avec les gendarmes qui les poursuivent en 1908. Spontanées, leurs explications perdent de leur véhémence et laissent entrevoir les limites d'une opposition rien moins qu'irréductible. "*Si c'est ainsi que vous comprenez votre devoir, déclare un jeune, ce n'est pas fait pour nous faire aimer le métier militaire*", tandis qu'un autre, mi-rebelle, mi-conciliant, affirme : "*nous voulons bien faire notre service militaire, mais nous voulons être libres*"<sup>1306</sup>.

### Le pacifisme

La crise balkanique de l'automne 1912, puis le projet de loi portant à trois ans la durée du service militaire, les bruits de bottes et les cliquetis d'armes qui retentissent font brusquement saisir combien la paix est précaire. La CGT et le PSU alertent l'opinion publique et élèvent à un niveau inédit l'action populaire et ouvrière contre la guerre.

Le 17 novembre 1912, à l'appel conjoint de la Bourse de Bourges et de la Fédération du PSU, des milliers de personnes convergent vers le champ de foire du Prado<sup>1307</sup>. Tous les orateurs proclament leur opposition à la guerre, mais les propositions d'action varient. Les consignes concrètes à appliquer en cas de crise restent à définir. Tout se passe comme si, confiants dans leur force, et malgré quelques dissonances, les organisateurs jugeaient suffisant de brandir la menace de son usage sans se soucier d'en préciser les modalités. Sur ce point, la réponse n'appartient pas aux responsables berrichons. Celle-ci dépend, en effet, de ce qu'arrêteront les partis de l'Internationale, auxquels Edouard Vaillant et Keir Hardie proposent un texte qui

<sup>1301</sup> AdC, 32 U 706 ; Saint-Florent, 1907.

<sup>1302</sup> *Id.*

<sup>1303</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapport du commissaire, le 5 janvier 1910.

<sup>1304</sup> AdC, 31 U 902 ; La Guerche, 1910.

<sup>1305</sup> Archives de la Bourse du travail de La Guerche, Livre des PV des AG de La Fraternelle ; séance du 19 juin 1910.

<sup>1306</sup> AdC, 32 U 706.

<sup>1307</sup> AdC, 25 M 46 ; Rapports du 18 novembre 1912. Les chiffres oscillent d'un observateur à l'autre d'un minimum de 1 500 manifestants à 6 000.

préconise, en cas de guerre *"la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transport...), ainsi que l'agitation et l'action populaire sous leurs formes les plus actives"*. Déposé en 1910, l'amendement reste à voter en 1914...

D'ici là, les militants, satisfaits du succès de la journée du 17 novembre, préparent activement la grève générale contre la guerre fixée au lundi 16 décembre 1912. Ce jour-là, cependant, les ouvriers se dérobent et refusent de sacrifier une journée de salaire à la défense de la paix<sup>1308</sup>. À Bourges, la direction des Établissements militaires averti qu'elle procéderait à un contrôle sévère des motifs d'absence. Déjà peu favorables au mot d'ordre de la CGT, les travailleurs des usines de guerre ne se le font pas dire deux fois et prennent en masse, le 16, le chemin des ateliers. L'arrêt de travail échoue également à Mazières, où l'employeur profite de l'isolement des « meneurs » pour licencier deux grévistes. À Mehun et Foëcy, les fabriques travaillent normalement. Les seules perturbations affectent les usines de Vierzon, de Saint-Florent et de Rosières, ainsi que des coupes forestières, notamment dans les massifs des environs de Jussy-le-Chaudrier.

La bataille contre la loi des « trois ans » relance toutefois le mouvement au printemps 1913. Cette fois, l'ensemble du département est touché par la propagande pacifiste. Impulsée par les organisations ouvrières, l'action reçoit le soutien de couches et de catégories qui s'étaient jusque-là tenues à distance. Les élus radicaux se mêlent aux conférenciers du PSU et de la CGT. Par suite, l'argumentaire s'édulcore, le plus souvent avec la complicité des responsables de la SFIO. Sous couvert de prudence et d'efficacité unitaires, le mouvement ouvrier masque ses faiblesses stratégiques. Au seuil de l'hégémonie, il marque le pas et s'engage sur la voie des rassemblements hétéroclites. Bientôt, un orateur du Groupe pacifiste du Cher prône l'union de toutes les classes contre la guerre<sup>1309</sup>. Prépondérante, l'option n'est pas encore exclusive. À Saint-Florent, les ouvriers qui manifestent le Premier Mai brandissent des pancartes qui déclarent la *"Guerre à la Guerre!"* et reprennent le vieux mot d'ordre de Vaillant : *"Plutôt l'insurrection que la guerre"*<sup>1310</sup>.

*"Le grand mouvement patriotique qui a secoué les populations françaises depuis plus d'une année n'a pas très sensiblement affecté le département du Cher"*, observe, rassuré, le préfet au printemps 1913<sup>1311</sup>. D'après lui, les classes aisées et cultivées comprennent le point de vue du gouvernement, que les classes moyennes *"acceptent en silence"*. La situation est plus délicate, en revanche, chez les ouvriers, associés aux paysans, lesquels, déplore le fonctionnaire, *"ne considèrent que les préjugés"*. Le rapport invoque leur ignorance des problèmes internationaux, mais pointe aussi la responsabilité des socialistes et des radicaux, qui *"ont réussi à jeter le trouble et le doute dans la pensée de ceux qui avaient, dès la première heure, pris leur parti"*.

Le trouble, le doute, la méconnaissance des questions géostratégiques... l'analyse vaut toujours en juillet 1914, alors que les ultimes démarches de Vaillant auprès de l'Internationale se heurtent à la mauvaise volonté évidente du BSI et du SPD. Le député de Paris ne s'avoue pas vaincu, mais qui peut croire, au vu de l'état d'impréparation politique et pratique de la classe ouvrière, à la probabilité d'un mouvement d'envergure ? Imagine-t-on sérieusement les cheminots de Bourges ou de Vierzon, les ouvriers des Établissements militaires déclencher, en cet été 1914, la grève générale préventive, dont il fut tant question les années précédentes ? Mais, il y a plus. Quel travailleur berrichon, nourri de références républicaines, courrait le risque d'affaiblir unilatéralement son pays à l'heure où la menace extérieure se précise ? L'idée d'un quelconque défaitisme révolutionnaire, caressée un temps en 1870, est redevenue étrangère aux militants si bien intégrés, quoi qu'ils en disent, aux structures politiques de la IIIe République.

<sup>1308</sup> *Id.*, Rapports du 16 décembre 1912.

<sup>1309</sup> AdC, 25 M 65 ; Rapport du 14 décembre 1912.

<sup>1310</sup> AdC, 25 M 93 ; Rapport du 22 mai 1913.

<sup>1311</sup> *Id.* ; Rapport du préfet, avril 1913.

Opposés à la guerre, peu portés au chauvinisme, mais patriotes et républicains, les ouvriers berrichons balancent entre le fatalisme, la résignation de ceux qui savent ne pas avoir voix au chapitre et la confiance dans les capacités d'action des organisations qui parlent en leur nom, voire, déjà, chez nombre d'entre eux, en la sagesse du gouvernement. Dans tous les cas, on délègue à d'autres le soin d'analyser, d'énoncer et de décider. La reconnaissance de la bonne volonté pacifiste du pouvoir, que reprend à son compte l'affiche apposée à la demande de Dumas sur les murs de Saint-Amand, annonce les retournements à venir<sup>1312</sup>. Dans l'immédiat, l'opinion, désorientée, se laisse porter par les événements.

Le 29 juillet, à Vierzon, une remarque, optimiste, donne le ton général des conversations : *"on l'évitera encore cette fois-ci"*<sup>1313</sup>. À cette date, la tonalité semble plus pessimiste à Bourges, où près de 1 500 personnes assistent à la réunion convoquée par la Bourse<sup>1314</sup>. Aucun responsable socialiste n'a pris place à la tribune. Désemparés, les orateurs communiquent leur angoisse à l'auditoire. On redoute le pire et si l'on exprime, une dernière fois en public, sa haine de la guerre, les menaces de riposte d'antan ne sont plus d'actualité. Le mouvement ouvrier semble soudain dépourvu de perspective. Incapable de se projeter dans le futur proche et lointain, il perd aussi sa raison d'être. Faute d'une réflexion assez poussée sur les facteurs de guerre et sur la place de la classe dans la nation, le réflexe national, mis en contradiction avec le réflexe de classe, l'emporte sans difficulté.

Le 1er août 1914, un ouvrier parisien, originaire du Cher, écrit à son frère, artisan à Bannay, *"on attend la guerre ou la révolution"*<sup>1315</sup>. Ce sera donc la guerre.

---

<sup>1312</sup> AdC, 25 M 174 ; Rapport du commissaire, le 29 juillet 1914.

<sup>1313</sup> *Id.*

<sup>1314</sup> *Id.*

<sup>1315</sup> Entretien avec Mme Galopin, Bannay, 1981.

## CONCLUSION GENERALE

Au terme d'une étude conduite sur plus d'un siècle on saisit mieux la complexité du processus de constitution d'une classe ouvrière régionale.

Le cloisonnement géographique des unités productives, la polyactivité des individus, non exclusive d'une stricte hiérarchie dans l'organisation du travail, la préférence donnée à la transmission héréditaire des qualifications, l'autonomie professionnelle constituent autant de caractéristiques propres aux mondes ouvriers de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Toutes segmentent les travailleurs en catégories et corporations distinctes, que les conditions de vie, les niveaux de fortune ne suffiraient à différencier du reste du petit peuple.

L'imprécision du vocabulaire traduit l'embarras où l'on est lorsqu'il s'agit de tracer les contours d'une entité ouvrière renvoyant davantage à l'exercice d'une activité manuelle qu'à la possession ou non de moyens de production. Du moins en ville et chez les travailleurs des métiers, car ce dernier critère prend une autre signification avec les prolétaires des manufactures et les journaliers agricoles. On ne s'étonne pas, dans ces conditions, du peu de visibilité des spécificités ouvrières. Dès lors, la contestation sociale emprunte les voies indirectes de la reprise individuelle, de la fraude et de l'absentéisme, à moins que, mêlée à celle de la communauté, elle ne s'exprime à travers des interventions dans la sphère de la consommation.

Plus aisée au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'identification de classe devient, par là même, légitime. Inégale et imparfaite, la sédentarisation professionnelle sort renforcée du mouvement d'industrialisation de l'économie régionale et de l'urbanisation qui l'accompagne. La concentration succède à la dilution. La formation d'espaces ouvriers accroît le poids local de la classe et favorise l'affirmation consciente de son existence et de ses intérêts. Simultanément, le désenclavement géographique abaisse les barrières communautaires, tandis que la rigidité sociale, plus marquée qu'autrefois, réduit les préjugés corporatifs et catégoriels. Les échanges, notamment matrimoniaux, s'intensifient à l'intérieur de la classe, sans que l'introduction d'une main-d'œuvre extérieure ou étrangère, toujours limitée dans le Cher, soit en mesure de susciter de nouveaux facteurs de

division.

L'affrontement social se resserre autour de l'entreprise et de la production : salaires, conditions et durée du travail, cependant que la résistance s'organise face à la remise en cause de l'autonomie professionnelle. A la faveur des changements techniques, les savoir-faire ouvriers sont bousculés par le savoir que maîtrisent les ingénieurs et des entrepreneurs qui le mobilisent au mieux de leurs intérêts. En passe d'être reconnu comme le conflit social central de l'époque, l'antagonisme capital/travail s'installe à demeure dans les ateliers et sur les chantiers, réévaluant la position des prolétaires dans les milieux populaires. Hissée, depuis 1848, au rang de « champion » du peuple, la figure emblématique de l'ouvrier connaît un regain de vitalité au fur et à mesure que les mouvements qui se réclament de la classe diffusent un modèle d'organisation et dessinent un horizon d'attente, dont l'influence s'exerce bien au-delà des rangs des travailleurs.

Cette nouvelle approche régionale d'un phénomène observé, sous d'autres cieux, par d'illustres devanciers, ne constitue pas, certes, la part la plus neuve de la présente étude. Notre apport, s'il existe, réside d'abord dans la reconnaissance du travail et de l'espace comme points de repère majeurs de la conscience sociale et points d'accès à une lecture efficace des hiérarchies et des différenciations internes à la classe.

Ce que l'on sait des cheminots, des bûcherons, des métallurgistes, des porcelainiers... interdit, en 1860 ou dans l'avant-guerre, la confusion des genres corporatifs. D'autres facteurs, fondés sur les catégories, les conditions concrètes d'exercice des savoir-faire, les filières de recrutement et de formation remanient et subdivisent la stricte ordonnance professionnelle. Quant à l'espace, il forme le cadre à l'intérieur duquel l'existence se déroule, détermine, pour une part appréciable, la diversité, l'intensité et la qualité des relations qu'entretiennent les ouvriers avec les autres couches ou classes, le degré et les formes de leur participation à la vie politique et sociale, l'aspect et la rigueur de la séparation physique subie au sein des communautés territoriales de base.

Cette variété ne saurait estomper cette autre réalité, unifiante celle-là, que recouvre l'expression de « condition ouvrière ». La sujétion des prolétaires, l'exploitation de leur travail reposent bel et bien sur un rapport social essentiel. Précisons. Par-delà l'amélioration tendancielle des consommations, l'insécurité inhérente au statut salarial, l'extrême sensibilité de la classe aux crises, notamment au chômage, redoutable niveleur des hiérarchies ouvrières, témoignent, génération après génération, d'une précarité indissociable de cette condition. Quelles que puissent être les ambitions et les issues individuelles, indéniables elles aussi, les travailleurs, contraints de vivre au jour le jour, sans le réconfort des moyennes mobiles des économistes et des historiens, instruits par une mémoire collective chargée de fatalisme, ont appris à se persuader qu'aucun progrès, aucun avantage, ne leur était jamais définitivement acquis. Au fil de l'expérience, beaucoup lient, désormais, l'irrépressible aspiration à l'épanouissement des individualités à un projet d'émancipation collective.

On touche là à la délicate question des représentations sociales et aux problèmes soulevés par le développement d'une conscience de classe, dont la construction, toujours en chantier, à l'instar du processus de politisation, nécessite, à un moment ou à un autre, l'intervention d'une impulsion, sinon d'un « patronage », extérieur au groupe. En d'autres termes, « bourgeois ». La similitude ne va pas sans recoupement et pose à nouveaux frais la question de l'interaction du « politique » et du « social ». L'altérité des références et des pratiques institutionnelles associées au système représentatif par rapport à l'univers culturel et aux attentes des ouvriers invite à renouveler les analyses. L'affaire se complique, pour peu que l'on ne perde pas de vue les effets de la politisation précoce, en France, des milieux populaires, processus intégrationniste, propre à conduire les ouvriers à accepter les règles d'un jeu initialement fixé sans eux, dans le même temps où, contradictoirement, elle crée les conditions de leur intervention autonome et facilite la prise de conscience de leurs intérêts généraux. Ce à quoi travaille une élite militante que le socialisme moderne convainc que leur

défense étaye un projet d'émancipation universelle de nature à définir la « mission historique » du prolétariat.

Incapable de peser en tant que tels sur le cours de la vie politique jusqu'en 1848, les ouvriers berrichons, mêlés au peuple, prennent leur part dans les événements grâce auxquels se répand et se renouvelle une expérience qui, la plupart du temps, comporte une dimension sociale. Durant des décennies, les rituels, les modalités d'action, parfois même le contenu des revendications sociales traduisent, à leur façon, d'une imprégnation politique. L'établissement du suffrage universel, l'apprentissage qui en est fait sous la Seconde République modifient radicalement la donne. En quelques mois, les ouvriers, auxquels le peuple s'identifie non sans ambiguïté, découvrent la force et la légitimité du nombre, cependant que l'expérience chaotique de la démocratie dégrossit les consciences et laisse entrevoir des problèmes majeurs, dont la résolution se situe à l'échelon national, celui de la société tout entière.

La rencontre du discours politique de la petite et moyenne bourgeoisie démocrate-socialiste et des aspirations populaires, fondamentalement sociales, opère la jonction entre un dessein cohérent et des forces auparavant diluées. La tradition « rouge » prend corps et s'enracine, régulièrement réactivée par la polarisation sociale régionale. Républicaine et égalitaire, cette sensibilité reste assez vague pour résister aux épreuves de la répression et des ans, assez souple, aussi, pour revêtir, au gré des circonstances, une signification à dominante tour à tour politique ou sociale. Populaire, elle ne refuse pas, loin de là, d'user de symboles expressifs, lesquels se prolétarisent à mesure que le « parti ouvrier », qui en revendique l'héritage, s'autonomise et étend son audience.

Avec les vaillantistes, les luttes économiques et politiques deviennent complémentaires, tandis que la classe se dote de bastions et de cadres issus de ses rangs. Les diverses composantes de la mosaïque ouvrière berrichonne, s'ébranlant l'une après l'autre, participent à l'élargissement du mouvement unitaire d'identification sociale du tournant du siècle. Le neuf, toutefois, ne supprime pas l'ancien. Il se superpose à lui, l'incorpore, le subordonne pour étayer ses bases, sans se garantir à coup sûr contre de possibles retours en arrière. Ne nous laissons pas prendre par l'apparente homogénéité des structures syndicales, des discours et des votes. Dans leurs actes comme dans leurs pensées, les travailleurs de Vierzon ne sont pas identiques à ceux de La Guerche qui, à leur tour, diffèrent des ouvriers de Rosières, Levet, Mehun ou Bourges... Des considérations particulières peuvent l'emporter, à tout moment, sur l'intérêt général de la classe. Les considérations économiques ou corporatives immédiates, l'esprit de clocher ou le clientélisme, au même titre que les pressions patronales directes déplacent, plus d'une fois, l'enjeu d'une action ou d'un scrutin.

Le « parti ouvrier » n'échappe pas, quant à lui, à l'œuvre désagrégatrice des tensions inhérentes au projet « d'action totale » vaillantiste. Initialement solidaires et complices, les organisations ouvrières finissent par entrer en compétition et peinent à maintenir une équivalence et une correspondance satisfaisante entre l'intervention « politique », intéressée à la maîtrise, local ou national, de territoires, amenée à composer avec les classes et les institutions... d'une part, et, d'autre part, l'action « économique », centrée sur la classe, le travail, l'entreprise. Opposition que redouble, sur un autre registre, celle des couples réforme/ révolution, classe/nation.

Août 1914 sonne le glas des espérances qu'avait fait naître le « parti ouvrier » et met un terme à la « belle époque » d'une certaine conscience de classe, dont l'épanouissement signalait l'achèvement du long mouvement de « formation » de la classe ouvrière régionale. D'autres historiens se sont penchés sur les « doubles fidélités » de 1914. Assurément, nombre de militants et de travailleurs, quand bien même ils constatent l'effondrement de leurs aspirations, ne pensent pas se renier en répondant à l'appel de la République menacée par l'invasion étrangère. Reste que le déclenchement du conflit, le ralliement à l'Union Sacrée balayaient les résolutions de jadis, tandis que les seules thèses qui désormais atteignent les masses ouvrières désorganisées - ou réorganisées

selon les exigences de l'effort de guerre - vont à l'encontre des idéaux et des analyses fondées sur l'unité et la solidarité des travailleurs. La conscience de classe n'est plus de saison.

À ce moment de l'analyse surgit à nouveau la question des différents niveaux et moments de la conscience sociale ouvrière, croisée tout au long de notre recherche, chaque fois qu'une tourmente ou des mutations bousculaient l'ancien ordre des choses. Pas plus chez les individus qu'au sein des groupes humains, petits ou grands, il n'est de conscience idéologiquement pure, intangible, unique. En ce domaine, comme en bien d'autres, tout s'ordonne en systèmes combinatoires à dominantes variables, plus ou moins soumis à l'influence de l'inconscient et des mentalités.

Construite sur un savoir abstrait, posant en réalité objective et fondamentale l'exploitation capitaliste et son corollaire, l'antagonisme du capital et du travail, la conscience de classe ne saurait se concevoir, ou si l'on préfère, exister, hors des références tirées de l'expérience vécue, ni indépendamment du type de militants, d'organisations et de projets attachés aux circonstances ayant présidé à sa gestation. Qu'une crise survienne et l'écroulement des repères familiers affecte les formes de conscience les plus élaborées, handicapées par leur niveau d'abstraction, alors remontent en surface et triomphent les représentations sociales élémentaires - communautaires, corporatives, catégorielles... - génératrices d'attitudes qui, sous couvert de « réalisme », font la part belle aux replis et à l'irrationnel. Sidérés, sans voix ou inaudibles, les derniers militants se réfugient dans une « fidélité » qui, entre nostalgie et moralisme, vaut condamnation, pour l'heure impuissante, des « trahisons » et du retour de « mentalités » déplorables.



## INDEX DES PERSONNAGES CITES

### A

Aguado (comte d'), 213  
 Anciau, 251  
 André Dominique,  
 André Louis, 66  
 Apied Philippe, 354, 364, 403  
 Arbel, 258, 259, 309  
 Arenberg (prince d'), 288, 340  
 Artois (comte d'), 24, 27, 28  
 Astier (porcelainier), 91, 97, 140  
 Aubertot Jean, 28, 67, 69, 70,  
 75, 115, 156  
 Aubertot Pierre, 69

### B

Babaud de la Chaussade  
 Pierre, 53  
 Barbes Armand, 231, 404  
 Bardary Louis, 340 Baron,  
 167, 172, 326  
 Barral (baron de), 30, 32, 33,  
 36, 38, 40, 41, 42  
 Bartholony, 62  
 Basly Emile, 311  
 Baudin Eugène, 248, 249, 251,  
 279, 309, 311, 312, 314, 332,  
 337, 338, 341, 354, 356, 367,  
 397, 401, 402, 404, 410, 411  
 Baury André, 259  
 Bazile Armand, 195, 212, 237,  
 238, 239, 240, 247, 249, 252, 253,  
 321, 322, 323, 324, 325, 356, 411  
 Belleville, 267, 303  
 Belot, 266  
 Benoist d'Azy Paul (comte),  
 62, 186, 216, 235, 261,  
 Benoist Jules, 321  
 Berger Charles, 232, 233  
 Bernadat Jean, 404  
 Bernard, 267  
 Berthier-Bizy, 36, 43  
 Bertin Emile, 259  
 Besnard, 267, 268

Béthune-Chârost (duc de),  
 26, 27  
 Bidault Jean- Baptiste, 140  
 Bidault Jean-Jacques (fils),  
 131, 155, 156, 177  
 Blanqui Auguste, 158, 168,  
 331, 332, 404  
 Bodin Emile, 249, 306, 359,  
 361, 367, 370, 371  
 Boiffard Edmond, 364  
 Boigues J.L, 128  
 Boigues Guillaume, 68  
 Boigues Louis, 68, 75  
 Boigues Marie, 69  
 Boigues Pierre, 62  
 Boin F., 174  
 Boiron, 340  
 Boissy (marquis de), 70, 130  
 Bonaparte Louis Napoléon,  
 159, 177  
 Bonneval (comte de), 70, 71  
 Bordreuil, 267, 268  
 Bornet Jules, 349, 351, 371,  
 372, 394, 397  
 Boulanger Georges (gal), 129,  
 215, 218, 219, 232, 233, 339, 340  
 Boulard Henri, 325, 328, 329,  
 330  
 Bourgoin, 116  
 Bourjat, 178, 179  
 Bouton Louis, 316, 317  
 Bouzique Etienne, 155, 156,  
 157, 162  
 Boyer Georges, 364  
 Boyer (monseigneur), 396  
 Breton Jules-Louis, 354, 362,  
 363, 364, 365, 366, 367, 370,  
 371, 372, 376, 394, 403, 409, 411,  
 412  
 Brière Pierre, 28  
 Brisson Eugène, 326, 327  
 Brisson Henri, 302, 311, 325,  
 326, 327, 338, 393  
 Brisson Louis (père), 324  
 Brongniart A., 80, 87

Brouhot Charles, 191, 262,  
265,301,305  
Burdel A.E. (dr), 223  
Burguin, 74  
Butet A., 45, 78, 81, 89, 125

## C

Camelinat Zéphyrin, 311  
Canon,90,92,95,283,378  
Caroillon-Destillères, 28, 69  
Caron (révérend père), 378  
Carreau Pierre, 338  
Caudelet Victor, 233  
Cavaignac Louis (gal), 159  
Chanfrault Eugène, 364, 370,  
372  
Charlemagne Jacques, 249,  
376  
Chartier, 371, 412  
Chauchet (dit "Ravachol), 356,  
357  
Chedin Félix, 297,324  
Clément (abbé), 226  
Clervaux Paul (de), 189, 246  
Combault, 252  
Coquard Henri, 352,361  
Corbin Eugène, 169, 170, 171,  
172,174,176,178  
Corvisart (baron de), 326  
Cottier François, 66  
Cougny Gaston, 297, 298, 338,  
354,362,364  
Cougny Henry (père), 327

## D

Darmet François, 249, 333  
Daumy Charles, 203  
Dechanet, 70, 71  
Del Ferdinand, 191  
Delvincourt, 67  
Denis A, 189  
Deseglise, 66  
Desfougères Louis, 279  
Desmaison, 298  
Desmoineaux Edmé, 175,230  
Desmoulin F, 90,231  
Desrivière Prosper, 93, 94, 95,  
96,97  
Desternes Armand, 294, 402,  
403  
Desvoyes, 69

Déville, 74  
Devoucoux Ph., 322, 323, 324,  
325,326  
Domont, 66  
Dorguin E., 173, 213  
Dubreuilh Louis, 297  
Ducarteron Xavier, 370  
Dufaud Georges, 28, 31, 68,  
76, 100, 103  
Dumas Emile, 367,394,415  
Duplan Pierre, 155, 156, 157  
Dupuis Léon, 194, 259, 315,  
316,317,318,340,354  
Duranti (comte de), 177  
Duvergier de Hauranne Ernest  
(fils), 325  
Duvergier de Hauranne  
Prosper, 156

## E

Engels Friedrich, 327  
Eudes Emile, 327, 331

## F

Faure Sébastien, 394, 396  
Féline Georges, 312,331  
Ferrieux Eugène, 400, 403,  
404  
Ferry Jules, 393  
Ferry (représentant en  
mission), 53, 326  
Flourens Gustave, 332  
Fontaine René, 394  
Forest Pierre, 354, 356, 361  
Foultier Gilbert, 132, 157, 159,  
162,168,171,230,232  
Fraize, 316  
Fremont A., 203

## G

Galantus Henri,367  
Gallicher Louis, 62, 64, 70,  
129, 183  
Gallon J., 316, 317  
Gambetta Léon, 326, 404  
Gambon Ferdinand, 311, 402  
Gayer François, 339  
Gayet, 274  
Gérard Célestin, 73, 120, 191,  
258,259,263  
Gerbaud, 274  
Girard Alexandre, 259

Giraud Julesn, 364  
 Girault Jean, 247, 248, 321, 322,323,325,326,369,402, 403  
 Godfroy Charles, 259, 273  
 Godfroy François, 259  
 Goffard Alfred, 340, 354, 376  
 Gosnat Venise, 395,404  
 Grenouillet, 28, 69, 71, 113  
 Greson, 94  
 Grevy Jules, 329  
 Guarich, 90  
 Guenivet Ernest, 197, 198, 201,273  
 Guesde Jules, 311, 315  
 Guillaume, 68, 178, 179  
 Guillemin, 269  
 Guyot, 108

## H

Hache Adolphe, 86, 116, 194, 195,196,212,214,238,267, 305,376,377  
 Halot Jules, 74  
 Haviland David, 65  
 Hémerly, 329  
 Hérard A., 329  
 Hervet Gustave, 66  
 Hervier Pierre, 278, 291, 295, 297,298,316,347,348,349, 351,371,372,374,390,394, 397,410,412  
 Hitier Gilbert, 159, 323  
 Hochet Prosper, 69, 186, 187

## J

Jackson,187  
 Jammé Adrien, 67, 93, 95, 96  
 Jaubert (comte), 62, 69, 139, 166,225,247,248  
 Jaurès Jean, 396  
 Jolant E., 101, 102, 173, 187, 190,193,209,223,228,245  
 Jolivet, 165  
 Jullien, 90, 92

## K

Klein Sinjumin, 28, 66, 74, 126

## L

Labbé,377  
 Lachaise,267,268

Lacroix, 232  
 Lafargue Paul, 340  
 Lamouroux Gabriel,  
 Landrin Emile, 37, 41  
 Landry, 297  
 Larchevêque Alexis (père), 195,258  
 Larchevêque Marc, 258, 394  
 Latapie Jean, 316, 397  
 Laudier Henri, 316,328,356, 361,362,367,368,370,371, 372,394,397,410  
 Laugier P.,259  
 Lautz (père), 92 93, 94, 95, 96, 97  
 Lebrun Joseph,361, 369  
 Lecomte Casimir, 62  
 Legendre François, 137  
 Leroux Pierre, 131  
 Lesage,369,402,403  
 Letargeon, 69  
 Levêque Emile (Col) 288  
 Liotard (abbé), 168  
 Louriou Jean, 321  
 LucainEugène,349,371  
 Luzarches, 69

## M

Malon Benoît, 252  
 Maret Henri, 338, 339, 340  
 Margot, 338, 340  
 Martelet, 114  
 Martin Emile, 68, 162, 163  
 Martin Ursin, 195  
 Marx Karl, 190, 400  
 Massé, 240,247  
 Mathot François, 92, 93, 94, 96,97  
 Mauger Hippolyte, 354, 367, 369,370,397,402,404  
 Mayeras,377  
 Mayet-Genettry Flornet, 155  
 Mazères, 155  
 Mérimée Prosper, 88  
 Merckens, 74  
 Merlin Louis, 259, 262, 263, 264,265,305  
 Métron, 268  
 Michaud, 267  
 Michel Louis (dit Michel de Bourges), 131, 155, 157, 176  
 Michel Louise, 396

Mijon Philippe, 323  
 Millard Alphonse, 361  
 Millerand Alexandre, 311,362, 363  
 Millet, 67  
 Mitain Joseph, 133  
 Mollin L. 251  
 Monard Jean, 326, 327  
 Monnier Frédéric, 194, 196  
 Montifret, 195  
 Montsaunin (de), 247, 248, 340  
 Mony Stéphane, 186, 190, 261  
 Moreau (père), 102  
 Mortemart (duc de) 70, 401

## N

Napoléon 1er, 134, 135, 136, 176,178  
 Napoléon III, 210, 230, 231, 235  
 Nesle (comte de), 239  
 Nicault, 94, 96

## O

Osmond (comtesse d'), 69

## P

Paillot, 28, 68  
 Pajot Christophe, 340, 369, 402  
 Parant, 266  
 Pauliat Léon, 326  
 Pénouille (père), 107  
 Pépin le Halleur, 194, 196  
 Péraudin Emile, 249, 305, 356, 360,361,364,366,369,370, 371,412  
 Perrot, 67, 336  
 Perrot Michelle, 410  
 Petitjean (curé), 55  
 Pétry, 194  
 Pierre (femme), 51  
 Pillivuyt Charles, 126, 194, 195,196,214,268,269  
 Pillivuyt Jean-Louis (père), 66,67, 74,91, 126  
 Poisle-Desgranges Jacques, 156  
 Protat Auguste, 232  
 Proudhon Pierre Joseph, 176, 400,404

Pyat Félix, 132, 155, 156, 157, 159, 163, 168, 170, 171, 174, 195,230,231,237,239,249, 251,252,253,305,311,322, 324,329,330,338,402,411

## R

Radan Pierre, 329, 356  
 Rambourg Nicolas, 22, 35, 39, 41,42,56  
 Rapin J. 364  
 Raspail François-Vincent, 158, 231, 233  
 Raymond (abbé), 169  
 Rees-Lewis, 68, 100  
 Reybaud Louis, 190, 216  
 Richer Félix, 197, 212  
 Riot Germain, 246  
 Robespierre Maximilien, 231, 401  
 Rochefort Henri, 252  
 Rolland (de) 166  
 Rollet Eugène, 321  
 Rondeau Etienne, 112, 113, 114  
 Rossignol, 197, 201  
 Rossignol Jules, 329  
 Rousse, 67  
 Roussel Jules, 191, 259, 315

## S

Samson Louis, 309,314,338, 356  
 Sand George, 131, 155  
 Sauvaget, 274  
 Schneiderwind, 364  
 Sembat Marcel, 297,397

## T

Tamisier (abbé), 224  
 Tanchoux Henri, 339  
 Theremin, 194  
 Thouvenin Albert, 273, 277  
 Thouvenin Simon, 273, 277  
 Tourangin Félix, 70, 71, 100  
 Tourneau Alexandre, 371  
 Travanet (marquis de) 66 Treil Louis, 369

## V

Vaillandet Alfred, 299, 361, 364,369,405,407,412

Vaillant Edouard, 297,298, 306,311,313,327,328,329, 330,331,332,338,340,354,  
355,356,362,363,364,368, 369,370,397,402,404,410, 411, 414, 415

Vallère, 253

Vatan, 231

Vauthier Louis, 322

Vernet, 269

Viguié Jacques, 157, 167

Vilain Claude, 176

Vincent, 376

Virmot Auguste, 300

Vital-Roux, 74

Vogüé (marquis de), 66, 70, 123,156,163,223,239

## **W**

Watrin, 393, 399

---

## TABLE DES MATIERES

---

### AVANT PROPOS

### PRÉFACE

### INTRODUCTION

#### PREMIÈRE PARTIE

#### Les mondes ouvriers (fin XVIII<sup>e</sup> siècle-1848)

#### Le travail ouvrier dans le Haut Berry et le département du Cher (fin XVIII<sup>e</sup> siècle-1815)

#### CHAPITRE 1- Les bases de l'activité économique

##### L'exploitation des ressources locales : une mise en valeur partielle

Une agriculture intensive. Les forêts. Un minéral-roi: le fer

##### Enclavement et cloisonnement

##### La population : campagnes sous-peuplées, villes discrètes

Faible densité et stagnation démographique. Des villes rentières.

#### CHAPITRE 2 - Les acteurs sociaux

##### Bourgeois timorés et aristocrates entrepreneurs

Une affaire de mentalité ? L'aristocratie : du patrimoine au capital. Les hésitations bourgeoises. Le textile, une valorisation perdue. La métallurgie, une industrie rentière.

**Les ouvriers : dilution sociale et hiérarchies professionnelles.** L'impossible dénombrement. Les conditions d'existence : hétérogénéité sur fond de pauvreté. L'exercice du métier : esprit de corps et hiérarchie.

##### Les rapports sociaux : manifestations et représentations

Les repères. Des faits sociaux aux représentations collectives. Les conflits sociaux : les détours. Patrons et ouvriers : une certaine connivence

#### Ouvertures et mutations (1815-1848)

#### CHAPITRE 1- Les impulsions extérieures

##### Le désenclavement

Les routes : des progrès sensibles. Les canaux : une entreprise décevante. Les chemins de fer

##### Marchés et capitaux

Les marchés : le changement d'échelle. Des capitaux venus d'ailleurs

##### Innovations et innovateurs

## **CHAPITRE 2- Le métier et l'espace : les points de repère de la conscience sociale**

### **Les nouvelles professions : forces productives et rapports sociaux**

La porcelaine et ses travailleurs. La métallurgie. À la périphérie des usines: lutte des classes et solidarité territoriale.

### **Identification d'espaces ouvriers**

Mouvements démographiques et industrialisation. Paysages industriels et ouvriers. Villages et industrie : trois exemples.

## **CHAPITRE 3 - Idées nouvelles et malentendus politiques**

### **Débats et combats politiques de l'élite**

Fronde libérale et audaces socialistes. Une contre-tendance: le patronage conservateur.

### **Les classes populaires : cris et chuchotements**

Vue d'ensemble. L'avenir aux couleurs du passé (1815-1827). Les lueurs républicaines.

## **CONCLUSION - Les mondes ouvriers berrichons au milieu du XIXe**

### **siècle**

Le poids des masses rurales. Précarité et paupérisation. Les mondes ouvriers.

## **DEUXIÈME PARTIE**

### **La classe en formation (1848-1870)**

## **CHAPITRE 1 - Le désenclavement des consciences et la priorité de la politique**

### **L'apprentissage de la politique**

Une révolution tranquille. Retards et décalages. La radicalisation.

### **La politisation des milieux ouvriers et populaires : ouvertures et contradictions**

De la passivité à l'intervention collective. Naissance d'une tradition rouge. Forces et faiblesses de l'organisation. Résultats électoraux et opinions politiques.

### **Conclusion**

## **CHAPITRE 2 - Vers l'ouvrier moderne**

### **L'essor industriel sous le Second Empire**

Les facteurs d'accompagnement. La métallurgie : concentration et différenciation. La porcelaine : une confirmation. La renaissance de la verrerie. De nouvelles activités

### **L'évolution des localités industrielles**

Le cadre démographique général. Urbanisation et industrialisation. Administrations locales et opinion publique face à l'industrie.

### **La vie ouvrière**

Une certaine amélioration du niveau de vie. La sujétion ouvrière. La sociabilité : entre ouvriers.

## **CHAPITRE 3 - Les consciences et l'organisation : à la recherche**

### **de l'autonomie**

### **Le recul de l'analphabétisme : les acquis ouvriers**

### **La République démocratique et sociale : une flamme jamais éteinte**

Le souvenir de 1851. Le bonapartisme en milieu ouvrier. Les votes

### **La grève, une expérience nouvelle**

Les spécificités berrichonnes. Diffusion corporative et géographique. Particularismes corporatifs.

---

---

## **CONCLUSION - Des ouvriers rétifs.**

### **Le frémissement social**

La poussée républicaine de 1869. La relance de la contestation politique et sociale. À l'ombre de l'Internationale.

---

## **TROISIÈME PARTIE**

### **LA CLASSE POUR SOI (1870-1914)**

#### **CHAPITRE 1 - Les rapports de production : le général et le particulier**

##### **La Belle époque du capitalisme régional**

Les capitaux : une plus grande disponibilité. Figures d'entrepreneurs

##### **Les industries et leurs travailleurs : persistance des particularismes professionnels**

De la sidérurgie à la métallurgie. La porcelaine : maturité et épanouissement. Les verreries. Les fours à chaux : le faux retour de l'industrie rurale. La confection : la dernière des manufactures dispersées. Les Établissements militaires : des ouvriers de type nouveau. Les cheminots : entre l'isolement et l'impuissance.

##### **Conclusion**

#### **CHAPITRE 2 - Les ouvriers dans leurs quartiers**

##### **La population : le déclin et l'exode**

##### **Villes et villages ouvriers**

Bourges : la conquête du droit de cité. Vierzon : une ville ouvrière. Lunery-

Rosières : l'hégémonie patronale battue en brèche.

##### **Conclusion : réhabiliter l'espace**

#### **CHAPITRE 3 - La construction du "parti ouvrier"**

##### **La conquête de l'autonomie**

Le retour à la République : entre le passé et l'avenir (1870-1872). La constitution d'organisations ouvrières. Les enseignements de l'expérience.

##### **La tentation hégémonique**

Généralisation des luttes. Le syndicalisme, mouvement de masse et de classe. Le socialisme, une puissance électorale. Les déchirements socialistes de 1901.

Syndicat et parti : complicité et rivalité. Les résistances patronales et administratives.

#### **CHAPITRE 4 - Les ouvriers du Cher à l'aube du XXe siècle :**

##### **identification d'une mosaïque**

##### **Approche quantitative : contours et composition interne**

##### **L'existence : progrès matériels et reconnaissance sociale**

Un certain mieux-être. La vie sociale.

##### **L'indépassable condition prolétarienne**

Vivre en travaillant : une nécessité. L'insécurité, une question non résolue.

##### **Les différents moments de la conscience ouvrière**

Une scolarisation massive. Anticléricalisme et indifférence religieuse.

La réception du discours militant. La symbolique rouge : des glissements significatifs.

##### **Quelle identité ?**

Le malaise des années 1909-1914. Identité sociale et nationale : complémentarité ou alternative ?



**CONCLUSION GÉNÉRALE**

**INDEX DES PERSONNAGES CITÉS**